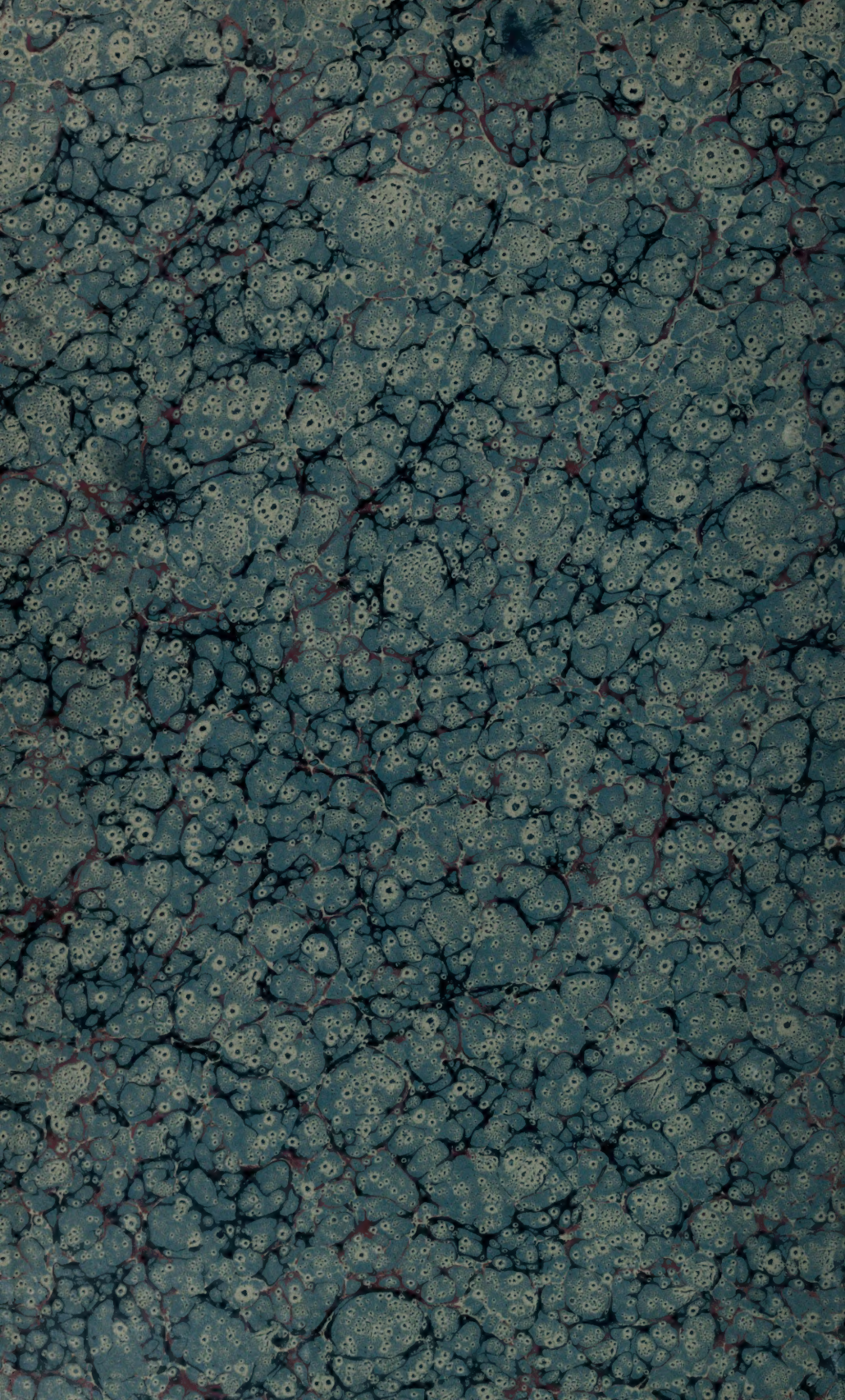
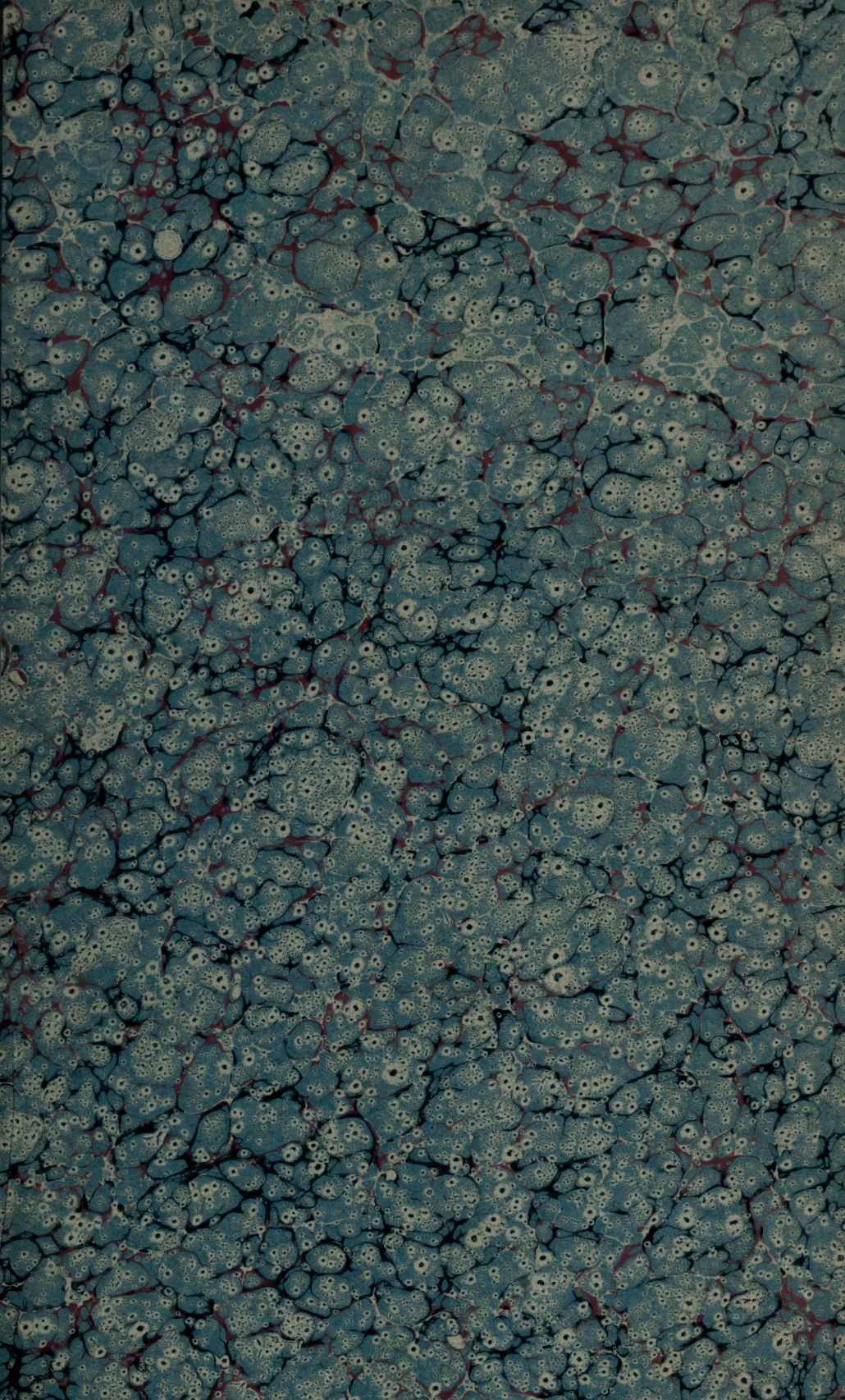






BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES.

TOME PREMIER.

QUATRIÈME SÉRIE.



P
H
E

BIBLIOTHÈQUE
DE L'ÉCOLE
DES CHARTES

REVUE D'ÉRUDITION

CONSACRÉE SPÉCIALEMENT A L'ÉTUDE DU MOYEN AGE.

SEIZIÈME ANNÉE.

TOME PREMIER.

QUATRIÈME SÉRIE.

PARIS,

J. B. DUMOULIN,

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE IMPÉRIALE DES CHARTES,

QUAI DES AUGUSTINS, 13.

M DCCC LV.

31369



BIBLIOTHÈQUE
DE LA ROYALE
DES CHARTES

REVENUE DE LA BIBLIOTHÈQUE

CONSEILS ÉCONOMIQUES À L'ÉTUDE DE NOTRE AGES

D
111
B5
7.16

LIBRARY
OF THE
BIBLIOTHEQUE
DE LA ROYALE
DES CHARTES

REVENUE DE LA BIBLIOTHÈQUE

REVENUE DE LA BIBLIOTHÈQUE
CONSEILS ÉCONOMIQUES À L'ÉTUDE DE NOTRE AGES
LIBRARY OF THE BIBLIOTHEQUE DE LA ROYALE DES CHARTES
REVENUE DE LA BIBLIOTHÈQUE
CONSEILS ÉCONOMIQUES À L'ÉTUDE DE NOTRE AGES
LIBRARY OF THE BIBLIOTHEQUE DE LA ROYALE DES CHARTES
REVENUE DE LA BIBLIOTHÈQUE
CONSEILS ÉCONOMIQUES À L'ÉTUDE DE NOTRE AGES
LIBRARY OF THE BIBLIOTHEQUE DE LA ROYALE DES CHARTES

LOUIS XI,

M. DE TAILLEBOURG

ET

M. DE MAIGNÉ.

Dix-sept lettres missives antérieures à l'année 1480, toutes inédites et récemment découvertes au château de Serrant, en Anjou, dans le chartrier du duché de Thouars, sont imprimées ci-après : une de Marie de Valois, dame de Taillebourg, n° I; une de son mari, n° VIII; une de M. de Maigné, n° XIV; deux de Jean Chambon, lieutenant de Poitou, n°s XIII et XV; la dix-septième d'une dame inconnue ¹, et les onze autres de Louis XI. Parmi ces dernières, trois sont des copies contemporaines, n°s X, XI et XVI, et les cinq autres des pièces originales, portant la signature du roi de France. Celle de madame de Taillebourg est olographe. M. de Maigné et Jean Chambon ont non-seulement signé les leurs, mais encore écrit la formule de salutation. La lettre de M. de Taillebourg est une minute.² On peut aussi considérer comme telle la réponse de la dame inconnue à la missive de Louis XI datée d'Arras, le 28 juillet, n° XVII, réponse adressée par elle, sous forme de lettre close scellée en cire rouge, A MONS^{EA} DE TAILLEBOURG, pour lui faire connaître les ordres qu'elle a reçus du roi, au sujet des filles de ce seigneur. Comme la plupart des documents de cette nature et de cette époque, nos lettres n'indiquent pas l'année à laquelle elles appartiennent. Il a été très-difficile de déterminer cette date. Nous

1. Nous disons plus loin que cette dame est probablement l'aïeule paternelle de François I^{er}, Marguerite de Rohan.

croions avoir à peu près réussi pour celles qui portent les n^{os} V à XVII ; du reste, le lecteur en jugera lui-même.

Les onze dernières missives se rapportent toutes à un même objet, l'intervention du roi de France dans les affaires privées de M. de Taillebourg, sur lesquelles nous donnons quelques éclaircissements.

Les quatre premières ne constatent aucun fait remarquable ; mais, quand même elles n'auraient pas l'incontestable mérite qui résulte de leur caractère confidentiel et du nom de leurs auteurs, nous n'aurions pas eu le courage de séparer ces vénérables textes, qui, après avoir été protégés par la même poussière, en sont sortis le même jour, réclamant, pour ainsi dire, à la lumière comme dans l'obscurité, la communauté de sort qui existe entre eux depuis près de quatre siècles.

Marie de Valois nous montre dans la première lettre, non-seulement une écriture belle et hardie, mais encore un style qui fait honneur à la fille de Charles VII et d'Agnès Sorel, ainsi qu'aux maîtres dont elle a reçu les leçons dans le château de Taillebourg ¹.

Les trois suivantes sont de Louis XI. Celle du 23 juillet, n^o II, est datée du Puy-Notre-Dame, où les fidèles vont, encore aujourd'hui, vénérer la ceinture de la Vierge ² ; elle témoigne de son affection, plus ou moins sincère, pour M. de Taillebourg, et de sa dévotion envers la mère du Christ, dont l'église, située en Anjou pour le temporel, et pour le spirituel en Poitou, servait de prétexte aux dévots pèlerinages dans lesquels le roi allait épier ce qui se passait dans les États des princes possesseurs d'apanages ³, les ducs de Guyenne et d'Anjou. Les lettres des 5 août et 4 février, n^{os} III et IV, doivent se rapporter aux négociations par suite desquelles le comte et la comtesse de Penthievre transportent au roi de France, en janvier 1480, tous leurs droits sur le duché de Bretagne ⁴. M. de Taillebourg, dernier représentant de la famille de Coëtivy, avait peut-être des prétentions au duché lui-même, comme nous verrons plus loin qu'il en élevait sur l'un de ses principaux fiefs, la seigneurie de Raiz ⁵. En tout cas, Louis XI attendait de lui des renseignements positifs « pour faire sa mère sœur. »

1. Il paraît probable que Pierre Daicon, en faveur duquel sa lettre est écrite, était l'un de ses maîtres.

2. Voy. *Notre-Dame de Béhuard*, par M. Jules Quicherat : *Revue de l'Anjou*, année 1853, pag. 136.

3. Voy. Bodin, *Recherches sur Saumur*, 1^{re} édit., vol. I, pag. 200.

4. Voy. d'Argentré, liv. XIII, chap. 18.

5. Du Paz ne porte pas les Coëtivy dans son tableau des prétendants à la succession de Raiz. Voy. *Histoire général. de plusieurs maisons illustres de Bretagne*, pag. 233.

Les cinquième et sixième lettres, aussi de Louis XI, intéressent particulièrement les archéologues.

Les personnes qui visitent Saintes n'y admirent pas seulement les édifices qui remontent à la domination romaine; de belles églises attirent aussi leur attention, celle de Saint-Eutrope surtout. A l'entrée de la magnifique crypte dans laquelle a été découvert, en 1843, le tombeau de l'apôtre de la Saintonge, patron de cette basilique, on remarque sur chacun des gros piliers de droite et de gauche deux inscriptions gothiques, l'une en relief, l'autre en creux ¹. Elles portent qu'à deux reprises différentes, la crypte et l'église ont été restaurées et complétées, grâce à la munificence de Louis XI, la première fois lorsqu'il n'était que dauphin de Viennois, la seconde en 1477. Nos deux lettres concernent la dernière et la plus importante de ces restaurations. Il est probable qu'elle fut décidée pendant le séjour du roi à Saintes, au mois de mai et dans les premiers jours de juin 1472; mais, avant de faire commencer les travaux, Louis XI avait voulu qu'un devis en précisât l'étendue et la dépense. Odon de la Baume, prieur de Saint-Eutrope, sous l'administration duquel la première restauration a été exécutée, remplit incontinent les volontés du roi, qui reçoit le devis à Thouars, où il s'était arrêté au retour d'une excursion en bas Poitou.

Les deux lettres qu'il écrivit de cette ville à M. de Taillebourg, la dernière principalement, prouvent que les projets et les chiffres du prieur ne le satisfirent pas, à beaucoup près : il croit que le devis n'a pas été loyalement dressé, et il accuse la Baume ou de vouloir le tromper, ou de s'être laissé tromper lui-même. Le défiant monarque ne veut pas qu'on abuse de sa confiance et de son argent, soit en faveur des églises soit en l'honneur des saints, même lorsque, par leur intercession, il espère obtenir la guérison de quelque maladie ou infirmité ². Il sait que les maîtres maçons ont des habitudes dont la tra-

1. M. Jules Marion les a publiées en même temps qu'il a décrit les monuments de Saintes. Voy. *Notes d'un voyage archéologique*, pag. 12; et *Bibl. de l'École des chartes*, 2^e série, vol. III, pag. 186.

2. Nous avons trouvé la pièce suivante, minute écrite sur papier, dans un des principaux recueils de *Mémoires du règne du roy Louis XI* (Bibl. Imp., Mss., coll. Béthune, vol. 8445, fol. 13) :

Martir Christi Eutropi, tua Deo placita prece, sana me semper et ubique ab ydropica infirmitate. Ora pro me, beate martir Eutropi, ut ab Eutropisi valeam per te sanari.

Oracio.

Deus qui fidelibus tuis, per oracionem beati Eutropii, martiris tui atque pontificis, cunctis ejusdem memoriam facientibus, de quacumque infirmitate vel adversitate

dition n'est pas perdue de nos jours, « spécialement quant ilz ont à faire à gens qu'ilz euident qui ayent bonne bourse; » et il ajoute (ce que devraient se dire tous les jours les personnes qui président aux innombrables restaurations de nos monuments historiques) : « et ne s'en fault pas fier en eulx. » C'est pourquoi Louis XI charge M. de Taillebourg de faire vérifier, par un homme compétent et honnête, quelle somme il faudra « pour garder que l'église ne tumbe, » et refaire ce qui est mauvais et en dangier de cheoir. »

Catherine de Coëtivy épousera-t-elle M. de Maigné ? Quelle dot recevra-t-elle de son père, M. de Taillebourg ? Tel est l'objet des lettres placées sous les n^{os} VII à XV, la première du 10 novembre 1477, la dernière du 18 avril suivant. Ces deux questions présentent un intérêt historique assez restreint. M. de Maigné passait pour l'un des bons chefs de guerre de cette époque ; après avoir combattu avec distinction contre les Anglais, M. de Taillebourg vivait retiré dans ses terres de la Saintonge ; à la vue de Catherine, les vieux serviteurs de Charles VII ont pu dire avec admiration : Belle comme son aïeule Agnès, dame de Beauté ! Néanmoins, le rôle de ces trois personnages ne sort guère des recueils généalogiques et des histoires locales : il faut, pour ainsi dire, que Louis XI vienne les prendre par la main pour les tirer de la demi-obscureté dans laquelle ils ont été laissés par les historiens de son règne.

Les graves préoccupations du monarque n'ont aucune part dans cette correspondance : on dirait même qu'il s'est étudié à ne laisser voir que son goût naturel pour les petites affaires, et fournir des pièces justificatives à ce passage de Philippe de Commines : « De maintes menues choses de son royaume il se mesloit, et d'assez dont il se fust bien passé ; mais sa complexion estoit telle, et ainsi vivoit ¹. » L'autre trait du même historien : « Il estoit maistre avec lequel il falloit charrier droit ², » est aussi pleinement confirmé par le post-scriptum de notre troisième missive : « Je suis de la nature des femmes : quant l'on me dit quelque chose en termes obscurs, je veulx savoir incontinent que c'est. »

Olivier de Coëtivy (M. de Taillebourg), chevalier, conseiller et chambellan du roi, prenait les titres de seigneur de Raiz, Taillebourg,

tenerentur, liberari concessisti, presta michi, queso, famulo tuo, ut per amorem et honorem ipsius, sana (sic) me ab ydropico morbo et ab omnibus malis, per Dominum.

1. Commines, édition de Mlle Dupont, vol. II, pag. 273.

2. *Ibid.*, pag. 216.

Royan, Mornac, Rochefort-sur-Charente, etc., etc. ; mais il ne paraît pas avoir possédé la première de ces seigneuries ; il jouit quatre ans à peine de la troisième et de la quatrième, et perdit même momentanément les deux autres, Taillebourg et Rochefort, à la suite de la guerre du Bien public ¹.

Quoiqu'il fût le troisième des quatre fils d'Alain III de Coëtivy, seigneur de Taillebourg, et de Catherine du Châtel, nièce de Tanneguy, il avait recueilli toute leur succession. Prégent, son frère aîné, amiral de France, après avoir combattu les Anglais partout où il y avait à défendre les droits de Charles VII ², périt glorieusement, frappé par un boulet de canon, au siège de Cherbourg, en 1450 ; et il ne laissait pas d'enfants de sa femme Marie de Laval, fille unique et héritière du trop célèbre maréchal de France Gilles de Raiz, dont le procès est l'un des plus affreux épisodes de nos annales. Alain, entré dans les ordres, était devenu cardinal-évêque d'Avignon, et Christophe, le plus jeune, mourut sans postérité.

Olivier de Coëtivy, alors sénéchal de Guyenne, avait épousé, au mois de novembre 1458, la seconde fille naturelle de Charles VII et d'Agnès Sorel ³. Amenée dès son enfance dans le château de Taillebourg, Marie de Valois ⁴ y était restée même après la mort de Prégent,

1. Voy. Documents inédits publiés par le ministre de l'Instruction publique, *Mélanges*, 1843, pag. 384. *Bibl. de l'École des chartes*, 3^e série, vol. I, pag. 485. Un arrêt du grand conseil, 13 septembre 1466, lui donne le titre de seigneur de Taillebourg ; et nous avons aussi trouvé, dans les archives de Thouars, son acte de foi et hommage-lige rendu au roi, le 13 janvier 1476, pour le château et la seigneurie de Rochefort, tenus *au devoir d'une espée blanche ou vingt solz tournois*.

2. On lit dans les lettres patentes de ce prince, datées de Jumièges, au mois de janvier 1450, N. S. : — « Considérans les bons, grans, notables, agréables et recommandables services à nous faiz par nostre amé et féal conseiller Prigent, seigneur de Raiz et de Coictivy, chevalier, amiral de France, nous a tout son temps et dès son jeune aage continuellement faiz ou fait de nos guerres, à l'encontre de nos anciens ennemis et adversaires les Anglois, tant au recouvrement de nos pays et seigneuries de France comme de nostre duchié de Guienne, en ce que y avons conquis, fait de présent au recouvrement de nostre pays et duchié de Normandie et autrement en maintes manières, et espérons que plus face au temps à venir, voulans iceulx services reconnoistre et l'en remunerer aucunement,... à icelui nostre conseiller et chambellan... avons donné, cédé,... donnons, cédon... la baronnie, chastel, chastellenie... de Lesparre, assises en nostre pays de Guyenne, à présent détenues et occupées par nosd. ennemis et adversaires les Anglois, à nous appartenant par droit de confiscacion, faulte d'omme, aubénage ou autrement ... » *Original, Archives de Thouars*.

3. Voy. *Recherches historiques sur Agnès Sorel*, par M. Vallet de Viriville ; *Bibl. de l'École des chartes*, 3^e série, vol. I, p. 479-486.

4. M. Massion, *Hist. de Saintonge*, vol. III, p. 308, la nomme, à tort, Marguerite.

auquel le roi de France l'avait donnée à élever. Huit ans plus tard, dans sa vingt-troisième année, elle en devint dame et maîtresse. Son affection pour la famille dont elle ne s'était pas séparée, et où elle avait trouvé, dans Catherine du Châtel, une véritable mère, veillant à son éducation avec la plus grande sollicitude, contribua peut-être plus que tout autre motif à faire choisir pour son époux le compagnon ou le témoin de ses jeux et de ses études. Charles VII, outre les 1,600 livres tournois qu'il lui fit compter « pour avoir robes et habillemens à son plaisir, le jour et feste de ses nocces, » l'avait richement dotée, par lettres patentes enregistrées en la Chambre des comptes ¹. Elle apporta en dot à M. de Taillebourg 12,000 écus d'or, ou 16,000 livres, et deux belles seigneuries en Saintonge même, Royan et Mornac, confisquées sur un vassal rebelle ou plutôt mécontent ², qui était sorti de France. Un fils et quatre filles naquirent de cette union : Catherine de Coëtivy était la seconde ³.

Malgré les formules et protestations amicales contenues dans les lettres de Louis XI, il est certain que, dès son avènement, une profonde mésintelligence avait éclaté entre M. de Taillebourg et son royal beau-frère. Tous les personnages tombés dans la disgrâce de Charles VII, dans lesquels le nouveau roi de France pouvait ou voulait voir des compagnons d'infortune et d'exil, furent rappelés par lui. Le sire de Pons était de ce nombre, et la faveur du monarque lui fit même recouvrer ses anciennes possessions ⁴; ainsi Royan et Mornac sont enlevés à Olivier de Coëtivy et à Marie de Valois. Au mois de septembre 1462,

1. M. Vallet de Viriville les a imprimées, *loc. cit.*, p. 481.

2. Massiou, *loc. cit.*, p. 303 et 318.

3. Charles, comte de Taillebourg, marié à Jeanne d'Orléans, sœur de Charles, comte d'Angoulême, et tante de François 1^{er}. Louise, leur fille unique, épousa Charles de la Trémouille, prince de Talmont. Adélice, mariée à Henri, seigneur de Penmarch; Marguerite à François de Pons, seigneur de Montfort; et Gillette à Jacques d'Estouteville, seigneur de Beyne, puis en secondes nocces à Antoine de Luxembourg. Voyez le P. Anselme, *Hist. généalog.*, vol. VII, pag. 845.

4. L'arrêt du grand conseil, en date du 13 septembre 1466, à Montargis, expose ainsi ses droits : « Le dit sire de Pons (notre amé et féal cousin Jacques, sieur de Pons) disoit que ou pays de Xaintonge, sur la mer, a deux belles places, nommées « Royan et Mornac, lesquelles lui appartiennent en toute justice, et en avoit pris, de « toute ancienneté, les fruiz et iceulx appliqué à son prouffit; et que pour certaines « causes led. S^r de Pons, dès pieça, se absenta dud. pays, et par ce furent lesd. places données ausd. S^r de Taillebourg et sa femme, par feu nostre très-chier seigneur « et père, que Dieu absenille; et que depuis nostre advenement à la couronne, pour « certaines grans causes qui a ce nous meuvent, nous lui avions rendues lesd. places « et le restitué en tous ses biens et héritages en l'estat qu'il estoit au temps qu'il s'es- « toit absenté... » Arch. de Thouars.

Louis XI leur donne, à la vérité, la seigneurie de Rochefort ¹, « afin, « dit-il, que durant le procès qui à ceste cause pourra mouvoir et « prendre long trait, ledit de Coetigny (*sic*) ayt mieux de quoy vivre « et entretenir honorablement l'estat de luy et de nostre dicte sœur naturelle; » mais cette concession, outre qu'elle devait être et fut réellement toute transitoire, était une compensation très-insuffisante pour deux terres évaluées à 600 livres de revenu ². M. et madame de Taillebourg profitent donc avec ardeur de la faveur que leur a accordée le roi, de « faire action, poursuite et demande, par voye de justice, des- « dits chasteaux, places, terres et seigneuries , à l'encontre dudit « sieur de Ponts. » Ils s'adressent tantôt au grand conseil, tantôt au parlement de Bordeaux. Leur bon droit y est constamment reconnu et proclamé, mais le mauvais vouloir de Louis XI paralyse toujours le succès de leur cause, et les empêche de pouvoir faire exécuter contre le sire de Pons les nombreux arrêts de ces cours souveraines ³.

Olivier reprochait aussi au roi d'entraver et même de combattre, à l'avantage du duc de Bretagne, ses droits à la succession de Raiz, dont l'héritière, Marie de Laval, morte sans postérité de son second époux M. de Loheac, avait sans doute, lors de son premier mariage, fait quelques dispositions en faveur de la famille de Coëtivy ⁴. Enfin, il n'avait pas encore pu obtenir le remboursement de diverses sommes très-fortes, entre autres le prix de la rançon et les frais de captivité de Jean de Foix, comte de Candale et capital de Buch, fait prisonnier par lui à la glorieuse bataille de Castillon, en Bordelais. Lorsque ce capitaine, rompant enfin les liens qui le retenaient sous la domination anglaise, se rallia à la France et rentra en grâce auprès de Louis XI, le roi, par un traité formel, 17 mai 1462, avait garanti le payement de ses dettes ⁵, et il ne les avait pas encore acquittées en 1477.

Rappelés dans plusieurs de nos missives, avec d'autres qu'il est au-

1. Les lettres-patentes ont été imprimées par M. Vallet de Viriville, *l. cit.*, p. 483.

2. Enquête faite le 7 novembre 1477. Origin., arch. de Thouars.

3. Voy. la note de la lettre VIII^e.

4. « Fut dit (mariage faisant) que de Coitivy prendroit le nom, armes et cry de Raix.... Mais finalement Dieu le créateur se desplaist de ceste maison, qui estoit fort grande, tellement qu'il n'en sortit point d'enfans, et s'en alla en dissipation. Dont il sortit mil et mil procez qui ont duré de nostre vivant, et n'y auroit aujourd'hui cent livres de rente ensemble si les prétendants en icelle ne se fussent condescendus à mettre leurs portions entre les mains d'un puissant acheteur (Albert de Gondy, maréchal de France), qui fait refflorir l'ancien titre de ceste seigneurie, ramassant les pièces démembrées. » D'Argentré, liv. XI, chap. 47.

5. Le P. Anselme, vol. III, pag 382.

jourd'hui assez difficile d'expliquer, ces détails sont exposés d'une manière plus précise dans la lettre VIII^e, par laquelle M. de Taillebourg répond aux demandes réitérées que le roi lui a faites de la main de sa fille Catherine pour M. de Maigné. Antoine de Chourses, seigneur de Maigné et d'Echiré, n'est pas d'une aussi petite maison que M. de Taillebourg paraît le croire, lorsqu'il écrit au roi : « Puisqu'il « est en vostre bonne grâce, suis sûr qu'il ne puyt faillir à estre le plus « grant qui fust onques de son lignage, etc., etc. » Son père, Guy de Chourses, seigneur de Malicorne, est le chef d'une des principales et des plus anciennes familles du Maine. La terre et le titre sont passés, il est vrai, à son frère aîné Jean, né d'un premier mariage; mais, du chef de sa mère, Andrée de Varèze, issue des Chasteigner du bas Poitou ¹, veuve elle-même, et dont le premier mari était un Vivonne, Antoine n'est pas plus dénué de bien que de naissance. Il possède, entre autres, près de Niort, le fief dont il porte le nom. Louis XI a résidé dans l'hôtel de Maigné, il a chassé dans ses bois avec son frère le duc de Guyenne, après leur réconciliation faite au passage du Braud, non loin de l'embouchure de la Sèvre Niortaise ².

Antoine s'était fait remarquer du roi, tout récemment encore au siège d'Arras, par son courage et ses talents militaires. Louis l'appelle un des bons chefs de guerre qui soit aujourd'hui en son royaume (n^o VII). Il lui a confié le commandement de six cents hommes d'armes, ainsi que des quatre mille francs-archers à la tête desquels était naguère messire Capdorot ³; mais il ne borne pas là ses faveurs. Attendant de M. de Maigné de nouveaux services, il veut se l'attacher davantage, même en faire son neveu.

Dans la missive si pleine de franchise qu'il adresse au lieutenant de Poitou (n^o XIV), on aime à voir les scrupules pleins d'honneur et la générosité toute chevaleresque avec lesquels Antoine s'écrit : « Par Dieu ! « non pas la place (Royan) ne mademoiselle de Taillebourg ne voul- « droye avoir, s'il ne luy plaisoit me faire cest honneur et de bon vou- « loir ! »

Tandis qu'Olivier de Coëtivy s'épuisait en procédures et exploits judiciaires pour recouvrer la dot de sa femme, Louis XI s'était fait re-

1. Le P. Anselme, vol. VII et VIII, et Duchesne, *Hist. des Chasteigner*, p. 513-517.

2. Commynes, vol. III, pag. 261 et 267.

3. Tête Dorée. C'est Aymar de Poisieux. On l'appelait aussi *Cadurat*. Voy. Commynes, vol. III, pag. 274.

mettre Royan et Mornac par l'héritier de Jacques de Pons, probablement au moyen d'une indemnité. Peu de temps après, c'est-à-dire au commencement de 1477, il en dispose en faveur d'Antoine de Chourses. Le désappointement de M. de Taillebourg est trop naturel pour que cette mesure ne l'ait pas rendu encore plus hostile au protégé du roi. Ce dernier a beau lui répéter : « C'est ung gentilhomme qui vault « beaucoup, et de quoy vous et les voustres serez bien serviz au temps « à venir ; » le père de Catherine n'est guère disposé à croire que M. de Maigné ait vraiment reçu l'ordre de lui bailler Royan et Mornac (n° XII). Cette promesse est en effet très-éloignée des intentions de Louis XI, témoin la défense formelle qu'il fait à M. de Maigné de se dessaisir des deux seigneuries.

Antoine de Chourses est plus habitué à aller droit à l'ennemi qu'à se prêter aux exigences d'une intrigue, même lorsqu'elle doit lui faire épouser une belle, noble et riche héritière. L'impression de plus en plus défavorable que doivent éprouver à son égard et Catherine et son père lui cause un profond désespoir. Malgré son désir de voir la matière venir à bonne conclusion, il faut toute la crainte qu'il éprouve d'encourir la disgrâce du roi, qui le menace de ne jamais se mêler de ses affaires, pour triompher de sa répugnance à subir plus longtemps un semblable rôle.

Jean Chambon, conseiller et maître des requêtes de Louis XI, était aussi son lieutenant en Poitou. Les scrupules de son honnête conscience ne fléchissaient pas devant la volonté du monarque ¹ ; son intervention dans le mariage de M. de Maigné devait donc être une garantie de succès. Antoine avait pour lui autant d'estime que de confiance, aussi lui parle-t-il à cœur ouvert ; et M. de Taillebourg, dans les fréquents rapports qu'il entretient nécessairement avec le lieutenant de Poitou ², avait pu apprécier son esprit conciliant et son caractère loyal. C'est surtout par la persuasion qu'il cherche à triompher des scrupules de l'un comme du mauvais vouloir de l'autre : à celui-ci il explique comment le don de Royan et de Mornac à son futur gendre n'est qu'une affaire de forme, une imagination du roi, à laquelle il faut d'autant plus complaire qu'elle le rendra en réalité maître des places qu'il reven-

1. Voy. *Notice sur Philippe de Commines*, par Mlle Dupont, pag. 62 et suiv.

2. Jean Chambon s'était en plusieurs circonstances employé activement en faveur de M. de Taillebourg, notamment de 1467 à 1470, pour lui faire recouvrer « la terre « et seigneurie des Goux, en la prévosté et suburbs de Xaintes. » Bibl. imp., cab. des titres, *Coëtlivy*.

dique depuis plus de seize ans ; à celui-là il recommande la patience, garantit que tout s'arrangera selon ses vœux, et promet de lui faire obtenir le bon vouloir de la demoiselle et du père. La précaution qu'il prend d'envoyer à Olivier de Coëtivy la lettre d'Antoine de Chourses, est certes un des meilleurs moyens qu'il ait pu employer pour le faire revenir sur le compte du gendre que lui impose Louis XI.

Chambon ne réussit pas moins à lever les difficultés qui résultent du chiffre de la dot. Dès ses premières lettres en faveur de M. de Maigné, le roi avait dit à M. de Taillebourg que ses filles ne lui coûteraient rien à marier. Ce dernier lui répond qu'il ne s'attendait pas à tant de bonnes assurances ; et, s'il y avait ajouté foi, son illusion eût été de courte durée. Sur ce point encore, et en présence des promesses royales, le mandat de Chambon présentait de graves difficultés. Il amène cependant M. de Taillebourg à offrir 10,000 francs, plus 1,000 livres de rente ; mais, en fait, il ne payera que la moitié de cette somme, le surplus étant assigné sur ce qui lui a été alloué par le parlement de Paris dans l'arrêt relatif à la succession de Raiz. Le roi n'est pas complètement satisfait de ces propositions : la crainte de froisser le duc de Bretagne l'empêchait de laisser mettre cet arrêt à exécution. Il écrit donc au lieutenant de Poitou de gagner ce seul point, que la dot promise ne soit pas imputée sur la succession de Raiz. Son affection pour M. de Maigné lui fait même ajouter la curieuse mais timide demande : « Et si « vous pouvez faire des franz escuz, aussi cela seroit bien ; » mais il est peu probable que Chambon ait mis en avant cette nouvelle demande, dans la crainte de détruire le fruit de ses longues et pénibles négociations. C'est déjà un grand succès d'obtenir que les 10,000 francs soient payés comptant, et que, sur les 1,000 livres de rente, il n'y en ait pas plus de 600 imputées sur l'arrêt de Raiz ; c'est aussi la preuve évidente qu'un changement notable s'était opéré dans la famille de Taillebourg à l'égard d'Antoine de Chourses.

La lettre de Louis XI à madame de Malicorne, n° X, donne lieu de penser que son fils lui avait fait partager ses scrupules à l'égard d'un mariage dont les préliminaires blessaient sa droiture.

À l'égard de Catherine de Coëtivy, d'après toute cette correspondance, son rôle se borne à obéir aux ordres du roi, pourvu qu'ils lui soient transmis par son père. Afin de trouver moins de résistance de sa part, et de la soustraire aux ennuis et à l'influence des discussions préliminaires, Louis XI l'a éloignée de Taillebourg et, suivant l'usage emprunté aux mœurs féodales, il l'a placée près d'une châtelaine illustre et vénérée.

Les deux dernières lettres montrent comment il agissait en semblable circonstance. A notre avis, elles ne se rapportent pas à Catherine, et sont antérieures de quelques mois à la première où il soit parlé de son mariage; elles concernent Adélice, sœur aînée de Catherine, et une autre plus jeune qu'elle. Aucune des demoiselles de Taillebourg n'était encore mariée, au dire de leur père lui-même, lorsqu'il répondait au roi le 15 novembre 1477. Ces lettres n'en sont pas moins intéressantes pour cela.

Après de longues recherches faites dans le but de découvrir le nom de la dame veuve pour laquelle l'arrivée des deux nièces du roi est un honneur très-onéreux, dont elle se décharge, du reste, aussitôt que M. de Taillebourg envoie chercher ses filles, nous croyons pouvoir attribuer la XVII^e lettre à Marguerite de Rohan, veuve, depuis 1467, de Jean d'Orléans, comte d'Angoulême, qui habitait alors Cognac avec ses deux enfants, Charles et Jeanne, et qui mourut à la fin du quinzième siècle¹. Quoi qu'il en soit, le style de cette lettre a beaucoup d'élévation; elle concourt, avec celle de Marie de Valois, à donner une idée favorable de l'éducation des femmes au quinzième siècle; enfin elle a assuré la conservation du document qui prouve d'une manière surabondante, comme nous l'avons déjà dit plus haut, la passion de Louis XI pour les petites affaires.

La dignité du roi n'a rien à gagner, il est vrai, à la sollicitude avec laquelle il s'occupe de ce que les filles doivent manger et boire, et de la façon dont leur corset doit être serré; mais quelle singulière liberté d'esprit attestent le ton et les termes de cette lettre, dictée et signée au milieu d'un pays tout en feu, dans la malheureuse ville d'Arras, qui, à deux reprises différentes, et après une résistance opiniâtre, a succombé sous les armes du roi, où il a voulu entrer à cheval par la brèche, où il a fait dresser le gibet et l'échafaud, dont il a exilé en masse les habitants, pour les remplacer par des familles arrachées à toutes les provinces de la France, et dont enfin il supprime même le nom, par lettres patentes enregistrées au parlement²!

Lorsque, vers le milieu de 1480, Olivier de Coëtivy alla rejoindre, sous les dalles de la chapelle de Taillebourg, Marie de Valois, dont le

1. Le P. Anselme, vol. I, p. 209. Charles épousa Louise de Savoie, et fut père de François I^{er}. Jeanne fut mariée, le 24 mai 1484, avec le fils d'Olivier de Coëtivy, comme nous l'avons dit plus haut.

2. Et comme le roi fit changer les habitans d'icelle, pour changer les courages, il fist changer le nom d'Arras, et la fist nommer *Franchise*. (Jean Molinet, cité par Mlle Dupont.)

corps y était déposé depuis 1473, sa fille Catherine et Antoine de Chourses étaient mariés depuis environ deux années. Lors du mariage, probablement, et comme cadeau de noces, M. de Maigné acheta un beau et volumineux manuscrit en parchemin, orné de nombreuses et splendides miniatures, sur les grandes pages duquel il fit peindre en bas ses armoiries et celles de sa femme¹, en côté leurs initiales, A et K² entrelacés. Ce manuscrit, conservé à la Bibliothèque impériale³, forme deux volumes grand in-folio; il contient la Légende dorée, que Jean de Vignay avait traduite du latin en français pour Jeanne de Bourgogne, reine de France, femme de Philippe de Valois.

Louis XI témoigna toujours une grande affection à son protégé, et il lui fit de nombreuses donations, entre autres, en 1479 et 1482, les villes, seigneuries ou terres de Béthune, Antraigues, Roussy et Donzenac⁴; il lui confia aussi des missions importantes. Deux lettres originales signées par lui le même jour, 29 octobre 1480, relatives à des démarches recommandées à ses plénipotentiaires auprès de Maximilien d'Autriche, pour le succès des négociations qu'ils suivent, portent la suscription : A MM. DE BAUDRICOURT, LE RICHE, , DE SOULLIERS, MON NEPVEU DE MAIGNÉ, S'IL Y EST⁵. En l'année 1480, le 22 juillet, le roi lui avait confirmé l'important office de capitaine et garde du château d'Angers⁶. A partir de cette époque, Antoine de Chourses réside constamment dans cette place, ne la quittant qu'appelé à la cour

1. Parti : au premier d'argent à cinq fasces de gueules; au deuxième coupé : au premier fascé d'or et de sable; au deuxième d'azur à trois fleurs de lis d'or, au filet d'argent posé en bande et brochant.

2. Mademoiselle de Taillebourg signait *Katherine de Coettivy*.

3. Mss. français, n. 6889, 2^e 3, ou Versailles, n^o 40. Voy. les *Manuscrits français de la Bibliothèque du roi*, par M. Paulin Paris, vol. II, pag. 256.

4. Bibl. imp., cab. des titres, *Chourses*.

5. Bibl. imp., coll. Béthune, vol. 8448, fol. 3 et 5.

Louis XI écrit aussi « de Prayes lez le Puy-Nostre-Dame, le v^je jour de décembre, » à M. Du Bouchage : « Je vous pry que M. de Maigné s'y en voyse incontinent, et « qu'il rompe ses pratiques... et selon qu'il trouvera il conduira la matière. Il le « conduira par sa main, car la pratique vault mieulx en sa main que d'autres. » *Ibid.*, vol. 8449, fol. 8, v^o.

6. « Loys, par la grâce de Dieu, roy de France, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que, par considération des grans, louables et agréables services que nostre amé et féal conseiller et chambellan Anthoine de Chourses, seigneur de Maigné, nous a fais par cy-devant, tant à l'entour de nostre personne, ou fait de nos guerres que autrement; confiens à plain de ses sens, loyauté, vaillance, preudommie et bonne diligence; à iceluy, pour ces causes, et pour la grant, entière et singulière confiance que nous avons de sa personne, avons donné et octroyé, donnons

par les affaires du roi. Il était aux Montils lors de la mort de Louis XI, et fut un des fidèles officiers qui reçurent son dernier soupir ¹.

Au mois de février 1475, ce prince avait institué la mairie d'Angers. Aussitôt l'avènement de Charles VIII, un parti puissant, Messieurs de la Chambre des comptes et Messieurs de la Justice, s'appliquent de toutes leurs forces à empêcher la confirmation de ce privilège, ce qui équivalait à une suppression pure et simple de la mairie. Les défenseurs de la ville sont peu nombreux, mais leur caractère, leur autorité, ont une juste influence auprès de la régente, Madame de Beaujeu. En sacrifiant quelques articles de la charte municipale, MM. de Maigné et du Plessis-Bourré ² surent faire maintenir l'œuvre de Louis XI. La reconnaissance des échevins et des habitants d'Angers est consignée dans plusieurs délibérations de la mairie pour l'année 1484. Des remerciements solennels furent adressés à ces deux hommes d'État lors de leur retour en Anjou ; des présents trop modestes pour être refusés, mais qui n'en sont peut-être que plus honorables, leur furent faits aussi : à Jean Bourré, le vendredi 15 octobre, du poisson de mer et d'eau douce, qui avait coûté la somme de 10 livres 10 sols, et lui fut offert à son château du Plessis-Bourré, par le prévôt et le procureur de la ville ; à Antoine de Chourses, le 24 mars suivant ³, deux pipes de

et octroyons de grâce espécial, par ces présentes, l'office de nostre cappitaine et garde de nostre chastel d'Angiers, qu'il a tenu par cy-devant ou vivant de feu nostre oncle René, roy de Sicile, duc d'Anjou, dernier décédé ; vacant à présent parce que, depuis que les pais et duchié d'Anjou sont advenus et escheus en nos mains, par le trespas de nostredit oncle, n'y a esté par nous aucunement pourveu.... Donné à la Mothe d'Es-gry, le 22^e jour de juillet, l'an de grâce 1480. » *Ibid.*, coll. Housseau, vol. IX, n. 4065.

1. « Anjourd'huy, 1^{er} jour de septembre l'an 1483, sont venues nouvelles certaines, « à Messieurs de l'Eglise, du Conseil et de la Ville, de la mort du roy Loys, à qui Dieu « pardoint; lequel trespassa le sabmedi pénultiesme jour d'aoust, l'an dessusdit, aux « Montilz-lez-Tours, entre neuf et dix heures devers le soir, ainsi que on a sceu par « lettres sur ce escriptes à mesd. sieurs par MM. de Maigné et maire d'Angers. Dieu « en ait l'amme. » *Chambre des comptes d'Angers*, Arch. de l'empire, P. 1344, f. 191.

2. Trésorier de France sous Louis XI et Charles VIII. Bodin, *Recherches sur Angers*, 1^{re} édition, vol. 1, pag. 490, dit qu'il était le *fils d'un cordonnier* de la paroisse de Bourg, près Angers, ce qui n'est pas exact. On lit en effet dans le testament de Jean Bourré, en date du 11 avril 1505, et dont les archives de Maine-et-Loire possèdent une copie faite le 19 juin 1592 : « Item, je veulx et ordonne qu'en la ville de Chasteau-« gontier, dont je suis natif, et en l'église de Mgr Saint-Jehan l'Evangéliste, en laquelle « sont inhumez mes feuz père et mère, ... soit dict et célébré le nombre de cc messes « basses, etc., etc. » Le château du Plessis-Bourré est un des plus beaux et des mieux conservés de tout l'Anjou.

3. Le lundi de la sepmaine sainte, xxviii^e jour de mars l'an mccccclxxxiii (vieux style), ou conseil tenu en la maison de la ville.... Sur ce que M. de Maigné, cappitaine

vin, achetées à raison de 16 livres tournois. Le payement de cette somme, et des 6 sols 6 deniers pour le charroi des deux pipes jusqu'au château d'Angers, fut ordonnancé le 8 avril; mais déjà M. de Maigné n'existait plus ¹. Agée de moins de trente ans, Catherine de Coëtivy restait veuve de ce capitaine, ayant « en nom et comme tuteresse, le « bail et gouvernement de Anthoyne de Chourses, mineur d'ans ², » leur fils.

P. MARCHEGAY.

I. *Madame de Taillebourg à son mari.*

A Monseigneur.

Monseigneur, je me recommande à vostre bonne grace tant et si très-humblement comme je puis. Et vous plaise savoir que mon hoste, messire Pierre Daicon, porteur de cestes, est venu devers moy, lequel m'a dit qu'il vouloit aller à Tours, pour certaines affaires de l'église de Nostre-Dame de Coignes de la Rochelle, dont il est chanoine; et m'a prié qu'il me pleust vous escrire que l'eussiez pour recommandé envers monseigneur le cardinal ³, touchant certaine prébende que messire Falco a et tient en l'église de Saint-Pierre de Xaintes et dont autres fois escripvy à mondit seigneur le cardinal et dont aussi parlay au

du chastel d'Angers, arriva de court en ceste ville samedi derrenier, et que, durant qu'il a esté en court, a fait plusieurs plaisirs et services à la ville, en plusieurs matières et affaires, a esté conclud que MM. le maire, Jehan Muret, Jehan Barrault, Jehan Aloff, Jehan Cochon procureur, Pierres Thevin, Jehan de la Rivière, yront devers luy le remercier desd. plaisirs, services qu'il a faiz à la ville et lui prier et requérir que tousjours il ait en recommandacion les affaires de lad. ville. Et outre lui sera donné deux pippes de vin, lesquelles led. Barrault a offert à bailler. Et pour taster et gouter led. vin, ont esté commis maistres Jehan Cochon et Pierres Thevin. — Conclusions de la mairie d'Angers, année 1484, fol. 97.

1. Comptes de la ville d'Angers, vol. III, fol. 71 v°.

2. Bibl. imp., cabinet des titres, *Chourses*.

3. Alain de Coëtivy, cardinal-évêque d'Avignon, auquel se rapporte le billet suivant, adressé par Louis XI à Jean Bourré : « Mons^r Du Plexis, faictes des lettres à nostre Saint Pere pour le cardinal d'Avignon, en ensuivant plusieurs autres que je ly « en ay escriptes et selon que maistre Pierre Doriolle, qui les a faictes, vous dira, tant « pour legacion de France que pour gages de voiage qu'il a fait; aussi d'avoir sa personne et estat pour recommandé ès premières évesché et abbaye vaquans en ce « reyaume. — Loys. » Bibl. imp., supp. fr., n° 445, f. 17.

clavayre ¹ d'Avignon. Si vous prie, Monseigneur, que il vous plaise luy estre aydant à luy faire avoir lad. prébende, si possible est, car, comme vous savez, nous luy sommes fort atenuz, et principalement moy.

Monseigneur, je prie à Dieu qu'il vous doint bonne vie et longue, et brief revenir de par deçà.

Escript à Taillebourg, cestui samedi après disner, xiiii^e jour de janvier.

La toute vostre
MARIE DE VALOYS.

Aujourduy avons mis Julienne en son mesnage, comme dire vous pourra ledit porteur, qui y estoit.

II. *Le roi à M. de Taillebourg.*

A mon frère Mons^r de Taillebourg.

Mons^r de Taillebourg, mon frère mon ami, il y a longtemps que je ne vous vy, et pour ce j'ay grant desir de vous veoir et savoir comment vous vous portez. Je vous prie que vous rendez audevant de moy à Tours, où j'espère estre de retour de mon pèlerinage ² venredi prouchain Je vous prie qu'il n'y ait point de faulte. Et adieu.

Escript au Puy Nostre-Dame, le xxiii^e jour de juillet.

LOYS.

Tilhart.

III. *Le roi à M. de Taillebourg.*

A nostre amé et féal conseiller et chambellan le sire de Taillebourg.

Mon frère, je vous envoyay l'autre jour une fourme d'un scellé, afin que m'en envoyissiez ung pareil pour envoyer en

1. Receveur des deniers.

2. L'église du Puy Notre-Dame dépendait de l'abbaye du Montier-Neuf, de Poitiers. Le prieuré ne fut érigé en collégiale qu'au mois de janvier 1482; mais Louis XI s'y rendait souvent, lorsque les Bénédictins l'occupaient encore. On lit notamment dans un fragment de registre de la fabrique du Puy Notre-Dame : « Le xv^e jour dudit moys (octobre 1475) ouyt le roy messe céans et offry trante ung escu. » *Arch. de Maine-et-Loire.*

Bretaigne; et depuis ay advisé qu'il n'est pas en bonne forme et l'ay fait corriger, ainsi que vous verrez. Et pour ce je vous pryé, tant que je puis, que vous le me renvoyez ainsi qu'il a esté corrigé, le plus toust que vous pourrez, et vous me ferez grant plaisir. Si desjà vous aviez baillé le premier dont je vous escripvoye, je vous pryé que pour cela vous ne laissiez point à m'envoyer celui dont, par ce porteur, vous escrips; car je vous promect que je feray rompre et canceller l'autre et le vous renvoyray. Et adieu mon frère.

Escript à Saint-Martin de Candé ¹, le v^e jour d'aoust.

Loys.

Bastart.

IV. *Le roi à M. de Taillebourg.*

A mon frère Monsr de Taillebourg.

Mon frère, j'ay receu voz lettres par lesquelles m'escrivez que mes lettres vous ont fait bien joyeux; mais les vostres ne m'ont pas fait joyeux, parce que vous m'escrivez qu'il fault bien d'autres choses pour faire ma matère seure, touchant le transport de mons^r de Penthievre, et ne m'escripvez point quoy; si vous prie que incontinent veuillez faire sercher, parmy vos besoi-gnes, si avez aucune chose que touche cecy. J'ay fait delivrer à ceste cause vostre procureur, et, le plus tost que pourrez, faites-moy savoir nouvelles de ceste matière. Et adieu mon frère.

Escript au Plessis du Parc, le iii^e jour de février ².

Mon frère, je suys de la nature des femmes: quant l'on me dit quelque chose en terme obscurs, je veulx savoir incontinent que c'est.

Loys.

Charpentier.

1. Louis XI y passa une partie du mois d'aoust 1476. — Dans la table générale des *Ordonnances des rois de France*, on a imprimé par erreur Candé; ce qui peut donner lieu de croire que Louis XI séjournait alors à Candé, en Anjou, et non pas à Candés, en Touraine.

2. Ce doit être en 1479. Le transport eut lieu au mois de janvier de l'année suivante.

V. *Le roi à M. de Taillebourg.*

A mon frère monsieur de Taillebourg.

Mon frère, je vous envoie le double des repparacions de l'église mons^r Saint Eutroppe de Xaintes, que le prieur m'a envoyées. Je vous prie que vous y envoyiez homme bien entendu et en ce connoissant, qui m'en saiche rapporter au vray la vérité desdictes repparacions necessaires, et se on me trompe point; et le m'envoyez incontinant. Et adieu.

Escript de Touars, le xxvj^e jour de décembre.

Loys.

Choisy.

VI. *Leroi à M. de Taillebourg.*

A mon frère mons^r de Taillebourg.

Mon frère, je vous ay envoyé ce que le prieur de mons^r Saint Eutrope de Xaintes m'a dit qu'il faut, pour garder que l'église ne tumbé et reffaire ce qui est pourry et mauvais et en dangier de cheoir. Et pour ce que je ne sçay s'il l'a mis loyaument et s'il me veult tromper, ou s'il y est trompé lui mesmes; car il l'a fait diviser par les maistres maçons qui sont aud. lieu et, comme vous savez, les ouvriers le devisent à leur avantaige pour y gaigner le plus qu'ilz peuvent, espécialement quant ilz ont à faire à gens qu'ilz euident qui ayent bonne bourse, comme moy, et ne s'en fault pas fier en eulx; je vous pry, sur tout le plaisir que me voulez jamais faire, que vous envoyiez ung des vostres qui se y congnoisse, et qu'il ne me trompe point et qu'il me mande combien il me fault d'argent pour ce que je vous ay dessus dit. Et ne prenez point garde aux autres lettres que vous ay escriptes, car je ne les ay point divisées, mais cestes ycy je les ay divisées de mot à mot. Je vous envoie à ceste cause mons^r de Millandres, pour y estre avec voz gens. Et adieu, mon frère.

Escript à Touars, le premier jour de janvier.

Loys.

Choisy.

VII. *Le roi à M. de Taillebourg.*

A nostre très cher et amé frère le sire de Taillebourg.

Mon frère, mon amy, je vous prie ne delayez plus que vous ne me mandez ce que vous voudrez donner à ma niepce, vostre fille. Et ne vous esbahissez plus de mons^r de Maigné, car je vous assure que c'est ung des bons chezf de guerre qui soit aujourduy en ce royaume; et a soubz lui les ^{III}^m francs archiers que avoit messire Capdorat, et si a soubz lui ^{vj}^c hommes d'armes. Toutes voies, si le mariage vous desplaisoit, je ne vous en voudroye plus escrire; et pour ce je vous prie que, à ceste fois, vous m'en mandez tout en ung mot ce que vous en avez volenté de faire. Et adieu.

Esript au Plessis du Parc, le ^x^e jour de novembre ¹.

Loys.

J. Mesme.

VIII. *M. de Taillebourg au roi.*

Au roi mon souverain seigneur.

Mon souverain seigneur, tant et si très-humblement comme je puis je me recommande à vostre bonne grace. Et vous plaise sçavoir, mon souverain seigneur, que j'ai receu les lettres qu'il vous a pleu m'escrire, faisant macion que je ne delaye plus que je ne vous mande ceu que voudroy donner à vostre nepce, ma fille; et que je ne me esbaysse plus de mons^r de Maigné, pour ce que moy assurez que c'est ung des bons chiefz de guerre qui soit aujourdhy en ce royaulme, et qu'il a soubz luy les ^{III}^j^m francs archers que avoit messire Cadorat, et aussi ^{vi}^c hommes d'armes. Aussi m'escripvez que si le mariage me desplait que ne m'en voudroyez plus escrire et que sur ce, à ceste foy, vous feisse assavoir ceu que j'ay volenté de faire.

Mon souverain seigneur, tout ce que vous plaist me doyt bien estre agreable. Au regart de mons^r de Maigné, que je ne croye

1. D'après les lieux où Louis XI se trouvait, lorsqu'il a écrit cette lettre et les suivantes, elles se rapporteraient aussi bien à 1476 et 1477 qu'à 1477 et 1478; mais la réponse de M. de Taillebourg à celle-ci relate des faits qui doivent faire accorder la préférence à cette dernière période.

beaucoup de honneur et des biefs en sa personne, si foiz; et puis qu'il est en vostre bonne grace, suis sûr qu'il ne puyt faillir à estre le plus grant qui fust onques de son lignage, voyre de la part de madame sa mère; car devers le père, je ne foiz doubte qu'il ne soit bien aparenté.

Au regart de voz humbles servantes, mes filles, je ne moy attendoye point tant de bonnes lettres qu'il vous a pleu m'escripre, qu'elles me deussent riens couster à marier; et me suys tousjours attendu qui vous eust pleu les mettre à vostre bon plaisir et les faire teul bien qui vous eust pleu. Aussi aucune demande jamais ne m'a esté faicte; et qui m'eust voulu riens demander je ne eusse sceu que respondre, pour ce que je n'ay point entre mes mains ce que appartient à mes enfans et à moy.

Vous sçavez que vous me doyvés, à cause du compte de Candalle, la somme de dix-huit mille escux. Oultre plus, sçavez que feistes prandre à Paris la somme de quarante mille cinq cens vieulx escux, que le duc de Bretagne avoit conciné à vostre court de parlement, dont la moitié appartenoit à mes enfans et à moy.

Oultre plus, ne sont mis à excécutions les arrestz que j'ay obtenuz sur les terres et seigneuries de Rays, pour les empeschemens qui par vous ont esté faictz. Aussi je en ay obtenu six arrestz ¹ à l'encontre de mons^r de Pons, touchant Royan et Mournac, lesquelx n'ont peu estre mis à excucion pour les grans rebellions et deshobéissance que ledit seigneur de Pons a fait à l'encontre de mess^{rs} deux de voz présidens, et d'autres voz conseillers en leur compaignie, de vostre court de Parlement de

1. Nous en avons retrouvé trois dans les archives de Thouars : le premier, du grand conseil, 13 septembre 1466; les deux autres, du parlement de Bordeaux, 14 août 1476 et 6 septembre 1477. Ces derniers avaient ordonné qu'il serait pourvu à leur exécution par la saisie dudit sieur de Pons et autres voies raisonnables; mais, comme il l'avait fait en 1466, il refusa de laisser pénétrer les commissaires dans les châteaux de Royan et Mornac, disant qu'il les y laisserait volontiers entrer comme personnes privées. A la suite de l'arrêt de 1476, M. de Taillebourg ayant *fait crier* les assises de Royan, « ses officiers n'y osèrent aller les tenir, pour ce que ledit seigneur de Pons avoit en-
« voyé certain grant nombre de gens de guerre à Saint-Pierre de Royan, pour courir
« sus aux officiers dudit seigneur de Taillebourg, s'ilz y fussent aliez. Et de ce se van-
« toient les gens dudit seigneur de Pons communément et nothoirement. » (Enquête du 7 novembre 1477.) Néanmoins ces arrêts eurent pour conséquence de lui faire rendre Royan au roi, qui en confia la garde à M. de Saint-Mégrin; mais il garda Mornac, et c'est devant cette ville que l'un des présidens de Bordeaux et un sergent royal furent si mal reçus, comme le dit M. de Taillebourg, en voulant faire exécuter l'arrêt du 6 septembre 1477.

Bourdeaux. Et encore n'a pas huyt jours que l'un de voz présidens s'en est venu honteusement de devant la place de Mournac, et ung de voz seregens oultragé. Et pour ce, les chouses susdictes considérées, je ne vous sauroye que dire, car le tout tient en vous, pour faire la raison ainsi qu'il appartient. Vous tennés entre voz mains ladicte place de Royan. Quant il vous plaira, sur ce et aultres chouses, aurés esgart en vostre conscience, car vous me faictes souffrir beaucoup de dommages.

Mon souverain seigneur, je pri Dieu qu'il vous doint bonne vie et longue, et accomplissement de voz desirs.

Escript à Taillebourg, le xv^e jour de novembre.

IX. *Le roi à M. de Taillebourg.*

A mon frère mons^r de Taillebourg.

De par le roy.

Mons^r de Taillebourg, pour ce que je desire que le mariage de ma nyepce, vostre fille, et de mons^r de Maigné se face et acomplisse, j'envoie par devers vous maistre Jehan Chambon, pour icellui traicter et y prandre conclusion, auquel j'ay parlé au long de la matière, et aussi du fait de voz arrestz. Si le croyés de ce qu'il vous dira de par moy.

Donné au Plessiz du Parc, le xv^e jour de decembre.

Mon frère, je vous prie que ceste matière preigne fin à ce cop, car je le desire fort, ainsi que vous dira led. maistre Jehan Chambon.

LOYS.

J. Mesme.

X. *Le roi à madame de Malicorne.*

A madame de Malicorne.

Madame, je me recommande à vous. J'ay veu les lettres que vous m'avez escriptes et sceu, par le lieutenant de Poictou, qui est passé par Tours à son retour, le bon vouloir que vous avez, dont je vous remercy tant que je puis; mais je vous pryé que vous hastez de faire ce mariage le plustost que vous pourrés, car je vouldroye que il me eust beaucoup costé et il fut fait, et vous

asseure que, de ma part, je m'y emploieray autant que si c'estoit pour ma propre fille. Et adieu, madame.

Escript au Plessis du Parc lez Tours , le premier jour de janvier.

Signé : Loys.

Et pour le secrétaire, J. Mesme.

XI. Le roi au lieutenant de Poitou.

Monsieur le lieutenant , je vous remercy tant que je puis ; mais il fault que vous gaignez ce seul point à mon frère , c'est assavoir qu'il ne mette ne les v^m frans des x^m, ne les v^c livres des mil sur l'arrest qu'il a en Raix. Et si vous pouez faire des frans escuz, aussi cela seroit bien.

Les Bretons dient que la cause fut tirée de première instance en parlement , et les fault oyr sur cela , et la chose sera longue, comme vous savez ; mais il ne fault pas que mons^r de Taillebourg sache que je vous aye rien mandé de cecy, car il cuideroit que je ne voulusse pas tenir la main pour luy, touchant l'arrest de la terre de Raix. Et pleust à Dieu qu'il l'eust et il m'eust costé beaucoup ; mais , comme vous savez , je ne puis pas mal contenter le duc , et fauldra qu'il l'ait par la raison , qui sera longue. Et vous hastez de besoigner , car j'ay bien à besoigner de vous pour mon procès de Thoars.

Escript au Plessis du Parc, le premier jour de janvier.

Ainsi signé : Loys.

J. Mesme.

XII. Le roi à M. de Taillebourg.

A mon frère mons^r de Taillebourg.

Mon frère, j'ay sceu par maistre Jehan Chambon ce qu'il a besoigné avecques vous , touchant le mariage de ma nyepce, vostre fille, et de mons^r de Maigné ; et suis content des dix mille frans et mille livres de rente, prinse la moitié de la rente sur le fait de vostre arrest, à l'exécution duquel suis délibéré vous tenir la main, ainsi que plus amplement ay chargé audit Chambon vous escripre. Je vous prie que , incontinent ses lettres veues, vueillés envoyer par deçà homme ayant procuracion et puissance

de vous pour passer le traicté dudit mariage ; et mandés à madicte nyepce , vostre fille , qu'elle face ce que je luy commanderay.

Et touchant l'exécution de vostre arrest , envoyez voz gens en parlement quant bon vous semblera , affin d'avoir d'eulx les provisions qui vous seront neccessaires , car de ma part voudroye jà qu'il fut exécuté.

Mon frère, je vous prie que , à toute diligence, m'envoiez voz gens et procuracion , car j'ay envoyé quérir mondit sieur de Maigné pour tout accomplir ; et vous assure que c'est ung gentilhomme qui vault beaucoup , et de quoy vous et les voustres serez bien serviz au temps avenir.

J'ay mandé à madame de Malicorne qu'elle envoie procuracion pour consentir audit mariage , affin de mieulx assurer le fait du douère de madicte nyepce. Mondit seigneur de Maigné venu, luy commanderay qu'il vous baille Royen et Mornac¹. Et adieu.

Donné au Plessiz du Parc, le xvij^{me} jour de janvier.

Loys.

Parent.

XIII. Le lieutenant de Poitou à M. de Taillebourg.

A mon très honnoré et doubté seigneur mons^{sr} de Taillebourg.

Mons^{sr}, je me recommande à vostre bonne grace tant humblement que faire puis. Je suis venu devers le roy , auquel ay fait mon rapport de ce que avoye besoigné avecques vous ; lequel est bien contant , comme il vous escript : c'est assavoir les mille livres de rente , dont les six cens sur le fait de l'arrest de Raiz et le demourant en Xaintonge , et des dix mille frans à une foys paier.

Ce fait , suis entré au fait de l'exécution de vostre arrest , et vous assure qu'il m'y a , bien au long , ouy. Je luy ay recité le temps que le procès commança , la forme du procéder , combien le procès a duré , les arrestz qui s'en sont ensuiviz , comme la court avoit ordonné que l'exécution se feroit en Poictou² et en

1. M. de Maigné avait été mis en possession du revenu de Royan à partir de Pâques (6 avril) 1477. A cette époque, le roi laissait encore M. de Pons jouir de Mornac. Archives de Thouars.

2. Sur les terres de Pouzange, Tiffauge, Palluan , etc.

Anjou ¹, sur les terres qui furent de feu messire Gilles de Raiz et de feu monsg^r de la Suze, son frère, et que jà l'on avoit commamcé l'exécution et que ledit arrest ne touchoit en riens les privilèges du duc, et comment le duc Pierre ² avoit donné congé de faire voz enquestes en Bretagne.

Et après qu'il m'eust bien oy et entendu, m'a fait responce qu'il estoit très content que feissiez exécuter vostre dit arrest, et que c'estoit bien prins de faire l'exécution hors de Bretagne, s'ils n'y vouloient obéyr; et m'a chargé vous escrire que feissiez toutes les poursuites que pourriés envers mess^{rs} de parlement de faire exécuter vostre dit arrest, et que il vous y tiendra la main. Et pour ce me semble, monsg^r, que à toute diligence devez envoyer voz gens, garniz de la procuracion que le roy demande pour le fait dudit mariage, et avec ce pour de là tirer à Paris devers vostre commissaire, pour parachever le fait de l'exécution de vostre dit arrest. Ledit traicté fait, le roy m'envoye à Paris, pour aucunes matières, et nous en pourrions aller ensemble voz gens et moy; et me semble que vous serviray à Paris de quelque chose.

Le roy m'a dit que monsg^r de Maigné venu, luy commandera qu'il vous baille Royen, et avec ce vous fera délivrer Mornac. Et ne luy ay point parlé des xviii^m escuz, pour la cause que diray à voz gens; mais nous ferons bien tout. Et après autres parolles, ainsi que m'en voulaye départir de luy, m'a dit de luy mesmes, de rechief, que'avois esté bien advisé de faire vostre exécution sur les terres qui sont hors de Bretagne, et que vous escrissie que le missiez avant.

Mons^{gr}, n'oblyés pas à escrire à ma damoiselle vostre fille qu'elle face ce que le roy luy commandera en ceste matière, ainsi qu'il vous escript et aussi m'a chargé de vous escrire. Et à tant, prie à Dieu, monsg^r, qu'il vous donne ce que desirés.

Escript à Tours, le xviii^e jour de janvier.

Vostre humble serviteur,

JEHAN CHAMBON.

1. Notamment sur Chantocé.

2. Pierre II, duc de Bretagne.

XIV. *M. de Maigné au lieutenant de Poitou.*A mons^r le lieutenant de Poictou.

Mons^r le lieutenant, je me recommande à vous tant et de si bon cuer comme je puis. J'ay receu voz lettres, avecques le double des contractz et la procuracion de la matière où vous vous estes tant empesché, qui a commencement, par ce que j'ay veu, de venir à bonne conclusion : dont Dieu doint, par sa grace, que les parties se puissent bien accorder, et y trouver si bonne fortune que chascune des parties s'en puisse louer.

Mons^r le lieutenant, je ne vous sauroye jamais recompenser de l'onneur que m'avez pourchassé et de la grant peine que y avez prinse; mais se j'estoye homme qui peusse jamais avoir sens ou puissance de vous faire quelque service, je vous donneray à congnoistre que je vous suys tenu, au moins je le croy jusques ci. Dieu veille que je puisse trouver les choses telles que jamais ne bouge de ce propoux.

Touchant ce que m'avez escript que mons^r de Taillebourg est fort desplaisant qu'il n'a Royan entre ses mains, par le dampnement de mon âme, il m'en desplaist autant ou plus qu'il fait à luy; et s'il estoit mien nuement, veu le desir qu'il en a, il l'auroit plus tost anuyt que demain. J'en parlay yer au roy, qui me deist que se je le bailloye, qu'il me laisseroit courir après mon esteur¹, et que jamais ne se mesleroit de mes besoignes, si les choses qui estoient commencées devant n'estoient faictes. Je vous pri, mons^r le lieutenant, que luy en veillez escrire et me recommandez très humblement à sa bonne grace; et l'asseurez hardiment qu'il ne mette point en ymaginacion que je soye cause de la détencion de la dicte place : car, par Dieu, non pas la place, s'elle estoit en ma puissance, ne de ma damoiselle sa fille ne vouldroye avoir, pour quelque bien qui m'en peust advenir, s'il ne luy plaisoit me faire cest honneur, et de bon vouloir.

Pour ce que maistre Guillaume Aymeret m'a envoyé ung mémoyre que le procureur de mondit seigneur luy a donné, pour avoir lettres adreçans aux commissaires pour l'exécution de ces arrestz, et que aussi qu'il venoit ambassade de Bretaigne pour ceste matière, le roy m'a fait response que, pour ambassade ne

1. Estor, estour, affaire, joule, terme de tournoi.

autre qui luy en veille parler , il ne baillera lettre ne ne souffrera aller contre ce qu'il en ordonna autrefois et aussi ce qu'il en a escript derrenierement à la court, et m'a dit qu'on face diligenter la matière.

Mons^r le lieutenant , de ma part vous puez estre bien seur , pour l'augmentation de la maison , je m'y emploieray comme celuy qui a vouloir d'y faire service et à qui le bien et l'honneur de la maison touche.

J'escriz à mons^r maistre Guillaume Aymeret aucunes choses. S'il vous plaist, vous y aurez advis, car je croy qu'il ne vous en est pas souvenu, ne à son frère mons^r de Chandenier.

Mons^r le lieutenant, je vous recommande toujours la matière, vous offrant la pouvre puissance de l'omme.

Et atant, je pri à Dieu qu'il vous veille donner accomplissement de voz desirs.

Escript Arras, le xj^e jour d'avril.

Le plus que put vostre,

A. DE CHOURSSES.

XV. *Le lieutenant de Poitou à M. de Taillebourg.*

A mon très hounoré et doubté seigneur mons^{sr} de Taillebourg.

Mons^{sr}, je me recommande à vous tant humblement que faire puis. Depuis que suis venu en ceste ville de Paris, ay escript unes lettres à mons^r de Maigné, touchant voz affaires et aussi ce que avoie fait depuis que estoit party devers le roy. Il m'a escript unes lettres que ay baillé à ce porteur, pour vous monstrer; et, comme vous escripvy d'Amboyse, ne vous donnés malaise de Royen, car là où il est, est en vostre puissance. Il fault complaire à l'ymaginacion du roy, qui est telle que voyés par les lettres de monditz^s de Maigné, lequel, comme suis certain, vouldroit que l'eussiez entre voz mains. Il me semble que devriez envoyer, à toute diligence, vostre procureur de par deça pour le fait de vostre arrest de Raiz, comme tousjours vous ay escript, et vous le pourrés veoir par ce que monditz^s sieur de Maigné me escript.

Touchant voz lettres de Rochefort, M^e Henry vous en escript. Vostredit procureur venu, adviserons une autre forme de les

reffaire. Je croy bien que je ne bougeray d'icy encores d'un mois. Et à tant prie à Dieu, mons^{gr}, qu'il vous doint ce que desirez.

Escript à Paris, le xviii^e jour d'avril.

Vostre humble serviteur ,

J. CHAMBON.

XVI. *Le roi à madame de. . . ?*

Madame, je me recommande à vous tant que je puy, et vous pryé qu'il vous plaise avoir mes deux niepces pour recommandées. Je ne suis pas phisicien, mais il me semble qu'on ne les doyt point garder de boyre entre deux heures, quant elles auront soif, et leur faire mectre beaucoup d'eau en leur vin, et qu'elles ne boyvent que petiz vins de Touraine; et ne leur donner point de salleures ne de viandes là où il y ayt especes, mais bouilly et toutes viandes moictes ¹, et ne leur donner point de fruict, réservé des raisins qui soient bien meurs. Il me souvient qu'on dit que les surains ² sont bons, mais il y en a d'autres qui sont bien maulvays, et font venir le flus de ventre. Madame, je le vous recommande; et, s'il vous plaist, vous ne lairrez pas estraindre la grande. Madame, je ne vous sçay autre chose que escrire, fors que tenez vous sceure que je ne vous fauldray tant que je vive; et si vous fault riens, ne le faictes que demander, car je me tiens tenu et obligé de le faire. Et adieu, Madame.

Escript à Arras le xxviii^e jour de juillet.

XVII. *Madame de. . . au roi.*

Sire, en me recommandant très-humblement à vostre bonne grace, vous mercye semblablement des lettres que vostre plaisir a esté de m'escire, et des belles et honnestes parolles que, de vostre grâce, il vous y plaist dire, dont je me tiens fort obligée à Dieu et à vous; car bien besoign ai-ge de vostre bonne ayde, et sans icelle je ne puy riens, pour ce que mon cas est tel que je suys si despourvue de toutes choses que je ne sçay plus que

1. Fraiche.

2. Espèce de raisin blanc.

faire, sinon avoir recours à vous pour me mettre hors de la grant neccessité où je suys, qui m'est si forte à porter que je n'en puy plus, tant pour la presse des debtors et serviteurs de feu mons^{gr} mon mary, dont Dieu veille avoir l'âme, ausquelz n'ay de quoy satisfaire et chascun jour me pressent, que pour mon vivre et celui de mes enfans ; car ce que j'ay pour ceste heure entre mains est si pou que je n'en saray honnestement vivre, veu que ce que j'ay par decza n'est pas grant chose , et ce qui est en Bretagne a esté toujours empesché par mon absence, en manière qu'il couste plus à poursuyr qu'il ne vault. Et pour ce, Sire, que je vous tiens pour mon plus grant et seur reffuge , et à qui je vueill de tout mon cas avoir recours comme à celui à qui j'ay toute mon espérance, vous supplie très humblement qu'il vous plaise donner provision en nos nécessités, tant en mémoire de celui que j'ay perdu que pour la pitié de ses enfans et de moy, qui sans vostre bonne grâce ne pouvons plus.

Et au regart de mes damoyselles de Taillebourg, dont vostre plaisir est en vos dictes lettres parler, elles ne sont plus icy , car presque aussi tost que la fortune me fut avenue, leur père les envoya quérir, et je ne les eusse osé refuser.

LE TRÉSOR

DE

SAINT-MARTIAL DE LIMOGES

AU XIII^e SIÈCLE.

On a compris de nos jours quels services les anciens catalogues d'objets d'art peuvent rendre à l'archéologue, et quelle lumière ces documents répandent sur l'histoire des mœurs et des usages de l'époque à laquelle ils se rapportent. D'importantes publications ont déjà été faites sur ce sujet, et de grands travaux sont actuellement en cours d'exécution. Aussi avons-nous pensé qu'il ne serait pas inutile de publier un texte inédit de ce genre, qui se rattache à l'histoire d'une des plus anciennes et des plus célèbres abbayes de la France. C'est l'inventaire, composé dans la première moitié du treizième siècle, des ornements et des bijoux qui étaient conservés dans le trésor de Saint-Martial de Limoges.

Cet inventaire, connu seulement par les quelques extraits qu'en ont donnés les Bénédictins continuateurs du Glossaire de du Cange¹, paraît pour la première fois en entier dans ce recueil. Nous l'avons tiré du n° 1139 des mss. latins de la Bibliothèque impériale, dont il occupe les feuillets 28 et 29. Les Bénédictins en ont fixé la rédaction à l'année 1227; nous ne saurions dire à l'aide de quels documents ils sont parvenus à déterminer cette date d'une manière aussi précise, mais nous n'en contesterons pas l'exactitude, et nous l'adopterons sur la foi de ces savants religieux. Nous n'avions pour l'établir avec certitude que le nom de l'abbé Raimond Gaucelm, élu en 1225 et mort en 1245. Si nous avions pu constater avec exactitude à quelle époque Matthieu d'Uzerche est entré en fonctions comme trésorier du monastère, ou seulement découvrir l'année de sa mort, la connaissance de l'un ou de l'autre de ces faits aurait résolu la question. En l'absence

1. Aux mots *Cortibaldus*, *Cutella*, *Diasprus*, *Estamineta*, *Molle ferreum*, *Textum* et *Vinalgeriæ*.

de ces renseignements nécessaires, nous nous arrêterons à la date proposée par les Bénédictins, parce que nous ne doutons pas que leurs calculs ne soient fondés sur des documents peut-être aujourd'hui perdus, ou qu'il ne nous a pas été donné de consulter.

HEC EST SUMMA ORNAMENTORUM TESAUARIE, QUAM TEMPORE
RAIMUNDI ABBATIS ¹, MATTHEUS DE USERCHIA ² CUSTODIENDAM
ACCEPIT.

xlvi casulas; xxx^{ta} festales de cerico ³ et xv feriales.

Centum et iii^{or} cappas ⁴.

Tresdecim dalmaticas.

Novem cortibaus ⁵ festals et xviii^{to} feriales.

Vestimenta ⁶ de cerico iii^{or} decim.

Vestimenta parata ⁷ lxj. Vestimenta plana centum e xliij.

Unum vestimentum paratum de estaminea ⁸.

Colares ⁹ xix.

Tres stolas cum pernis ¹⁰.

Sex stolas de aurifrigio ¹¹ cum suis manipulis.

1. C'est l'abbé Raimond Gaucelm, qui fut élu le 6 juillet 1225, et qui mourut le 5 septembre 1245. Voy. D. Bouq., t. XVIII, p. 237, et *Gall. Christ.*, t. II, col. 562.

2. Un des obituaires de Saint-Martial nous fait connaître quelques particularités sur le compte de ce Mathieu d'Uzerche : « Nonas (febr.), ob. Matheus d'Usercha, monachus sancti Marcialis, qui fecit ibi cappam et casulam deauratam de samiz rubeo, et quatuor vestimenta et unum prosarium. » Bibl. imp., n° 5245 mss. lat., fol. 138 v°.

3. Pour *serico*, de soie.

4. Une note écrite de la main de Bernard Itier en 1216, nous apprend qu'à cette époque le monastère ne possédait pas moins de cent six chapes. Bibl. imp., n° 1338 mss. lat., fol. 260 v°.

5. Ce mot désigne une espèce de tunique que portaient les diacres et les autres ministres inférieurs du culte. V. Raynouard, *Glossaire de la langue romane*.

6. Un vêtement complet se composait d'une chasuble, d'une aube, d'une étole et d'un manipule. Voy. *Mélanges historiques* publ. par Champollion, t. I, p. 627.

7. Parés, par opposition à *plana*, unis.

8. Étoffe très-légère. Il y en avait en laine et en soie. Voy. D. d'Arcq, *Comptes de l'argenterie*, p. 374.

9. Collets de soie brodés d'or, quelquefois ornés de perles, de pierres précieuses et de plaques d'émaux, qui étaient au moyen âge l'accessoire ordinaire de l'amict. Ils retombaient comme les collets de nos habits modernes. V. le glossaire de M. de Laborde, placé à la suite de sa *Descr. des émaux du Musée du Louvre*.

10. Pour *perlis*.

11. D'orfroï, c'est-à-dire bordés d'un galon ou d'une frange d'or ou d'argent.

vii^{tem} manipulos cum pernis.

Tres balteos ¹ cum pernis.

Tria paria candelabrorum argenteorum.

Duo turibula argentea ².

Tria texta aurea ³. Quatuor texta argentea. Duo libri evangeliorum argenteorum.

Vita sancti Marcialis ⁴ cum argento.

Quatuor philacteria ⁵ : duo sunt aurea cum ligno crucis ; unum servatur in tabulis argenteis ⁶ ; et duo sunt argentea ; unum ad signandum ⁷ populum ⁸ et aliud cum oleo sancte Catherine ⁹.

1. C'est le baudrier, la ceinture, une des pièces de l'habillement sacerdotal. Il est ainsi décrit par Guillaume Durand (*Rational. divin. offic.*) : « Balthus .i. zona vel cingulum latius quasi digitis quatuor sic reticulatus ut quasi pellis vipera videretur, contextum de bisso, cocco, purpura et jacinte. »

2. Une note écrite de la main de Bernard Itier en 1216 porte que le nombre des encensoirs de Saint-Martial s'élevait à quatre, deux de plus que dans notre inventaire. Bibl. imp., n° 1338 mss. lat., fol. 260 v°.

3. Il s'agit ici du livre des évangiles, peut-être seulement de la couverture ou de l'étui enrichi d'or et de pierres précieuses qui le renfermait. V. du Cange.

4. Le catalogue de la bibliothèque de Saint-Martial, rédigé au treizième siècle par Bernard Itier ou par un de ses successeurs, nous apprend que le monastère possédait cinq manuscrits de la vie de son illustre patron. — Bernard Itier, dans une note, signale le moine Adémar comme ayant fait écrire une vie de saint Martial en lettres d'or : « Anno gratie m°. xxxiii, obiit Ademaricus monachus qui jussit fieri vitam sancti Marcialis cum litteris aureis et in Jerusalem migravit ad Christum. » Ms. n° 1338, fol. 36 r°.

5. C'étaient, suivant Guillaume Durand (*Ration. divin. offic.*), des vases d'or, d'argent, de cristal ou d'ivoire, destinés à recevoir les cendres ou les reliques des saints.

6. Tabernacles à deux battants en forme de diptyques, dans lesquels on plaçait les reliques des saints. On trouve dans l'inventaire de la Sainte-Chapelle la mention d'une table d'argent doré « qui se clost et ferme à deux clamydes ou guischetz, dedans laquelle il y a plusieurs et diverses reliques ; » notre texte désigne sans doute quelque chose de semblable. Voy. du Cange, au mot *Tabula*.

7. Pour donner la bénédiction, « signatio, benedictio quæ fit signo crucis, » dit du Cange.

8. Le ms. porte *propulum*, faute évidente du copiste.

9. Une lettre de Roger, abbé de la Trinité du Mont, à Rouen, fait connaître quelle était cette huile de sainte Catherine. Sous la date du 24 août 1197, il annonce aux prêtres de l'église Notre-Dame, près la cour de Valenciennes, l'envoi d'une portion : « de illo oleo precioso quod sine humani ingenii artificio et absque alterius olei naturalis mixtura, sed per divine virtutis et pietatis voluntatem, defluit a tribus parvis ossibus sanctissimi corporis beatissime virginis Katherine, que habemus in ecclesia nostra. » Bibl. impér., *Chartes et diplômes*, 98, 25. Citons en-

Tres calices ¹ in quibus cantatur ².

Tres parvos calices ad offerendam faciendam ³.

Concha ⁴ argentea cum talpa ⁵.

Major cutella et minor argentææ.

Unum colear magnum argenti ⁶.

Vas argenteum cum quo ostie in refectorio portantur, quod
W^{us} La Concha ⁷ donavit.

core un passage de Boethius (*Scotorum historia*, éd. sans date de Jod. Badius Ascensius, fol. xi) : « Ab hoc oppido (Edimburgum) plus minus duobus passuum millibus, fons cui olei guttæ innatant scaturit, ea vi ut, si nihil inde collegeris, nihilo plus confluat; quantumvis autem abstuleris, nihilo plus remaneat. Natum esse aiunt effuso illic oleo Divæ Catharinæ quod ad Divam Margaritam ex Monte Sinai adferebatur. Fidem rei faciunt, fonti nomen divæ Catharinæ inditum, atque in ejusdem honorem sacellum, juxta divæ Margaritæ jussu edificatum. Valet hoc oleum contra varias cutis scabrities. »

Nous ajouterons ici la note des reliques contenues dans une châsse du monastère de Saint-Martial : « Reliquias eas habet capsula argentea a sinistro latere altari senioris posita : sanctorum Mari et Leodegarii, sancta Sussanna, de terra quam Dominus calcavit, sancti Pauli apostoli et sancti Martini episcopi, s. Briccii episcopi et s. Menne martyris, sancti Eusebii martyris et s. Pastoris, sancti Petri apostoli et s. Mariæ, s. Albini et s. Sulpicii et s. Susanna, s. Eparchii. » Bibl. imp., n° 1785 mss. lat., fol. 2 r°.

1. D'après une note rédigée par Bernard Itier en 1216, le monastère de Saint-Martial possédait alors quatorze calices d'argent. Ms. lat. 1338, fol. 260 v°.

2. Qui servent à la célébration des saints mystères; c'est dans ce sens qu'on dit chanter la messe. Voy. du Cange, au mot *Cantare*.

3. Ces calices servaient sans doute à recueillir les dons en nature offerts pour la célébration du saint sacrifice.

4. Un bassin, une conque.

5. Couvercle, « a Vasconio *tapo* vel *talpo*, operire, » dit du Cange au mot *Talpa*, qui cite notre texte à l'appui de cette interprétation.

6. Serait-ce la grande cuiller dont les Grecs se servent pour distribuer l'eucharistie? Voy. le glossaire de M. de Laborde.

7. Voici les détails que nous avons pu recueillir sur ce religieux : Il figure comme *operarius* sur une liste des moines de Saint-Martial dressée vers l'an 1209 (ms. lat. n° 1993, fol. 119 r°). Bernard Itier le place au nombre des prédicateurs qu'il a entendus, dans une note rédigée en 1210 (ms. n° 1338, fol. 230 r°). Il devint sacristain en 1216 (D. Bouq., t. XVIII, p. 234 E). Il était grand sacristain en 1218 (ms. lat. n° 3237, fol. 101 v°). Il exerçait encore les mêmes fonctions en 1223, à la Pentecôte (ms. n° 2400, fol. 1 et 2). Il fut, le 6 juillet 1225, un des électeurs de l'abbé Raimond Gaucelm (D. Bouq., t. XVIII, p. 237 C). Il figure encore à divers titres dans les mss. 1121, fol. 247 v°; 2262, fol. 166 v°; 5137, fol. 147 v°, et 5321, fol. 14 v°. Enfin le ms. lat. n° 1139 contient (fol. 1 r°, 9 v°, 30 et 31 r°) la mention des dons qu'il fit au monastère, avec un état sommaire des travaux exécutés par ses soins, et un compte des fonds qu'il avait dépensés. L'obituaire de Saint-Martial (n° 5243, fol. 112 r°) fixe sa mort au vi des ides de juin.

Urceum argenteum et aspersorium ¹.

Duo parva coclearia ² de argento ³.

III^{or} cornua ⁴ de ebore; quedam sunt cum argento.

Duo candelabra deaurata que W^{us} La Concha fecit.

LXVI pallia ⁵ et tria pallia que singulis diebus festivis ponuntur ante majus altare.

Due aranæ de cerico ⁶.

V^{que} bans Gaifiers ⁷.

1. Un vase propre à recevoir l'eau bénite, avec son goupillon.

2. Sur les usages de ces cuillers d'église, voy. le glossaire de M. de Laborde.

3. Outre cette argenterie destinée spécialement aux usages sacrés, le monastère de Saint-Martial possédait une fort belle argenterie de table; c'est ce que prouve le document qui va suivre : « Anno Incarnati Verbi m^o. cc^o. xxii^{do}, dominica quadagesime qua cantatur *Letare Jerusalem*, computata fuerunt coclearia argentea conventus in capitulo sancti Martialis, Johanne de Faurias refectuario manente, et fuit summa cocleariorum centum quinque (ce dernier mot est effacé), exceptis decem quæ in debito remanebant. Pondus argenti fuit undecim marcharum et dimidia, et quarta pars uncie. » (Ms. lat. 1139, fol. 228 v^o et 28 r^o)

4. Qu'était-ce que ces cornets d'ivoire dont on trouve souvent la mention dans les inventaires anciens, notamment dans celui de la Sainte-Chapelle, au n^o 94 : « Deux grands cornetz d'ivoire antiens, etc.? » (*Revue archéol.*, ann. 1848.) C'est ce que nous ne pouvons dire d'une manière précise; on sait que le mot *cornu* désigne également un cornet pour mettre l'encre, un cor ou oliphant, ou simplement un vase en forme de corne. Voy. du Cange au mot *Cornu*.

5. C'est ce qu'on appelait, au treizième siècle, parement d'autel (voy. dans la *Rev. archéol.*, année 1848, l'inventaire de la Sainte-Chapelle, art. 157 et suiv.), frontal à parer autel (*Mélanges historiques*, par Champollion, t. I, p. 427), et aussi touaille (voy. du Cange, au mot *Pallium*).

6. Nous n'essayerons pas d'expliquer ce mot, qui semble réveiller l'idée d'un tissu excessivement délié. Voy. du Cange au mot *Aranea*, et Fr. Michel, *Recherches sur les étoffes de soie*, t. II, p. 207.

7. Notre ms. n'autorise pas la leçon *gans Gaifier*, qui a été adoptée par les continuateurs de du Cange. Peut-être s'agit-il de ces « vexilla quinque preciosa quæ appellantur banum Gulferii de Turribus * » signalés par Geoffroi de Vigéois, qui rapporte l'usage où étaient les moines de Saint-Martial de les porter dans leurs processions le jour des Rameaux (Labbe, *Nova Bibl. manuscr. libr.*, tom. II, pag. 312). Cependant il ne faut pas oublier qu'au dire d'Adhémar de Chabannais (Labbe, *Nov. Bibl. manuscr. libr.*), Pépin offrit à Saint-Martial la bannière d'or qu'il avait enlevée à Waïffre dans le combat. D'un autre côté, on lit dans la Chronique de Saint-Denis, sous l'année 726, que le roi de France prit « les aournemens d'or et de pierres précieuses que Waïffre mettoit en ses bras aus festes sollempnex, que on apele encore les

* Il résulte d'une note écrite de la main de Bernard Iter que ce Gulferius mourut en 1210 : « Hanc prefationem scripsit Bernardus Iterii hujus loci armarius vii^{mo} anno quo factus fuit ipse armarius in festo apostolorum Symonis et Jude, anno gratie m^o. cc^o. decimo, Gulferio de Turribus defuncto et tumulato a Alasac. » Ms. lat. n^o 2455, fol. 1 r^o.

Due vinatgerie de argento ¹.

Duo texti deaurati, qui fuerunt P. abbati ².

Tria scrinia; duo reliquit Aimericus Arelli ³.

Molle ferreum cum quo fiunt ostie ⁴.

Duo pecten esburnei ⁵ cum quibus dominus abbas et ebdomadarius se pectunt.

Mitra W^{mi} episcopi ⁶.

Tria auricularia et unum auriculare novum quod fecit W^{us} La Concha.

vous Gaifier *; » le chroniqueur ajoute qu'ils furent suspendus comme trophées dans l'église de Saint-Denis, et qu'on les voyait encore de son temps derrière le maître-autel (D. Bouq., t. V, p. 223 E). Nous ne croyons pas que notre texte désigne de riches bracelets de ce genre, et il est difficile d'attacher au mot *ban* un autre sens que celui de bannière, d'étendard. Il est probable que les infortunes de Waïfre, et la guerre d'extermination qu'il avait eu à soutenir contre l'usurpateur, avaient laissé en Aquitaine des souvenirs qui, sous l'influence des idées superstitieuses du moyen âge, s'étaient transformés en une espèce de culte religieux. C'est ce qui expliquerait comment, au treizième siècle, on faisait des bannières auxquelles on donnait le nom de ce prince malheureux. Du Cange, au mot *Gaiferus*, cite un texte qui viendrait à l'appui de cette induction; il est tiré d'un fragment d'obituaire (ms. lat. 5239, fol. 3): « vii Kal. junii (ob.) Dutrannus. Iste jussit fieri bannum qui vocatur Gaiferus, etc. »

1. Les burettes qui contiennent le vin pour le sacrifice de la messe. V. du Cange, au mot *Vinageria*, qui cite ce passage de notre inventaire.

2. Peut-être s'agit-il de l'abbé Pierre du Barri, qui est cité comme ayant fait deux petits textes d'argent. Ce personnage, d'abord abbé de Saint-Augustin, gouverna le monastère de Saint-Martial depuis 1161 jusqu'en 1174 (v. le ms. lat. 1338, fol. 161 r°, 174 r°, et 252 r°).

3. C'est lui qui est mentionné comme trésorier (thesaurarius) en l'année 1218 (ms. lat. n° 3237, fol. 101 v°); il figure encore en cette qualité en 1223, à la Pentecôte (ms. 2400, fol. 1 et 2). L'obituaire de Saint-Martial (n° 5243, fol. 127 r°) fixe sa mort au vi des ides de décembre.

4. Un moule de fer à fabriquer les hosties.

5. C'était alors l'usage que les prêtres donnassent quelques soins à leur chevelure avant de se présenter à l'autel pour y célébrer les saints mystères. Voy. du Cange, au mot *Pecten*. Guillaume Durand atteste aussi cet usage.

6. C'est peut-être la mitre d'un évêque de Limoges, Guillaume d'Uriel (1098-1100), que B. Itier mentionne dans sa liste des évêques du diocèse : « Willelmus prior hujus cenobii » (fol. 237 r° du ms. 1338).

* M. Paulin Paris, d'accord avec les mss. des grandes chroniques signalés par l'abbé Lebeuf comme les plus anciens, a adopté dans son édition la leçon « bons Gaiffier, » qui est celle du ms. de la bibliothèque Sainte-Geneviève coté 1324 (n° rouge), fol. 106 r°, col. 2. Un autre ms. de la même bibliothèque coté 1328 (n° rouge), porte « les bons bras Gaiffier; » un ms. de la bibliothèque Mazarine, qui paraît être du quatorzième siècle, et coté H. 522, porte « brasse/ez Gaiffier; » une édition gothique de l'an 1476 : « bons Gaiffiers; » d'autres, postérieures à cette date : « gans Gaiffiers. »

Navicula argenti ¹ in qua ponitur incensum.

Octo baculi processionales : duo sunt argentei.

Tres baculi pastoraux : duo sunt eburnei.

Duo candelabra deaurata de letonio Espanol ².

x^{cem} intersigna ³ minora et xj^{mum} intersignum crismatis.

v^{que} cortine magne : due ponuntur in xl^{ma} ante crucifixum sancti salvatoris ; tercia super majus altare ; quarta ante crucifixum sancte crucis ; v^{ta} ponitur ante ostium cori ; altera ponitur. videlicet vj^{ta}, singulis noctibus super majus altare.

Cutella argenti ⁴ in qua dominicis diebus sal ponitur et alia multa sunt ibi ⁵.

ORNAMENTA SEPULCRI S. MARCIALIS.

Sex casule festales : una pulera que fuit capellano sancti Micaelis ⁶ ; altera est quam rex Anglie ⁷ dedit ; tercia est de samiz ⁸, quam G. Trobat ⁹ fecit ; quarta est rubea cum

1. Une navette. C'est le vase destiné à contenir les grains d'encens. On lit dans l'inventaire des reliques de la Sainte-Chapelle, n° 115 : « Une petite nef à mettre encens. »

2. Sur le métal d'Espagne, voy. Vie de Gauzlin, publiée par M. Delisle dans les *Mém. de la Société archéologique de l'Orléanais*, t. II, p. 267 et 269.

3. « Signum, insigne, gall. enseigne, bannière, » dit du Cange au mot *Intersignum*.

4. L'écuclle dans laquelle on met le sel le dimanche, pour la bénédiction de l'eau. Cet article est rapporté dans du Cange, au mot *Cutella*.

5. Ici se trouve dans le manuscrit un blanc d'environ trois lignes.

6. C'est à Pierre de Verteuil, bibliothécaire de Saint-Martial, qu'on devait la construction de la chapelle de Saint-Michel ; il mourut en 1211. Voy. D. Bouq., t. XVIII, p. 229 B.

7. Peut-être Henri III, roi d'Angleterre, qui est mentionné dans la chronique de

B. Itier comme l'auteur de plusieurs dons d'objets précieux offerts à l'abbaye de Saint-Martial. D. Bouq., t. XVIII, p. 224 D.

8. Etoffe de soie se rapprochant beaucoup du satin.

9. Il était, en 1218, chevecier du sépulcre (capicerius de sepulcro), ms. lat. 3237. Une note de B. Itier nous apprend qu'il l'était encore en 1223, à la Pentecôte (ms. n° 2400, fol. 1 et 2). Il est question de lui dans le ms. lat. 1139, fol. 25 et 28 r°, et dans le ms. 1785, fol. 1 v°, à la date de 1221. Peut-être est-ce lui que la chronique de B. Itier désigne comme prévôt de chambre en 1214 ; la variante *W. Prova vel Proua*, qui indique l'incertitude du rédacteur, semblerait autoriser cette hypothèse (voy. D. Bouq., t. XVIII, p. 232 D). Enfin il figure à divers titres dans les mss. 1338, fol. 227 v° ; 1121, fol. 247 v° ; 1993, fol. 119 v° ; 1785, fol. 2 v° ; 2770, fol. 178 v°.

scuto ¹; due sunt albe de diaspro ². — Alie due sunt de purpura septimanales.

V^{que} cappe : una est alba ; altera rubea , quam G. Trobat fecit ; tres sunt septimanales.

De vestimentis usque ad xxv^{que}, et plura alia ornamenta tam argentea quam aurea.

1. Peut-être un écusson ; à moins qu'il ne faille lire *scuta* , mot qui , suivant du Cange, désigne une espèce de vêtement ecclésiastique.

2. Sur le diapre, voy. Fr. Michel, *Recherches sur les étoffes de soie*, t. I, p. 236 et suiv.

H. DUPLÈS-AGIER.

OBSERVATIONS

SUR LES

ACTES D'AFFRANCHISSEMENT

DU CARTULAIRE

DE NOTRE-DAME DE PARIS.

La plupart des actes d'affranchissement du cartulaire de Notre-Dame de Paris renferment de nombreuses restrictions apportées à la liberté des affranchis. Notre savant et regrettable maître, M. Guérard, a particulièrement remarqué un acte de l'année 1255, dans lequel, dit-il, « les conditions de l'affranchissement paraissent fort onéreuses, bien qu'il soit dit dans « la charte qu'elles n'ont pas été faites dans l'intention de charger la liberté, *non causa onerandæ libertatis* ¹. » Cette formule se rencontre en termes identiques, ou tout à fait équivalents, dans plusieurs actes semblables du même cartulaire ²; elle est purement *de style*, ainsi que je vais le démontrer; mais il n'est pas sans intérêt de la noter, comme se référant aux principes du droit romain.

A Rome, le préteur refusait l'action en justice au patron à raison de tout ce qui avait pu être imposé à l'affranchi au moment de l'affranchissement, *onerandæ libertatis causa*. Cette locution consacrée est ainsi expliquée par Ulpien : « *Onerandæ libertatis* « *causa facta bellissime definiuntur, quæ ita imponuntur, ut, si* « *patronum libertus offenderit, petantur ab eo, semperque sit* « *metu exactionis ei subjectus, propter quem metum quodvis* « *sustineat patrono præcipiente* ³. »

1. *Cartulaire de l'église Notre-Dame de Paris*, préface, pag. cxcviii, et t. II, p. 378.

2. *Cartulaire N.-D.*, II, p. 99, 173, 380-386; III, p. 139, 171, 342.

3. Loi 1, § 5, au Digeste, *Quarum rerum actio non datur* (XLIV, 5).

Des actes graves d'oppression contre les affranchis avaient motivé cet édit du préteur ¹, et la loi *Ælia Sentia* l'avait confirmé ².

La prohibition des conditions imposées *onerandæ libertatis causa*, avait donné naissance à une théorie savante sur la nature des services (*operæ*) qui pouvaient être exigés de l'affranchi.

Cette théorie, aussi bien que tout le système du droit de *patronat*, est étrangère à la société du moyen âge. Ce système n'y avait plus aucune raison d'être, car la transition entre la servitude et la liberté n'a pas besoin d'être ménagée là où, d'une part, le lien de servitude se relâche, et où, d'autre part, la population libre est tenue dans un rapport d'étroite sujétion.

Aussi voyons-nous, dès les premiers siècles du moyen âge, le patronat romain remplacé par le *mundeburdium*, pouvoir qui s'étend aussi bien sur les hommes libres de naissance ³; et, le langage du droit se modifiant avec les institutions elles-mêmes, l'affranchissement, dans tous les recueils de formules, est appelé *ingenuitas* ⁴.

Au treizième siècle, la propagation des sources anciennes du droit romain remet en honneur les locutions classiques. Mais l'emploi de ces locutions ne constitue encore qu'un artifice de style, et n'indique aucun retour aux institutions romaines. Le rapport qui survit à l'affranchissement n'est pas celui de patron à affranchi, mais celui de seigneur justicier à *sujet* ⁵ et celui de

1. Loi 2 pr., au Digeste, *De operis libertorum* (XXXVIII, 1) : « Hoc edictum • Prætor proponit coarctandæ persecutionis libertatis causa impositorum. Animad- • vertit enim rem istam, libertatis causa impositorum præstationem, mirum in mo- • dum excrevisse, ut premeret atque oneraret libertinas personas. »

2. Loi 32, § 1, au Digeste, *Qui et a quibus* (XL, 9) : « Non prohibentur lege *Ælia* • *Sentia* patroni a libertis mercedes capere, sed obligare eos. » L'édit du préteur était-il antérieur à la loi *Ælia Sentia*? Je n'en ai pas la preuve positive, mais ce que j'en dis est conforme à la marche ordinaire du droit, et notamment à ce que rap- porte Gaius (III, 56) des antécédents de la loi *Junia Norbana*.

3. Voyez toutefois les observations de M. Pardessus, *Loi salique*, Dissertation VII, pag. 529 et 530.

4. Voyez notamment dans les recueils de formules récemment publiés par M. de Rozière, *Strasbourg*, XIII, *Saint-Gall*, II et III, et l'observation très-juste de M. de Rozière sur la première des *formules wisigothiques*, page 1, note 2. Remarquons d'ailleurs qu'un développement parallèle s'était produit dans le droit byzantin. Justinien (Novelle 78, ch. 1 et 2) avait accordé aux affranchis le titre et les prérogatives honorifiques de l'ingénuité, mais sans porter aucune atteinte aux droits des patrons.

5. Le nom de *sujet*, au seizième siècle, était officiellement employé pour désigner

propriétaire à tenancier ¹. Dans l'acte du mois de mai 1255, par exemple, le chapitre, après s'être réservé, par une clause de style, « honorem, debitam reverenciam et ea que solent liberti » patronis suis exhibere, » retient, d'une façon beaucoup plus sérieuse, « census, redditus, corveias, reddibiciones et omnes » *alias consuetudines prius debitas*. » Il retient, en première ligne, la taille annuelle à *volonté* ², qui est en opposition directe avec la théorie romaine sur les *operæ libertorum*; et, de prime abord, on ne voit pas bien ce que les affranchis gagneront à payer la taille à *volonté* et toutes les autres redevances en qualité de sujets ou *hommes de poesté*, au lieu de les payer, comme précédemment, en qualité de serfs ou *hommes de corps*. L'avantage, toutefois, est considérable : *hommes de corps*, ils faisaient partie intégrante du domaine, et pouvaient être poursuivis en cas de fuite ³; *hommes de poesté* et tenanciers libres, ils peuvent s'exonérer de leurs devoirs de sujets en quittant le ressort de la justice ⁴, et de leurs redevances foncières, en se démettant de leurs tenures ⁵.

La différence devint plus sensible avec le cours des temps : la

« ceux qui demeurent dans l'étendue de la seigneurie d'un seigneur ayant justice. » (De Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, v° *Sujets*.) Voy. l'art. 71 de la Coutume de Paris, et les actes cités par Ferrière. Cette locution subsistait encore au dix-huitième siècle; mais on voit, par les explications que donne Ferrière, qu'elle avait besoin d'apologie pour ne pas porter ombrage à la souveraineté du roi. Au treizième siècle, la relation de seigneur justicier à *sujets* est exprimée par le nom d'*hommes de poesté*. Voy. Beaumanoir, ch. 45, n° 30. — Ragueau et de Laurière, *Glossaire*, v° *Posté* ou *Poesté*. — Voy. toutefois Bouhier, ch. 51, n° 176 (édition de 1742, t. II, p. 28).

1. Cette double relation est nettement distinguée dans les actes d'affranchissement publiés par M. Guérard (*Polyptyque d'Irminon*, *Appendix*, n° XL et XLI), par la formule suivante : « Salvis nobis et ecclesie nostre omnimoda justitia et dominio. » On lit également dans les actes du cartulaire de Notre-Dame : « ... In terra et justicia ecclesie B. Marie. » (*N.-D.*, II, p. 100 et p. 378.)

2. *N.-D.*, II, 379 : « Talliam, singulis annis, si placuerit capitulo ante dicto. » Plus précisément encore, dans un acte d'avril 1280-81 (*N.-D.*, II, 101) : « Talliam ad voluntatem sive ad beneplacitum dictorum decani et capituli. »

3. Que le droit de suite existât sur les serfs du chapitre de Notre-Dame, c'est ce qui me paraît résulter formellement de la qualification d'*hommes de corps*. Mais, s'il était besoin d'autre preuve, on pourrait l'établir par induction de l'acte IX de l'*Appendix* (*N.-D.*, III, 356).

4. *N.-D.*, II, 379 : « ... Dum tamen in terra ejusdem capituli hostisias vel possessiones habuerint seu fuerint residentes. »

5. Voyez des exemples de ces démissions ou abandons dans les *Olim*, n° 24 et 25.

taille justicière était un impôt levé en vertu du droit de souveraineté; la taille *de corps*, une redevance exigée en vertu du droit de propriété. Or, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, même dans le célèbre édit du 8 août 1779, le roi respecta le droit de propriété des seigneurs sur la personne de leurs serfs ¹; au contraire, le roi restreignit en toute occasion le pouvoir des seigneurs justiciers : dès le seizième siècle, notamment, il leur enleva le droit de taille sur leurs sujets. « A nous seul appartient lever les deniers en nostre Royaume, » dit l'ordonnance de Moulins (art. 23), « et faire autrement seroit entreprendre sur nostre Majesté. » — « En conséquence de laquelle ordonnance, » dit Loyseau ², « Bodin estime que le droit prétendu par plusieurs seigneurs, et qui est autorisé par plusieurs coutumes, de lever tailles *aux quatre cas* ³ sur leurs sujets, est maintenant aboly. » — « Et tiennent les gens du roy en parlement, » nous dit Coquille ⁴, « qu'au roy seul appartient lever prestations personnelles sur ses sujets : les dits gens du roy exceptent si c'est prestation personnelle, procédant de servitude de personne, et la raison est que les serfs sont censez immeu-

1. « Retenu par les égards que nous aurons dans tous les temps pour les droits de la propriété, que nous considérons comme le plus sûr fondement de l'ordre et de la justice. . . . » (*Préambule de l'édit du 8 août 1779.*) Toutefois le roi reconnaît qu'il est un excès dans l'exercice du droit des seigneurs sur leurs serfs qu'il ne peut différer d'arrêter et de prévenir. « Nous voulons parler du droit de suite sur les serfs ou mainmortables, droit en vertu duquel des seigneurs de fiefs ont quelquefois poursuivi dans les terres franches de notre royaume, et jusque dans notre capitale, les biens et les acquêts des citoyens éloignés depuis un grand nombre d'années du lieu de leur glèbe et de leur servitude, etc. » En conséquence, le roi ordonne (art. 6) « que le droit de suite sur les mainmortables demeurera éteint et supprimé dans tout le royaume, dès que le serf ou mainmortable aura acquis un véritable domicile dans un lieu franc. » Précédemment, on admettait généralement contre la poursuite du seigneur la prescription de dix ou vingt ans; l'édit restreint ce délai au temps nécessaire « pour acquérir un véritable domicile dans un lieu franc, » mais il ne supprime pas le droit de suite d'une manière absolue. Voyez, au surplus, la *Revue bibliographique de droit français et étranger*, t. II, p. 31.

2. Loyseau, *des Seigneuries*, ch. III, n° 47. — Bodin, *République*, liv. I, ch. 10. — Voy., en sens contraire, Ferrerius *in quest.* 57 Guidonis Papæ, et le résumé de la controverse dans Legrand, sur *Troyes*, tit. I, art. 3, glose 2, n° 6.

3. A plus forte raison la taille *à volonté*. Ajoutons toutefois qu'au seizième siècle la taille à volonté est universellement présentée comme devant être *à volonté raisonnable*. Voy. notamment Pasquier, *Institutes*, liv. I, ch. 27.

4. Coquille, sur *Nivernois*, ch. VIII, art. 5.

« bles. Loi *Longæ*, ff., de *diversis et temporalibus præscriptionibus* ¹. »

En résumé, le rapprochement dont le cartulaire de Notre-Dame nous a fourni l'occasion accuse la marche différente qu'a suivie, chacune dans son développement, la société romaine et la société du moyen âge.

Les savants modernes ont cependant trouvé, aux premiers siècles de Rome, les germes d'une espèce de féodalité ²; et, à prendre ce mot dans le sens le plus large, je crois leur pensée juste et profonde. La féodalité, en effet, si l'on entend par là une certaine subordination hiérarchique des personnes et des terres, n'est pas un état social exclusivement propre à l'Europe du moyen âge. C'est, au contraire, un phénomène régulier, marquant une phase déterminée de la civilisation à certaines époques de l'histoire des peuples. A Rome, les éléments d'un état de ce genre se rencontrent aux premiers siècles : la subordination des personnes dans le rapport de clientèle, dans le droit de patronat, et peut-être dans le droit de gentilité ³; la subordination territoriale dans les concessions *præcaires* de l'*ager publicus* ⁴. Mais cette féodalité naissante est vite étouffée dans son germe : le rapport de clientèle disparaît dans la lutte des deux ordres ; le droit de patronat est contenu par les lois ; le droit de gentilité tombe en désuétude sous les premiers Césars ⁵; les tenures du domaine public, régularisées par les lois agraires ⁶, aboutissent à l'emphytéose, et le contrat de louage, réglant d'une manière simple et uniforme la tenure des terres privées ⁷,

1. L. 3, au Digeste, de *div. et temp.* (XLIV, 3).

2. M. de Savigny, *Possession*, § 12 a et § 42.

3. Si l'on admet l'opinion défendue en Allemagne par Hugo (*Rechtsgeschichte*, XI, 263, et *Civilistisches Magazin*, vol. VI, p. 465), en France par M. Ortolan (*Revue de législation*, t. I de 1840, p. 257, et *Institutes*, liv. III, tit. 2), et par M. Holtius (*Recueil de l'Acad. de législation de Toulouse*, t. III, p. 43). — En sens contraire, voy. M. Giraud (*Revue de législation*, t. III de 1846, p. 385, et t. I de 1847, p. 242), M. Troplong (*ibid.*, t. I de 1847, p. 5), M. Laferrière, *Histoire du droit*, t. I, p. 451.

4. Niebuhr (t. II, p. 167 de la 2^e édition allemande, t. III, p. 199 de la traduction de M. de Golbéry). — M. de Savigny, *Possession*, § 12 a et § 42. — M. Giraud, *Recherches sur le droit de propriété chez les Romains*, pag. 159 à 209.

5. Gaius, III, 17.

6. Voy. M. Laboulaye (*Revue de législation*, 1846, t. II, p. 385, et t. III, p. 5).

7. L'emphytéose, à l'origine, n'était pas usitée pour la tenure des terres privées. Gaius, III, 145, L. 1 pr., au Digeste, Si *ager vectigalis* (VI, 3).

met obstacle à la complication des rapports qu'engendre à la longue la division du domaine ¹.

A Rome, la société arrive donc de bonne heure à cet état régulier, où l'état des personnes et la constitution de la propriété sont réglés par la loi. De là les proportions grandioses et la valeur scientifique de sa jurisprudence.

Au moyen âge, le droit se dégage laborieusement de l'infinie variété des conventions et des coutumes, et il a fallu plusieurs siècles de luttes pour le coordonner dans l'unité du droit moderne.

Voilà comment je conçois l'étude comparée du droit romain et des institutions du moyen âge. Éclairée par la critique, cette étude peut être féconde; car il est peu de matières où le droit romain n'ait été invoqué, et où il n'ait fini par modifier, à la longue, les institutions de notre pays. Mais il faut se garder de conclure de là à l'origine romaine de ces institutions. Je trouve dans la matière même des *Operæ libertorum*, un exemple de la méthode vicieuse que suivaient trop souvent, en pareil cas, les jurisconsultes du seizième siècle.

L'affranchi s'obligeait par serment à la prestation des *operæ*. Cujas et Ragueau ² ne manquent pas, à ce propos, de rapprocher les *operæ* du droit de *jurée*, usité sous certaines coutumes. Ce droit était certaine redevance annuelle, acquittée, en Champagne, par celui qui voulait être justiciable immédiat du comte « pour l'honneur qu'il recevoit, sortant fraîchement d'une servitude, d'estre mis au rang de ceux qui estoient anciens bourgeois ³. » Si l'on veut chercher dans Pasquier l'étymologie de ce mot, on y verra qu'« au demeurant ce droit de jurée fut « ainsi nommé parce qu'il est vraisemblable que ceux qui se « rendoient justiciables du comte, faisoient un nouveau serment « pardevant le juge des lieux, ou bien que ceux qui estoient « tous les ans esleuz pour faire le département sur ceux qui « estoient contribuables à cette redevance, faisoient le serment

1. La division du domaine dont parle Gaius (II, 4^o) n'a aucune espèce d'analogie avec la distinction du domaine *direct* et du domaine *utile*. Cette dernière distinction est étrangère au droit romain pur.

2. Cujas, *Observat.*, XVII, 14. — Ragueau et de Laurière, *Glossaire*, v^o *Jurée*. — A la même époque, tous les jurisconsultes citent à profusion le titre *De operis libertorum* à propos des tailles et des corvées.

3. Pasquier, *Recherches*, IV, 7.

« d'y procéder sans faveur. » Ni pour le fond, ni même pour la forme, il n'y a, comme on voit, matière à aucun rapprochement entre les *operæ libertorum* et le droit de *jurée* des bourgeois de Champagne.

GABRIEL DEMANTE.

SIGNATURES DU ROI JEAN.

Il y a quelques années, M. Paulin Paris ¹ découvrit dans un manuscrit de la Bibliothèque impériale ² une signature du roi Jean. Nous venons aujourd'hui signaler un second autographe de ce malheureux prince. Il nous est fourni par une lettre close qu'il envoya à son fils pendant sa captivité, et dont nous donnons le texte d'après l'original en papier conservé à la Bibliothèque impériale, dans la collection de dom Grenier ³.

A nostre très-cher fils le duc de Normandie dalphin de Viennois.

De par le roy.

Charles, comme pièce vous eussions fait dire de par nous par Jehan de Dainville, nostre escuier, que l'office de la chastellenie de Lonchamp ⁴ en la forêt de Lions nous avions octroïée à Guerriot Haubergon, nostre vallet trenchant, vacant par la mort de Jehan Boudart ⁵, qui le tenoit, et, avant ce que vous sceussiez nostre volenté, eussiez le dit office donné à Jehan de Montigny; mais, non obstant ce, feistes response au dit Jehan de Dainville que, se il nous plaisoit que le dit Guerriot eust le dit office, vous voulies que il l'eust et le li feries mettre au delivre. Si savons bien que le dit Guerriot n'en fist onques puis nulle poursuite, combien que il ait plus cher le dit office que nul autre profit ailleurs, et pour cause. Si nous plairoit bien que il l'eust, et vous saurions bon gré de le li mettre au delivre, pour ce que nous le li donames et que à lui seroit bien séant et aussi que de li et de son service nous nous tenons à bien content. Et au dit Jehannin de Montigny faites et pourveez d'aucun autre profit ailleurs. Donné à Londres, le XIX^e jour de juillet. JEHAN.

1. *Manuscrits françois*, I, 79.

2. Fonds français, n^o 6743.

3. Vol. 238 (autrefois pag. 27, art. 2, A).

4. Longchamp, département de l'Eure, canton d'Etrépagui.

5. Sur ce personnage, voy. le P. Anselme, VIII, 619.

La lettre est sans date d'année ; mais, comme le roi Jean resta sur le sol anglais du 4 mai 1357 au 5 juillet 1360 ¹, et que nous savons qu'il passa le mois de juillet 1359 au château de Hereford ², il est certain que notre lettre appartient à l'année 1357 ou à l'année 1358.

1. Douet d'Arcq, *Comptes de l'argenterie*, p. 278.

2. *Ib.*, p. 279.

A. GIRAUD.

SÉANCE PUBLIQUE

DE L'ACADÉMIE

DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

C'est le 18 août dernier que l'Académie des inscriptions et belles-lettres a tenu sa séance publique, sous la présidence de M. Lenormant. Si, cette année, l'École des chartes n'a obtenu que de modestes succès aux concours ouverts par l'Académie, elle n'en regarde pas moins la dernière séance comme une solennité dont le souvenir doit être religieusement conservé dans ses annales. Aucun de nous, en effet, n'est resté indifférent à l'hommage rendu à la mémoire de notre illustre confrère Eugène Burnouf. C'est donc un devoir pour nous de reproduire ici les principaux passages du discours de M. Naudet.

Après avoir, dans la première partie de sa *Notice historique*, raconté la vie de M. Burnouf père, et décrit la position précaire dans laquelle il se trouvait quand son fils Eugène naquit, le 8 avril 1801, M. le secrétaire perpétuel a continué en ces termes :

.... Mais à peine Eugène Burnouf commençait-il à se connaître, qu'il n'avait plus à être témoin ni à souffrir sa part de ces misères. Tout souriait autour de lui, chez lui ; tout respirait l'allégresse dans le bien-être de la fortune présente, dans la sécurité de l'avenir garanti par le mérite et le courage. Le père de famille venait d'être rendu à la dignité de sa vocation, à sa patrie littéraire, à sa liberté studieuse ; et l'enfant, plus favorisé que lui, n'eut pas à recevoir du secours d'autrui le bienfait de l'éducation ; il trouvait dans la maison paternelle le maître qu'il eût choisi entre tous, s'il avait eu à choisir.

Ses progrès furent brillants et rapides, mais non hâtés prématurément, par urgence et par contrainte. A un tel disciple, il n'était pas besoin de l'instance du pédagogue ; et un tel mentor voulait que, dans cette intelligence dont il observait avec bonheur les qualités rares et la vigueur naissante, l'instruction fût le fruit du libre amour d'appren-

dre. Hélas ! E. Burnouf n'a que trop bien rempli, trop persisté à remplir, à dépasser de tels vœux.

Son père, attentif à interroger tous ses instincts précoces et à leur offrir les objets d'application les plus divers et les plus solides, le conduisit, en sortant du collège, aux leçons de l'École des chartes. Elle n'existait alors qu'en germes, en rudiments, et ne laissait point soupçonner, ne soupçonnait pas elle-même les heureux développements que son organisation recevrait un jour, et qui l'ont placée, depuis quelques années, au rang des établissements les plus notables d'instruction publique. Toutefois les conversations, je ne dirai pas les cours, du savant abbé de l'Épine, et les essais de lectures paléographiques sous sa direction, avaient bien quelque analogie avec les déchiffrements d'autres manuscrits dont le jeune étudiant devait un jour pénétrer les obscurités ; et ce fut pour lui, sans qu'il s'en doutât, comme une gymnastique préparatoire pour des travaux plus ardu.

Il suivit, dans le même temps, les cours de l'École de droit avec plus de persévérance et d'éclat, et il y signalait la fin de ses exercices par une thèse dont elle a gardé le souvenir. Ainsi s'ouvrait devant lui la carrière du barreau, où son père désirait l'engager, et à laquelle paraissaient l'appeler ses facultés brillantes et solides. Mais, par les habitudes de la maison, par les entraînements involontaires et continuels des discours et des exemples, M. Burnouf déconcertait lui-même ses projets pour l'état de son fils. Tous les entretiens roulaient sur la philosophie du langage, sur les grammaires comparées, sur l'histoire de la parole, et le jeune élève en droit y prenait un plaisir singulier, et s'y faisait déjà remarquer par la sagacité de ses réflexions et de ses aperçus.

C'était le temps où M. de Chezy venait d'inaugurer l'enseignement public du sanscrit en Europe. M. Burnouf père se fit aussitôt le plus assidu de ses disciples, et en 1819, dans la sixième édition de sa *Grammaire grecque*, il déposait le fruit de ses récentes études, révélant à ses collègues de l'Université la communauté d'origine des dialectes helléniques avec le sanscrit. La révélation se faisait aussi pour E. Burnouf, et l'inspiration s'ensuivit, et le changement des desseins pour l'avenir. Son père ne voulut pas le contrarier, et c'eût été un irréparable dommage pour la lumière des lettres qu'il en fût arrivé autrement. Les avocats ne manqueront jamais aux passions des plaideurs et à la gloire de l'éloquence ; mais l'érudition ne rencontre pas aussi aisément de ces esprits merveilleusement doués, et, par fortune rare, unis à un caractère de modestie et de constance qui les élève et les maintient

dans les régions supérieures aux tentations d'intérêt et d'ambition , auxquelles les exposerait plus que d'autres l'énergie même de leurs éminentes facultés.

..... Les leçons de M. de Chezy achevèrent très-heureusement de ruiner les projets de profession lucrative qu'on avait formés pour E. Burnouf. Son père avait commencé par mégarde et malgré lui d'en faire un philologue ; M. de Chezy en fit un indianiste qui ne fut pas de son école.

Chezy, douce et mélancolique nature , imagination élégante et classique , s'était épris surtout des formes et de la poésie de ce langage qui lui semblait une émanation de l'Éden ; et , soit esprit de système , soit désir d'attirer plus facilement son auditoire à cette littérature inconnue , il n'en montrait les beautés que parées de gaze et de broderies , et il s'appliquait à ramener aux proportions et au dessin de la physionomie française ces étranges et gigantesques figures , substituant un idéal artificiel à l'idéal véritable.

E. Burnouf se proposa un objet plus viril et plus sérieux , il voulut rechercher les traces de la filiation des peuples , les liens de parenté entre l'Orient et l'Occident , et les titres héréditaires des races européennes , conservés dans les analogies des signes de la pensée ; démêler et promulguer les lois de décomposition des idiomes originaires dans les langues anciennes et dans les langues modernes , retrouver enfin par la grammaire les grandes époques de l'histoire de la famille humaine.

A la fin du siècle dernier , l'Angleterre , grâce aux succès de ses armes et de sa politique dans la presqu'île du Gange , obtenait sur la France un avantage scientifique dont elle n'avait pas sans doute alors le loisir d'être sensiblement touchée. Elle devança la France dans la connaissance et la pratique de la langue sacrée des Hindous.

Nous dûmes à E. Burnouf de reconquérir la priorité dans plusieurs branches de cette science , et la supériorité à certains égards. Des dictionnaires , des grammaires , des livres en quelque sorte usuels , des traductions de poèmes , étaient le fruit d'un estimable labeur aidé par les brahmanes et borné à la littérature sanscrite. Ce qui avait été jusqu'alors le but final des études ne fut pour E. Burnouf qu'un instrument.

Il se sentait attiré et poussé vers les parties inconnues et les moins accessibles de la science , non par un caprice d'orgueil pour la difficulté à vaincre , ni par une manie d'innovation et de singularité , mais par la conscience en quelque sorte d'une obligation spéciale et personnelle ,

et par l'autorité d'une voix intérieure qui l'avertissait qu'il y avait là une vérité à découvrir, appréciable seulement au petit nombre, et enveloppée d'ombres si épaisses, cachée dans les profondeurs si abstruses, que, pour l'atteindre ou seulement la poursuivre, il fallait un homme qui, à la vivacité pénétrante et à la ténacité invincible de l'esprit, joindrait une parfaite abnégation de la renommée facile et populaire.

Imaginons que dans un de ces pays lointains de la haute Asie, dont les habitudes de langage sont séparées des nôtres par la différence si profonde des systèmes d'écriture et de prononciation et des procédés de syntaxe et de grammaire, on entende parler de latin pour la première fois, et que pour la première fois on en lise, on en explique des exemples écrits; imaginons qu'un docte brahmane apprenne la vieille latinité d'une manière si nette et si sûre, qu'ayant rencontré ensuite des manuscrits de théologie subtile, de scolastique obscure en langue italienne, il sache tout d'abord, à travers les altérations des radicaux, les déformations des désinences, les idiotismes de création relativement récente et les mélanges de sources étrangères, deviner les rapports originels des deux langues, puis déterminer les lois de dégénérescence et de transfiguration de la première en la seconde, et enfin composer du dépouillement des manuscrits un dictionnaire et une grammaire, et reconstruire ainsi une langue ignorée chez lui: on admirerait un tel prodige de logique et de sagacité.

Voilà ce que fit E. Burnouf pour la langue palie, issue du sanscrit, comme l'italien du latin; voilà son coup d'essai à l'âge de vingt-cinq ans. Il faut dire qu'il s'était associé dans cette entreprise un de ses disciples au collège de France, nom célèbre aussi, M. Lassen, pour qui ne furent point interrompues dans la suite ses communications amicales et confidentielles.

Dès lors E. Burnouf comptait entre les maîtres de premier ordre dans l'estime des juges compétents. L'Université voulut l'engager dans les rangs de ses professeurs, non pas pour un enseignement ordinaire, mais pour la fondation d'une chaire dont on n'avait pas encore eu l'idée, quoiqu'elle dût être la base et le couronnement de toutes les autres dans l'ordre des lettres.

.... E. Burnouf, dans son cours de l'École normale, créa l'enseignement de la grammaire comparée en France. Le professeur était tout au plus l'ainé de son auditoire; il le domina tout d'abord, à défaut de l'autorité des ans, par l'ascendant de l'intelligence. Cette jeunesse de l'École, instruite assez pour acquérir l'instruction supérieure et définitive, et pour juger ceux qui la lui donnent, sévère, mais équitable, comme on

l'est à cet âge, goûta avidement et reçut avec respect cette doctrine austère, forte et lucide. C'était pour eux la science nouvelle, dont ils n'avaient point vu d'exemple dans les livres, ni de modèle dans les cours publics, et qui leur offrait le double intérêt de la solidité du fond et de l'excellence de la méthode. Avec quel soin ils recueillaient dans leurs cahiers la substance de ces entretiens si utiles ! Avec quelle fidélité ils se sont transmis de promotion en promotion et se rappellent encore cette tradition écrite, comme parole du maître et oracle de l'École !

L'épidémie de 1832 éprouva cruellement le collège de France ; trois de ses professeurs, dans la maturité de l'âge, du talent, des succès, trois inaugurateurs de cours sans précédents en Europe, succombèrent. Mais le sein de la France est inépuisable à réparer les désastres causés par les fléaux de la nature ou par les fautes des hommes : à Champollion, le révélateur de l'antique Égypte, succédait Letronne, l'interprète de l'Égypte grecque et romaine ; à l'ingénieur Abel Rémusat, un homme qui a reçu du ciel le don des langues, et qui a pris le pas devant tous les sinologues de l'Occident ¹ ; à de Chézy, E. Burnouf.

Je n'ai pas eu le bonheur d'assister à son cours ; mais j'ai souvent ouï dire à ceux qui l'ont suivi qu'on ne connaît pas tout à fait E. Burnouf, quand on n'a point entendu cette parole tour à tour familière et élevée, aiguisée et douce, grave et passionnée, toujours claire, naturelle et facile ; ces démonstrations sur des sujets obscurs, toujours compréhensibles aux cerveaux les moins ouverts ; ces réflexions profondes et inattendues sur l'histoire du langage ; ces aperçus vastes et nouveaux sur la marche de l'esprit humain ; cette logique si forte et si agile à saisir les rapports les plus capricieux, les subtilités les plus fugitives, les fantaisies les plus rêveuses de la pensée indienne, que cette force devenait une beauté, cette agilité une grâce qui charmait l'auditoire en l'instruisant.

Mais l'instruction qui semblait couler par un jet si naturel de cette source abondante ne se livrait pas gratuitement à celui qui la prodiguait aux autres. De ces leçons qui se répétaient deux fois par semaine, il n'y en avait pas une qui ne lui coûtât sept ou huit heures de préparation : exemple à méditer pour qui, dans le ministère du professorat, se croirait dispensé d'un labeur assidu par la science acquise et par les dons de l'esprit. E. Burnouf continua ainsi vingt années, non-seulement avec la régularité soutenue du devoir, mais avec la passion ar-

(1) M. Stanislas Julien.

dente de l'apostolat, pour un petit nombre d'auditeurs, ces apparentes improvisations, qui, par l'unité du plan et par l'élégante correction du discours, furent comme un grand et excellent livre.

Pourquoi n'en a-t-il pas répandu dans le monde et conservé pour l'avenir quelques pages au moins par l'impression ? Mais il était trop enfermé dans le silence laborieux de son cabinet pour se livrer aux distractions de la publicité. Et, quand il avait rempli son devoir de professeur, la liberté des travaux de son choix ne se portait pas sur des terrains ameublés et préparés pour la moisson ; il lui fallait des landes et des forêts sauvages à défricher.

Observons que pour lui s'effaçaient les différences de pays et de nations dans le domaine de la science ; il n'y voyait que le patrimoine universel et indivis du genre humain, et il s'abstenait d'entreprendre ce qui lui paraissait bien entrepris ailleurs, soit par un sentiment de délicatesse à l'égard des personnes, soit pour éviter, dans l'intérêt commun, un double emploi des forces.

C'est ce qui détermina plus tard, lorsqu'il eut à choisir le sujet d'une publication sous les auspices du gouvernement, sa préférence pour un des Pouranas, à l'exclusion des Védas. Il n'était pas possible que l'Imprimerie impériale ne demandât pas à l'illustre professeur de sanscrit la traduction d'un ouvrage pour sa splendide collection orientale. Des savants d'Allemagne et d'Italie avaient commencé ou annonçaient les éditions traduites des principaux monuments de la littérature sacrée de l'Inde : tranquille de ce côté, il prit pour lui la part la plus humble et la plus fastidieuse, le Baghavata-Pourana, et il la traita comme si elle eût été la plus magnifique. L'exécution la rendit telle en effet.

Vers la fin du siècle dernier, la France délicate, voluptueuse et frivole de Louis XV s'entretint pendant quelques jours, les uns avec admiration, les autres avec une pitié railleuse, d'un savant, d'un héros qui, n'ayant pas assez de bien pour payer son passage aux Indes, s'enrôla dans une troupe de marine, puis traversa quatre cents lieues de pays inconnus et sans routes, sous le soleil des tropiques, souffrit la faim, la soif, le plus triste dénûment, plusieurs maladies ordinairement mortelles dans ces climats, les humiliations de la mendicité et de la servitude, luttait contre les périls et les dégoûts que lui suscitaient des haines superstitieuses, tout cela pour rapporter dans sa patrie les textes avec une traduction des livres religieux de la Perse antique.

.... Anquetil-Duperron publia, en 1771, sa traduction du Zend-Avesta, et déposa à la Bibliothèque du roi dix-huit manuscrits zends, ou pehlvis, qui devaient servir à vérifier l'exactitude de sa version ;

car il voulait, avant tout, uniquement la vérité, qu'elle vînt de lui ou par un autre, dût-il encourir les rigueurs de la critique.

... Longtemps son livre fut, pour tous ceux qui écrivaient sur l'histoire des adorateurs d'Ormuzd, une autorité fondamentale et indubitable. Cependant on n'avait encore du Zend-Avesta qu'une version dont personne, en comptant le traducteur lui-même, ne lisait bien l'original, personne en Europe ni en Asie, personne chez les Perses mêmes de l'Inde, qui le gardaient comme gage et symbole de leurs croyances.

Enfin, poussé par son instinct d'investigation et par un de ces sentiments que le ciel envoie à ceux qui ont su s'y préparer, E. Burnouf examina les manuscrits zends d'Anquetil-Duperron. Il avait, de plus que lui, une traduction sanscrite du Zend-Avesta, mais qui n'était encore qu'une traduction de la traduction pehlie, tant la connaissance de la parole primitive s'était retirée du commerce des hommes dans une profondeur ténébreuse. E. Burnouf aperçut, malgré les altérations subies dans ces transmissions successives, l'identité d'origine entre le zend et le sanscrit. Le voilà sur la route, il ne se reposera pas qu'il n'ait touché le but.

Il veut réhabiliter et d'abord ressusciter une littérature qu'on commençait à rejeter dans le néant des inventions apocryphes et des déceptions ridicules.

Cuvier refait, avec un os maxillaire ou un fragment de tibia, toute une espèce perdue. E. Burnouf, résolvant chaque mot du texte zend en ses parties les plus élémentaires, recherchant à la trace, ressaisissant les radicaux dans les Védas, dans le grec, dans le latin, et jusque dans les idiomes germaniques, dégageant les accessoires modificatifs et les expliquant par l'analogie, recompose et ranime la parole morte, la la pensée ensevelie dans la poussière des nations éteintes. Il a dit à ce livre inaccessible et muet depuis des milliers d'année : « Tu sortiras de ton antique silence, tu seras entendu des races vivantes, » et le miracle s'opère. Demandez aux orientalistes, à ses savants amis, qui ont assisté aux progrès de ce travail immense dans ses résultats d'une si minutieuse exactitude dans le détail ; demandez-leur par quels prodiges de sagacité et de persévérance il a pu arracher à ce sphinx de l'antiquité des secrets qu'il tenait cachés sous le voile de caractères indéchiffrables et de signes inconnus, déchirer maille par maille ce tissu mystérieux, qui avait désespéré les curieux et pieux efforts de tant de générations, tirer de ces obscures énigmes l'histoire lumineuse et authentique d'une langue et d'une religion, et parvenir à nous

donner le dictionnaire et la grammaire de l'idiome qui se parlait chez les ancêtres de Zoroastre et de Darius, fils d'Hystaspe.

E. Burnouf avait alors trente-deux ans.

La solution de ce problème lui donnait la clef d'un autre non moins compliqué, non moins important. Que pouvaient signifier les pages écrites sur les rochers de Persépolis et d'Hamadan en traits bizarres, inextricables, devant lesquelles tant de siècles avaient passé sans y comprendre rien, depuis que l'Asie, hellénisée par la conquête d'Alexandre et le règne des Séleucides, avait vu ensuite les derniers restes des traditions persanes fuir au loin l'invasion de l'islamisme ou se perdre sous son empire? Sur des rapprochements ingénieux de circonstances locales et de quelques récits des auteurs grecs, sur des présomptions tirées de la place et du retour de certains mots, on avait tenté un essai d'interprétation probable, hasardeuse; Grotefend avait deviné les noms de *Darius* et de *Xerxès*; Saint-Martin et le docteur Rask de Copenhague, le titre de *roi des rois*. Mais, pour déterminer la valeur de ces caractères et de ces syllabes, connaissait-on l'orthographe des mots? Savait-on à quelle langue ils appartenaient? On conjecturait très-habilement, très-doctement, mais on ne savait pas lire. L'interprète des textes zends débrouilla ces obscurités, et remplaça les hypothèses par l'explication démonstrative. Il connut, lui, le langage de l'inscription. Il rétablissait les mots orthographiquement, et des mots rétablis il déduisait les caractères, il lisait; il était près de rendre aux vieilles annales de la Perse un ordre nouveau de monuments historiques, autant que les actes officiels peuvent enseigner le vérité de l'histoire, autant que le témoignage de l'historiographe peut égaler le récit de l'historien.

Là E. Burnouf est encore le premier, et nul ne peut, même en se prévalant d'une priorité de publication, lui disputer l'initiative, la priorité de la découverte.

On ne sait ce qu'il faut le plus admirer en lui, de cette force d'intuition qui triomphait des sujets les plus réfractaires, ou de cette application consciencieuse à préparer la matière de ses ouvrages. Pour l'édition, avec traduction en regard, du *Baghavata-Pourana*, vingt mille vers scandés, vérifiés un à un, toute la métrique notée, toutes les variantes recueillies. Pour ses autres livres, des centaines de manuscrits zends, sanscrits, palis, et des divers dialectes, disséqués mot par mot, tous les mots transportés en caractères parfaitement peints sur des cahiers dans un ordre alphabétique, avec l'indication des radicaux et l'explication des formes grammaticales; des traductions

littérales de la plupart de ces écrits, liturgies, poèmes ou histoires; enfin plus de dix mille pages in-folio remplies de ces études élémentaires d'un maître consommé, dont lui seul était capable : voilà ce qu'il laisse inédit. Je les ai vues, je les ai touchées, ces précieuses reliques de celui qu'on a justement appelé un érudit de génie, et qui était persuadé que le génie ne peut vivre et mûrir qu'à la chaleur continue du travail.

... C'est à une telle probité de méthode que nous devons, avec le *Lotus de la bonne loi*, l'*Introduction à l'histoire du bouddhisme*, exposition et histoire d'une espèce de religion athée, embrassée aujourd'hui par deux cents millions de sectateurs, qui n'a cessé d'agiter et de réformer l'Asie orientale depuis plus de vingt-cinq siècles.

... Un Anglais, ou plutôt, par la libéralité de son caractère, un citoyen du monde savant, M. Hodgson, avait procuré, par son entreprise, et aussi par ses propres dons, à la Société asiatique de Paris, quatre-vingt-huit manuscrits rassemblés dans le Népal, foyer primitif du bouddhisme; c'étaient les textes originaux de la doctrine. On n'avait eu jusqu'à présent que des traductions palies, cinghalaises, thibétaines, mongoles.

Il fallait non-seulement lire, interpréter, comparer des centaines de traités nébuleux et confus, mais discerner les âges des traditions qu'ils renferment, à la brièveté élémentaire ou aux amplifications successives des préceptes de mœurs et de liturgie, à la simplicité native ou à l'élégance plus ou moins ornée de l'exposition, aux formes plus ou moins vieilles du langage, et, de plus, exercer cette critique d'une philologie si délicate, d'un sentiment littéraire si fin, sur des écrits et des idiomes tels, que c'est avoir déjà beaucoup profité que d'en pouvoir comprendre bien quelques-uns. Voilà ce qu'il fit avec un plein succès.

Il n'est pas possible de satisfaire à tout et à tous; le monde se plaignait de lui, et le monde avait raison à son point de vue. Pourquoi refuser au commerce de la société les dons heureux qui pouvaient en faire l'ornement et l'agrément à la fois; ce bon ton, cette bonne grâce de manières et de langage, cette solidité de conversation revêtue d'élégance, instructive sans pédanterie, aimable sans affectation, ce ton exquis d'une douce malice qui se jouait avec tant de finesse et de légèreté sur ses lèvres pour s'échapper en traits inattendus et piquants, et, ce qui réussit plus que toute autre chose auprès des hommes qui veulent qu'on les amuse, l'art de se moquer d'eux sans qu'il y paraisse? Abel Rémusat l'avait connu tout jeune encore, et s'était attaché à lui par goût et par sympathie; c'étaient deux esprits de même race.

Mais le monde réclamait inutilement. Le moyen d'aller veiller le soir dans les salons ? Il serait rentré souvent à l'heure où sa matinée commençait ; car il ne se croyait matinal qu'en se mettant à l'ouvrage à trois heures après minuit. Il ne sortait guère que pour vaquer à ses devoirs d'académicien et d'inspecteur des caractères orientaux à l'Imprimerie impériale. Et ne trouvait-il pas chez lui, dans les entretiens de quelques amis et au sein de sa famille, tout ce qui plaît à l'esprit et au cœur ?

Cependant de tels hommes, quelle que soit leur modestie, ne peuvent pas s'ignorer eux-mêmes ; ils ont conscience de ce dont ils sont capables, et, partant, de ce qu'on a droit d'exiger d'eux. E. Burnouf pressentait tous les services qu'il rendrait à l'Académie par l'aménité attrayante de son esprit, par la vertu pratique autant que spéculative de son intelligence, par le tempérament conciliant de son caractère, si la compagnie venait un jour à lui confier le soin de son régime intérieur. Dans sa pensée, le bien qu'il pouvait faire devenait un devoir ; ses amis l'encourageaient dans ce dessein ; et ce fut une des fortes préoccupations, une des visées dominantes de sa vie académique, et à laquelle il fit même de certains sacrifices.

Une circonstance extraordinaire vint tout à point pour vérifier cette destinée et autoriser une si légitime prétention.

Au lendemain du renversement d'une tyrannie très-débonnaire, lorsque surgit une liberté qui faisait peur, le gouvernement rendit à l'Institut ses comices trimestriels intérieurs des cinq Académies. Certains moralistes arithméticiens ont remarqué que la facilité des délibérations n'augmente pas toujours en proportion du nombre des délibérants, et que, même chez les gens d'esprit, l'intelligence commune de l'assemblée n'est pas toujours égale à la somme des intelligences individuelles. E. Burnouf se trouvait, cette année, président de l'Institut. Ceux qui ne le connaissaient pas auraient pu craindre que, sortant pour la première fois de l'ombre de son cabinet, il n'éprouvât quelque embarras à dominer ce forum ou plutôt ce sénat littéraire. Il commença par atteindre le modèle de la perfection. Empêcher les discours de se heurter confusément sans froisser l'amour-propre de personne et sans tenir le frein trop serré à la discussion, ramener dans le droit chemin et à l'unité les opinions qui se dispersent et se fourvoient, faire respecter l'autorité de la présidence par la seule force de la raison manifeste, saisir l'à-propos du moment où la délibération se débrouille et s'éclaircit, pour marquer le point de transaction auquel tout le monde voudra se réunir : tel fut pour E. Burnouf, dans une épreuve imprévue, le triomphe de cette logique

et de cette parole qui lui tinrent lieu soudainement de l'expérience et de la maturité.

Dès lors il fut institué, dans l'opinion unanime de l'Académie, l'héritier présomptif de notre vénérable secrétaire perpétuel. Mais quatre ans après, lorsque s'ouvrit la succession, ses travaux l'avaient épuisé; il n'avait plus la force de paraître ni à l'Académie, ni au Conseil supérieur de l'instruction publique, dont il était membre depuis quelques mois. Nous ne pûmes que déposer un honneur tardif sur le lit d'un mourant; il succombait, non à la peine, comme quelques-uns l'ont semblé dire, mais à l'ardeur de sa noble passion.

N'ajoutons pas à nos regrets de l'avoir perdu, la douleur d'imaginer qu'il ait mené une vie de souffrance et de captivité volontaire. C'est se méprendre étrangement sur la nature de ces âmes d'élite, de penser qu'il leur en coûte pour vivre ainsi, et de les appeler les martyrs de la science et les victimes de leur dévouement. Le monde et les lettrés mondains peuvent juger de la sorte : le travail est, en effet, à leurs yeux un effort pour monter, un moyen de parvenir, le prix d'acquisition plus ou moins onéreux d'un avantage de fortune ou d'ambition, et non une habitude naturelle, un besoin, une jouissance. Croira-t-on que ce fût par un vœu d'ascétisme et par une contrainte morale que E. Burnouf s'enfermait de longues heures dans la solitude de son cabinet? Ah! que l'on serait détrompé, si l'on pouvait, témoin invisible, assister aux méditations du savant inspiré, voir cette allégresse et cette ardeur profonde de la pensée en travail pour résoudre un grand problème; l'enthousiasme de cette évocation de l'esprit des peuples endormis sous leurs antiques ruines et qu'il semblait impossible d'en faire jamais sortir; ces tressaillements de bonheur à l'apparition de la vérité qui se découvre, et cette joie ineffable de connaître, qui retombe sur l'âme comme une délicieuse rosée après une chaleur brûlante, comme une intermittence de repos après l'effervescence de la fièvre : on comprendrait alors qu'il cède sans ménagement et jusqu'à l'imprudence à l'attrait irrésistible d'une studieuse volupté, à l'amour de son œuvre qui grandit et qui va s'achever.

En vain les médecins inquiets lui ordonnent de se distraire; en vain les amis, la famille alarmée, le supplient de prendre un peu de relâche, quelques semaines, quelques jours seulement : « Non, un peu plus tard; encore ce mémoire à finir, ces épreuves à corriger, » jusqu'à ce que la plume tombe de sa main défaillante pour toujours.

Et nous les pleurons ces égoïstes sublimes, qui abrègent une existence si précieuse à tous par les jouissances de l'étude et par l'intempé-

rance du travail. Non, ne les plaignons pas; ne plaignons pas ce confrère illustre dont la perte nous est si amère. Ce n'est pas avoir acheté à trop haut prix, d'une grande part de ses jours, de telles félicités pendant la vie, une telle gloire après la mort. Le deuil, la plainte est pour sa famille, à qui sa présence était si charmante et si nécessaire; pour ses disciples, qui n'entendront plus l'oracle de sa parole; pour le monde savant, qui espérait de lui encore tant de richesses nouvelles; pour l'Académie, qu'il aurait gouvernée si utilement, avec une autorité supérieure autant qu'acceptée, et qui ne peut plus attendre de ceux qui lui succèdent que le service du dévouement.

Je me souviens que, le jour où nous assistions à ces funérailles si tristement prématurées, nous nous représentions quelle eût été la douleur du père de E. Burnouf, si, ce que l'âge rendait possible, il avait vu cette tombe s'ouvrir sous ses yeux. Heureux père, à qui la mort est venue assez à temps pour lui épargner l'inconsolable douleur de survivre à un tel fils, à son fils! Heureux, lorsqu'il sentit son regard s'éteindre doucement, de n'avoir vu de ce fils tant aimé, et si digne de l'être, que les succès éclatants, les progrès assurés, les espérances sans autre horizon qu'une lumière toujours croissante! Et maintenant ces deux belles intelligences, qui se comprirent si bien, qui s'entraidèrent si affectueusement pendant la vie, sont unies et s'embrassent dans l'éternel repos; leurs noms seuls peuvent être séparés dans la mémoire des hommes par la différence qu'ils mettent entre l'estime et la gloire, entre le profond savoir et le génie inventeur, entre ceux qui font l'honneur d'une famille et ceux dont le pays s'honore, et qui ont acquis le droit de lui léguer leurs veuves à doter, en lui laissant leur gloire. La France, depuis le commencement de ce siècle, compte trois noms dans la science envers qui une généreuse initiative du gouvernement a pris soin d'acquitter la dette nationale, Cuvier, Champollion, E. Burnouf.

Après l'éloge des Burnouf, on a écouté avec intérêt le rapport fait par M. Berger de Xivrey, au nom de la commission des antiquités de la France. Les médailles du concours ont été décernées à M. Cochet, pour sa *Normandie souterraine*; à M. Bouthors, pour ses *Coutumes locales du bailliage d'Amiens*; et à M. Maury, pour son *Mémoire* (ms.) *sur les forêts de la France*. — Des mentions très-honorables ont été accordées à M. d'Arbois de Jubainville, pour son *Pouillé du diocèse de Troyes*; à M. Rossignol, pour son *Histoire de la Bourgogne*; à M. Salmon, pour ses

Chroniques de Touraine ; à M. Taillandier, pour son *Histoire de Blandi* ; à M. Anatole de Barthélemy, pour ses *Mélanges sur la Bretagne* ; à M. Morin, pour sa *Numismatique féodale du Dauphiné* ; à M. l'abbé Pascal, pour son *Gabalum christianum*. — Parmi les mentions honorables, nous citerons celles qu'ont obtenues M. Boutaric, pour son mémoire ms. intitulé : *Organisation judiciaire du Languedoc au moyen âge* ; et M. Lecaron, pour son *Histoire* (ms.) *du commerce par eau de la ville de Paris, et de la corporation des marchands hansés ou municipalité parisienne*.

L'École des chartes a donc, au concours de 1854, remporté trois mentions très-honorables et deux mentions honorables. Les extraits suivants du rapport de M. Berger de Xivrey montrent que, sans la variété et la force extraordinaire de ce concours, nous eussions dû nous attendre à des succès plus brillants :

Le mémoire manuscrit sur l'*Organisation judiciaire du Languedoc* est un de ces travaux solides dont les assertions ne s'appuient que sur des sources authentiques parfaitement vérifiées. Les élèves de l'École des chartes, d'où est sorti l'auteur, M. Boutaric, savent faire de ces documents un utile emploi. Il n'est pas de concours où nous n'ayons à proclamer quelque succès de cette école laborieuse, dont l'Académie ne cesse de suivre les travaux, non-seulement par un patronage officiel, mais par l'intérêt qu'elle met à la sûre épreuve du vrai. La complication de l'organisation judiciaire, dans une partie de la France où ces juridictions très-multipliées se référaient si souvent, soit au droit romain, soit à la jurisprudence des petits royaumes espagnols, est démolée ici par le secours des pièces judiciaires, documents qui, comme le remarque l'auteur, ont été peu employés par dom Vaissète. Mais ce docte historien avait fait un fréquent usage d'un genre de pièces dont l'absence est une lacune sensible chez M. Boutaric. Ce sont les actes rédigés en langue romane. Il est impossible d'examiner à fond l'histoire du midi de la France, sans tenir compte de ces sources locales, si nombreuses et si fécondes en renseignements, qu'on ne rencontre pas ailleurs.

La variété du concours se fait sentir au rapporteur par la difficulté des transitions pour passer d'un sujet à un autre dans l'énumération de ces différents mémoires. Celui que M. Lecaron vous a adressé en manuscrit est l'*Histoire du commerce par eau et de la corporation des*

marchands hansés de la ville de Paris, ou municipalité parisienne au moyen âge. L'auteur est encore sorti de l'École des chartes; on s'en aperçoit aisément à ce qu'il y a d'authentique et de bon aloi dans les documents qu'il met en œuvre. Il prend à l'origine et suit jusqu'à l'ordonnance de 1415 l'organisation du commerce de la ville de Paris, dont le premier magistrat municipal fut toujours honoré du titre de prévôt des marchands, depuis saint Louis au moins jusqu'à la révolution de 1789. M. Lecaron a bien proportionné son travail; il passe rapidement sur l'obscurité des premiers commencements. Mais le peu qu'il en dit aurait pu être plus soigné; et l'on est en droit, par exemple, de reprocher à un esprit judicieux d'avoir attribué à la rapide conquête de Jules César ces voies romaines d'une solidité indestructible, œuvre des époques d'une domination tranquille et bien établie.

... En 1842, le concours parut trop faible pour l'application d'une première médaille : cette année nous avons regretté de n'en avoir pas le double. Nous aurions décerné la quatrième à M. d'Arbois de Jubainville, archiviste de l'Aube. Il est placé en tête des mentions très-honorables pour sa publication du *Pouillé du diocèse de Troyes*. Ce pouillé, dressé en 1407, est comparé par l'éditeur avec une même statistique diocésaine rédigée en 1754. A cette publication sont encore jointes vingt-quatre pièces justificatives, bien choisies, sur le revenu du clergé de Troyes en divers temps, sur le prix du blé dans la même ville pendant quarante-quatre années du quatorzième siècle et vingt-cinq du dix-huitième, etc. Du rapprochement de ces différentes pièces l'éditeur tire des inductions sûres pour établir le fait de la diminution continuelle des revenus ecclésiastiques, et mesurer la marche décroissante de la valeur de l'argent. Peut-être manque-t-il un peu de clarté pour faire apprécier aisément les bases des calculs longs et compliqués nécessaires à ce travail.

.....

Voici encore un ancien élève de l'École des chartes, M. André Salmon. L'ouvrage qui lui mérite la troisième mention très-honorable est la publication des *Chroniques de Touraine*. Ce recueil ouvre la série de documents originaux que la Société archéologique de Touraine se propose de publier sur cette province. Sur seize chroniques dont se compose ce volume, six sont entièrement inédites, et deux n'ont été précédemment imprimées que par fragments. Tous ces textes sont donnés ici en entier. M. Salmon fait précéder les seize chroniques d'autant de notices très-substantielles, où il établit solidement l'authenticité de ces documents, en montre l'utilité historique, fait connaître

les voies par lesquelles ils nous sont parvenus, et donne sur les auteurs les renseignements qu'il a été possible de rassembler. Des tables abondantes fournissent les indications nécessaires sur les lieux, les personnes et les faits. Tout porte la trace d'une exactitude scrupuleuse, et l'on passe aisément à l'auteur un style négligé et quelque inexpérience des matières archéologiques.

.....

Une autre mention très-honorable revient à M. Anatole de Barthélemy, le cinquième élève de l'École des chartes distingué dans ce concours. Il y apporte ses *Mélanges historiques et archéologiques sur la Bretagne*. Cependant il emploie moins l'archéologie, comme le titre l'annoncerait, que la géographie et les études généalogiques, cette fois traitées sûrement, avec une érudition qui vérifie tout et qui sait où puiser les vérifications. Ce n'est qu'une brochure, subdivisée en quatre dissertations, mais toutes d'un intérêt incontestable. Nous signalerons principalement ce qui se rapporte à l'évêché de Tréguier et à l'abbaye de Bégard.

L'accentuation romaine était le sujet du prix ordinaire de l'Académie. Deux mémoires avaient été présentés. Celui de M. Raphaël Garucci a été couronné.

Le premier des prix fondés par le baron Gobert a été accordé à M. Ch. Weis, auteur de l'*Histoire des réfugiés protestants de France, depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'à nos jours* (2 vol. in-12); le second, à M. Francisque-Michel, auteur des *Recherches sur le commerce, la fabrication et l'usage des étoffes de soie* (2 vol. in-4°).

Sont mises au concours, pour l'année 1855, les questions suivantes :

1° Restituer, d'après les sources, la géographie ancienne de l'Inde, depuis les temps primitifs jusqu'à l'époque de l'invasion musulmane.

2° Quelles notions nouvelles ont apportées dans l'histoire de la sculpture chez les Grecs, depuis les temps les plus anciens jusqu'aux successeurs d'Alexandre, les monuments de tous genres, d'une date certaine ou appréciable, principalement ceux qui, depuis le commencement de ce siècle, ont été placés dans les musées de l'Europe?

3° Étudier l'état politique, la religion, les arts, les institutions de

toute nature dans les satrapies de l'Asie Mineure sous les Perses et depuis, particulièrement dans les satrapies déjà héréditaires ou qui le devinrent après la conquête d'Alexandre, c'est-à-dire le Pont, la Cappadoce, la Lycie et la Carie.

4° Faire l'histoire des biens communaux en France, depuis leur origine jusqu'à la fin du treizième siècle.

Voici le sujet du prix à décerner en 1856.

Rechercher l'origine de l'alphabet phénicien ; en suivre la propagation chez les divers peuples de l'ancien monde ; caractériser les modifications que ces peuples y introduisirent, afin de l'appropriier à leur organe vocal, et peut-être aussi quelquefois en le combinant avec des éléments empruntés à d'autres systèmes graphiques.



BIBLIOGRAPHIE.

RECHERCHES historiques sur l'origine; l'élection et le couronnement du pape Jean XXII, par M. Bertrandy. Paris, Treuttel et Würtz, in-8°, 71 pages.

Le titre de cette brochure promet un fragment de l'histoire pontificale ; mais les événements qui y sont racontés se rattachent si étroitement à notre pays, que c'est aussi un chapitre intéressant de l'histoire de France au quatorzième siècle. Clément V venait de mourir après avoir vécu à la dévotion de Philippe le Bel. Ce roi voulut trouver la même obéissance dans le successeur de Bertrand de Got ; les Italiens désiraient, de leur côté, restaurer l'indépendance du saint-siège et le rétablir au Vatican, que Clément V avait abandonné pour Avignon. Les cardinaux, assemblés pour élire un pape, ne purent s'accorder et se séparèrent, malgré les démarches et les intrigues du roi de France. Louis le Hutin, qui régnait depuis peu, avait de puissants motifs de souhaiter que la chaire de saint Pierre fût occupée. Marguerite de Bourgogne, son épouse, que ses désordres avaient fait reléguer au Château-Gaillard, était un obstacle au nouveau mariage qu'il avait arrêté avec Clémence de Hongrie. Déjà la fiancée royale était débarquée en France, et il n'y avait pas encore de pape ; par conséquent, le divorce ne pouvait être prononcé entre le roi et Marguerite : cette malheureuse princesse mourut alors si à propos qu'on peut soupçonner un crime.

M. Bertrandy raconte ensuite comment le comte de Poitiers, qui fut depuis Philippe le Long, rassembla à Lyon les cardinaux, sous prétexte de célébrer un service pour le repos de l'âme du roi son frère, dont il venait d'apprendre la mort ; comment il les enferma dans un couvent, sous la garde du comte de Forez et du sire de la Voute, auxquels il avait fait rendre hommage et prêter serment de fidélité pour les fiefs qu'ils tenaient de la couronne, s'assurant ainsi de leur obéissance à ses ordres. Le résultat de ce conclave fut l'élection de Jacques Duèze, qui prit le titre de Jean XXII. C'était un Français, natif de Cahors. Les auteurs italiens, et une tradition populaire conservée encore de nos jours dans le Quercy, le font fils d'un savetier. Baluze lui assigne une origine noble. M. Bertrandy prouve, au moyen de documents inédits, que son père, Arnaud Duèze, était un des principaux bourgeois de Cahors.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans le récit de la vie de Jacques Duèze jusqu'à son pontificat ; nous nous contenterons de signaler une rectification qu'il fait au *Gallia christiana*, qui appelle à tort Philippe de Caturco, évêque d'Évreux et chancelier de France sous saint Louis, Philippe de Chaource. Le vrai nom de ce prélat est Philippe de Cahors. M. Bertrandy a publié, à la suite de son travail, plusieurs documents inédits tirés de la

Bibliothèque impériale et des Archives de l'empire. Nous y remarquons des comptes de dépenses des envoyés du roi auprès des cardinaux (les sommes importantes qu'on y voit figurer attestent que l'or était un moyen d'action dont la cour de France connaissait toute la valeur); l'acte d'hommage du sire de la Voute, que M. Bertrandy a interprété habilement, les lettres d'anoblissement par Philippe le Long de Pierre Duèze, frère du nouveau pape, et surtout une pièce en langue française, contenant une dénonciation contre le cardinal Cajetan, neveu de Boniface VIII et par conséquent ennemi de la France. Un ecclésiastique l'accusa d'avoir envoûté le roi Louis X dans l'intention de le faire périr. L'original de ce document se trouve dans les *Mélanges de Clairambault* à la Bibliothèque impériale. On ne peut douter de son authenticité; il n'en est pas de même de l'accusation qu'il renferme. Elle n'a pourtant rien d'impossible pour qui connaît les mœurs du temps. La croyance aux sortilèges était générale, et les membres les plus éminents du clergé n'étaient pas exempts de cette superstition. Guichard, évêque de Troyes, avait été quelques années auparavant l'objet d'une accusation semblable. On lui imputait la mort de la reine, femme de Philippe le Bel, et il finit misérablement ses jours en prison. On trouve, dans cette pièce, de curieux détails sur les profanations qui accompagnaient les bizarres cérémonies de l'*envoûtement*.

Dans le travail de M. Bertrandy, on louera sans réserve la recherche laborieuse des documents, la sagace interprétation des textes, la défiance contre toute hypothèse hasardée, l'appréciation impartiale des faits. Ce qu'on peut blâmer, c'est la prétention et le dramatique du style. A quoi bon ces exclamations, ces interrogations qui continuent quelquefois pendant des pages entières? Le style de la dissertation historique doit être simple, clair et sobre; le but est d'instruire et de prouver. M. Bertrandy prouve et instruit; qu'il laisse donc là de côté cette fausse chaleur et ces prétendus ornements, qui sont tout au moins déplacés.

Il prépare, nous a-t-on dit, une histoire complète de Jean XXII. L'essai dont nous venons de rendre compte nous fait espérer que ce sera un livre sérieux, instructif et nouveau. Car tout n'a pas été dit sur les papes d'Avignon: nous ne les connaissons guère que par les pamphlets de M. de Sismondi, et Jean XXII est un de ceux que l'historien genevois a le plus maltraités.

E. BOUTARIC.

PATROLOGIÆ cursus completus..., accurate J. P. Migne. Tomi CXLVII, CLIV, CLVI, CLX et CLXVII. — 1853 et 1854. — Grand in-8° à deux colonnes.

Nous nous reprochons de n'avoir pas fait assez exactement connaître à nos lecteurs les rapides progrès de la collection que M. l'abbé Migne publie sous le titre de *Patrologiæ cursus completus*. En effet, beaucoup des ouvrages compris dans ce vaste recueil touchent l'histoire d'aussi près que la

théologie; et les réimpressions de M. Migne peuvent, jusqu'à un certain point, dispenser de recourir aux éditions originales, qu'il est souvent impossible de rencontrer en province, et qu'à Paris même on ne consulte pas toujours sans difficulté.

Le plan de la *Patrologie* a été largement conçu. Tous les auteurs y sont rangés dans l'ordre chronologique, et leurs ouvrages sont fidèlement donnés d'après les meilleures et les plus récentes éditions. Le dépouillement des principales collections, et notamment des recueils de pièces anecdotes, a permis de rapprocher et de réunir, pour la première fois, les opuscules jusqu'alors dispersés d'un grand nombre d'écrivains. Pour servir d'introductions, des notices biographiques et littéraires ont été empruntées à d'excellents critiques : à Fabricius, à Cave, à Ughelli, à Mansi, aux Bollandistes, à Mabillon, aux auteurs du *Gallia christiana*, à ceux de l'*Histoire littéraire de la France*.

En reproduisant textuellement les travaux de ses devanciers, le compilateur a singulièrement simplifié sa tâche; mais il n'en a pas moins trouvé plus d'une fois l'occasion de montrer qu'il n'est pas étranger, tant s'en faut, aux meilleures habitudes de l'érudition.

Pour apprécier l'utilité du *Patrologiæ cursus completus*, il suffit d'en ouvrir quelques tomes et de parcourir, seulement par les titres, les principaux ouvrages qu'ils renferment. Prenons donc quatre ou cinq des volumes parus depuis un an.

TOMUS CXLVII. — 1853; 1328 col.

I (col. 1). JEAN D'AVRANCHES : Jean, évêque d'Avranches, et ensuite archevêque de Rouen, a composé, vers 1085, sous le titre de *Liber de officiis ecclesiasticis*, un traité bien connu de tous les savants qui étudient la liturgie et la symbolique chrétienne. Deux éditions en ont été publiées au dix-septième siècle. La première est introuvable; la seconde, assez rare et fort chère. C'est celle-ci que M. Migne a reproduite, en conservant les notes de Jean Le Prevost, et l'Appendice dans lequel le savant chanoine a fait entrer de précieux documents, qui, pour la plupart, n'ont point été imprimés ailleurs. Ce sont, entre autres, des extraits d'anciens rituels et les titres de fondation de deux collèges de Rouen, remontant au treizième et au quatorzième siècle. — Aux notes de Jean Le Prevost, le nouvel éditeur a ajouté : 1° la charte de 1074, portant érection de l'abbaye de Saint-Victor en Caux (il eût été bon d'avertir le lecteur que cette pièce n'est pas à l'abri du soupçon); — 2° une transaction conclue en 1061 entre l'évêque d'Avranches et l'abbé du Mont Saint-Michel; — 3° les actes du concile de Rouen, célébré en 1072; — 4° les actes des archevêques de Rouen, tels que Mabillon les a donnés dans ses *Analecta*.

II (col. 279). ARNOUD, clerc de Milan : Reproduction des Gestes des

archevêques de Milan, publiés par Bethmann et Wattenbach, dans le tome VIII des *Scriptores* de Pertz.

III (col. 333). THIERRI, chanoine de Paderborn : Commentaire sur l'Oraison dominicale, d'après le *Thesaurus* de Pez.

IV (col. 339). BERTHOUD, prêtre de Constance : Annales, d'après le t. VII des *Scriptores* de Pertz.

V (col. 443). JEAN, abbé de Fécamp : Extraits, d'après Mabillon, de son *Libellus de scripturis et verbis patrum collectus*, et de son *Libellus de divina contemplatione*. — Lettres recueillies par Mabillon et Martène. — Charte de Roger, comte de Saint-Paul, pour l'abbaye de Fécamp, — Préface des *Collectiones patris Joannis, cognomento Homini Dei, de verbis seniorum*, d'après Martène. — Chronique de Fécamp et catalogue des abbés de ce monastère, d'après Labbe.

VI (col. 485). BRUNO, clerc de Magdebourg : Livre de la guerre de Saxe, d'après Pertz.

VII (col. 585). TOMELLUS : Histoire du monastère de Hasnon, d'après Martène.

VIII (col. 599). RENALLUS, maître de Barcelone : Fragment d'un poème sur l'eucharistie, qu'Augustin Theiner a découvert dans un manuscrit de la bibliothèque Barberini.

IX (col. 601). MARIANUS SCOTUS : Partie de sa chronique, d'après le travail que Waitz a inséré dans le t. V des *Scriptores* de Pertz. L'éditeur de la Patrologie aurait dû rétablir les deux premiers livres de Marianus et les additions de Florent de Worcester, que M. Waitz a dû négliger comme ne présentant point d'intérêt pour l'Allemagne.

X (col. 803). LANDULFUS, clerc de Milan : Histoire de Milan, suivie d'un catalogue des archevêques de cette ville, d'après l'édition de Bethmann et de Wattenbach (t. VIII de Pertz); avec les prolégomènes de Muratori et la dissertation de Jean-Pierre Puricelli : « *Utrum sanctus Ambrosius clero suo Mediolanensi permiserit ut virgini nubere semel posset.* »

XI (col. 1003). SAINT GÉRAUD : Vie de ce saint abbé par un contemporain, d'après Mabillon. — Vie et miracles de saint Adalard, abbé de Corbie, d'après le même. — Deux pièces relatives aux associations de l'abbaye de Sauve-Majeure, d'après Martène.

XII (col. 1083). FOUCARD, moine de Saint-Bertin : Vie et miracles de saint Bertin, avec la relation de l'abbé Bove, d'après Mabillon. — Vie de saint Jean de Beverlei, d'après les Bollandistes. — Vers sur saint Vigor de Bayeux, d'après d'Achery. — Vies de saint Omer et de saint Oswalde, d'après Mabillon.

XIII (col. 1199). EUSÈBE BRUNO, évêque d'Angers : Lettre à Berenger, publiée en 1656 par François de Roye.

XIV (col. 1205). GEBUIN, archevêque de Lyon : Lettre à Raoul de Tours, d'après la Bibliothèque des Pères.

XV (col. 1211). GAUTIER, évêque de Meaux : Lettre de Hugue, évêque de Nevers, pour l'abbaye de Vendôme, d'après Mansi.

XVI (col. 1213). ALPHANUS, archevêque de Salerne : Poèmes, sermon et vie de sainte Christine, d'après Ughelli et Ozanam.

XVII (col. 1281). GUAIFFIER DU MONT-CASSIN : Poèmes d'après Ozanam. — Vie de saint Secundin, d'après Ughelli. — Vie de saint Luce, pape, d'après les Bollandistes.

TOMUS CLIV. — 1853; 1456 col.

I (col. 1). HUGUE DE FLAVIGNI : Chronique, d'après Pertz.

II (col. 403). Vie de saint Welfhelme, abbé de Brauweiler près Cologne, d'après Mabillon.

III (col. 433). EKKEHARD : Chronique, d'après Waitz (collection de Pertz).

IV (col. 1063). Gestes des évêques de Trèves, d'après Waitz (ibid.).

V (col. 1337). Chronique de saint Hubert en Ardennes, d'après Bethmann et Wattenbach (ibid.).

TOMUS CLVI. — 1853; 1268 col.

Ce volume est la reproduction littérale de l'édition que d'Achery a donnée, en 1651, des Oeuvres de Guibert de Nogent. On y retrouve les notes et les appendices qui donnent tant de prix à l'édition bénédictine. Toutefois la chronique de Robert du Mont a été retranchée : mais les lecteurs de la Patrologie ne s'en plaindront pas, puisque le volume dont nous allons parler contient, grâce à la critique allemande, un texte de Robert bien supérieur à celui que d'Achery avait pu établir au dix-septième siècle.

TOMUS CLX. — 1854; 1252 col.

I (col. 1). SIGEBERT DE GEMBLOURS. — Chronique, avec les additions et les continuations. C'est la reproduction du travail de Bethmann, qu'on sait être au-dessus de tout éloge. — Livre des écrivains ecclésiastiques, d'après Fabricius. — Gestes des abbés de Gemblours, vie et miracles de Wichbert, et vie de Déodric, évêque de Metz, d'après Pertz. — Courte vie de saint Sigebert, d'après Duchesne. — Vie de saint Malo, d'après Surius. — Vie de saint Théodard, d'après les Bollandistes. — Deux vies de saint Lambert, d'après Chapeville et les Bollandistes. — Sermon sur sainte Luce, d'après Meurisse (*Hist. de Metz*). — Deux lettres sur les Quatre-Temps, d'après Martène. — Fragments d'un rythme sur sainte Luce et d'une vie de saint Lulle, d'après Mabillon.

II (col. 333). Chronique des Polonais, d'après Szlachetkowski et Koepke (dans Pertz).

III (col. 935). BERENGOSUS, abbé de Saint-Maximin de Trèves : OEuvres d'après la Bibliothèque des Pères.

IV (col. 1035). JEAN DE MARSI : Discours et lettre, d'après Baronius.

V (col. 1039). EUDE, évêque de Cambrai : Opuscules, d'après la Bibliothèque des Pères. L'éditeur de la Patrologie y a joint l'homélie sur l'évangile du mauvais fermier, découverte par Martène, et huit chartes publiées par Le Mire.

VI (col. 1159). GAUTIER, évêque de Châlon : Huit chartes ou lettres, d'après le *Gallia christiana*.

VII (col. 1171). RAOUL TORTAIRE : Miracles de saint Benoît, en prose et en vers, d'après Mabillon et les Bollandistes.

TOMUS CLXVI. — 1854; 1600 col.

I (col. 1). COME DE PRAGUE. — Chronique des Bohémiens, avec les continuations, d'après Koepke, dans Pertz.

II (col. 387). ALBERT D'AIX. — Histoire de la croisade, d'après Bongars.

III (col. 715). FRANCON, abbé d'Afflinghem : Traité en douze livres sur la grâce, avec deux lettres, d'après la Bibliothèque des Pères.

IV (col. 831). HUGUE DE RIBEMONT : Lettre à G. d'Angers, d'après Martène.

V (col. 835). PONCE, abbé de Cluni : Statuts, lettres et chartes se rapportant à son administration, d'après Baluze, Martène et la Bibliothèque de Cluni.

VI (col. 851). PIERRE DE LÉON et GRÉGOIRE : Deux lettres de ces légats pour l'abbaye de Saint-Vast, d'après Martène.

VII (col. 853). JEAN MICHAELENSIS : Règle des Templiers, d'après Labbe.

VIII (col. 873). GAUTIER DE TÉROUANNE et GALBERT DE BRUGES : Vie et martyre de Charles le Bon, comte de Flandre, d'après les Bollandistes, dont les observations préliminaires sont reproduites.

IX (col. 1049). BAUDRI DE BOURGUEIL : Histoire de la croisade, d'après Bongars. — Translation du chef de saint Valentin à Jumièges, d'après les Bollandistes. — Vie de saint Hugue, archevêque de Rouen, d'après le *Neustria pia*. — Lettre aux moines de Fécamp, d'après le même recueil. — Poésies, d'après Duchesne et Mabillon. — Actes de saint Valérien, d'après Chifflet (*Hist. de l'abbaye de Tournus*). — Charte de l'an 1109 pour Saint-Florent de Saumur, d'après d'Achery. — Dans d'autres volumes de la collection, on trouve la vie de Robert d'Arbrissel, et un Traité sur la visite des malades, qu'on a parfois attribué à saint Augustin, mais qu'il faudra restituer à Baudri, si l'on s'en rapporte à un manuscrit de la bibliothèque Lambeth, récemment examiné par D. Pitra. — On ne saurait reprocher à

l'éditeur de la Patrologie de n'avoir pas donné les opuscules inédits de Baudri, qui sont conservés au Vatican ; mais il aurait peut-être dû ne pas négliger quelques pièces précédemment publiées, qu'on cherche vainement dans sa collection.

X (col. 1213). HONORIUS II, pape : 112 lettres, tirées de différents recueils, et classées d'après l'ordre proposé par Jaffé ; plus, trois lettres adressées à Honorius.

XI (col. 1319). VIVIEN DE PRÉMONTRE : Harmonie, ou Traité du libre arbitre et de la grâce, d'après Martène.

XII (col. 1335). G., abbé : Lettre à A., prieur de Saint-Victor de Marseille, d'après Martène.

XIII (col. 1339). ABBAUD, abbé : *De fractione corporis Christi*, d'après Mabillon.

XIV (col. 1347). BRUNO, évêque de Strasbourg : Lettre au prévôt Gerhodus, d'après Bernard Pez.

XV (col. 1349). FRÉDÉRIC, archevêque de Cologne : Six lettres ou chartes, d'après Martène.

XVI (col. 1357). RICHARD, abbé de Préaux : Prologue d'un commentaire sur le Lévitique, d'après Martène.

XVII (col. 1361). SAINT ETIENNE, abbé de Cîteaux : Commentaire des Bollandistes sur la vie de saint Etienne. — Opuscules de cet abbé, suivis des statuts connus sous les noms de *Charta charitatis* et de *Usus antiquiores*, avec l'histoire des origines du monastère et de l'ordre de Cîteaux (*Exordium cœnobii et ordinis Cisterciensis*), le tout publié d'après Mabillon, Manrique et le *Nomasticon Cisterciense*.

XVIII (col. 1507). JEAN, moine : Lettre à Adalbéron, archevêque de Trèves, d'après Martène.

XIX (col. 1513). DROGON, cardinal d'Ostie : Opuscules, d'après la Bibliothèque des Pères.

XX (col. 1565). SAINT HUGUE, évêque de Grenoble : Cinq lettres, d'après Mabillon et les *Mémoires pour l'histoire du Dauphiné*.

L. D.

NOTICES et extraits des documents manuscrits conservés dans les dépôts publics de Paris, et relatifs à l'histoire de la Picardie, par M. Hip. Cocheris. Tome I^{er}. Paris, Durand, 1854, 1 vol. in-8° de 693 pages.

Les recherches bibliographiques occasionnent une énorme dépense de temps et d'activité, sans pour cela rapporter à ceux qui s'y livrent les avantages qu'ils auraient retirés d'études moins arides. D'un autre côté, les travaux qui en résultent sont, entre les mains des savants, des instruments d'une inappréciable valeur. La patience des bibliographes ne saurait donc être trop admirée ni trop encouragée, et c'est une véritable cruauté que de relever chez eux avec complaisance des omissions et des méprises qu'il leur était souvent impossible d'éviter.

Nous tenions à faire ces observations générales avant de parler de l'ouvrage qu'un de nos confrères a entrepris, et que la Société des antiquaires de Picardie a encouragé par une médaille et par l'insertion dans ses Mémoires. On pourrait sans doute reprocher à l'auteur l'altération de quelques noms propres et de quelques chiffres, la rédaction vicieuse de plusieurs notices analytiques, et l'omission d'articles dont la place semblait marquée d'avance. Mais, au lieu d'insister sur ces imperfections, que les suppléments et les tables feront en partie disparaître, il nous semble juste de donner des éloges à la simplicité du plan conçu par M. Cocheris, et au zèle persévérant qu'il met à le remplir.

C'était déjà une lourde tâche que de rechercher dans les immenses dépôts de Paris et d'indiquer sommairement les pièces concernant la topographie et l'histoire d'une aussi vaste province que la Picardie. Notre confrère est allé plus loin : il a minutieusement examiné toutes les pièces qui rentraient dans son cadre ; il les a décrites dans leurs moindres détails ; souvent il en discute la valeur, et, par des exemples bien choisis, montre le parti qu'on en peut tirer.

Une section préliminaire comprend les pièces relatives à la Picardie en général ; toutes les autres sont rangées suivant l'ordre alphabétique des lieux qu'elles concernent. Les pièces relatives à un même lieu sont partagées en groupes distincts, suivant qu'elles se rattachent à la topographie, à l'histoire civile, à l'histoire religieuse, à l'histoire littéraire. De plus, pour la plupart des localités, M. Cocheris a, sous le titre de : *Recueil de chartes originales ou copies de chartes tirées des collections des bibliothèques de Paris et des Archives de l'empire*, ouvert un chapitre dont le titre fait assez bien connaître l'objet.

Les cartulaires ont été traités avec une prédilection particulière ; 48 pages d'un caractère compacte sont consacrées à celui de l'abbaye de Beaupré, 13 à celui de Bucilli, 65 à ceux de Chaalis, 34 à ceux de Saint-Corneille de Compiègne, et 96 à ceux de Corbie. C'est assez dire que M. Cocheris a indiqué un à un tous les actes conservés dans ces précieux recueils. S'il n'a pas toujours donné à ses analyses une exactitude et une précision suffisante, il a pris, en revanche, un soin extrême d'ajouter au bas des pages les équivalents modernes des noms de lieu contenus dans les documents qu'il décrit. Ces seules annotations ont demandé beaucoup de travail, et seront fort utiles à tous ceux qui s'occupent de la géographie du moyen âge.

On doit encore savoir gré à M. Cocheris de s'être par moments un peu écarté de son plan primitif pour donner, soit de longs extraits, soit même le texte intégral de quelques pièces importantes. Les coutumes de Corbie qu'il a publiées (pag. 556 et suiv.) présentent un véritable intérêt, et servent à compléter le beau recueil de M. Bouthors. L. D.

HISTOIRE DE CHARTRES, par E. de Lépinois. Tome I^{er}. Chartres, Garnier, 1854. — 1 vol. in-8° de 568 pag., avec planches.

La ville de Chartres compte déjà bon nombre d'historiens. Mais M. Lépinois, par la méthode qu'il a suivie, a renouvelé un sujet que bien des gens auraient pu croire épuisé. Ce qui distingue son livre, c'est l'abondance des renseignements, tous puisés aux sources originales et souvent inédites, tous classés dans un ordre satisfaisant.

Après avoir chronologiquement retracé l'histoire de Chartres depuis les origines gauloises jusqu'à l'avènement des Valois, M. Lépinois passe successivement en revue les institutions religieuses, civiles et commerciales de la cité. S'il nous était possible de faire un choix parmi les innombrables détails que l'auteur a principalement recueillis dans les collections de titres et dans les registres capitulaires, nous signalerions de savantes recherches sur les croisés du pays chartrain, sur les affranchissements, sur les grandes familles nobles ou bourgeoises, sur l'administration intérieure et les usages du chapitre de la cathédrale, sur les corporations industrielles et sur la topographie de la ville. — L'auteur a plus d'une fois tiré un parti fort heureux d'un poème écrit au treizième siècle sur les miracles de Notre-Dame, et dont il nous fait espérer la prochaine publication. Les détails qu'il en a tirés (p. 194) sur une colonie de Bretons établis dans un quartier de Chartres, sont fort remarquables, et permettent d'entrevoir ce qu'était la bretonnerie de Paris et de plusieurs autres villes.

Entre les documents dont M. Lépinois a donné, dans son Appendice, un texte correct, nous avons remarqué : l'article du nécrologe de la cathédrale relatif à Philippe-Auguste ; — les titres énonçant à quelles conditions étaient inféodés les offices de charpentier, de portier, de closier et de maréchal de l'évêque ; — le tarif des menues coutumes qui se prélevaient sur la vente des marchandises au treizième siècle ; — la transaction conclue, en 1306, entre le comte et le chapitre ; — un tableau du prix du blé, année par année, pour tout le quatorzième siècle.

Le livre dont nous entretenons nos lecteurs est écrit avec la simplicité qui convient aux ouvrages d'érudition. Nous regrettons seulement que l'auteur ait adopté pour certains noms propres une orthographe bizarre et peu régulière (le roi Lothar, Walter, Gauzfrid, Guilhem, saint Taurain, les Nordmans, Marmoutiers, etc.). — Autre peccadille. Les faits du domaine de l'histoire générale ne sont pas toujours traités avec autant de rigueur que les détails particuliers à la localité. Ainsi, le concile de Clermont est de 1095, et non de 1096 (p. 73). — Les officialités n'existaient pas au commencement du douzième siècle (p. 82). — Le naufrage de la Blanche-Nef arriva en 1120, non en 1119 ; les princes s'étaient embarqués à Barfleur, non à Rouen (p. 91). — Ce fut le 1^{er} novembre, et non le 1^{er} octobre, que Philippe-Auguste fut sacré (p. 110). — On ne peut pas dire que le sénéchal Thibaud apposa son sceau au testament de ce roi (p. 115). — La prise d'Acre n'eut point lieu le 20 août 1191 (p. 115).

Ces imperfections, que M. Lépinos n'aura guère de peine à faire disparaître dans ses prochains ouvrages, n'empêcheront pas son livre de prendre une place fort honorable dans la collection déjà si nombreuse de nos histoires de villes et provinces.

L. D.

HISTOIRE de la Chambre des comptes de Bretagne, par H. de Fourmont. Paris, de Signy et Dubey, 1854. — Un vol. in-8° de vi et 446 pag.

Dans la monographie qu'il a consacrée à l'histoire de la Chambre des comptes de Bretagne, M. de Fourmont prend ce tribunal au temps où les documents locaux commencent à en faire mention, et, le suivant pas à pas à travers toutes les phases de son existence, il le conduit jusqu'en 1791, époque de la suppression définitive des chambres des comptes par l'Assemblée nationale.

L'auteur a divisé son travail en deux parties. Dans la première, il examine l'histoire politique et administrative de la Chambre des comptes de Bretagne, ses attributions et son organisation intérieure aux diverses époques. La deuxième, d'un intérêt beaucoup plus restreint, comprend la liste chronologique des membres de la Cour, depuis le duc Jean V jusqu'à la grande révolution; elle se termine par une notice qui aurait mieux sa place dans la première partie, et qui concerne les fonctions respectives des officiers de la Chambre, les formes de leur nomination, de leur réception, et l'honorariat.

A la fin du livre se trouve une table indiquant, d'après l'ordre des chapitres, les matières comprises dans la première partie et dans la notice de la seconde; une autre table renferme, par ordre alphabétique, les noms des membres de la Chambre dont il est question dans le cours de l'ouvrage.

Le travail de M. de Fourmont n'est irréprochable ni pour le fond ni pour la forme. L'auteur est quelquefois plutôt le panégyriste de la Chambre des comptes de Bretagne que son historien; il exagère un peu les sympathies que doit inspirer la vieille indépendance armoricaine. On pourrait désirer une indication plus détaillée des sources, une étude plus approfondie des questions qui se rapportent au sujet, une appréciation plus nette des faits, plus de méthode dans la distribution des détails, des citations moins longues et moins multipliées, sauf renvoi à des pièces justificatives qui seraient placées à la fin du volume, la suppression ou la modification de certains passages peu importants du reste, et peu nombreux, où l'auteur paraît compléter ses recherches par les rêves de son imagination.

Nonobstant les imperfections que nous venons de signaler, l'*Histoire de la Chambre des comptes de Bretagne*, par M. de Fourmont, est un ouvrage intéressant et utile à consulter; elle retrace, dans un cadre étendu et avec des développements assez considérables, toute l'existence d'une institution importante dont les historiens généraux de la province ont d'ordinaire peu parlé; les renseignements contenus dans le texte sont le plus

souvent empruntés à des documents originaux et en grande partie inédits. — De semblables publications constituent des éléments précieux pour l'histoire de nos anciennes provinces, et par là même pour l'histoire générale de la France.

CH. TR.

ESSAI sur l'histoire du commerce maritime de Narbonne, par M. Célestin Port. Paris, Durand et Dumoulin, 1854. — In-8° de 208 p.

Les lecteurs de cette revue ont déjà entendu parler de l'ouvrage de notre confrère, qui, dès ses premiers débuts, et par une simple thèse écrite pour un examen, et pour se conformer aux prescriptions du règlement de l'École, a dernièrement mérité l'honneur si disputé d'une des trois médailles décernées par l'Académie des inscriptions au concours des antiquités de la France. Nous ne pouvons rien ajouter aux éloges qui résultent de la décision d'une aussi grande autorité, et qu'a formulés d'une manière si flatteuse le rapporteur de la commission académique. Nous nous bornerons à faire connaître, autant qu'il est possible d'y parvenir par une analyse succincte, le bon travail de M. Célestin Port.

Dès avant la conquête romaine, Narbonne florissait par son commerce. Elle dut au génie de Rome un port au midi, et au nord une route facile qui lui manquait; dès lors ce commerce prit des développements inouïs jusque-là.

Sidoine Apollinaire s'adresse à elle avec admiration : « C'est à toi, dit-il, que les marchands de l'Aurore, que les mers de l'Ibérie envoient leurs trésors; pour toi voguent les flottes de Sicile et de Libye; et tous les vaisseaux qui traversent les fleuves et les mers ne parcourent le monde que pour revenir à tes rives. » Mais déjà les barbares définitivement vainqueurs envahissaient l'empire. Il n'est pas nécessaire de songer longtemps aux fléaux qui, dès les premières années du cinquième siècle, commencèrent à frapper le monde romain : on comprend aussitôt ce que dut rapidement devenir un commerce alimenté par la civilisation et les richesses d'un peuple ruiné et ramené si douloureusement à la barbarie. A ces causes d'universelle misère, se joignirent pour Narbonne des malheurs locaux. Les Wisigoths, les Bourguignons, les Francs, la prirent et la saccagèrent tour à tour. A deux reprises, elle tomba aux mains des Sarrasins. Cependant son génie commercial persévéra au milieu des obstacles et des ruines, et quand cette féodalité qu'on a tant maudite eut rendu un peu de stabilité au monde occidental, Narbonne se retrouva ce qu'elle avait été, plus grande peut-être qu'elle n'avait été jadis et aux beaux temps de la civilisation antique. Investie du droit de s'administrer elle-même, elle joint à l'éclat vulgaire des libertés communales un luxe que ses lois somptuaires constatent éloquentement, et qui rend manifeste à tous les yeux les abondantes richesses de sa population. Ces richesses, elle les doit sans doute un peu à son industrie, à ses teintures, à ses florissantes fabriques de draps, mais c'est surtout son commerce qui les produit. On peut voir dans le livre de

M. Port l'énumération des objets qui, vers la fin du treizième siècle, se trouvaient sur le marché de Narbonne; la liste en serait trop longue pour trouver place dans cet article ¹. Ces marchandises, elle ne se contente pas de les vendre aux acheteurs qui viennent les chercher, elle les porte elle-même au loin : à Gênes, à Nice, à Savone, à Vintimille, à Pise, à Venise, en Sicile, à Chypre, à Rhodes, à Constantinople, en Syrie, en Asie, en Égypte, à Tunis, dans le Maroc, l'Aragon, la Catalogne. C'était au douzième, au treizième siècle, au commencement du quatorzième. Mais le terme de cette prospérité approchait : par les privilèges d'Aigues-Mortes, puis de Montpellier, les rois français donnent à Narbonne, dans son voisinage, une rivale à la concurrence de laquelle il n'est pas possible de résister. L'expulsion des Juifs prive le pays des ressources immenses qu'il tirait de l'industrie et des richesses de cette race si féconde et si active. Le pillage sur mer était devenu une des branches de commerce de Gênes et de l'Aragon, et leurs pirates faisaient de Narbonne une de leurs principales victimes. Enfin, en 1320, l'Aude emporta la digue qui, détournant ses eaux, la forçait à passer par Narbonne. Narbonne perdit cette voie de communication si facile, par laquelle les navires de commerce étrangers pénétraient dans son sein, par laquelle elle envoyait les siens à la mer.

Depuis lors, cette malheureuse ville n'a plus fait que languir. Narbonne, qui, au treizième siècle, avait 6,229 feux, n'en conserve que 250 en 1378. La destinée commerciale, c'est-à-dire la grandeur de Narbonne, est terminée.

Cette esquisse serait trop incomplète si, nous bornant au tableau qu'elle résume, nous ne signalions pas des chapitres fort intéressants sur les consuls d'outre-mer, sur les marques, sur les impôts qui frappaient le commerce de Narbonne. Mais nous sommes obligé de respecter les limites nécessaires de cet article. Il y a des ouvrages que l'on ne peut facilement résumer, et celui-ci est du nombre; car il n'était guère possible de nous apprendre, dans un travail aussi peu volumineux, plus de choses intéressantes et utiles que ne l'a fait M. Port. Nous ne pouvons que renvoyer à son livre.

H. D'A. DE J.

1. Les prisonniers sarrasins étaient une des marchandises qu'on trouvait à vendre ou à acheter sur le marché de Narbonne. (Voir pag. 71-72.) Un sentiment de notre confrère que nous ne partageons pas, c'est la surprise qu'il éprouve en voyant que l'Église « n'a pas beaucoup tonné contre ce commerce honteux. » Chaque époque a ses nécessités. Souvent ces nécessités sont dures, mais elles n'en existent pas moins. A part quelques rapports commerciaux qui n'étaient qu'un accessoire, les chrétiens et les musulmans du douzième et du treizième siècle n'avaient entre eux d'autres relations normales que celles de la guerre. Quand on faisait un prisonnier, il n'y avait ordinairement d'autre alternative que de le tuer ou de le réduire en esclavage. Lequel était le plus humain?

LUDOVICUS Henricus Briennæ comes, etc., de *pinacotheca sua, ad Constantinum Hugenum*. 1662. (Réimprimé à Paris, in-8°, chez Guiraudet et Jouhaust, par les soins de MM. Arnauld, P. Chéron et A. de Montaignon, 1854.)

Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne, secrétaire d'État sous Louis XIV, mort fou en 1698, et auteur de *Mémoires* que M. F. Barrière a publiés en 1828, aimait les objets d'art et savait les apprécier. Il avait réuni une nombreuse et précieuse collection de tableaux, dont il se défit plus tard, quand l'idée lui vint de se retirer à l'Oratoire. Une description de cette collection, composée par lui-même en latin, et adressée au poète diplomate Constantin Huyghens, a été imprimée en 1662, à Paris, chez Pierre le Petit (in-8° de 15 pag.). On y voit que Brienne possédait, entre autres, des ouvrages de Raphaël, Dominiquin, Lanfranc, Guide, Albert Durer, Paul Véronèse, Titien, Carrache, Guerchin, Albane, Jules Romain, Stella, Claude Lorrain, Téniers, Van-Dick, Caravage, Giorgion, Andrea del Sarto, Tintoret, Rubens, Bassano, etc.

Trois amateurs de l'art et de son histoire viennent de réimprimer l'exemplaire, peut-être unique, de l'opuscule du comte de Brienne; ils ont enrichi leur édition d'une préface, de notes qui permettent de suivre jusqu'au temps actuel plusieurs des tableaux dont le texte fait mention, et d'un extrait curieux des *Mémoires* de Brienne, relatif au goût du cardinal Mazarin pour la peinture, et à la collection de tableaux et de statues que le ministre avait formée. Cette publication mérite d'être accueillie avec faveur; elle est le fruit d'une idée heureuse que nous voudrions voir se réaliser complètement. Espérons que les éditeurs ne s'arrêteront pas en si bon chemin. F. BOURQUELOT.

LIVES of the princesses of England, by Mrs. Anna Everett Green; t. V¹. London, H. Golburn, 1854. — In-8°, fig.

Ce volume touche à la biographie de trois princesses royales d'Angleterre : 1° Marie Tudor, troisième fille de Henri VII et d'Élisabeth d'York, née en 1496, morte en 1533; 2° Catherine, sa sœur, quatrième fille de Henri VII, née et morte en 1503; 3° Élisabeth, reine de Bohême, etc., fille de Jacques I^{er}, née en 1596. L'étendue de la notice historique consacrée à cette dernière princesse n'a pas permis à l'auteur de la comprendre tout entière dans ce tome cinquième. De ces trois biographies, la première est donc celle qui captive de préférence l'attention et l'intérêt du lecteur français. Marie d'Angleterre appartient à la France par le titre de reine, que lui valut son mariage éphémère avec le roi Louis XII, et par les souvenirs romanesques qui s'attachent à sa courte carrière de souveraine. Sans négliger complètement ce côté de la physionomie morale du person-

1. Voir, pour les quatre premiers volumes de cet ouvrage, *Biblioth. de l'École des chartes*, 3^e série, t. I, p. 279, et t. IV, p. 83.

nage, madame Green a touché ces points délicats d'une main chaste et sévère. L'auteur s'est livré à des recherches assidues et approfondies sur les documents originaux relatifs à cette princesse, qui nous ont été conservés dans les archives et dans les bibliothèques de la France et de l'Angleterre. Les particularités historiques qui ont été le fruit de ces investigations sont propres à intéresser les érudits des deux pays. On sait que l'une des plus anciennes grammaires ¹ de notre langue eut pour auteur John Palsgrave, natif de Londres, et maître ès arts de l'université de Paris ². Palsgrave, après avoir été le maître de français de la princesse Marie, l'accompagna, en qualité de chapelain, à la cour du roi son époux. Le livre de madame Green ajoute ³ quelques rectifications et quelques renseignements de détail au peu de notions biographiques réunies jusqu'à ce jour sur la personne de ce grammairien. On y trouve également quelques notions relatives à Pierre Gringore, autre personnage littéraire, plus célèbre, jusqu'à ce jour, dans le domaine du roman, que réellement connu dans celui de l'histoire. Lors de l'entrée de la reine à Paris, le 6 novembre 1514, Pierre Gringore, qui déjà précédemment avait rempli, sous les auspices de la ville, les fonctions d'auteur dramatique et d'entrepreneur de représentations théâtrales, fut chargé de la direction des *mystères* qui servirent à la célébration de cette fête publique. Le manuscrit original qui contient le récit de ces solennités fut offert par l'auteur, Pierre Gringore, à la reine, et se conserve aujourd'hui dans la bibliothèque cottonienne, au British Museum de Londres ⁴. Madame Green a reproduit dans son ouvrage ⁵ un résumé de ce récit, qui paraît différent de celui qu'a publié Godefroy dans le *Cérémonial français*. L'indication de cet ouvrage de Gringore manque à la liste de ses œuvres imprimées, que contient le *Manuel du Libraire*. Il est demeuré également inconnu de M. Henri Lepage, auteur d'une intéressante notice sur ce personnage ⁶.

V. DE V.

CHARLES LE BON. *Causes de sa mort, ses vrais meurtriers; Thierry d'Alsace des comtes de Metz, seigneur de Bitche et comte de Flandre; par le comte van der Straten Ponthoz. Metz, 1853. — 47 et XL p. in-8°.*

L'histoire tragique du comte de Flandre, Charles le Bon, est fort populaire, grâce aux trois récits contemporains de Gautier de Téroouanne, de

1. *L'Esclaircissement de la langue françoise*, etc., Londres, 1533, in-4°, réimprimé par M. Génin dans la *Collection des documents inédits*, 1852, in-4°.

2. On peut consulter, comme une nouvelle source d'information, les registres correspondants de la faculté des arts, qui portent les numéros 10, 12, 13, 83 et 85. Voir le catalogue que j'ai publié dans mon *Histoire de l'instruction publique*, pag. 356 et 357.

3. Voy. pag. 36 et 50.

4. *Vespasien*, B. 11 (ou II?).

5. P. 56.

6. *Pierre Gringore*, Nancy, 1849, in-8°.

Galbert de Bruges et de Suger, qui, vingt fois copiés, publiés, traduits ou arrangés, ont trouvé place, dans ces derniers temps, jusque dans la Bibliothèque des chemins de fer de M. Hachette. M. le comte van der Straten Ponthoz, supposant sans doute le fait de l'assassinat en lui-même suffisamment connu, a jugé inutile d'en remettre les détails sous les yeux de ses lecteurs; son seul but a été de démontrer que les Straten, loin d'y avoir pris part, comme les en accusent plusieurs historiens modernes, étaient au contraire à la tête du parti dévoué au comte, et que c'est par une déplorable méprise que leur nom, introduit au seizième siècle dans la proclamation qu'on faisait tous les ans devant la cathédrale de Bruges, en souvenir du crime et de sa punition, a depuis figuré, avec cette tache, dans toutes les annales et chroniques flamandes. Ce but, M. van der Straten l'a complètement atteint, en corroborant par une foule de témoignages l'opinion que les bollandistes déjà avaient soutenue en tête de la Vie de Charles, dans le premier volume de mars des *Acta Sanctorum*; mais il a cru devoir ajouter, outre quelques pages sur le successeur de Charles, Thierry d'Alsace, une polémique assez vive contre les tendances démocratiques des historiens modernes, et une protestation en faveur des nobles féodaux, dignes ancêtres des nobles actuels.

L'ouvrage entier d'ailleurs sent son grand seigneur amateur. Il est imprimé avec luxe, orné d'un portrait de Charles le Bon et du *fac-simile* d'une miniature qui représente sa mort; enfin, enrichi d'un immense tableau généalogique des maisons de Flandre et d'Alsace et de l'analyse critique de cent quatorze ouvrages relatifs à Charles le Bon. Quelque respectable que soit ce chiffre, il eût été fort facile de l'augmenter encore, à la manière dont procède l'auteur; car dans sa liste on trouve, à côté des ouvrages les plus sérieux, des compilations peu dignes de se trouver en si bonne compagnie.

A. H.

PUBLICATIONS historiques de l'Académie impériale de Vienne, pendant les années 1852 et 1853.

Fidèles à notre promesse, nous continuons à analyser les travaux historiques de l'Académie impériale de Vienne, sur lesquels, à deux reprises déjà (*Bibl. de l'École des Chartes*, 3^e série, t. III, p. 285, t. IV, p. 520), nous avons appelé l'attention de nos lecteurs.

Pour ce qui est des *Fontes rerum austriacarum*, le premier groupe, celui des sources relatives à l'archiduché d'Autriche, continue à être seul représenté; il paraît, il est vrai, que le tome premier des sources relatives à la Hongrie, à la Croatie, à l'Esclavonie et à la Transylvanie est sous presse, et va nous apporter sous peu un cartulaire de ce dernier pays; mais, en attendant, les volumes récemment publiés rentrent tous les trois, comme les précédents, dans les *Diplomataria et Acta austriaca*. Ils donnent quatre nouvelles collections de pièces, dont deux, le *Codex wangianus* (t. V, 1852, XXVII et 560 p. in-8°) ou cartulaire de l'évêché de Trente, commencé

sous Frédéric II, par l'évêque Frédéric de Wangen, et le *Cartulaire du monastère de femmes de Saint-Bernard en basse Autriche* (t. VI, 1853, p. 125-346 in-8°), nous touchent assez peu pour que je puisse me contenter de les indiquer en passant. Par contre, je m'arrêterai un peu plus longtemps aux deux autres. C'est d'abord (t. VI, 1853, p. 1-123 in-8°) la *Summa de literis missilibus in curiis principum et aliorum nobilium*, c'est-à-dire une collection de 290 formules diplomatiques et juridiques, qui fait partie du *Processus judicarius*, ou Manuel théorique et pratique du notariat, composé en 1337 à Vienne par le notaire impérial Pierre de Hall en Sourbe (*Petrus de Hallis*), et que l'éditeur, M. Firnhaber, a tirée du manuscrit de Göttweih, qui est l'autographe de l'auteur. Les chartes données comme modèles par Pierre de Hall paraissent toutes avoir été prises sur des originaux authentiques de la fin du treizième siècle, et, autant qu'on peut en juger par certaines d'entre elles dont nous avons les originaux, avoir été copiées fort fidèlement; l'éditeur n'a cependant reproduit intégralement que celles qui offraient de l'intérêt pour les mœurs, us et coutumes du temps, et s'est contenté d'indiquer les titres des autres. Quant au quatrième ouvrage, le *Copey Buch der gemainen Stat Wienn*, ou *Procès-verbaux de la ville de Vienne, 1454-1464* (t. VII, 1853, 439 p. in-8°), c'est une collection de 295 diplômes ou rapports, tous inédits, tirés des procès-verbaux de la municipalité de Vienne, et qui jettent une vive lumière sur l'histoire politique et civile des pays autrichiens, principalement à l'époque des querelles entre l'empereur Frédéric III et son frère Albert (1457-1463). Dans ses *Analecta monumentorum omnis ævi Vindobonensis*, 1762, t. II, p. 827-1403, Kollar avait déjà donné, sous le nom de *Publici actorum Commentarii civitatis Vindobonensis*, la première partie de ces procès-verbaux, relative à Ladislas le Posthume et à Frédéric III, mais sa mort en avait non-seulement interrompu la publication, mais aussi causé, à ce qu'il paraît, la perte, probablement irréparable, du manuscrit original. C'est d'après une copie du dix-huitième siècle, trouvée par lui à Klosterneubourg, que M. Zeibig publie aujourd'hui tout ce qu'il a trouvé de pièces inédites dans la seconde moitié de la compilation du greffier viennois du quinzième siècle. Parmi ces curieux documents, je n'en citerai qu'un seul, à savoir l'historique de l'ambassade envoyée en France en 1457, pour demander, pour Ladislas le Posthume, la main de la princesse Madeleine de France (p. 125-129). On y voit les évêques et seigneurs hongrois, bohèmes et allemands, l'archevêque de Colocza en tête, se mettre en mouvement avec une suite de sept cents chevaux, et rejoindre la cour à Tours, en passant par Strasbourg, Nancy, la Champagne ¹, Orléans et Amboise. Le mariage ne tarde pas à se conclure, et est célébré par des danses, des comédies en plein air et des dîners sans fin. Mais des songes fâcheux du

1. La Champagne s'appelle dans notre relation *Tschannppangy*. Tous les autres noms sont à l'avenant.

roi et de la jeune princesse tempèrent l'allégresse universelle, qui se change tout à coup en un deuil profond, quand arrive la nouvelle inopinée de la mort du roi Ladislas, décédé le 23 novembre 1457. On n'ose prévenir de ce coup terrible le roi, déjà malade, de peur que l'émotion ne le tue; mais les petits enfants pleurent et gémissent dans les rues, en se disant les uns aux autres : « Hélas! hélas! le roi Lasslab est mort. » Les ambassadeurs désespérés, après un magnifique service célébré à Saint-Martin, reprennent le chemin de leur patrie, en passant par Paris, où une procession de douze mille étudiants vient à leur rencontre.

A ces trois volumes de *Fontes*, nouvellement publiés, vient s'ajouter le tome I^{er} d'une publication qui, plus restreinte par son sujet, paraît cependant devoir également devenir extrêmement volumineuse. Je veux parler des *Monumenta habsburgica*, vaste recueil de pièces et de lettres relatives à l'histoire de la maison d'Autriche, et destinées à éclairer d'un jour nouveau les relations de tout genre de cette illustre maison, depuis les premières négociations du mariage bourguignon (1473), jusqu'à la mort de l'empereur Maximilien II (1576). Le présent volume (1853, XXXVI et 565 p. in-8°), qui commence la seconde section, consacrée à Charles V et à Philippe II, va d'octobre 1513 à décembre 1521, et contient 170 pièces tirées des archives impériales de Vienne, dont les deux tiers ont rapport à l'année 1521. Ce sont, en général, des correspondances de l'empereur Charles avec son chancelier, Mercurin de Gattinara, ses ministres et ses ambassadeurs; les affaires de France, d'Angleterre, de Portugal et d'Allemagne, s'y trouvent tour à tour débattues; il y a surtout un nombre considérable de dépêches relatives à la médiation offerte par Wolsey à Calais en 1521. L'éditeur, M. Ch. Lanz, déjà connu par des publications analogues sur le même règne, devait mettre en tête du volume une introduction détaillée; mais le guignon habituel de l'Académie impériale de Vienne s'est jeté en travers, sous forme de maladie, et, en attendant le volume suivant, qui doit nous l'apporter, nous n'avons pour nous guider au milieu de ces documents que des tables des matières et des noms propres, absolument comme dans les *Fontes*.

Les *Acta conciliorum seculi XV* sont moins avancés encore que les *Monumenta habsburgica*; en effet, on n'a pas même terminé encore l'impression du premier volume des Actes du concile de Bâle, par lesquels l'Académie a résolu de commencer. Elle-même elle ignore encore quelle sera l'étendue de cette publication, faite in-4° pour qu'elle se rattache plus étroitement au concile de Constance de von der Hardt. Les matériaux s'accumulent à fur et à mesure qu'on avance, et notre Bibliothèque impériale surtout, dans laquelle est venu se fondre le riche héritage littéraire de Baluze, est une mine presque inépuisable de découvertes. Par bonheur, le principal éditeur, M. Palacky, y a trouvé dans la personne de notre confrère, M. Léopold Delisle, un collaborateur aussi complaisant qu'érudit, comme il se plaît à le constater dans son rapport officiel.

Quant aux *Archives pour la connaissance des sources historiques autrichiennes* (1852-1853, in-8°), je passe sous silence tous les mémoires ou collections de pièces d'un intérêt par trop local, et me contente de citer l'un ou l'autre travail qui m'a frappé davantage. Ainsi MM. Duemmler et André de Meiller y ont donné de curieuses études topographiques, l'un sur les *Marches S. E. de l'empire franc sous les Carlovingiens* (795-907), l'autre sur *la vieille Autriche entre les années 800 et 1000*, en employant tous les deux à la fois les historiens, les diplômes et les *codices traditionum*. Le même M. de Meiller a réuni une série de *droits municipaux autrichiens du douzième et du treizième siècle*, tandis que M. Pichler a fait un recueil de *règlements des marchés de Saltzbouurg au quinzième et au seizième siècle*, d'après des documents en grande partie inédits, et publié un *récit de la funeste bataille de Mohacz*, fait par un témoin oculaire, qui n'hésite pas à représenter le roi Louis comme une pauvre brebis que mène à la boucherie la noblesse hongroise. La même idée se retrouve dans une autre pièce du seizième siècle donnée par M. Zeibig, et qui est tout simplement un *Dialogue des morts*, composé en latin pour l'instruction politique du nouveau roi de Hongrie, Ferdinand de Habsbourg.

Signalons enfin quelques-uns des mémoires contenus dans les *Comptes rendus des séances de la classe philosophico-historique de l'Académie* (1852-1853, in-8°). Dans un travail sur *les diptyques et les calendarii du moyen âge*, M. Zappert a réuni les renseignements les plus circonstanciés et les plus divers sur les différentes espèces d'obituaire. M. Hopf présente, comme spécimen d'une histoire de l'Attique au moyen âge, un *Précis des destinées de la seigneurie de Karystos en Eubée, depuis 1205 jusqu'en 1470*, d'après des documents presque exclusivement inédits. M. Phillips a soumis à une étude longue et approfondie *la Vie et les œuvres de Gautier Map*, mais surtout son *de Nugis curialium*, publié en 1850 par M. Wright pour la Camden-Society. Enfin, M. Wattenbach publie, d'après un manuscrit de Gotha, une *Passio Sanctorum IV coronatorum*, bien plus complète que tout ce qu'on a eu jusqu'ici sous ce nom, et que, d'accord avec M. de Karajan, il n'hésite pas à attribuer au quatrième siècle de notre ère.

A. H.

GESCHICHTE der deutschen Privatrechts; — HISTOIRE du droit privé allemand, par J. H. K. Förster. Königsberg, 1853.

Nous ne donnons place à cet ouvrage dans notre bulletin que pour engager nos lecteurs à ne pas l'acheter sur la foi du prospectus. On croirait, en le lisant, qu'il a quarante ans de date; l'auteur ne semble pas se douter que Pertz a publié les Capitulaires; Merkel et Gaupp, les lois barbares citées perpétuellement d'après les éditions de Georgisch, Lindenbrog et Canciani; la *Lex saxonum*, de Gartner, est, à ses yeux, une « très-bonne édition » (p. 34). Pour donner une idée des nouveaux résultats auxquels est arrivé M. le conseiller d'appel Förster, citons quelques exemples,

pris dans les premières pages seulement. Pag. 1 : La loi des Wisigoths est la plus ancienne des lois barbares; — p. 2 : La *lex salica reformata* est beaucoup plus germanique que le *pactus antiquior*; le *major* de la loi salique est un médecin; — p. 6 : Les antrustions sont des membres de la noblesse. — Ici l'auteur nous avertit, dans une note, que Waitz a une autre opinion!

ÜBER die historische Entwicklung des Systems des deutschen Rechts; — ÉTUDES sur le développement historique du système du droit allemand, par V. Platner. T. I et II. Marbourg, 1854.

Cet ouvrage ne tient pas non plus ce que le titre promet : les recherches historiques y sont rares et peu intéressantes. Le plan de l'auteur, qui traite successivement des principes généraux de droit sur la preuve, les ordalies, les actions, l'erreur, l'usufruit, etc., etc., lui aurait permis cependant de faire des monographies étendues qui eussent justifié le titre et la préface; tandis que son livre n'a de valeur que comme collection de textes et de matériaux sur les questions qui y sont traitées.

AD. T.

ANSELMINUS DE ORTO *super contractibus emphytheosis et precarii et libelli atque investiture; textum ex libris mss. primus recensuit et commentariis quinque instruxit*, Rud. Jacobi. Vimariæ, Böchlau. — 95 pag. in-8.

Anselme est le fils du consul de Milan Obertus ab Orto, dont on a, dans le II^e livre des *Libri feudorum*, une lettre à ce même Anselme. On sait peu de chose sur sa vie; il était vraisemblablement praticien. On a déjà de lui un *Instrumentum actionum*. Les deux ouvrages ont, du reste, peu d'importance et de valeur. Cette édition a été faite sur une copie préparée par M. Merkel, d'après quatre mss.: le ms. 4676 de la Bibl. impériale, du treizième siècle; le ms. 1435 du Vatican, également du treizième siècle; le ms. n° 73 du collège des Espagnols, à Bologne, du douzième siècle; et un ms. du quatorzième siècle, conservé à Saint-Marc de Venise : dans trois, le Traité d'Anselme est à la suite des livres des fiefs. Le Commentaire de M. Jacobi est beaucoup plus intéressant que le texte qu'il publie; il traite avec érudition : 1° de emphyteusi; 2° de iuribus cognatis emphyteuticario; 3° de precaria vel prestario, vel commendaticia; 4° de jure libellario vel livellario; 5° de investitura vel concessione.

AD. T.

GERMANISTISCHE ABHANDLUNGEN. — DISSERTATIONS sur le droit germanique, par E. Th. Gaupp. Manheim, Bassermann et Mathy, 1853. — VII et 139 p. in-8.

Dans la première dissertation, l'auteur traite du wehrgeld et des compositions dans l'ancienne loi des Frisons; et il soutient que, dès l'époque de la rédaction de la loi, le wehrgeld, dont il est question dans le premier

titre, n'était plus payé au simple, mais au triple. — La deuxième dissertation est consacrée à rechercher si la *Lex antiqua* wisigothique est de Reccared, comme le prétendent Blume et Merkel, ou du roi Euric, comme l'a déjà soutenu l'auteur; les nouveaux arguments qu'il produit donnent au moins une grande probabilité à cette opinion. — Dans la troisième dissertation, sur quelques principes du droit allemand, l'auteur se livre à des recherches sur la manière de compter la parenté, et sur les droits de propriété de la femme pendant le mariage. — La quatrième dissertation est une critique des travaux récents sur l'époque de la rédaction du Miroir de Saxe : Gaupp réfute l'opinion de Sachsse, de F. Walter, de Daniels, et incline à rapporter cette rédaction à la fin du douzième siècle ou au commencement du treizième. — La cinquième et dernière dissertation traite de l'importance du Miroir de Saxe et du Miroir de Souabe pour les temps postérieurs. Comme tous les travaux de Gaupp, ces dissertations se font remarquer par leur simplicité, leur clarté et leur caractère éminemment scientifique. Ad. T.

LE COMTE LUCANOR, *apologues et fabliaux du quatorzième siècle, traduits pour la première fois de l'espagnol, et précédés d'une notice sur la vie et les œuvres de Don Juan Manuel, ainsi que d'une dissertation sur l'instruction de l'apologue d'Orient en Occident*, par M. Adolphe de Puibusque. — 1 vol. in-8° de 500 pages. Paris, Amyot, 1854.

Don Juan Manuel était un infant de Castille, petit-fils du roi Ferdinand III. Il joua un grand rôle sous le règne d'Alfonse XI, d'abord entraîné dans les guerres civiles que suscita la minorité de ce prince, longtemps persécuté, et enfin rétabli dans ses honneurs, où il eut l'occasion de s'illustrer par ses exploits contre les Maures. Il mourut en 1347, léguant aux dominicains de Peñafiel les manuscrits de plusieurs ouvrages qu'il avait composés. Le *Comte Lucanor* était du nombre. A la fin du seizième siècle, Argote de Molina, ayant par hasard déterré ce livre, le trouva si beau qu'il se hâta de le faire imprimer. On en connaît deux autres éditions données depuis à Madrid et à Stuttgart. Telle est, en peu de mots, la destinée du livre dont M. Ad. de Puibusque vient d'enrichir notre langue.

Le *Comte Lucanor*, malgré le peu de retentissement qu'il a eu jusqu'à présent, même en Espagne, peut passer pour l'une des plus remarquables productions de l'ancienne littérature castillane. C'est un livre de morale pratique, conçu sur le plan du *Pantcha-Tantra*, et, jusqu'à un certain point, imité de ce vieux code de la sagesse indienne. Il est divisé en cinquante chapitres, qui sont autant de conversations entre le comte Lucanor, personnage imaginaire, et un confident appelé Patronio. Le comte Lucanor est un seigneur appliqué à bien faire, mais défiant de lui-même au plus haut point. Toutes les fois qu'il a un parti à prendre, il consulte Patronio, et Patronio lui répond, à la manière orientale, par un conte ou par une fable, dont il résume la morale dans un distique. Au-

tant de chapitres, autant de paraboles, et de là le nom d'*Ejemplo* que le texte espagnol donne à chacun d'eux. Trente-cinq exemples peuvent être classés parmi les fabliaux, anecdotes ou légendes; quinze rentrent directement dans le genre de l'apologue. Dix de cette dernière catégorie ont une origine indienne facile à constater. D. Juan Manuel a rencontré Ésope et Phèdre dans trois autres, mais probablement d'après des paraphrases arabes de ces fabulistes. Parmi les contes, il y en a trois qui ont la France pour théâtre, ou des Français pour acteurs. Voici leurs titres : « De ce qui advint au comte de Provence, et comment il fut délivré de captivité par le conseil que Saladin lui donna (n° 25). — Du jugement que rendit un cardinal dans un procès entre le clergé et les frères mineurs de Paris (n° 31). — Pourquoi un sénéchal de Carcassonne perdit son âme (n° 40). »

M. de Puibusque est à la fois un littérateur et un savant. Il n'ignore aucun des procédés de la critique. Son *Histoire comparée des littératures espagnole et française* a donné la preuve de son érudition et de son bon goût. Les mêmes qualités recommandent sa traduction du Comte Lucanor. Ce livre, d'une lecture agréable par l'élégance avec laquelle a été rendu le style simple et mâle de Don Juan Manuel, est encore une source des plus utiles renseignements pour l'histoire de l'apologue. Indépendamment d'un traité complet sur ce que l'Espagne a fourni en ce genre, on y trouve, à la suite de chaque exemple, un commentaire particulier sur les diverses formes que le même sujet a reçues dans d'autres langues.

N'oublions pas de dire que M. de Puibusque, laissant de côté les éditions, toutes vicieuses et incomplètes, a pris pour base de son travail les manuscrits de Madrid : attention consciencieuse dont il a été récompensé par la découverte d'un chapitre qui avait échappé à Argote de Molina.

J. Q.

ANDRÉ BOULLE, *ébéniste de Louis XIV*. Alençon, 1854, in-8° de 13 pag., extrait du Journal d'Alençon et tiré à 25 exemplaires, par M. Charles Asselineau. — JEAN DE SCHELANDRE, par le même. Paris, 1854, in-8° de 30 pag., extrait de l'Athenæum français et tiré à 100 exemplaires.

Ces deux brochures se rapportent à des sujets différents; mais, comme elles sont l'œuvre du même auteur, on nous permettra de les réunir dans une notice commune. La première est plutôt une note qu'un travail. On sait l'art particulier de Boulle, dont le nom est passé dans la langue, à l'état de substantif technique, pour signifier l'incrustation, sur un fond d'écaille, de dessins de cuivre découpé et gravé, tandis que l'incrustation de dessins d'écaille sur un fond de cuivre, qu'on se mit à faire ensuite en renversant la donnée du premier inventeur, est désignée sous le nom de contre-boulle. M. Asselineau a réuni les quelques renseignements que l'on possède sur cet habile artiste. Malheureusement, ils sont peu nombreux et bien courts. L'abbé de Fontenay, dans son *Dictionnaire des artistes*

(I, 236), ne fait que copier le *Dictionnaire* de Roland le Virloys (I, 235); et Lempereur, dans son *Dictionnaire manuscrit des artistes*, compilation assez insignifiante conservée au cabinet des estampes de la Bibliothèque impériale, ne fait (I, 148) que reproduire l'excellente note de Mariette, qui, d'abord publiée dans le *Cabinet de l'amateur et de l'antiquaire*, se retrouve à sa place alphabétique (I, 166) dans la publication, encore inachevée, de son *Abeceuario*; quand celle-ci sera terminée, on y trouvera, non pas de nouveaux renseignements sur l'homme, mais d'autres détails sur sa merveilleuse collection de dessins et d'objets d'art, que Mariette connaissait bien, dont il déplore tant la perte, et qu'il cite très-souvent. A ces renseignements, M. Depping a ajouté, dans la *Correspondance administrative* (II, 843), faisant partie des *Documents inédits*, une lettre de Pontchartrain à Mansart, datée du 29 août 1704, et relative aux contraintes que les créanciers du malheureux artiste voulaient exercer contre lui jusque dans l'enceinte privilégiée des galeries du Louvre. De cette lettre, M. Asselineau a tiré la conclusion inexacte que c'était précisément pour le protéger de ces poursuites que le roi lui avait donné cet asile. M. de Chennevières a publié, dans les *Archives de l'art français* (I, 222-4), les brevets de deux logements accordés à Boulle, et les dates sont trop antérieures à cette lettre de 1704, pour qu'il y ait entre les deux faits le moindre rapport. Le premier, daté du 20 mai 1672, et donné par la reine Marie-Thérèse à Saint-Germain, accorde au sieur André-Charles Boulle, ébéniste, faiseur de marqueterie, doreur et ciseleur, le logement occupé par Macé, c'est-à-dire Jean Macé, habile ébéniste, natif de Blois. Le second, daté du 29 octobre 1679, et donné par le roi, lui accorde le logement laissé vacant par la mort de Petit, et ce n'est pas un changement; car la phrase : « Voullant que ledit Boulle en jouisse conjointement avec celui qui lui a été accordé par brevet du 28 may 1672, » prouve bien qu'il ne quittait pas le premier. La faveur et les occupations de Boulle avaient grandi dans l'intervalle, et c'est afin de lui donner plus de place pour ses travaux que Louis XIV lui accorda, chose rare, le don de deux des logements du Louvre; aussi les chefs-d'œuvre que l'artiste fit pour Louis XIV ont-ils été très-nombreux. Et son travail ne se bornait pas à des meubles; on connaît, par exemple, le fameux cabinet de marqueterie de l'appartement du grand Dauphin, sur lequel on peut conférer les *Mémoires de Dangeau* (I, 27).

A un endroit, M. Asselineau suppose, quoique avec doute, d'après le titre de graveur qui est donné à Boulle, qu'il ne serait pas impossible de retrouver des épreuves de planches qu'il aurait gravées. Le mot ne me paraît pas impliquer ce sens; il doit s'appliquer seulement au travail de gravure en creux que Boulle employait sur les incrustations de métal dont il décorait ses ouvrages. Puisque j'en suis sur les titres donnés à Boulle, je ferai remarquer que Roland le Virloys, sans doute d'après une pièce authentique, lui donne, avec les titres de sculpteur en mosaïque et d'artiste ébéniste, ceux d'architecte, de peintre, d'inventeur de chiffres et de gra-

veur ordinaire des sceaux royaux. On sait aussi par Piganiol (*Descr. de Versailles*, éd. de 1751, II, 311) les dates exactes de sa naissance et de sa mort : il naquit à Paris le 10 novembre 1642, et mourut le 29 février 1732. Mais en somme, et malheureusement, ce qu'on a sur Boulle ne suffit pas encore pour constituer les éléments d'une biographie ni d'une notice de ses ouvrages. Ces éléments existent bien, mais il faudrait les rechercher dans les comptes des bâtiments du roi, conservés aux Archives, cette mine inépuisable où se trouve réellement l'histoire entière de tous les arts sous Louis XIV, et qu'il faudra bien un jour ou l'autre se mettre à publier, si l'on ne veut rester volontairement dans l'ignorance, et se priver, de gaieté de cœur, de tant de documents nouveaux sur des hommes et sur des travaux, que l'histoire des arts dans notre pays et le soin pieux de leur gloire nous commandent de connaître.

La notice sur le poète Jean de Schelandre est nécessairement plus complète, et se fait lire avec intérêt. La partie biographique est tirée de l'*Histoire des poètes français*, de Colletet, où l'on a déjà tant et si habilement puisé, notamment M. Sainte-Beuve, dans son *Tableau de la poésie au seizième siècle*, qui est encore inédite, et qui, si excellents et si abondants qu'aient été les emplois qu'il en a faits, mériterait d'être imprimée elle-même, pour donner une bonne fois et complètement tout ce qu'elle peut contenir de renseignements. Jean de Schelandre, seigneur de Saumazènes, et fils de Schelandre, gouverneur de Jamet, qui attaqua Verdun en 1587, est né en 1585 dans le Verdunois, et mourut en 1635. Calviniste comme d'Aubigné, il a aussi avec lui ce point de ressemblance, qu'écrivant au dix-septième siècle, et quand Malherbe était déjà venu, il a conservé toute la forme du seizième. M. Asselineau analyse d'abord ce que dit Colletet de la vie et de quelques œuvres de cet auteur que M. Asselineau n'a pas rencontrées, et à ces renseignements de Colletet, il faut ajouter le fait d'un voyage en Angleterre, indiqué dans la *Nouvelle Biographie générale* de MM. Didot (II, col. 503), à l'article Daniel des Anchères, anagramme sous lequel Jean de Schelandre a publié quelques-uns de ses ouvrages. On y voit que la première édition de la pièce de *Tyr et Sidon*, publiée en 1608, fut dédiée à Jacques I^{er} par l'auteur, qui annonçait dans sa préface l'intention d'aller en Angleterre solliciter le patronage du roi. « Ce dessein, » continue l'auteur de l'article, « fut exécuté dès l'année suivante, à en juger par les trois premiers de sept tableaux de pénitence. Paris, 1609, in-4°. L'exemplaire qu'Anchères présenta au roi se conserve actuellement au Musée britannique ; la page du titre n'est pas imprimée, mais écrite à la main avec des lettres d'or sur vélin, et on remarque au bas les initiales I. R. (Iacobus Rex). » On comprend mieux par là la raison d'être de son poème de la *Stuartide*, publié en 1611. Il est en même temps probable que les trois premiers tableaux de pénitence, publiés en 1609, se retrouvent dans les sept excellents tableaux de la pénitence de saint Pierre, que, d'après Colletet, M. Asselineau indique comme publiés à

Sedan en 1636, un an après la mort de Schelandre. Après cette sorte d'introduction, M. Asselineau en vient à ce qui est la plus personnelle et la meilleure partie de son étude, à l'analyse de la pièce de *Tyr et Sidon*, qui est une seconde édition des *Funestes amours de Belcar et de Meliane*, publiés en 1608, si l'on peut prendre pour une seconde édition une œuvre dans laquelle une première tragédie est arrivée à se transformer en deux tragédies. Nous ne pouvons suivre ici l'auteur, parce que nous n'aurions à faire que l'analyse d'une analyse; il nous suffira de dire que la sienne est faite avec talent et relevée par des citations bien choisies. Cependant, malgré de la force et une certaine originalité dans le style, Schelandre ne restera connu que des curieux; mais, dans un choix de poésies de son époque, quelques extraits donneraient de lui une idée plus grande qu'on ne le croirait en voyant l'oubli où son nom est demeuré. M. Asselineau cite notamment deux sonnets vraiment excellents, et, en fait d'art, l'importance matérielle des choses n'est rien, en comparaison de leur qualité : un bijou inventé avec bonheur et un vase de terre d'une forme exquise, peuvent être supérieurs à un grand édifice de mauvais goût. A. DE M.

LIVRES NOUVEAUX.

Juillet — Août 1854.

1. *Patrologiæ cursus completus, sive Bibliotheca universalis, etc. Series secunda.* Accurante J. P. Migne. T. CXXVII-CXXIX.

Anastasius bibliothecarius, Stephanus V, Formosus, Stephanus VI, Erchembertus Angilbertus, S. Tutilo, Grimlaicus, Wolfardus, Anamodus. 3 vol. in-8°, ensemble de 132 feuilles. Prix des 3 vol. : 21 fr.

Tomus CXXX. Isidorus Mercator, Marcus Valerius Probus. Tomus unicus. In-8° de 39 feuilles 1/4. Prix : 7 fr.

Tomus CXXXII. Regino Prumiensis, Huchaldus Elnonensis; Joannes X, Leo VI, Stephanus VII, Leo VII, Stephanus VIII; S. Radbodus Trajectensis, Waldrammus Argentinensis, Salmo Constantiensis, Stephanus Leodiensis, Walterius Senonensis, Dado Virdunensis, episc.; Hervæus Rhemensis, Agio Narbonensis, Seulfus Rhemensis, archiep.; Odilo monachus S. Medardi Suessionensis, Radbodus Dolensis, Abbo Sangermauensis, Cyprianus Cordubensis. Tomus unicus. In-8° de 35 feuilles 1/4 — 7 fr.

Tomus CXXXIII. S. Odo Cluniacensis; Marinus II, Agapetus II, Joannes XII; S. Odo, episcopus Cantuariensis, Rorico Laudunensis; Arthaldus, Odalricus, Rhem. archiep.; Cappidus Straviensis; Cosmas Japygus Materiensis, Joannes Italus, Laurentius Cassin.; Sigehardus, monach. S. Maximini; Fridogodus, Bened. monach. Tomus unicus. In-8° de 32 feuilles 1/4. — 7 fr.

Tomus CXXXIV. Atto, Vercellensis episcopus; Leo VIII; Bruno Coloniensis, Wiboldus, Cameracensis, archiep.; Utho, Argentinensis episc.; Adalgerus, episc. incertæ sedis; Guillelmus, Cabilonensis monach. Tomus unicus. In-8° de 32 feuilles. — 7 fr.

Tomus CXXXV. Flodoardus, canonicus Remensis; Joannes XIII et Benedictus VI, sancta Mathildis, Gumpoldus Mantuanus, Eraclius Leodiensis, Udalricus Augustanus, episcopi. Tomus unicus. In-8° de 34 feuilles 3/4. — 7 fr.

Tomus CXXXVI. Ratherius, Veron. episc.; Liutprandus Cremonensis; Folquinus,

S. Bertini monach.; Gunzo, diac. Novar.; Richardus, abbas Floriacensis; Adalbertus, Metensis schol. Tomus unicus. In-8° de 42 feuilles 1/4. — 7 fr.

Tomus CXXXVII. Hrotsuithæ monialis Gandersheimensis opera omnia. Benedicti VII, Joannis XIV, Gregorii V epistolæ et constitutiones. Tomus unicus. In-8° de 38 feuilles 1/4. — 7 fr.

Tomus CXXXVIII. Richerus, S. Remigii monachus; auctores incerti anni; monumenta diplomatica; monumenta liturgica; monumenta monastica. Tomus unicus. In-8° de 42 feuilles 1/4. — 7 fr.

Tomus CXXXIX. Silvester II, Joannes XVIII, Sergius IV, Benedictus VIII; Arnulfus Rem., Oelfricus Cantuar. archiep.; Thietmarus Merseburg, Notgerus Leod., Henricus Parm., Bruno Lingon., Arnoldus Halberst., episcopi; S. Abbo Floriac., Albertus Miciac., Herigerus Lob., Constantinus S. Symph., Gospertus Oergen., abbates; Aimoinus Floriac., Tietpaldus Tegern., Benedictus S. Andr., Purchardus Aug. Div., Rorico Moissiac., Joannes Diac. Venet., Bridfertus Rames., monachi. Tomus unicus. In-8° de 52 feuilles. — 7 fr.

Tomus CXL. S. Henricus, imperator; Thangmarus, presbyter Hildesheimensis; Albertus, monachus S. Symphoriani Metensis; Burchardus, Vormatiensis episcopus; Adelboldus, Trajectensis episcopus; sanctus Romualdus, ordinis Camaldulensis institutor. Tomus unicus. In-8° de 35 feuilles 1/2. — 7 fr.

Tomus CXLI. Ademar, S. Cibardi monachus, Bernardus Andegavensis, S. Fulbertus Carnotensis episcopus, etc. Tomus unicus. In-8° de 36 feuilles 3/4. — 7 fr.

Tomus CXLII. S. Bruno Herbipolensis episcopus, S. Odilo abbas Cluniacensis, Berne abbas Augiensis, Gregorius VI, Clemens II, romani pontifices; Rodulfus Glaber, Wippo presbyter, etc. Tomus unicus. 45 feuilles 3/4. — 7 fr.

Tomus CXLIII. Hermannus Contractus monachus Augiæ Divitis, Humbertus S. R. F. cardinalis, S. Leo IX, Victor II, Stephanus IX, Nicolaus II, RR. PP.; Stephanus cardinalis, B. Maurilius Rothomagensis, Gervasius Remensis, Raimbaldus Arelatensis, Leodegarius Viennensis, S. Anno Coloniensis, archiepiscopi, etc. Tomus unicus. 50 feuilles 1/4. — 7 fr.

Tomi CXLIV, CXLV. S. Petri Damiani. 2 vol., ensemble de 71 feuilles 1/2. — 14 fr.

Tomus CXLVI. Othlo monachus S. Emmerammi, Adamus canonicus Bremensis, S. Joannes Gualbertus abbas Vallumbrosanus, Gundecharus Eichstettensis episcopus, etc. Tomus unicus. 44 feuilles 3/4. — 7 fr.

Tomus CXLVIII. Sancti Gregorii VII epistolæ et diplomata pontificia. Tomus unicus. 4 feuilles. — 7 fr.

Tomus CXLIX. Victor III, rom. pont., S. Anselmus Lucensis, Willelmus primus Anglorum rex, Guitmundus archiepiscopus Aversanus, S. Anastasius monachus et eremita, etc. Tomus unicus. 49 feuilles 1/4. — 7 fr.

Tomus CL. B. Lanfrancus Cantuar., Raynaldus Rem., archiepiscopi; Deusdedit S. R. E. card., Gerardus II Camerac., Herimannus Met., Bonizo Placent., Durandus Claromont., Bernardus Lutev., Radbodus II Tornac. et Noviom., Agano Augustodun., Rufinus incertæ sedis, episcopi, etc. 52 feuilles 3/4. — 7 fr.

Impr. de Migne, au Petit-Montrouge. — A Paris, aux ateliers catholiques, barrière d'Enfer.

2. Le droit du seigneur au moyen âge, par L. Veuillot. Paris, Vivès. In-18 de 13 f. 7/9 (3 fr. 50 c.).

3. Clément XIII et Clément XIV, par le P. de Ravignan. Au Mans, chez Julien, Lanier; à Paris, même maison. In-8° de 36 f. 1/4 (6 fr.).

Il parattra un volume supplémentaire contenant les documents historiques et critiques.

4. The Bible. — La Bible au moyen âge, avec des remarques sur les bibliothèques, les écoles et l'état social et religieux de l'Europe au moyen âge, par Leicester A. Buckingham. Londres. In-8° de 306 p. (8 fr.).

5. Lateinische Hymnen. — Hymnes latines du moyen âge, publiées d'après les missels et expliquées par le docteur Mone, t. I. Fribourg. Herder. gr. in-8° de 479 p. (7 fr.).

6. Die Sagen von Merlin. — Les traditions sur Merlin, avec des poésies galloises, bretonnes, écossaises, italiennes et latines de et sur lui. Publ. par San-Marte (A. Schulz). Halle (1853). Gr. in-8° de 357 p. (7 fr. 25 c.).

7. Die Sage. — La tradition de sainte Ursule et des onze mille vierges, par Osk. Schade. Hanovre, Rümpler. Gr. in-8° de 132 p. (3 fr.).

8. Waltharius, poema S. X, ex ed. Provan. repetendum curavit Neigebaur. Monachii, Franz. (1853). Gr. in-8° de 48 p. (1 fr. 35 c.).

9. De pecuniis publicis. Quomodo apud Romanos quarto post Christum sæculo ordinarentur. Breviter disseruit F. Levasseur. Paris, Franck, rue Richelieu, 67. In-8° de 6 f.

10. Du traité de Salvien sur le gouvernement de Dieu. Thèse, par Antoine Flobert. Colmar, impr. de madame veuve Decker. In-8° de 2 f.

11. Description de cinq monnaies franques inédites, trouvées dans le cimetière mérovingien d'Envermeu, précédées de considérations historiques sur les systèmes monétaires en usage chez les Franks aux cinquième et sixième siècles, par E. Thomas. Dieppe, impr. de Delevoye. In-8° de 3 f. 1/4, plus une pl.

12. Vie de saint Grégoire, évêque de Tours, par l'abbé A. Dupuy. Paris, Louis Vivès. In-8° de 38 f. 1/4 (5 fr.).

13. Flodoardi historia Remensis ecclesiæ. — Histoire de l'église de Reims, par Flodoard, publiée par l'Académie impériale de Reims, et traduite avec le concours de l'Académie. par M. Lejeune. Reims, Regnier, 2 vol. in-8°, ensemble de 66 fr.

OEuvres de Flodoard. Tomes I et II. C'est pour la première fois que l'*Histoire de l'église de Reims*, comme la *Chronique de Flodoard*, est publiée en français, conjointement avec le texte. La *Chronique*, texte latin, avec une traduction nouvelle, par feu M. l'abbé de Bandeville, formera un volume in-8°. Elle sera suivie de la *Chronique de Richer*, complétant et continuant celle de Flodoard. Un vol. in-8°.

14. Die Biographien. — Les biographies des troubadours en langue provençale, publiées par le docteur Mahn. Berlin, Dümmler (1853). In-8° de 62 p. (2 fr.).

15. Altfranzoesische Lieder. — Poésies en vieux français, publiées et commentées par Ed. Maetzner, avec glossaire. Berlin, Dümmler (1853). Gr. in-8° de 302 p. (10 fr.).

16. Essai sur la fondation de l'école de Saint-Victor de Paris, par l'abbé Hugonin. Paris, Eug. Belin. In-8° de 12 feuilles.

17. Notice biographique et littéraire sur les deux Porée, par M. Alleaume, ancien élève de l'École des chartes, etc. Caen, Hardel. In-8° de 6 f.

Ouvrage couronné par l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen, séance du 24 novembre 1853. Extrait des Mémoires de l'Académie.

18. Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789, par M. Henri Martin. Nouvelle édition, t. XIX. Paris, Furne. In-8° de 38 f. 1/4, plus une carte (5 fr.).

Ouvrage terminé.

19. Le cabinet historique, revue trimestrielle, contenant, avec un texte et des pièces inédites, intéressantes et peu connues, le catalogue général des manuscrits que renferment les bibliothèques publiques de Paris et des départements touchant l'histoire de l'ancienne France et de ses diverses localités, sous la direction de Louis Paris. 1^{re} livraison. Août 1854. Paris, rue d'Angoulême-Saint-Honoré, 25. In-8° de 8 f. Prix annuel pour Paris et les départements : 12 fr.

Le Cabinet historique paraîtra tous les trois mois, par cahiers de 8 feuilles ou 128 pages (3 feuilles de texte historique et 5 feuilles de catalogue, contenant l'indication de 800 manuscrits environ).

20. Histoire de la conquête de la Normandie, par Philippe-Auguste, en 1204, par A. Poignant. Paris, Sagnier et Bray. In-8° de 15 f. 1/2, plus une vignette (tiré à 300 exemplaires).

21. Vie de Jeanne d'Arc; par Abel Desjardins. Paris, F. Didot frères. In-18 de 11 f.

22. Journal d'un bourgeois de Paris sous le règne de François 1^{er} (1515-1556), publié pour la Société de l'histoire de France, d'après un manuscrit inédit de la Bibliothèque impériale, par Ludovic Lalanne. Paris, Jules-Renouard. In-8° de 32 f. 3/4 (9 fr.).

23. Mémoires de Théodore Agrippa d'Aubigné, publiés pour la première fois d'après le manuscrit de la bibliothèque du Louvre, suivis de fragments de l'Histoire universelle de d'Aubigné et de pièces inédites, par M. Ludovic Lalanne. Paris, Charpentier. In-18 de 13 f. 5/9 (3 fr. 50 c.)

L'auteur se propose de compléter les OEuvres de d'Aubigné par la publication de trois autres volumes, qui comprendront ses ouvrages principaux, savoir : *la Confession de Saney*, *le baron de Fœneste*, et le poème satirique intitulé : *les Tragiques*, ouvrages depuis longtemps rares ou introuvables.

24. Hôtel de Ville de Paris, mesuré et dessiné par Victor Caillat, avec une histoire de ce monument et des recherches sur le gouvernement municipal de Paris, par Leroux de Lincy, 1^{re} et 2^e partie. Liège, Noblet, éditeur. In-fol. de 1 f. servant de titre, et 14 pl.

25. Précis historique et archéologique sur Vic-sur-Aisne, suivi du poème

de sainte Léoehade par Gaultier de Coinsi, par l'abbé Poquet. Paris, Victor Didron. In-8° de 4 f. 3/4.

26. Les fortifications de Soissons aux différentes époques de son histoire, soixante-six ans avant Jésus-Christ, 1850, par Jules Leclercq de La-prairie. Laon, impr. de Fleury. In-8° de 3 f.

27. Notice historique sur Neuville-en-Laonnais, par M. Melleville. Paris, Dumoulin. In-8° de 1 f. 3/4.

28. Extraits originaux d'un manuscrit de Quentin de la Fons, intitulé : Histoire particulière de l'église de Saint-Quentin, publiés pour la première fois par Charles Gomart, t. I. Paris, Dumoulin. In-8° de 33 f., plus 4 pl. et fac-simile (10 fr.).

29. Les abbés de Saint-Bertin, d'après les anciens monuments de ce monastère, par M. Henri de Laplane. Saint-Omer, impr. de Chanvin fils. In-8° de 27 f. 1/2.

Publication de la *Société des antiquaires de la Morinie*. — 1^{re} partie, 648-1450, comprenant l'administration de 63 abbés, pendant une période de 798 ans. La 2^e partie embrassera un espace de 341 ans. Elle comprendra le gouvernement des 20 derniers abbés, 1450 à 1791.

30. Spécimens des antiquités architecturales de la Normandie, par Auguste Pugin, architecte archéologue. Le texte historique et descriptif, par John Britton; traduit par L. Delobel, lieutenant-colonel d'artillerie. Liège, Noblet; Paris, Borrani et Droz. In-4° de 3/4 de f., plus 20 pl. (2 fr.).

L'ouvrage se composera de 80 planches avec texte. Il sera divisé en 20 livraisons de 4 planches chacune, accompagnée d'une notice. Prix de la livraison : 2 fr.

31. Essai d'une bibliothèque historique de l'Angoumois, par J. F. Eu-sèbe Castaigne. Angoulême, impr. de Lafraise (1847). In-8° de 6 f. 1/4.

32. Les souvenirs historiques du château d'Angoulême, par Chancel. Angoulême, impr. de Grobot. In-8° de 9 f. 1/2, plus une pl.

33. Monographie de l'insigne basilique de Saint-Saturnin, publiée sous les auspices de la Société impériale d'archéologie du midi de la France Paris, Victor Didron. In-16 de 10 f., plus une pl.

34. Ariège, Andorre et Catalogne. Guide historique, pittoresque et descriptif aux bains d'Ussat et d'Aix, contenant l'histoire de l'ancien pays de Foix et de ses comtes jusqu'à Henri IV, et l'histoire de la vallée d'Andore jusqu'à nos jours, par L. Boucoiran. Paris, Giraud. In-8° de 13 f., plus 20 dessins imprimés à deux teintes (7 fr. 50 c.).

35. Description du musée lapidaire de la ville de Lyon. Épigraphie antique du département du Rhône, par le docteur A. Comarmond. Lyon, Dumoulin (1846-1854). Gr. in-4° de 64 f., plus 19 pl.

36. Histoire de Saint-Étienne et de ses environs, avec 12 planches lithographiées, par Eugène Bonnefous. Livraisons 4 à la fin. Paris, Dentu. In-8° de 26 f. 1/4, plus 10 lithogr.

Ouvrage terminé.

37. Esquisse historique sur la ville de Craponne, par M. l'abbé Ad. Mai-trias. Craponne, Savinel. In-8° de 11 f. 3/4.

38. Monographie de la cathédrale de Nevers, suivie de l'histoire des évêques de Nevers, par M. l'abbé Crosnier, etc. Nevers, Morel. Gr. in-8° de 27 f. 1/4, plus 7 pl.

39. Notice historique et statistique sur la ville de Dôle, par A. Rousset. Besançon, Bintot. In-8° de 18 f. 3/4.

40. Esquisses historiques de l'ancien comté de Ferrette, dans la haute Alsace, par Charles Gontzwiller (1853). Colmar, impr. de madame veuve Decker. In-8° de 5 f. 1/4.

41. Les ducs de Lorraine, 1048-1737. Costumes et notices historiques. Le tout recueilli, dessiné, décrit et gravé sur cuivre, d'après les sceaux, les monnaies, les tombeaux de ces princes, les vitraux, les peintures murales ou autres, les manuscrits et les documents authentiques, par Jean Cayon. Nancy, Cayon-Liebault, éditeur. In-4° de 9 f. 1/2, plus 35 pl. (20 fr.).

42. Histoire de la ville de Châlons-sur-Marne et de ses monuments, depuis son origine jusqu'à l'époque actuelle (1854), par L. Barbat. 1^{re} livraison. Paris, Didron. In-4° de 3 f., plus un plan et 3 lith.

L'ouvrage formera 20 livraisons. Le prix de chaque (texte et pl.) est fixé à 2 fr.

43. Histoire de la ville de Châlons-sur-Marne et de ses institutions, depuis son origine jusqu'en 1789, par M. Édouard de Barthélemy. Châlons, Laurent. in-8° de 23 f., plus un plan (6 fr.).

44. Histoire de Charleville, par Jean Hubert, etc. Paris, Dumoulin. In-12 de 13 f. 1/3 (3 fr.), plus 2 pl.

45. Altdeutsches Namenbuch. — Dictionnaire des noms propres en allemand, par le docteur Foerstemann, t. I. Noms de personnes, 1^{re} livrais. A — Athan. Nordhausen, Foerstemann. 159 p. in-4° (4 fr.).

46. Ludwigs des Frommen. — Le voyage de fiançailles de Louis le Pieux, landgrave de Thuringe, poème héroïque de la fin du douzième siècle, relatif au siège de Saint-Jean d'Acre, publié, d'après le manuscrit unique, par Fr. von der Hagen. Leipzig, Brokhaus. 340 p. gr. in-8° (10 fr. 65 c.).

47. Beiträge sur Geschichte. — Publications relatives à l'histoire de la langue et littérature allemandes au moyen âge, par le docteur Pfeiffer, t. I. La chronique des chevaliers teutons, par Nicolas de Jeroschin. Stuttgart, Köhler. 388 p. gr. in-8° (13 fr. 35 c.).

48. Seb Brant's Narrenschiff. — La nef des fous de Séb. Brant, publiée par Fr. Zarneke. Leipzig, Wigand. CXLIII, et 495 p. gr. in-8° (26 fr. 25 c.).

49. Murners Ulenspiegel. — L'espiègle (Tyl Eulenspiegel) de Th. Murner, publié par Lappenberg. Leipzig, Weigel. 484 p. avec grav. gr. in-8° (16 fr.).

50. Handbuch. — Manuel de l'art ecclésiastique du moyen âge alle-

mand, par H. Otte. 3^e édition. Leipzig, Weigel, 382 p. gr. in-8°, avec 13 grav. sur acier et 362 sur bois (16 fr.).

51. *Urkundensammlung*. — Collection de diplômes relatifs à l'histoire de la famille de Maltzan, par Lisch, t. IV et V (1476-1554). Schwerin (1852-1853). XXI et 928 p., avec pl. gr. in-8°.

L'ouvrage complet : 44 fr.

52. Histoire du Limbourg, suivie de celle des comtés de Daelhem et de Fauquemont, des annales de l'abbaye de Rolduc, par M. S. P. Ernst, curé d'Aden, etc., publiée avec notes et appendices, et précédée de la vie de l'auteur, par Ed. Lavalleye, t. VII et VIII. Liège, 1853 (13 fr.).

L'ouvrage complet : 50 fr.

53. *Horæ belgicæ*, ed. Hoffmann Fallerslebens. Pars IX et X. Hannov. Rümpler. Gr. in-8° (8 fr.).

54. Fondation de la république des Provinces-Unies. Marnix de Sainte-Aldegonde, par Edgard Quinet. Paris, Delahaye. In-18, format anglais, de 7 f. 4/9 (2 fr.).

55. *Romance of*. — Romance de Jean et de Blonde d'Oxford, par Ph. de Reims, poète anglo-normand du douzième siècle, publiée d'après le manuscrit unique par Leroux de Liney. Londres (1853). Gr. in-8°.

56. *The nursery rhymes*. — Les chants de nourrice de l'Angleterre, recueillis principalement dans les traditions orales. Publiés par Halliwell. Londres, 333 p. in-8° (5 fr.).

57. *Ein Beitrag*. — Essai sur l'histoire du roi Henri II d'Angleterre et sur la vie qu'on menait à sa cour, par G. Phillips. Vienne, Braumüller, (1853). 84 p. gr. in-8° (2 fr.).

Extrait des comptes rendus de l'Académie impériale des sciences, 1853.

58. *Albanesische Studien*. — Études albanaises, par J. G. de Hahn, avec carte. 3 parties. Iéna, Mauke. 365, 169, 241 p. gr. in-8°.

59. Dante et les origines de la langue et de la littérature italiennes. Cours fait à la Faculté des lettres de Paris, par M. Fauriel. Paris, Durand. 2 vol. in-8°, ensemble de 95 f. 3/4 (14 fr.).

60. Jérôme Savonarole, sa vie, ses prédications, ses écrits, d'après les documents originaux et avec des pièces justificatives en grande partie inédites; par F. T. Perrens. Paris, Hachette, 1853. — 2 vol. in-8° de 68 f. 1/4 (15 fr.).

61. Histoire du royaume des Deux-Siciles, abrégée par M. E. de Tre-gain. Paris, Amyot. — In-8° de 38 f. 1/2 (6 fr.).

62. Charles-Quint, son abdication, son séjour et sa mort au monastère de Yuste, par M. Mignet. Paris, Paulin. In-8° de 30 f. 1/4.

63. *Historia general*. — Histoire générale des Indes; par Gonz. Fern. de Oviedo y Valdes, premier chroniqueur du nouveau monde. Publiée par J. A. de los Rios. T. I et II. Madrid, 1852. — CXII et 632 p., VII et 511 p. in-4° avec cartes.

CHRONIQUE.

Août — Septembre 1854.

Nous publions le texte de deux décrets qui prouvent tout l'intérêt que Son Exc. le ministre de l'instruction publique veut bien porter à notre institution. Le premier reconnaît notre Société comme établissement d'utilité publique. Le second accorde à MM. les répétiteurs de l'École un titre qui répond mieux à leurs fonctions, celui de professeurs adjoints.

« NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu la demande formée par la Société de l'École des Chartes, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique;

Notre conseil d'État entendu;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1.

La Société de l'École des Chartes est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Ses statuts, joints au présent décret, sont approuvés.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries le 29 août 1854.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes,

H. FORTOUL.

Pour ampliation, pour le chef du secrétariat,

P. COLLIN.

STATUTS

DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE DES CHARTES.

SECTION I.

But de la Société.

ART. 1.

La Société de l'École des Chartes a pour but de créer entre les anciens élèves de cette École une confraternité studieuse et de réunir leurs efforts pour la publication de mémoires et documents relatifs principalement à l'histoire de France au moyen âge.

SECTION II.

Composition de la Société.

ART. 2.

Peuvent seuls être membres de la Société :

- 1° Les archivistes paléographes ;
- 2° Les anciens élèves pensionnaires ou boursiers de l'École des Chartes.

ART. 3.

Pour entrer dans la Société, il faut :

- 1° Avoir fait recevoir un article destiné à être inséré dans son recueil ;
- 2° Être présenté par deux membres.

ART. 4.

L'admission ne peut avoir lieu qu'aux deux tiers des voix des membres présents, et si le candidat a obtenu au moins douze voix.

ART. 5.

Les membres nouvellement admis n'ont voix délibérative dans les séances de la Société qu'un an après leur élection.

SECTION III.

Travaux et administration de la Société.

ART. 6.

La Société publie un recueil spécialement destiné aux travaux de ses membres, et intitulé : *Bibliothèque de l'École des Chartes*.

ART. 7.

Elle se réunit à des époques fixes qu'elle détermine.

ART. 8.

Elle est administrée par un Conseil qu'elle nomme, et qui se compose :

- 1° Du bureau;
- 2° De la Commission de publication;
- 3° De la Commission de comptabilité;
- 4° De l'Archiviste-trésorier.

ART. 9.

Les membres du Conseil sont élus pour une année. Ils sont rééligibles.

ART. 10.

Le bureau de la Société se compose du Président, du vice-Président et du Secrétaire.

ART. 11.

Le Président dirige la Société et la représente; il convoque, quand il le juge nécessaire, et préside la Société, le Conseil et les Commissions.

En cas de partage, sa voix est prépondérante.

ART. 12.

Le Secrétaire fait les convocations, rédige les procès-verbaux des séances; il est chargé de la correspondance.

ART. 13.

La composition et la direction littéraire du recueil appartiennent exclusivement à la Commission de publication.

ART. 14.

La Commission de comptabilité contrôle la gestion de l'Archiviste-trésorier, autorise les dépenses ordinaires qu'occasionnent l'impression et l'envoi du recueil, et donne son avis sur les autres dépenses qui doivent être votées par la Société.

Chaque année, le Président de cette Commission présente à l'approbation de la Société les comptes arrêtés par elle.

ART. 15.

L'Archiviste-trésorier est le comptable de la Société et le depositaire de ses collections.

SECTION IV.

Dispositions générales.

ART. 16.

Aucune délibération, aucun vote, ne peuvent avoir lieu dans les réunions de la Société si le nombre des membres présents n'est pas de dix au moins.

ART. 17.

Le siège de la Société est fixé à Paris.

ART. 18.

Aucune modification ne pourra être apportée aux présents statuts que dans une Assemblée générale, convoquée spécialement.

Pour expédition conforme :

Le chef du Secrétariat,

CHARLES FORTOUL.

— NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes;

Vu l'ordonnance royale du 31 décembre 1846;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement de l'École Impériale des Chartres,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1.

Les Répétiteurs de l'École Impériale des Chartres porteront à l'avenir le titre de Professeur adjoint.

Le Répétiteur général aura le titre de Professeur adjoint, auquel il joindra celui de sous-Directeur des études.

Le Secrétaire trésorier, chargé des suppléances, prendra le titre de Professeur suppléant.

ART. 2.

Toutes les dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

ART 3.

Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Boulogne, le 30 septembre 1854.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes,

H. FORTOUL.

— Le ministre de l'instruction publique et des cultes, vu le décret du 30 septembre dernier,

Arrête :

MM. de Mas-Latrie, Vallet, Tardif et Bourquelot, Répétiteurs à l'École Impériale des Chartes, sont nommés Professeurs-adjoints à ladite École.

M. de Mas-Latrie conserve en outre le titre de sous-Directeur des études.

— M. Borel, secrétaire archiviste trésorier, répétiteur chargé des suppléances, est nommé Professeur suppléant.

Fait à Paris, le 12 octobre 1854.

H. FORTOUL.

— Notre confrère M. Paillard de Saint-Aiglan, sous-préfet de Dunkerque (Nord), est nommé préfet du département du Cantal.

— Notre confrère M. Anatole de Barthélemy, secrétaire général de la préfecture des Côtes-du-Nord, est nommé sous-préfet de Belfort (Haut-Rhin).

— Notre confrère M. Héron de Villefosse a été choisi par l'Académie des inscriptions, pour remplir la place d'auxiliaire que la mort de M. Duchalais avait laissée vacante.

— Le *Moniteur* du 16 septembre contenait le décret suivant :

ART. 1. Le département des estampes, cartes et plans de la Bibliothèque impériale formera, à l'avenir, deux départements distincts :

Le département des cartes et collections géographiques ;

Le département des estampes.

ART. 2. Sont attachés aux départements des cartes et collections géographiques :

Un conservateur ;

Deux conservateurs adjoints.

Sont attachés au département des estampes :

Un conservateur ;

Deux conservateurs adjoints.

ART. 3. M. Jomard, conservateur au département des estampes, cartes et plans, est nommé conservateur au département des cartes et collections géographiques ;

M. de Pongerville, conservateur adjoint au département des imprimés, est nommé conservateur adjoint au département des cartes et collections géographiques ;

M. Franck, conservateur adjoint au département des estampes, cartes

et plans, est nommé conservateur adjoint au département des cartes et collections géographiques.

ART. 4. M. Duchesne, conservateur au département des estampes, cartes et plans, est nommé conservateur au département des estampes ;

MM. Duchesne-Taussin et Deveria, conservateurs adjoints au département des estampes, cartes et plans, sont nommés, en la même qualité, au département des estampes.

ART. 5. M. Reinaud, conservateur adjoint au département des manuscrits, est nommé conservateur au même département, pour les manuscrits orientaux.

ART. 6. M. Lavoix, employé au département des médailles, est nommé conservateur adjoint au même département.

— Par arrêté du ministre de l'instruction publique et des cultes, en date du 29 août, M. Beulé, docteur ès-lettres, ancien membre de l'École d'Athènes, attaché au cabinet du ministre de l'instruction publique, est chargé du cours d'archéologie près la Bibliothèque impériale.

— Nous avons déjà parlé des mesures prises par le Conseil général du département de l'Aube pour assurer le classement et la conservation des archives municipales et hospitalières. Déjà, grâce au zèle de notre confrère M. d'Arbois de Jubainville, d'importants progrès ont été réalisés. Parmi les résultats de la dernière inspection, nous pouvons annoncer la découverte des archives de l'abbaye de Villenauxe, précédemment connue sous le nom d'abbaye de Nesle. Depuis plus d'un siècle, on répétait que les archives de cet établissement avaient péri dans les guerres du seizième siècle. Quel n'a donc pas été le bonheur de M. d'Arbois, quand il a rencontré la meilleure partie de ces archives à la mairie de Villenauxe ! Elles se composent de plusieurs milliers de pièces originales, dont les plus anciennes remontent au douzième siècle, et d'un cartulaire transcrit au commencement du quinzième, lequel, entre autres actes anciens, contient un diplôme de l'empereur Lothaire.

CARTULAIRES FRANÇAIS

EN

ANGLETERRE.

Vers 1820, plusieurs manuscrits disparurent des archives de Maine-et-Loire, entre autres deux cartulaires originaux, très-importants par le grand nombre et la date reculée de leurs chartes, de même que par les diverses provinces et localités auxquelles elles se rapportaient : le Livre Noir de Saint-Florent, près Saumur, et la Grande Pancarte de Fontevraud. Des recherches furent faites à différentes reprises, mais toujours sans succès; et l'archiviste, M. Jubin-Dedouvres, fut obligé de reconnaître qu'il y avait eu soustraction, soit par un jeune homme qu'il employait comme garçon de bureau, soit par une personne à laquelle de hautes recommandations avaient donné de grandes libertés dans les archives. L'opinion générale attribuait le vol au premier. Trouvant insuffisante la somme allouée à son service, il aurait succombé à la tentation d'augmenter son salaire par la vente de volumineux registres en parchemin. Cependant des manuscrits aussi précieux ne pouvaient entrer dans une collection publique ni même privée sans qu'il fût possible d'en suivre la trace; la transmission des documents n'était pas encore dissimulée par les mystères et les habiletés qu'on a employés depuis. On en arriva donc à conclure que l'auteur du vol, pour éviter d'être découvert, avait dû démembrer nos cartulaires et finir par les vendre à des relieurs, dont le ciseau les a coupés pour garnir les dos et les coins de grammaires et de catéchismes. Cette conviction était si profonde, que le successeur de M. Jubin, après avoir fait lui-même d'actives recherches, crut ne pouvoir mieux signaler son entrée en fonctions qu'en travaillant à reconstituer les deux cartulaires dont on déplorait

le perte. La considération que ces manuscrits n'existaient plus fut d'un grand poids auprès de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, lorsqu'elle attribua, en 1844, une médaille d'or aux *Archives d'Anjou*, pour la reconstitution, feuillet par feuillet, du Livre Noir de Saint-Florent.

Toutefois les manuscrits des archives d'Angers n'étaient pas détruits, probablement parce qu'ils n'avaient pas été volés par le garçon de bureau. Vendus à un libraire de Paris, ils étaient passés en Angleterre, et ils y avaient formé le noyau de la collection particulière la plus riche en manuscrits qui existe de nos jours, celle de sir Thomas Phillipp's, baronnet. En 1849, mon confrère M. André Salmon profita de la noble et gracieuse hospitalité de Middle-Hill pour transcrire plusieurs documents relatifs à la Touraine. S'il ne constatait que plus tard l'existence de la Grande Pancarte de Fontevraud, il m'écrivait déjà le 15 août : « Sir Th. Phillipp's m'a donné à admirer le joyau de sa bibliothèque, le fameux Livre Noir de Saint-Florent. Les plus belles et « savantes reconstitutions de cartulaires ne valent pas, mon cher ami, « la vue de ce magnifique document, auquel je ne trouve à reprocher « qu'une chose, c'est qu'il ne soit pas à Angers ou même à Paris. Quoi « qu'il en soit, il est sauvé à jamais... Sir Th. Phillipp's a parcouru avec « intérêt tes Archives d'Anjou, qu'il serait très-désireux de posséder, « comme aussi de voir l'auteur ; je lui ai promis les deux, c'est-à-dire « un exemplaire de ton livre le plus tôt possible, et ta visite pour l'année « née prochaine. »

Cette lettre arriva à Angers pendant la session du conseil général. Instruits aussitôt de la découverte du Livre Noir et de l'empressement avec lequel sir Th. Phillipp's offrait de le communiquer et d'en laisser prendre copie, MM. les conseillers du département émettent, le 31 août, le vœu que M. le ministre de l'instruction publique « alloue à « l'archiviste de Maine-et-Loire une somme de 800 francs, en lui donnant la mission spéciale d'aller rechercher et copier en Angleterre les « documents relatifs à l'Anjou, notamment le Livre Noir de Saint-Florent et le Grand Cartulaire de Fontevraud. » Le 20 mars 1850, M. le ministre accordait la mission sollicitée, et, en l'annonçant à l'archiviste, il ajoutait : « Tout en vous occupant du but spécial de votre mission, je « désirerais, Monsieur, qu'il vous fût possible de rapporter de votre « voyage une notice des autres cartulaires de France que vous pourrez « découvrir en Angleterre. Cette notice, qui n'ajouterait que faiblement « à la durée de votre tâche, servirait de complément à l'indication des « cartulaires que mon collègue M. le ministre de l'intérieur a publiée,

« et au catalogue des manuscrits des bibliothèques des départements
« dont le ministère de l'instruction publique a commencé la publica-
« tion. Je recevrai avec un vif intérêt vos communications à ce sujet. »

Le travail qui suit est le résultat de cette mission, qui a duré près de deux mois, du 27 juin au 20 août 1850. Sans y faire entrer de nombreux renseignements destinés à des travaux personnels sur l'Anjou et le Poitou, je me suis renfermé dans le cercle de mes instructions. Dans la Première Partie, j'ai fait le catalogue de seize cartulaires concernant la France ¹, que j'ai rencontrés au Musée britannique. Ils sont énumérés d'après l'ordre prescrit pour le classement des Archives Départementales. La Seconde Partie contient, suivant l'ordre alphabétique des localités auxquelles ils se rapportent, l'indication de vingt-deux titres, nécrologes, comptes et autres documents qui sont le complément des cartulaires de France. Enfin la Troisième Partie concerne spécialement sept cartulaires d'abbayes angevines et de quelques-uns de leurs prieurés en Angleterre.

Pour ce dernier travail, je n'ai pas profité seulement des nombreuses et admirables collections du Musée britannique, administrées avec un ordre si parfait, une libéralité si exemplaire, et sur lesquelles il m'avait été possible de travailler dès le jour de mon arrivée à Londres, grâce à l'extrême obligeance de M. Holmes, conservateur adjoint des manuscrits, auquel j'étais recommandé par M. Ch. Lenormant.

D'honorables professeurs d'Oxford, pour lesquels Dom Pitra, bénédictin de Solesmes, m'avait donné des lettres, m'ont fait pénétrer dans le chartrier du collège de la Madeleine, afin de consulter le cartulaire du prieuré de Selé, dépendant de Saint-Florent de Saumur.

Sir Th. Phillipp's a exercé à mon égard cette hospitalité vraiment anglaise dont on conserve toujours un touchant souvenir.

Je ne dois pas oublier non plus le savant conservateur adjoint des Rôles. Sir Francis Palgrave ne s'est pas contenté de faire mettre à ma disposition les documents et surtout les Rôles de la Tour de Londres; par son initiative aussi bienveillante qu'éclairée, j'ai pu rapporter à la bibliothèque d'Angers trente-six des plus importants volumes publiés par la Commission des Records.

1. Dans son rapport à M. le ministre de l'instruction publique, Dom Pitra a décrit le cartulaire du prieuré de Domnène, diocèse de Grenoble. Voy. *Archives des missions scientifiques*, t. I, p. 492.

PREMIÈRE PARTIE.

I. ROYAUME DES DEUX-SICILES.

Musée britannique. Mss. Harley, n° 902, fol. 108-133.

Mémoire ; inventaire sommaire de lettres, bulles et autres enseignements ; conclusions ; copies de bulles et lettres par lesquels apert le bon droict que très-christien roy de France, Charles, VIII^e de ce nom, a au royaulme de Sicile.

In-folio en papier de 26 pages, daté du 7 février 1493 (vieux style).

Ce manuscrit est de la main de Guillaume de Sailly, l'un des clercs ordinaires de la Chambre des comptes, qui certifie les bulles et chartes copiées par lui conformes aux originaux conservés dans ladite Chambre.

Parmi les pièces transcrites, se trouve un inventaire des titres touchant le royaume de Sicile, fait au château d'Angers, le 27 janvier 1491, vieux style, par Léonard Baronat.

II. UNIVERSITÉ DE PARIS.

Musée britannique, Additional Mss., n° 17304. — Acquis le 12 février 1848 de Boone, qui le tenait de Moore, de Paris.

Liber privilegiorum et statutorum universitatis Parisiensis.

In-4° en parchemin ; 220 folios écrits. Écriture du quatorzième au dix-septième siècle. 172 pièces, d'après l'*Index* (qui donne les passages cités par Duboulay) ; du 11 mai 1218 (bulle d'Honoré III, fol. 29 v°) au 20 avril 1652 (acte du rectorat de Claude de la Place, fol. 213).

Ce manuscrit est en assez bon état, sauf un petit nombre de feuillets qui sont fatigués ou usés. Il a une belle et ancienne reliure en veau vert, parmi les ornements de laquelle figurent des fleurs de lis. On a, sur les deux ailes du volume, coupé la portion sur laquelle étaient apposées les armoiries. L'écriture est disposée en pleine page, dont chacune contient 28 lignes pour les folios cotés anciennement 1-155, 172 et suivants ; et 33 lignes pour les folios 156-171.

La partie ancienne, celle du quatorzième siècle, la seule qui mérite d'attirer l'attention, est d'une bonne et belle écriture. Les

titres et les chapitres des diverses pièces y sont tracés à l'encre rouge, et les initiales enluminées en or, azur et violet. La première page a un encadrement et une initiale enluminée à personnages, qui ont beaucoup souffert, ainsi que la miniature qui représente le crucifiement, placée au folio 8, v^o.

En tête de ce cartulaire, on lit le commencement de l'Evangile selon saint Jean, fol. 1, après lequel viennent le *Calendarium academicum*; puis les formules de serment, privilèges royaux, bulles en grand nombre, décrets, statuts et nominations de recteurs, dont le dernier est Claude de la Place.

III. DUCHÉS D'AQUITAINE ET DE GASCOGNE.

Musée britannique, Mss. Cotton, Julius, E. 1.

Literæ, Chartæ et Tractatus Vasconiæ et Aquitanix, tempore Henrici I, Edwardi I et II et Henrici III.

In-4^o; parchemin; 356 folios, y compris les feuillets de papier qui séparent les divers cahiers ou registres formant ce volume. Écriture du quatorzième siècle. Il y a 299 pièces, d'après la table, écrite sur papier et remontant au dix-septième siècle, qui est placée en tête du volume; mais plusieurs sont souvent comprises sous un seul numéro. Elles vont de 1027 (Charte de Guillaume, duc d'Aquitaine, en faveur de Sainte-Croix de Bordeaux) à 1325.

Bon manuscrit, composé de plusieurs parties, et dans lequel sont aussi reliés quelques titres originaux. Au bas du premier folio, on lit : *Scribitur par manum Thome de Chesy*, dont on reconnaît la main en divers endroits, du folio 1^{er} au 177^e. L'écriture est disposée en pleine page. Elle est fine et serrée, et contient de 40 à 42 lignes à la page pour les folios 1 à 279. Pour le reste du volume, elle est d'une main toute différente, et d'autant plus régulière, que les caractères y sont gros et allongés.

Ce manuscrit est un véritable *Cartulaire d'Aquitaine*, et on peut, pour l'importance, le comparer aux cartulaires de Philippe-Auguste.

Il contient non-seulement des chartes des souverains de France et d'Angleterre, et de leurs grands vassaux, mais encore des bulles et des actes émanés tant des communautés religieuses et municipales que des particuliers de toutes classes;

le tout rédigé en latin, en français et en provençal. Ces documents se rencontrent surtout aux folios 1-72.

Aux folios 77-255, on trouve principalement des états des revenus, issues et coutumes des divers sénéchaussées, bailliages, paroisses, villes et châteaux, au commencement du quatorzième siècle; le tout entremêlé et appuyé de titres en grand nombre, copiés à la suite de l'article auquel ils se rapportent.

Des inventaires de titres, qui concernent notamment Bordeaux, sont copiés aux folios 156-159 et 264-268.

Enfin, le reste du volume contient des Mémoires et des Enquêtes relatifs aux coutumes légales du pays.

Le temps m'a manqué pour procéder à un examen aussi minutieux que le mérite ce manuscrit, qui doit être signalé à toutes les personnes qui veulent étudier l'histoire de l'Aquitaine sous la domination anglaise.

Bréquigny en a donné la copie à peu près complète dans sa collection conservée à la Bibliothèque impériale. Mais j'ai constaté, notamment pour plusieurs *Cartæ antiquæ* du Musée britannique, l'incorrection de ses textes; et peut-être en est-il ainsi de sa transcription du *Tractatus Vasconiaë*.

IV. COMTÉS DE POITOU ET DE TOULOUSE.

V. COMTÉ D'AVIGNON.

Musée britannique, Additional Mss., n° 17308 et 17309, reliés en un seul volume. Acquis le 12 février 1848 de Boone, qui les tenait de Moore de Paris.

1° (f. 1-4) : *Ordinatio pro executione comitis Pictavensis. — Ordinatio facta pro exequutore comitis Pictavensis et Tholose, de redditibus familiæ suæ et piis locis assignatis.*

Petit in-folio; parchemin; 4 feuillets. Écriture de la fin du treizième siècle. — 1 lettre de Philippe le Bel. (*Parisiis, A. D. 1275, mense januarii.*)

Manuscrit bien conservé. Bonne écriture, disposée en pleine page. Le comte de Poitou et de Toulouse est Alphonse, frère de saint Louis.

2° Voyez plus loin, art. XI.

3° (f. 14-25) : *Feoda comitis Pictavensis in comitatu Venaissini.* — Titre courant en rubrique : *Feoda Venaissini.*

Format un peu inférieur à celui des deux premières parties du

volume; parchemin; 11 feuillets. Écriture de la seconde moitié du treizième siècle. — 16 pièces, du 8 au 23 novembre 1253.

Manuscrit bien conservé. Bonne écriture disposée sur deux colonnes, de quarante-sept lignes chacune.

Ce manuscrit est plutôt un *registre d'assises* qu'un cartulaire.

Il contient des notices sommaires des aveux et déclarations rendus, du VI des ides de novembre au X des calendes de décembre 1253, à Alphonse, comte de Poitou et de Toulouse, représenté par Guillaume Bermond, notaire de G.¹, évêque de Carpentras, par les ecclésiastiques et laïques qui tiennent des fiefs dudit comte dans les diocèses de Saint-Paul-Trois-Châteaux, Orange, Avignon et Vaison. Ces aveux sont divisés en seize chapitres, en tête de chacun desquels est une courte rubrique, indiquant le nom du vassal ou de son fief. Le premier concerne l'abbesse du Boschet (de Bosqueto), nommée *domna Raimunda*.

VI. SEIGNEURIE D'ARLAY EN BOURGOGNE.

Musée britannique, Additional Mss., n° 17305. Acheté de Boone, le 12 février 1848.

(Au dos) : *Cartulaire des sires d'Arlay*. (Dans le Mst.) : *En cest livre sunt escriptes totes les latres que H. et P. baron mon signor Hugue de Chalon, sires d'Arlay, a, quex que elles soient ne de quel matiere que elles parloient, soient de herietage, d'achat de terre, de fiez ou d'autre chose, don les latres s'ensequent ci-après. Et premerement des fiez, etc., etc.*

In-4°, relié en veau rouge; parchemin. 206 folios, y compris la table placée en tête, et qui en contient 11. Anciennement le Mst. en contenait CCII, sans la table. Écriture de 1327 à 1350. Les chartes sont au nombre de 618, dont 2 sont incomplètes (dans l'origine il y en avait 622), de 1202 à 1327.

Magnifique conservation pour le parchemin et l'écriture.

Manquent les feuillets cotés anciennement VIII^{xx}XV, VIII^{xx}VII, VIII^{xx}IX, IX^{xx}, IX^{xx}I, IX^{xx}VII et CCII.

L'écriture, disposée en pleine page, de cinquante lignes chacune, paraît de trois mains différentes. Elle est très-bonne, quoique fine et serrée. Les dernières analyses contenues dans la

1. Guillaume IV, Beroard.

table ont été écrites au quinzième siècle, époque du foliotage. L'initiale de chaque titre est en encre rouge.

Les renseignements qui suivent pourront donner une idée de l'importance de ce cartulaire, pour l'histoire de la Franche-Comté et pour celle de la féodalité.

Chap. I.	Lettres des fiefs, au nombre de.....	269
II.	— d'achats et de conquises.....	173
III.	— de gagières.....	12
IV.	— d'eschange.....	21
V.	— de donacions et confirmacions.....	23
VI.	— de quitances, acordances et convenances..	60
VII.	— de confirmacion, d'alienacion, et des com- paignies.....	64

A partir du folio 188, jadis coté IX^{II}, l'ordre méthodique n'est plus aussi bien observé; et on rencontre notamment beaucoup de chartes qui se rapportent aux fiefs.

Le tableau suivant indique les principaux personnages desquels les chartes sont émanées :

Philippe IV, le Bel, en 1302 et 1305.

Louis X, le Hutin, 1315.

Philippe V, le Long, 1317.

Albert, roi des Romains.

Adolphe, roi des Romains, 1294.

Raoul, duc de Bavière, 1294.

Thibaut, comte de Palatin, de Champagne et de Bar.

Marguerite, reine de Navarre.

Marguerite, reine de Jérusalem et de Sicile, 1289.

Humbert, dauphin de Viennois.

Divers ducs de Bourgogne.

Albert, duc de Saxe, 1291.

Divers comtes palatins de Bourgogne.

Mahaut, comtesse d'Artois et de Bourgogne, 1304.

Othon, marquis de Brandebourg, 1291.

Boniface, pape, 1296.

Divers archevêques de Besançon, notamment Guillaume, en 1257 et 1260.

Sifrid, archevêque de Cologne, 1291.

Gérard, archevêque de Mayence, 1291.

Boëmond, archevêque de Trèves, 1291.

Guillaume, évêque de Lausanne, 1288.

On trouve plusieurs lettres missives aux folios 39, recto et verso et 118. Ce cartulaire contient aussi bon nombre de chartes en langue vulgaire, notamment des années 1237, 1241, 1242, 1245, 1246, 1247, 1250, aux folios 19, 21 v°, 22 v°, 21, 48 v°, 63 v°, 21, 51, 34.

Il en existe même une de 1202 (f. 76 v°), et une autre de 1206 (f. 61 v°); et précisément en raison de leur antiquité, ces deux documents doivent être l'objet d'un examen minutieux de la part de personnes compétentes.

Les principales localités dont les noms reviennent le plus souvent dans le cartulaire sont : *Bar, Briançon, Châlon-sur-Saône, Commercy, Joux, Lons-le-Saulnier, Montbeliard, Neufchatel, Poligny, Salins*, etc.

Cette dernière ville était la capitale d'une puissante baronnie, que Hugues, duc de Bourgogne, acquit en 1239, et qu'il échangea immédiatement avec Jean, comte de Bourgogne et de Châlons, contre ce dernier comté (cart., fol. 135). Dans une charte du 29 janvier 1307 (fol. 71 v° à 73 v°), intitulée : *Lettres des convenances entre mons. de Châlon et ces de Besançon* (c'est-à-dire *les citiens et communs*), Jean de Châlons se dit *sires d'Allay, vicuens et maires de Besençon*. Il avait été mis en possession de cette mairie dès 1293, par ordre d'Adolphe, roi des Romains, dont la lettre est copiée dans le cartulaire au folio 179.

VII. SEIGNEURIE DE LA FORÊT EN POITOU.

Musée britannique, Additional Mss., n° 17316. Acquis de Boone, le 12 février 1848.

Copie des archives de la Forêt.

In-folio, relié en veau. Papier beau et fort. 454 feuillets. Écrit à la fin du dix-huitième siècle. Il contient environ 200 pièces, du 19 juin 1406 au 4 octobre 1773.

Beau manuscrit, fait avec soin et même avec luxe. Magnifique écriture; quelques parties en rubrique; on y trouve des plans d'ensemble et de détails très-bien exécutés.

Le premier, qui est très-grand, est collé sur soie.

En tête du volume est une Table analytique des titres, et à la

fin une Table alphabétique des matières. Aucune d'elles n'est comprise dans la pagination.

La terre et seigneurie de la Forêt, située paroisse du même nom, était composée des fiefs de Vieille-Forge et du Menou, en Angoumois, et de celui de la Motte de Lorigné, en Poitou.

VIII. VILLE DE GREUX ET DE DOMREMY EN CHAMPAGNE.

Musée britannique, Addit. Mss., n° 17313. Acquis le 12 février 1848, de Boone, qui le tenait de Moore de Paris.

Privilèges de Greux et Dompremy.

In-folio, papier, 19 folios. Au dos du dernier, on lit : *Procédures pour la cour des Aides. Cotte F.* Copie datée du 11 mars 1596, faite et signée par Mongeot, greffier en chef de l'élection de Chaumont, qui dit avoir rendu l'original aux habitants de Greux. 14 pièces, de 1429 à 1495.

Les marges, fort mutilées, ont été restaurées avec soin.

M. Moore a intitulé ce manuscrit, sur un feuillet de carton qui est relié en tête : *Cartulaire des privilèges octroyés aux villes de Greux et Dompremy par les rois de France, en reconnaissance des services de la Pucelle.*

Au dix-septième siècle, il a été mieux désigné sous le titre de : *Coppie collationnée des privilèges et exemptions accordés par Charles VII, roi de France, aux habitants de Greux, en faveur des services rendus à l'Etat par Jeanne Darque, surnommée la Pucelle d'Orléans.*

Cf. sur les privilèges de Greux et de Dompremy, deux articles de M. Vallet de Viriville dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 3^e série, V, 271, et dans le *Bulletin de la Société de l'histoire de France*, année 1854, p. 103.

IX. BULLAIRE ANGLAIS.

Musée britannique. Addit. Mss., N°s 15351-15401. Déposé d'abord en 1829 parmi les papiers d'État (*State Papers Office*), ce recueil a été transféré au Musée britannique sur l'ordre de sir James Graham, secrétaire d'État, partie en 1843, partie en 1845. On lui a donné le titre suivant :

Monumenta Britannica, ex autographis Romanorum pontifi-

cum registis cæterisque documentis deprompta, Marinus Marini Tabulariis Vaticanis præfectus, conlegit, digessit.

En Angleterre il est généralement désigné sous le nom de *Vatican Papers* ; son véritable titre devrait être *Bullarium Anglicanum*. — In-folio. — Papier. — 51 volumes, dont 48 de texte (n^{os} 15351-15398), et 3 de tables (n^{os} 15399-15401). Le dernier contient un Index chronologique fait en 1839, au State Papers Office, par M. Robert Lemon. Le nombre des volumes suffit pour donner une idée de la quantité des bulles, qui vont de 1216 à 1759 (avénement d'Honoré III, à la 2^e année de Clément XIII) ; plus 3 pièces des années 1087 et 1093 (chartes de Guillaume le Conquérant), et 1191 (bulle de Célestin III).

Ce magnifique recueil, pour lequel le gouvernement anglais a, dit-on, beaucoup dépensé, paraît avoir été fait avec le plus grand soin.

Dans son *Monitum lectori*, M^{sr} Marini, préfet ou garde des archives du Vatican, dit qu'il a été formé, « de consilio equitis « Bunsen Borusiae, apud sanctam sedem oratoris, » pour être envoyé à Londres, « ad clarissimum virum Guillelmum Hamilton. » Il termine par la recommandation suivante, de l'exécution de laquelle il est bien permis de ne pas se porter garant, pas plus en France qu'en Angleterre : « Pro certo habemus hoc « nostrum opus typis mandatum non iri, nisi ad hoc, ut monui- « mus, noster accedat consensus. Libenter vero hoc erimus concessuri, habita a summo pontifice venia, quam speramus eadaturum benignitate qua opus ipsum conficiendum jam annuit, prælaudato Hamilton postulante. »

Les deux volumes de tables faites par l'abbé Marini, n^{os} 15399, 15400, contiennent de bonnes analyses de chaque bulle, avec l'indication du numéro d'ordre et de l'année du pontificat. Il est du reste assez difficile de les consulter, parce qu'en faisant relier la collection, on y a établi un ordre chronologique rigoureux, qui n'existait pas lorsque les *Vatican Papers* sont arrivés au *State Papers Office*.

M. Lemon a remédié à cet inconvénient par son Index désigné plus haut (n^o 15401), dans lequel il rétablit la concordance entre le texte et les tables de l'abbé Marini. Il serait à désirer que le travail si recommandable de M. Lemon fût complété par une table des noms de personnes et de lieux, dans le genre de celles

qui ont été faites avec tant de soin pour les publications de la commission des Records ¹.

Il existe à Paris, à la Bibliothèque impériale, une collection du même genre, concernant la France, et dans laquelle j'ai retrouvé toutes les bulles relatives à Bérengère de Sicile, veuve de Richard Cœur de lion, qui sont fort intéressantes pour l'histoire de l'Anjou et du Maine. Les actes sont aussi classés par pontificats et par ordre de date.

Quelques auteurs ayant prétendu que, dans les copies délivrées par la cour de Rome, les textes ne sont pas toujours strictement ni complètement reproduits, les deux collections de Paris et de Londres, transcrites à des dates très-éloignées l'une de l'autre et reproduisant souvent les mêmes pièces du treizième au quinzième siècle, fournissent un excellent moyen de contrôle et de correction. Il y a d'ailleurs un intérêt réel à les comparer, en ce qu'une pièce peut avoir échappé à l'un des compilateurs, et se rencontrer dans le travail de l'autre.

X. ARCHEVÊCHÉ DE TOURS.

Musée britannique, Mss. Fonds Lansdowne, n° 349.

Registrum ecclesiæ Turonensis, codex sæc. XIII.

Dans le catalogue imprimé, page 107, il est intitulé : *The Register Book of the cathedral of Tours, written on vellum in the 14th century, etc., etc.*

In-8° carré, relié en veau. Parchemin. 56 feuillets. Écriture : 1° de 1201 à 1225 pour le cartulaire proprement dit (fol. 1-48); 2° de 1225 à 1250 pour les annexes (fol. 49-56). — 28 chartes, de 1094 à 1242.

Manuscrit bien conservé, quoique le parchemin soit un peu racorni ou maculé.

Le texte est complet; l'écriture est partout disposée en pleine page. Dans le cartulaire, qui est de la même main et contient de vingt-cinq à vingt-six lignes à la page, elle est nette et soignée. La première ligne est en lettres majuscules allongées, et chaque charte ou bulle est précédée d'un titre en rubrique.

1. Cf. dans les *Archives des Missions*, année 1850, la description que dom Pitra a faite des *Monumenta Britannica*.

Dans ce qui fait suite au cartulaire, il y a moins de soin et de régularité, et on y reconnaît plusieurs écritures, notamment aux folios désignés ci-après :

49 recto, Charte de Guillaume de Montsoreau ; 49 verso, Devoirs dus par le seigneur de Rillé ; 50 r., à 53 v., Devoirs dus par divers seigneurs ; 53 v., à 55 r., Devoirs dus par le seigneur d'Amboise, et Charte de Juhel, archevêque de Tours (mars 1242), et enfin fol. 56, r. : Sentences d'absolution pour le prieuré de Lezay (1238) ; et au verso : 1° Devoirs dus à l'archevêque de Tours par un personnage dont le nom, aujourd'hui illisible, commence par un G. 2° Remise par ledit archevêque à Guillaume Lepeigne de la taille des acquêts faits par lui dans la paroisse de Vernou (1233).

Les chartes comprises dans le cartulaire sont :

Compositio Majoris Monasterii.

Concordia ecclesie B. Mauriti et B. Martini Turonensis et Cormaricensis monasterii (1174).

Compositio monasterii Millebecensis (1177).

Confirmatio compositionis Cormariacensis.

Compositio ecclesie Cainonensis (1197).

Confirmatio domini pape, de subjectione S. Petri Puellaris.

Compositio de Cainone, inter archiepiscopum Turonensem et regem Ricardum firmata, (1190).

Confirmatio Philippi, regis Francorum, super compositione inter B. archiepiscopum Turonensem et Ricardum regem Anglorum (1190).

Confirmatio compositionis Cormariacensis.

Quitatio Henrici, regis Anglie, super domibus archiepiscoporum Turonensium.

De pace archiepiscopi cum domino de Monte Sorello (1197 et 1205).

De hominagio Castrî Rudulphi (1202).

— *comitis Sacri Cesaris* (1205).

Confirmatio capelle Guillelmi de Rocha (1205).

Littere Guillelmi de Rocha super eadem (1205)

— *archidiaconi* — (1205)

Privilegia Romanorum pontificum, de subjectione Dolensis ecclesie :

— *Privilegium Eugenii III ; Urbani II ; Anastasii IV ; Eugenii III ; Lucii II ;*

Privilegium Lucii II ;

Sententia domini pape Innocentii III, de subjectione Dolensis ecclesie (1118).

Hæc sunt feoda domini archiepiscopi Turonensis.

Les pièces contenues dans le reste du manuscrit ont été indiquées plus haut.

M. Salmon a décrit ce cartulaire dans ses *Notes sur quelques manuscrits concernant la Touraine qui se trouvent en Angleterre*, p. 4 et s. — Il doit exister au Vatican, dans le fonds de la reine de Suède, un cartulaire à peu près semblable à celui du fonds Lansdowne. Le Ms. de Rome se trouve en grande partie copié à la Bibl. imp., résidu Saint-Germain, *Anecdota*, t. III¹.

XI. ÉVÊCHÉ DE MAGUELONNE.

Musée britannique, Addit. Mss. N^o 1708 et 1709. Voy. plus haut, art. IV et V, la description des parties 1 et 3 de ce volume.

2^o (F. 5-13). *Cartæ ad episcopatum Magalonensem spectantes*, etc., etc.

Petit in-folio. Parchemin. 9 folios. Écriture de la seconde moitié du treizième siècle. 24 chartes, 1208-1256.

Manuscrit bien conservé. Bonne écriture disposée en pleine page.

Les chartes sont copiées à la suite l'une de l'autre, précédées d'une rubrique et du numéro d'ordre.

La première pièce concerne l'hommage fait, le 29 mars 1255, par le roi d'Aragon à l'évêque de Maguelonne pour le fief de la ville de Montpellier.

La deuxième contient un traité passé le 7 février 1257 (n. s.) entre l'évêque et les consuls de Montpellier.

La troisième est l'aveu des fiefs de Montpellier et de *Palude*, rendu par l'évêque au roi de France, le 28 avril 1255.

La quatrième est une charte de Philippe-Auguste, datée de Montreuil-Bellay en Anjou, 1208, et contenant concession de privilèges audit évêque.

La cinquième est un vidimus de la charte précédente par Philippe le Hardi.

Les suivantes sont tous actes en latin, concernant les fois et

1. Note communiquée par M. L. Delisle.

hommages dus à l'évêque ou par lui; et les rapports dudit évêque avec Simon de Montfort, qui, en vertu des lettres du roi de France données à Melun en 1216, avait été mis en possession des domaines et fiefs de Raimond, comte de Toulouse.

La vingt-deuxième charte contient le serment de fidélité de la ville et commune d'Alais (*de Electo*) au roi de France, en novembre 1240.

Enfin la vingt-quatrième est intitulée : *De exponssione Isarni de sancto Paulo et de Podio Laurencio et castri de santo Paulo ad voluntatem domini regis* (Louis, roi de France). Elle porte pour date : *apud S. Paulum, XVIII kal. junii*.

XII. ÉVÊCHÉ DE TOUL.

Musée britannique, Mss. Harley. N° 4465.

Folios 253 à 321, et 374 à 412 : *Copies, extraits et analyses de cartulaires, titres et traités concernant l'église de Toul, en Lorraine*.

In-folio. Papier. 107 folios. Écriture du dix-septième siècle. Plusieurs centaines de chartes du neuvième siècle au quatorzième.

Ce manuscrit, qui contient reliés ensemble, sans ordre méthodique, des notes et des documents relatifs à l'église de Toul, est assez difficile à consulter, et même à lire pour la partie principale, qui se rapporte au dix-septième siècle, dont l'écriture est très-fine et le papier fort mal collé.

Voici, pour la portion du manuscrit qui appartient au dix-septième siècle, l'indication précise des chartes que nous y avons reconnues sur l'évêché de Toul :

1° Aux folios 285-292, une cinquantaine de copies ou extraits, et à peu près autant d'analyses de bulles et chartes des douzième, treizième, quatorzième siècles, *ex libro Privilegiorum ecclesiæ Tullensis*.

2° Aux folios 318-321, six copies de chartes du treizième siècle.

3° Aux folios 374-412, un grand nombre de copies (je ne les ai pas comptées, faute de temps), de chartes du onzième au quatorzième siècle.

Cette dernière partie est intitulée : *Transcriptum seu Copia*

ac summarium plurimorum, eorumque antiquiorum, ecclesiæ Tullensis privilegiorum.

Au milieu des parties qui sont relatées plus haut (fol. 322-334), on a relié une notice historique sur l'abbaye de Saint-Léon de Toul, écrite en latin, dressée suivant le plan adopté par la congrégation de Saint-Maur, et qui mérite d'être signalée, si elle n'existe pas à la Bibliothèque impériale.

Dans le même manuscrit, fol. 559-566, je trouve aussi un cahier de 8 feuillets, écrit à la fin du quinzième siècle, contenant 8 pièces, de 1049 à 1471, savoir : 3 bulles, dont 2 de Léon IX (1049-1053), et la 3^e de Pascal II (1113); et 4 chartes épiscopales, de 1182 à 1471.

XIII. ABBAYE DE COMMERCY EN BARROIS.

Musée britannique, Mss. Harley, N° 4465, fol. 555-558.

Copie collationnée de chartes concernant l'abbaye de Commercy, en Lorraine.

Mst. en papier, de 4 folios, écrit en 1484.

4 chartes des années 1134, 1188, 1228, 1235.

XIV. ABBAYE DE MONTEBOURG EN NORMANDIE.

Musée britannique, Addit. Mss. N° 15605.

Cartulaire de l'abbaye de Montebourg, en Normandie, 1452.

In-folio en parchemin de 30 feuillets écrits, en 1452, pour les fol. 1-24; vers 1460, pour les suivants. — 32 pièces, sans compter les chartes des rois d'Angleterre, ducs de Normandie, comprises dans les vidimus, dont quelques-uns en renferment 3, 4 et même 6. En revanche, plusieurs pièces sont mutilées, et et d'autres en doubles. La date de ces pièces est comprise entre 1080 et 1460.

Au folio 24 du Mst, on lit : *Iste liber est monasterii de Montisburgo, ordinis sancti Benedicti, Constanciensis diocesis, quem reverendus pater Guillelmus dictus Guerin, ejusdem monasterii abbas, conscribi fecit per religiosum virum fratrem Symonem Maubert, dicti monasterii commonachum, anno Domini MCCCCLII.*

La seconde partie de ce cartulaire, folios 25 à 30, est de la même main, et elle a été écrite peu de temps après la première, à laquelle elle a été annexée. Les pièces qu'elle renferme sont toutes

relatives aux droits d'usage et de chauffage des moines dans les forêts royales.

Au bas de chaque copie de charte on lit : *Collation faite*, avec les signatures *G. Le Valois* et *H. Lesanc*. Quelquefois la formule de certification est plus longue.

La conservation de ce manuscrit est assez bonne, tant pour le parchemin que pour l'écriture, formant aussi une seule colonne, et contenant de 39 à 49 lignes par page. Cette écriture est, du folio 8 jusqu'au 19^e, plus fine et plus serrée qu'au commencement du cartulaire, mais sans cesser d'être nette et bien lisible. L'initiale de chaque charte est enluminée et encadrée; les couleurs sont le rouge et le bleu.

A partir du folio 21. v^o, le premier mot de chaque pièce est écrit en plus gros caractères.

A partir du folio 25, chaque charte ou acte est précédé d'une analyse, faite aussi par Simon Maubert, qui a écrit tout ce cartulaire. La première lettre de la charte qui est en tête de de cette seconde partie est la plus grande et la plus ornée de tout le volume.

Le catalogue du Musée britannique donne la description suivante de ce manuscrit :

« Fragment of the Cartulary of the Benedictine abbey of St-Mary of Montebourg in Normandy, diocese of Coutances, containing copies of charters from kings of France, *viz.*, Philip III, Philip IV, Louis IX, Louis X and Charles VI; reciting in many instances and confirming grants from William I, Henry I and Stephen, kings of England, as well as from various noblemen of France and England; also of charters of Edward (III) king of England (comprising one of Henry I), Richard bishop of Coutances, 1157; sir Robert le Chamberlenc, seigneur de Tencarville, 1295, and others; together with an account of the monastery, 1447, and certificates of their rights in the forests of Normandy and Picardy, 1402-1460. Every instrument is certified as collated with the original by N. Le Sanc, and Guillaume Le Valois, who affix their signatures, and who, at fol. 10, sign a further certificate of the authenticity of the documents here transcribed, dat. 9 Sept. 1452. A note at the foot of fol. 24, B, states that this book was written by Simon Maubert, one of the monks, at the command of William Guerin, abbot, in the same year, 1452. Portions of the volume are wanting after ff. 8, 9, 15 and 16. In *Latin* and *French*. On vellum. Folio. »

Voici la table sommaire des pièces qu'il contient :

1381, mai. — Charles VI : Vidimus et confirmation d'un autre vidimus et confirmation, par un de ses prédécesseurs Louis X (1315), d'une charte de Henri, roi d'Angleterre, datée de Caen, et contenant énumération des domaines et droits qu'il donne à l'abbaye.

1307, juillet. — Philippe le Bel : Confirmation des droits dans la forêt de Brix.

1317, octobre. — Philippe V : sur le même objet.

1276, septembre. — Philippe III : Amortissement de cens en bled.

1294, décembre. — Philippe le Bel : Vidimus et confirmation d'une lettre de Laurent Herout, son clerc et député (1294, août), qui amortit divers cens et revenus de l'abbaye.

1299, juillet. — Philippe le Bel : Confirmation de droits dans la forêt de Brix.

1315, juin. — Louis X : Vidimus des chartes de : 1^o Petrus de Caisneio; 2^o Alienor, uxor defuncti Roberti de Haia; 3^o Willermus de Revers; 4^o Christianus Cambellanus (1284); 5^o le vicomte de Valoignes (1284); 6^o Guillelmus Mansel senior et Guillelmus Mansel junior, fratres (1283).

... Philippe VI : Confirmation des lettres par lesquelles Godefroy le Blont, bailli du Cotentin, a vidimé deux mandements de Charles le Bel, le premier du 10 octobre 1326.

XIV^e siècle. — Fragment, sans queue ni tête, d'un acte écrit en français.

Fin d'une charte d'un roi d'Angleterre, dans laquelle sont énumérés de nombreux témoins.

1315, juin. — Louis X : Vidimus d'une charte d'Étienne, roi d'Angleterre (1136), contenant diverses donations et confirmations.

1268, mars. — Saint-Louis : Vidimus d'une charte, sans date, de Henri, roi d'Angleterre.

1280, juin. — Philippe le Hardi : Vidimus de la charte précédente.

1315, juin. — Louis X : Vidimus de quatre chartes de Henri, roi d'Angleterre.

1381, avril. — Charles VI : Vidimus de la pièce précédente.

1157. — Richard, évêque de Coutances : Énumération des dons faits à l'abbaye (la fin manque).

12 juillet, X^e année du règne. — Édouard III, roi d'Angleterre : Vidimus de deux chartes du roi Henri?

1417, avril. — Aveu et dénombrement rendus au roi pour le tempo-

rel de l'abbaye. — Réception dudit aveu par le vicomte de Valognes.

1451, septembre. — Aveu des religieux pour leurs domaines du Bessin.

1451, février. — Réception de l'aveu et du serment de l'abbé Guillaume, à la chambre des comptes.

1280, juin. — Philippe le Hardi : Vidimus d'une charte de Guillaume le Conquérant.

1290, décembre. — Le bailli du Costentin.

1295, janvier. — Robert le Chamberlenc, seigneur de Tanquarville.

1300, septembre. — Le bailly du Costentin : Amortissement du fief et seigneurie de Saint-Floscel.

1402, 26 mai. — L'enquêteur des eaux et forêts du roy en Normandie et Picardie : Reconnaissance des droits de l'abbaye dans les forêts du Cotentin, et vidimus de sept chartes des rois de France et d'Angleterre.

1402, octobre. — Guillaume, comte de Tancarville, vérifie les lettres du susdit enquêteur.

1412, 20 mars. — Robert de Pelletot, chevalier, maître des eaux et forêts du roy en Normandie et Picardie : Reconnaissance des droits de l'abbaye.

1459, juin. — Pierre de Cuignat, écuyer, aussi maître des eaux et forêts : Droits d'usage de l'abbaye.

1337, juillet. — Philippe VI : Forêt de Brix.

1317, octobre. — Philippe V : Forêt de Brix.

1460, octobre. — Tyebault le Letteron, lieutenant du susdit Pierre de Cuignat : Reconnaissance des droits de l'abbaye.

Au folio 30 verso est la copie, faite à la fin du siècle dernier, d'une note portant la date de 1758, et concernant les reliques de l'abbaye.

La plupart des pièces anciennes de ce cartulaire se retrouvent dans un cartulaire plus considérable de l'abbaye de Montebourg, conservé au château de Plein-Marais (Manche)¹.

1. Note communiquée par M. L. Delisle.

XV. ABBAYE DE SAINT-ACHEUL, EN PICARDIE.

Musée britannique, Addit. Mss. N° 15604.

Cartularium abbatiæ Sancti Acheoli juxta Ambianum.

In-4°, — parchemin, pour les folio 1-155, sauf les intercalations signalées plus bas ; papier 156-192. — 192 folios écrits. Avant le foliotage actuel, il y en a eu deux autres, en chiffres romains. Le dernier, qui présente des corrections assez nombreuses, est celui dont les lettres sont les plus petites. — Écriture du XIV^e siècle pour les folios 2-152 (Cartulaire), — du XVII^e siècle pour les feuillets de papier 1, 153-192, qui y ont été annexés. — 189 chartes, de 1087 à 1307 pour le cartulaire, et jusqu'en 1370, avec l'appendice.

Ce manuscrit est relié en veau rouge et d'une bonne conservation, tant pour l'écriture que pour le parchemin, dont les quelques feuillets endommagés ont été restaurés avec le plus grand soin. Pour relier l'appendice avec le cartulaire, il a fallu en rogner ou plier les feuillets.

L'écriture paraît, pour le cartulaire, appartenir à la même main. Elle est assez grosse, facile à lire, élégante et disposée en pleine page de 30 lignes chacune.

Le sommaire de chaque charte et son initiale sont en rubrique, de même que le titre courant des chapitres sous lesquels les actes sont classés. En général, la première lettre de chaque chapitre est enluminée.

Il manque à ce manuscrit trois folios, qui étaient cotés anciennement CXXVIII, CXXXVI et CXLVI. Par compensation, en faisant relire le volume, on a malencontreusement inséré, dans le cartulaire même, deux feuillets de papier sur lesquels sont collées des notes insignifiantes, qui ont d'ailleurs l'inconvénient d'interrompre l'ordre et la suite établis parmi les chartes. Ils portent les numéros 32 et 52 dans le foliotage nouveau du Mst. Il serait d'ailleurs facile de faire disparaître cet inconvénient, puisque ces derniers numéros n'ont été tracés qu'au crayon.

Plusieurs transpositions de feuillets ont aussi été malheureusement faites, et nous les signalons par les numéros du foliotage moderne; ainsi, le 145^e devrait suivre le 146^e, et surtout le 152^e doit venir après le 150^e. Cette dernière rectification est d'autant plus importante que le folio 152, écrit de la même

main que tout le reste du cartulaire, contient une charte de l'an 1307, dont le titre courant, *Littera episcopi Ambianensis Nova*, donne la date, au moins approximative, de ce manuscrit. En outre, il faut revenir du folio 152 verso au 151^e recto pour avoir la fin d'une pièce copiée à la suite de la charte de 1307.

Les feuillets et cahiers de papier reliés avec le cartulaire contiennent notamment, en tête du volume, diverses notes en français sur la date et l'authenticité de ce Mst, ainsi que la table d'une partie de son contenu; et à la fin, 1^o l'extrait de la sentence du 15 juillet 1522 qui autorise le présent cartulaire; 2^o copie de trois de ses chartes; 3^o arrêt portant homologation du concordat passé entre l'abbé Charles de la Grange et ses religieux, 10 juin 1655, pour servir à M. Nicolas Lestocq, docteur de Sorbonne abbé de Saint-Acheul, contre les chanoines réguliers de ladite abbaye.

Le cartulaire est divisé en dix chapitres, plus l'appendix.

I. *Littere papales*, folios 2-5; onze bulles.

II. *Littere archiepiscopales*, fol. 6, verso et 7, deux chartes de 1097 et 1145.

III. — *Episcopales*, fol. 7 v^o-31, trente-huit chartes, de 1005 à 1296.

IV. *Littere compromissorum*, fol. 31 v^o-57, trente-deux chartes, de 1173 à 1296.

V. *Littere, compromissa, sentencie officialis*, fol. 57-70. Nombreuses pièces relatives à un procès contre l'abbaye et le bailli d'Abbeville, en 1256 et 1257.

VI. *Sentencie et littere officialis*, fol. 70-111. Soixante-quatorze pièces, de 128 à 1303.

VII. *Littere regum*, fol. 112-114, six chartes de 1281 à 1299.

VIII. *Littere comitum*, fol. 115-116 v^o, cinq chartes de 1239 à 1289.

IX. *Littere militum*, fol. 116, v^o-146, soixante-dix chartes, de 1203 à 1289. Plusieurs sont en langue vulgaire, la plus ancienne est de l'an 1258.

X. *Chirographa*, fol. 147-150, huit pièces de divers personnages, de 1226 à 1287; quelques-unes en langue vulgaire la plus ancienne de 1251. La dernière charte, septembre 1260, est du maire et des échevins d'Abbeville ¹.

Appendix, fol. 151 et 152, quatre pièces, de 1270 à 1322.

1. Ego Firminus de Rogehan, major, et scabini Abbatisville, notum facimus uni-

Les archives de la Somme possèdent une copie du cartulaire de Saint-Acheul, sur le premier feuillet de laquelle il est écrit que l'original a été perdu vers 1744¹.

XVI. LÉPROSERIE DE BOLLEVILLE, EN NORMANDIE.

Musée britannique, Addition Mss. N° 17307. Acquis, le 12 février 1848, de Boone.

Cartulaire du prieuré de Bolleville en Normandie. 1436. (Léproserie de Bolleville; diocèse de Coutances.)

In-4° en parchemin. — 55 folios écrits. — Collationné en 1436, 1459 et 1467-68, sauf deux pièces, transcrites après 1471 (folio 47 et 54 v.), qui ne sont ni signées ni visées. — 118 pièces du milieu du douzième siècle à l'année 1471.

Conservation parfaite. L'écriture, disposée en pleine page, chacune de 31 lignes, est un peu fine, mais très-belle pour la première partie, dont toutes les chartes commencent par une majuscule en encre rouge. La première est plus ornée.

En tête du Mst on lit : *Cy ensuyt la declaration et double de plusieurs chartries, lettres, roules et enseignemens de partie des droitures appartenantes a la priourey de Bolleville, iceuls chartries et enseignemens veus, visités et collationnés aux originaulx par Jehan Amechin, tabellion en siege de Lessey, le XVIII^e jour de septembre l'an mil CCCXXXVI; ayncy que les teneirs ensuient, premierement* : Notum sit omnibus.

Nous avons remarqué dans ce manuscrit :

versis presens cirographum inspecturis, quod, cum murus firmitatis nostre qui est retro tenementum virorum religiosorum abbatis et conventus Sancti Acheoli juxta Ambianum, situm ante atrium Sancti Sepulchri, inter tenementum Petri de Mousterolo et tenementum Wlfranni Clabaut, ruina frangeretur, de consilio proborum virorum et assensu nostro communi interveniente, inter nos et dictos abbatem et conventum, taliter est ordinatum quod ipsi dictum murum fractum, prout retro tenementum suum predictum protendit, ad sumptus suos proprios reficere seu reparare tenentur de cetero ad usus omnes suos tam supra dictum murum quam juxta faciendos competenter, retenta et nichilominus omni juriditione quam in dicto muro usque nunc habuimus, sicut in aliis firmitatibus ville nostre Abbatisville, pro utilitate et defensione communitatis nostre faciendis. In cujus rei testimonium et munimen, presens chirographum fecimus annotari; cujus unam partem dictis abbati et conventui, ad utilitatem et defensionem suam, tradidimus observandam, et alia pars penes nos, ad defensionem nostram similiter, sigillo dictorum abbatis et conventus roborata, remansit observanda.

Actum est hoc anno Domini m^cclx°, mense septembris, per manum magistri Johannis.

1. Voy. *Catologue des Cartulaires des archives départementales*, p. 15.

N° 1 : Titre de fondation par Richard de la Haie, du temps d'Al-gare, évêque de Coutances.

N. 2 : Charte de Richard du Hommet.

N. 4 : Charte de Richard, évêque de Coutances, en 1157.

N. 5 : Charte de Hugues, archevêque de Rouen.

N. 6 et 33 : Chartes de Henri II.

N. 7 : Charte de Guillaume du Hommet, 1239.

N. 19 : Charte de Girard de Canville.

N. 76 : Bulle du pape Honoré III.

N. 80 : Charte de Guillaume de Mortemer, en 1292.

SECONDE PARTIE.

I. CAMBRAY.

Charte originale de l'an 1145. *Additional charters*, n° 5857.

II. COMPIÈGNE.

Necrologium abbatix S. Johannis in Bosco ab anno circiter 1224.

Beau manuscrit original du treizième siècle, in-4°, en parchemin, de 27 folios, provenant de la collection Joursanvault, lot 927.

Il a servi à recevoir des notes nécrologiques jusque vers l'année 1528 (v. fol. 9). Au folio 6, vers la fin du quatorzième siècle, on a écrit, sous la date du XIII kal. aprilis : « Obiit Johannes comes de Tancarvilla, qui temporibus suis fecit magnam elemosinam in honore B. Johannis Baptiste, patroni istius monasterii. » *Additional Mss.*, n° 11534.

III. COUTANCES.

Histoire ecclésiastique du diocèse de Coutances, contenant la vie des évêques de ce lieu et ce qui s'est passé de plus remarquable sous l'épiscopat de chacun (par Toustain de Billy).

Volume in-folio, en papier, de 313 feuillets, relié en veau rouge ; écrit par six ou sept mains différentes, entre lesquelles la copie du manuscrit original paraît avoir été partagée.

L'histoire commence avec le pontificat de S. Ereptiol et S. Exu-

pérat, au quatrième siècle, et s'arrête en 1708 à celui de Charles-François de Loménie de Brienne.

A la suite, on a relié une copie, en deux feuillets cotés 312 et 313, de la lettre par laquelle l'évêque Robert de Harcourt fonde, le 6 janvier 1303 (vieux style), dans son église cathédrale, les trois chapelles de Saint-Louis, de Saint-Gilles et des Docteurs. *Harley*, n° 4599.

IV. FÉCAMP (Abbaye de).

« Temporalia abbatiae de Fiscanno in diocesi Londinensi, anno 1291. » *Harley*, n° 60, art. 72.

V. LIRE (Abbaye de), en Normandie.

Conventio cum abbate de Linterna super decimis infra parochiam de Tudeham, anno 1291. *Arundel*, n° 19, fol. 33.

VI. NEUVILLE AU TEMPLE (Commanderie de) en Champagne.

« C'est le registre appelé Denisot, ouquel sont contenus et déclairez les droitz, seignories, cens, rentes, revenues, possessions et aultres héritaiges appartenans et appendans à la commanderie de Neufville au Temple..., assis... ou diocese de Chaulons, en Champaigne, comme ailleurs. »

In-4; papier, 144 feuillets. Copie faite, au quinzième siècle, sur l'original qui remontait à l'année 1231. *Additional Mss.*, n° 1730.

VII. NÎMES.

Obituarium monasterii Sancti Egidii, diocesis Nemausensis.

Provient de la bibliothèque des Frères Prêcheurs de Chabéry, et a été acheté à Payne et Foss, le 12 juin 1847.

Petit in-folio long, relié en velours bleu, écrit sur parchemin magnifique, 63 folios.

L'obituaire occupe les folios 1-21, r°. Il ne contient que des noms, dont les derniers écrits sont du quinzième siècle, mais qui, pour la plupart, remontent au douzième.

Aux folios 21 v°-61 v°, est copiée la règle de S. Benoît. En tête est une belle miniature, de grandeur moyenne et à fond d'or, qui représente saint Benoît remettant sa règle à saint Maur,

derrière lequel sont les deux moines envoyés avec lui en France. Saint Benoît est assis à gauche. Sa main droite, baissée, tient un rouleau; l'autre, dont les doigts sont fermés, sauf l'index, est élevée. La figure du saint est belle et vénérable. Il a les cheveux, ainsi que la barbe, blancs et écourtés, et porte la tonsure comme les trois autres personnages. Sa robe est couleur bleu foncé; celle de saint Maur est violette. Ses deux compagnons sont vêtus, l'un en rouge, l'autre en blanc. Ils sont debout, mais inclinent respectueusement la tête. Saint Maur est représenté dans la force de l'âge. La physionomie de ses deux compagnons est plus jeune.

A la fin de la règle, se trouve l'inscription suivante, en capitales majuscules, avec l'M oncial, lettres doublées et abréviations. La première ligne, dont les lettres sont une fois plus grandes que les autres, est en encre verte, ainsi que la troisième et la cinquième. La seconde et la quatrième ligne sont écrites en rouge.

Ad honorem Sancti Egidii,
 Petrus Guillelmus fecit hunc
 librum in tempore domni Petri
 abbatis, anno incarnati verbi MC
 XXVIII, regnante Lodoico rege.

Une note au crayon de sir Fred. Madden, placée sur la feuille de garde en parchemin, porte qu'un autre manuscrit de la même main existe dans le fonds des *Addition. Mss.*, n° 16918.

Au folio 62 v°, sont rapportées quatre concessions de messes et trentains, remontant au douzième siècle. Le soixante-troisième et dernier contient, au recto, une bulle du pape Lucius II, datée de Velletri, le jour des calendes de février, adressée à l'abbé Ermenganus, et maintenant, sans tenir compte de l'appel formé par ses moines, la discipline établie par ledit abbé. Sur le verso sont des actes, en partie effacés et illisibles, qui se rapportent à l'an 1276, et concernent les services religieux faits pour les bienfaiteurs du monastère. *Addit. Mss.*, n° 16979.

VII. PARIS.

1. Table ou ample notice des trois cartulaires de l'archevêché de Paris, des deux cartulaires de Saint-Magloire et du cartulaire

de Saint-Maur des Fossés, contenant un exact extrait de toutes les pièces qui y sont contenues. »

Manuscrit du dix-huitième siècle, in-fol., en papier de 230 folios, relié en veau avec armoiries, provenant de la collection Joursanvault, lot 1039.

Archevêché de Paris. Grand cartulaire, fol. 1-55; petit cartulaire, fol. 55 *bis* v^o-100; troisième cartulaire, fol. 101-122.

Abbaye de Saint-Magloire. Grand cartulaire, fol. 123-157; petit cartulaire, fol. 160-167.

Abbaye de Saint-Maur-des-Fossés. Cartulaire (écrit en 1284 par le prévôt Guillaume, d'après le commandement de l'abbé Pierre), fol. 168-229.

Au folio 230, on trouve un commencement de Table du cartulaire du prieuré de Saint-Éloi (de Paris) et la copie d'une charte du roi Louis VI (le Gros), de l'an 1114.

En ce qui concerne l'archevêché de Paris, ces Tables sont aujourd'hui insignifiantes, grâce à la publication de ces cartulaires par M. Guérard; mais elles pourraient être utilement consultées pour bien faire connaître ceux de Saint-Magloire et de Saint-Maur, dont elles donnent, indépendamment d'analyses détaillées, une table alphabétique des chartes. (*Addit. Mss.*, n^o 11535.)

2. Voici la traduction textuelle de l'article consacré à ce manuscrit dans le catalogue du *Musée britannique* :

« Chronique de l'abbaye de Saint-Martin des Champs, à Paris, en vers français, contenant des copies de trois chartes, octroyées par Henri I^{er} et Philippe I^{er} (rois) de France, (écrite) sur vélin au onzième siècle, accompagnée d'une copie moderne et d'une lettre de M. le comte de Bastard à M. Techener, ayant pour but de justifier le dommage causé au manuscrit. »

Cette lettre se rapporte à une polémique contre M. Champollion-Figeac, alors conservateur au département des manuscrits de la Bibliothèque royale. On ne peut attribuer qu'à une distraction le mot *français* (french verse), appliqué au texte de cette chronique, qui est écrite en latin.

C'est un in-4^o en parchemin, de 5 feuillets.

Au point de vue artistique, ce manuscrit est très-curieux. On y trouve des dessins au trait qui représentent des monuments, ainsi que des personnages, entre autres saint Martin, les rois

de France, Henri I^{er} et Philippe I^{er}, accompagnés d'un grand nombre de clercs et laïques.

Il y a une lacune entre le premier feuillet du manuscrit coté actuellement 4, et le deuxième.

Des trois chartes, insérées dans le texte de la chronique, l'une est du roi Henri, les deux autres de son fils Philippe.

Elles sont imprimées dans l'*Histoire de Saint-Martin des Champs*, par Marrier, et dans la *Gallia Christiana* (vol. VII, Instr.). Ce manuscrit a été vendu par Techener, le 16 novembre 1839. Il provient de la collection Joursanvault, lot 1035. *Addit. Mss.*, n° 11662.

IX. SAINT-BERTIN (Abbaye de), à Saint-Omer.

« De Societate inita cum ecclesia Cantuariensi. » *Arundel*, n° 68, f. 71.

X. TROYES.

1. Compte de l'Hôtel-Dieu de Saint-Nicolas de Troyes. *Add. Mss.* 14855.

2. *Necrologium ecclesiæ Trecensis.*

In folio, parchemin; quatorzième siècle, avec quelques additions; 58 folios; mais incomplet des sept derniers jours du mois de décembre. *Ibid.*, n° 15802.

3. Recueil de comptes de la cathédrale et de l'Hôtel-Dieu de Troyes.

Fol. 1-15. *Compotus cellarii ecclesiæ Trecensis pro uno anno a Nativitate S. Johannis, 1298-1299. Reliquiæ compotorum ab anno 1386 ad 1397.*

Fol. 16-28. *Compotus ejusdem, anno 1302-1303.*

Fol. 29-34. *Compotus Domus Dei S. Nicholai Trecensis pro uno anno a festo B. Gregorii, 1304-1305.*

Fol. 35-40. *Compotus ejusdem, 1305-1306.*

Fol. 41-45. *Compotus ejusdem, 1306-1307.*

Fol. 46-76. *Compotus cameræ Trecensis ecclesiæ a festo B. Petri et Pauli anni 1346, pro uno anno.*

Fol. 77-99. *Compte de recette et de dépense de l'évêché de Troyes pour un an, à partir de la Saint-Jean, 1365.*

Fol. 100-105. *Compte de la dépense pour les causes de l'é-*

glise de Troyes pour un an, à partir de la Saint-Pierre, 1394.

Fol. 106-159. Compte de recette et de dépense pour l'œuvre de l'église de Troyes, pour un an, à partir du dimanche après la Madeleine, 1401.

Fol. 163-183. Autre compte pour le même objet, à partir du même jour, 1409.

Fol. 184-215. Compte du cellier de l'église de Troyes pour un an, à partir de la Saint-Jean, 1415.

In-folio en parchemin, de 215 feuillets. *Ibid.*, n° 15803.

4. *Compotus censuum, laudum et ventarum ecclesiæ Trecensis pro uno anno a festo S. Remigii anni MCCXLII.* In-folio, parchemin, 94 feuillets. *Ibid.*, n° 15804.

5. *Recepta census Testardi de Maignillo, soluti Trecis, die festi S. Remigii.* In-fol. parchemin. 58 feuillets. *Ibid.*, n° 15805.

6. *Compte de la fabrique de l'église de Saint-Étienne de Troyes pour un an, à partir du 1^{er} juillet 1401.* Folios 1-42.

Compotus fabricæ ecclesiæ S. Stephani Trecensis, a prima die julii MCCCLXXI^o, pro uno anno. Fol. 43-66.

In-fol., parch., 66 feuillets. *Ibid.*, n° 15806.

7. *Compotus executionis (testamenti) bonæ memoriæ Adæ de Bruillicuria, quondam decani majoris ecclesiæ Trecensis, et Sanctorum Stephani et Urbani, ecclesiarum Trecensium, canonici.* In-fol., parch., 24 feuillets. *Ibid.*, n° 15807.

8. *Compte des biens de feu Jean Guérait, chanoine de Saint-Pierre et Saint-Étienne de Troyes, rendu audit chapitre par ses exécuteurs testamentaires, 1379.* In-fol., parch., 23 feuillets, *Ibid.*, n° 15808.

9. *Compte de la grand'chambre de l'église de Troyes, pour un an, à partir de la Saint-Pierre et Saint-Paul, 1401.* Grand in-fol., parch., 53 feuillets. *Ibid.*, n° 15809.

10. *Compte de cellier de l'église de Troyes, pour un an, à partir de la Saint-Jean, 1403.* In 4^o, parch., 33 feuillets, interfoliés de papier, par Monteil, avec mauvaise copie. *Ibid.*, n° 15810.

11. *Compte du cellier de l'église de Troyes, pour un an, à partir de la Saint-Jean, 1416.* In-4^o, parch., 82 folios. *Ibid.*, n° 15811.

12. *Testament d'Étienne de Givry, évêque de Troyes, 26 avril 1426, et compte relatif à son exécution, clos le 24 novembre 1429.* Grand in-fol., 34 feuillets. *Ibid.*, n° 15812.

TROISIÈME PARTIE.

I. ABBAYE DE FONTEVRAUD.

Conservé avant 1820 dans les archives de Maine-et-Loire, qui possèdent encore aujourd'hui les neufs premiers feuillets, la table alphabétique et la reliure (Voir *Archives d'Anjou*, vol. 1, pages 210 et suiv.), ce cartulaire fait maintenant partie de la bibliothèque de sir Thomas Phillipp's, baronnet, à Middle-Hill, Worcestershire, et il y est classé sous le n° 67. Il a été acheté vers 1822 au sieur Royer de Paris, avec le Livre Noir de Saint-Florent. Son véritable titre est : *Pancarta et Cartularium abbatissæ et ordinis Fontis Ebraudi*, ou *Grand Cartulaire*.

Aujourd'hui il est intitulé, au dos de la reliure : *Cartulaire original des anciennes fondations pieuses de Fontevraud* †, sur vélin, manuscrit du onzième siècle, unique.

C'est un grand in-folio, haut de 0^m,39, et large de 0,27. Le parchemin est beau et fort. Il y a 137 feuillets, cotés à la fin du dix-septième siècle, pages 257-530; et plus anciennement (en chiffres romains), folios 136 à 269. Le folio 163 est en blanc. Le manuscrit est composé de cahiers de 4 feuillets doubles, ou quaterniers. Les quatre premiers sont numérotés XVIII-XXI; les suivants, à partir du folio 174, I-XIII.

L'écriture remonte, pour la plupart des chartes, au milieu du douzième siècle. Les vingtième et vingt-unième quaterniers, fol. 157-161, sont du commencement du treizième, et de la même main que les neufs feuillets conservés à la préfecture. Les copies les plus récentes sont du quatorzième siècle : fol. 156 v° (charte de l'an 1150), 161 et 162. Le nombre des chartes est de 361, numérotées anciennement en marge, par le P. Lardier, 572 à 915, plus le titre en rubrique de la 362°. Les anciens numéros, auxquels se rapporte la table alphabétique, ont été grattés par le sieur Royer, ainsi que les chiffres des pages, sans doute pour faire croire que le cartulaire était complet ou à peu près. On n'y trouve pas une seule charte française. La plus ancienne est de 1105 environ, et la plus moderne de 1322.

Du temps du P. Lardier, et probablement jusqu'à la suppression de l'abbaye et au bouleversement de son magnifique char-

tier, ce cartulaire se composait encore de 265 feuillets, paginés 1-530. Aujourd'hui il ne se trouve plus que 137 feuillets ou 274 pages. Sir Th. Phillipp's possède donc seulement un peu plus de la seconde moitié de la regrettable Pancarte dont je n'ai pu découvrir que les dix-huit premières pages dans un des greniers de la préfecture. Quoi qu'il en soit, et malgré la faveur éclairée et hospitalière avec laquelle le noble baronnet de Middle-Hill a bien voulu accueillir ma demande d'en prendre copie, la perte de ce fragment du cartulaire de Fontevraud n'en est pas moins déplorable pour l'Anjou.

Celui qui a volé ce manuscrit a cherché et réussi à détourner l'attention de l'archiviste, M. Jubin-Dedouvres, par le même moyen dont il a usé pour le Livre Noir de Saint-Florent, près Saumur. La couverture, avec les quelques feuillets détériorés par l'humidité et ceux dont l'écriture paraissait trop récente, ont été laissés à la préfecture. Tout ce qui semblait avoir une valeur mercantile est passé dans les mains du sieur Royer. C'est lui qui a fait relier les 137 feuillets du cartulaire de Fontevraud, en leur donnant le titre reproduit ci-dessus.

L'état de ce manuscrit ne laisse rien à désirer. L'écriture est disposée en pleine page, dont chacune contient, suivant les cahiers ou quaterniers, 17, 19 et 22 ou 23 lignes. Pour le XXI^e, il y en a 33; pour le XX^e de 37 à 40. Elle est partout belle et régulière, quoique plus ou moins grosse. On croit reconnaître la même main pour les quaterniers II-VI; XVIII et XIX (folios 136-150 et 172-204). Les lettres y sont de petite dimension, avec des hastes très-hautes. Les majuscules se rapprochent du type carlovingien. Souvent elles ont été employées pour écrire en entier les noms vénérables de *Robertus* et *Petronilla*, celle-ci première abbesse, celui-là fondateur de Fontevraud. Pour les autres quaterniers et feuillets, j'ai cru reconnaître cinq ou six mains différentes. Dans les quaterniers I, IX-XIV, l'écriture est plus grosse, et présente des lettres à hastes ondulées, ornées de traits en spirale. Ces divers caractères, et l'emploi de l'écriture allongée pour un grand nombre de rubriques et de dates, seraient de nature à faire attribuer le cartulaire de Fontevraud au commencement du douzième siècle et même à la fin du onzième, si les chartes elles-mêmes n'en fixaient la date.

En général, les pièces ont des rubriques ou titres, sauf du folio 157 au 162^e. Un grand nombre de ces pièces sont accompagnées de

notes marginales, souvent importantes pour la topographie, et pour lesquelles chaque siècle a apporté sa coopération, depuis le treizième jusqu'au dix-septième. On reconnaît facilement dans quelques-unes la main du savant P. Lardier.

Sur les 361 pièces contenues dans ce cartulaire, 87 ont été copiées par M. André Salmon. Pour mon compte, j'en ai transcrit 226, et j'ai collationné le texte de 48 chartes trouvées, soit à Paris, soit à Angers.

L'orthographe du manuscrit a été scrupuleusement reproduite dans la copie faite sous mes yeux pour les Archives de Maine-et-Loire, sur du papier dont le format est le même que celui des feuillets en parchemin appartenant au cartulaire, et à laquelle j'ai fait ajuster l'ancienne couverture du manuscrit original.

II. ABBAYE DE FONTEVRAUD.

Prieuré de Westwode, diocèse de Worcester, en Angleterre.

Musée britannique, Mss. Fonds Cotton. Vespasien, E. IX.

Registrum cartarum monasterii de Westwode, in comitatu Wigornensi.

Petit in-quarto, nouvellement relié en cuir de Russie, avec armoiries, et écrit sur parchemin. — 8 feuillets composent le cartulaire, qui est placé en tête du volume. Leurs marges ont été restaurées avec soin. Les folios 1 recto et 8 verso sont restés en blanc. — L'écriture appartient au milieu du XIII^e siècle : après 1226 (voir la 49^e charte). — 67 chartes, en général très-courtes, dont les témoins ne sont pas nommés malgré la formule : *His testibus*. A la suite de plusieurs pièces on a écrit, aussi au XIII^e siècle : *hec carta est in cophino*. 44 de ces pièces ont été imprimées dans la nouvelle édition du *Monasticon Anglicanum*, vol. VI, page 1004.

Manuscrit bien conservé. Bonne écriture, un peu fine et serrée, disposée en pleine page, dont chacune compte 41 lignes. Il n'y a pas de rubriques, mais seulement des indications sommaires placées en tête ou en marge des chartes.

III. ABBAYE DE SAINT-FLORENT, PRÈS SAUMUR.

De même que le cartulaire de Fontevraud, le Livre Noir était conservé avant 1820 dans les archives de Maine-et-Loire; aujourd-

d'hui il fait aussi partie de la bibliothèque de sir Th. Phillipps, sous le n° 70.

Il est intitulé *Cartularium Sancti Florentii apud Salmurum* (anciennement *Codex vetustarum donationum, Niger nuncupatus*). Au folio 1 recto, on lit, en petites capitales à l'encre rouge : *In hoc corpore continentur antiquorum precepta regum Ludovici, Pipini, Karoli Calvi, de abbacia S. Florentii Glonnensis cœnobii seu de alio cœnobio quod constructum est in loco qui dicitur Salmurus, a Teutbaldo comite.*

C'est un in-folio ayant en hauteur 0^m 31, et en largeur 0^m 233. L'écriture est disposée sur deux colonnes dont chacune a 31 lignes.

Il se compose de 141 feuillets en parchemin beau et fort. Les deux derniers sont mutilés. Il manque au 140^e 5 ou 6 lignes dans l'angle inférieur, et au 141^e la 2^e colonne du recto, ce qui rend incomplète la dernière pièce du cartulaire; heureusement on en trouve le texte en entier dans le Livre d'Argent (fol. 53) et dans le Livre Rouge (fol. 24) (charte de Henri II, roi d'Angleterre et comte d'Anjou). Antérieurement au foliotage, qui remonte au XV^e siècle, il existait entre le 8^e et le 9^e feuillet une lacune qu'on peut remplir à l'aide du rôle de Touraine¹ (charte 9).

La plus grande partie des chartes a été copiée vers le milieu du XI^e siècle, 1040-1060. Postérieurement et à différentes époques, diverses mains y ont transcrit, sur les feuillets laissés en blanc par l'écrivain primitif, les actes d'une date plus récente. Les plus modernes se trouvent aux folios 34 recto et verso, 140 verso et 141 recto.

Elles sont au nombre de 290, du 30 juin 824 à 1160 environ.

Ce cartulaire était jadis relié en bois couvert de cuir noir, ce qui l'a fait nommer le *Livre noir* (*Codex niger*,) pour le distinguer des autres cartulaires de la même abbaye : *Livre blanc*, *Livre d'argent*, *Livre rouge*. Afin de dissimuler sa sortie des archives de Maine-et-Loire, l'individu qui l'a volé y a laissé la reliure, après en avoir enlevé le corps du manuscrit. Sir Thomas Phillipps, le considérant avec raison comme l'un de ses plus précieux volumes et de ceux qui ont fait naître chez lui la passion des manuscrits, à laquelle il a consacré tant de soins,

1. Tous ces manuscrits existent dans les archives du département de Maine-et-Loire. V. *Archives d'Anjou*, vol. I et *Catalogue des cartulaires des Archives départementales*.

de temps et d'argent, lui a donné une reliure magnifique, en maroquin rouge doré et gaufré, garnie à l'intérieur de tabis.

L'écriture est partout très-belle, sauf aux deux derniers feuillets, où elle est courue et peu soignée, circonstance qu'aggravent encore l'usure, les taches et la mutilation du parchemin.

Les chartes sont en général précédées d'une analyse ou d'un titre en rubrique. Les initiales de chaque pièce sont aussi généralement en rouge et d'assez forte dimension. Celle de la première charte est surtout belle et soignée.

Les copistes ont reproduit, en fac-simile, les chrismes, monogrammes et croix; même les notes tironiennes des actes originaux qu'ils avaient sous les yeux. Dans la partie ancienne du manuscrit, les souscriptions sont en lettres plus fines. A partir du folio 8, il y a aussi en rubrique des titres courants, qui désignent l'auteur de la charte, le pays ou la localité auxquels elle se rapporte; quelquefois en encre noire, soulignés ou non en rouge. Après le folio 67, ils deviennent plus rares, surtout en rubrique. On voit au bas du verso des folios 67, 75, 83, 91, 99, 102 et 110, le numérotage par quaterniers, depuis X jusqu'à XVI. Il n'y a pas de réclame au verso des feuillets.

Des notes écrites en marge des chartes, soit par dom Huynes, soit par d'autres religieux de Saint-Florent, et même par M. Guémas, l'un de mes prédécesseurs aux archives de Maine-et-Loire, ont été assez grossièrement effacées.

Ce manuscrit offre, dans sa partie la plus ancienne, un spécimen bien curieux de l'art musical au moyen âge. Les *Versiculi de eversione monasterii S. Florentii*, copiés aux folios 6, 7 et 8, ont leurs premiers couplets notés, et sans aucun doute la musique est contemporaine des paroles, qui remontent au milieu du IX^e siècle. Dom Pitra, bénédictin de Solesmes, et avant lui mon ami et confrère M. André Salmon, de Tours, ont calqué les strophes notées. Quelques extraits du texte ont été publiés, d'après la copie de dom Huynes. (*Hist. Mss. de Saint-Florent*, fol. 31, aux arch. de Maine-et-Loire.) La collation sur le Livre Noir m'a permis de compléter et de corriger ce texte.

La copie des chartes du Livre Noir n'a pas été faite par moi seul. Au mois d'août 1849, M. André Salmon, pendant un premier séjour à Middle-Hill, avait transcrit les pièces qui lui avaient paru se rapporter à l'histoire des serfs et à celle de la Touraine, en tout 62 chartes. Vers le même temps, dom Pitra,

enthousiasmé par l'aspect et l'importance d'un document sur lequel j'avais le premier attiré l'attention (*Archives d'Anjou*, vol. 1, pages 227 et suivantes), et encouragé par sir Th. Phillipp's, forma le projet de le publier dans son *Spicilegium Solismense*. Mais, prenant pour bons tous les textes, manuscrits ou imprimés, des pièces que j'avais retrouvées, il ne s'occupa que de celles dont je n'avais fait aucune mention, en cherchant à reconstituer le Livre Noir; encore en laissa-t-il échapper quelques-unes. Ayant appris par les journaux ses projets à l'égard du *Codex Niger*, je me rendis à Solesmes, emportant toutes les copies de chartes faites d'après les textes trouvés à la préfecture et dans la collection de dom Housseau (à la Bibliothèque impériale), ainsi que celles dans lesquelles j'avais complètement reproduit le travail de M. Salmon. En entrant dans l'abbaye, je pensais qu'il me resterait fort peu de chose à faire sur le manuscrit dont la communication m'avait été offerte par sir Th. Phillipp's, à la demande de M. Salmon. Bientôt, en conférant mes textes avec ceux de dom Pitra, je pus reconnaître, et lui faire reconnaître aussi, qu'il s'était un peu avancé en annonçant une publication pour laquelle il lui manquait de nombreux éléments. Nous examinâmes ensemble, et je relevai toutes les pièces qu'il avait copiées in extenso, ainsi que M. Salmon; et je me décidai à limiter mon travail sur le cartulaire à la collation des textes que j'avais découverts, ainsi qu'à la copie de ceux qui nous manquaient même après ce rapprochement. Les chartes imprimées par D. D. Martène, Lobineau et autres, devaient être comprises dans cette transcription. Ce parti avait pour résultat de mettre en évidence la coopération très-importante de mes devanciers à Middle-Hill, de me dispenser d'emporter un surcroît de papiers, dont ma malle était déjà assez remplie, et enfin de me permettre de consacrer au cartulaire de Fontevraud le temps que j'aurais dépensé sur le Livre Noir. Les choses se passèrent comme nous en étions convenus dom Pitra et moi, et avec tous les avantages que je m'en étais promis. Toutefois, en copiant, au mois de novembre 1850, les chartes transcrites par l'infatigable et savant bénédictin, je constatai qu'il s'était trompé en me disant qu'il avait dans son entier la charte 168^e (folio 82), dont il n'a guère pris qu'un extrait. Comme il faut tout dire aussi, j'éprouvai un vif regret que dans ses copies il ne se fût pas toujours astreint à suivre, comme M. Salmon et moi l'avons fait, l'orthographe

originale. Au fond, ces déféctuosités sont fort minimes et par trop scrupuleuses : j'ai dû les signaler, quelle que fût leur portée.

Nous sommes en désaccord, dom Pitra et moi, sur le nombre des chartes du Livre Noir. Il en compte 300, et moi seulement 290, parce que j'ai mis sous un seul N° de petites notices placées sous une rubrique commune : par exemple mon N° 90, que dom Pitra divise en 9 articles. Après un examen approfondi, j'ai cru devoir persister dans mon système, d'autant plus que dom Pitra l'a suivi lui-même pour les pièces que j'ai cotées 138, 159 et autres.

En résumé, voici la part de chacun dans la copie des 290 pièces du Livre Noir qui est déposée aux archives de Maine-et-Loire, et reliée dans l'ancienne couverture du manuscrit original :

M. Salmon, 62 pièces;

Dom Pitra, 78 id.;

M. Marchegay 34 copies et 52 collations faites sur le cartulaire.

64 autres pièces, transcrites antérieurement d'après les originaux conservés à la préfecture, n'ont donné lieu qu'à un rapprochement, pour constater leur identité.

IV. ABBAYE DE SAINT-FLORENT PRÈS SAUMUR.

Prieuré de Saint-Pierre de Sele, diocèse de Chichester, Angleterre (Sussex).

Archives du collège de la Madeleine, à Oxford, auquel ce prieuré fut donné vers la fin du quinzième siècle.

Pas de titre. Turner et Dugdale le nomment *Registrum prioratus S. Petri de Sela*.

Copie des chartes du prieuré, au milieu desquelles sont intercalés divers articles de remembrances et recettes, après les folios 17, 20, 21, 57, 59, 60, sur des feuillets non compris dans le foliotage du cartulaire, fait au quatorzième siècle.

In-quarto en parchemin.

60 folios pour le cartulaire, 4 pour l'index des chartes, placé en tête, 7 pour les remembrances et recettes; en tout, 71.

Le cartulaire a été écrit du commencement du treizième siècle au milieu du quatorzième; l'index et les remembrances, de la fin du treizième à celle du quatorzième siècle.

Il y a de 150 à 155 chartes de la fin du onzième siècle au com-

mencement du quatorzième (1307). Beaucoup de pièces non datées paraissent appartenir au commencement du treizième siècle.

Ce manuscrit, de l'aspect le plus vénérable, possède encore sa reliure primitive, composée de planchettes de chêne recouvertes en peau de daim jadis verte. Les fermoirs n'existent plus. La conservation est bonne, sauf pour le folio 59, qui est très-déchiré. L'écriture, disposée en pleine page, est fine, mais belle et nette. Le nombre des lignes est d'environ 34 à la page, et plusieurs de ces dernières sont restées en blanc. Des analyses sont placées en tête ou en côté des chartes ; quelques-unes en rubrique.

Les difficultés étaient très-grandes pour obtenir, pendant les vacances, l'entrée du chartrier. Il fallait d'abord l'autorisation du proviseur, et elle fut accordée avec la plus grande bienveillance, grâce à la recommandation de MM. Coxe, de la Bodléienne, et Pollen, de Merton-College, auprès du Rev. Th.-Fréd. Smith, du collège de la Madeleine.

L'autorisation obtenue, on ne pouvait en user, d'après les règlements, qu'avec l'assistance de trois professeurs de la maison. Cette condition présentait de grandes difficultés.

Après avoir fait leurs classes avec l'assiduité la plus rigoureuse, les professeurs anglais profitent aussi très-consciencieusement des vacances pour chercher le repos au milieu des lacs d'Écosse, ou de nouveaux sujets d'étude sur le continent. J'en ai eu la preuve au collège d'Eton, près Windsor, où je comptais examiner les chartes des prieurés de Monmouth et de Sporle, qui dépendaient aussi de Saint-Florent, et où, malgré les lettres d'introduction de l'excellent M. Pollen, je n'ai pu voir que les cloîtres et les préaux et l'église, n'ayant rencontré pour tout personnel que le portier et le sacristain.

Enfin au bout d'une heure, et après avoir été frapper à la porte d'une douzaine de ses collègues, M. Smith parvient à s'en adjoindre deux. A l'aspect des trois professeurs en robe, le concierge se met aussitôt en marche, armé d'un trousseau de clefs. Quatre ou cinq massives portes s'ouvrent successivement dans un véritable dédale d'escaliers, et nous pénétrons dans le trésor des chartes, placé au sommet d'une des tours qui forment l'entrée du collège de la Madeleine.

D'abord, je n'osai pas moi-même chercher le manuscrit, objet de mes désirs. Je me tenais à l'écart, parcourant des yeux le vénérable réduit dont l'aspect général et les moindres détails me

reportaient , presque involontairement , aux siècles de Henri VI , des cardinaux Wolsey et Pole , et de William de Waynflete , fondateurs ou bienfaiteurs de ce magnifique établissement . Cependant , après vingt ou vingt-cinq minutes de recherches , MM. les professeurs n'ayant pu trouver le cartulaire de Sele , quoiqu'ils eussent ouvert toutes les portes des armoires , fait glisser le couvercle de maintes cassettes et chargé leurs robes noires de cette vieille et bonne poussière qui a sauvé tant de précieux parchemins , ils me proposèrent de chercher moi-même , et je me mis de suite à l'œuvre . J'étais sûr que le manuscrit existait , parce que , sans parler de ce qu'en dit le *Monasticon Anglicanum* , sir Thomas Phillipp's l'avait vu peu d'années auparavant , et il m'avait montré le passage qu'il lui a consacré dans son précieux Catalogue des Cartulaires anglais . Grâce à la ressemblance que présentent , pour un œil un peu exercé , les manuscrits qui ont un même objet ; grâce surtout au bonheur qui accompagne presque toujours les fureteurs , je ne tardai pas à mettre la main sur l'antique registre , et je pus en outre constater que le *chartrier de la Madelaine* possède une pleine boîte de magnifiques chartes originales , dont la plupart , à partir du douzième siècle , ont encore leurs sceaux dans un état parfait de conservation .

Pour me permettre de consulter plus facilement le cartulaire de Sele , MM. les professeurs , d'après l'avis de M. Smith , décidèrent qu'il serait emporté chez ce dernier ; et ainsi fut fait , après mention du déplacement sur le livre d'ordre du chartrier , que chacun d'eux signa . M. Smith me ramène aussitôt dans son appartement ; il m'y installe de la manière la plus confortable et la plus gracieuse , me recommandant de travailler à mon gré , de ne pas me presser , et m'assurant que je ne le dérangerai en aucune façon . J'usai avec une grande reconnaissance d'une latitude donnée avec une obligeance si cordiale . Toutefois je ne voulais pas prolonger outre mesure l'esclavage dans lequel ma curiosité , en fait de cartulaires , avait tenu l'honorable professeur pendant près de quatre heures .

M. Pollen , qui pendant mes recherches et mon travail avait fait visiter les divers établissements d'Oxford à mon ami et compagnon de voyage André Salmon , étant venu me rejoindre ; je profitai de l'occasion pour terminer la séance , non sans avoir exprimé à M. Smith une reconnaissance profonde , qui bravera la distance et le temps .

Sans parler des détails consignés dans cette notice, j'avais pu copier deux chartes importantes, en conférer plusieurs autres avec les textes conservés dans les archives de Maine-et-Loire, et enfin prendre diverses notes.

Aux folios 6 verso et 7 recto, se trouve la charte, copiée par moi, dans laquelle Raoul, deuxième du nom, évêque de Winchester, confirme à l'église de Sele, en mars 1235, tous les domaines, revenus et droits, énumérés par lui, qu'elle possède dans son diocèse. Les détails qu'elle contient me l'ont fait préférer à celle qui suit : Confirmation générale donnée par Thibaud, archevêque de Cantorbéry et primate d'Angleterre, en l'année 1151.

Parmi les personnages qui ont fait de nombreuses donations au prieuré de Sele, j'ai surtout trouvé des chartes du prieur Gautier, *Walterius*, de Coleville, qui vivait au milieu du treizième siècle. Aussi Roger abbé et le couvent de Saumur firent-ils un acte de justice, lorsque, dans leur chapitre général tenu au mois de mai 1269, ils accordèrent la confirmation d'un service anniversaire pour le salut de l'âme du généreux prieur. Leur charte est copiée dans le cartulaire de Sele, au fol. 45 verso. Elle est suivie d'un autre acte de même date, par lequel lesdits abbé et couvent confirment aussi une messe en l'honneur de Notre-Dame, fondée dans le prieuré.

Au folio 57 du cartulaire est copiée la charte par laquelle Henri II, roi d'Angleterre, duc de Normandie et d'Aquitaine et comte d'Anjou, confirme à l'abbaye de Saint-Florent de Saumur non-seulement l'église de Sele et ses dépendances, telles qu'elles leur ont été données par Guillaume de Briouse et par son fils Philippe, mais encore celle de Saint-Gervais et Saint-Protais de Briouse en Normandie (diocèse de Séez), patrie des fondateurs et chef-lieu de la paroisse qu'ils occupaient lorsque le succès des armes de Guillaume le Conquérant leur valut dans l'île conquise, comme aux autres compagnons du vainqueur d'Hastings, tant de vastes et riches domaines pour le service religieux desquels chacun d'eux appela et établit en Angleterre les moines des abbayes de France, dont ils avaient le plus cultivé l'amitié et admiré la dévotion.

Avant de partir pour la mission que M. le ministre de l'instruction publique a bien voulu me confier, j'avais fait, à Angers, un travail complet sur les chartes de nos abbayes angevines re-

latives à leurs possessions en Angleterre. Le regret de ne pouvoir copier ou analyser tous les documents contenus dans le cartulaire de Sele a été un peu diminué lorsque j'ai eu constaté l'existence, dans les archives de Maine-et-Loire, de divers actes importants qui n'ont pas été transcrits dans le registre de ce prieuré.

En voici l'indication : 1° Bulle du pape Innocent (treizième siècle), contenue dans un *vidimus original* de l'official de Cantorbéry, 20 janvier 1291, vieux style.

2° Charte de Philippe de Briouse : *Livre Blanc de Saint-Florent*, fol. 116 verso.

3° Transaction avec l'abbé de Fécamp pour les églises de Brembra, Staninges et Belingetone, *Orig.*

4° Charte de Jean abbé et du couvent de Saint-Florent, contenant annulation des ventes faites par les prédécesseurs du prieur Robert, 3 mai 1315. *Orig. scellé.*

5° Lettre missive de l'abbé Louis du Bellay à Richard Audouin, prieur de Sele, contre l'établissement d'un collège de grammairiens au lieu et place du prieuré, 3 août 1488. *Histoire Mste de Saint-Florent*, par D. Huynes, fol. 103. Lorsque cette lettre parvint à son adresse, il était trop tard pour protester contre un fait accompli et sanctionné par le roi Henri VI : la Madelaine existait déjà, et la révolution religieuse opérée par Henri VIII ne devait rien changer à sa destination. Puisse-t-elle exister longtemps encore; tel est le vœu qu'on ne peut manquer de former après avoir visité ce magnifique collège.

V. ABBAYE DE SAINT-NICOLAS D'ANGERS.

Prieuré de Saint-Nicolas de Spalding, diocèse de Lincoln, en Angleterre.

Musée britannique, Mss. Fonds Harley, n° 742.

Registrum prioratûs de Spalding; partes IV et V.

Petit in-folio en parchemin de 352 feuillets : IV^e partie 1-319; V^e 320-352. Dans le foliotage moderne, on a compris plusieurs originaux intercalés. L'écriture appartient à la fin du quatorzième siècle pour le cartulaire, et au commencement du quinzième pour les additions.

La cinquième partie contient 90 chartes.

La quatrième en renferme un si grand nombre, qu'il ne m'a pas été possible de les compter. Il doit y en avoir de 1100 à 1200, ce qui forme un total d'environ 1,250 pièces, de l'année 1140 environ, au commencement du quinzième siècle.

Magnifique manuscrit. Bonne écriture, en pleine page, dont chacune a de 36 à 38 lignes. En tête de la quatrième partie se trouve une table analytique des diverses divisions suivant lesquelles les chartes ont été groupées. Une analyse en rubrique précède chaque pièce, du moins pour le cartulaire proprement dit.

La plus ancienne paraît être une charte du roi Henri 1^{er}, ainsi datée : *Teste Nigello de Albinaco, apud Wodestok*, et concernant les marais de Spalding. Il n'y est pas question de l'abbé ni des moines de Saint-Nicolas d'Angers. On la trouve au folio VIII de la quatrième partie. J'ai copié au même feuillet une charte de son petit-fils Richard Cœur de lion, contenant restitution à l'abbé de Saint-Nicolas d'Angers et au prieur de Spalding de la terre dudit Spalding, telle qu'elle leur avait été donnée par son aïeul susdit. La charte originale, datée du 15 novembre 1^{re} année de son règne, fut confirmée et innovée le 24 janvier, 10^e année de son règne, et reçut le nouveau sceau du monarque, adopté pour remplacer celui qu'il avait perdu pendant sa captivité en Allemagne. La plupart des titres se rapportent au quatorzième siècle, et on y remarque notamment de nombreuses lettres des rois d'Angleterre, entre autres des Édouard. On voit aussi une certaine quantité de pièces du treizième siècle, datées en général de l'année du roi et de celle du prieur. Il y est rarement parlé de l'abbé de Saint-Nicolas, qui intervient cependant, en la 10^{me} année du roi (Édouard) dans le partage des marais de Spalding en deux sections : Kestevene pour le prieuré ; Hoiland pour les usagers. (Voir fol. 10, recto.)

Le prieuré de Spalding était très-riche et important. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir, dans le *Monasticon Anglicanum* (nouvelle édition, tome 3, page 211), les documents historiques et domaniaux qui sont parvenus jusqu'à nous.

J'ai vu, dans le manuscrit de Harley sous le n° 743, qui suit immédiatement celui du cartulaire décrit plus haut, un terrier contenant lui-même plusieurs chartes ; mais le temps m'a manqué pour rechercher les trois autres registres ou cartulaires qui ont appartenu à Maurice Johnson, et surtout le précieux et vo-

lumineux cartulaire conservé au *Collège de Caius*, à Cambridge, avec une chronique dans le manuscrit de laquelle sont aussi copiées des chartes de diverses époques. Ces deux derniers documents ne peuvent manquer d'offrir des particularités relatives à l'histoire d'Anjou, et, en se présentant au collège de Caius avant les vacances, on aurait toutes facilités pour les compiler. A Cambridge on n'est pas moins bienveillant qu'à Oxford pour les paléographes français.

Le *Monasticon Anglicanum* renvoie aussi au volume XXV des manuscrits de Dodesworth, à la bibliothèque Bodléienne, à Oxford. Je n'y ai trouvé, page 12, qu'une charte du roi Jean sans Terre, imprimée dans les *Rotuli chartarum*, recueil dans lequel on trouve aussi un autre acte du même prince concernant le prieuré de Spalding. (Voir pages 47 et 55.)

On trouve, en outre, de nombreuses copies au *Musée Britannique*, Mss. de Cole, vol. 43, pages 91-457, et vol. 44, pages 214, 215, 316, 347, 357, etc.

VI. ABBAYE DE SAINT-SERGE D'ANGERS.

Musée britannique, Mss. Fonds Cole, volume XLVIII, pages 36-45.

Prieuré de Saint-André de Swavesey, diocèse d'Ely, en Angleterre.

Copie de chartes dont les originaux sont conservés au palais épiscopal d'Ely. *Arch. of the see of Ely*.

Manuscrit en papier, contenant 25 pièces, du milieu du douzième siècle à l'année 1395; plus un catalogue des prieurs, à la même époque.

La vingt-deuxième charte est une Notice curieuse sur l'occupation du prieuré par le roi Jean sans Terre avec ses équipages et ses troupes, énumérés tout au long, ainsi que les objets qu'ils ont enlevés et consommés chez les moines.

VII. ABBAYE DE LA TRINITÉ DE VENDÔME.

Bibliothèque de sir Thomas Phillipp's, n° 2,970, acquis vers 1825, de Royer, libraire à Paris, pour la somme de 2,500 fr.

Cartulaire de l'abbaye de la Sainte-Trinité de Vendôme.

In-4° ; haut de 0^m,28 ; large de 0,23.

Il a 40 folios en parchemin.

Il a été écrit dans la seconde moitié du onzième siècle, vers 1070, avec quelques pièces ajoutées postérieurement, jusqu'au commencement du douzième siècle.

Le nombre des chartes est de 111, dont 109 entières et 2 incomplètes.

La plus ancienne, émanée de Bouchard, comte de Vendôme, et antérieure à la fondation de ce monastère par Geoffroi Martel I^{er}, comte d'Anjou, est de la fin du dixième siècle ; la plus moderne est de l'an 1101.

Ce débris de l'ancien cartulaire est dans un très-bon état de conservation.

Sauf pour les huit premiers feuillets, qui contiennent de 40 à 42 lignes et sont de diverses mains, l'écriture est disposée sur deux colonnes, dont chacune a 31 lignes.

A partir du folio 9, les titres des chartes sont en rubrique, avec des lettres onciales.

Un index des chartes, avec titre et incipit, qui occupe les folios 1 à 4, ainsi qu'une colonne du folio 6, prouve que ce manuscrit contenait environ 570 pièces, dont il ne reste pas même un cinquième aujourd'hui.

Il résulte, en outre, des renseignements fournis par la collection de dom Housseau, que ce cartulaire contenait au moins 274 folios : il n'en reste plus aujourd'hui que 40.

Le folio 9 actuel correspond à l'ancien fol. XXI, et ainsi de suite, sans lacune, jusqu'au folio 40, jadis LII.

Les huit premiers feuillets ont été cotés anciennement A. B. C. D., et I, II, III, IIII ; mais ils formaient une pagination à part et n'étaient pas compris dans les vingt feuillets qui précédaient le folio coté actuellement 9 ; car ces chartes ne sont pas indiquées dans l'Index susdésigné.

Après avoir collationné sur le manuscrit original une quarantaine de chartes copiées par lui et par moi d'après les textes contenus dans quelques-unes des collections de la Bibliothèque impériale, notamment celle de D. Housseau, M. André Salmon a transcrit tout le reste du cartulaire de Vendôme ; et, comme ce document est de la plus grande importance pour l'histoire d'Anjou, il m'a permis d'en faire une copie pour les archives du département de Maine-et-Loire.

P. MARCHEGAY.

CHARTRE FRANÇAISE

DE 1230,

CONSERVÉE AUX ARCHIVES MUNICIPALES DE TROYES.

La pièce que nous donnons ici a déjà été publiée. On la trouve dans les *Archives historiques de l'Aube* de M. Vallet de Viriville¹. Mais la leçon qu'a reproduite M. Vallet de Viriville est celle d'un cartulaire écrit en 1377. A l'époque où notre confrère imprima son livre, l'original était égaré. Depuis, un classement opéré dans les archives municipales de Troyes a fait retrouver cet original. C'est une feuille de parchemin, haute de 60 cent., large de 46, dont le sceau manque², mais dont l'écriture suffit pour démontrer clairement l'authenticité. Nous reproduisons cet original. Il doit une réelle valeur à ses formes orthographiques, qui diffèrent beaucoup de celles qu'on trouve dans le texte publié par M. Vallet de Viriville. Voici quelques-unes des transformations que le texte de 1230 a subies dans la transcription reproduite par notre confrère.

<i>ax</i> est devenu	<i>aux</i>	<i>jostise</i> est devenu	<i>justice</i>
<i>çax</i>	<i>ciaux</i>	<i>leu</i>	<i>lieu</i>
<i>ces</i>	<i>ceulx</i>	<i>majeur</i>	<i>maeur</i>
<i>chauz</i>	<i>cheuz</i>	<i>molins</i>	<i>moulins</i>
<i>fame</i>	<i>femme</i>	<i>toz</i>	<i>touz</i>
<i>forz</i>	<i>fours</i>	<i>voil</i>	<i>veul</i>
<i>home</i>	<i>homme</i>		

Bien plus, le mot *geis* (*gens*), art. 7, a été remplacé par un équivalent, par le mot *vassal*.

Nous ne voulons pas prolonger indéfiniment cette énumération. On peut comparer les deux textes. Pour faciliter cette comparaison, nous

1. P. 370-374.

2. A défaut du sceau primitif, celui de Thibaud IV, comte de Champagne, premier type, on y a fort maladroitement attaché un autre sceau postérieur de plusieurs années, un sceau du même Thibaud, au type dont ce prince fit usage après son avènement au trône de Navarre, en 1234.

avons reproduit le numérotage par articles établi par notre confrère. En faisant la collation de ces deux leçons, que sépare un espace de 150 ans, on pourra se rendre compte des modifications qu'avait subies dans cet intervalle la langue écrite et parlée à Troyes. On comprendra aussi combien il faut se défier, philologiquement parlant, des transcriptions contenues dans les cartulaires.

Ce qui ajoute du prix à la pièce que nous publions, c'est qu'elle est, à notre connaissance du moins, la charte française la plus ancienne qui existe dans les dépôts d'archives de la capitale de la Champagne. Camuzat¹ a bien publié une lettre patente en français de 1213, par laquelle la comtesse de Champagne, Blanche de Navarre, régleme l'administration de l'Hôtel-Dieu le Comte de Troyes. Mais c'est en vain que nous l'avons cherchée dans les archives de cet établissement. Elle n'est même pas indiquée dans l'inventaire, qui a été rédigé à la fin du siècle où Camuzat écrivait. Nous croyons donc que l'original n'existe plus. D'ailleurs, si cet original était en français, évidemment Camuzat en a fort mal reproduit les formes orthographiques. Dans l'état où cette pièce nous a été conservée par lui, sa valeur philologique est presque nulle, et elle doit céder le pas à la charte postérieure en date que nous donnons ici.

Reste à résumer en quelques mots les principales dispositions de notre document. Il a pour objet l'érection de la ville de Troyes en commune.

Treize bourgeois, choisis chaque année par le comte (art. 8), administreront cette commune (art. 9) et rendront la justice à ses membres (art. 9). Ces treize bourgeois éliront parmi eux un chef qui recevra le titre de maire (art. 8), et les douze autres prendront le nom de jurés (art. 7 et 10)². Le maire et les jurés qui succéderont à un maire et à d'autres jurés formeront avec eux une même personne morale, et devront prendre fait et cause pour leurs prédécesseurs poursuivis en justice, menacés d'un duel ou excommuniés pour avoir soutenu les intérêts de la ville (art. 21). Le maire et les jurés lèveront pour le comte une redevance fixe appelée jurée³, que le comte substitue à la

1. *Promptuarium antiquitatum sacrarum Tricassinæ diocesis*. Troyes, in-12, 1610, fol. 401-402.

2. Le nom de jurés vient, comme on sait, du serment que ces officiers prêtaient avec le maire, à leur entrée en fonctions. (Art. 9.)

3. La jurée tire son nom du serment par lequel le contribuable attestait la vérité de la déclaration par lui faite pour servir de base à l'assiette de cette imposition. (Art. 10 et 11.)

taille arbitraire à laquelle ses hommes de Troyes étaient sujets (art. 10). Cette redevance consistera : 1° en un impôt immobilier, qui sera de deux deniers pour livre du capital (art. 2), c'est-à-dire égalera le 120^e du capital¹ (art. 2); 2° en un impôt mobilier frappant sur tous les meubles, déduction faite des meubles meublants, des vêtements et des armes à l'usage des contribuables, et cet impôt sera de 6 deniers pour livre (art. 1), c'est-à-dire du quarantième du capital². L'évaluation du capital se fera par chaque contribuable, qui prêtera serment que son estimation est exacte. Si cependant cette évaluation est évidemment trop faible, le maire et les jurés pourront n'en pas tenir compte (art. 11). Dans tous les cas, aucun bourgeois ne pourra être contraint de payer plus de 20 livres, ou en valeur moderne, 2,000 francs³, ce qui, d'après le système général d'évaluation établi plus haut, correspondrait à 800 livres (80,000 fr.) de capital mobilier, et 2,400 livres (240,000 fr.) de capital immobilier (art. 5). Les bourgeois de Troyes moudront leur blé aux moulins du comte et feront cuire leur pain à ses fours, à moins que le maire et les jurés ne considèrent comme insuffisant le nombre de ces fours et de ces moulins (art. 20). Ils iront en personne à l'ost et à la chevauchée du comte jusqu'à l'âge de soixante ans, auquel cependant ils devront fournir un homme, s'ils le peuvent (art. 14). Avant l'âge de soixante ans, le privilège de se faire remplacer n'appartiendra qu'aux marchands et aux changeurs sommés de partir pendant une foire (art. 15). Tout bourgeois qui possède 20 livres vaillant (2,000 fr.) aura chez lui une arbalette et 50 traits (art. 19). Si le comte a besoin des chevaux et des charrettes des habitants de Troyes, il s'adressera au maire qui les lui enverra. Mais le propriétaire recevra un prix de location, et même, en cas d'accident, une indemnité supplémentaire (art. 18).

La commune de Troyes aura droit de basse justice personnelle et

1. Si l'on admet qu'au moyen âge le revenu immobilier fût le dix-neuvième du capital, on trouvera que cet impôt était au revenu comme 1 est à $\frac{120}{19} = 6,32$. Voir *Cartul. de N. D. de Paris*, préface, p. CCXXXIV.

2. Dans le cas où la fortune mobilière n'aurait pas rapporté plus que la fortune immobilière, cet impôt aurait été au revenu comme 1 est à $\frac{40}{91}$, il en aurait enlevé presque la moitié. Mais les capitaux engagés dans le commerce, qui étaient à peu près seul frappés par ces impôts, devaient donner un revenu bien supérieur à celui des fonds de terre.

3. Dans son *Histoire de Provins*, t. I, p. 443, notre confrère M. Bourquelot a prouvé que la valeur de la livre de Provins était égale à celle de la livre tournois. Quant à l'estimation de la livre tournois et à l'appréciation du pouvoir de l'argent, nous suivons ici les calculs de M. Guérard, *Cart. de Saint-Père de Chartres*, prolegom., § 188.

réelle (art. 5). Cependant tout vassal du comte étranger à la commune, toute église placée sous sa garde sera maîtresse d'actionner les bourgeois devant la cour du comte, et cette cour prononcera la condamnation, s'il y a lieu, sauf au maire et aux jurés de fixer le montant de l'amende (art. 7). Le comte se réserve aussi la haute justice : meurtre, rapt, larcin, duel, fausse mesure (art. 6). Les amendes prononcées par les jurés entreront dans la caisse communale (art. 6). Toutefois, lorsque le condamné sera un étranger, les bourgeois de Troyes ne pourront toucher plus de 20 livres; l'excédant appartiendra au comte (art. 6). Le comte profitera aussi de l'amende prononcée contre un bourgeois, sur la demande d'un vassal du comte (art. 7). Mais, si la justice du comte condamne quelqu'un de Troyes pour fausse mesure, les bourgeois de Troyes auront le tiers de l'amende, 20 sous sur 60 sous. En dédommagement du préjudice causé au comte par l'abandon de ces produits de la justice de Troyes, les bourgeois lui payeront une rente annuelle de 300 livres de Provins (30,000 fr.) (art. 5) ¹.

Ces privilèges de commune ne s'étendent pas aux hommes des vassaux du comte et à ceux des églises placées sous sa garde (art. 3 et 4). Ils s'appliquent seulement aux hommes du comte habitant Troyes à l'époque de la concession, et aux étrangers qui, n'étant serfs ni du comte, ni de ses vassaux, ni de ses églises, viendront s'établir à Troyes postérieurement (art. 1^{er}). Aussi le servage persista-t-il à Troyes beaucoup au delà de l'année 1230.

Cette commune à l'eau de rose, dont le maire était le mandataire du comte en même temps que des habitants (art. 9, 10, 18), avait cessé d'exister en 1242. On peut consulter là-dessus le livre déjà cité de M. Vallet de Viriville, p. 369 et suivantes ².

1. On appelait cette rente *cense de la commune*. Il est question des censes de diverses communes dans le compte de la terre de Champagne pour l'année 1340-1341 (Rouleau conservé à la Bibl. Imp.). En 1236, le comte de Champagne, Thibaud IV donna au prieuré d'Allibandière 62^s de rente sur la cense de la commune d'Herbisse; voir *Arch. de l'hospice de Bar-sur-Aube*, pièce cotée *Allibandière*, n. 32. Enfin, sans aller si loin, le terme de *cense* se trouve avec cette signification dans l'art. 18 de notre chartre.

2. Pour se rendre compte des circonstances dans lesquelles fut établie la commune de Troyes, voir Vallet de Viriville. *Arch. hist. de l'Aube*, p. 381-382; Bourquelot, *Hist. de Provins*, t. I, p. 198 et suivantes; Chevalier, *Hist. de Bar-sur-Aube*, p. 165; Guignard, *Choix de pièces pour servir à l'histoire de la Ferté-sur-Aube*, dans l'*Annuaire de l'Aube* de 1850, p. 59 et suivantes de la seconde partie, Cf. Reg. intitulé *Extenta comitatus Campanie*, Archives de l'empire, K, 1151.

1. Gie Tiebautz, de Champaigne et de Brie cuens palazins, faiz à savoir à toz çax qui sont et qui seront qui cez lètres ver-
ront, que ge franchis et quit toz mes homes et mes fames de
Troies de totes toutes et de totes tailles, par tel manière que ge
aurai en toz cez en cui ge avoie taille et en toz cez homes et fa-
mes qui defors venront ester en la comuneté de Troies, VI d.
de la livre do mueble fors qu'en armeures et en robes faites à
eux lor cors et fors qu'en aiesemenz d'ostel.

2. Et est à savoir que vaissel où l'en met vin et tuit aiesement
d'or et d'argent seront prisié chascun an avec les autres mue-
bles, et aurai de la livre de l'éritaige II d. chascun an.

3. Et est à savoir que se aucuns de mes homes ou de mes fiè-
vez ou de mes gardes venient por demorer en la comuneté de
Troies, li borjois de Troies n'en porront aucun retenir, se n'est
par mon asent ou par ma volenté.

4. Et s'il avoient que aucuns hom ou aucune fame de mes
viles ou de mes fiez ou de mes gardes venient ester en la comu-
neté de Troies, et li hom ou la fame qui i venroit disoit que il
ne fust de mes viles ou de mes fiez ou de mes gardes, il seroit
esclairié à ma volenté do retenir ou do refuser. Et, se je lo re-
fusois, il auroit conduit de moi, il et les soes choses, XV jorz
planièrement.

5. Et est à savoir que se aucuns de la comuneté de Troies
veult paier XX lb. en l'an, il sera quites do sairement et de la
prise de cèle année vers moi. Et si lor doig et otroi la prévosté
et la jostise de Troie et de lor terres et de leur vignes qui sont
dedanz lo finaige de Troies, si comme ge la tenois au jor que ces
letres furent faites, por CCC lb. de provenisiens, qu'il me ren-
dront chascun an à Pentecoste.

6. Et est à savoir que li forfait des homes et des fames de la
comuneté de Troies et de toz cez qui sont ou seront estagier
en la jostise de la comuneté de Troies, sont as borjois de
de Troies, si come ge les soloie avoir. Et tuit li forfait des gens
estrenges qui ne sont de la jostise de la comuneté de Troies, sont
as borjois de Troies jusqu'à XX s.; et li seurplus iert miens. Et
ge retaign lo murtre et lo rat et lo larrecin, la où cez choses se-
ront coneuez et ataintes. Et si retaign lo champion vencu, dont
j'aurai m'amende as us et as costumes de Troies. Et si retaign la
fause mesure, de la quéle j'aurai XL s., et li borjois de Troies en
auront XX s.

7. Et est à savoir que je retaig la jostise et la garde de mes églises et de mes chevaliers et de mes fiévez et de mes geis; en tel manière que se aucuns de çax de Troies ou de la jostise de la comune [de] Troies forfaisoit à aucuns de cez que ge retaig, c'est à savoir as clers, ou as chevaliers, ou à mes fiévez, ou à mes geis, dont plainte venist à moi, ge la dréceroie, et l'amende seroit moie. Et sera jugiée l'amende as us et as costumes de Troies par lo majeur et par les jurez de Troies.

8. Et est à savoir que ge ou autres de mes gens ellirons chascun an XIII homes de la comuneté de Troies à bone foi, et cil XIII elliront l'un d'ax à majeur chascun an dedanz la quinzaine que ge les aurai nomez. Et s'il ne l'avient ellen dedanz la quinzaine, ge i elliroie l'un des XIII.

9. Et cil XIII nommé jureront sore sainz que ma droiture et celi de la comune de Troies garderont, et gouverneront la vile et les affaires de la vile à bone foi. Et ce que cil XII juré et li maires feront par bone foi, il n'en porront estre aqoisné. Mais s'il faisaient jugement ou esgart qui ne fust soffisanz, il seroit adrécié à mon esgart as us et as costumes de Troies, sauf ce qu'il ne lor costerait rien et n'en ferient point d'amende cil qui auraient fait lo jugement ou l'esgart.

10. Et cil XII juré et li maires léveront les deniers de chascun, VI d. de la lb. do mueble, si com il est dit devant, et II d. de la lb. de l'éritaige par lo sairement de cez qui ce devront.

11. Et se li maires et li XII juré ou une partie d'ax jusqu'à III ou plus avient sopeçonex aucun de cez qui auront juré à rendre VI d. de la livre do mueble et II de la lb. de l'éritaige, il lo porrient croistre selonc lor bone concience, sauf ce que cil n'en fera point d'amende qui aura juré. Et cil denier seront païé chascun an à la feste saint Andriu.

12. Et est à savoir que tuit cil de la comune de Troies pueent et porront vendre et acheter éritaiges et autres choses, si com il ont fait devant, et ont et auront lor franchises et lor usaiges, si com il les ont eues devant.

13. Et se aucuns voloit plaidoyer aucun de la commune de Troies par plait ou par autre manière, je ne lou porroie travailler fors de Troies, se por ma propre queréle n'estoit, et céle queréle seroit terminée as us et as costumes de Troies.

14. Ge aurai mon ost et ma chevauchiée si come ge avoie de-

vant, fors tant que hom de LX ans ou de plus n'iera pas ; mais s'il a lo pooir suffisant , il i envoieira 1 home por lui selon son pooir.

15. Et se ge semoig ost ou chevauchiee en tans que foire sera, li changéeur et li marcheant qui seront en la foire enbesoigné ; i porront envoyer homes soffisanz por ax sanz amende. Et se aucuns defailloit de mon ost ou de ma chevauchié , cil qui défauroit lo m'amenderoit.

16. Et si promet à bone foi que n'es semondrai en ost ne en chevauchiée por ax aqoisner, fors que por mon besoig.

17. Et si voil que chevax à chevauchier ne armeures à cez de la comune de Troies ne soient prises por détes ne por pléges ne por autres amissions.

18. Et se ge ou mes genz avons mestier de chevax ou de charretes de Troies , il sera requis au majeur de Troies, et cil lo fera avoir à loier là où il lo trovera, et paiera lo loier des deniers de ma cense. Et s'il mésavenoit do cheval , il seroit renduz au resgart des XII jurez et do majeur des deniers de ma cense.

19. Et chascun de la communeté de Troies qui aura vaillant XX lb., aura arbeleste en son ostel et quarriax jusqu'à L.

20. Et est à savoir quelz borjois de Troies cuiront et morront à mes forz et à mes molins à autel marchié com as autres ; et s'il avenoit que ge n'eusse assez fors et molins à Troies , il feront morre et cuire au resgart des XII jurez et do majeur, selonc ce qu'il convenra soffisaument à mes forz et à mes molins. Et quant ge aurai forz et molins tant com il lor convenra au resgart des XII jurez et do majeur , il i cuiront tuit et morront.

21. Et se aucuns des XIII elleuz estoit chاوز en plait, ou en guerre ou en escomeniement por lo fait de la vile, li XII juré et li maires qui après venront, seront tenu à penre lo fais sor ax. ausi com li XII juré et li maires qui estient devant l'avoient sor ax.

22. Et ge ne porrai metre hors de ma main nules de ces choses.

23. Et est à savoir que, se aucuns de la communeté de Troies estoit arestéz, et pris en aucun leu por ma déte, ge lo sui sui (*sic*) tenuz à delivrer lui et ses choses do mien. Et s'il estoit pris arestéz por autre chose, ge lo sui tenuz à aidier et délivrer a bone foi.

24. Et est à savoir que se aucuns de cez qui venront ester en

la commune de Troies s'en vuelent raler, il s'en iront sauvement et franchement, quant il vorront, et auront conduit de moi XV jorz plainement.

25. Et est à savoir que mi serjant qui sont à moi, et cil qui ont mes chartres ou les chartres de mes ancesseurs, seront en la comune de Troies, se il welent; et, se il ne lo veulent, il seront en ma main si come devant.

26. Et totes ces choses et totes ces covenances qui sont contenes en ces létres, ai ge juré à tenir por moi et por mes oirs à aux et à leur oirs parmenablement. Et por ce que ce [soit] ferm et estable, ai ge fait ces létres séélées de mon séel.

Ce fut fait en l'an de grace mil et CC et XXX, ou mois de septembre.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

CHARTES

DE

LA CHARITÉ DE N. D.

DE LA COUTURE DE BERNAI.

Il existe encore dans la plus grande partie de la Normandie, sous le nom de *Charité*¹, une corporation religieuse à peu près inconnue hors des départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure et du Calvados, et qui, avant la Révolution, existait et prospérait dans les diocèses de Rouen, d'Évreux, de Lisieux et de Bayeux. Le but principal de ces associations pieuses était de rendre les derniers devoirs à tout chrétien habitant de la paroisse, qu'il fût membre ou non de la confrérie. Ce service fut toujours religieusement rempli, et, bien que les conciles² de la province aient plus d'une fois réprimé sévèrement les abus toujours inséparables d'une longue existence, jamais les évêques n'ont eu besoin de rappeler les confrères à l'accomplissement de leur mission première.

L'origine des Charités est à peu près inconnue. Quelques-unes prétendent remonter à une très-haute antiquité, et, si nous en croyons la tradition, l'une d'elles, la Charité de Saint-Martin de Landepeureuse³,

1. « Caritas, sacrum sodalitium, idem quod confratria, Gall., *Confrérie*; D. Carpent., *Gloss. M. et Inf. Lat.*, t. 1, p. 826, au mot *Caritas*. — On a publié en 1847 un article curieux sur la Charité de Vernon, qui, si l'on en croit l'auteur, remonterait à l'an 1319, et aurait été fondée par la corporation des tailleurs de drap de cette ville. Voy. l'*Illustration*, samedi 13 mars 1847, vol. IX, p. 27-28, n° 21.

2. « Opera.... laudamus, ut sunt divina officia et ornamenta ecclesiarum quorumcumque etiam peste mortuorum sepulturas et exsequias, nec non in pauperes elemosynas; verum quoniam audivimus comessationes et ebrietates et alias, si non omnino malas, ineptas tamen confederationes et actiones, *Caritatis* nomine velari.» *Stat. Synod. Ebrcic.*, an. 1576; D. Bessin, *Concilia Rotomag.*, part. II, p. 392; et *Conciltum Rotomag.*, an. 1581, art. 34; D. Bessin, part. I, p. 223.

3. Arrondissement de Bernai.

aurait été fondée en mars 1080 par les sires de Thevray. Il est fâcheux que l'insouciance, l'incurie et surtout la méfiance des frères de Charité se soient faites les auxiliaires fidèles des temps pour faire disparaître les quelques documents épars qui pourraient encore nous apprendre le passé de ces associations et fournir bien des renseignements utiles pour l'histoire locale.

Sans la bienveillance de M. Heurteux, curé de Saint-Croix de Bernai, qui s'est empressé de nous communiquer le livre de la confrérie attachée à sa paroisse, et sans la nécessité où se trouvait la Charité de Notre-Dame de la Couture de la même ville de connaître les titres de sa fondation, jamais nous n'aurions vu ces chartriers campagnards s'ouvrir devant nous.

La Charité de Sainte-Croix de Bernai ne possède plus maintenant qu'un manuscrit in-folio, moitié velin et moitié papier, qui ne remonte pas au delà de l'année 1518, ainsi que le prouve le commencement de ce registre : « Ensuivent les noms des Freres et des Seurs servants à la Charité de Sainte-Croix de Bernay, pour l'an mil cinq cenx dix-huit, par lesquels ce présent livre fut alloué a faire. » En tête de ce livre, qui contient la nomenclature de tous les membres de la corporation, se trouve une mauvaise copie, fort incorrecte, faite au dix-huitième siècle, de la charte de fondation de cette confrérie, donnée par Guillaume VI d'Estouteville, évêque de Lisieux, le dixième jour de décembre 1400, et vidimée par Charles VI, roi de France. Cette charte, dont le préambule et la fin sont en latin, est écrite en français dans tout le corps de l'acte. Malheureusement la copie de ce diplôme paraît très-inexacte. C'est pourquoi nous avons préféré publier ici les titres de la confrérie de l'autre paroisse de Bernai, titres tout à fait identiques et que nous avons pu transcrire sur les originaux eux-mêmes.

Les archives de la Charité de Notre-Dame de la Couture de Bernai sont un peu plus riches. Elles possédaient, en 1845 :

1^o Trois chartes originales sur parchemin.

2^o Un livre manuscrit, in-folio, qui, semblable à celui de Sainte-Croix, est partie sur velin et partie sur papier.

La première de ces trois chartes remonte à l'année 1398. Donnée par les vicaires généraux du diocèse de Lisieux, en l'absence de l'évêque, Guillaume VI d'Estouteville, elle renferme et la fondation de la Charité de Notre-Dame de la Couture de Bernai et l'approbation des statuts, accordée à la requête des confrères. La deuxième, un peu plus récente, est de 1406. C'est une nouvelle édition, délivrée par Guillaume lui-

même, du règlement de 1398, devenu plus étendu et plus complet. Il subsiste encore dans la plupart de ses dispositions; c'est le texte que nous publions plus bas. Ces deux chartes sont écrites, comme celle de Sainte-Croix, partie en latin, partie en français. Le troisième document est une permission accordée en 1448, par Thomas Basin, évêque de Lisieux, de conserver dans l'église de la Couture un reliquaire renfermant des cheveux de la Vierge. Cette pièce, écrite en latin, était encore en 1845 scellée du grand sceau de l'évêché, en cire rouge.

Le manuscrit remonte jusqu'à l'année 1398. Il renferme la liste, année par année, de tous les frères servants de la Charité. Cette sèche nomenclature présente de temps en temps, ainsi que dans le livre de Sainte-Croix, la mention d'un fait qui peut intéresser soit la corporation, soit la ville elle-même. Ces quelques renseignements sont malheureusement trop rares et trop concis. En tête de ce registre se trouvent la liste générale des fondateurs de la confrérie, puis la copie du règlement de 1406, et enfin deux grandes miniatures, bien froissées aujourd'hui, dont la première offre la représentation de la Trinité, et qui n'est pas sans quelque sentiment de l'art. Mais plus loin l'on rencontre dans ce livre d'autres enluminures traitées avec le même soin et les mêmes procédés que les merveilleuses estampes de *Crédit est mort* ou du *Juif Errant*.

Nous demandons à nos lecteurs la permission de reproduire ici les quelques faits qu'il nous a été possible de relever dans les deux registres de Sainte-Croix et de Notre-Dame de la Couture, et qui peuvent se rattacher, soit à l'histoire de la province, soit à l'histoire de la ville. En procédant à cette véritable exhumation, nous serons peut-être assez heureux pour attirer l'attention d'autres personnes sur les archives de confréries semblables, et pour aider à sauver de l'oubli et des injures du temps quelque document non encore exploré.

Le premier fait que nous trouvons mentionné, c'est, en 1417, au mois d'août, la retraite de la Charité de Notre-Dame de la Couture dans la ville de Verneuil, retraite causée par l'arrivée des Anglais à Bernai ¹.

« L'an de grace mil .CCCC. et .XVII. fust ceste Charité
 « maintenue et gouvernée en la ville de Vernul, depuis le
 « III^e jour du moys d'Aoust jusques a la feste de la Tous Sains
 « prouchain ensuivant pour l'ocation et fortune de la venue
 « des Englois, en tous les poins, estatus, fourmes et manierez

1. Livre de la Char. de la Coult., fol. 11 v°.

« contenues en l'Estatu d'icelle, sans diminution, tant en service
 « divin, c'est assavoir en nombre de messes o les luminare,
 « deux calices, encensies d'argent, livres de recete, messel et
 « ornemens solempniel a la louienter et agmentacion de la gloire
 « de Dieu et de sa Mere, au proufit et accroissement d'icelle Cha-
 « rité comme des habitans et demourans en ycelle ville, soy de
 « nouvel rendans en ycelle Charité, pour l'ostension et demons-
 « trance des bienfais par eux congns et cotidianement aper-
 « ceulx..... Et fust ycelle Charité depuis le dist jour de la Tous
 « Sains, maintenue a Bernay, en l'eglise de la Coulture par
 « Germain Lemeistre poter, et au non de Guille Lemeisre, son
 « frere, etc. »

Les confrères revinrent donc à la Toussaint, deux mois et demi après leur départ. Il est fâcheux que nous n'ayons rencontré aucun autre renseignement sur la guerre de Cent ans.

Les registres se taisent moins pendant les guerres de religion. En 1562, « année d'hérésie, » les frères serviteurs de la Charité de Sainte-Croix « portèrent des chaperons rouges, au terme du Saint-Sacrement, « année de crainte et de souffrance, à cause des hérésies qui estoient « parmi le monde¹. » Arrive l'année 1574, année de discorde et de guerre civile ; le comte de Montgomery, fait prisonnier à Domfront, est conduit à Paris. Il passe une nuit à Bernai, et son arrivée dans cette ville est le prétexte de quelques troubles. Aussitôt l'écrivain de Sainte-Croix, un poète inconnu, s'empresse de noter ce fait lamentable, et ce en vers, s'il vous plaît :

Ne treuve la posterité
 Mauvais ce qui est recité
 Cy apres. Saichent toutes gens
 Que l'an de Grace mil cinq cents
 Septante et quatre justement,
 Propre jour du Sainct Sacrement,
 Le dixiesme de juing pour vray,
 Par ceste ville de Bernay,
 Passa bien hontex et marry
 Le comte de Mont Gommery,
 A tout mal tres expert et prompt,

1. *Registre de Sainte-Croix*, fol. 13 v°.

Qui tenoit fort dedens Domfront
 Et chef des Huguenots estoit.
 Lequel a Paris l'on menoit,
 Pour recevoir, pour son grand vice,
 Quelque sentence de justice,
 Telle qu'il avoit méritée.
 La ville des lors fut si troublée,
 Voire, et receut un tel dommage
 A loyer le grant equipage
 De gens de pied et de cheval
 Qui menoient ce faux desloyal,
 Qu'on ne peut faire l'eschevin.
 Mais lendemain, jour saint Ursin,
 Guillaume Guerni bon bourgeois
 Par la pluralité des voix
 Fut en cest office posé, etc¹.

Quelques années plus tard, en 1589, Bernai, ville catholique et ligueuse, devint le refuge d'une bande de paysans soulevés à la voix de quelques ecclésiastiques et de barons des environs. Ces partisans s'appelèrent Gautiers, du nom du premier lieu de leurs réunions, la Chapelle-Gautier². Le comte de Brissac, un des héros de la Ligue, était leur chef. Le duc de Montpensier, François de Bourbon, alors occupé au siège de Falaise, accourut sur Bernai, battit Brissac et vint mettre le siège devant la ville. Prise une première fois, la cité se corrigea peu de son indocilité envers le roi ; aussi, l'année suivante, reçut-elle de nouveau la visite du duc qui, cette fois, fit donner l'assaut et mit les habitants à rançon. Ceux-ci furent condamnés, suivant les lois de la guerre, à racheter les cloches de leurs églises. Les deux Charités néanmoins ne cessèrent pas de fonctionner pendant tous ces désastres³. Mais, si j'en crois une note un peu confuse, l'échevin de la Charité de Notre-Dame de la Couture, un boucher nommé Jean Porquet, joua dans tous ces désordres un rôle quelque peu suspect ; aussi la main d'un confrère ombrageux a-t-elle eu soin de gratter sur le livre le nom de cet officier, peut-être criminel aux yeux des catholiques de la paroisse.

La rançon des cloches fut une grosse affaire pour les habitants de

1. *Charité de Sainte-Croix*, fol. 18, col. 1.

2. Voy. Odolant-Desnos, *Hist. d'Alençon*, t. II, p. 344-345 ; Masseville, *Hist. de Normandie*, t. V, *passim*.

3. Le registre de Sainte-Croix (fol. 23, col. 2 1^{re}) renferme encore sur ces événa-

Bernai. Le danger de l'assaut une fois éloigné, ces braves Normands, nos concitoyens, qui tenaient et à leurs cloches et à leurs bourses autant que faire se pouvait, opposèrent courageusement aux prétentions des vainqueurs une grande force d'inertie. Le prix de la rançon appartenait, selon les anciennes coutumes, au maître de l'artillerie de l'armée assiégeante, lequel se nommait Pierre Prévost. Ce commissaire extraordinaire de l'artillerie avait été blessé au bras gauche d'un coup de mousquet. Aussi acharné à la poursuite de ses droits que ses adversaires à la défense de leur bien, il obtint, en 1591, le 23 août, une ordonnance du duc de Montpensier, qui l'autorisait soit à enlever les cloches, soit à prélever sur les vaincus une certaine somme d'argent, à titre de composition. Cette affaire ne fut pas terminée par le commandement du duc; cependant, après différents pourparlers, le prix du rachat fut fixé à 200 écus, dont la moitié fut payée en 1593, et le reste en 1596, après nouvelle injonction de Henri de Bourbon, duc de Montpensier, fils du vainqueur de Bernai, qui accorda aux habitants quinze jours pour dernier délai ¹.

Après la guerre, la peste. Ce nouveau fléau exerça ses ravages à Bernai par deux fois, en 1596 et en 1650. Les confrères se signalèrent par leur zèle pieux et leur courage dans ces deux circonstances. Aucun d'eux ne périt dans l'accomplissement de ses tristes fonctions. Les registres nous signalent encore ce fait ². Cette peste était sans doute la miliaire, maladie endémique au sol, et qui, de notre temps, a plusieurs fois exercé de cruels ravages dans les populations de la vallée de la Charentonne.

La Charité de la Couture se trouva, en 1734, dans une grande pénurie. Elle n'avait plus pour tous adhérents que le prévôt et l'échevin,

ments une assez longue pièce de fort mauvais vers. Suivant ce texte, la première prise de Bernai aurait eu lieu en juin 1589, et la seconde en juillet 1590. Suivant le *Registre de N. D. de la Couture* (fol. 44 v°), le feu aurait été mis aux faubourgs de la ville, lors du siège de 1590, et les auteurs principaux des désordres auraient été un capitaine nommé Valages et un sieur Duclos.

1. Les archives municipales de Bernai possèdent trois pièces sur cette affaire. La première, de 1591, renferme la requête de Pierre Prévôt et l'ordonnance du duc de Montpensier en date du 23 août; la deuxième est la quittance donnée en octobre 1593, par Pierre Prévost, d'une somme de quatre cents livres sur les deux cents écus promis à M. de Ferraques; la troisième enfin est la décharge donnée en avril 1596, par le même Pierre Prévost, aux habitants de Bernai, des cent écus qui restaient dus depuis trois ans sur le rachat des cloches.

2. *Registre de N. D. de la Couture*, fol. 31 v°; *Reg. Sainte-Croix*, fol. 41-42.

les autres frères avaient fait défaut. Les paroissiens, voulant être conduits à leur dernière demeure, ainsi que leurs pères l'avaient été, se hâtèrent de se réunir pour délibérer sur cette grave question. La résolution prise par les principaux habitants, qui pour plus de solennité, fut homologuée par le parlement de Rouen, eut pour objet de contraindre chaque paroissien à faire, à tour de rôle, le service de la confrérie³. La Charité fut alors plus éclatante que jamais. Mais la Révolution arrivait, qui balaya devant elle toutes ces vieilles institutions. Les deux corporations disparurent. Les confrères, gens prudents, cachèrent leurs insignes et attendirent. L'ouragan passé, ils sortirent doucement de leur retraites et examinèrent avec soin l'esprit du jour. Aussitôt qu'ils se furent assurés qu'il n'y avait aucun danger à aller à la messe, ils redevinrent bien vite les confrères d'autrefois. C'est ce que nous apprend le passage suivant du registre de la Charité de Sainte-Croix, passage que nous transcrivons ici en respectant toutes les irrégularités orthographiques :

« En 1790, s'étant élevé une révolution en France qui a duré
 « jusqu'en 1797, et les églises ayant été totalement détruites et
 « dévastées, et les saints cassez et brisées, et les argenteries em-
 « portées jusqu'aux rampes de fer, et les cloches cassez pour faire
 « de la monnoie, et les prestres furent obligés de fuir, étant
 « chassées hors la France ; de même la Charité fûts forcées d'ab-
 « bandonner malgré leurs regrets, l'honorable service de frère ,
 « de même qu'on les força de se deffaire en faveur de l'Assem-
 « blée Nationnal de tous ses ornements comme argenterie et autre
 « a l'usage de la ditte Charité et même du présent registre que
 « l'on a retrouvé avec beaucoup de peine. En 1797, les choses
 « étant calmées, quoique la paix ne fûts pas faite, les églises
 « furent rouvertes et rétablies : pendant ce temps de chisme et
 « d'hérésies, les corps furent portées au cimetierre par des per-
 « sonnes payées par le gouvernement et ensuite par un tom-
 « brau. Ce ne fûts qu'à cette époque que des citoyens zellees
 « pour le retablissement de l'honorable confrairie firents leurs
 « entrées au cœur de Sainte-Croix, le jour de l'Assension de la
 » ditte année, dont les noms ; etc. »

Depuis leur réapparition, les Charités n'ont cessé de prospérer. Et au-

1. *Registre de N. D. de la Couture*, fol. 77.

Jourd'hui même, que nous sommes si loin du moyen âge, si loin de ses institutions et si loin de ses idées, ces confréries, bien que descendues en des mains plus humbles, mais cependant aussi courageuses, sont encore florissantes. Elles ont un esprit de vitalité tel que le dernier évêque d'Évreux a été obligé, après avoir tenté infructueusement une suppression complète, de laisser subsister dans son diocèse les corporations récalcitrantes. Cette lutte fâcheuse se termina pour plus d'un confrère entêté sur les bancs de la police correctionnelle, au grand regret du pasteur, qui depuis a travaillé sans relâche à la réunion de son troupeau trop effarouché.

Le règlement de la Charité de Notre-Dame de la Couture de Bernai, que nous donnons plus bas, se divise en 52 articles. Il faut, pour être admis dans l'association, être en état de subvenir à son existence et vivre en paix avec l'Église. Le nouveau confrère acquittera à son entrée un droit de 6 deniers tournois, et payera une cotisation annuelle de 30 deniers (art. 2, 3). La corporation fera célébrer une messe chaque jour de l'année et deux le dimanche, une basse messe le matin et ensuite une grande à diacre et à sous-diacre. Il en sera de même aux fêtes solennelles et à celles de l'Assomption et de la Trinité. A tous ces jours, les chapelains diront, après les vêpres, les vigiles des trépassés (art. 4, 5, 25, 26). La Charité sera dirigée par quatorze prudhommes : un prévôt, un échevin et douze serviteurs. Ces fonctions sont annuelles (art. 6), et les élections se feront à la mi-août, à la fête de Notre-Dame (art. 23, 24, 27). L'échevin nouvellement élu sera convoyé jusqu'à sa demeure (art. 7). Chacun des serviteurs achètera un chaperon (art. 8) qu'il portera dans toutes les cérémonies ; mais ils recevront, à la fête de la Trinité et le jour du Saint-Sacrement, un chapel de roses ou d'autres fleurs, aux dépens de la Charité (art. 52). Les huit chapelains de la confrérie sont soumis à différentes obligations (art. 4, 9, 10), et doivent, en cas de faute ou de négligence, payer une amende qui peut s'élever jusqu'à 2 sols 6 deniers tournois (art. 49). Pendant les fêtes de la Trinité et de l'Assomption, un prédicateur devait exposer les bienfaits et l'ordonnance de la confrérie (art. 50). Aucun frère ne peut refuser de servir (art. 28) ; il doit obéir à l'échevin, sous peine d'amende, et doit être en tenue convenable (art. 30, 31, 47). S'il tombe malade, il a droit à des secours (art. 21) ; s'il devient ladre ou mesel, il est convoyé jusqu'aux limites de la paroisse (art. 20, 40) ; de même s'il va outre mer ou en pèlerinage à Saint-Jacques (art. 38, 39). Il ne peut se retirer de la corporation avant d'avoir payé tout ce qu'il lui doit (art. 17).

Enfin, s'il vient à mourir excommunié, la corporation doit faire lever l'anathème, s'il est possible (art. 41). Les funérailles des membres sont réglementées par les art. 9, 11, 13, 14, 18-19, 32-37, 42 et 45. A la Trinité et à l'Assomption, les quatorze officiers de l'association et les chapelains doivent se réunir dans un banquet; chacun payera son écot (art. 44). A ces deux époques, chacun d'eux recevra 5 sols pour l'ouverture du trésor de la Charité (art. 43). L'échevin dirige la confrérie et en administre les fonds. Il rend ses comptes deux fois par an (art. 6). Le prévôt est toujours l'échevin de l'année précédente, il détient l'une des clefs du trésor, et est le surveillant de la gestion de l'échevin. Le clerc est un agent subalterne chargé d'administrer la corporation sous la direction de l'échevin, et de servir le prêtre à l'autel (art. 22). Il y a encore le crieur, dont la mission consiste à aller par la ville crier les patenôtres (art. 18) et sonner les campanelles aux enterrements.

A la suite de ce règlement, il nous a semblé intéressant de publier comme appendice la charte de Thomas Basin sur la relique possédée au quinzième siècle par Notre-Dame de la Couture. Aujourd'hui cette relique a complètement disparu, et le souvenir en est totalement perdu parmi les paroissiens de cette église et parmi les habitants de Bernal.

I.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillermus ¹, miseratione divina Lexoviensis episcopus, salutem in Domino, qui dat omnibus affluenter et suis fidelibus multo majora retribuit quod valeant.

Nuper pro parte Fratrum et Sororum confratrie sue caritatis, in honore Sancte et Individue Trinitatis ac Gloriosissime et Beatissime Dei Genitricis Marie, dudum de licencia et assensu Vicariorum Nostrorum ², in parrochiali ecclesia Beate Marie de Cultura Bernay, nostre diocesis, constitute et ordinate, nobis fuit humiliter supplicatum cum ipsa pia et devota caritate ducti affectent confratriam seu caritatem hujusmodi de bono in melius cum Dei auxilio semper augmentare.

Quatenus, quasdam constitutiones seu ordinationes de novo per eosdem factas, aliqua statuta primis constitutionibus addendo, et ea in melius reformando seu declarando, approbare

1. Guillaume VI d'Estouteville, évêque de Lisieux, 1482.

2. La charte de 1398.

et laudare vellemus, ac decernere hujusmodi constitutiones, ordinationes atque statuta per Fratres et Sorores dicte confratrie de cetero teneri debere perpetuis temporibus et observari, quarum quidem constitutionum et ordinationum seu quorum statutorum tenor sequitur, in hec verba :

I. Cy ensuivent les Estatut et Ordonnances a la Confrarie et Carité ordonnée et establie en l'Eglise de Nostre Dame de la Coulture de Bernay, en l'honneur de la Glorieuse Vierge Marie et de la Benoite Trinité par le Prevost, Esquevin, Serviteurs et Freres d'icelle Carité.

II. Et premierement, est ordonné et estably que, se aucune personne veult benignement requerir estre receu a la dicte Carité, soit Homme ou Femme, il yssera receu por veu qu'il soit puissant de corps pour gaignier sa vie et qu'il ne soit en aucune sentence d'escommeniement Et a sa reception et entrée premiere en la dicte Carité, sera tenu payer six deniers Tournois.

III. Item, quelconque personne, tant Homme que Femme, qui sera de la dicte Carité, paiera trente deniers Tournois par chascun an. C'est assaveir a chascune des dictes festes, quinze deniers Tournois.

IV. Item, pour le salut des ames des Freres et Seurs et bien-faiteurs d'icelle Carité, tant vis que trepasses, chascun jour de l'an sera, en la dicte eglise ou ailleurs, celebrée une messe; et a jour de dimenche en y aura deulx, c'est assaveir une basse messe, qui sera dicte a soleil levant, et apres en ce jour en aura une dicte a note, a haulte voix solennelement, a dyacre et a soubz dyacre ¹. Les quelles messes seront ordonnees estre celebrees par Cappellains de cognoissance bons et suffisans, chascun a son jour; et se aucuns des dis Capellains estoit pour aucune occasion empeschié tellement qu'il ne peust celebrer la messe qui lui escherroit a son tour, il sera tenu de le faire savoir le jour de devant au Prevost ou a l'Esquevin, afin de pourveoir a temps d'autre Cappellain qui la diroit pour lui ².

V. Item, a chascune des festes de l'Assumption de la Vierge Marie, et de la Trinité, sera celebrée une messe a haulte voix, a

1. Cette messe se dira à sept heures du matin en été et à huit heures en hiver, sans gêner le service de la paroisse. *Règlement* de l'archevêque de Rouen de 1618. D. Bessin, part. II, p. 116.

2. L'évêque d'Evreux défend, en 1664, aux échevins de se mêler des fonctions spirituelles de leurs chapelains. Voyez D. Bessin, part. II, p. 422, et plus bas l'art. XLIX.

dyacre et a soubz dyacre, pour les freres d'icelle Carité. Et apres les vespres de la journée, les huit Cappellains devant dis diront vegilles des Trepasses. Et lendemain sera celebrée une messe de *Requiem*, semblablement a dyacre et a soubz dyacre pour le salut des ames des Trepasses.

VI. Item, la dicte Carité sera gouvernée par quatorze prouhommes et loiaux a ce esleus. Des quelx quatorze l'un sera ordonné et nommé Esquevin, et l'autre Prevost, et les aultres desus dis seront nommes Servans. Les quieulx jureront et promectront que a leur povair bien et loialment en leur conscience administreront et serviront en leurs offices, qui leur seront commis, en augmentant les biens de la dicte Carité. Et seront tenus de rendre compte¹ bon et loyal de leur administration deux fois en l'an, c'est assaveir a chascune des festes dessus dictes.

VII. Item, les quatorze Officiers desus dis, a chascune des deulx festes dessus dictes, auront chascun une torche, du poys de troys livres de cire, ou environ. Et seront tenus les huit Prestres devant dicts, le Prevost et les douze Servans de aler querir l'Esquevin et le convoier avecques icelles torches ardantes aux vespres premieres, et lendemain a la messe et aux vespres, et en retournant, jusques a son hostel. Les quelles torches seront trouvees aux despens d'icelle Carité².

VIII. Et pourront yceux quatorze Freres ou Officiers, ou partie d'iceulx porter deux campanelles, les crois et baniere et tout ce qui y appartient, sans contredit du Curé, Capellain ou aultre aiant leur povair, par toutes les paroisses de environ Bernay, es quelles seront demeurants les Freres et Seurs d'icelle Carité. Et aussi, chascun d'iceulx quatorze Officiers aura un capperon qu'il poiera du sien propre. Et seront tous les capperons de pareil drap, les quelx chapperons, ils seront tenus porter en tous les affaires de la dicte Carité, c'est assavoir : Au jour de dimenche, a la messe ordonnée par la dicte Carité aux services des Trepasses d'icelle, tant aux vegilles que a la messe et a l'enterrement.

IX. Item³, se aucun des Freres et Seurs de la dicte Carité va

1. Sur les redditions de comptes, voy. D. Bes-in, *Conc. Rotom.*, part. II, p. 518; Ordonn. de l'évêque de Lisieux, en 1678; pag. 289, Syn. d'Avranches, en 1550, Ord. de l'évêque de Séez en 1653, p. 444, etc.

2. Voy. la prohibition de cet usage par l'évêque de Lisieux, en 1678, dans D. Bessin, part. II, p. 518.

3. Voy. les prohibitions de l'évêque de Lisieux de 1678, D. Bessin, *I. c.*

de vie a trepasement, les Chappelains dessus dis seront tenus de dire les vigilles ou service des Trepasses, c'est assavoir : *Placabo* et *Dirige*, solennellement a neuf lecons, au lieu ou le corps trespasé sera adonques. Et y seront du commencement jusques en la fin avecque les quatorze Officiers desus dis, se le corps est enterré une lieue entour Bernay; toutes voyes, se il ne ont excusation legitime, pour quoy aucun de eulx n'y puisse estre. Et, se le corps, ou corps trespasses, estoit de plus loing, quant il sera venu a la cognoissance d'iceulx Freres, en la dicte eglise de Nostre Dame de la Coulture de Bernay, sera fait, aux despens de la Carité, tout autel, service et les vigilles comme se le corps estoit present. Et oultre, iceulx huit Chappelains seront tenus de aidier a chanter toutes les messes et vigilles estre dictes pour la dicte Carité tant au jour de dimenche que aux festes dessus dictes et celles des Treppasses avecques vigilles et service et estre a l'enterrement des Freres et Seurs trepasses¹.

X. Item, se il avenoit que pour cause de mortalité ou autrement l'en ne peust mie trouver huit prestres pour celebrer messe, chascun a son jour, comme dit est, l'en pourroit faire celebrer les dictes messes par un chappellain ou deulx jusques ad ce que l'en en eust pourveu des autres pour les dire.

XI. Item, le luminaire des corps trespasses sera de quatre gros cierges, chascun du poys de troys livres ou environ, qui ardront environ le corps; et deux autres petis cierges, chascun de une livre, qui seront sur l'autel et ardront durant le service des vigilles et de la messe.

XII. Item, se aucun des Freres Servans, ou qui eust autres foyz servy, ou eu office, va de vie a trespasement, il sera accompagné de deulx torches chascune du poys de troys livres, a porter le corps de l'ostel a l'eglise et de l'eglise au lieu ou il reposera. Et, en cas qu'il eu office de Prevost, ou d'Esquevin, il aura quatre torches qui ardront jusques ad ce que le service de la dicte Charité soit accomply.

XIII. Item, les quatorze Freres ou Officiers devant dis seront tenus lever le corps du Trepasé de son ostel et de le porter a l'eglise.

XIV. Item, seront tenus iceux quatorze Freres ou Officiers de faire celebrer une messe basse pour un chascun trespasé

1. Voy les défenses de l'évêque de Lisieux, D. Bessin, l. c.

Frere le jour de son obsequ, aux despens de la dicte Carité. Et le service accompli, seront tenus de convoier les amis du Trespasé, jusques a l'ostel du quel le corps est parti.

XV. Item, a toutes les festes commandees de Sainte Eglise, quant l'on celebrera la messe de la Carité, seront mis en deux chandelliers, deux cierges sur l'autel, du poys de une livre de cire ou environ pour chascun cierge, qui ardront, tant que la messe sera finée et deux torches chascune du poys de troys livres, ou environ; les quelles seront tenues par deulx des dis Freres Servans ou aultres a l'elevation du corps de Nostre Seigneur Jeshu Cripst.

XVI. Item, le Prevost, Esquevin, Freres et Serviteurs seront tenus a faire le Pein Benest a leur depens pour chascun dimenche, chascun a son tour ¹.

XVII. Item, se il escheoit que aucun des Freres ou Seurs de la dicte Carité veuille aller aultre part demourer et laisser le payz de Bernay; ou que il ne puisse tenir et acomplir et paier les redevances ² que il est tenu de faire pour icelle Carité, il sera tenu de paier les arrerages que il en pourra devoir avecques cinq deniers Tournois pour issue d'icelle Carité.

XVIII. Item, seront ordonnees deux campanelles a main pour faire les cris et proieres pour les Trespases, que l'en dit Patres Nostres et qui seront aussi quant l'en portera le corps en terre ³.

XIX. Item, a chascun Frere trespasé, le jour de son enterrement, l'en donnera jouxte la fosse vingt six deniers de pain.

XX. Item, se il escheoit aucuns des Freres ou Seurs de la dicte Carité estre ladres et separez de la compaignie des sains, les quatorze Freres desus dis seront tenus de les convoier a la croix, campanelles, et baniere, jusques au lieu ou le curé de sa parroisse

1. Défenses par le synode d'Évreux, en 1576, et par le concile de Rouen, en 1581, de bénir l'eau et le pain dans les messes des confréries, afin de ne pas détourner de la messe paroissiale. D. Bessin, part. II, p. 393, et part. I, p. 221.

2. Synode d'Avranches, en 1550. D. Bessin, part. II, p. 280.

3. « Item pour ce que au présent matrologe n'estoit contenue l'heure que le crieur « de la dicte Charité devoit aller par la ville crier la Pate Nostre, ce jour d'huy, quatriesme jour de decembre mil V.c. cinquante deux par les Freres Servantz en la dicte « Charité fut d'ung commun acord appointé que a l'advenir le crieur d'icelle Charité « de puis la Saint Michel jusques a Pasques yra crier la dicte Pate Nostre entre quatre et cinq heures de matin sur peine pour chacune foys de cinq solz d'amende. Et « depuis Pasques jusques a la Saint Michel a troys heures sur peine pour chascune « foys de semblable amende, le tout aux lieux et places acoustumez. » *Regist. N. D. Cout.*, fol. 6 v°.

che le convoiera et se il lui plaist ainssois que il parte, il aura une messe basse ¹.

XXI. Item, se aucun des freres ou Seurs dessus dis estoit en telle enfermeité de son corps que il ne peust guaignier, ou n'eust de quoy vivre sans mendier, s'il requiert ou fait requerir des biens de la dicte Carité a la table de la recepte, le prouchain vendredi devant le dimenche qu'il viendra demander l'aide de la Carité; les Serviteurs ou Officiers dessus dis seront tenus de luy distribuer trente cinq deniers Tournois pour chascune semaine durant le temps de la maladie au plus au mains, selon la quantité des malades et la revenue de la Carité, au resgart et conscience du Prevost et de l'Esquevin et des douze Freres Serviteurs, pour veu qu'il ait bien païé ses devoirs, et que par au et jour ait esté en la dicte Carité.

XXII. Item, sera ordonné un clerc aux despens de la dicte Carité, qui administrera et servira les prestres a l'autel et aux services, et semondra les Freres ou Seurs en tous les affaires et besoignes d'icelle Carité, quant temps et lieu en sera.

XXIII. Et est assavoir que chascun an au jour de la feste de Nostre Dame My Aout seront ordonnes et institues Prevost, Esquevin et Serviteurs nouviaux tout au mieulx que l'en verra expedient pour le bien de la dicte Carité.

XXIV. Item, il est assavoir que a la dicte feste doit avoir vingt et une torche, qui seront portees par les dis Servans de l'année passée et par les sept, qui de nouvel y sont ordonnes pour aler aux vespres de la vigille d'icelle feste. Et lendemain a la messe et aux vespres et es aultres de la Trinité et du Saint Sacrement doivent avoir les quatorze, qui demeurent en dit service, chascun une torche neufve. Et l'église a chascune des festes desus dictes doit estre enluminée bien et suffisamment aux despens de la dicte Carité.

1. « En l'an mil v.^{cc}. centz liii.^{xx}.vi. fut accordé par les Prevost, Eschevin et Freres servantz en ceste Charité de Nostre Dame de la Couture de ce lieu de Bernay que, pour les Freres et Sœurs ayantz servi en icelle Charité estantz decedez, sera par le Clerc fait sonner l'apel de la cloche d'icelle Charité l'espace de demye devant que d'aller au corps, et aura pour son salaire douze deniers Tournois; et pour ceulx qui auront esté Eschevin et Prevost et pour leurs femmes sera sonné l'apel de la grosse cloche d'icelle paroisse autant de temps et faire comme dict est, et aura pour son salaire la somme de deux solz qu'il recevera le dymenche ensuivant a la Chambre des Freres. » *Registre N. D. de la Couture*, fol. 6 v°.

XXV. Item, il est assavoir que lendemain de chascune d'icelles festes, l'Esquevin, le Prevost et les autres Servans doivent faire dire une messe pour les Trespases a dyacre et soubz dyacre et vigilles pour les Trespases le jour de la feste, apres ce que vespres seront dictes.

XXVI. Item, a toutes les vigilles des dictes festes, tous les Servans se doivent assembler en l'ostel de l'Esquevin pour aler aux vespres ensemble, et lendemain a la messe et aux vespres.

XXII. Item, apres les vespres de la dicte vigille de My Aoust dictes, l'Esquevin et le Prevost doivent appeler les .XII. Freres, chascun par soy, et leur doivent demander a leur advis et par leurs serments le quel est le mieulx suffisant de garder les drois de la dicte Carité¹. Et icelui, que la plus saine partie eslira, sera establi Esquevin. Et l'Esquevin de l'année passée luy doit baillier la croix, la bouiecte² et tous les biens de la dicte Carité par inventaire. Et doit chascun des Freres Servans obeir au commandement de l'Esquevin sur paine d'amende. Et doit avoir chascun Serviteur une torche de cire pour convoyer le nouvel Esquevin a son hostel; les quelles seront faictes du tresor de la dicte Carité.

XXVIII. Item, nul des Freres de la dicte Carité ne doit refuser a servir a la dicte Carité a son tour.

XXIX. Item, a toutes les festes soleimnelez, comme Tous Sains, Noel, Paques, Rouvaisons³, Penthecouste, les Festes de Nostre Dame, sera dicte, en la dicte eglise, une messe a dyacre et a soubz dyacre, a deux chappes avecques la basse messe ordonnée pour la dicte Carité, aux quelles seront tenus estre les dis Prevost et Esquevin et douze Servans dessus nommes.

XXX. Item, a toutes les fois que aucuns des Servans desus dis deffaudront a accomplir chascune des choses dessus dictes, il paiera quatre deniers d'amende; et, se l'Esquevin ou le Prevost deffaillent, chascun de eux doit paier huit deniers d'amende. Et doivent toutes les amendes estre prinses, et levees, et mises, et distribuees au prouffit de la dicte Carité.

XXXI. Item, les dis Prevost et Esquevin et tous les douze

1. Les élections doivent être paisibles. Voy. Synode de Rouen, en 1618, D. Bessin, part. II, p. 119.

2. Les coffres des confréries doivent être hors du chœur. Voy. Règlement de l'évêque d'Évreux de 1644, D. Bessin, part. II, p. 403.

3. Rogations.

Servans doivent amende, c'est assavoir : Quant aucun Frere ou Sueur est trespasé ; et aucuns d'iceulx nommes deffailent a estre, premierement a la veillé du corps ; secondement, a la commandacion ; tiercement au corps lever ; quartement, a l'offrende de la messe ; et apres de convoier les amis du Trespasé a l'ostel. Pour chascun d'icelles foys, quatre deniers d'amende, et l'Esquevin et le Prevost , chascun huit deniers d'amende.

XXXII. Item, les quatre gros cierges doivent ardoir entour le corps, toutes les fois que l'en dit aucun service pour le corps, voire quant a son obsequie.

XXXIII. Item, il est assavoir les quieulx Freres l'en doit veillier. Se aucun Frere a esté Esquevin, ou Prevost , ou qu'il soit estant en Service, l'Esquevin, le Prevost, les douze Freres le doivent veillier par temps resonnable et doivent les diz amis paier deulx soubz six deniers Tournois pour le veillier.

XXXIV. Item, se aucun Frere ou Sueur est trespasé, le quel n'ait esté Esquevin ou Prevost, ne ne soit Servant, le Clerc et trois des Freres desus dis esleus par l'Esquevin et le Prevost le doivent veillier tant comme Queuvre-Feu sonne, et non plus. Et doivent aussi semblablement les cierges ardre, autant comme Queuvre-Feu sonne, et non plus, se ce n'est ou moustier, ainssi que dit est ou que l'en die vigilles devant le corps.

XXXV. Item, se aucun Frere, qui ait esté Esquevin ou Prevost, ou qui le soit, et est trespasé, il doit avoir un saultier, messe a dyacre et a soubz dyacre et une messe simple.

XXXVI. Item, se aucun Frere, qui ait esté Servant en la dicte Carité, ait esté trespasé, il aura messe a dyacre et a soubz dyacre.

XXXVII. Item, se aucune Femme, qui soit de la Carité, qui soit ou ait esté Femme d'Esquevin ou de Prevost trespasse, elle aura semblablement messe a dyacre et a soubz dyacre.

XXXVIII. Item, se aucun Frere ou Sueur de la dicte Carité va Oultre mer, ou Saint Jacque, de son propre il le doit faire assavoir a l'Esquevin ou Prevost le dimenche au devant de son parterment ; et l'Esquevin, le Prevost et les douze Freres dessus dis, le jour du dit parterment, doivent faire chanter une messe basse en la parroiche du dit pelerin. Et se il a esté ou est Esquevin ou Prevost, ou Serviteur, elle doit estre a dyacre et a soubz dyacre ; et se plus estoient, s'y n'en auroient il que une messe. Et le doivent iceulx Freres convoyer autant comme le Curé de la dicte

parroiche, et non plus; et si doit avoir le tiers du tour de la Carité de la sepmaine, plus ou mains au regart et conscience des dis Serviteurs. Se plus estoient si n'en auroient ilz plus. Et se il va pour gaaignier, il ne ara ne messe ne argent.

XXXIX. Item, se il va a Saint Gire ¹ de son propre, il aura .X. soubz Tournois a la volenté et regart comme dessus; et se plus sont, ilz n'en auront plus.

XL. Item, se aucun Frere ou Sueur devient mesel, l'en luy doit faire semblablement comme se il estoit trespasé, et avoir les deulz pars du tour, ou plus ou mains au resgars des dessus dis Servans, et estre convoié, autant dessus est dit du pelerin ².

XLI. Item, se aucun Frere ou Seur va de vie a trespasement, et il soit en sentence d'escommenient; pour tant que il ait fait son devoir a la dicte Carité, icelle Carité luy doit aidier et le fere absouldre, jusques a la somme de dix soubz Tournois, et non plus, pour tant qu'il y puisse estre absoulz. Et se il n'a de quoy estre ensevely, la Charité luy doit aidier de deux aulnes de toille.

XLII. Item, se aucun Frere ou Seur trespasse, dedens la banlieue, l'Esquevin, le Prevost et les douze Freres et les huit Chappellains seront tenus a l'aler querir et le prendre pour le porter a l'eglise, se il est des parties de devers les Quesnees ³, a la Croix-Gloriant ⁴, et se il est des autres parties semblablement.

XLIII. Item, il est ordonné que les Servans doivent prendre, a chacune des deulx festes dessus dictes, cinq soulz pour l'ouverture de la bouecte du tresor de la dicte Carité.

XLIV. Item, il est ordonné que a chascune des deulx festes solennelles, c'est assavoir de la Trinité et de l'Assumption Nostre Dame, l'Esquevin, le Prevost, les douze Freres, les Prestres, le Clerc et Crieur doivent boire et mengier ensemble en l'ostel de l'Esquevin et doit paier chascun son escot de sa boursse et du sien propre, excepté les Prestres, Clerc et Crieur, qui doivent prendre leur escot sur la dicte Charité, sauf que chascun Prestre paiera pour son escot deulx soubz six deniers Tournois ⁴.

1. Aujourd'hui Saint-Gilles les Boucheries, département du Gard.

2. Voy. plus haut l'art. XX.

3. Les Chesnets, hameau de Bernai. — Suivant M. Aug. Le Prévost, la Croix-Gloriant, située sur le chemin des Chenets, tirait son nom d'une famille aujourd'hui éteinte.

4. Sur les défenses de manger dans les églises, voy. Synode de Séz, de 1208; le règlement de Th. Bazin, évêque de Lisieux, D. Bessin, part. II, p. 508; le règlement de l'évêque de Coutances, en 1637, etc., dans D. Bessin, p. 584; p. 304; p. 404, etc.

XLV. Item, se aucun Frere ou Sueur trespasse, il doit avoir le drap et la baniere de la dicte Carité sur son corps, et les quatre cierges doivent ardoir entour luy comme dit est.

XLVI. Item, l'Esquevin, le Prevost, ou l'un de eulz, en la compagnie de deux ou trois des dis Servans et du Clerc, seront tenus de aler, deux ou trois fois l'année, par les rues pour eulz faire paier de cen qu'il leur sera deu de la dicte Carité; et auront pour leur despens, pour chascune personne, deulz soulz six deniers Tournois.

XLVII. Item, il est ordonné que aucuns Serviteurs de la dicte Carité ne doivent venir au service d'icelle, sur paine d'amende, se ilz ne sont en abit convenable, selon leur estat.

XLVIII. Item, se il avenoit que, pour cause de mortalité, ou aultre occasion, le service de la dicte Carité fust si grevable, ou de tel paine que iceulx Serviteurs ne le peussent bonnement endurer ou supporter, ils seront pourvus de aide pour les relever de paine, aux despens de la dicte Carité, se ilz le requierent, par le conseil de douze proudomes des plus sciens et nocables d'icelle Charité, appeles ad ce les dit Prevost, Esquevin et Serviteurs.

XLIX. Item, chascun prestre¹ paiera pour chascune faulte du dit service huit deniers Tournois; pour faulte de dire messe dont il sera chargé paiera deux soulz six deniers Tournois, se il n'a de ce excusacion raisonnable qui doie suffire.

L. Item, a chascune des dictes deux festes de Nostre-Dame et de la Trinité, aura un predicateur, qui exposera les bienfaits et ordonnances d'icelle Carité et la Parole Divine, aux despens de la dicte Carité.

LI. Item, se un, ou plusieurs dez dis Serviteurs va de vie a trespassement, durant le temps qu'il sera en dit service, les autres Freres Servans pourront eslire une personne ou plusieurs pour estre en lieu de celui ou ceulx qui sont ales de vie a trespassement. Et yceulx esleus seront tenus faire le service pareil, comme les dessus dis faisoient pour le temps qu'ilz vivoient, sans aucun contredit.

LII. Item, chascun des dis Freres Serviteurs auront a chascune des festes de la Trinité et du Saint Sacrement chascun un chappel de roses, ou d'aultres choses, aux despens de la dicte Carité.

1. Voy. plus haut l'art. IV. D. Bessin, pag. 404 et 422.

Notum igitur facimus, quod nos, visis diligenter a mature consideratis et digestis suprascriptis constitutionibus et ordinationibus, firmiter sperantes tanto gratias Altissimo prestare obsequium, quanto fervencius Christi fideles incitaverimus ad opera Caritatis, per que penas evictare gehennales et gaudia eterna promereri queque illa que fiunt ad honorem et laudem Domini Nostri Jeshu Christi et Gloriose Virginis Marie Ejus Matris, que eciam Cultus Divini augmentum et salutem animarum conspiciunt utique approbatione sunt digna. Supplicationi Fratrum et Sororum predictae confratrie seu caritatis tanquam rationabili et juri consone benigniter annuentes, constitutiones et ordinationes predictas prout superius scripte sunt tanquam laudabiles ac approbabiles et a fide Catholica seu canonicis institutionibus non deviantes in quantum possumus et debemus auctoritate nostra ordinaria laudamus, approbamus et tenore principium confirmamus decernentes ipsas et earum quamlibet a Fratribus et Sororibus dicte confratrie presentibus et futuris teneri firmiter et inviolabiliter perpetuis temporibus observare ac roboris habere firmitatem, jure parrochiali et alio quolibet in omnibus semper salvis, in quorum omnium premissorum testimonium et fidem sigillum nostrum magnum presentibus duximus apponendum. Datum, in Castro nostro de Courtonna, dieduo-decima mensis Augusti, anno millesimo quadringentesimo sexto.

II.

Universis presentes litteras inspecturis, Thomas, miseratione divina, Lexoviensis episcopus, salutem in Domino sempiternam : Cum canente sanctissimo propheta David Dominum in Sanctis suis laudari debere et ipsis debite venerationis obsequium impendere, multo fortiori ratione nos ad ejus venerationem devotam obligatos esse censere debemus que nobis ex suo alvo sanctissimo, Spiritu Sancto cooperante, tocus humani generis protulit Salvatorem Dominum videlicet ac Redemptorem Nostrum, Jeshum Christum, qui nostram in humana natura operaturus salutem ex quo in carne nostra nasceretur, eligit uterum virginalem Gloriosissime ac beatissime Virginis Marie.

Cum itaque nuper ex parte venerabilium Burgensium de Bernays nostre diocesis parrochianorum Ecclesie Beate Marie de Cultura ejusdem loci fuerit nobis exhibita et ostensa quedam re-

liquia de capillis ejusdem Gloriosissime Genetricis Dei Marie argento et cristalo decenter adornata, quam, ut dicebant, quidam armatus, sevientibus tunc, proh dolor! per universam hanc Galliam cruentissimis bellis, ex quadam ecclesia prisie hostilis se abstulisse dicebat et in eadem ecclesia Beate Marie de Cultura presentasse; requisitum que nobis fuerit ne tam preciosa reliquia invenerata maneret, quatinus litteras nostras approbationis ut in majori reverencia atque veneratione a Christi fidelibus haberetur dare et concedere dignaremur. Nos igitur credentes gratissimum atque acceptissimum fore Domino ac Salvatori Nostro Jesu Christo honorem, qui a suis fidelibus Gloriosissime ac Sanctissime Matri impenditur, attendentes et considerantes ex vetustate scripture et litterarum cujusdam breveti in prefato reliquiario introclusi, in quo scriptum est antiquis litteris, ibi esse de capillis Gloriosissime Genetricis Dei Virginis Marie, verisimile esse ita existere prout in hujusmodi breveto descriptum habetur; quoque etiam ex assercioni plurium notabilium Burgensium dicti loci de Bernays nobis affirmatum fuit prefatum armatum, qui ad dictam ecclesiam Beate Marie de Cultura eandem reliquiam apportavit, dixisse et attestatum fuisse se eam in quadam ecclesia cepisse in prisia tunc hostili, ubi inter sanctorum Reliquias reverenter et venerabiliter servabatur, seque penitencia ductum eandem in prefata ecclesia de Cultura in honorem Gloriose Virginis dedicata reposuisse et collocasse ut a devotis fidelibus, prout talem decet reliquiam, in debita veneratione haberetur; prefatorum Burgensium pie petitioni atque devotioni annuentes, prefatam reliquiam pie credentes ibidem esse de capillis Virginis Gloriose, secundum quod in prefato breveto vetustissimis litterarum karakteribus scripto continetur, nostra ordinaria auctoritate venerandam atque a Christi fidelibus ut decet devote adorandam approbamus et laudamus, decernentes quod ipsa reliquia in predicta ecclesia Beate Marie reverenter et honorifice conservetur, et in sermonibus fiendis ad populum in hujusmodi ecclesia hec nostra approbationis littera publicatur. Datum Lexoviis sub sigillo nostro die prima mensis Augusti, anno Domini millesimo quadringentesimo quadragésimo octavo.

SAINTE-MARIE MÉVIL.

ESSAI

DE

POISON SUR UN CHIEN,

FAIT

PAR L'ORDRE DE LOUIS XI.

Le samedi 19 février 1480, à deux heures après midi, se réunissait par ordre de Louis XI, dans l'hôtel de ville de Tours, une assemblée choisie ; on y comptait le maire et quatre échevins de la ville, Jean Guérin et Louis de la Mézière, maîtres d'hôtel du roi, Simon Moreau, apothicaire, deux des gens de Jean de Daillon, gouverneur de Touraine et les clercs de la ville. Le mandat qui les convoquait ne spécifiait pas l'objet de la réunion ; il disait seulement que c'était *pour estre présens et assister à aucunes choses qui se devoient faire de par le roy*. Or, dans cette réunion, on fit l'essai de certains poisons sur un chien ; le poison, mélangé dans une fressure de mouton frite et dans une omelette, fut administré à forte dose, et le chien mourut. Procès-verbal de l'expérience est dressé, dans lequel on décrit avec beaucoup de détails *comment ledict chien estoit mort*. Cependant, sur l'ordre des maîtres d'hôtel du roi, le cadavre est conservé dans une des chambres de l'hôtel de ville jusqu'au lendemain, jour où l'on devait ouvrir le chien et constater les désordres causés par le poison dans tous ses organes. Le dimanche, en effet, sept barbiers et chirurgiens sont mandés pour procéder à l'autopsie ; seulement, et par mesure de précaution, on alluma un grand feu dans la chambre où était le chien, afin d'en renouveler l'air infecté par la désorganisation du corps et par les miasmes empoisonnés qui pouvaient s'en exhaler ; on fit un modeste déjeuner de harengs et de noix sèches ; puis l'opération fut menée à bonne fin. Un second procès-verbal fut probablement dressé, et enfin l'assemblée se sépara. Quant au cadavre, il fut porté dans une hotte, le même jour, sur les grèves de la Loire, et y fut enterré.

Que conclure de cette anecdote toxicologique? L'expérimentation semble tirer un intérêt tout particulier de ce qu'elle fut faite par l'ordre de Louis XI, roi soupçonneux et sur le compte duquel on se croit permis de mettre bien des crimes et des cruautés. Cependant, pour le cas dont il s'agit, les conjectures se réunissent plutôt en sa faveur que contre lui. D'abord l'histoire ne nous fait connaître l'empoisonnement d'aucun personnage important pendant l'année 1480, aussi bien que dans celles qui précèdent ou suivent la date de l'essai. La Chronique scandaleuse aussi bien que les Mémoires de Philippe de Commines sont complètement muets à ce sujet. Ensuite, si Louis XI avait eu quelque dessein sinistre, il n'eût point entouré l'expérience de ses poisons de la publicité qu'il déploie en cette occasion. Quant à nous, à cause même de la solennité de l'expérience, nous n'y pouvons voir qu'une cause simple et innocente, telle que l'éclaircissement d'un doute médical. Peut-être y trouverait-on encore la preuve d'une tentative d'empoisonnement sur Louis XI, mais il nous semble qu'elle eût laissé quelque trace dans l'histoire, et nous préférons nous en tenir à notre première conjecture.

Nous transcrivons ici, d'après le registre des comptes de l'hôtel de ville de Tours, conservé aux archives municipales de cette ville, les pièces qui nous ont fait connaître cette anecdote du règne de Louis XI.

Item oudict moys (de février) et le sabmedi XIX^e jour, par Monsieur du Lude fut mandé audict maire faire assembler quatre eschevins à deux heures après mydi en l'ostel de ladicte ville pour illec estre présens et assister à aucunes choses qui se devoient faire de par le roy; ce que fut fait. Et audict lieu et heure se trouvèrent Jehan Guérin et sire Loys de la Mézière, maistres d'ostelz du roy nostre sire; aussi se trouvèrent illec Simon Moreau appoticaire, deux des gens dudict sieur du Lude, et aussi furent les clercs de la ville. Et illec fut fait essay de certains poysons qui furent faiz manger au chien de Macé Blanchet en une fressure de mouton frite et en une amelete d'eufs; lequel chien mourut; dont fut par lesdicts maire et eschevins baillé certification signée de leurs mains pour monstrier au roy comment ledict chien estoit mort. Et pour ce que lesdicts poysons avoient esté montrez en troys escuelles et ung plat d'estain, pour doubte d'inconvénient, fut ladicte vaisselle mise en feu et fondue, puis fut refaite et rendue, et pour façon et déchiet en eut, le pintier de la Croisille, la somme de XVII^e VI^d.

Item pour faire l'essay desdicts poysons fut achapté soubdainement une somme de boys, XX^d.

Item et après que ledict chien fut mort, fut dit par lesdicts maistres d'ostel que le chien demourroit en la chambre de dessus le portal de la ville jusques au landemain jour de dymanche qu'ilz devoient retourner, ce qu'ilz firent. Et illec furent appelez Jehan Dumolin, Jehan Mariavala, Pierre Goupil, Gillet Bouzon, Guillaume Hardy, Guillaume Guénart, et Estienne Remy, barbiers et chirurgiens, pour ouvrir ledict chien. Et avant que y procéder, fut fait grant feu en la chambre ou estoit ledict chien, et appointé que chacun desjuneroit pour doubte d'inconvéniant, et puis ledict chien seroit ouvert. Et pour ce, chees Pierre Durant furent faiz cuire deux platz de harens; pour ce, pour pain, vin et noez vielles, XI^s.

Item ledict jour a ung portefays, qui porta en une hote ledict chien ès grèves, et l'enterra, XXII^d.

Item à la chamberière Macé Blanchet, qui nectoya la chambre et salle où fut ouvert ledict chien, luy fut donné XI^d.

A. SALMON.

THÈSES

SOUTENUES PAR

LES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DES CHARTES

(PROMOTION DE 1831-54)

POUR OBTENIR

LE DIPLOME D'ARCHIVISTE-PALÉOGRAPHE.



Recherches historiques sur la maison de Saint-Lazare de Paris, par
JULES BOULLÉ.

I. Quand furent fondées les premières léproseries en Occident? Probablement vers le commencement de la troisième race de nos rois.

II. Fondation de Saint-Lazare de Paris probablement au commencement du onzième siècle. — Emplacement qu'occupait cette maison.

III. Qu'était-ce que Saint-Lazare? Quatre opinions à ce sujet. — *Gallia christiana*. — Dubreuil. — L'abbé Lebeuf. — Jaillot. — Quelle est la plus satisfaisante?

IV. Statuts et organisation de Saint-Lazare. — De l'évêque. — Du prieur. — Des frères. — Des malades. — Des gens de service.

V. Des privilèges accordés par les papes et les rois. — Des biens de cette maison.

VI. Juridiction ecclésiastique et civile de Saint-Lazare.

VII. Liste des prieurs depuis 1160 jusqu'en 1632.

Du pouvoir législatif en France par CHARLES CASATI, licencié en droit.

DE LA LÉGISLATION EN FRANCE SOUS LES DEUX PREMIÈRES RACES.
— Respect du roi pour la constitution de l'État. — Autorité des anciennes coutumes. — Le pouvoir législatif appartient à la nation tout entière, réunie dans les assemblées générales. Systèmes contraires de mademoiselle de Lézardière, de Baluze, de Moreau. — Deux placites

annuels. — Le principe : *Lex fit consensu populi et constitutione regis*.

— Doit-on admettre la traduction bizarre que Moreau donne de ce texte pour le rendre conforme à son système? — Préparation de la loi dans le conseil, composé d'hommes choisis, présidé par le comte du palais. — Influence du roi sur la législation. — Les lois peuvent modifier la discipline de l'Église, mais doivent respecter le dogme. — Autorité du roi sur les évêques. — L'exemplaire original de la loi scellé par le référendaire est placé dans les archives du palais. — La publication de la loi se fait par des lectures publiques devant les tribunaux du comte et du centenier et devant les juridictions ecclésiastiques. — Personnalité des lois barbares. — La loi romaine est la loi du clergé. — Les capitulaires généraux des rois ont une autorité supérieure aux lois personnelles. — Ils ne sont pas restreints à l'un des États de l'Empire comme le prétend M. de Savigny. — Application aux individus du principe de la personnalité des lois. — Ce principe disparaît lorsque la différence des nationalités s'efface.

II. APERÇU DE LA LÉGISLATION DANS LA SUITE DE LA MONARCHIE FRANÇAISE. — Faiblesse du pouvoir royal sous la troisième race. — Le droit privé devient coutumier et territorial. — Le pouvoir législatif de la nation existe encore dans les terres du roi et dans celles des seigneurs, mais il s'éteint bientôt. — Les ordonnances ne sont alors que des règlements administratifs peu importants, simplement délibérés en conseil. — Au treizième siècle, lorsqu'au moyen des baillis, la justice du roi a pénétré partout, les ordonnances prennent un caractère général. — Le roi consulte encore quelquefois les gens de ses bonnes villes. C'est le conseil du roi qui *vaque à toutes les choses, touchant le gouvernement du royaume et des affaires publiques*. — Le roi réunit souvent à son conseil privé les gens du parlement, les gens des comptes, les maîtres des monnaies. — Ord. de 1356. Ord. de 1358, 14 mai. — Le grand conseil séparé du conseil privé. — Le nombre des conseillers s'accroît toujours, et toujours des ordonnances le réduisent. — Au dix-septième siècle, division du conseil en cinq sections. — Fonctions du chancelier : veoir, corriger, examiner, passer et sceller les lettres royaulx. — La compagnie des secrétaires du roi expédie les lettres royaulx. — Plusieurs ordonnances rendues sous l'inspiration du chancelier. — L'ordonnance scellée du grand sceau doit être enregistrée et publiée dans toutes les juridictions. — Droit de remontrances du Parlement. — Lettres de jussion. — Arrêts de règlements sous le bon plaisir du roi. — L'interprétation des ordonnances confiée au grand conseil. — Autorité des états-généraux. — Les états et le

parlement luttent en même temps contre le pouvoir absolu, succombent ensemble. — Les états votent l'impôt et demandent des réformes par doléances. — Au dix-septième siècle, absence d'états - généraux, silence du parlement, le roi seul fait la loi.

Essai sur la géographie territoriale et politique de l'Auvergne aux neuvième et dixième siècles, par JEAN-BAPTISTE-FRANÇOIS-AUGUSTIN CHASSAING, licencié en droit.

I. DIVISIONS TERRITORIALES DE L'Auvergne.

Dénominations diverses de l'Auvergne.

Elle avait pour limites, au nord, du côté du *Pagus Bituricus*, Chantelle, *Cantilia*, *Cantella*, et Souvigny, *Silviniacus*; du côté du *Pagus Augustodunensis*, la rivière d'Allier, *Elaver*, depuis Cusset, *Cuciacum*, jusqu'à la hauteur de Moulins; à l'est, les montagnes du Forez du côté du *Pagus Lugdunensis*, et la *Vicaria* de *Vetula Civitate*, Saint-Paulhien, du côté du *Pagus Vellavicus*. La délimitation du *Pagus Arvernicus*, au midi et à l'ouest, vers les *Pagi Gabalitanus*, *Rutenicus*, *Cadurcinus* et *Lemovicinus*, ne peut être établie d'une manière certaine, par suite de l'absence des textes. Elle était sans doute la même que celle du diocèse de Clermont avant l'érection du siège épiscopal de Saint-Flour en 1317 par Jean XXII.

Le PAGUS ARVERNICUS comprenait des *Pagi Minores* qui se subdivisaient en *Aices*, division répondant, dans l'ordre territorial, à la subdivision politique du comté, la *Vicaria*. L'étendue de la *Vicaria* et de l'*Aicis* était la même. Preuve tirée des Cartulaires de Brioude et de Sauxillanges. — Les textes font connaître les *Pagi Minores* et les *Aices* suivants :

- 1° PAGUS DONOBRINSIS, pays de Neuvre;
- 2° PAGUS LIMANICUS, la Limagne;
- 3° PAGUS ARVERNICUS ou CLAROMONTENSIS, pays de Clermont : *Aicis Riomensis*, Riom;
- 4° PAGUS TELAMITENSIS, pays de Tallende : *Aicis Ambronensis*, Saint-Germain Lembron; — *Bonorochensis*, Le Broc; — *Caldiacensis*, Coudes-sur-Allier; — *Montanicus*, Monton, près Veyre; — *Mussiacensis*, Moissat sur l'Alagnon;
- 5° ROCAFORTENSIS, pays de Rochefort;
- 6° PAGUS TALVENSIS, pays de Tauves;
- 7° PAGUS TIERNENSIS, pays de Thiers;

8° PAGUS TOLORNENSIS; pays de Turluron près Billom; *Aicis Tolornensis*;

9° PAGUS LIPIDIACENSIS OU LIBRATENSIS, le Livradois;

10° PAGUS UCIONENSIS, pays d'Usson; *Aicis Ucionensis*;

11° PAGUS BRIVATENSIS, le Brivadois : — *Aicis Brivatensis*, Brioude; — *Calerinsis*, Chalières; — *Cantolianicus*, Chanteuge; — *Cumicensis*, Cusse ou Cumignat; — *Loiacensis*, inconnu, *Nonatensis*, Nonette; — *Radicatensis*, Rageades;

12° TERRITORIUM PLANEZA, PLANETIA, la Planèze : *Aicis Carlatensis*, Carlat.

II. DIVISIONS POLITIQUES DE L'Auvergne.

L'Auvergne, sous la race carlovingienne, forma le *Ducatus Arvernus*.

Elle forma aussi le *Comitatus Arvernus*, d'abord aussi étendu que l'ancienne *Civitas Arverna*.

Vers la fin du neuvième siècle, quelques districts du *Pagus Arvernus* forment des comtés qui se subdivisent en *Vicariæ*, Vicairies ou Vigueries.

On trouve mentionnés dans les Cartulaires de Brioude et de Sauxillanges, les comtés et vicairies suivants :

1° COMITATUS ARVERNUS SEU CLAROMONTENSIS, comté d'Auvergne ou de Clermont : *Vicaria Claromontensis*, Vicairie de Clermont; — *Doratensis*, — de Dorat; — *Lodosensis*, — de Lezoux; — *Olbiensis*, — d'Olby; — *Randanensis*, — de Randan.

2° COMITATUS BRIVATENSIS, comté de Brioude : *Vicaria de Arlinco*, Vicairie d'Arlanc; — *de Aurato*, — de Dore l'Église; — *Brivatensis*, — de Brioude; — *Cantolianica*, — de Chanteuge; — *Cheriacensis*, ou *Heriacensis*, — de Charraix; — *Logatensis*, — inconnue; — *Nonatensis*, — de Nonette; — *Radicatensis*, — de Rageades; — *Sancti Stephani*, — de Saint-Etienne-sur-Usson; — *Ucionensis*, — d'Usson.

3° COMITATUS LIBRATENSIS, comté de Livradois : *Vicaria Ambatensis*, vicairie d'Ambert; — *Marciacensis*, — de Marsat; — *Libratensis*, — de Livradois; — *de Roca Savina*, de Saint-Amant Roche-Savine.

4° COMITATUS TELAMITENSIS, comté de Tallende : *Vicaria Ambrosensis seu Sancti Germani*, vicairie de Saint-Germain-Lembron; — *Antoniensis*, — d'Antoingt; — *Avalojolense*, — de Valeujol; — *Boronochensis*, — du Broc; — *de Civitate Vetula*, — d'Antérieux? — *Jordanensis*, — de Jordanne; — *de Nova Ecclesia*, — d'Église-Neuve;

— *Massiacensis*, — de Massiac; — *Monciasensis* seu *Muissiacensis*, — de Moissat; — *de Talaisago*, — de Talizac; — *Telamitensis*, — de Tallende; — *Vebritensis*, — de Vebret.

5° COMITATUS TOLORNENSIS, comté de Turluron : *Vicaria Biliomensis*, vicairie de Billom, — *Cunliacensis*, de Cunlhat; — *de Valle Vallonica*, inconnue.

Étude sur les mots à multiples formes de la langue française, par
JEAN-ÉDOUARD GROS-BURDET.

I. FORMATION GÉNÉRALE. — Dans les Gaules, au moment de l'invasion germanique, le latin a perdu ses désinences caractéristiques; il s'est peu à peu transformé en notre langue vulgaire. Les conquérants prononçaient mal en proportion de la rudesse de leurs organes; au nord, où ils étaient nombreux, ils ont altéré plus gravement les formes romaines; au midi se sont conservées de meilleures traductions euphoniques par l'influence des Gallo-Romains restés en majorité. A cette époque, qui peut s'étendre du cinquième au dix-septième siècle, se rapportent les types les plus dissemblables des effigies romaines primitives. La faveur soudaine accordée au latin par les savants de la Renaissance servit de prétexte à de nombreux néologismes qui forment double emploi avec les formes populaires correspondantes. A mesure que la facilité de prononciation se propage avec l'éducation, l'effort général tend à créer des mots nouveaux calqués sur les langues mortes. De nos jours encore, cet abus est en vigueur, et nuit à la clarté du langage.

L'écriture du moyen âge indique la prononciation usuelle du temps, sans aucun principe orthographique.

Il ne faut pas prendre pour des mots différents les diverses manières de figurer le même mot; ainsi *rithmer* et *rimer* sont tout un. De même pour *clause* et *close*, pour *diné* et *dîner*, pour *Fontenay* et *Fontenoy*, pour *Arnould*, *Arnou* et *Arnoud*, etc.

Dans la formation générale des mots à plusieurs types figurent les influences des peuples limitrophes au nord et au midi, par les communications guerrières ou pacifiques auxquelles nous devons des mots nouveaux dérivés du latin, par l'italien ou l'espagnol, et des langues du nord et de l'est, par les idiomes scandinaves et germaniques.

Les formes doubles ou multiples ne sont pas toujours synonymes.

II. FORMATION PAR ALTÉRATION DES VOYELLES ET DES DIPHTHONGUES.
— En général, la prononciation barbare apaise le son latin et le fait

sourd, comme le prouvent les manières si nombreuses d'exprimer les voyelles par des combinaisons de lettres inusitées jusqu'alors. Les formes de création récente ou méridionale rendent aux voyelles et aux diphthongues leur figure et leur sonorité antiques.

III. FORMATION PAR ATTÉNUATION OU MODIFICATION DES CONSONNES.

— Suivant les pays, les consonnes latines ont permuté ou modifié de façon nouvelle leur valeur première. Le B, le V, le P se suppléent ; il en est de même du V et du G, de l'L et l'R, du D et du T, du T et de l'S. Tantôt le C prend une prononciation analogue à celle du χ grec, tantôt il s'adoucit en S en Z.

IV. FORMATION PAR SUPPRESSION DE LETTRES. — Les voyelles prononcées soirement entre deux consonnes s'effacent et disparaissent souvent dans la rapidité du discours. Les consonnes se rapprochent et se modifient conformément à l'euphonie. De là les formes *timbre* et *tympan*, *advenir* et *aveindre*. La chute d'une consonne produit les mêmes effets parmi les voyelles : on le voit par *fidélité* et *féauté*, par *auguste* et *aótt*.

V. FORMATION PAR ADJONCTION D'UNE LETTRE. — Les mots latins commençant par deux ou plusieurs consonnes difficiles à détacher au courant de la prononciation ont été, dans le discours et l'écriture, précédés d'un *e* qui en adoucit l'aspérité. Tels sont *scholaire* avec *écolier*, *strangler* avec *étrangler*.

VI. Quelques mots purement latins se sont introduits dans le langage, surtout par l'usage scientifique, et alternent avec les formes vulgaires ; je citerai *facies* et *face*, *dictum* et *dicton*.

VII. En thèse générale, les mots qui se rapprochent le plus du latin sont modernes.

De l'institution des baillis sous saint Louis et sous Philippe III d'après les Olim (1254-1285), par THÉODORE LABORDE, licencié en droit.

Introduction. — Création des baillis de 1180 à 1190. — Leur puissance croissante. — Les Olim constatent le but principal de leurs efforts, c'est-à-dire l'établissement de la suprématie royale.

I. Justice royale d'abord exceptionnelle. — L'assise du bailli remplace peu à peu celle des chevaliers. — Les baillis sont d'abord des membres du parlement, détachés dans les provinces et nécessaires : 1^o pour faire les enquêtes, 2^o pour assurer l'exécution des arrêts, 3^o pour éclairer la cour sur les coutumes des provinces. — Multiplication progressive des bailliages : quatre en 1190, dix-sept en 1260. —

Les sénéchaux remplissent dans le Midi les fonctions des baillis au Nord. — Les baillis se servent de plusieurs moyens pour étendre la justice royale : 1° la *Deffault de droit*, 2° l'*Appel*, 3° les *Cas royaux*, 4° le *Refus de compléter la cour des vassaux*, 5° la *Prévention*, 6° le *Droit de protection royale* (sur les églises, les communes et les bourgeois). — Les arrêts du Parlement constatent leur intervention dans toutes les matières. — Haute, moyenne, basse justice. — Justice forestière, des chemins, des marchés. — Troubles, forfaitures, viols. — Bannis, bâtards, nobles. — Questions intéressant l'Etat, la religion, la personne du roi ou ses représentants. — Questions de propriété, de reconnaissance d'état et de noblesse. — Empiètements sur la justice régulière des seigneurs. — Guerre aux usages et aux privilèges. — Respect des droits du roi sur les ventes (tiers et danger, segorage), sur les tutelles, etc. — Destruction des garennes. — Monnaies. — Les baillis font les assurements, les arbitrages, les compromis, les accords, les échanges; jugent les conflits de justice, les réclamations de cens, les droits de pêche, les contestations de propriété, etc., etc. — Ils sont agents d'exécution contre les bannis, les voleurs, les mal-faiteurs (même sur les terres des hauts justiciers), punissent les insultes faites aux fonctionnaires du roi et le refus de service militaire; — veillent à la réparation des ponts, à la libre navigation des rivières, à la destruction des forteresses; — perçoivent partout les amendes infligées par la cour. — Appels frivols amendés. — Appeaux volages.

II. Différentes mesures prises par les ordonnances contre les baillis. — Ressort soigneusement délimité. — Une fois le résultat obtenu, la royauté sent le besoin de restreindre les pouvoirs extraordinaires des baillis. — Ils perdent de leur importance, et leurs noms sont plus rarement cités dans les textes des arrêts. — Ils descendent au rang de fonctionnaires inférieurs, de juges de première instance. — L'appel de leurs décisions devient plus fréquent. — La cour prend très-souvent parti contre eux. — Répression des amendes excessives qu'ils infligent. — Ils sont eux-mêmes blâmés, réprimandés, amendés. — Tendance au démembrement de leurs offices.

III. Noms des baillis depuis 1254 jusqu'à 1285 d'après les *Olim* comparés avec l'*Usage des fiefs*.

Essai sur l'état des personnes en Angleterre au onzième siècle, à la suite de la conquête normande, d'après les documents originaux, et principalement le Domesday-Book, précédé de l'histoire de ce livre, par LOUIS LACOUR.

Histoire du Domesday-Book : sa date, son exécution, son utilité, ses services; principaux auteurs qui en ont fait usage.

I. Considérations générales sur l'état des personnes avant la conquête et sur les changements que Guillaume le Conquérant introduisit en Angleterre.

II. De l'état des personnes relativement à la liberté. — Nobles : barons ou tenanciers. — Classes moyennes. — Taines, vavasseurs, possesseurs d'alleux. — Chevaliers, hommes libres; socmans, radmans.

III. De l'état des personnes relativement à la servitude. — Vilains, bordiers, cottiers, serfs, coliberts, censiers, femmes servantes.

IV. De l'état des personnes relativement à la justice. — Crimes et délits : adultère, forestel, forfait, girbrige, homicide, vol. — Cours et tribunaux : observations générales, ridings, wapentaches, hundreds; juridiction sur les vilains.

Les sépultures chrétiennes en France du onzième au dix-septième siècle, par ARTHUR MURCIER.

I. SARCOPHAGES. — A partir du onzième siècle, le sarcophage ou cercueil est distinct du tombeau ou mausolée. — La pierre, la brique, le plâtre, le plomb et le bois ont servi à la construction des sarcophages. — La forme a peu varié : c'est celle d'une auge à extrémités inégales, avec couvercle plat ou légèrement arrondi ou à dos d'âne. — La longueur n'excède guère celle du corps. En principe, le cercueil ne dut recevoir qu'un seul individu. — On trouve dans une foule de sarcophages, outre le squelette, des débris de vêtements et des attributs de la profession du défunt. — L'Église a réglé le mode d'ensevelissement. — On enterra parfois avec le mort non-seulement des reliques, mais l'Eucharistie; c'est un souvenir du *navulus* antique; les petits pots à eau bénite, ceux à charbon et encens et les plantes vivaces se rencontrent bien plus fréquemment dans les sarcophages chrétiens. — La croix d'absolution déposée sur la poitrine du mort est une réponse au reproche que les Grecs faisaient aux Latins de ne pas ob-

server la disposition des bras en croix. — La décoration des sarcophages a été généralement très-simple. — Quant à l'orientation, la tête du mort était tournée vers l'Occident et ses pieds vers l'Orient. — Il est à présumer que, concurremment avec la sépulture dans les sarcophages allongés, on a enterré dans des pots assez semblables aux *camucis* des chefs de tribus brésiliennes.

II. TOMBEAUX. — Il faut distinguer les tombeaux isolés des tombeaux arqués, et les tombes levées des tombes plates. — La pierre, le marbre, le cuivre et le bronze sont les matières qui ont le plus souvent servi à la construction ou à l'embellissement des tombeaux; l'argent et l'or, l'émail et la mosaïque ont été employés surtout comme objets de décoration. — Les tombeaux de l'époque romane sont en rapport avec l'architecture du temps : simples et sévères comme elle, ils diffèrent en beaucoup de points de ceux de l'âge suivant. — Les *gisants* sont une innovation de l'époque gothique, qui ajouta successivement tant d'autres éléments de décoration aux mausolées. — Les *priants* apparaissent à la fin du quinzième siècle.

III. SÉPULTURE DANS L'ÉGLISE. — On l'a fréquemment accordée au moyen âge; mais différents motifs ont déterminé l'Église à faire ses restrictions; matériellement, le temple saint n'a pu recevoir tous les chrétiens, sans distinction; il y eut des privilégiés dont les plus nombreux furent les donateurs. — Les cryptes ne renfermaient en principe que le corps des martyrs ou confesseurs; insensiblement elles ont reçu d'autres défunts. A l'époque romane, elles ont gagné en étendue; les architectes gothiques en ont rejeté l'emploi parce qu'elles mettaient en péril la solidité de l'édifice supérieur. — La sépulture dans l'église haute eut lieu principalement pour les ecclésiastiques, au chœur, dans les nefs, dans les chapelles et au parvis; les laïques furent inhumés dans les chapelles et sous ces pierres tombales où l'image du défunt habillé, les mains jointes et les pieds tournés vers le sanctuaire, était gravée au trait ou diversement colorée. — L'Église a reçu aussi des inhumations partielles. — La sépulture dans l'église avait ses avantages et ses inconvénients.

IV. SÉPULTURE DANS LES CIMETIÈRES. — L'histoire des cimetières du moyen âge offre relativement moins d'intérêt que celle de la sépulture dans l'église : les cimetières étaient le champ de repos des simples fidèles. — Quelques églises, où l'affluence des morts était considérable, sont devenues de vrais cimetières. — La présence de nombreux cercueils dans une localité ne prouve pas infailliblement la présence d'un cimetière. — Les principaux monuments de la décoration des cime-

tières au moyen âge sont les chapelles dédiées à saint Michel, les charniers, les ossuaires, les croix et les lanternes des morts.

V. SYMBOLISME. — Il est signalé par les liturgies des douzième et treizième siècles pour l'orientation et les objets renfermés dans le cercueil; quant aux tombeaux, les artistes du moyen âge y ont représenté des animaux et des végétaux symboliques; ils ont emprunté aux costumes et aux pièces d'armoiries certains détails dont le sens a frappé les archéologues; enfin, ils ont donné une forme humaine aux anges et même à l'âme. — Le symbolisme a peu varié; cependant il ne paraît pas avoir été observé uniformément.

VI. ÉPITAPHES. — Elles ont occupé quelquefois le fond du cercueil; mais il faut surtout les demander aux tombeaux. — On reconnaîtra approximativement leur âge à la forme des lettres. — Les sigles deviennent plus rares à mesure qu'on avance vers le seizième siècle; ils rappellent, avec peu de modifications, les formules des anciennes inscriptions tumulaires. — La langue des épitaphes est généralement le latin, même longtemps après la formation de la langue vulgaire. — Le style est direct ou indirect; ces inscriptions, simples d'abord, se compliquent, aux approches du seizième siècle, d'un éloge historique plus développé, mais qui est un modèle de brièveté, si on le compare avec les longs et verbeux panégyriques des temps postérieurs; on affectionnait en outre les vers rimés, et on ne recula pas assez devant la manie des jeux de mots. — L'étude des épitaphes est utile pour le déchiffrement des écritures du moyen âge; elle sert à confirmer ou à réfuter les assertions des historiens, et peut être d'un grand secours dans les travaux chronologiques.

Essai sur les variations des limites géographiques et de la constitution politique de l'Aquitaine depuis César jusqu'à l'an 613, par
FÉLIX ROCQUAIN DE COURTEMBLAY.

I. AQUITAINE SOUS CÉSAR. — La Garonne ne forme pas la limite précise de l'Aquitaine au nord et à l'est. — Erreur de Valois et d'autres qui ont voulu voir dans l'Aquitaine de César la Novempopulanie de la Notice.

II. AQUITAINE SOUS AUGUSTE. — Quatorze peuples ajoutés, dont Strabon ne nomme que douze. — Opinions diverses sur les deux restants. — Erreur de Valois et d'autres qui ont voulu voir dans l'accroissement d'Auguste les deux Aquitaines (1^{re} et 2^e) de la Notice.

III. AQUITAINE DEPUIS AUGUSTE JUSQU'ÀUX BARBARES. — Elle devient

Provincia Cæsaris, et garde cette forme de gouvernement jusqu'à l'invasion. — Elle est successivement divisée en Novempopulanie, 1^{re} et 2^e Aquitaine. Limites de ces trois subdivisions. — Aux quatrième et cinquième siècles, la Gaule est partagée généralement en deux parties dites : l'une Gallia, l'autre Aquitaine. Presque tous les écrivains se sont contentés de constater ce fait, sans résoudre la question qu'il implique, c'est-à-dire sans indiquer les limites de ces deux portions. — Erreur de M. Walkenaer à ce sujet. La solution de cette question permet de déterminer l'étendue des cinq et sept provinces.

IV. AQUITAINE SOUS LES WISIGOTHS. — Conquêtes des Wisigoths confirmées par le traité passé entre Wallia et Honorius. Fin de ce royaume en 507 (bataille de Vouglé).

V. AQUITAINE SOUS LES FRANCS. — 1^o De Clovis à la mort de Clotaire I^{er} (507-561). — Opinions diverses relativement au partage des fils de Clovis, à la mort de leur père et à celle de leur frère Clodomir : question généralement négligée ; les documents rares, mais suffisants.

2^o De Clotaire I^{er} à l'avènement de Clovis II à toute la monarchie des Francs (561-613). — Mêmes difficultés sur les partages à la mort de Clotaire I^{er} et de Caribert, roi de Paris. — Un grand jour est jeté par le concile de Mâcon (585) et le traité d'Andelot (587) sur l'étendue des possessions des princes mérovingiens de 507 à 613. — Documents dont les historiens n'ont pas su tirer parti.

De l'administration des communes au nord de la France, vers 1260,
par GUSTAVE SERVOIS, licencié en droit.

I. On peut établir que ce fut en 1258 que pour la première fois les communes rendirent compte de leur situation financière à une commission du parlement. — Les communes sont surchargées de dettes.

II. Intervention de la royauté dans les élections municipales. — Le maire, assisté d'un conseil, n'avait qu'un pouvoir d'administration limité par la surveillance des membres importants de la cité. — En général, ses fonctions n'étaient pas gratuites.

Les fonctions d'agent comptable étaient séparées des fonctions d'administrateur.

A la fin de son administration, le maire rendait ses comptes devant la commune assemblée.

III. Recettes et dépenses. — Les revenus ordinaires et périodiques étaient insuffisants : on levait des tailles, on contractait des emprunts, on émettait des rentes.

La taille était un impôt à la fois réel et personnel. — Divers modes de l'asseoir. — Les sommes des aides levées pour le roi étaient fixées par les communes.

On empruntait très-souvent à intérêt. — Qu'étaient les *Bontés*? L'administration recevait, sous le nom de *Commandes*, des dépôts dont elle disposait librement jusqu'à la restitution; très-vraisemblablement elle n'en devait pas l'intérêt.

Le bourgeois qui se retirait de l'association communale devait payer une part proportionnelle dans les dettes de la commune.

BIBLIOGRAPHIE.

LA NORMANDIE SOUTERRAINE, ou Notices sur des cimetières romains et des cimetières francs explorés en Normandie, par M. l'abbé Cochet, inspecteur des monuments historiques de la Seine-Inférieure, etc. — 1 vol. grand in-8° de 400 pages et 16 planches. — Rouen, Paris et Londres, chez Lebrument, Derache, Didron et Otto Marcus, 1854.

Ceux qui s'occupent de nos antiquités françaises, connaissent, au moins par ouï-dire, les découvertes de M. l'abbé Cochet. Ce savant, plein d'activité et de zèle, s'est voué depuis plusieurs années à l'exploration des anciens cimetières qui se montrent de tous côtés, depuis que les travaux du génie civil se sont attaqués aux parties intérieures du pays de Caux. Les journaux et les recueils scientifiques ont signalé le succès des fouilles exécutées à Londinières, à Lucy, à Envermeu; le musée de Rouen enrichi par ces fouilles, celui de Dieppe créé avec les pièces que le département n'a pas jugé à propos de s'approprier, disent encore mieux la valeur des résultats obtenus. La *Normandie souterraine* est le registre des découvertes qui ont été accomplies jusqu'à ce jour. M. l'abbé Cochet a voulu y détailler avec une étendue que n'avaient pas comportée les annonces scientifiques, toutes les circonstances des opérations surveillées par lui. Il a cherché en même temps à généraliser ses observations, de manière à ce que son livre devînt un manuel pour les archéologues.

L'ouvrage est divisé en deux parties. Dans la première, l'auteur traite des sépultures de la période romaine; la seconde est consacrée à l'examen des sépultures de la période barbare.

Il n'y a pas plus de vingt-cinq ou trente ans que l'on a commencé à établir cette distinction, et c'est surtout dans ces derniers temps que le répertoire des faits s'est assez étendu, pour qu'il fût possible d'attribuer une origine probable et une époque approximative aux débris humains que l'on rencontre. Ceux des barbares Germains sont surtout devenus reconnaissables depuis les observations de MM. Lindenschmit et Houben, sur les bords du Rhin; Roach-Smith, en Angleterre; Troyon, en Suisse. M. Cochet, en s'appuyant, comme de juste, sur l'expérience de ses devanciers, a étendu le domaine de la science, soit par des faits nouveaux qu'il a mis en relief, soit par des interprétations plus plausibles qu'il a données à des particularités déjà reconnues. Son livre est un progrès de la question; et puisque nous en sommes réduits à demander aux sépultures les seuls monuments qu'aient laissés d'eux les conquérants barbares de la Gaule, on peut dire que le tableau le plus complet qui ait encore été fait des antiquités mérovingiennes se trouve dans la *Normandie souterraine*.

Les sépultures de l'antiquité gallo-romaine, quoique plus étudiées, n'ont

pas laissé que de suggérer aussi quelques aperçus nouveaux à M. l'abbé Cochet. Nous avons été surtout frappé de ses idées sur la nature des pierres employées à la confection des cercueils antiques, sur les signatures de certaines poteries, sur l'existence très-vraisemblable d'une verrerie romaine dans la forêt d'Eu, sur la présence de statuettes de Latone dans les tombeaux d'enfants. Nous devons citer encore une excellente monographie des découvertes faites jusqu'à ce jour sur l'emplacement de *Juliobona*.

L'intérêt que nous avons trouvé au livre de M. Cochet nous fait désirer qu'il le complète prochainement. De son propre aveu, une grande incertitude règne sur le caractère des sépultures gallo-romaines, à partir de l'époque où a été abandonné le rite de l'incinération. Les fouilles accomplies sous ses yeux semblent n'avoir rien produit pour l'élucidation de ce point important. Il est cependant impossible que, depuis Constantin jusqu'à Charlemagne, la race qui formait la majorité de la population n'ait pas laissé de ses débris dans le pays de Caux. Il appartient à l'auteur de la *Normandie souterraine* de chercher ces débris, et de nous les faire connaître.

A l'égard des Barbares eux-mêmes, nous trouvons plus d'un point sur lequel l'inspection de leurs tombeaux n'a pas fourni à la science son dernier mot. Par exemple, la place précise et la disposition de la ceinture présentent encore bien de l'obscurité. N'y avait-il qu'un ceinturon pour soutenir les nombreux objets qui gisent dans le bassin des squelettes? L'existence d'un baudrier ne pourrait-elle pas être admise? Les deux fibules qui se rencontrent d'ordinaire à la hauteur de la poitrine n'auraient-elles pas servi à attacher deux vêtements superposés? D'après les vestiges de tissus qui adhèrent aux armes, ne peut-on pas se faire une idée du costume entier, ou tout au moins juger de l'industrie qui fournissait aux Barbares leur habillement?

Puisque nous en sommes aux recommandations, nous nous permettrons aussi d'appeler l'attention de M. l'abbé Cochet sur son style. Il nous paraît s'abandonner trop à sa facilité. Il écrit d'abondance, comme il parlerait, usant le plus souvent d'à peu près pour désigner les choses. Qu'il n'oublie pas que l'archéologie, comme toutes les sciences, veut être démontrée dans un langage précis. Elle n'admet que les dénominations techniques : les équivalents, si pittoresques qu'ils soient, ne sauraient y être de saison lorsque le mot propre existe.

J. Q.

MÉMOIRE sur l'ancienne lieue gauloise, par M. T. Pistollet de Saint-Ferjeux. Langres et Paris, 1852, 56 p. in-8°.

L'auteur de cette brochure, M. Pistollet de Saint-Ferjeux, ainsi qu'il nous le raconte, voulait, il y a quelques années, faire une carte de la province Lingonnaise pendant l'époque gallo-romaine. Pour arriver à ce résultat, il consulta donc les deux documents géographiques qui sont une

des sources les plus précieuses pour l'histoire et la topographie de notre pays, la Table Théodosienne ou de Peutinger et l'Itinéraire d'Antonin. Il ne trouva sur ces tableaux l'indication que de quatre routes ayant leur point de départ à Langres : 1° de Langres à Châlon-sur-Saône, 2° de Langres à Besançon, 3° de Langres à Toul, 4° de Langres à Reims. Ici se présentait une difficulté. Il fallait déterminer exactement la distance totale et intermédiaire de chacune de ces voies. Cette distance était, il est vrai, indiquée en milles romains, mais les auteurs diffèrent entre eux sur la longueur à donner à cette mesure : d'Anville l'estime à 756 toises ou 1473 mètres, Gosselin à 1483 mètres, et Walckenaer à 1481 mètres. M. de Saint-Ferjeux adopta la longueur indiquée par Gosselin et se mit à opérer sur la carte de Cassini. Après mainte épreuve souvent répétée, il arriva à cette conclusion peu satisfaisante, que les mesures indiquées étaient beaucoup plus courtes que la distance réelle. D'Anville avait déjà indiquée cette solution, et Walckenaer, dans sa *Géographie des Gaules*, avait proclamé que l'une des plus grandes difficultés de l'étude de la géographie comparée était la perpétuelle confusion des diverses mesures itinéraires dans les écrits des anciens. S'appuyant sur cette déclaration du savant secrétaire de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, M. de Saint-Ferjeux rechercha, avec une ferme volonté de la découvrir, l'étendue réelle de la mesure itinéraire qui avait servi de base aux calculs de la Table de Théodose et de l'Itinéraire d'Antonin. Dans ce nouveau travail, l'auteur fut assez heureux pour pouvoir trouver un terme de comparaison dans une curieuse inscription déposée au musée d'Autun. Cette inscription, publiée déjà deux fois, présente une double mesure itinéraire : l'une qui doit représenter la lieue, l'autre le mille romain. Ce précieux renseignement amena M. de Saint-Ferjeux à reconnaître, après plusieurs expériences, que la lieue gauloise était de 2,415 mètres. Ce résultat était déjà quelque chose, puisqu'il permettait désormais de trouver exactement la situation, aujourd'hui contestée, de plusieurs stations romaines. Restait cependant encore un point à déterminer : dans quelles parties de la Gaule s'était-on servi de cette mesure itinéraire de 2,415 mètres ? Cette mesure, si nous en croyons les calculs de l'auteur, a été adoptée pour l'indication de toutes les stations situées au nord de Lyon, aussi bien dans l'ouest que dans l'est et que dans le nord de la Gaule, au delà de la province romaine. A côté de cette lieue gauloise existait encore un mille que l'on peut appeler également gaulois, qui représentait les deux tiers de la lieue, soit 1,610 mètres. Et ce mélange de ces deux mesures se rencontre souvent sur les itinéraires ; ainsi la route de Langres à Varcia, sur la voie de Langres à Besançon, est indiqué en milles gaulois, et le reste du chemin est marqué en lieues gauloises. Il en résulte encore que la lieue qui équivalait, suivant Ammien Marcellin et suivant Jornandès, à un mille et demi, soit 1,500 pas, était une mesure factice établie pour concorder avec le mille romain, de même

que de nos jours on a fait une aune métrique, un pied métrique qui ne représentent ni l'aune ni le pied d'autrefois.

Tel est le résultat des recherches que M. de Saint-Ferjeux expose dans sa brochure avec une grande lucidité, et sur lesquelles il appelle l'attention des archéologues et des géographes de notre pays.

SAINTE-MARIE MÉVIL.

SUR LA NAISSANCE de Charlemagne à Liège. Recherches historiques, par Ferd. Henaux. Nouvelle édition. Liège, Desoer, 1854. 55. p., gr. in-8°.

Le lieu de naissance de Charlemagne est et demeurera probablement toujours ignoré. Les arides Annales du milieu du huitième siècle ne mentionnent même pas la naissance en elle-même; et Eginhard, qui, en indiquant l'âge de l'empereur au moment de sa mort (*vita Caroli*, c. 30) a permis de fixer à 742 l'année de sa naissance, passe volontairement sous silence tout ce qui a rapport à la première partie de la vie de son héros, en disant (*Vita Caroli*, c. 4) : « *De cujus nativitate atque infantia, vel etiam pueritia, quia neque scriptis usquam aliquid declaratum est, neque quisquam modo superesse invenitur, qui horum se dicat habere notitiam, scribere ineptum judicans, ad actus et mores ceterasque vitæ illius partes explicandas ac demonstrandas, omissis incognitis, transire disposui.* » Tout au plus peut-on conjecturer qu'il vit le jour dans le pays entre Meuse et Rhin d'après les paroles « *in genitali solo*, » dont se sert le moine de Saint-Gall (l. I, c. 30) lorsqu'il raconte l'érection de l'église d'Aix-la-Chapelle.

Les grands érudits du dix-septième siècle, Lecoinge, Mabillon et autres, étaient déjà arrivés à ce résultat négatif, dont l'histoire peut à la rigueur parfaitement prendre son parti. Mais il ne fait pas l'affaire des localités jalouses de compter le restaurateur de l'empire d'Occident au nombre de leurs citoyens. L'une d'elles, qui dès le moyen âge s'était montrée des plus ardentes à revendiquer le berceau du grand homme, vient tout récemment de raviver le procès. Battue sur la question de la paternité de Pierre l'Ermite et de Godefroi de Bouillon, la ville de Liège espère se dédommager largement de son double échec par l'acquisition incontestée de Charlemagne, et son vaillant champion, M. Ferdinand Henaux, se flatte d'avoir, cette fois-ci, pour de bon, démontré au profit de sa *vieille patrie*, la fausseté de ce *lieu commun* (p. 19) qu'on appelle l'incertitude du lieu de naissance de Charlemagne.

A cet effet, sans s'arrêter longtemps aux prétentions rivales de Paris et d'Ingelheim, il s'adresse d'abord aux textes directs. Il éloigne le témoignage d'Eginhard, sous prétexte qu'en paraissant ignorer le lieu de naissance de son maître, il n'a voulu que « jeter un voile sur les débuts peu brillants et les faits peu honorables de sa jeunesse, ainsi que sur les origines peu illustres de la famille royale, famille de parvenus, qui n'aimait pas la grande noblesse et que la grande noblesse n'aimait pas (p. 13). » Par

contre, il exalte de son mieux la douteuse autorité du moine de Saint-Gall, « qui était encore environné de toutes les preuves vivantes de la vérité du fait qu'il rapportait (p. 20), » et dont il applique hardiment le *genitale solum* non-seulement au pays liégeois en général, dont Aix-la-Chapelle faisait partie, mais, vu l'absence de réclamations de la part des savants d'Aix, à la ville de Liège elle-même.

Viennent ensuite à l'appui de cette opinion, les preuves traditionnelles et les preuves d'induction. D'une part, M. Henaux accumule les textes et les souvenirs locaux pour prouver le fait incontesté de l'origine austrasienne des Pepins, et tire, de l'existence de leurs nombreuses résidences dans le pays liégeois, la conséquence fort hasardée, que tous, et par conséquent Charlemagne aussi, ont dû y voir le jour. D'autre part, appuyé cette fois-ci moins sur des textes carlovingiens qui ne parlent qu'en général de nombreux séjours faits à Liège par Charlemagne, que sur des chroniques liégeoises fort récentes qui racontent entre autres que Charlemagne a déclaré les Liégeois les plus nobles citoyens de ses États (p. 41), et qu'il leur a donné une bannière magnifique de satin blanc qui existait encore en 1660 (p. 42), il prétend constater dans tous ces faits l'attachement filial de l'homme de cœur au sol qui l'a vu naître, et par suite la nécessité de la naissance de Charlemagne dans le pays liégeois.

Allant plus loin encore, M. Henaux fixe la naissance à Liège même. A cet effet, il procède par exclusion à l'endroit des autres résidences carlovingiennes de la contrée, met, par exemple, Herstal hors de concours, parce que c'était « un manoir sombre et antique que pouvaient chérir l'homme d'armes et le chasseur, mais non une femme jeune, pieuse, aimant à être entourée de ses proches (p. 45), » et arrive ainsi enfin à la conclusion tant désirée, que le berceau du grand empereur n'a pu être que dans la vieille cité de Liège, dans le palais bâti par son aïeul Charles Martel !

D'autres d'ailleurs, pense-t-il, avaient, avant lui, raisonné de même ; et ici je vais citer textuellement, pour donner en même temps une idée du style fortement coloré de M. Henaux : c'est la conclusion de son Mémoire (p. 53-55). « Dans les vieux écrits sont certainement enfouis bien des faits, insignifiants en apparence, qui justifieraient et complèteraient nos traditions. Le hasard nous en a mis un sous les yeux. C'est un diplôme fabriqué en France, avant le onzième siècle, par des moines de l'abbaye de Saint-Remy, à Reims. Ils le font émaner de Charlemagne, qui l'aurait signé le mardi 6 juillet 812, et ils s'y confirment hardiment, en son nom, leurs privilèges, leurs prérogatives, leurs revenus, ainsi que les prodiges de leurs reliques. D'où croit-on que ces pieux faussaires, pour imprimer à leur acte apocryphe le plus grand cachet d'authenticité, vont dater leur bonne et précieuse charte?... Du palais d'Aix ? non ; du palais de Herstal ? non ; de celui de Jupille ? non... Ils la datent de Liège ! Mensonge frappant ! Ces moines savent que l'empereur est vieux, souffrant, et c'est

à Liège, dans sa ville chérie, dans son lieu natal, dans son palais, qu'ils supposent que le grand roi doit être alité, qu'il doit mourir! Curieux souvenir, assurément!

Tout cela, disons-le franchement, peut être très-honorable comme patriotisme, mais n'est guère sérieux comme science. On ne fait pas de l'érudition avec le sentiment, et c'est rejeter la critique historique de quelques siècles en arrière que de la mettre au service des prétentions de clocher. Je ne demande pas mieux, pour ma part, que d'admettre la possibilité que Charlemagne soit né à Liège: je dirai même qu'il y a peut-être un peu plus de probabilité en faveur du pays liégeois qu'en faveur de toute autre contrée de l'empire carlovingien, comme patrie de l'empereur; mais admettre comme des faits avérés les conclusions de M. Henaux, cela m'est complètement impossible. Je ne lui demande pas, comme il paraît plaisamment le craindre (p. vi), la reproduction d'un extrait de naissance, mais je lui demande mieux que des traditions, quelque vivantes qu'elles soient encore dans le pays, ou des chroniques écrites cinq ou six cents ans après la mort de Charlemagne. D'ici là, je m'en tiendrai au mot d'Eginhard: « *De cuius nativitate scribere ineptum judicans,* » et je me résignerai à ignorer où au juste a été placé le berceau impérial. Il y a tant de choses, hélas! plus importantes que nous ignorons!

Deux mots encore. Si le travail de M. Henaux trahit une inexpérience critique regrettable, il témoigne en faveur de son zèle et de sa conscience historique. Je me fais par conséquent un devoir de lui signaler quelques inadvertances, qu'il pourra corriger dans une troisième édition, si le patriotisme liégeois la rend nécessaire. Il est au moins imprudent de faire d'Eginhard le gendre de Charlemagne (p. 11, 12, 14). Il est complètement faux, comme on peut facilement s'en convaincre par la *Vita Caroli*, c. 25, 29, que le roman fût la langue maternelle de Charles (p. 25). A la p. 37, M. Henaux confond Charlemagne avec Charles le Simple, et à la p. 47 il traduit *vicus publicus* par ville libre, au lieu de le rendre par fisc royal. Enfin il a grand tort de traiter si fièrement (p. 24) de légende dorée la chronique liégeoise de Harigère et d'Anselme, qui a bien plus de valeur que toutes les compilations postérieures qu'il affectionne tant et qui l'ont tant induit en erreur.

A. H.

ADAM, drame anglo-normand du douzième siècle, publié, pour la première fois, d'après un manuscrit de la bibliothèque de Tours, par Victor Luzarche. Tours, imprimerie de J. Bouserez, 1854. Se trouve chez Potier, libraire, quai Malaquais, n° 9, à Paris.

Parmi les origines de notre littérature moderne, celles du théâtre sont assurément les moins connues, et tandis qu'on peut citer des poèmes du onzième siècle, c'est-à-dire de l'époque même où s'est formée la langue française, on fixe généralement au treizième siècle les premiers bégaie-

ments de notre muse dramatique. La découverte du mystère d'*Adam* est donc, à tous égards, une découverte importante, car elle vient combler une lacune considérable dans l'histoire du théâtre, et montrer que chez nos pères la poésie dramatique ne fut guère en retard sur les autres formes de l'art. On pouvait déjà le supposer par la netteté et la vivacité de dialogue qu'on remarque dans certaines parties de leurs poèmes; mais en voilà une preuve décisive et, devant laquelle les plus incrédules devront s'incliner.

Le drame d'*Adam* peut être considéré comme une sorte de trilogie, et offre trois parties bien distinctes. La première est la chute de l'homme ou le premier péché; la seconde, la mort d'Abel ou les suites de ce péché; la troisième, enfin, est une exhibition des prophètes annonçant la venue du Sauveur du monde, de celui qui doit réparer le mal causé par la détestable ruse du serpent et la faiblesse d'Adam et d'Ève. Dans notre mystère, à peu près comme dans la tragédie grecque, le chœur chante à des intervalles inégaux des versets de l'Écriture, analogues aux différentes circonstances représentées sur la scène, et une sorte de sermon sur la nécessité de la pénitence forme l'épilogue du poème. Les caractères sont assez bien dessinés, le style est en général net et franc, et certains passages, notamment dans la mort d'Abel, offrent de véritables qualités de dialogue.

Voilà bien le drame hiératique, tel qu'il devait sortir des cérémonies chrétiennes, de même que le drame antique avait pris naissance dans les mystères d'Éleusis; et certes M. Luzarche n'eût-il fait que nous donner ce plus ancien monument de la verve dramatique de nos pères, que déjà sa place serait marquée parmi les plus heureux fouilleurs du moyen âge; mais sa découverte a bien un autre prix. Chaque acte du drame est accompagné de détails sur la mise en scène, qui nous font comme assister à la représentation de l'œuvre, et tout au commencement, on lit, sous le titre d'*Ordo representationis Adæ*, une instruction générale, non-seulement sur les décorations qui doivent orner le théâtre et sur le costume de chaque personnage, mais encore sur le maintien et le geste des acteurs, et la manière dont ils doivent déclamer leur rôle. La première scène s'ouvre dans le paradis terrestre, placé sur une éminence, et représenté par un jardin orné de fleurs odoriférantes et d'arbres chargés de fruits. Le théâtre devait être placé tout près du principal porche ou de l'une des portes latérales d'une église, puisque la mise en scène indique à un certain moment que le personnage chargé de représenter Dieu se retire dans l'église : *Tunc vadat figura ad ecclesiam*. Les spectateurs étaient rangés sur la place adjacente à l'église, et fort près des acteurs, à ce qu'il semble; car on voit les démons faire de temps à autre des sorties au milieu de la foule.

Ces curieux détails et bien d'autres que nous négligeons, et qui se trouvent pour la première fois dans un monument de cet âge reculé, viendront compléter et même modifier les idées qu'on avait jusqu'à ce jour sur la mise en scène au moyen âge, et rendront nécessaire une refonte des pre-

miers chapitres du volume ingénieux que nous a donné M. Morice, sous le titre d'*Histoire de la mise en scène, depuis les mystères jusqu'au Cid*.

Nous le répétons donc, la découverte du drame d'*Adam* est une heureuse rencontre; mais ces bonheurs-là n'arrivent qu'à ceux qui les cherchent et qui en sont dignes. Or, M. Luzarche méritait cette bonne fortune, puisque, non content d'étudier consciencieusement le texte trouvé par lui, il en a encore fait à ses frais une belle et bonne publication, dans laquelle les difficultés, toujours assez nombreuses dans un document de cet âge, ont été très-habilement surmontées. Le drame est précédé d'une introduction, qui, outre l'analyse détaillée d'*Adam*, contient encore une intéressante notice sur le curieux volume dans lequel a été faite cette précieuse découverte. Ce manuscrit, méconnu par les bénédictins de Marmoutier, qui l'avaient acheté en 1716 à Toulouse, de la famille Lesdiguières, et le désignaient sur leur catalogue par le titre de *Livre de prières*, était oublié depuis plus de soixante ans sur les tablettes de la bibliothèque de Tours, lorsque l'œil exercé de M. Luzarche est venu reconnaître son importance sous le titre banal qui l'avait jusque-là fait négliger par les chercheurs.

Le volume est écrit sur papier de coton, qui nous vient des Orientaux, et dont Montfaucon fait remonter l'introduction en Occident au dixième siècle. M. Luzarche pense que ce manuscrit a été écrit à deux époques différentes, et nous le croyons comme lui; seulement nous aurions souhaité que l'habile éditeur indiquât avec plus de précision l'âge de la partie qui renferme l'*Adam*, et qu'au lieu de l'attribuer un peu vaguement à la seconde moitié du douzième siècle, il en eût fixé l'époque tout à fait aux dernières années de ce siècle. Nous avons pu examiner le manuscrit même qui a servi à l'édition, et l'écriture nous a semblé une minuscule gothique, appartenant encore, il est vrai, à l'époque de transition, mais dans laquelle les formes caractéristiques sont déjà parfaitement accusées. Ainsi l'*m* et l'*n* ont le haut de leurs jambages incliné à gauche, et la partie inférieure de ces mêmes jambages offre un petit crochet dirigé vers la droite; dans l'*a*, la haste dépasse la panse, et sa partie supérieure se recourbe vers la gauche; dans le *t*, la haste souvent ne dépasse pas la traverse, et cette traverse, très-courte à gauche, s'allonge à droite; dans le *c*, le crochet s'allonge aussi à droite et donne à cette lettre une grande ressemblance avec le *t*: enfin, l'*S* majuscule, qui est assez rare à la fin des mots dans les premières pages du texte, devient plus fréquente dans les suivantes, et elle forme, comme on sait, un des caractères de la minuscule gothique. Du reste, en supposant qu'ici l'erreur ne soit pas de notre côté, il est certain que cette différence de quelques dizaines d'années n'enlèverait rien à l'importance et à l'intérêt du monument littéraire si bien publié par M. Luzarche, car la langue du drame, malgré sa maturité précoce, et un peu même à cause de cela, nous paraît appartenir au milieu du douzième siècle.

Le mystère d'*Adam* est accompagné d'un glossaire consciencieux, dans

lequel M. Luzarche, tout en ne s'arrêtant point à chaque mot, n'a laissé sans interprétation ou explication plausible aucun des termes vraiment difficiles du texte qu'il publiait. C. G.

TRADITIONS populaires, croyances superstitieuses, usages et coutumes de l'ancienne Lorraine, recueillis par M. Richard, bibliothécaire de la ville de Remiremont. 2^e édition. Remiremont, 1848, in-18. — *Notes historiques relatives aux anciennes fortifications, à la défense et aux différents sièges subis par la ville de Remiremont*; par le même. Nancy, impr. de Lepage, in-8 de 35 pag. avec une planche.

Des ouvrages nombreux dans toutes les parties de la France ont été rédigés sur les traditions et les usages populaires de nos diverses provinces, et l'on ne peut nier que ces recueils n'aient fourni quelques notions utiles. Mais on regrette de ne trouver, dans la plupart d'entre eux, ni un point de vue élevé, ni une critique sévère, ni des connaissances suffisamment étendues. Ils fatiguent trop souvent les esprits sérieux en racontant par les éternelles péripéties des aventures de lutins et de sorciers, de sorte que nous en sommes encore à envier à l'Allemagne les frères Grimm.

L'ouvrage de M. Richard transporte le lecteur dans l'ancienne Lorraine : il lui en montre les habitants dans tous les actes importants de la vie ; il le conduit au sein des veillées nocturnes ; il lui fait entendre les contes et les chansons des paysans. Son livre n'est point une œuvre d'érudition ni d'imagination ; mais il rappelle, d'une manière heureuse, des institutions, des usages, des souvenirs dont l'intérêt ne se perdra pas de longtemps, et il a reçu du public un accueil assez favorable pour qu'il ait fallu le réimprimer.

Il se compose de deux parties : la première, sous le titre de *Légendes, traditions et contes populaires*, contient des récits extraits, les uns des chroniques de Richer, moine de Sénones, des légendes de saint Nicolas, des histoires de Jeanne d'Arc, de manuscrits anciens de la bibliothèque de Remiremont, du *Traité des apparitions* de D. Calmet, etc. ; les autres ont été arrangés avec quelques prétentions au beau style par l'auteur lui-même.

La deuxième partie est intitulée : *Croyances superstitieuses, préjugés, usages et coutumes*. Les faits qui s'y trouvent recueillis sont rangés sous forme de dictionnaire. On peut y noter entre autres, comme dignes d'attention : l'article relatif aux *décès* et aux *funérailles*, où l'on voit que les mères placent encore aujourd'hui dans la bouche de leurs enfants morts l'antique obole du nocher Caron ; — l'article *Fées* ; — l'article *Kyriolés*, où figure, à la suite de la description d'une fête singulière qui se célébrait jadis à Remiremont le lendemain de la Pentecôte, le compte d'un repas municipal ordonné pour cette fête en 1587 ; — des détails sur les *Lours* ou *Loures*, assemblées d'hommes et de femmes tenues le soir, et la reproduction de quelques vers qu'on chante dans ces réunions ; les articles *Mariages et naissances*, avec des chants populaires ; — des détails sur la *Roue flam-*

boyante, reste du culte du soleil, consistant en une roue entourée de paille, qu'on allume et qu'on lance du haut d'une montagne.

Le second écrit de M. Richard est une histoire militaire de Remiremont, depuis l'an 1210, date de la première mention des fortifications de cette ville, jusqu'à l'an 1727. L'auteur a extrait les renseignements curieux dont il s'est servi pour son travail du *Mémorial ou livre des comptes des grands échevins de Remiremont*, qui a été rédigé au seizième siècle, et qui existe à la bibliothèque de la ville. et de plusieurs autres documents manuscrits. Le mémoire se termine par des pièces inédites du seizième siècle et par des notes intéressantes.

F. BOURQUELOT.

HISTOIRE de Beaune, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, par M. Rossignol, conservateur des archives du département de la Côte-d'Or, etc. Beaune, 1854, 1 gros vol. in-8 de plus de 530 pages, avec figures.

L'histoire de la ville de Beaune est fort importante. Par sa position, son ancienneté, le rôle qu'elle a joué pendant le moyen âge et l'importance de son commerce, cette cité méritait une place à part dans les monographies des villes de Bourgogne. M. Rossignol s'est chargé de l'entreprendre; il avait à sa disposition les collections particulières et les archives départementales, et une parfaite connaissance des localités : comme on le voit, si, pour faire une bonne histoire, il suffisait d'avoir sous sa main tous les matériaux nécessaires, l'ouvrage de M. Rossignol devrait être parfait. Nous croyons cependant qu'il pourrait être meilleur; il pêche surtout du côté de la méthode et de la clarté. L'histoire de Beaune est divisée par siècles : cette division est assez bonne; mais nous aurions désiré un peu plus de suite dans la manière dont nous sont présentées les transformations successives des institutions et des monuments.

Il y a un peu de tout dans le livre de M. Rossignol : des anecdotes, de l'histoire locale, des transcriptions de chartes et des digressions plus ou moins philosophiques. Nous croyons qu'il aurait gagné à être un peu réduit. A part cela, il y a dans l'*Histoire de Beaune* des faits curieux, des renseignements précieux; ce qui, du reste, ne pouvait guère manquer de la part d'un homme qui, comme M. Rossignol, avait à sa disposition de nombreux documents.

L'auteur s'est particulièrement attaché à se rendre intéressant pour les habitants de la ville de Beaune. Il n'a pas voulu, dit-il, faire un livre trop savant, désirant seulement guider ses concitoyens dans la connaissance de leur histoire locale, tout en leur procurant une heure de distraction. Pour atteindre son but, M. Rossignol a intercalé dans son volume un grand nombre de figures qui, nous l'avouons, ne sont pas irréprochables sous le rapport de l'exécution.

Em. MAR.

MÉMOIRES de la Société des antiquaires de l'Ouest. Année 1853. — Poitiers, 1854. In-8°, avec planches.

— P. 47. Étude sur une figurine en or d'Angerone, déesse du Silence, par M. Charles Calmeil.

— P. 63. Notice descriptive sur le portail de l'église de Saint-Hilaire de Foussay (Vendée), par M. de Longuemar.

— P. 89. Notice sur le monastère de Montazai, de l'ordre de Fontevraud, par M. Faye. — A la fin, se trouve le texte : 1° D'un jugement rendu par Guillaume II, évêque de Poitiers, entre les abbayes de Fontevraud et de Charroux; 2° de 26 Notices, de la première moitié du douzième siècle, copiées sur deux feuillets de parchemin, conservés aux archives de Maine-et-Loire. Nous ne pouvons approuver le système adopté par l'éditeur, qui, en voulant suivre rigoureusement la ponctuation du manuscrit, a donné un texte que la plupart des lecteurs ne sauront comprendre.

— P. 129. Notice sur le château et les seigneurs de Marmande (Vienne), par M. d'Argenson.

— P. 147. Inauguration des foires et marchés de Beaumont, près Poitiers, par M. Rédet.

— P. 165. Notice sur les seigneurs de Chatel-Aillon et de Rochefort, par M. l'abbé Cholet.

— P. 189. Nouvelles recherches sur l'ancienne maison de Chatel-Aillon, en Aunis, par M. Faye. — A la fin de ce Mémoire, on trouve trois chartes de l'abbaye de Saint-Maixent, remontant au onzième et au douzième siècle.

— P. 249. François de Nuchèze, vice-amiral intendant général de la marine de France; sa correspondance avec Louis XIV, Colbert, etc., par Ch. de Chergé.

LA CATHÉDRALE D'AOSTE, par M. Ferdinand de Lasteyrie. Brochure in-8° de 54 p.—Paris, Didron 1854.

Cet opuscule ouvre une série d'études archéologiques que M. de Lasteyrie se propose de publier sur les églises des Alpes. Il commence par celle d'Aoste, l'une des moins connues, quoiqu'elle se trouve sur l'une des grandes routes de l'Italie; on passe dans la ville sans aller la voir, parce que le temps dont on dispose, on le consacre à l'art d'Auguste. C'est le sort de tous les édifices du moyen âge dans le voisinage desquels se sont conservés des monuments romains.

La cathédrale d'Aoste est une construction de peu d'importance, en partie du treizième siècle, en partie du quatorzième; mais elle possède une crypte de la plus haute antiquité et divers accessoires qui, d'après les descriptions qu'en donne M. de Lasteyrie, mériteraient d'être dessinés et répandus dans le public.

La plus curieuse de ces pièces est une mosaïque d'un caractère tout ro-

main qui décore le parement du chœur. Elle représente le monde figuré par la réunion de divers personnages allégoriques, sous lesquels, pour faciliter l'intelligence du sujet, on a eu soin de placer leurs noms : *Annus, Sol, Luna, Elephantis, Gumera, Tigris, Euphrates, Fision, Gion*. M. de Lasteyrie a donné l'explication la plus satisfaisante de tous ces personnages. Plus loin il décrit un diptyque du consulat de Probus, par conséquent de l'an 406, qui se trouve être, par sa date, le plus ancien qu'on ait signalé jusqu'ici. En partant de l'hypothèse très-admissible que ce dyptique est un hommage de Probus lui-même à l'église d'Aoste, l'auteur trouve un argument nouveau pour confirmer l'opinion qui fait remonter jusqu'au quatrième siècle la fondation de cette église.

Les Etudes sur la cathédrale d'Aoste nous font encore connaître une magnifique châsse d'argent exécutée vers 1400, pour les reliques de saint Grat, apôtre de la localité ; divers objets d'ornement, conservés dans le trésor de l'église, enfin une série très-remarquable de tombeaux, à la tête desquels se place celui d'un comte de Savoie sans épitaphe, que Guichenon attribuait à Thomas I, que M. de Lasteyrie croit être plutôt de Thomas II, d'après le costume. Le doute est permis, ces deux princes ayant reçu la sépulture dans l'église d'Aoste ; mais nous ne croyons pas que l'habillement du personnage puisse servir à constater son identité. Thomas I mourut en 1232, et Thomas II en 1259. Or l'armure que décrit M. de Lasteyrie est bien plutôt du quatorzième siècle que du treizième ; d'ailleurs la statue a les pieds posés sur un lion qui porte à son cou le collier de l'Annonciade et la fameuse devise *Fert* de la maison de Savoie, emblèmes dont les analogues ne se trouvent pas sur les monuments avant 1350. Nous croirions assez, d'après cela, que le tombeau d'Aoste est un monument refait, comme le sont les tombeaux de la plupart de nos rois à Saint-Denis.

Nous soumettons ces doutes à la critique de M. de Lasteyrie, en lui exprimant l'impatience véritable avec laquelle nous attendons la suite de ses études. A en juger par celle-ci, elles ajouteront au répertoire de la science une foule d'observations curieuses et bien faites.

J. Q.

LIVRES NOUVEAUX.

Septembre — Octobre 1854.

64. Vergleichungstabellen. — Tables de comparaison entre la chronologie mahométane et la chronologie chrétienne, calculées et publiées par ordre de la société orientale allemande ; par M. Fd. Wüstenfeld. Leipzig, Brockhaus. 57 p. in-4°. (2 fr. 65 c.)

65. Siegel. — Sceaux du moyen âge de Pologne, Lithuanie, Silésie, Poméranie et Prusse ; par Vossberg. Avec 25 tabl. Berlin. 52 p. gr. in-4°. (26 fr. 65 c.)

I. (Quatrième série.)

13

66. *Die Frauen.* — Les femmes. Leur état et leur influence dans les diverses zones et les différents temps; par G. Klemm. T. I^{er}. Dresde, Arnold. 417 p. in-8. (8 fr.)

67. *Le duel depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours;* par Théodore-Auguste Mendez. 2^e édition. In-8° de 19 feuilles 3/4. — A Paris, chez Appert et Vavas seur.

68. *Die Mythologie.* — La mythologie des Asiates, des Égyptiens, des Grecs, des Romains, des Germains et des Slaves; par K. Schwenck. T. VII et dernier. Les Slaves. Francfort, Sauerlaender. 482 p. gr. in-8°. (11 fr. 50 c.)

L'ouvrage complet, 59 fr.

69. *Nouvelle encyclopédie théologique, ou Nouvelle série de dictionnaires sur toutes les parties de la science religieuse, etc.;* publiée par M. l'abbé Migne.

Tomes XI et XII. Dictionnaire d'archéologie sacrée, avec la Bibliographie archéologique. Deux volumes in-8°, ensemble de 77 feuilles. Prix des 2 volumes : 16 fr.

Tome XLIX. Dictionnaire de l'art de vérifier les dates. 36 feuilles 1/4. 7 fr.

70. *Patrologiæ cursus completus, sive Bibliotheca universalis, etc. Series secunda, accurante J. B. Migne.*

Patrologiæ tomus CLI. B. Urbanus II, papa. Sæculi XI auctores incerti anni et scripta... Monumenta liturgica. Monumenta diplomatica. Ad sæcula IX et X appendices. Tomus unicus. In-8° de 46 feuilles 3/4. Prix : 7 fr.

Tomi CLII et CLIII. S. Brunonis Carthusianorum institutoris necnon ejusdem sæculi præcipuorum Carthusiensium patrum opera omnia ex variis et melioris notæ editionibus nunc primum in unum collecta. Deux volumes in-8°, ensemble de 106 feuilles 1/4. — 14 fr.

Tomus CLV. Godefridus Bullionus Hierosol. rex, Radulphus Ardens., Lupus Protospat., Anselmus Mediol., Bernardus Tolet., archiepiscopi. Thomas Eborac., Albericus Ostien., Amatus Burdegali., Poppo Meten., episcopi, etc. Tomus unicus. In-8° de 50 feuilles. — 10 fr.

Tomus CLVII. Goffridus abb. Vindocin., Thiofridus abb. Eternac., Petrus Alphonsi. Wernerus abb. S. Blasii., Hugo Lugdun., Adelgorius Magdeburg., archiepp., etc. Tom. unicus. In-8° de 41 feuilles. — 7 fr.

Tomi CLVIII et CLIX. S. Anselmus ex Beccensi abbate Cantuariensis archiepiscopus, Eadmerus monachus Cantuariensis, Gundulfus Roffensis episcopus, etc. Deux volumes in-8°, ensemble de 76 feuilles 1/2. — 14 fr.

Impr. de Migne, au Petit-Montrouge. — Au Petit-Montrouge, rue d'Amboise, près la barrière d'Enfer.

71. *Le concile d'Agde en 506;* par Eugène Thomas. In-4° de 5 feuilles 1/2. Imprim. de Martel aîné, à Montpellier.

Extrait des Mémoires de la Société archéologique de Montpellier.

72. *Ratherius von Verona.* — Rathérius de Vérone et le dixième siècle; par le D^r Vogel. Iéna, Mauke, xxviii et 675 p. gr. in-8°. (12 fr.)

73. *Histoire de Boniface VIII et de son siècle, avec des notes et des*

pièces justificatives, par D. Louis Tosti, religieux du Mont-Cassin. Traduite de l'italien par l'abbé Marie Duclos. Deux volumes in-8°, ensemble de 64 feuilles, plus une lith. — A Paris, chez Louis Vivès.

74. Poésies inédites du moyen âge, précédées d'une histoire de la fable ésoptique; par M. Edéstand du Ménil. In-8° de 28 feuilles 3/4. — A Paris, chez Frank. (8 fr.)

75. Poésies latines de Rosvith, religieuse saxonne du dixième siècle, avec une traduction libre en vers français; par Vignon Rétif de la Bretonne. Grand in-8° de 25 feuilles 1/2. — A Paris, chez Chaix.

76. L'alchimie et les alchimistes, ou Essai historique et critique sur la Philosophie hermétique; par Louis Figuier. In-18 anglais de 11 feuilles. — A Paris, chez Victor Lecou (1855). (3 fr. 50 c.)

77. Les Monuments de la géographie, ou Recueil d'anciennes cartes européennes et orientales, accompagnées de sphères terrestres et célestes, de mappemondes et tables cosmographiques, d'astrolabes et autres instruments d'observation, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'époque d'Ortélius et de Mercator, publiés en fac-simile de la grandeur des originaux; par M. Jomard. — Paris, B. Duprat. — Première partie, 1 vol. format atlantique.

L'ouvrage se composera de sept livraisons de cinq à six planches chacune. Prix de la livraison : en noir, 25 fr.; — en couleur, 50 fr.

La première livraison contient une mappemonde du XIII^e siècle, conservée à Hereford, un globe terrestre du XVI^e siècle, une carte perspective italienne du XV^e siècle, une mappemonde peinte sur parchemin par ordre de Henri II, une carte itinéraire d'un pèlerinage de Londres à Jérusalem, tirée d'un manuscrit du XIII^e siècle, et la première partie de la mappemonde de Juan de la Cosa, pilote de Christophe Colomb.

78. De rebus geticis. Comm. procemio ornata quam scrips. G. Bessel. Gottingæ, Dieterich. 91 p. gr. in-4°. (4 fr.)

79. Zur Geschichte. — Fragments relatifs à l'histoire des croisades. Publ. d'après des sources hébraïques inédites; par Ado. Iellinek. Leipzig, Hunger. 32 p. gr. in-8°. (1 fr. 35 c.).

80. Recherches sur la vie et les ouvrages de quelques peintres provinciaux de l'ancienne France; par Ph. de Chennevières-Pointel. In-8° de 21 feuilles 1/2, plus une vign. — A Paris, chez Dumoulin. (5 fr.)

81. Compte rendu de la collection des documents inédits sur l'histoire de France, publiés par les soins du ministre de l'instruction publique; par M. Polain. Liège, 1853, gr. in-8°.

82. Correspondance de François de Lanoue, surnommé Bras de Fer, accompagnée de notes historiques et précédée de la vie de ce grand capitaine; par Ph. Kervyn de Volkaersbeke. Gand, Duquesne. In-8°. (6 fr.)

83. Théodore Agrippa d'Aubigné. Sa vie, ses œuvres et son parti. Thèse pour le doctorat; par M. A. Postansque. In-8° de 12 feuilles. Impr. de Martel aîné, à Montpellier.

84. Henri IV et le ministre Daniel Chamier ; par M. Charles Read. In-8° de 6 feuilles. — A Paris, chez A. Durand, Amyot.

85. Journal du marquis de Dangeau, publié en entier, pour la première fois, par MM. Soulié, Dussieux, de Chennevières, Mantz, de Montaiglon ; avec les additions inédites du duc de Saint-Simon, publiées par M. Feuillet de Conches. Tome I^{er}. 1684, 1685, 1686. In-8° de 34 feuilles 1/2. — A Paris, chez F. Didot frères. (6 fr.)

86. Documents historiques, topographiques, administratifs et statistiques sur la commune de Pierrefitte (Seine), recueillis par M. Lejeune, maire, en 1854. In-8° de 4 feuilles. Impr. de Drouard, à Saint-Denis.

87. Notice sur Bapaume, temps anciens et temps modernes ; par Brussel de Brulard. In-8° de 3 feuilles 1/4. — A Meaux, chez Le Blondel.

88. Mémoire sur les archives de l'abbaye de Saint-Amand en Pevelé ; par M. Le Glay. In-8° de 2 feuilles. Impr. de B. Henry, à Valenciennes.

89. Documents inédits pour servir à l'histoire de l'ancienne Académie royale des belles-lettres de Caen ; annotés et publiés par A. R. R. de Formigny de la Londe. In-8° de 9 feuilles 1/4. — A Caen, chez Hardel.

90. Notice historique sur l'abbaye d'Almenêches ; par M. H. Beaudouin. In-8° d'une feuille 1/4. Impr. de Poulet-Malassis, à Alençon.

91. Chronique sur la chapelle Saint-Gilles de Bellême et ses chapelains ; par le docteur Jousset. In-8° d'une feuille 3/4. Impr. de Loncin et Daupeley, à Mortagne.

92. Dol et ses alentours, histoire politique et municipale, d'après des documents inédits ; par M. T. Gautier. In-8° de 2 feuilles 3/4. Impr. de Folligné, à Rennes.

93. Notice historique et archéologique sur l'église abbatiale de Saint-Julien de Tours. In-4° d'une feuille. Impr. de Bénard, à Paris.

94. Recherches archéologiques sur Notre-Dame de Fontenay (Vendée) ; par M. F. Boncenne. In-8° de 6 feuilles. Impr. de Bideaux, à Luçon.

95. Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres). Notice historique ; par M. l'abbé Dubois. In-8° de 4 feuilles. Impr. de Favre, à Niort. (1 fr. 50 c.).

96. Notice historique sur la ville de Marans (Charente-Inférieure) ; par Alfred Etenaud. In-8° de 2 feuilles. Impr. de Henri et Charles Noblet, à Paris.

97. Études historiques sur le Forez. Chronique des châteaux et des abbayes ; par M. de la Tour-Varan. 1^{re} série. In-8° de 4 feuilles. — A Saint-Étienne, chez tous les libraires.

98. Histoire de l'établissement de l'évêché de Moulins ; par M. L. J. Alary. In-8° de 4 feuilles. Impr. de Desrosiers, à Moulins.

99. Notice historique et descriptive sur le château de Bussy-Rabutin ; par M. le comte de Sarcus. Grand in-8° de 9 feuilles 1/4. Impr. de Triçault, à Dijon.

100. Comptes de la fabrique de l'église Sainte-Madeleine de Troyes, suivis de la construction du Jubé et de plusieurs pièces curieuses conservées aux archives de l'Aube. In-8° de 6 feuilles. Impr. de Bouquot, à Troyes. — A Troyes, chez Bouquot.

L'avertissement est signé : Alexandre Assier. Tiré à 153 exemplaires.

101. Les communes de la Meurthe. Journal historique des villes, bourgs, villages, hameaux et censes de ce département ; par Henri Lepage. 2^e volume. (Rau-Z.) P. 401 à 800. In-8° de 25 feuilles. — A Nancy, chez Lepage.

Ouvrage terminé.

102. Les annales et la chronique des dominicains de Colmar. Édition complète d'après le manuscrit de la bibliothèque de Stuttgart, avec la traduction en regard, notes et éclaircissements, etc. ; par MM. Ch. Gérard et J. Liblin. In-8° de 24 feuilles 1/4. Impr. de madame veuve Decker, à Colmar. (6 fr.)

103. Geschichte. — Histoire de l'agriculture allemande ; par Langethal. T. I^{er}, 3^e partie : depuis le grand interrègne jusqu'à la guerre de 30 ans. Iéna, Luden. 286 p. gr. in-8°. (5 fr.)

Le 1^{er} vol. complet coûte 15 fr.

104. Vorlesungen. — Leçons sur l'histoire du peuple et de l'empire germaniques ; par H. Leo. T. I^{er}. Halle, Anton. 623 p. gr. in-8°. (13 fr.)

105. Untersuchungen. — Recherches sur la chronique de Repegow (du 13^e siècle) ; par Fr. Pfeiffer. Breslau, Goschorsky. 87 p. gr. in-8°. (2 fr.)

106. Urkunden. — Documents relatifs à l'histoire de la ligue de Souabe (1488-1533) ; publiés par le bibl. Klüpfel. T. II. Stuttgart, 1853. 374 p. gr. in-8°.

31^e publ. de la Société litt. de Stuttgart.

107. Urkundenbuch. — Cartulaire de l'abbaye bénédictine de Kremsmünster, 777-1400 ; publ. par Th. Hagn, archiviste de la communauté. Avec un appendice sur les écritures du moyen âge. Vienne, 1852. 412 et 45 p. avec 24 pl. gr. in-8°. (10 fr.)

108. Historia mon. ord. S. Benedicti ad S. Paulum in valle inter. Carinthiæ Lavantina. Auct. P. Frudp. Neugart. Pars II. Clagenf., Leon. 131 p. gr. in-8°. (2 fr. 65 c.)

109. Kozroh's Renner. — Collection des plus anciens diplômes de l'évêché de Frisingue, faite par le moine Kozroh ; et publiée pour la première fois avec add. et notes par K. Roth. Livr. 1, 2 : 724 à 810 et 810 à 835. München, Finsterlin. 111 p. in-8°. (à 1 fr. 35 c.)

110. Geschichte. — Histoire de la paroisse de Saint-Martin à Landshut. Avec un cartulaire, un livre terrier de 1331, etc. ; par Jos. Werner. Avec 26 pl. Landshut, Rietsch. 137 p. gr. in-8°. (3 fr. 15 c.)

111. Regesten. — Regestes des diplômes imprimés, relatifs à l'his-

toire du grand-duché de Hesse; par le Dr Scriba. 4^e partie : suppléments. 33, 112 et 73 p. gr. in-4°.

112. Die Grafschaft. — Le comté et la ville libre de Dortmund; par A. Fahne. T. 1^{er} : La chronique de Dortmund, avec diplômes et armoiries. Cologne, Heberle. 266 p. in-8°. (5 fr.)

113. Geschichte. — Histoire de la ville libre de Dortmund; par Bh. Thiersch. T. 1^{er}. Dortmund, Krieger. 198 p. gr. in-8°. (4 fr.)

114. Geschichte. — Histoire de l'Ost-Frise jusqu'en 1570; par Onno Klopp. Hannover, Rümpler. 479 p. gr. in-8°. (8 fr.)

115. Liber foundationis claustrī sanctæ Mariæ virginis in Heinrichow; publ. et illustré par G. Ad. Stenzel. Breslau, Max. 241 p. avec 1 pl. Gr. in-4° (8 fr.).



CHRONIQUE.

Octobre — Novembre 1854.

— Le 29 novembre dernier, le diplôme d'archiviste paléographe, a été conféré à MM. Servois, Chassaing, Rocquain de Courtemblay, Boullé, Lacour, Casati, Laborde, Gros-Burdet et Murcier.

— Par arrêté de M. le préfet de Loir-et-Cher, notre confrère M. A. de Martonne, archiviste de la préfecture, vient d'être nommé inspecteur des archives communales et hospitalières de ce département.

— D'une statistique des bibliothèques publiques de France, publiée dans le *Journal général de l'instruction publique* (N° du 15 novembre 1854), nous allons extraire le nombre des manuscrits conservés dans chacun de ces dépôts.

AIN. — Bourg, 39. Nantua, 2. Pont-de-Vaux, 2. Trévoux, 5.

AISNE. — Laon, 522. Saint-Quentin, 150. Soissons, 293.

ALLIER. — Moulins, 51.

ALPES (BASSES-). — Digne, 22.

ALPES (HAUTES-). — Gap, 16.

ARDENNES. — Charleville, 399. Sedan, 4.

ARIÈGE. — Foix, 8. Pamiers, 1.

AUBE. — Troyes, 3,000.

AUDE. — Carcassonne, 47. Narbonne, 12.

AVEYRON. — Rodez, 50.

BOUCHES-DU-RHON. — Aix, 1,062. Arles, 91. Marseille, 1,335.

CALVADOS. — Bayeux, 10. Caen, 226. Falaise, 3. Vire, 4.

- CANTAL. — Aurillac, 150. Mauriac, 3.
 CHARENTE. — Angoulême, 38.
 CHARENTE-INFÉRIEURE. — La Rochelle, 324. Rochefort, 2. Saintes, 30.
 CHER. — Bourges, 310. Saint-Amand, 3.
 CORRÈZE. — Brives, 12. Seilhac, 90.
 CORSE. — Ajaccio, 1. Bastia, 12. Corte, 8.
 COTE-D'OR. — Beaune, 160. Châtillon-sur-Seine, 10. Dijon, 500. Semur, 98.
 COTES-DU-NORD. — Dinan, 1. Lamballe, 15. Lannion, 1. Saint-Brieuc, 128.
 CREUSE. — Guéret, 6.
 DORDOGNE. — Périgueux, 14.
 DOUBS. — Baume-les-Dames, 2. Besançon, 1,500. Montbéliard, 90.
 Pontarlier, 20. Quingey, 7.
 DROME. — Valence, 26.
 EURE. — Conches, 8. Évreux, 145. Louviers, 28.
 EURE-ET-LOIR. — Chartres, 936. Châteaudun, 10.
 FINISTÈRE. — Quimper, 32.
 GARD. — Nîmes, 207. Uzès, 2. Villeneuve, 135.
 GABONNE (HAUTE-). — Saint-Gaudens, 1. Toulouse, 700.
 GERS. — Auch, 86. Condom, 1. Mirande, 25.
 GIBONDE. — Bordeaux, 320. Libourne, 2.
 HÉRAULT. — Béziers, 10. Cette, 2. Montpellier, 66.
 ILLE-ET-VILAINE. — Fougères, 1. Rennes, 220. Saint-Malo, 3.
 INDRE. — Châteauroux, 2. Issoudun, 3.
 INDRE-ET-LOIRE. — Loches, 20. Tours, 1,200.
 ISÈRE. — Grenoble, 1,500. Vienne, 7.
 JURA. — Dôle, 617. Lons-le-Saulnier, 3. Saint-Claude, 3. Salin, 35.
 LOIR-ET-CHER. — Blois, 10. Vendôme, 279.
 LOIRE. — Montbrison, 41. Roanne, 75. Saint-Étienne, 23.
 LOIRE (HAUTE-). — Brioude, 15. Le Puy, 1.
 LOIRE-INFÉRIEURE. — Nantes, 187.
 LOIRET. — Gien, 1. Orléans, 486. Pithiviers, 3.
 LOT. — Cahors, 12.
 LOT-ET-GARONNE. — Agen, 9. Marmande, 4.
 LOZÈRE. — Mende, 60.
 MAINE-ET-LOIRE. — Angers, 900. Saumur, 13.
 MANCHE. — Avranches, 201. Cherbourg, 34. Coutances, 26. Mortain, 5. Saint-Lô, 2. Volognes, 108.
 MARNE. — Châlons, 80. Épernay, 192. Reims, 1,300. Vitry-le-Français, 107.
 MARNE (HAUTE-). — Chaumont, 160. Langres, 40.
 MAYENNE. — Laval, 19.
 MEURTHE. — Lunéville, 1. Nancy, 265. Pont-à-Mousson, 8.

- MEUSE. — Saint-Mihiel, 80. Verdun, 150.
 MORBIHAN. — Vannes, 4.
 MOSELLE. — Briey, 2. Metz, 1,050.
 NIÈVRE. — Clamecy, 3. Nevers, 18.
 NORD. — Bergues, 36. Bourbourg, 10. Cambrai, 1,254. Douai, 970.
 Dunkerque, 34. Lille, 515. Saint-Amand, 10. Valenciennes, 858.
 OISE. — Beauvais, 19. Clermont, 100. Compiègne, 12. Senlis, 28.
 ORNE. — Alençon, 180. Argentan, 1. Domfront, 10.
 PAS-DE-CALAIS. — Aire, 10. Arras, 1,137. Boulogne, 281. Calais, 43.
 Saint-Omer, 934. Saint-Pol, 20.
 PUY-DE-DOME. — Clermont, 374.
 PYRÉNÉES (HAUTES-). — Tarbes, 75.
 PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Perpignan, 86.
 RHIN (BAS-). — Haguenau, 1. Schelestad, 153. Strasbourg, 1,589.
 Wissembourg, 87.
 RHIN (HAUT-). Colmar, 451.
 RHONE. — Lyon, 1,500.
 SAONE-ET-LOIRE. — Autun, 1. Châlon, 102. Charolles, 8. Cluny, 132.
 Macon, 7.
 SAONE (HAUTE-). — Gray, 6. Lure, 1. Vesoul, 199.
 SARTHE. — Mamers, 1. Le Mans, 700. Saint-Calais, 1.
 SEINE-INFÉRIEURE. — Dieppe, 8. Fécamp, 29. Hâvre, 18. Montvilliers, 6. Neufchâtel, 6. Rouen, 2,335.
 SEINE-ET-MARNE. — Fontainebleau, 3. Meaux, 73. Melun, 30. Provins, 100.
 SEINE-ET-OISE. — Mantes, 2. Meulan, 2. Pontoise, 8. Saint-Germain, 11. Versailles, 115.
 SÈVRES (DEUX-). — Niort, 21.
 SOMME. — Abbeville, 32. Amiens, 600.
 TARN. — Alby, 105. Castres, 3. Lavaur, 1.
 TARN-ET-GARONNE. — Montauban, 3.
 VAR. — Draguignan, 22. Fréjus, 9. Grasse, 30. Toulon, 22.
 VAUCLUSE. — Avignon, 1,200. Carpentras, 800.
 VENDÉE. — Fontenay, 3. Napoléon-Vendée, 6. Sables-d'Olonne, 1.
 VIENNE (HAUTE-). — Limoges, 15.
 VIENNE. — Poitiers, 449.
 VOSGES. — Épinal, 216. Neufchâteau, 2. Remiremont, 8. Saint-Dié, 33.
 YONNE. — Auxerre, 172. Avallon, 99. Joigny, 81. Sens, 1,200. Tonnerre, 45.
 ALGÉRIE. — Alger, 1,002.
 Total : 44,070 manuscrits. Le chiffre des imprimés se monte à 3,689,369 volumes.

ORGANISATION JUDICIAIRE

DU LANGUEDOC,

AU MOYEN AGE.

INTRODUCTION.

Je me propose de faire connaître l'organisation judiciaire du Languedoc au moyen âge. Je m'attacherai surtout à éclaircir l'origine des différentes juridictions qui remplacèrent les tribunaux carlovingiens, et subsistèrent, sauf de légères modifications, jusqu'en 1791. Les illustres historiens du Languedoc, dom de Vic et dom Vaissete, comme les bénédictins en général, se sont peu occupés des institutions; les Preuves même de leur ouvrage, si curieuses et si bien choisies, se ressentent de leur indifférence pour cette partie de l'histoire, dont l'importance n'a été bien démontrée que de nos jours. On ne saurait donc puiser dans l'*Histoire générale du Languedoc* une idée nette de la hiérarchie judiciaire et de la compétence des tribunaux ¹. Un grand nombre de documents ignorés ou négligés par dom Vaissete et encore inédits, et l'étude approfondie de plusieurs textes qui ont été publiés depuis le siècle dernier, m'ont permis de tracer un tableau des anciennes juridictions du Languedoc, et, j'ose le dire, de la plus grande partie du midi de la France, qui était désignée autrefois sous le nom général de Langue d'Oc.

J'ai divisé mon travail en trois parties qui m'étaient indiquées par le sujet même ².

1. D. Vaissete, *Hist. gén. du Languedoc*, t. II, p. 511; t. III, p. 479, 482; t. IV, p. 335, 501, 502. Warnkœnig, qui a suivi D. Vaissete (*Französische Staatsgeschichte*, Basel., 1846, p. 447, 448, 449.)

2. C'est aussi la division adoptée par M. Pardessus dans la savante préface du tome XXI des *Ordonnances des rois de France*, qu'il a reproduite dans son ouvrage sur l'*Organisation judiciaire*, in-8°. M. Pardessus commence par les juridictions

La première sera consacrée aux juridictions inférieures ou de première instance, parmi lesquelles les juridictions municipales ; la deuxième traitera des juridictions intermédiaires ou d'appel ; la dernière, des juridictions supérieures ou en dernier ressort ; car, dès le treizième siècle, l'appel existait à deux degrés dans le Languedoc.

Avant d'entrer en matière, je crois utile de retracer en quelques pages l'état du Languedoc au treizième siècle, époque où l'administration publique fut fondée dans ce pays, comme dans le reste de la France, et où la justice reçut son organisation définitive. Pendant que la royauté prenait une force nouvelle entre les mains de Philippe-Auguste, et étendait au nord de la France son influence qui allait bientôt tout dominer, la maison de Toulouse paraissait appelée, par sa puissance, à jouer un rôle important au sud de la Loire. A la fin du douzième siècle, elle était maîtresse d'une partie du midi ; le comté de Toulouse, l'Albigeois, le Rouergue, le Quercy, l'Agenais, le comtat Venaissin, le vicomté de Nîmes, lui étaient soumis immédiatement ; les vicomtes de Béziers, de Carcassonne, les comtes de Foix et d'autres feudataires puissants reconnaissaient sa suzeraineté.

Tous les pays dépendants des comtes de Toulouse avaient des lois uniformes, puisque les principes généraux des coutumes languedociennes étaient ceux du droit romain. On se demande pourquoi, dès qu'elles furent réunies sous l'autorité d'un même prince, ces populations n'ont pas formé, sinon une nationalité, du moins une monarchie nouvelle, une France du midi opposée à celle du nord ? Les Raymond avaient assez d'ambition pour entreprendre cette œuvre, mais ils étaient privés de cet auxiliaire puissant de la tradition monarchique, qui, habilement invoquée par les Capétiens, les aida à renverser le régime féodal et à s'établir sur ses ruines. Un autre obstacle aux désirs d'agrandissement qu'auraient pu nourrir les comtes de Toulouse était dans la puissance des communes qui devaient à la violence et à la révolte des privilèges étendus, et jouissaient d'une indépendance dont elles avaient puisé l'exemple dans les républiques italiennes, avec lesquelles elles entretenaient des

supérieures. J'ai fait le contraire pour deux raisons : il m'a paru plus logique de placer les juridictions de première instance avant les tribunaux d'appel. En second lieu, cette marche est conforme à l'histoire, les juridictions d'appel n'ayant été établies que longtemps après les autres.

relations de commerce ¹. Ces puissantes cités levaient des armées pour leur compte, et allaient faire la guerre aux châteaux dont les seigneurs avaient offensé quelque bourgeois ². Du reste, nul esprit de nationalité parmi les méridionaux. On trouve même chez eux un certain respect pour la royauté capétienne, qui paraissait à leurs yeux environnée d'un prestige dont elle ne jouissait pas dans les pays plus rapprochés du siège de sa puissance ³.

Telle était la situation du Languedoc quand l'hérésie des Albigeois pénétra dans cette malheureuse province, où elle fut bien accueillie de la noblesse, qui en profita pour s'enrichir des dépouilles du clergé. Les atteintes portées au catholicisme par les adhérents des nouvelles doctrines religieuses attirèrent contre le Languedoc les hommes du nord, qui avaient déjà été choqués depuis longtemps par la civilisation raffinée et quelque peu corrompue du midi ⁴. Les Languedociens, dont une partie seulement avait adopté les erreurs des Albigeois, finirent par succomber, malgré une résistance prolongée. Tous les fruits de la conquête furent pour la royauté, qui n'avait pris qu'une part tardive à la croisade contre les hérétiques, laissant prudemment la haine des vaincus s'amasser sur les conquérants. Elle se fit céder par les Montfort le bas Languedoc; et si Raymond VII, héritier des anciens comtes de Toulouse, conserva

1. L'établissement des communes du Midi n'a pas été aussi pacifique qu'on le croit généralement; il y eut dans les principales villes du Languedoc insurrection populaire au douzième siècle. Les bourgeois de Béziers massacrèrent leur vicomte et se gouvernèrent en république. Voy. Julia, *Hist. de Béziers*, p. 60. Ceux de Montpellier se rendirent aussi indépendants pendant quelque temps. (D'Aigrefeuille, *Hist. de Montpellier*, t. I, p. 25). Les comtes de Toulouse furent humiliés par les Toulousains, et contraints par la violence à leur faire des concessions. Catel, *Hist. des comtes de Toulouse*, Toulouse, 1623, in-fol., p. 217 et 226. — Tous les seigneurs du Midi prêtaient serment de respecter les franchises de leurs sujets. Ainsi, au treizième siècle, en 1249, les habitants de l'Agénais refusèrent de jurer fidélité à Alphonse de Poitiers, et de le reconnaître en qualité de comte de Toulouse, sous prétexte que le comte devait auparavant promettre de maintenir leurs libertés. Voy. la lettre du chapelain d'Alphonse. *Bibl. de l'École des chartes*, 1^{re} série, t. I, p. 389.

2. Rozoy, *Annal. de Toulouse*, t. I, preuves; et Fauriel, *Poème de la guerre des Albigeois*, dans la Collection des documents inédits de l'histoire de France, *préface*.

3. Le nom du roi régnant se trouve dans la plupart des chartes rédigées dans le Midi, même à partir du dixième siècle. Voy. les preuves du t. II de D. Vaissete.

4. On peut voir dans Helgaud le mépris qu'avaient soulevé les seigneurs qui avaient accompagné à la cour de France Constance, seconde femme du roi Robert.

une bonne partie de ses États, il le dut uniquement à la promesse de donner sa fille unique en mariage à un frère du roi de France, à Alphonse, comte de Poitiers, après la mort duquel le roi réunit sous son autorité immédiate tous les anciens domaines de la maison de Saint-Gilles (1271).

Au douzième siècle, on désignait sous le nom de Provence, non-seulement la province connue sous ce nom, mais encore une partie du Languedoc ¹. Après la guerre des Albigeois, on appela « Partes Tolosanæ » les États de Raymond VII ², et « Partes Albienses » les provinces royales du midi, particulièrement la sénéchaussée de Carcassone. A la fin du treizième siècle, les domaines du roi s'étendaient de la Manche à la Méditerranée. De la différence bien tranchée des deux langues parlées au nord et au midi de ces vastes possessions naquirent les noms de *Langue d'Oïl* et de *Langue d'Oc*, qui furent donnés, le premier aux pays situés au nord de la Loire, au Poitou et à la Saintonge, le second aux provinces que la royauté possédait dans le midi, c'est-à-dire au Languedoc de nos jours et à une partie de la Guienne ³. C'est dans ce sens large que je prendrai le nom de Languedoc dans le cours de cette dissertation, tout en insistant sur les pays qui avaient seuls conservé cette dénomination dans les temps modernes.

Le traité de Meaux, qui mit un terme à la guerre des Albigeois (en 1229), partagea, ainsi que je l'ai déjà dit, le Languedoc en deux parties : l'une fut laissée à Raymond VII, et l'autre incorporée au domaine royal ⁴. Ce partage, tout court qu'il fut (de 1229 à 1271) du Languedoc entre deux souverains, eut des résultats considérables et qui se perpétuèrent; car les établisse-

1. Voy. une dissertation de Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. II, notes, p. 1. D. Vaissete, t. II, p. 630; t. III, p. 96. Catel, *Comtes de Toulouse*, p. 2 et 3.

2. C'est ce qui résulte d'un grand nombre de documents, entre autres du registre des enquêteurs d'Alphonse; les domaines de ce prince y sont appelés « Partes Tolosanæ, » et le Quercy est compris sous cette dénomination. Arch. de l'emp., J. 190, n. 61.

3. Vaissete, t. IV, p. 536. Le mot *Lingua Occitana* qui se retrouve fréquemment dans les documents à partir du quatorzième siècle est postérieur à celui de *Langue-doc*, dont il est une traduction latine barbare. Il est inutile de signaler la fausseté de l'étymologie qui fait venir ce nom de *Langue de Goth*, et qui repose sur ce fait, que les Goths ont été maîtres de ce pays.

4. Brussel, *Usage général des fiefs*, t. II, preuves, XXIX.

ments des derniers comtes furent religieusement respectés par la royauté du moyen âge, dont une des maximes était de ne rien changer aux institutions des pays qui étaient réunis à la couronne; et comme ce fut justement pendant cette période de démembrement que les juridictions furent définitivement constituées, il en résulta que, si au fond elles étaient identiques dans les provinces acquises par la royauté en vertu du traité de Meaux et dans celles qui lui échurent après la mort d'Alphonse, elles présentèrent pourtant des différences dans les noms, différences qui jettent de la confusion dans un sujet déjà plein d'incertitudes et d'obscurité.

On applique généralement au Languedoc le système d'organisation judiciaire en vigueur dans le nord. On a raison d'assimiler les sénéchaux aux baillis; mais il n'est pas exact de dire que les magistrats appelés prévôts dans le nord étaient connus dans le midi sous le nom de viguiers ¹. Ils diffèrent d'origine; leurs fonctions n'étaient pas les mêmes, et d'ailleurs au-dessous des viguiers existait une classe d'officiers judiciaires nommés bayles, que l'on pourrait plus justement comparer aux prévôts.

PREMIÈRE PARTIE.

JURIDICTIONS INFÉRIEURES.

CHAPITRE 1^{er}.

JURIDICTIONS ROYALES OU SEIGNEURIALES.

§ 1. *Des viguiers (vicarii).*

Sous les deux premières races, les comtes avaient des vicaires (vicarii) qui les suppléaient dans l'administration de la justice. C'est là, suivant Catel ², dom Vaissete ³ et Lamoignon de Ba-

1. Pardessus, *Préface* du tome XXI des *Ordonnances*. Voy. aussi Etienne Pasquier, *Recherches de la France*, p. 113.

2. Catel, *Hist. des comtes de Tolose*, 1623, p. 36.

3. Vaissete, III, p. 525.

ville¹, l'origine des viguiers du Languedoc. A la fin de la seconde race, on vit paraître des vigueries, circonscriptions administratives et judiciaires, qui se confondaient avec la centaine, et qui étaient une subdivision du comté². A la tête de la viguerie était un viguier (vicarius), officier différent du vicaire. L'un était le lieutenant, le suppléant du comte, l'autre un officier public ayant une autorité personnelle ; l'un exerçait la même juridiction que le comte qu'il remplaçait, l'autre avait une juridiction qui lui était propre ; il jugeait toutes les causes où la vie et la liberté des personnes n'étaient pas engagées³.

Parmi les actes passés dans le Languedoc au dixième siècle, on en rencontre fort peu où, pour préciser la situation d'un immeuble, on n'indique d'abord le comté, ensuite la viguerie ou « ministerium » (car ces deux mots sont synonymes) dans laquelle le bien était situé⁴ ; mais si les vigueries existaient encore comme circonscriptions territoriales, la juridiction des viguiers avait disparu, ou bien de publique était devenue privée. Un grand nombre de viguiers avaient pris le titre de vicomte. Ainsi, au milieu du onzième siècle, un vicomte d'Albigeois laissa deux fils : l'aîné reçut en héritage la partie septentrionale des domaines paternels ; le plus jeune eut les terres situées au sud où se trouvait la viguerie de Lautrec, et prit dès lors le titre de vicomte de Lautrec⁵. D'autres avaient conservé le titre de viguier. Catel nous a transmis l'acte d'hommage du viguier perpétuel de Sauve. Il avait, au treizième siècle, la justice civile et criminelle, et l'exerçait au nom du roi sur des hommes qui n'habitaient pas ses domaines⁶. Dom Vaissete a eu tort de

1. *Mémoire sur le Languedoc, parmi les mémoires dressés par les Intendants pour l'instruction du Dauphin fils de Louis XIV.* Arch. de l'Emp., KK. 1316.

2. Guérard, *Polyptique d'Irminon*, Prolégomènes.

3. Pardessus, *Loi Salique*, dissertation IX, intitulée : *Organisation judiciaire chez les Francs*.

4. Voici quelques vigueries qui existaient au dixième et au onzième siècle : Boncone, viguerie du Toulousain ; — Cabardex, viguerie du duché de Carcassonne ; — Kadiniaze, dans le comté de Béziers, en 988 ; — Camarez, comté de Rouergue, en 942 ; — Lautrec, Lastrinco, en Albigeois ; — Campacez, Toulousain, en 961, appelée ministerium en 1025 ; — Cassiacum, Quercy, en 932 ; — Vicaria Chatumianensis, comté de Béziers, en 988, etc. Vaissete, passim. Voy. ces noms à la table. — Aucune de ces vigueries ne se trouve au douzième siècle.

5. Vaissete, II, p. 372.

6. Catel, *Comtes*, p. 36.

prendre les fonctions de ce viguier féodal pour type de celles des viguiers royaux avec lesquels il n'avait rien de commun. Ce qu'il y a de piquant, c'est que ce viguier de Sauve fit hommage entre les mains du bayle de Sauve son inférieur dans la hiérarchie, mais qui avait l'avantage d'être officier du roi.

On trouve, au douzième siècle, des viguiers féodaux qui ne sont pas les successeurs des anciens viguiers carlovingiens. En 1103, le seigneur de Montpellier, pour faire droit aux réclamations d'un de ses parents, lui accorda la *viguerie* de Montpellier. Ce viguier connaissait des causes civiles, mais il devait être assisté du magistrat représentant le seigneur ; sinon les sentences qu'il avait prononcées seul pouvaient être réformées par le seigneur, qui s'était réservé le jugement des causes des nobles¹. Je vois dans cet acte, d'un côté, une pétition d'hérédité, de l'autre, l'abandon, sous le nom de viguerie, d'une part dans l'administration de la justice. Le même fait se représente à Béziers. En 1114, le vicomte concéda à deux frères, qui avaient déjà la juridiction sur les juifs, la viguerie de Béziers. Le vicomte avait retenu la justice des homicides et des adultères, le viguier avait le tiers de la justice de la ville ; comme celui de Montpellier, il jugeait assisté du bayle seigneurial². A Nîmes, le viguier avait la connaissance des causes civiles ; les amendes qui ne dépassaient pas deux sous lui appartenaient ; il jugeait les voleurs, emprisonnait, fouettait, et mettait au pilori ; mais au vicomte appartenait le droit de prononcer les condamnations capitales ou entraînant la perte de quelque membre³. Tous ces viguiers transmettaient leur charge à leurs enfants. Quant à celui de Toulouse, il n'avait pu rendre ses fonctions héréditaires, et la viguerie de Toulouse subsista sans interruption du neuvième au dix-huitième siècle⁴.

Ainsi donc, dès le dixième siècle, les viguiers étaient presque tous féodaux. Les comtes et les vicomtes ne créèrent pas des viguiers amovibles pour rendre la justice, ils en confièrent l'exercice aux bayles.

1. Brussel, *Usage des fiefs*, t. II, p. 726 ; Vaissete, II, preuves, col. 361 ; d'Aigrefeuille, *Histoire de Montpellier*, t. I^{er}, p. 15, et dissertation sur les juridictions de Montpellier, placée à la fin du même volume.

2. Vaissete, t. II, col. 398 (preuves).

3. Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I^{er}, preuves, p. 17 (accord entre le viguier et le vicomte en 1161).

4. Dumège, *Histoire des institutions municipales de Toulouse*, t. III, p. 325.

§ 2. *Des bayles.*

Selon Ducange, les comtes de la troisième race se firent remplacer dans l'administration de la justice par des officiers nommés « *bajuli* ou *baillivi*, » quasi *justitiæ custodes* ¹. Brussel et les continuateurs de Ducange se sont élevés contre cette assertion, et ont prétendu que les baillis ne paraissent pas avant le milieu du douzième siècle. L'abbé Bertin, auteur d'une savante dissertation sur l'origine des baillis, trouve cette dernière date trop rapprochée et cite un bailli en Anjou vers la fin du onzième siècle ². Si par baillis on entend des officiers ayant une juridiction supérieure, Brussel a raison ; mais si on veut dire [que les comtes ont confié l'exercice de la justice, sans préciser à quel degré, à des officiers nommés baillis, Ducange est dans le vrai.

Les textes rapportés dans le *Glossaire* de Ducange au mot *baillivus*, *bajulus*, et qui ont trait aux deux premières races, s'appliquent tous à des officiers ecclésiastiques. Un document de 977, la coutume de la Réole, en Gascogne, nous donne des fonctions des bayles la mention la plus ancienne que j'aie rencontrée, et offre une définition précieuse de leurs fonctions. Ils étaient institués pour percevoir les revenus de l'abbaye, tels que les redevances en blé, en avoine et en argent. S'ils n'avaient pu faire effectuer les paiements à la Saint-Martin, ils opéraient des saisies, mais n'avaient pas de juridiction ³. Ces officiers, nommés bayles dans la coutume de la Réole, existaient dans d'autres provinces sous un nom différent, sous celui de « ministeriales. » Le terme de « ministeriales » avait une signification très-étendue : il s'appliquait aux fonctionnaires de l'ordre le plus élevé, comme à ceux placés aux degrés inférieurs de la hiérarchie administrative. Il était pris aussi dans une acception plus restreinte. On appe-

1. *Bajulus* signifié *custos* ; le bailli d'Auvergne s'intitulait, au treizième siècle, *custos montanarum Alvernie*. Arc. de l'Emp., J. 272.

2. *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XL, p. 431, note E (édit. in-12).

3. Statutum est quod omnes baillivi ad hoc sunt constituti ut census balliarum nobis absque difficultate reddi faciant, videlicet frumenti, avenæ et denariorum. Quod si in festo beati Martini ad prefatos census subditos non compulerint, bailivi debent pignorare ; sed ad priorem pertinet justitia (M. Giraud, *Histoire du droit français*, t. II, p. 155.)

lait ainsi des officiers ruraux, souvent serfs, qui faisaient rentrer les revenus et prélevaient des sommes sur ces rentrées; ils avaient le pouvoir de contraindre les récalcitrants ¹. Ainsi donc les bayles, simples officiers ruraux et fiscaux dans le principe, n'avaient pas de juridiction; ils l'acquirent avec le temps. Dans le Dauphiné, des fonctions identiques à celles des bayles étaient exercées même au treizième et au quatorzième siècle par des mistraux, dont le nom est la traduction contractée du mot « ministeriales ² »; comme les bayles, ils n'avaient pas de juridiction. Des textes montrent la synonymie des termes de *mistralie* et de *baylie*; toutefois, on n'appelait pas indifféremment en Dauphiné ces officiers bayles ou mistraux. Ce nom de mistral était usité dans la partie occidentale de cette province du côté des Alpes, celui de bayle dans le voisinage du Languedoc, entre autres dans le comté de Valentinois. Le terme de bayle fut donc en usage dans le midi de la France dès la chute des Carlovingiens, il se répandit peu à peu et gagna le nord. On le trouve, comme nous l'avons vu, en Anjou au onzième siècle; au douzième il devint fréquent en Normandie ³. Spelman atteste que l'Angleterre le reçut de ce dernier pays ⁴. A la même époque, il pénétra en Flandre et en Picardie. Nous en avons un témoignage d'un poids considérable. Le Cartulaire de Saint-Bertin nous apprend que dans la seconde moitié du douzième siècle les ministériaux furent appelés bayles ⁵. Dans le Midi, dès le treizième siècle, on appela baylie une circonscription territoriale administrée par un bayle.

Les premiers bayles qui eurent une juridiction furent ceux des seigneurs ayant justice; les comtes et les vicomtes leur conférèrent à leur tour des attributions judiciaires. Nous avons, dès le commencement du douzième siècle, des détails sur leur compétence. A Montpellier ⁶, ils rendaient la justice au nom du sei-

1. Guérard, *Polyptique d'Irminon*. Prolégomènes.

2. Valbonnais, *Mémoires pour l'histoire du Dauphiné*, mémoire sur les officiers ecclésiastiques. Voy. surtout les Preuves.

3. *Bibliothèque de l'École des Chartes*, mémoire de M. Delisle sur les revenus publics en Normandie, série II, t. V, p. 263, et Brussel, *Usage des fiefs*, I, p. 496.

4. Glossarium, v^o. *Baillivus*.

5. *Cartulaire de Saint-Bertin*, édit. Guérard, p. 366. « Hinc sequitur auctorisatio legis quondam facte de ministerialibus, qui moderno tempore ballivi appellantur, predii et ville Sancti Bertini..., per Philippum Alsatie Flandrarum comitem. »

6. Giraud, *Histoire du droit*, preuves, t. II, p. 361.

gneur ; il en était de même à Béziers ¹, ainsi qu'à Carcassonne ². Celui de Montpellier était le supérieur des bayles des campagnes, mais il ne recevait pas l'appel de leurs sentences. Les bayles conservèrent des fonctions judiciaires jusqu'au commencement du treizième siècle ; mais un pareil état de choses présentait de graves inconvénients. Ils n'offraient aucune des garanties qu'on est en droit d'attendre d'un juge. Ils affermaient, avec les revenus d'une baylie, le droit de rendre justice, et cela aux enchères publiques ; un même individu se rendait adjudicataire de plusieurs baylies et les sous-louait ; une seule baylie était même partagée entre plusieurs agents subalternes qui exerçaient chacun, avec le nom de sous-bayle, une juridiction dans le district qui lui était assigné. De là naissaient de nombreux conflits entre les bayles, qui se disputaient les justiciables ; car c'était une chose fructueuse que de rendre la justice, le produit des amendes leur appartenait jusqu'à concurrence de 30 sous ³.

On n'imposait à ces bayles d'autre condition que de n'être ni juifs, ni hérétiques, ni usuriers. A Montpellier, le bayle était annuel et ne pouvait être réélu qu'au bout de deux ans. Le seigneur s'était engagé à ne pas le nommer sans consulter les consuls. Ceux-ci s'arrogèrent un droit d'élection, mais c'étaient là des garanties locales ⁴. Il y avait donc dans les baylies un vice radical, la vénalité. Il était impossible de laisser rendre la justice à de pareils hommes. Ils étaient assistés, il est vrai, dans les causes criminelles par des jurés pris parmi les bourgeois ⁵. En outre, on leur imposa des juriscultes pour diriger les procès civils. Cet usage existait dès le commencement du treizième siècle à Montpellier et à Carcassonne ⁶, à Moissac, à Castelsarrasin ⁷. A

1. Vaissete, II, col. 389.

2. Giraud, t. II, p. 351. La coutume de Carcassonne était en grande partie la même que celle de Montpellier.

3. Lettre du sénéchal de Beaucaire, 1247, Vaissete, III, col. 466-467. — Bail de la baylie de Rodez, en 1251 (Arch. de l'Empire, J. 1034). Des chevaliers même se mêlaient de ce trafic. (Arch. de l'Empire, J. 190, n. 61.)

4. Giraud, *Hist. du droit*, t. II, p. 361. D'Aigrefeuille, t. I, p. 560.

5. Voy. notre chapitre des juridictions municipales.

6. Giraud, t. II, p. 361.

7. Arch. de l'Emp., J. 305, n. 40, Castelsarrasin ; J. 320, n° 54, Moissac. Voici un fragment d'une enquête faite en 1203 par un bayle assisté de son juge : « Publicavit infrascriptos testes P. Imbertus de Caslario in curia domini Raimundi comitis Tolose, coram Poncio de Cerveria, ejusdem domini comitis bajulo in Castro Castlari, assistente ei Petro Fulcidio giudice ; » original, Arch. de l'Emp., J. 223, n° 62.

Nîmes¹, ces juristes étaient nommés par le seigneur et quelquefois par le bayle. Enfin, vers le milieu du treizième siècle, cette défiance contre les bayles prit une plus grande force. On leur interdit de taxer les amendes : ce droit appartint au sénéchal², magistrat supérieur dont les fonctions répondaient à celles des baillis royaux.

§ 3. Des juges.

Dom Vaissete assure qu'Alfonse divisa la partie du Languedoc qui lui appartenait en judicatures ou jugeries, comprenant chacune dans son ressort plusieurs baylies, lesquelles furent ainsi soumises à un juge³. Quels étaient ces juges ? Quelle était leur compétence ? Formaient-ils dans la hiérarchie judiciaire un degré au-dessus des bayles ? Dom Vaissete nous représente les bayles comme rendant la justice. Cela peut être vrai dans les cours des seigneurs⁴ et dans la Guienne ; mais il n'en est pas de même pour les domaines soumis immédiatement dans le Languedoc à l'autorité des comtes de Toulouse et du roi de France, et cela à partir du milieu du treizième siècle. Dom Vaissete a été induit en erreur par une ordonnance très-confuse d'Alphonse sur l'organisation de la justice, où il est parlé de la juridiction des bayles. C'est là un abus de mots ; les bayles venaient de perdre le droit de juger, mais il leur restait encore quelques attributions judiciaires auxquelles on a bien pu donner le nom de juridiction. Ces juges dont parle l'historien du Languedoc les remplacèrent

1. Guillelmus de Codolio, *judex et cancellarius in Nemausensi domini Raimundi*. Ménard, *Hist. de Nîmes*, preuves, t. I, p. 68, en 1220.

2. *Bailliviam nostram Ruthensem cum pedagio tradidimus ad firmam Petro Rosignelli. Dictus vero Petrus omnes emendas quas in dicta baillivia evenire contigerit a viginiti solidis citra percipiet...*, ita tamen quod ipse aliquas emendas *judicare* non poterit nec levare sine senescallo nostro Ruthenensi, vel ejus speciali mandato. — Bail de la baylie de Rodez, par Alphonse, en 1251. Arch. de l'Emp., original, J. 1022, n° 4.

3. Vaissete, t. III, p. 526.

4. A Montpellier, par exemple, le bailli ou bayle de cette ville jugeait au civil et au criminel. Il choisissait un juge pour l'aider à rendre la justice, un substitut du bailli et un substitut du juge, un viguier et son assesseur, lesquels ne formaient qu'une seule cour, divisée en trois sièges ou banques, la première appelée cour du bayle, la deuxième cour du sous-bayle, la dernière cour du viguier. D'Aigrefeuille, I, p. 560.

et furent de première instance. Voici quelle est leur origine :

Nous avons vu que vers le milieu du treizième siècle le sénéchal taxait lui-même les amendes et les dépens. Cet officier, qui réunissait entre ses mains toutes les branches de l'administration, ne pouvait rendre lui-même la justice dans toute l'étendue de sa sénéchaussée; il se fit remplacer par un magistrat nommé par lui, et qui avait les mêmes attributions; ce magistrat s'appelait juge du sénéchal. Il ne put à son tour suffire à porter seul le poids de ses fonctions. Alors le sénéchal de Toulouse établit plusieurs juges dans sa sénéchaussée, et les mit à la tête d'une circonscription territoriale qui ne répondit à aucune autre circonscription administrative. Outre la viguerie de Toulouse, il y avait au treizième siècle dans la sénéchaussée de Toulouse trois jugeries. Un compte de dépenses inédit nous permet de fixer l'époque à laquelle elles étaient déjà instituées. Au terme de la Chandeleur 1256, à l'article des juges, je trouve le juge du sénéchal, celui du viguier de Toulouse, celui de Castelnaudary et celui de Lavaur. De plus, une somme de 26 livres 13 sous 4 deniers, somme égale au traitement de chacun des deux autres juges des jugeries, est donnée à « Johannes Dominicus. » Nul doute que ce dernier ne fût aussi un juge, celui de Gascogne, et qu'il n'ait été établi à cette époque. En effet, il y avait dans la sénéchaussée de Toulouse, outre la viguerie de Toulouse, trois jugeries : celle de Lauragais (chef-lieu Castelnaudary), celle de Villelonge, et celle de Gascogne¹.

1. *Salaria judicum* : pro magistro Gaufredo iudice Tholose, pro terminis omnium sanctorum et purificationis anno 1256, xxxiii l. vi s. viii d. t. — Pro magistro Petro iudice Castri Novi de Arri, xxvi l. xiii s. iiii d. tur. — Pro magistro Guillelmo de Sopet iudice de Vauro, xxvi l. xiii s. iiii d. tur. — Pro magistro Willelmo iudice senescalli, xxvi l. xiii s. iiii d. tur. mandato magistri Stephani. (Bibl. Impériale, Rouleau original.)

A la fin du treizième siècle, le nombre des jugeries était augmenté. On trouve celles de Rieux, de Rivière, de Verdun, de Lauragais, de Villelongue, ainsi que l'atteste le fragment suivant, extrait d'un compte des recettes et des dépenses de la sénéchaussée de Toulouse pour l'année 1294 :

Magistro Arnaldo de Ponte, magistro Arnaldo Magistri, iudicibus Rivorum et Ripparie.... — Magistro Bartholomeo de Gardia et successori suo iudici Albigesii. — Magistro Stephano de Scalquenchii iudici Verduni. — Mag. Bernardo Sancii iudici Lauragesii. — Mag. Arnaldo de Rayssac, iudici Villelonge, m^{re} l. pro anno. Ces 80 livres forment le traitement annuel de chacun des autres juges. (Arch. de l'Emp., Rouleau original, K. 501).

En Albigeois, il n'y avait qu'une seule juderie¹. La sénéchaussée d'Agenais et de Quercy en comprenait deux, une pour chacune des deux provinces dont elle était formée². La sénéchaussée de Rouergue, une seule³. Le comtat Venaissin possédait, dès le douzième siècle, un juge particulier du comte de Toulouse qui portait le titre de chancelier, et apposait aux actes de la juridiction volontaire la bulle de plomb des marquis de Provence⁴. Ces juges étaient appelés juges ordinaires ou tout simplement juges. Le viguier de Toulouse avait les mêmes attributions judiciaires qu'eux; mais il était remplacé dans l'exercice de la justice par un juge payé par le comte.

1. Vaissete, III, preuves, col. 581 et 486.

2. Compotus Johannis de Angervillari, militis, senescalli Agennensis et Caturcensis, de termino omnium sanctorum anno m. cc. lxiix.

Judici Agennensi, pro primo tertio de c. lib. tur. pro salario per annum, xxxiii l. vi s. viii d. tur. Magistro Vincentio judici in causis appellationum, pro primo tertio de c. l. tur. per annum, xxxiii l. vi s. viii d. tur.

Pro mantello Johannis Cofferii clerici, vi l. v s. tur.

Judici Caturcensi, pro primo tertio de m^{re} l. tur. per annum pro salario, xxvi l. xiii s. iiii d. tur. Senescallo pro ix^{is} iii diebus, xxx s. tur. per diem, m^{re} xiii l. x s. tur. (Bibl. imp., Rouleau original). Ce juge résidait à Milhau.

3. Gagia senescalli, per annum m^{re} lib. tur., pro secundo tertio. vi^{re}, xiii l. vi sol. viii d. tur. Salaria judicum: Magistro Petro Raymundi Folcaudi, judici senescalli per annum m^{re} l. tur., pro primo tertio, xxvi l. xiii s. iiii d. tur. Judici de Amillavo, per annum xx l. tur., pro primo tertio, vi l. xiii s. iiii d. t. En 1246, il est fait mention de Bernardus Sicardus, judex comitatus Ruthinensis. (Vaissete, III, preuves, col. 457.)

Voy. aussi le registre XI du trésor des chartes intitulé : *Recognitiones feudorum Alfonsi comitis Pictaviensis et Tholosani*. Les hommages y sont souvent reçus par les juges de Rouergue, de Quercy et d'Agenais, et cela en 1259 et 1260.

4. Ce juge rendait aussi la justice. Voyez un jugement rendu en mars 1263 par « Raimondus Bosslygonus, judex Venaissini pro illustrissimo domino Alfonso. » Il condamna par contumace à une amende de 1000 livres tournois un nommé Oudard, qui avait injurié et menacé un bayle. L'original de ce jugement est scellé d'une bulle de plomb de moyenne grandeur, offrant d'un côté la représentation équestre du comte de Poitiers, avec la légende : ALFONSUS COMES PICTAVIE ET THOL., et de l'autre la croix de Toulouse, avec la légende : MARCHIO PROVINCIE (Arch. de l'Emp., J. 308, n° 72). Cette bulle changeait avec chaque comte; la légende portait le nom du prince régnant. Cependant la même bulle servit sous Raymond VI et sous Raymond VII, bien que ce dernier ait eu aussi une bulle qui lui était propre. (Arch. de l'Emp., M. 573), pièce de l'an 1204. — Ego Bertrandus Radulfus, judex et cancellarius, sigillavi et eidem subscripsi. Cor mundum crea in me, Deus. Face : Raymond à cheval, galopant à gauche et brandissant son épée. Légende — S. RAIMVNDI III COMITIS. Bevers, la croix de Toulouse. — Même bulle employée par Raymond VII, J. 311,

§ 4. Des viguiers royaux.

Dans les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne, les juges inférieurs étaient des viguiers qui n'avaient que le nom de commun avec ces viguiers dont nous avons parlé plus haut. Une ordonnance de Philippe de Valois nous apprend qu'ils furent créés au treizième siècle.

Après que la royauté eut acquis les vicomtés de Béziers et de Carcassonne, elle assembla les États provinciaux et établit, à leur demande, une viguerie à Béziers¹. On ne saurait douter que les autres vigueries royales n'aient été instituées à cette époque. Dans la sénéchaussée de Carcassonne se trouvaient, au commencement du quatorzième siècle, les vigueries de Carcassonne, Carbardez, Minervois, Béziers, Albi, Gignac, Limoux, Narbonne, Fenouillède, Termenois, les Allemans, le bailliage de Sault et la châtellenie de Montréal. Dans celle de Beaucaire, les vigueries de Nîmes, Beaucaire, Uzès, Anduse, Sommières, Aigues-Mortes, Pont-Saint-Esprit, Bagnols, Roquemaure et Saint-André, les bailliages de Gévaudan, de Vivarais et de Vélai².

Dom Vaissete a bien apprécié les fonctions des viguiers en les appelant de petits sénéchaux; mais il a négligé d'éclaircir leur juridiction. Ils jugeaient en première instance toutes les causes en matière civile et criminelle³ et l'appel des justices seigneuriales, comme nous le montrerons quand nous traiterons des sénéchaux. Telle était aussi la compétence des juges des jugeries : on les voit juger des causes entre nobles⁴. Quant au criminel, les coutumes des différentes bastides élevées par Alphonse leur

n° 62. Autre bulle, appendue à un acte de l'an 1246. Face : Raymond à cheval, armé de toutes pièces, galopant à gauche. † S. R. COMITIS. Revers : la croix de Toulouse; légende † S. VENAÏSSINI.

1. Ordonnance de Philippe de Valois, confirmant les privilèges de Béziers en 1338. *Ordonnances des rois de France*, t. III, p. 168.

2. Vaissete, IV, p. 502; Bâville, *Mémoire sur le Languedoc*. (Arch. de l'Emp., K. K. 1316.)

3. « *Ordinatum fuit quod in dicta villa (Biterris) esset unus vicarius et unus iudex pro nobis qui in dicta villa Biterris de omnibus causis tam civilibus quam criminalibus et aliis quibuscumque ad nos pertinentibus...*, soli et in solidum primam cognitionem haberent. Ord. de Philippe de Valois. *Ordonnances*, t. III, p. 268. »

4. Jugement d'un procès entre la dame de Montjoire et le sénéchal de Toulouse.

attribuent la punition des homicides ¹, et une ordonnance de Louis X constate qu'ils avaient une juridiction criminelle ². Mais à l'article des juridictions municipales nous verrons que les bourgeois prenaient part au jugement des causes criminelles.

Les viguiers royaux ne pouvaient rendre seuls la justice, ils devaient être assistés d'un juge payé par le roi. A eux deux ils formaient ce qu'on appelait la cour ³. Ainsi quand on trouvera dans un texte, par exemple, la cour de Nîmes, la cour de Carcassonne, on saura qu'il s'agit du tribunal du viguier de Nîmes, du viguier de Carcassonne. Les juges du viguier étaient annuels, ceux des jugeries le devinrent également. C'était là une garantie chère aux Méridionaux ⁴; mais elle était abusive en ce qu'elle empêchait les magistrats d'acquérir la pratique qui est indispensable à l'expédition de la justice. On y remédia en établissant un roulement parmi ces juges, et en les faisant passer chaque année d'une jugerie à une autre ⁵.

Arch. de l'Emp., J. 329, n° 41. Le juge du viguier de Toulouse juge un différend entre un chevalier et des vilains. *Ibidem*, J. 319, n° 4, fol. 127.

1. Bibl. Imp. *Mss. de Doat*, t. LXXIV, *Coutumes de Castelsagrat*, etc., fol. 91, etc.

2. Ordonnance de Louis X en 1315. Rozoy, *Annales de Toulouse*, t. I, preuves, p. 133.

3. Ménard, I, preuves, p. 86. On y voit que le juge du viguier avait un lieutenant qui le remplaçait en cas d'absence.

4. Les habitants de Beaucaire, en 1248, demandèrent aux enquêteurs du roi qu'on observât l'ancienne coutume de changer chaque année le viguier et son juge. (Arch. de l'Emp., J. 889.)

Bajulus, subbajulus, judex vel vicarius non debent in curia stare nisi per annum, et postea infra biennium nemo illorum in curia debet restitui. *Cout. de Montpellier*, art. 119, Giraud, p. 71.

5. Je donne ici des extraits d'un règlement concernant les juridictions inférieures de l'an 1300 environ :

« Item, quod iudices residebunt in iudicaturis suis, et ibi continuatis assisiis causas audient privatorum, et in causis fiscalibus procedi faciant presente procuretore regis cum suo advocato diligenter et celeriter donec in eis renuntiatum fuerit et conclusum.

« Item, nullas commissiones recipiant, sed penitus insistent examinationi negotiorum sue iudicature.

« Item, judex omnes causas privatorum determinabit infra duos menses postquam in eis renuntiatum fuerit et conclusum.

« Item, in singulis assisiis assistant iudici bajulus et servientes cujusque loci et pertinentiarum ejusdem.

« Item, judex uti nequeat substituto nisi ex causa necessaria probabili, in qua senescallus sibi provideat ydoneo substituto.

Dom Vaissete prétend que, dès 1251, il y avait un procureur du comte de Toulouse permanent auprès du juge d'Albigéois ; il ne donne pas de preuves de ce fait, qui nous paraît douteux. On trouve bien des procureurs du comte de Toulouse, mais ils étaient nommés pour soutenir les intérêts de leur maître dans une circonstance déterminée. Un règlement qui ne porte pas de date, mais qui est au plus tard des premières années du quatorzième siècle, nous fait voir qu'il y avait un procureur du roi dans chaque sénéchaussée des anciens domaines d'Alphonse. Il y en avait aussi dans les sénéchaussées royales, car on en trouve un dans la sénéchaussée de Nîmes dès 1294. Ces procureurs avaient sous leurs ordres des avocats du roi, et étaient chargés de surveiller l'instruction des causes dans lesquelles le trésor royal pouvait se trouver intéressé ; mais ils ne paraissent pas avoir rempli les fonctions actuelles du ministère public ¹.

Qu'étaient devenus les bayles ? Ils avaient perdu le droit de rendre la justice, mais ils conservèrent quelques attributions judiciaires. C'était pour eux une obligation d'assister aux jugements rendus dans l'étendue de leur baylie. L'exercice de la police leur donnait les moyens de commettre impunément des exactions odieuses, car si leurs fonctions se bornaient à arrêter les criminels dans le cas de flagrant délit ou sur un ordre des magistrats, il y avait une foule de contraventions qui étaient punies par des amendes dont les coutumes locales donnaient le tarif : c'était ce qu'on appelait le ban. De nos jours, l'agent qui constate le délit n'a pas le droit d'appliquer la peine. Au moyen âge, il n'en était pas ainsi ; le bayle qui surprenait un délinquant lui faisait payer le ban sans autre forme de procès et souvent contre toute justice. En un mot, les bayles remplissaient les fonctions d'huissiers et de commissaires de police ².

Dans certaines villes, il existait des hommes qui n'étaient pas

« Item, iudices sint annales, vel saltem quod annis singulis de una judicatura in « aliam transferantur. » Arch. de l'Emp., J. 329, n° 43.

1. « Item, procuratores domini regis diligenter et sollicite causas fiscales informatione prehabita permanebunt, et celeriter ad finem perducent. Et in ipsis causis personaliter insistent una cum advocato suo, ullo super hoc a se substituto. » (Arch. de l'Emp., J. 329, n° 43.)

2. Les bayles avaient, dans certains endroits, la vérification des poids et mesures employés par les marchands ; ils trouvaient souvent des contraventions là où il n'en existait pas. Arch. de l'Emp., J. 889 passim.

fonctionnaires publics, et qui avaient pour mission de dénoncer les crimes et les délits qui parvenaient à leur connaissance, notamment les adultères. C'étaient des agents de police subalternes, dont la négligence était souvent punie par des amendes que leur infligeait le magistrat qu'ils auraient dû avertir ¹.

CHAPITRE II.

JURIDICTIONS MUNICIPALES.

§ 1. Origine.

Nous avons vu quels étaient les officiers chargés de rendre la justice en première instance; mais à eux seuls n'appartenait pas la première connaissance des causes civiles et criminelles. Le droit de juger fut aussi le partage des magistrats municipaux, et c'est la mesure dans laquelle ces magistrats, nommés consuls, exerçaient une juridiction qu'il convient de déterminer d'une manière précise. Je n'entrerai pas dans des détails sur la juridiction de chacune des communes du Languedoc, je m'attacherai à démontrer quelle fut l'origine de ces justices et à en faire saisir le caractère général.

Il y avait en 1271, dans la seule sénéchaussée de Toulouse, c'est-à-dire dans une étendue de pays qui répond à peu près au département de la Haute-Garonne, plus de cent dix localités administrées par des consuls ². Ces communes n'étaient pas toutes soumises au même régime. C'étaient, pour la plupart, des

1. « Significat Guillelmus Andra de Margunco quod, tempore senescallie domini Guillelmi de Ulmoio, ipse fuit constitutus ad servandum jura domini regis in castro de Margunco; et tum fuit dictum in castro quod quedam mulier que erat de jurisdictione regis comiserat adulterium, quod denunciavit curie; et tum vicarius Biterri, videlicet P. de Ulmoio, dixit ei: Tarde denunciasti curie, et ipse erat paratus jurare quod ipse denunciavit quando audivit a gentibus, et propter hoc extorsit ab eo xx solidos Melgorienses, inde petit justiciam. » (Arch. de l'Emp., J. 1032, n° 1, année 1247.)

2 Voy. le *Saisimentum comitatus Tholose*, ou procès-verbal de prise de possession par Philippe le Hardi de la partie du Languedoc qui lui était échue par la mort d'Alphonse. Un fragment de ce document important est publié dans les *Preuves* du tome I^{er} des *Annales de Toulouse*, de la Faille (Toulouse, 2 vol. in-fol.), et dans les *Preuves* du tome I^{er} des *Annales* de la même ville, de Rozoy. Ce dernier a mis,

bastides ou des villages ouverts construits au douzième et au treizième siècle¹, où l'on avait attiré des habitants par l'appât de quelques avantages, tels qu'exemption de péages, impôts modérés, tous privilèges matériels contribuant au bien-être de l'individu, sauvegardant sa personne et ses biens, mais n'ayant pas de rapport avec la liberté politique². Aussi les consuls de ces bourgades ne reçurent-ils, lors de la fondation de leur bastide, que l'exercice de la police et une juridiction civile insignifiante.

Mais à côté de ces communes rurales sans importance s'élevaient de riches et puissantes cités dont les habitants avaient acquis, au prix de luttes sanglantes, une indépendance qu'ils savaient faire respecter. Quelques-unes avaient un long passé, et remontaient à la période de l'occupation romaine. Plusieurs historiens se sont plu à rattacher la juridiction des consuls du treizième siècle à celle des magistrats municipaux gallo-romains. Aucun texte ne permet de prouver la perpétuité de ces juridictions, qui devinrent inutiles par l'adoption dans toutes les Gaules des *mâls* mérovingiens, où chacun était jugé par des hommes de sa nation, lesquels offraient toutes les garanties, sinon de lumières, du moins d'impartialité et de justice. En outre, les magistrats municipaux gallo-romains, ordinairement appelés *duumvirs*, ne possédaient qu'une juridiction civile fort peu étendue³. Les consuls du treizième siècle, au contraire, connaissaient des crimes capitaux, tandis que leur compétence en matière civile était presque nulle. Tout porte donc à croire que la juridiction des consuls ne tire pas son origine de celle des *duumvirs*; on doit lui en assigner une beaucoup plus récente.

C'est au douzième siècle seulement qu'il est possible de cons-

en bon français, l'ouvrage de la Faille, et l'a embelli de réflexions philosophiques ridicules. Toulouse, 3 vol. in-4°.

1. Alphonse en fit élever un grand nombre. On en trouve une liste tronquée dans Vaissète, III, preuves, p. 600. Elle est complète dans le *Cartul. d'Alphonse*. Bibl. imp., Mss. Doat, t. 74, p. 91.

2. *Coutumes de Villeneuve*, juin 1270, *ibidem*, p. 335 et seq.

3. M. de Savigny prétend que les villes des Gaules n'avaient pas de magistrats électifs, ou que, si elles en avaient, ceux-ci étaient dépourvus de juridiction. M. Giraud a démontré que l'organisation municipale a été la même en Gaule et en Italie; par conséquent, ce que l'on sait de la juridiction des *duumvirs* italiens s'applique aux *duumvirs* gaulois. Giraud, *Essai sur l'hist. du droit français*, t. I, p. 125 et suiv.

tater l'existence des juridictions communales. J'exposerai successivement la compétence civile et la compétence criminelle des consuls des villes du Languedoc, mais auparavant je ferai remarquer que les bourgeois pouvaient prendre part de deux manières à l'administration de la justice, ou bien en servant d'assesseurs aux juges seigneuriaux, ou bien en ayant eux-mêmes un tribunal exclusivement composé de magistrats municipaux, en un mot, être juges ou jurés.

§ 2. *Juridiction municipale en matière civile.*

La juridiction civile n'entrait dans les attributions des consuls que dans un très-petit nombre de cités importantes. Au milieu du douzième siècle, les jugements étaient rendus à Toulouse par le viguier assisté des consuls¹. A la même époque, on voit des procès civils jugés par les consuls, formant à eux seuls un tribunal. Comment expliquer l'existence simultanée de ces deux juridictions ayant la même compétence? Voici ce qui s'est passé. Le seigneur fut contraint de partager avec la commune le droit de rendre justice; chaque citoyen put à son choix aller se plaindre aux consuls ou au juge seigneurial. Écoutons la coutume de Montpellier, qui, bien que rédigée en 1204, nous reporte à un état de choses beaucoup plus ancien :

« Tamen causæ et lites possunt venire in posse consulum et proborum hominum aliorum antequam clamor fiat coram curia, sed consules debent decidere illud sine sumptibus. »

Le même article est reproduit textuellement dans la coutume de Carcassonne, qui est de la même époque.

On lit dans les privilèges accordés à la ville de Nîmes en

1. Voy. Pardessus, préface du t. XXI des *Ordonnances*, § *Juridictions municipales*. Je dois faire connaître ici le système qu'a adopté ce savant jurisconsulte, pour expliquer l'origine de ces juridictions. Il est porté à croire que, dans le Midi, elles ont survécu aux invasions. Cependant voici comment elles se sont formées en général. Au dixième siècle, les mâls furent remplacés par les juridictions des seigneurs. En certains endroits les prud'hommes qui avaient composé les mâls continuèrent de rendre la justice sous la présidence d'un des leurs. Ainsi les villes qui, dès la 3^e race, eurent une juridiction la durent à l'usurpation qui en donna une aux seigneurs. Quand une ville n'était pas assez forte, elle transigeait avec le seigneur. Ce système est très-ingénieux. Que les juges municipaux procèdent des scabins ou

1209 par Raymond VI, et confirmés en 1217 par Simon de Montfort.

« Concedimus postquam inter quaslibet personas in manu consulum litigare volentes lis coëpta et contestata fuerit, ita quod unum placitum habuerint, non liceat eis vel alicui personarum illarum a manu consulum exire, donec causa ista in manu consulum terminata fuerit et sopita. Ante litem vero contestatam et antequam unum placitum in manu consulum habuerint, licebit eis personis et cuilibet earumdem ad curiam nostram accedere et placitare ¹. »

A Toulouse, nul texte législatif ne fixe ce droit d'option, mais il est constaté au treizième siècle par une déclaration du viguier ². Ce droit de choisir entre le tribunal des consuls et celui des seigneurs est l'origine de la juridiction municipale en matière civile. Ce fut une conquête de la démocratie du douzième siècle, conquête que les seigneurs furent contraints de sanctionner et d'inscrire dans les coutumes. Mais pour que la juridiction muni-

plutôt des rachimbourgs, cela ne saurait être mis en doute. Mais pourquoi supposer une usurpation ? pourquoi supposer que les scabins ont continué de se réunir sous la présidence d'un scabin ? Ce dernier point ne pourrait se prouver ; au contraire, nous voyons, au douzième siècle, les juges municipaux rendre la justice comme assesseurs des officiers seigneuriaux ; et quand il y eut un tribunal uniquement composé des magistrats de la commune, ce fut là un résultat obtenu par la révolution communale. Je n'insiste pas, le chapitre que je consacre aux juridictions municipales n'ayant d'autre but que de prouver et de développer cette vérité.

1. Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I, preuves, p. 54.

2. Les consuls de Toulouse étaient dépouillés de leurs droits par le viguier : celui-ci, ayant appris qu'Alphonse désapprouvait sa conduite, déclara aux consuls « quod in voluntate coaquereñtium sit conqueri vicario vel consulibus Tolosanis. » (Catel, *Comtes*, p. 382, vers 1252.) Il paraît que cette bonne volonté du viguier ne dura pas, et que les consuls ne pouvaient exercer leur juridiction ; car les Toulousains choisissaient des arbitres aux décisions desquels ils prétendaient donner force de jugement, bien qu'une des parties n'acceptât pas leur arbitrage. Ces arbitres étaient souvent des personnes peu éclairées. (Catel, *ibid.*, p. 388, et Archives de l'Empire, J. 318, n° 85 ; *Lettre* d'Alphonse aux Toulousains, en 1254.) Les consuls de Toulouse conservèrent, pendant tout le treizième siècle, le droit de juger les causes où il y avait à interpréter la coutume. (Arch. de l'Emp., J. 896. Vaissete, t. III, preuves, col. 518.) Voy. un jugement des consuls en matière de succession (1246) dans Giraud, preuves, p. 110. M. Warrkænig a mis à tort cet acte sous l'année 1305, qui est la date du vidimus. (*Französische Staatsgeschichte*, preuves.) Cette prérogative des consuls de fixer la coutume est attestée par un règlement fait par les commissaires d'Alphonse sur la juridiction du viguier : « Si consuetudo allegetur inter civitatenses, stetur dicto consulum Tolosæ, vel majori parti ipsorum. » (Vaissete, III, col. 518.)

principale pût s'exercer, il fallait que l'une des deux parties fût un bourgeois. La règle « *Actor sequitur forum rei* » recevait aussi son application. Quand un procès s'élevait entre un bourgeois et un étranger, tout homme n'appartenant pas à la commune pouvait décliner la compétence des consuls. Quelquefois aussi le « *forum contractus* » était admis ¹. Ces règles salutaires étaient souvent éludées par les magistrats municipaux, et je dois, à ce propos, signaler dans le Languedoc, au treizième siècle, un contraste frappant entre l'administration supérieure et l'administration municipale. La première était juste et équitable, pleine de sollicitude pour le peuple; la seconde, à vues étroites, exclusive, défiante. Un règlement des consuls de Toulouse interdisait aux avocats de plaider pour un étranger contre un bourgeois. Si quelque seigneur avait contracté une dette envers un habitant, et s'il ne remplissait pas ses obligations, les consuls faisaient saisir les biens des hommes de ce seigneur, et ruinaient ainsi des innocents. Avaient-ils à se plaindre de quelque bayle, ils le citaient à leur tribunal; et si le bayle ne comparaisait pas, ses justiciables payaient pour lui, et se voyaient enlever par ordre des magistrats municipaux leurs meubles ou leurs récoltes ². Alphonse mit un terme à ces abus, et fit plusieurs ordonnances concernant la bonne administration de la justice; dans un de ces règlements je trouve une disposition bien honorable pour ce

1. « *Potestatem habent consules cognoscendi et exsequendi soli de dissaisinis inter volentes et invitos et aliis causis civilibus pecuniariis, venientibus coram eis inter homines de Figiaco volentes et inter homines forenses volentes, et ad requestam forensium conquerentium de hominibus de villa volentibus seu invititis.* » (*Coutumes judiciaires* de Figeac, fin du treizième siècle, Arch. de l'Emp., J. 342, n° 10). A Montpellier : « *Si homines de potestate et justicia comitatus Melgorii contraxerint, vel aliquid commiserint in villa Montispessulani, ibi debent respondere si ibi inveniantur et eodem modo homines Montispessulani sub jurisdictione comitatus Melgorii. Et si extra villam contractum vel commissum fuerit, ultro citroque actor sequitur forum rei.* » (Giraud, I, 57, art. 33.)

2. J. 318, n° 85, et Catel, p. 388 et seq — Lettre d'Alphonse aux Toulousains, en 1254 : « *Vobis districte præcipimus ne vicarios, bajulos vel officiales nostros, pro facto quolibet ad suum officium pertinente citetis vel coram vobis respondere cogatis, nec in eos aliquem exerceatis districtum, nec pro ipsorum debitis, vel delictis homines eorum de bailiviis eorundem impediatis, vel eorum pignora capiat. non pro quocumque delicto terras baronum nostrorum et aliorum fidelium auctoritate vestra invadere vel vastare sine licentia nostra præsumatis.; interdicta que fecisse dicimini ne advocati Tolosæ in curia vicarii nostri ferant alicui patrociniū, non patrocinetur extraneo contra civem..., eadem indilate relaxari jubemus.* »

prince : il prescrivit de faire gratuitement les citations judiciaires pour les pauvres ¹.

Les consuls de la plupart des villes et des bourgs du Languedoc avaient le droit de faire des règlements de police; ils donnaient des tuteurs aux orphelins, punissaient les marchands qui usaient de faux poids, et connaissaient des causes de voirie et de simple police ². Dans certaines villes, les procès issus de la contiguïté des héritages étaient jugés par des maçons experts élus par les consuls ³. Quelquefois les bourgeois servaient d'assesseurs dans les causes civiles aux juges seigneuriaux. A Toulouse, il y avait au douzième siècle une cour jurée composée de quatre juges choisis parmi les habitants de la ville et du bourg, sous la présidence du viguier ⁴. Les consuls se substituèrent à ces jurés ⁵. Au douzième siècle, les jurys en matière civile n'existaient plus ou étaient très-rares.

1. « Citationes et pignorationes gratis facient pro pauperibus hominibus infra Tolosan non habentibus unde solvant eis ad cognitionem curie..., item quod curia det advocatum non habenti. » (Vaissete, t. III, pr. col. 418, 1255.)

2. Voy. les sentences des consuls de Nîmes en 1217 et années suivantes. (Ménaud, I, preuves, p. 55 et seqq.) Les consuls des plus chétifs villages avaient une juridiction de simple police.

Tournay, en 1307, art. 52 : « Si quis in dicta villa jactaverit fœtentia vel aliqua nocentia, per nostrum bajulum et consules puniatur. » (Ord. XII, p. 371.) — A Montcabrier (Quercy), les consuls jugeaient des procès entraînant une amende ne dépassant pas 60 sous et 1 denier. « Cognitio autem et diffinitio causarum, emendas sexaginta solidorum et unius denarii et infra exigentium, inter burgenses... erunt consulum memoratæ bastidæ. » (1307. *Ibid.*, p. 366.) — Marziac, 1300. Même disposition qu'à Tournay. (*Ibidem.*, 345).

3. « Ad dirimendas autem quæstiones de plano et sine figura judicii, quæ incidunt infra castrum de stillicidiis et parietum oneribus fenestris et avannis et similibus quæstionibus frequenter contingentibus inter habentes domos contiguas vel vicinas, volumus, secundum quod petierunt, duos *lathomos*, quos ipsi magistros lapidum appellant, juratos constitui, sicut fuisse dicunt longis temporibus observatum. » Ord. de saint Louis, en 1254, en faveur des habitants de Beaucaire et de Nîmes. (Vaissete, III, pr., col. 507). Ces experts étaient nommés par les consuls à Carcassonne. (*Ordonn.*, t. XII, p. 464, année 1319).

4. Catel, *Comtes*, p. 34. « Notum sit quod Tholosanus jocularator habuit causam cum Selarmunda sua privigna in presentia Ramundi Monachi vicarii et curie jurate scilicet Petri de Marca-fava, et Bernardi Petri de Cossanno et Petri Rogerii et Ramundi Roberti, qui tunc erant constituti judices. » Année 1188. (Arch. de l'Emp., JJ. XXI.)

5. Arch. de l'Emp., JJ. XXI. Ce registre contient un certain nombre de jugements

Les juridictions civiles municipales furent respectées par la royauté là où elle les trouva établies ; mais elles furent peu à

des consuls de Toulouse au douzième et au treizième siècle. Passé 1200, on ne trouve plus que des sentences rendues par les consuls. En voici une qui m'a paru bonne à rapporter, afin de montrer quelle était la procédure en matière civile devant une juridiction municipale. Je crois cette pièce inédite ; elle est de l'année 1175.

« Hec est carta rememorationis. Sciendum est quod Forto de Molliverneta cum multis probis hominibus venit ante capitulum in ecclesia sancti Quintini ubi capitularii erant congregati cum multis aliis probis hominibus qui erant de consilio capituli, et ibi Forto de Molliverneta fecit gravem et duram querimoniam de Babilonia uxore sua, in presencia capituli et in presencia multorum proborum hominum qui ibi aderant. Dixit enim Forto de Molliverneta quod Babilonia rapuerat et expoliaverat ei suam domum furtim, et traxerat inde ei suos denarios, et suos pannos, et suas vestes, et suam lorica perobtimam, et cetera, et quod hoc totum dederat cuidam garcifero alieno de alia terra, scilicet cuidam Braimansono, et occulte recesserat ab eo, et fugerat cum illo garcifero in exercitu Braymansonum et *deus Ties* ; rogavit Forto de Molliverneta capitulum ut super hoc facto darent ei consilium et darent sententiam super hac causa, et de tanta injuria et de tanta iniquitate ponerent suum decretum, et darent justum judicium.

« De quo capitulo, tempore illo erant constituti capitularii : de urbe, Ramundus de Roaxio, et Ramundus Galerius, et Guillelmus Ramundus de Portaria, et Bernardus de Sancto Romano, et Ramundus Gaita podium, et Stephanus de Populivilla : et de suburbio, Olricus Carabordas, et Stephanus de Monte-Valrono prior ecclesie Sancti Petri Coquinarum, et Petrus Ruffus, et Arnaldus Raimundus filius dictus Ramundi Frenarii, et Bertrandus Ramundus, et Petrus Guifardus, sub vinculo jurisjurandi ut res communes Tholose urbis et suburbii ante eos delatas diligenter audirent, et fideliter consulerent et tractarent, et judiciario ordine diffinirent. In presencia istorum Forto de Molliverneta hostendebat hoc factum, rogans illos ut de hoc facto tractarent et tantam iniquitatem sollicite considerarent. Tunc predicti consules, cum multis probis hominibus qui erant de consilio eorum, accepto consilio, dederunt sententiam suam super hac causa, et judicaverunt atque judicando dixerunt, quod si Forto de Molliverneta aliquid habuerat vel habebat de Babilonia uxore sua, vel per eam, illud esset totum de Fortone, pro sua voluntate, et totam illam donationem quam Babilonia ei fecerat, haberet Forto pro sua voluntate, ita quod Babilonia aliquid de hoc non haberet, neque recuperaret, neque petere posset. Similiter, si Forto de Molliverneta Babilonie aliquid donaverat, vel aliquam donationem ei fecerat, vel facere convenerat, illud totum perderet Babilonia, ita quod aliquid de hoc unquam non haberet, neque petere posset : et si hoc petebat, jam non valeret ei, quia ita hoc judicaverunt predicti iudices cum suo consilio et sic judicio diffinierunt. Hoc ita facto et sic judicato, dixit Forto de Molliverneta quod carte que fuerunt facte de suo matrimonio et de Babilonia uxore sua comburerentur, et capitularii dixerunt judicio ut carte ille comburerentur vel deleterentur, et mandato capituli carte ille destructe et combuste fuerunt. Ita et in hunc modum supradicti capitularii causam istam judicaverunt et judicio diffinierunt. Item eandem sententiam et ipsum judicium donaverunt supradicti consules super omnes illas mulieres que hujus modi factum facerent. Facta carta hujus judicii dato mense marcii, die sabbato, regnante Lodoeyco Francorum rege,

peu limitées et restreintes. Enfin l'ordonnance de Moulius, en 1566, les supprima dans toute l'étendue de la France, et ne laissa plus aux magistrats municipaux que l'exercice de la justice criminelle et de simple police.

§ 3. Juridiction municipale en matière criminelle.

Au quatorzième siècle, presque toutes les communes du Languedoc avaient la juridiction criminelle la plus étendue.

Sous la première race de nos rois, chacun était jugé par ses concitoyens réunis sous la présidence du comte, et portant dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires le nom de rachimbourgs. Sous les Carlovingiens, aux rachimbourgs furent substitués les scabins ou échevins, juges permanents, choisis par le peuple en présence de l'envoyé de l'empereur. Cependant on voit, dans un grand nombre de procès importants, des rachimbourgs figurer à côté des scabins¹. Après l'établissement du régime féodal, les mâls ou tribunaux royaux furent remplacés par les assises seigneuriales. On revint alors au système mérovingien, qui n'avait jamais entièrement disparu. Seulement le jury ne fut plus, comme autrefois, composé de personnes professant la même loi

« et Ramundo Tholosano comite, episcopo absente. Anno ab incarnatione Domini. m^o.c^o.lx^o.x.v^o. » (Arch. de l'Emp., *Registre du trésor des chartes*, xxi, copie authentique de l'an 1305, fol. 61 et seqq.)

1. « Cum in Dei nomine resideret Ardemaldus episcopus sedis Tolosæ civitatis cum viro venerabili Bernardo..., una cum abbatibus, presbyteris judices scastrinos (leg. « scabinos) et regimburos tam gotos quam romanos seu etiam et salicos qui jussi « sunt, causam audire dirimere et legibus definire. » *Placitum coram Ardemaldo Tolosæ episcopo*, anno 818, *Gallia Christ.*, tome X; *instrum.*, p. 2.

Il m'a paru intéressant de rechercher jusqu'à quelle époque les plaids ont subsisté avec les scabins et les rachimbourgs, professant la loi des accusés. *Judices tam salicos quam gothos*. (Placitum anni 898, Ménard, *Hist. de Nîmes*, I, pr., p. 17.)

Judices qui jussi sunt causas dirimere et legibus diffinire gothos romanos et salicos. Placitum apud Narbonam, anno 933. (Vaissete, II, pr., col. 69.) Passé le milieu du dixième siècle, je ne pense pas qu'on rencontre beaucoup d'exemples de la personnalité des lois dans le Languedoc. Le droit romain l'emporta, et régita, à titre de coutume, cette vaste province. On ne trouve pas non plus, à partir de cette époque, de rachimbourgs, ni de scabins, mais bien des *boni homines*. Le terme de *probi homines*, *providi homines*, *prud'hommes*, fut réservé aux non nobles. Il ne nous reste malheureusement plus pour les neuvième, dixième et onzième siècles, de jugements rendus entre roturiers.

que les parties, mais bien d'hommes ayant la même condition sociale que ceux qui comparaissaient en justice. Le noble fut jugé par les nobles, le roturier par les roturiers. C'est ainsi qu'on peut expliquer comment au treizième siècle, dans la plupart des villes et même des villages, les bourgeois ou prud'hommes formaient un jury sous la présidence du seigneur ou de son délégué. Quelquefois toute la communauté prenait part au jugement, et cet état de choses persista dans certaines localités jusqu'à une époque avancée. En voici un exemple qui est de la fin du treizième siècle.

Un brigand, nommé Pierre Baya, épouvantait le pays de Lautrec par ses vols audacieux et par ses crimes multipliés; il fut traduit devant la cour du vicomte. Le jugement se fit en plein air, suivant l'ancienne coutume, en présence du peuple assemblé sur la place publique, où s'élevait un de ces ormes séculaires, au pied desquels aimaient à siéger les cours féodales, et qui était comme un emblème du droit de juridiction. Le jury était composé de chevaliers, de damoiseaux (c'est-à-dire de nobles qui n'avaient pas reçu l'ordre de chevalerie) et de bourgeois. Après l'interrogatoire de l'accusé et l'audition des charges qui s'élevaient contre lui, un chevalier se leva et opina pour le bannissement. Un damoiseau prit ensuite la parole, et conclut à la mutilation; mais le reste des assistants, tant nobles que non nobles, au nombre de plus de deux cents, parmi lesquels figuraient les syndics du Lautrécois, demandèrent à grands cris que Baya fût pendu; et cette acclamation décida du sort du coupable: ce fut sa condamnation. Le vicomte, qui était présent, fut requis par les bourgeois de faire rédiger par écrit cette sentence¹.

Ordinairement les bourgeois seuls prenaient part au jugement des bourgeois. Cette coutume était générale; on la retrouve vers 1140 à Saint-Antonin en Rouergue². Dans la charte de privilèges de cette ville le seigneur promet de ne lever aucun droit sur un de ses hommes, à moins qu'il ne quitte la ville à la suite d'un délit, lequel délit devait être jugé par les hommes de la

1. Vaissete, IV, col. 124, année 1299.

2. M. de Gaujal, qui a publié la charte des privilèges de Saint-Antonin en langue romane (*Docum. inédits, Mélanges*, t. II, p. 13), en a fixé la date entre les années 1140 et 1144. Cette opinion nous semble tout à fait fondée, attendu que, dans l'exemplaire latin que possèdent les Archives de l'Empire, il est dit que ces privilèges ont été concédés de l'avis d'Adémar, évêque de Rodez (1099-1144), et de Raymond, évêque

ville ¹. Il en était de même à Millaud en 1187, à Montpellier, à Carcassonne ², à Toulouse ³, à Moissac ⁴, à Castelsarrazin ⁵, à Montauban ⁶, à Albi. Dans cette dernière cité, le bayle de l'évêque convoquait 20 bourgeois pour le jugement de chaque cause criminelle ⁷.

Au treizième siècle, ce ne sont plus les simples bourgeois seulement qui forment le jury : les consuls en font partie, soit seuls, soit en concurrence avec les autres citoyens. Pour donner une idée de l'exercice de la juridiction municipale, je rapporterai comment s'instruisait à la fin du treizième siècle un procès criminel à Limoux. Quand un crime avait été commis, on faisait une enquête à laquelle étaient tenus d'assister quelques-uns des consuls. Les consuls qui avaient été témoins de l'information, ou, à leur défaut, deux de leurs collègues, choisissaient des prud'hommes dont le nombre, y compris celui des consuls, ne de-

de Toulouse, élu en 1140. *Item, assecuramus omnes homines et feminas ville Sancti Antonini quod si forte mansionem suam in alio loco transmutare voluerint, pecuniam suam... eis nullatenus auferamus, nisi pro aliquo forisfacto cognito; et illud forisfactum quod sit justificatum per laudamentum hominum ville Sancti Antonini.* (Arch. de l'Emp., J. 308, n. 88.)

1. *Doc. inéd.*, p. 21. Per arbitrium consulum et iudicis et conciliatorum curie postquam inde clamorem acceperint, volumus definiri quantum de iusticiis placitorum curia habere debeat, etc.

2. Giraud, t. 1, p. 54. Homicidia et cetera crimina quæ pœnam sanguinis irrogant, pro arbitrio et iudicio domini et sapientium virorum puniuntur.

3. Arch. de l'Emp., J. 320, n. 54.

4. *Ibid.*, J. 305, n. 40.

5. « Item donaverunt (consules et maxima pars totius universitatis opidi et ville Castri Sarraceni) et concesserunt ut vicarius et bajulus suus, qui tempore aderit, possit et debeat recipere querelas seu clamores super quibuscunque criminibus et confessiones reorum super eisdem, et recipere, inquirere et audire testes datos super hiis seu compulsos per eundem vicarium, et examinare et terminare sen diffinire causam *cum eisdem consulibus*, vel saniori seu majori parte consulum eorundem prout secundum iusticiam eidem vicario vel bailivo et consulibus eisdem videbitur. » (Transaction entre les habitants et Raymond VII au sujet des droits de leur consulat, 1245. Arch. de l'Emp., J. 320, n. 54.)

6. *Ibid.*, J. 304, n. 95.

7. Sobre crims que pena porto de sanc enquesta sera fasedoira... per lo baile del avesque, mar sera tengutz apelat u o tres o mai dels prohomes... lo baile a far lo jutgamen sera tengutz apelat dels prohomes de la ciutat almeins xx o mai, lo quals creira non esser amix, o cosis, o enemics del malfachor jutgador, e legida la enquesta davant aqels, e ausida la cofessio del meseme malfachor, demandara a cascun dels prohomes apelatz per lui s'el malfachor sia absolvedor o punidor, o qual causa sia de lui fasedoyra. Cout. d'Alby, 1268. Giraud, 1, *Preuves*, p. 93.

vait pas dépasser vingt-cinq. Le tribunal ainsi composé faisait comparaître l'accusé, auquel on donnait lecture de l'enquête : il présentait sa défense. Ensuite le juge du seigneur demandait à chaque prud'homme d'émettre son avis d'après les faits exposés à l'audience, et après avoir recueilli les voix il prononçait la sentence conformément à la décision de la majorité des jurés, qui fixaient eux-mêmes la peine¹, différant en cela de nos jurés modernes, dont le rôle se borne à apprécier les questions de fait. L'institution du jury, que la révolution française a empruntée d'une manière fort incomplète aux lois anglaises, existait donc dans notre pays à cette époque que la philosophie s'est plu à accuser de servitude et de barbarie; l'Angleterre, qui s'appelle avec une juste fierté la vieille Angleterre, parce qu'elle n'a pas répudié, comme nous, ses vieilles coutumes, ses vieilles mœurs, ses vieilles institutions, a conservé le jury qui existait chez tous les peuples du moyen âge², où il était une conséquence de la féodalité, qui avait pour principe que tout homme libre devait être jugé par ses pairs.

Dans un grand nombre de villes du Languedoc, dès la fin du douzième siècle, les consuls furent seuls les assesseurs des juges seigneuriaux. Dès 1188, à Toulouse, les bourgeois ou prud'hommes ne sont appelés à juger qu'à défaut des consuls³. Les magistrats de cette puissante cité profitèrent des services qu'ils rendirent à leurs comtes pendant la guerre des Albigeois pour usurper une juridiction criminelle : mais ils n'en jouirent pas longtemps. Alphonse la leur contesta, et finit par leur permettre de l'exercer par prévention avec le viguier; c'est-à-dire qu'ils eurent le droit de juger les crimes qui leur étaient dénoncés, ou

1. *Libertés et coutumes de Limoux*, publiées par M. Buzairies, p. 49, ch. xiii; et *Mémoires de l'Académie de législation de Toulouse*, année 1852-1853, pag. 240 et suivantes; Rapport de M. G. Demante sur un travail inédit de M. Fonds-Lamothe, intitulé : *Organisation judiciaire de la ville de Limoux*. On remarquera que cette procédure était la même que celle qu'on suivait à Albi. Dans cette dernière ville, on choisissait les jurés parmi les bourgeois qui n'étaient ni parents, ni amis, ni ennemis de l'accusé.

2. Il existait en Normandie. Voy. le remarquable mémoire de M. Couppey de Cherbouurg, publié dans la *Revue anglo-française*, 2^e série, t. I, p. 232 et seqq., et 313 et seqq.

3. « Faciam justiciam quam consules Tolose judicaverint vel alii probi homines » Tolose si consules ibi non fuerint. » (*Charte de Raymond VI*, en 1188.) Calet, *Comtes*, p. 216.

dont les auteurs avaient été arrêtés par les sergents de la commune. Philippe le Hardi leur accorda, en 1283, la connaissance exclusive de tous les crimes commis dans l'étendue de la cité et de la banlieue, sauf ceux qui étaient imputés aux prêtres, aux nobles et aux officiers royaux. Cette juridiction criminelle leur fut conservée jusqu'à la révolution, non sans luttes ni vicissitudes : ils se la virent même supprimer en 1331 pour avoir fait pendre, bien qu'il eût appelé de leur sentence, un écolier qui avait manqué de révérence à un capitoul (c'était le nom que portèrent les consuls de Toulouse dès la fin du treizième siècle) ¹. Du reste, les magistrats municipaux se rendaient souvent coupables de graves irrégularités dans la procédure criminelle. A la fin du treizième siècle, les consuls de Cahors payèrent au roi une forte amende pour avoir fait pendre un voleur, au mépris de l'appel qu'il avait interjeté au sénéchal de Quercy ².

La juridiction criminelle des consuls fut donc non-seulement tolérée, mais encore accrue par la royauté du moyen âge. Quel était le caractère de ces juridictions municipales? On a dit qu'elles n'étaient ni royales ni seigneuriales, mais qu'elles formaient une classe à part ³. Cela est vrai pour le douzième et une

1. « Si tamen prius querimonia super his veniret ad eos, vel si per servientes
« ipsorum in præsentî delicto deprehensi fuissent, quamvis tamen vicarius noster
« Tholosæ, de consimilibus criminibus perpetratis in civitate Tholosæ et locis supe-
« rius nominatis similiter cognitionem et iudicium habet pro nobis, si primo ad eum
« veniret querimonia, vel si per servientes ejusdem vicarii caperentur. Nos similiter
« ordinamus quod de cætero præfati consules de prædictis omnibus et singulis crimi-
« nibus Tholosæ... præsentè vicario nostro vel locum ejus tenente, non tamen par-
« tem judicis obtinente, cognoscant et judicent, etc. » *Ord.* III, p. 109. Voy. Lafaille,
Annales, année 1335, pag. 76, et *Preuves*, pag. 75. M. Pardessus avance que le mal-
heureux Calas fut condamné au supplice par les capitouls (t. XXI des *Ordonnances*,
préface), et c'est là une opinion généralement répandue. Elle n'est pas exacte. Calas
fut condamné à la question par sentence des capitouls du 18 novembre 1761 ;
appel de cette sentence fut porté au parlement de Toulouse et par Calas et par le
procureur du roi de la ville, ce dernier appelant à minime. Le parlement cassa le
premier jugement, et condamna lui-même Calas à l'horrible supplice de la roue
(9 mars 1762). Ainsi la mort de Calas est réellement l'œuvre du parlement. J'ai con-
sulté pour établir ces faits les copies authentiques des pièces du procès, qui furent
soumises aux requêtes de l'hôtel lors de la révision qui, le 9 mars 1765, amena la
réhabilitation de Calas. (*Arch. de l'Emp.*, V. 2009.)

2. *Compte de recettes*. *Arch. de l'Emp.*, K. 502.

3. *Traité des seigneuries*, ch. 16. « En France, outre la justice des rois et celle
« des seigneurs, il y en a une qui appartient aux villes, laquelle, pour n'être point
« émanée du roi ni exercée en son nom, quoique sous son autorité, ne peut être

partie du treizième siècle, mais à partir du quatorzième siècle elles devinrent royales ou seigneuriales, selon que la commune dépendait du roi ou d'un seigneur¹. Elles rendaient toutes la justice au nom du roi, même à Toulouse. Ce fait est attesté par les lettres de Philippe le Hardi de 1283 : « Les consuls, dit-il, rendaient la justice en notre nom². » Tous les magistrats municipaux jugeaient en la présence d'un viguier ou d'un autre officier seigneurial ou royal, qui assistait au jugement pour veiller à l'accomplissement des formalités requises par la loi, mais qui n'avait pas voix délibérative³. La présence de cet officier devint une simple formalité; et ce fut ainsi que dès le quatorzième siècle il y eut des tribunaux criminels exclusivement composés de magistrats municipaux.

Les consuls de Montauban, obligés de défendre leur juridiction criminelle attaquée par le juge de Quercy, qui leur demandait de montrer les titres sur lesquels elle était fondée; les consuls répondirent que les villes du Quercy, du Périgord, du Toulousain et de la sénéchaussée de Carcassonne étaient en possession de cette juridiction depuis un temps immémorial, sans qu'il y ait jamais eu de concession⁴. Telle était l'opinion des

« censée royale. Elle ne peut non plus être mise au rang des seigneuriales, parce que « ces villes ne font point d'hommage au roi. » Voy. aussi *Lettre d'un conseiller du parlement de Rouen au sujet d'un traité du comte de Boulainvilliers. Continuation des Mémoires de littérature et d'histoire (de Sallengre)*, t. IX, 2^e partie. Paris, 1730, in-12.

1. Dans les archives de Mirevail (Aude), il existe encore des registres contenant les procès instruits par les consuls pendant les années 1333, 1338, 1341. Les enquêtes commencent ordinairement ainsi : « Informatio facta per curiam dominorum consulum de Miravalle, judicium in causis criminalibus et in quibusdam civilibus pro domino nostro Francorum rege. » *Docum. inédits, Mélanges*, t. I, p. 35. (*Rapp. de M. de Mas-Latrie sur les archives du département de l'Aude.*)

2. *Ord.*, II, p. 109. — « Super cognitione et judicio criminum de quibus ipsi consules vice nostra ac nomine nostri cognitionem et judicium habebant Tholosæ et infra terminos, de quibus erant in possessione pacifica cognoscendi et judicandi. » (Lettres de Philippe le Hardi, 1283.)

3. « Consules sunt in possessione injurias determinandi vocato secum vicario regis, et dictus vicarius a sententia lata per dictos consules appellare consuevit pro jure et conservacione juris regii ad judicem ordinarium vel senescallum. » Montauban, commencement du quatorzième siècle, procès au parlement de Paris, soutenu par les consuls pour défendre leur juridiction. (*Arch. de l'Emp.*, J. 304, n. 95.)

4. Item, dicti consules et eorum predecessores sunt et fuerunt per tempus predictum (a tanto tempore quod de contrario hominum memoria non extitit) in possessione vel quasi per seipsos soli et in solidum, vocato secum vicario regis, inquirendi

Languedociens au commencement du quatorzième siècle, et telle était aussi la vérité. Mais il ne faut pas perdre de vue que, dans le principe, les magistrats municipaux n'étaient que des assesseurs, et c'est dans ce sens seul que l'on doit entendre la possession immémoriale dont parlent les consuls de Montauban.

La plupart de ces juridictions durèrent jusqu'en 1791, mais modifiées, mutilées. En 1539, François I^{er} ordonna aux juges ordinaires de servir d'assesseurs aux consuls. On voit que les rôles étaient intervertis. Le parlement de Toulouse protesta contre cette mesure, qu'il regardait comme avilissante pour la magistrature. Un édit de 1541 supprima les juridictions municipales¹, mais il ne fut pas exécuté. Enfin un nouvel édit de 1545 établissait que les consuls exerceraient la juridiction criminelle par prévention avec les juges ordinaires. Cette mesure reçut son effet dans le Languedoc, sauf à Toulouse, dont les antiques privilèges furent respectés².

de causis criminalibus et injuriarum, diffiniendi et determinandi easdem; et dictus vicarius a sententiis latis per dictos consules appellare consuevit pro jure et conservatione juris regis ad judicem ordinarium vel senescallum Caturcensem; et quod in tali possessione sunt et fuerunt consules civitatum, castrorum, et magnarum universitatum senescallie Petragoricensis, Caturcensis, Tholose et Carcassone, et aliqui ex eis etiam de causis civilibus cognoscendi, absque aliqua concessione seu privilegio. (Arch. de l'Emp., J. 304, n. 95.)

1. Voy. *Mémoires de l'Académie de législation de Toulouse*, t. II, année 1852-1853, p. 240 et seqq.

2. Même par Louis XIV. Voy. un arrêt du conseil privé du 3 juin 1671. Leur juridiction fut même étendue par prévention sur les nobles. « *Les capitouls sont maintenus en droit et possession de connaître en première instance de tous les crimes qui se commettent dans la ville de Toulouse et le gardiage d'icelle, contre toute sorte de personnes... ainsi qu'ils ont accoutumé privativement au lieutenant criminel... à l'exception des causes des nobles et des cas royaux, dont le lieutenant criminel et autres officiers de la sénéchaussée peuvent connaître par prévention et en concurrence avec lesdits capitouls.* » — Documents inéd., *Mélanges extraits des bibliothèques et des archives*, t. I, p. 163. Rapp. de M. de Mas-Latrie sur les archives de Toulouse.

EDGARD BOUTARIC.

(La suite prochainement.)

UN MANUSCRIT INTERPOLÉ

DE LA

CHRONIQUE SCANDALEUSE.

Il y a un livre compté parmi les originaux du quinzième siècle, auquel la critique ne s'est jamais attaquée, quoiqu'il ne soit pas de ceux qui ont le droit de passer sans examen. Je veux parler du *Cabinet de Louis XI*, recueil dont se sont servis tous nos historiens depuis Varillas, et qui a été réimprimé plusieurs fois. J. B. Tristan Lhermite, frère de F. Lhermite l'académicien, fit paraître ce livre en 1661, comme un hommage à M. de Guénégaud dont il était l'obligé. Usant de la permission qu'avaient alors les éditeurs de ne pas expliquer la provenance des documents qu'ils publiaient, il mit pour unique information, dans son intitulé, que la substance du Cabinet de Louis XI avait été « recueillie de divers archives et trésors, » de sorte qu'il restait et reste encore à deviner quelles archives il a compulsées, quels trésors lui ont été ouverts.

A part le titre qui est fort ambitieux et ne répond nullement à la matière ; abstraction faite de la préface où l'auteur affiche très-mal à propos le dessein « de montrer par quelle heureuse philosophie un grand roi sut réprimer la révolte de ses sujets et les insultes de ses mauvais voisins, » le Cabinet de Louis XI n'est pas autre chose qu'un recueil anecdotique sur Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, grand maître de la maison de Louis XI. On n'y trouve, en effet, que des lettres et des mémoires relatifs aux affaires où ce personnage fut employé, avec une sorte de commentaire historique très-fort à sa louange ou à celle de ses amis, et au contraire extrêmement défavorable à ses ennemis. Quant à discerner la provenance de tout cela, volontiers on attribue-

rait les lettres et mémoires à des recherches faites dans des archives, comme le dit le développement du titre ; mais les faits dont le commentaire est nourri ne sont pas dans le même cas. Non-seulement ils n'ont rien de commun avec le genre de renseignements que fournissent les papiers d'archives, mais Tristan Lhermite avoue indirectement les avoir tirés d'un auteur contemporain par cette locution, « la chronique prétend, la chronique ajoute, » qui lui échappe plusieurs fois ; et comme ces faits ne sont dans aucun des auteurs du quinzième siècle connus et consultés aujourd'hui, il faut conclure qu'une chronique qui ne nous est pas parvenue se trouvait entre les mains de Tristan Lhermite. La trace du même ouvrage se montre encore à une cinquantaine d'années d'intervalle. Parmi les additions de Lenglet-Dufresnoy à Philippe de Commines ¹ figure un curieux récit de la disgrâce d'Antoine de Chabannes, récit tiré des recueils de l'abbé Legrand, avec l'indication qu'il appartient à une chronique manuscrite sur le comte de Dammartin. Or, la comparaison de ce morceau avec le premier chapitre du Cabinet de Louis XI fait voir de la manière la plus évidente, d'un côté le texte original, de l'autre l'abrégé ; et de là il résulte non-seulement que l'abbé Legrand a eu à sa disposition le manuscrit cité par Tristan Lhermite, mais qu'il nous en a conservé un fragment important.

Mais c'est assez de discussion sur un point à l'avantage duquel je vais ôter toute matière à hypothèse, car l'objet de cette notice est de faire connaître le manuscrit, non pas perdu mais oublié, que Tristan Lhermite et l'abbé Legrand mirent jadis à contribution ². Pour n'avoir point à revenir sur le Cabinet de Louis XI, je dirai tout de suite qu'il est tiré en entier du manuscrit en question, aussi bien les pièces que les anecdotes ; qu'ainsi l'auteur n'a pas eu à s'exténuer, comme il le donne à entendre, sur des monceaux de parchemins, et qu'au lieu d'être un investigateur de trésors et d'archives, il ne faut le tenir que pour un plagiaire de mauvaise foi. Après cela j'entre en matière, me proposant d'abord de décrire le manuscrit, ensuite de dégager du texte les passages à l'aide desquels il est possible d'en

1. Mémoires de messire Philippe de Commines, t. II, p. 312.

2. Je dois moi-même la connaissance de ce précieux ms. à M. Lacabane, conservateur-adjoint des mss. de la Bibl. imp.

établir le caractère; en troisième lieu, de rechercher de quel auteur il est l'ouvrage; et enfin de faire connaître par des extraits ce qu'il renferme encore d'inédit.

I.

Description du manuscrit.

C'est un volume in-folio composé de 268 feuillets de parchemin, écrit de ce grand caractère gothique de la fin du quinzième siècle qu'on appelait *lettre de forme*, avec initiales peintes à tous les alinéas, lettres historiées et miniatures. Il est doré sur tranche, relié en veau rouge avec dorures sur les plats, intitulé au dos : *Chronique de Louis XI*. Il est conservé au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale, coté n° 758 des Mélanges de Clairambault. C'est en effet de Nicolas-Pascal Clairambault qu'il provient, ayant été acheté en même temps que les collections de ce généalogiste, pour le compte du roi Louis XV.

Le frontispice, richement encadré d'une bordure de rinceaux, de fleurons et de fruits, représente l'auteur de l'ouvrage assis dans une chaire et écrivant sur un guéridon placé devant lui. Son costume est celui d'un fonctionnaire d'un rang éminent dans l'ordre civil. Coiffé d'une calotte noire, il a pour habillement une robe bleue, que recouvre presque entièrement un manteau rouge fourré de blanc et muni d'un vaste capuchon retombant sur les épaules. Deux clercs debout, au fond du tableau, paraissent attendre ses ordres.

Le texte commence sous cette peinture même, par un prologue dont il sera parlé ci-après. A la fin du volume est consignée la date de son exécution, avec d'autres renseignements sur les personnes dont il est l'ouvrage; voici en quels termes :

Cy finist la cronicque du très craint et redoubté roy Loys, unziesme de ce nom, laquelle je, facteur de ce livre, dont le nom ne se appert, ay faict mettre en forme deue selon la possibilité de mon entendement; et laquelle a esté escripte l'an de grace mil cinq cens et deux, le vendredi de devant Noel, vingt-troisiesme jour de décembre, par la main de Jehan Lebourg, natif de Vallongnes on pays de Constantin.

Ainsi notre manuscrit est un produit de l'industrie normande,

sorti de la plume d'un calligraphe de Valognes appelé Jean Lebourg, et achevé dans les derniers jours de l'an 1502. L'exécution a été surveillée par l'auteur de l'ouvrage, qui, tout en consignant sa sollicitude sur ce point, n'a pas jugé à propos de dire son nom, quoiqu'on serait bien aise de le trouver, après avoir vu son portrait si magistralement posé en tête du livre ; mais par modestie ou par coquetterie, ou tout bonnement pour le plaisir de dérouter les curieux, il garde l'anonyme et déclare qu'il le garde de propos délibéré.

Le personnage pour qui a été fait le volume ne s'environne pas de tant de mystère. Ses armoiries, répétées de plusieurs façons sur toutes les pages à miniatures, le désignent aussi clairement que pourrait faire le protocole d'un acte notarié. Ces armoiries, plus complètes sur le feuillet 117 qu'en aucun autre endroit du manuscrit, sont distribuées en six écussons, savoir :

1° Un fascé d'argent et d'azur bordé de gueules, qui est Dammartin dans l'Ile de France;

2° Les armes de France brisées d'un bâton noueux coupé d'argent et de gueules : blason de Louis, bâtard de Bourbon, gendre et amiral de Louis XI;

3° De gueules à trois pals de vair au chef d'or chargé de trois merlettes de gueules, qui est de Châtillon avec brisure;

4° Un parti de Chabannes-Dammartin (écartelé 1 et 4 de gueules au lion rampant d'hermine, 2 et 3 de Dammartin, avec l'écu précité de Châtillon posé sur le tout), et de Nanteuil (de gueules semé de fleurs de lis d'or);

5° Un autre parti de Chabannes-Dammartin, comme le précédent, et de Provence-Sicile-Anjou-Bar-Lorraine avec la brisure d'une cotice de sable posée en barre;

6° Un troisième parti de Chabannes-Dammartin et de la branche bâtarde de Bourbon.

Tout cela nous décèle la personne de Jean de Chabannes, fils d'Antoine de Chabannes et de Marguerite de Nanteuil, comtesse de Dammartin, issue de Châtillon; lequel Jean de Chabannes, comte de Dammartin lui-même, fut marié en premières noces à une bâtarde de Nicolas d'Anjou, duc de Lorraine, petit-fils du roi René, et en secondes noces à Suzanne de Bourbon, fille du bâtard-amiral.

Il y a un autre écusson, plus fréquemment répété que les précédents, et qui représente les prétentions de la maison de

Dammartin. On y voit par exemple, entre autres pièces, un parti d'Angleterre et de Dammartin, accouplement dont l'idée a dû être prise dans le roman d'Assaillant et de Girard, qui est celui des amours d'un comte de Dammartin avec la nièce d'un roi d'Angleterre. Jean de Chabannes ne pouvait manquer d'avoir été bercé avec cette histoire, dont il existe parmi les manuscrits de la Bibliothèque impériale une rédaction faite exprès pour son père ¹.

Ce Jean de Chabannes mourut vers 1503 sans laisser d'héritiers directs, ce qui est cause que les insignes qui viennent d'être décrits ne peuvent s'appliquer qu'à lui seul. Le pays natal de l'écrivain convient encore avec ce qu'on sait de lui, attendu que la dot que lui apporta sa seconde femme était constituée sur la recette de Valognes, dont le bâtard de Bourbon avait été seigneur en son vivant.

Aucune marque n'enseigne quels ont été les possesseurs du manuscrit entre Jean de Chabannes et Clairambault. Aux noms de Tristan Lhermite et de l'abbé Legrand qui le consultèrent du temps de Louis XIV, on verra ci-après s'ajouter celui d'un troisième littérateur plus ancien.

II.

Critique du texte.

Le manuscrit de Clairambault serait d'un prix inestimable s'il était d'un bout à l'autre ce que semble annoncer l'échantillon publié par Lenglet-Dufresnoy. Malheureusement ce morceau et les autres que je ferai connaître ne sont que des interpolations à un texte déjà connu, déjà vingt fois publié. Pour le fond, notre chronique est conforme à la Chronique Scandaleuse; c'est cette chronique même dont on a essayé de remplir les lacunes en quelques endroits, à laquelle on a ajouté ici un trait, là un récit développé, ailleurs la copie de papiers d'affaires : tout cela jeté le plus souvent sans soin, sans ordre, sans à-propos, comme de simples annotations qui, par le fait d'un copiste maladroit, seraient plus tard devenues des fourrures. Néanmoins il n'est pas possible de douter que ces additions n'aient été in-

1. Ms. Supplément français, n° 1130.

troduites de propos délibéré dans le texte. L'auteur les a faites pour la place qu'elles occupent et avec une prétention marquée d'historien, puisque, à ses yeux, elles ont eu assez d'importance pour lui permettre de s'attribuer la totalité d'un ouvrage dont elles forment tout au plus la cinquième partie. C'est ce qu'il déclare dans sa préface, copiée *mutatis mutandis* sur la préface de la *Chronique Scandaleuse*.

Nous n'avons pas à nous arrêter sur l'audace de plagiaire que tout cela dénote de sa part. Avant de lui en faire un reproche, il faudrait commencer par prendre à partie l'auteur de la *Chronique Scandaleuse* qui, lui non plus, n'a pas fait autre chose que de s'approprier la chronique officielle de Louis XI¹, en y introduisant, par un procédé analogue à celui de son propre spoliateur, quelques faits particuliers de l'histoire de Paris. Il y a à dire pour la justification de l'un et de l'autre que nos idées en matière de propriété littéraire n'existaient point de leur temps, et que la plupart de nos anciennes compositions historiques ne sont, de même, que du pillage racheté çà et là par des traits originaux. C'est ce que le manuscrit de Clairambault contient d'important en ce genre qu'il s'agit d'indiquer d'abord d'une manière sommaire, et en dégageant tous les renseignements que l'interpolateur donne sur sa personne ou sur ses moyens d'information.

Tandis que l'auteur de la *Chronique Scandaleuse* annonce dans sa préface qu'il commença à prendre note des événements en 1460, étant âgé de trente-cinq ans, l'autre dit qu'il avait vingt-six ans lorsqu'il se mit à écrire, et qu'il prit son début à l'avènement de Louis XI (22 juillet 1461).

L'auteur de la *Chronique Scandaleuse* croit devoir s'excuser de ce qu'il écrit l'histoire sans avoir qualité pour cela : « Com-
« bien, » dit-il, « que je ne veuille ne n'entens point les choses
« cy-après escriptes estre appelées, dictes ou nommées cronic-
« ques, pour ce que à moy n'appartient et que pour ce faire
« n'ay pas esté ordonné ne ne m'a esté permis ; mais seulement
« pour donner aucun petit passe-temps aux lisans, regardans ou

1. J'ai traité cette question après l'abbé Lebeuf, dans une notice sur le chroniqueur Castel, véritable auteur de la *Chronique de Louis XI*, ou du moins préparateur d'une partie des matériaux avec lesquels elle a été composée. *Biblioth. de l'Ecole des chartes*, t. II (première série), p. 46.

« escoutans icelles; en leur priant humblement excuser et sup-
 « ployer à mon ignorance, et adresser ce que y seroit mal mis
 « ou escript : car plusieurs desdictes choses sont advenues en
 « tant de diversitez et façons estranges, que moult pénible chose
 « auroit esté à moy ou aultre de bien au vray et au long escri-
 « pre la vérité des choses advenues durant ledit temps. » Notre
 auteur copie la dernière phrase sur la difficulté qu'il aurait eue
 à consigner tous les événements ; mais, loin de l'amener par la
 considération qu'il n'était pas en position d'être bien informé, il
 en restreint, au contraire, la conséquence par l'aveu qu'il était
 en lieu propice pour savoir le vrai des choses : « Jaoit, dit-il,
 « que je fusse notaire et secrétaire dudit seigneur (Louis XI) à
 « escrire la vérité desdictes choses advenues oudit temps, dont
 « je pensoye estre seur, pour ce que alors j'estoye serviteur
 « d'ung homme qui sçavoit des secretz dudit seigneur et aultres
 « choses faictes oudit temps : au moyen duquel service je fuz
 « constitué oudit office de secrétaire. » Ainsi il était secrétaire
 de Louis XI et en même temps attaché à la maison d'un confi-
 dent du roi, au crédit duquel il devait sa charge de secrétaire.

Le commencement de la Chronique Scandaleuse est d'une pau-
 vreté extrême. Elle débute par le récit des accidents qui défrayè-
 rent les conversations des Parisiens en l'an 1460, raconte en-
 suite la mort de Charles VII et l'avènement de Louis XI, saute
 par-dessus les deux années 1462 et 1463, sous prétexte que dans
 tout ce temps « ne survindrent guères nouvelles qui fussent de
 « grant mémoire, » et arrive ainsi au 15 mai 1464, où la chaîne
 des événements commence à se dérouler sans interruption.

Le début du manuscrit de Clairambault diffère essentiellement
 de celui-là. Après le prologue, voici comment l'auteur entre en
 matière :

« Et est assavoir que pour mon premier commencement, qui fut l'an
 mil quatre cent soixante-un, ouquel an décéda ledit bon roy Charles à
 Mehun sur Yèvre, lequel durant son resgne chassa et mist hors de son
 royaume de France les Angloys, ses anciens ennemys, lesquels contre
 droict et raison occupoient ledit royaume de France; et réduisit à la co-
 ronne les duchés de Guienne et de Normandie que tenoient lesditz Angloys.
 Et aussi pour ce que durant sondit règne furent faitz plusieurs grants faiz
 de guerre par Anthoine de Chabannes, conte de Dampmartin, j'en ay
 voluntiers voullu mettre aucune chose par escript. »

Là-dessus il indique la défense de Louviers en 1430, et raconte au long la bataille livrée près de Bâle contre les Suisses en 1444, deux actions où Antoine de Chabannes s'était effectivement distingué. Le récit de la bataille est copié mot pour mot dans la chronique Martinienne, ou plutôt dans la continuation de cette chronique imprimée pour Vérard : circonstance qui mérite d'être relevée ici parce que la continuation de la Martinienne, pour toute la partie qui concerne le règne de Charles VII, est le registre des exploits d'Antoine de Chabannes. C'est un point établi par l'abbé Lebeuf ¹.

Notre auteur, après avoir achevé son emprunt, conclut en ces termes :

« Lesquelz fais cy-devant couchés, je fuz chargé mettre et inserer par escript, ensemble d'autres charges données audit conte par le roy Loys, lesquelles j'ay mises en escript en ce présent livre, et mesmement depuis ledit advènement; ensemble les services qu'il a faicts au royaume. »

Ainsi c'est par l'ordre de quelqu'un qu'il fit cette interpolation aussi bien que les suivantes, dont l'une des principales est amenée par la suite du récit :

« Audit an mil quatre cent soixante et ung, fut mené sacrer à Raims Loys, unziesme de ce nom, roy de France, et filz dudit bon roy Charles; et fut sacré par l'arcevesque nommé Jouvenel, en la compagnie de plusieurs grans seigneurs de son sang. Et incontinent après ledit sacre furent faiz au roy plusieurs faulx et mauvais rappors dudit conte de Dampmartin, par aucuns ses ennemys et malveillans, disans que si le roy le povoit tenir, qu'il feroit manger le cueur de son ventre à ses chiens. Desquelz faulx rappors ledit conte fut fort estonné et courroucé en son cueur... »

Cette dernière phrase commence le fragment de Lenglet-Dufresnoy, où sont racontées d'une manière si dramatique la défection des serviteurs d'Antoine de Chabannes et la trahison de ses vieux compagnons d'armes qui, loin de se prêter à intercéder pour lui comme il les en priait, allèrent solliciter secrètement le partage de sa dépouille.

Un récit non moins circonstancié des vengeances exercées

1. *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XX, p. 224.

contre sa personne et ses biens occupe les années 1462 et 1463, avec d'autres faits sur lesquels il est inutile d'insister, parce que toutes ces circonstances seront rapportées textuellement à la suite de cette notice. Je signalerai seulement une réflexion que fait notre auteur à l'occasion de la naissance de Jeanne de France, seconde fille de Louis XI, « laquelle, dit-il, le roy depuis
 « contraignit Loys, duc d'Orléans, à force et soubz le dangier de
 « sa personne, de la prandre par forme de mariage pour estre sa
 « femme ; ce que jamais ne se put faire, pour ce qu'il n'y donna
 « point de consentement. »

Une pareille chose, qui n'a pu être dite qu'après le divorce des deux époux prononcé par l'Eglise dans les derniers jours de 1498, donne la certitude que la rédaction du manuscrit de Clairambault n'en précéda la transcription que de peu de temps, puisque celle-ci fut accomplie en 1502.

La conformité entre les deux chroniques commence en 1464, à l'endroit que j'ai signalé comme la véritable entrée en matière de l'auteur de la Chronique Scandaleuse ; mais le secrétaire de Louis XI ne tarde pas à reprendre son originalité par le grand nombre d'épisodes qu'il ajoute au récit de la guerre du Bien public. Les détails qu'il donne sur l'évasion d'Antoine de Chabannes détenu à la Bastille seront lus par tout le monde avec le plus vif intérêt¹ ; il n'y a rien de plus romanesque dans toute l'histoire de la sinistre forteresse. L'aventure, réduite à deux lignes dans le Cabinet de Louis XI, occupe plusieurs pages du manuscrit ; on peut la regarder comme écrite sous la dictée du fugitif lui-même, car l'auteur a soin de dire qu'il était présent à une conversation où Antoine de Chabannes en fit le rapport au roi.
 « Et sçay ces choses estre vrayes, pour ce que quant le conte
 « de Dampmartin fut retourné en la bonne grace du roy, il en
 « fut assermenté ; et estoye présent quant il nomma au roy les
 « dessusditz qui lui avoient fait service après son eschappement. »

Les autres points sur lesquels insiste l'interpoleur sont l'expédition de Louis XI en Bourbonnais, les intrigues du duc de Nemours parmi les confédérés du Midi, la trahison vraie ou fausse de Charles de Melun qu'il ne mentionne pas une fois sans lui imputer un grief ou lui décocher une injure, au contraire de

1. Ci-après, p. 266.

la Chronique Scandaleuse qui n'en parle qu'avec considération. Comme il cite une déposition recueillie à Rodez contre le même Charles de Melun, c'est signe qu'il eut entre les mains les pièces du procès à la suite duquel ce malheureux eut la tête coupée en 1468.

Le comte de Dammartin rentre en faveur par un article spécial du traité de Saint-Maur (29 octobre 1465), et dès lors toutes les grâces que lui fait le roi, toutes les commissions dont il est chargé, sont enregistrées soigneusement dans notre chronique; mais l'auteur ne paraît pas toujours tenir le fil des affaires dont il voudrait consigner la mémoire. Telle lettre qu'il transcrit n'est pas mise à la date convenable; telle autre qu'il ne comprend pas, il l'attribue à une négociation secrète; enfin il ne donne pas signe de beaucoup d'intelligence, ou bien il vise à étendre la matière sans beaucoup de discrétion, lorsqu'à propos du traité de Péronne (1468) il introduit textuellement celui d'Arras (1435), et cela parce que Louis XI écrivit de Péronne à Antoine de Chabannes une lettre qui était accompagnée de la copie de ce traité.

Le récit de l'année 1469 est remarquable en ce que la rédaction de la Chronique Scandaleuse disparaît complètement pour faire place encore une fois aux mémoires particuliers d'Antoine de Chabannes, chargé cette année-là de rétablir l'ordre dans le Midi, que le comte d'Armagnac avait mis tout en feu. Cette partie, moins anecdotique que ce qui a trait à la guerre du Bien public, paraît avoir été faite uniquement avec les papiers conservés par la famille. L'auteur n'avait pas accompagné le comte de Dammartin dans son expédition, se trouvant pour lors employé auprès du roi. Cela ressort d'un passage où il dit qu'il assista à l'inventaire exécuté après la saisie des biens du cardinal Balue : « Ses robes et ung peu de mèsnaige fut vendu » pour payer les fraiz des officiers et commissaires qui avoient « vacqué à faire ladicte inventoire; et le seay pour vérité, pour » ce que j'estoie présent à le faire. »

A partir de 1470 il ne cesse plus de se trainer sur la Chronique Scandaleuse, mais toujours en intercalant des choses à l'honneur d'Antoine de Chabannes ou bien des anecdotes de son propre cru. Ce qu'il rapporte de la réduction d'Amiens (1471), de la défense de Beauvais (1472), de celle du Quesnoy (1478), de la bataille d'Enquignatte (1479), ajoute beaucoup à l'histoire connue de ces événements. Je n'en dis pas autant de ses insinua-

tions contre Louis XI à propos de la mort du duc de Guyenne : c'est de lui que paraît dériver le récit consacré de cette mort mystérieuse ; mais l'emprunt lui en a été fait depuis très-long-temps, car plusieurs de ses expressions se trouvent déjà dans les *Annales d'Aquitaine* de Jean Bouchet, outre que l'auteur du Cabinet de Louis XI les a reproduites textuellement. Il n'y a donc rien de neuf à tirer de lui sur ce point.

Je noterai encore deux témoignages qu'il porte sur lui-même, se mettant en scène à l'occasion du siège d'Amiens, où il dit que le roi l'envoya « pour veoir comment il y estoit servi, » et une autre fois à l'an 1475 pour rapporter le bon mot que voici, supposé que cela soit un bon mot : « Et ay esté présent, moy « faitiste de ce livre, que le gouverneur de Lymosin, nommé « Gilbert de Chabannes, quant il fut retourné d'une ambassade « où le roy l'avoit envoyé par devers le duc de Bourgogne, dist « au roy qu'il avoit oy dire audit duc que, pour soy venger du « roy, il avoit esté contraint espouser une putain. » C'est sur Marguerite d'York, seconde femme de Charles le Téméraire, que tombe cette honnêteté conjugale ; et, circonstance plus digne de remarque ici, un neveu d'Antoine de Chabannes est l'auteur du propos rapporté.

En voilà assez pour qu'on sache à quoi s'en tenir sur la nature et sur l'esprit du manuscrit de Cairambault. Les interpolations à la Chronique Scandaleuse dont il est plein ont pour but la plus grande gloire du comte de Dammartin, soit qu'on y parle à l'avantage de sa personne, soit qu'on loue ses parents ou qu'on déverse l'odieux sur ses ennemis, comme Charles de Melun, le duc de Nemours, et d'autres. En outre le travail a été exécuté entre 1499 et 1502. Rapprocher ces deux circonstances, c'est nommer la personne qui a mis à l'œuvre notre interpolateur. La rédaction aussi bien que la transcription a été commandée par Jean de Chabannes. Quant à l'homme de lettres sur qui tomba le choix de ce seigneur, nous savons de lui :

1° Qu'en 1502 il portait le manteau rouge attribué aux membres des cours souveraines, puisque c'est ainsi qu'il est peint au frontispice du manuscrit ;

2° Qu'il avait été secrétaire de Louis XI, placé près de ce roi à l'âge de vingt-six ans par un homme en crédit dans lequel il est bien difficile de ne pas reconnaître Antoine de Chabannes ;

3° Qu'il assista à l'inventaire du cardinal Balue en 1469 ;

4° Qu'il eut une mission à Amiens en 1471 ;

5° Qu'il dut incliner pour le parti du duc de Guyenne dans les démêlés de ce prince avec le roi , à cause des soupçons qu'il laisse planer sur sa mort.

Nous allons voir si ces données peuvent nous conduire à quelque chose de plus précis.

III.

Recherche du nom de l'auteur.

Il s'agirait d'abord de découvrir le nom « qui ne se appert » de notre mystérieux chroniqueur.

Il était présent à l'inventaire du cardinal Balue , et justement le compte de la confiscation Balue nous a été conservé. Il fait partie des manuscrits de la Bibliothèque impériale (n. 4936 A. 4. 4). On y voit que l'inventaire fut dressé par deux greffiers du Châtelet , Henri Le Wast et Jean de Roye , sous les yeux de la commission chargée d'instruire le procès du cardinal ; que dans cette commission , composée de hauts fonctionnaires , un secrétaire du roi nommé Jean de Moulins tenait la plume , tandis que Pierre de Lailly , autre secrétaire du roi , y était attaché comme agent comptable ; enfin qu'un troisième secrétaire du roi , sans avoir été pourvu de mandat spécial , remplaça le secrétaire en titre de la commission : ce que prouve l'attache des commissaires jointe à la nomination de Pierre de Lailly et signée « Jehan Le Clerc » , qui est le secrétaire dont je veux parler ¹.

Voilà donc trois secrétaires du roi, Jean de Moulins, Pierre de

1. Voici la teneur de cette pièce :

« Les commissaires ordonnez par le roy, nostre sire, à faire le procès du cardinal d'Angiers, veues par nous les lectres patentes dudit seigneur auxquelles ces présentes sont atachées soubz l'un de noz signetz, par lesquelles et pour les causes dedans contenues icelui seigneur a commis et ordonné M^e Pierre de Lailly, son notaire et secrétaire, à tenir le compte et faire recepte et despense des biens tant deniers, joiaux, vaisselle, linge, tappicerie, comme autres biens meubles qui appartenoient au c^{al} d'Angiers, à telz gaiges et salaires qui par ledit seigneur ou nous lui seront pour ce tauxez et ordonnez, et dont ledit de Lailly sera tenu rendre compte en la chambre des comptes dudit seigneur, quant il appartiendra : consentons l'enterinement et accomplissement desdictes lettres, tout ainsi et par la forme et manière que ledit seigneur le veult et mande par sesdictes lectres. Donnée soubz nosditz signetz, le XXI^e jour de février l'an mil cccc soixante-neuf. Ainsi signé, J. LE CLERC. »

Lailly et Jean Le Clerc, employés dans l'affaire de la confiscation à des titres qui justifient leur présence à l'inventaire. Si l'un de ces personnages réunit sur lui, à l'exclusion des deux autres, les circonstances énoncées à la fin du paragraphe précédent, il y aura grande probabilité que les mots « j'estoye présent à faire ladicte inventoire » lui conviennent, et certitude à peu près complète que notre inconnu a cessé de l'être.

Il vivait en 1502.

Or Pierre de Lailly, notaire et secrétaire de Louis XI, créé receveur général des finances en 1473, mourut en 1482, comme l'indiquait l'épithaphe de son tombeau placé aux Innocents ¹.

Jean de Moulins, maire de Poitiers en 1464, avocat du roi près cette ville en même temps que secrétaire, avait cessé de vivre en 1500, puisque ses enfants se partagèrent sa succession le 15 janvier de cette année ².

Reste Jean Le Clerc, qui, lui, vivait encore en 1502. J'ai eu sous les yeux plusieurs cédules de sa main, dont une datée de 1507 ³. Il s'y donne la qualité de clerc des comptes; de sorte qu'en recourant au registre matricule des officiers de la chambre des comptes, j'ai pu vérifier que Jean Le Clerc, secrétaire du roi, fut pourvu le 2 décembre 1475 d'une charge de clerc (c'est ce qu'on a appelé depuis auditeur), laquelle il cessa d'exercer en octobre 1476 pour la reprendre le 16 juin 1496 et la garder cette fois jusqu'au 18 décembre 1510, où elle passa, par sa mort, à son fils nommé Jean Le Clerc comme lui ⁴.

Cela commence à convenir à l'auteur anonyme de notre manuscrit. Mais au costume du personnage que représente ce manuscrit, peut-on reconnaître un clerc des comptes?

1. Bibl. imp., Cabinet des titres, v° Lailly.

2. D'Hozier, *Armorial général*.

3. « L'en doit entre les gaiges des gens des comptes au Trésor du Roy nostre sire, à Paris, à maistre Jehan Le Clerc, clerc ordinaire dudit seigneur en sa chambre desdictz comptes, à cause de ses gaiges qui sont de 6 s. p. par jour, pour les mois de janvier, février et mars derrenier passez, contenant 91 jours entiers à cause du bi-xeste, 27 liv. 6 s. p. *Item*, à cause de ses droiz d'escripture, qui sont de 30 l. p. par an, pour le dit temps faisant ung quartier d'an et moictié du terme S. Jehan-Baptiste prouchain venant, 7 l. 11 s. p. Pour tout, la somme de 34 l. 16 s. p. Escrip. ou dit Trésor, le 3^e jour d'avril l'an 1507, avant Pasques. CORRETIN. *Quam summam una cum summa decem librarum paris. pro meis juribus lignorum quarterii anni de quo supra, habui a Petro Daniel commissio, etc. Dié et anno prædictis.* J. LE CLERC. » Bibl. imp., Cabinet des titres.

4. Bibl. imp., ms. Suppl. fr., n. 882.

Oui, car il est affublé d'un manteau à capuchon fourré, conformément aux anciens statuts qui prescrivaient aux clercs mariés de la chambre des comptes d'aller *in mantellis foratis et capucia forata* aussi bien à la ville qu'au palais ¹.

Son manteau est rouge, et le rouge était, du temps de Louis XII, la couleur des officiers de la chambre des comptes ².

Enfin, il est escorté de deux commis, et la grande ordonnance de 1454 sur l'organisation de la chambre des comptes prouve que les clercs de cette cour avaient d'autres clercs à leurs ordres ³.

La conformité entre Jean Le Clerc et l'inconnu s'augmente ainsi d'un trait nouveau.

Jean Le Clerc, appelé à la chambre des comptes en 1475, y est remplacé six mois après. A quoi attribuer cette jouissance passagère d'une position qui, après tout, devait satisfaire l'ambition du secrétaire de Louis XI, puisqu'il y rentra plus tard et y termina ses jours ?

Des lettres patentes de Louis XI vont nous éclairer sur ce point ; je les transcris, vu leur importance :

Loys, etc., sçavoir faisons que nous confians à plain des sens, souffisance et loyaulté, prudhommie et bonne dilligence de nostre amé et féal conseiller et médecin maistre Jacques Coictier ; considérans les bons, grans, continuels et recommandables services qu'il nous a longuement fait et faict de jour en jour en son office et estat de medecin et espérons que encores plus face ou temps advenir, iceluy, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons créé et créons clerc ordinaire en nostre chambre des comptes, et luy avons donné et octroyé, donnons et octroyons l'office ordinaire de nostre clerc des comptes que tient de présent maistre Jehan Le Clerc, lequel nous en avons deschargié et deschargeons par ces présentes, tant parce que nous avons esté deument informez qu'il a eu, ou vivant de feu nostre frère le duc de Guyenne, intelligence et parolle avec luy de nous abandonner et aller de-

1. *Dissertation sur la chambre des comptes*, par Michel Le Chanteur, p. 94 (in-4°, 1765).

2. « Et en la compaignie de son entrée, après que les quatre religions mendiennes « furent venuz au-devant de luy à l'entrée de ladicte ville, devant ledit seigneur « marchioient les seigneurs des comptes vestuz d'escarlade, moult noblement appoin- « tez chascun selon son estat, et leurs huyssiers devant eulx. » *L'entrée du très chrestien roy de France Loys douziesme de ce nom*; gothique, 1498.

3. « Nul des présidens des comptes, maistres ou clercs, ne pourra admener en la « chambre ne au pourpris d'icelle aucuns clercs pour y séjourner ou résider sans le « congé du bureau. »

mourer avecques nostre dict frère, que pour autres causes ad ce nous mouvans, pour lesquelles causes nous avons declairé et declarons icelluy office estre vacant, etc. Donné le xxx^e de septembre mcccclxxvj.

Prestitit juramentum et receptus fuit ad burellum in camera compotorum domini regis ad officium quo infra, die vij mensis octobris, anno Domini mcccclxxvj. Signé LE BLANC¹.

Ainsi Louis XI destitua Jean Le Clerc à cause de l'affection qu'il avait portée au feu duc de Guyenne, et le ton de notre auteur racontant la mort du même prince est celui de l'attachement ; de sorte que sur ce point l'identité mise en avant prend encore de la consistance.

Jean Le Clerc fut-il envoyé à Amiens après la réduction de cette ville, c'est-à-dire en février ou mars 1471, conformément à ce que le chroniqueur témoigne de lui-même ?

Bien que nous ayons le registre des dépenses du roi pendant les premiers mois de 1471, source où il est le plus naturel d'aller chercher un pareil fait en l'absence du témoignage des historiens ; bien que ce registre relate l'envoi de plusieurs personnes à Amiens ; aucun secrétaire n'y figure comme ayant été chargé de ces commissions, qui toutes sont portées sur le compte des chevaucheurs d'écurie ou courriers d'office. Toutefois, il est à remarquer que Jean Le Clerc, nommé plus d'une fois dans le même registre, y apparaît comme l'homme de confiance du roi à ce moment-là. Il réside constamment auprès de sa personne ; lui rend mille petits services de valet de chambre, d'économe et de confident, autant que de secrétaire ; en un mot, semble être si bien celui aux yeux de qui Louis XI devait avoir recours « pour voir comment il était servi, » que si la mission à Amiens ne peut pas se démontrer, elle est très-présumable.

Par d'autres raisons qui aboutissent encore à une très-grande probabilité, il est permis d'attribuer à Jean Le Clerc ce que nous avons déduit tant du prologue que des interpolations du manuscrit Clairambault, au sujet de l'auteur devenu secrétaire de Louis XI par la faveur d'Antoine de Chabannes.

La conséquence nécessaire de la protection d'Antoine de Chabannes est que son homme ne dut être investi de l'office en question qu'à la fin de 1465 au plus tôt, puisque lui, Antoine de Cha-

1. Ms. Fontanieu, n. 138 (Bibl. imp.), d'après le mémorial P. de la chambre des comptes, fol. 354.

bannes, fut et demeura, jusqu'au traité de Saint-Maur, l'ennemi le plus détesté de Louis XI. Eh bien, ce qu'il est possible de recueillir sur Jean Le Clerc est tout à fait d'accord avec cette donnée. Son nom comme secrétaire du roi ne paraît au bas d'aucune ordonnance avant 1466¹ ; il ne se libéra qu'entre 1472 et 1476 du droit de marc d'or, que chaque secrétaire était tenu de payer pour son institution² ; enfin, un extrait des registres détruits de la chambre des comptes, conservé par Gaignières³, constate, à la date du 6 février 1466, la somme de cinq livres cinq sous, donnée « à maistre Jehan Le Clerc, notaire et secrétaire du roy nostre « sire, au Pontaudemer, pour estre venu devers ledit seigneur » : gratification sans analogue sur le même compte, et qui a tout l'air d'être le prix de sa bienvenue au moment où il allait commencer l'exercice de ses fonctions dans les circonstances les plus favorables pour un protégé du comte de Dammartin ; car le roi venait d'entrer en Normandie pour reprendre sur son frère cette province qu'il avait lâchée avec une peine inouïe au traité de Saint-Maur, et que les intrigues d'Antoine de Chabannes contribuaient à lui rendre, à sa grande joie, au bout de deux mois.

Si toutes les apparences sont pour qu'on assigne la même date à la nomination de Jean Le Clerc et à la rentrée en grâce du comte de Dammartin, il existe la preuve que la disgrâce du secrétaire eut lieu au moment même où le roi commença à concevoir de nouveaux sujets de haine contre le premier ministre de sa maison. Cette punition infligée en 1476 à Jean Le Clerc pour ses relations avec le duc de Guyenne, mort en 1472, tient, on n'en peut pas douter, à des renseignements qui étaient venus aux oreilles du roi par le procès de Louis de Luxembourg, et que celui du duc de Nemours, commencé en 1476, promettait d'éclaircir davantage. Le comte de Dammartin et tout son monde y était fort compromis. Le roi frappe tout d'abord l'agent inférieur ; il destitue Jean Le Clerc le 30 septembre ; le lendemain 1^{er} octobre, il écrit au géolier du duc de Nemours « de le « faire gehenner bien estroit » pour qu'il parle, pour qu'on obtienne de sa bouche tout ce que n'a pas dit le connétable ; et il ajoute : « Si nostre chancelier n'eust eu peur de descouvrir son

1. La première pièce dans ce cas est un mandat des généraux des finances rendu à Orléans le 22 mars 1466. *Ordonn. des rois de France*, t. XVI, p. 463.

2. Tessereau, *Hist. de la chancellerie*, t. I, p. 54.

3. Ms. Gaignières 772-2, t. II, à la Bibl. imp.

« maistre le comte de Dampmartin et luy aussi, il n'eust pas fait mourir le connestable sans le faire gehenner ¹. » Le duc de Nemours, mis à la torture, parla en effet contre le comte de Dammartin ², et mérita ainsi l'aversion qui se trahit dans plusieurs passages de notre chronique.

Je me résume.

Jean Le Clerc fut notaire et secrétaire du roi postérieurement à la guerre du Bien public, fut employé dans l'affaire de la confiscation du cardinal Balue, jouissait de toute la confiance du roi au moment de la réduction d'Amiens, partagea la faveur et les disgrâces du comte de Dammartin, était attaché en 1502 à la chambre des comptes. Il a tous ces points communs avec l'auteur des interpolations du Ms. de Clairambault. C'est assez, si je ne m'abuse, pour conclure l'identité, et pour affirmer que « le faitiste de ce livre dont le nom ne se appert » est Jean Le Clerc lui-même.

Comme jusqu'ici l'histoire s'est tue sur Jean Le Clerc, pour compléter cette dissertation je crois utile de consigner ici, en manière de biographie, tous les renseignements que j'ai pu me procurer sur sa personne.

IV.

Vie de Jean Le Clerc.

Il paraît avoir appartenu à une famille de finance dont un membre, appelé Jean comme lui, était en 1404 administrateur du grenier à sel de Dreux. Le motif sur lequel je fonde cette affinité est que le grenetier de Dreux avait un cygne pour armes, et que notre Jean Le Clerc en avait trois ³. Après cela je trouve plusieurs Jean Le Clerc : un, surnommé le Jeune, qui était secrétaire de Charles VII, greffier de la cour des aides et fabricant de la paroisse Saint-Gervais à Paris en 1453 ⁴; un autre qui était procureur du roi en Nivernais en 1461 ⁵; mais sans

1. Lenglet-Dufresnoy, *Preuves à Commines*, t. III, p. 490.

2. *Ibid.*, p. 518 et suiv.

3. Voir leurs cachets sur les cédulas originales de la Bibl. imp., Cabinet des titres.

4. Cabinet des titres de la Bibl. imp. — Arch. de l'Emp., L, 164.

5. *Ordonn. des rois de France*, t. XV.

pouvoir dire si ces gens-là tenaient au secrétaire de Louis XI par quelque lien de parenté. Ce dernier, par le témoignage du Ms. de Clairambault, où il dit avoir été âgé de vingt-six ans lorsqu'il fut mis auprès du roi, serait né vers 1440; par conséquent il était au début de sa carrière à l'avènement de Louis XI (22 juillet 1461). Il servait alors dans la maison d'Antoine de Chabannes, comte de Dammartin. Il dut être témoin de cette scène lugubre qu'il raconte lui-même, laquelle eut lieu à Meun-sur-Yèvre, dans le château où venait d'expirer Charles VII, lorsque Antoine de Chabannes, pressentant les vengeances du nouveau roi, « demanda à ses gens et serviteurs, qui de longtemps l'avoient « servy et auxquels il avoit fait moult de grans biens, s'ilz estoient déliberez de le servir comme ilz avoient accoustumé, et de eulx en aller avec luy hors du royaulme, pour esviter la « fureur du roy et la haine qu'il avoit à luy; et la plus part « d'iceulx luy respondirent que non, et qu'ilz ne se mettroient « point en dangier pour luy ¹. »

Jean Le Clerc fut nécessairement du petit nombre de ceux qui restèrent fidèles. En supposant qu'il alla se cacher avec son maître au château de Bort en Limousin, qu'il l'accompagna ensuite à Bordeaux où Antoine de Chabannes alla implorer inutilement son pardon en 1462, que de Bordeaux il s'enfuit en Navarre afin de pourvoir à sa propre sûreté : on aura l'explication d'une circonstance fort singulière établie par un passage du Ms. de Clairambault : c'est que l'interpolateur de la Chronique Scandaleuse savait le basque, ou du moins qu'il en avait appris quelques mots, puisqu'il cite un proverbe en cette langue ².

Antoine de Chabannes languissait cependant à la Bastille. Un arrêt du parlement l'avait dépouillé de tous ses biens et condamné à la prison, jusqu'à ce qu'il eût consigné une somme énorme comme caution d'un bannissement à perpétuité qu'il devait subir dans l'île de Rhodes ³. Mais il trouva moyen de s'évader en 1465, au moment où commençait l'insurrection du Bien public, et il courut se joindre à Moulins aux révoltés du Midi, qui avaient pris rendez-vous auprès du duc de Bourbon. Les amples détails que donne Jean Le Clerc sur les mouvements

1. Fragment du ms. Clairambault, imprimé d'après la copie de Legrand dans le *Commines* de Lenglet-Dufresnoy, t. II, p. 312.

2. Voir ci-après le récit de la guerre du Bourbonnais en 1465.

3. Lenglet-Dufresnoy, *Commines*, t. II, p. 334.

du Bourbonnais ne permettent pas de douter qu'il n'y soit venu retrouver son maître, sans doute à la suite des bandes pyrénéennes qui formaient l'escorte du duc de Nemours. Amené par Antoine de Chabannes sous les murs de Paris avec toute l'armée des confédérés, il aurait obtenu, dans la distribution de faveurs qui termina les troubles, l'office de secrétaire dont nous le trouvons pourvu au mois de février 1466, lorsqu'il va rejoindre Louis XI à Pont-Audemer ¹.

Jean Le Clerc fut d'abord attaché au comité des finances qui travaillait sous les yeux du roi et l'accompagnait dans ses voyages. Il y a trace de son séjour à Orléans en mars 1466 et à Chartres en juillet 1467. Il eut à surveiller dans cette dernière ville l'exécution d'une grâce faite par le roi à un prince de la maison de Foix ². En 1468, il fut envoyé à Paris pour recueillir les pièces et papiers qui devaient servir de texte aux délibérations des États généraux convoqués à Tours ³. Peut-être eut-il une commission du même genre dans l'instruction du procès criminel intenté peu de temps après à Charles de Melun. Les poursuites contre Charles de Melun étaient l'effet d'une vengeance personnelle d'Antoine de Chabannes, quoique notre auteur cherche à en déverser l'odieux sur le cardinal Balue. Nous avons vu qu'il avait une connaissance toute particulière de cette affaire par un document qu'il rapporte.

En 1469, cent livres furent allouées à Jean Le Clerc pour un voyage de Montilz-lez-Tours en Flandre et en Hollande ⁴, sans doute auprès de Charles le Téméraire, qui passa les mois de juillet et d'août de cette année à visiter ses bonnes villes de

1. Ci-dessus, p. 246.

2. Voici la cédula qui constate ce fait. Elle est au Cabinet des titres de la Bibliothèque impér. : « Je, Jehan Le Clerc, notaire et secrétaire du roy nostre sire, certiffie à tous qu'il appartient que le jour d'uy, en ma présence, a esté baillé et délivré content, pour et ou nom de maistre Nicolas Arlant, conseiller dudit seigneur et trésorier du Languedoc, à messire Jehan de Foix, viconte de Nerbonne, la somme de 275 l. t. en 200 escuz d'or, que le roy nostre sire luy avoit donnée et fait bailler ce dit jour comptant, pour lui aidier à soy deffraier de la despence qu'il a faicte en ceste ville de Chartres. En tesmoing de ce, j'ay signé ceste présente certificacion de mon seing manuel, le 2^e jour de juillet l'an 1467. J. LE CLERC. »

3. « A Jehan Le Clerc, notaire et secrétaire du roy, 16 l. 10 s. pour aller à Paris touchant aucunes matières qui se doivent traictier en l'assemblée des trois estats qui se tient à Tours. » Extraits de la chambre des comptes recueillis par Gaignières, ms. n. 772-2, t. II, à la Bibl. imp.

4. *Ibid.*, fol. 472.

Flandre et de Hollande ¹, sans doute aussi pour lui parler du cardinal Balue qui venait d'être arrêté à son tour et mis en accusation. Il faut que dans cette mission, et dans les autres qui lui avaient été confiées, Jean Le Clerc ait fait preuve de diligence et de capacité, car nous le voyons à son retour installé auprès du roi comme l'agent préféré et indispensable. Le 20 septembre 1469, Briçonnet, banquier de Louis XI à Tours, écrivait à M. Bourré du Plessis, trésorier de France : « Toujours sauray « des nouvelles par Mgr. De la Forest, et par maistre Jehan Le « Clerc qui fait continuelle résidence ². » Cette assertion est pleinement confirmée par les documents, et encore plus pour les années 1470 et 1471 que pour 1469. Sans parler des nombreuses ordonnances au bas desquelles figure le nom de Jean Le Clerc ³, on voit par les registres des Comptes qu'il était le compagnon dont le roi usait le plus volontiers pour faire ses promenades d'Amboise à Tours et de Tours au Plessis. Dans ces excursions, Jean Le Clerc tenait la bourse et fournissait aux largesses de tout genre que le libéral monarque répandait sur son chemin. Un jour il donne le pour-boire à des maçons que le roi était allé voir travailler à Amboise ⁴; une autre fois il récompense magnifiquement des courriers qui avaient apporté de bonnes nouvelles ⁵; ou bien c'est une église à laquelle Louis XI veut laisser un souvenir de sa visite ⁶; de pauvres petits pèlerins qui implorent sa charité ⁷; une fille sans fortune à qui il fait son cadeau de noces ⁸; une femme dont le mari a été brûlé, et qui vient devant lui déplorer son malheur ⁹; des paysans qui veulent bien prêter

1. Itinéraire du duc de Bourgogne, parmi les preuves au *Commines* de Lenglet-Dufresnoy, t. II, p. 194.

2. Lettre originale dans Gaignières, ms. 373, fol. 87.

3. *Ordonn. des rois de France*, t. XVII, p. 266, 280, 308, 320, 330, 347, 366, 386, 604.

4. Arch. de l'Emp., K. registre 294, 26 mai 1470.

5. Bibl. imp., suppl. franç., n. 1499, fol. 214 et 231.

6. Quinze escus devant l'imaige de Nostre-Dame du Carme à Tours. 28 déc. 1469. (Archives imp., r. c.) Un escu pour faire dire une haute messe en l'église de N. D. de Bonnes Nouvelles à Orléans. (Ms. de la Bibl. impér., suppl. fr., 1866-2, fol. 18.) Treize écus à S. Martin de Candes, (Suppl. fr., 1499, fol. 231, 4 juillet 1470.)

7. Un ducat à cinq pauvres enfans pellerins allans à Saint-Michiel, estans sur le chemin devant Sainte-Katherine. (Arch. de l'Emp., r. c. 26 mai 1470.)

8. Arch. de l'Emp., reg. cité, 26 mai, donné quinze escuz.

9. Ms. Suppl. fr., 1499, fol. 231, 4 juillet 1470.

leurs chiens pour une partie de chasse ¹ ; un vieux matelot que le roi accoste pour le faire parler de l'état de sa marine ². Avec Louis XI, il fallait sans cesse avoir l'argent à la main ; c'était l'aliment de sa conduite privée comme le ressort de sa politique ; toutes les idées qui lui venaient, sérieuses ou bouffonnes, se traduisaient aussitôt par de la dépense. Il apprend un jour que plusieurs des gentilshommes de sa maison n'avaient pas d'armures ; incontinent il envoie Jean Le Clerc acheter des écritoirs pour les pendre à la ceinture de ces chevaliers pacifiques ³.

Quelque plaisir que le roi trouvât en la compagnie de son secrétaire, il ne laissait pas néanmoins que de l'employer de temps en temps à des commissions assez lointaines. Au mois de janvier 1470, il l'envoya d'Amboise porter une lettre à l'abbé de Fontdouce, près de Cognac ⁴. A peine était-il revenu de ce voyage qu'il le fit remettre en chemin pour offrir, de sa part, un cierge de cent quarante-quatre livres devant la statue de Notre-Dame de Selles en Poitou. Cette offrande faite, Jehan Le Clerc devait porter à Angoulême et à Poitiers des lettres adressées aux lieutenants du roi dans ces villes, avec des instructions écrites et orales pour faire crier le ban et arrière-ban par tout le pays ⁵. Louis XI voulait que la noblesse de l'Ouest fût réunie en armes pour le mois de mars, s'attendant à ce que le beau temps amènerait du nouveau.

De grandes affaires où notre lettré eut beaucoup de besogne signalèrent effectivement l'année 1470. Elles commencèrent par l'arrivée du comte de Warwick, qui, chassé de son pays, vint se jeter à refuge sur la côte de Normandie. Le roi, qui voulait concerter avec ce seigneur le renversement de la maison d'York, l'accueillit dans son infortune et ouvrit table d'hôte pour lui et pour sa suite à Granville, à Barfleur, à la Hogue. Son intention était de lui fournir promptement de l'argent et des armes pour

1. *Ibid.*, fol. 241, 16 sept. 1470 : « Dix escus d'or pour donner aux bonnes gens qui admenèrent leurs mastins audit seigneur pour chasser au lieu de Chasteaux-l'Ermitage. »

2. *Ibid.*, fol. 238, sept. 1470 : « Huit livres cinq sous baillés du sien à ung marinier à Avranches, auquel ledit seigneur demanda d'aucunes choses de la mer. »

3. *Ibid.*, fol. 238 : « A M^e Jehan Le Clerc. 27 s. 6 d. pour avoir achemé plusieurs escriptoueres pour donner à aucuns des gentilz hommes de son hostel, pour icelles porter en lieu de ce qu'ilz n'avoient point de harnois. »

4. Ms. de la Bibl. imp., suppl. fr., 214.

5. *Ibid.*

le renvoyer en Angleterre y prendre sa revanche de la révolution qu'il avait manqué d'accomplir une première fois. Le trésorier Bourré et l'amiral de France, qui avaient charge de faire les fournitures, ne purent s'en acquitter sitôt que le roi ne perdit patience. Pour accélérer les choses, il partit lui-même et vint, sous prétexte d'un pèlerinage au mont Saint-Michel, rôder aux abords du Cotentin. Comme il ne voulait pas trop se mettre à découvert, Jean Le Clerc fut l'homme dont il se servit pour se mettre en rapport direct avec ses agents, et hâter des préparatifs dont la lenteur le torturait. Il ne tarda pas d'apprendre par lui que la cause du retard apporté au départ des Anglais était la présence d'une flottille bourguignonne dans les eaux de la Manche, et que, pour peu que ce retard se prolongeât, tout l'argent amassé pour l'expédition serait mangé sur le continent¹. Jean Le Clerc lui ayant rendu ces nouvelles à Avranches, il eut bientôt pris son parti de faire armer tout ce qu'il y avait de navires disponibles dans les ports de Normandie pour donner la conduite à l'escadre de Warwick. Le prétexte allégué pour justifier cet armement fut la nécessité de défendre l'embouchure de la Seine, où des actes de piraterie s'étaient commis jusque dans les ports d'Harfleur et de Honfleur. Le roi écrivit dans ce sens à Dammartin, en lui donnant à entendre que l'armée qu'il commandait pourrait devenir nécessaire à la défense de la Nor-

1. Minute d'une lettre de Bourré à Louis XI, dans le ms. de Gaignières 374, fol. 5 : « Sire, j'ay receu les lectres qu'il vous a plu de m'escrire par maistre Jehan Le Clerc, et ay oy ce qu'il m'a dit de par vous. Et au regart de l'argent que j'ay, je le baillieré tout à M. de Varvuhic, ainsi qu'il vous a plu me mander. A ce que dictes que m'aviez mandé que je le lui baillasse, je vous assure, Sire, que jamais n'en eü lectres de vous jusques à lundy derrain, que la flote des Bourgoignons estoit jà devant Barfleu et à la Hogue, pour quoy M. de Warvuhic n'estoit délibéré de partir. Et pour ce que vous me commandastes de bouche et par instruction signée de vostre main, de entrer en ses navires, aussi que depuis le m'avez escript, et pareillement que M. le gouverneur de Rouxillon m'a dit que telle estoit vostre entencion, j'ay dissimulé le plus que ay peu, combien que à l'arivée dudit maistre Jehan Le Clerc il en avoit jà eu plus de 12200 escus, ainsi que avoit esté advisé par vos gens, pour le mieulx, pensant qu'il s'en dust aler; mes qui eust pence que la flote des Bourgoignons s'en fust retournée, je croy qu'ils n'eussent pas esté d'opinion qu'il eust tant eu; car en effect, autant en aroit, autant en despendroit; et s'il l'eust eu si tost que lui et aucuns qui sont icy le vouloient, il y a bien grant temps qu'il n'en y eust pas ung escu, et eussiez esté à recommencer. . . . Sire, depuis ces lectres faictes, maistre Jehan Le Clerc est revenu de Barfleu, qui vous dira l'opinion de voz gens qui y sont, et qu'ilz m'ont fait savoir, sur ce que leur aviez escript de l'argent. »

mandie, et qu'il s'attendit bientôt à se voir appelé d'un moment à l'autre. Cette lettre, expédiée d'Avranches le 1^{er} août 1470, est imprimée dans le Cabinet de Louis XI; elle fut écrite de la main de Jean Le Clerc.

Le duc de Bourgogne ne prit pas le change sur les dispositions du roi : charmé d'avoir une occasion de rupture qu'il cherchait depuis longtemps, il fit saisir sur le marché d'Anvers, dont la foire se tenait en ce moment, toutes les denrées apportées par des marchands français. Louis XI, au lieu de s'emporter sur cette provocation, temporisa pour lui donner la tournure d'un gros procès qu'il fit instruire dans les règles. Il convoqua par devers lui les notables de toutes les villes marchandes pour s'adresser à leur sensibilité, et faire naître par eux le cri public que le duc de Bourgogne avait manqué à sa foi et ne méritait plus que le roi lui gardât l'observation du traité de Péronne. Jean Le Clerc fut envoyé, au mois de septembre, à Rouen et à Caen porter « aux bourgeois et habitans desdictes villes lettres closes de par le roy, à ce qu'ils fissent venir en la ville de Tours devers ledit seigneur deux des plus notables de leurs marchands, pour savoir leur opinion sur le fait des foires d'Anvers ¹. »

La guerre qui sortit de là permit aux Français de recouvrer Amiens par un coup de main heureux. La joie de cette conquête ou plutôt la crainte de la perdre fit de nouveau abandonner au roi le séjour de la Touraine. Il vint à Noyon surveiller ses généraux, comme il était venu à Avranches surveiller les agents de l'expédition anglaise. C'est alors qu'il donna à son secrétaire cette commission dont il est parlé dans le manuscrit de Clairambault. Il est certain que Jean Le Clerc était à Compiègne le 10 février 1471 ². Le duc de Guyenne y était aussi, car il fut de ce voyage. Là commencèrent sans doute les relations qui devinrent plus tard si funestes au secrétaire du roi.

La série des registres des comptes, interrompue depuis le milieu de 1471, ne permet plus de suivre d'aussi près les pas et les démarches de notre auteur. Nous apprenons par un extrait qu'à la fin de l'hiver 1474 il voyagea en Picardie pour percevoir un emprunt de plusieurs milliers de livres tournois qui avait été contracté par Louis XI, tant sur Antoine de Chabannes qui rési-

1. Ms. de la Bibl. imp., Suppl. fr., n. 1499, fol. 199.

2. *Ordonn. des rois de France*, t. XVII, p. 386.

dait alors en son château de Dammartin, que sur les habitants des villes de Senlis, Beauvais, Compiègne, Laon et Meaux¹. Enfin il arriva le 2 décembre 1475 à cette place de clerc ordinaire en la chambre des comptes, qui était l'objet de l'ambition des secrétaires du roi. Elle était fructueuse. Outre les exemptions de dîmes, d'octrois et de péages qu'elle entraînait avec soi, outre un fixe de 125 livres qui y était attaché, outre les livraisons de gants, de manteaux et de bois à brûler, qui commençaient dès lors à se faire en espèces, mille profits quotidiens naissaient des transactions soumises à l'enregistrement de la cour. Ainsi, sur les mutations des propriétés roturières en Normandie, les clercs des comptes avaient leur droit appelé *stipes et nobis* ; ils avaient leur *Champagne* sur la vente des offices de prévôté en cette province ; presque toutes les adjudications de recettes affermées leur rapportaient également, etc., etc. Tout cela formait une augmentation de traitement qu'on appelait « le fief des gens de comptes, » et dont les parties prenantes savaient seules le produit².

De ces beaux émoluments, Jean Le Clerc ne toucha pas autant qu'il aurait voulu ; car comme il entra dans son onzième mois d'exercice, sa destitution survint. Les causes de cette disgrâce ont été suffisamment expliquées ci-dessus ; il ne me reste qu'à en dire les conséquences, qui ne furent pas aussi graves que le pauvre homme aurait pu le craindre d'abord.

Le duc de Nemours, malgré l'envie qu'il aurait eue de se sauver en perdant le comte de Dammartin, n'articula pas contre lui la preuve d'une trahison consommée, mais seulement de ces griefs qui annoncent un homme ébranlé momentanément dans son devoir. Le roi, très-irrité au premier abord, fut porté par la réflexion à mettre tout cela en oubli, eu égard surtout aux grands services qu'Antoine de Chabannes lui avait rendus aussitôt après la mort du duc de Guyenne. Son courroux contre Jean Le Clerc fut également passager. Il ne lui rendit pas sa place de la chambre des comptes, parce que Jacques Coictier n'était pas un homme qu'on pût dessaisir de ce qu'il tenait ; mais il le réintégra dans son office de secrétaire, et y joignit, aux termes d'une ordonnance de Charles VIII, « la charge de sa

1. Ms. Gaignières 772-2, fol. 610.

2. *Dissert. sur la chambre des comptes*, par Michel Lechevalier, p. 169 et suiv.

chambre, argenterie, escuierie et paiement de sa garde¹, » c'est-à-dire que Jean Le Clerc eut le maniement des fonds destinés à l'entretien de l'habillement et de l'ameublement du roi, à celui de ses chevaux et à la solde des Écossais qui composaient sa garde du corps. Il continua en outre à être chargé, comme par le passé, de commissions et d'ambassades; mais plus à son honneur qu'à son profit, car le même document ajoute que, « desditz voiaiges, ambassades et autres charges, il n'eut jamais « taxation ne recompense. » Le roi lui faisait ainsi payer par des services gratuits un retour de confiance qui fut d'ailleurs aussi complet que possible, à en juger par une de ces commissions dont nous avons le titre². Ce sont des lettres patentes adressées à Jean Le Clerc le 19 janvier 1477, lendemain du jour où Louis XI apprit la mort de Charles le Téméraire. Elles investissent ledit Le Clerc de pouvoirs suffisants pour se présenter dans les villes de Paris, Senlis, Compiègne, Laon, Beauvais, Langres et Chartres, ainsi qu'au marché de Meaux. Quoique ces localités soient affranchies des tailles et contributions affectées au paiement des gens de guerre, toutefois, vu la gravité des circonstances, il aura à tirer d'elles, sous couleur de prêt, diverses cotes s'élevant à la somme de 9,600 écus d'or. En cas de refus, il exercera la contrainte et, les sergents royaux appelés, fera procéder immédiatement à la saisie chez les plus riches des récalcitrants.

Ce voyage tant soit peu proconsulaire, joint au contre-seing de plusieurs ordonnances rendues dans le cours de l'année 1480, sont les seuls témoignages sur Jean Le Clerc pendant la vieillesse de Louis XI. Comme la promotion de Jacques Coictier à la présidence des comptes ne lui fit pas ravoïr son bureau de clerc, objet toujours présent de ses regrets, il se mit en mouvement aussitôt que le roi eut les yeux fermés, se promettant bien d'être plus heureux sous son successeur. Effectivement, il manœuvra si bien, qu'il fit passer pour intrus, contre son propre droit, le dernier clerc des comptes nommé par Louis XI, et qu'il amena le grand conseil à statuer sur cette contestation³.

1. Bibl. imp., Cabinet des titres.

2. Docum. inéd. sur l'hist. de France, *Mélanges*, t. 1, p. 710.

3. Arch. de l'Emp., K. 76 : « Le 22^e jour de mars 1484 (1485) à Evreux, Charles VIII confirma l'appointement fait par M. le chancelier et le grand conseil touchant l'ot-

La nature de l'appointement n'est pas spécifiée, mais on peut conjecturer quel il était, tant d'après une ordonnance du 14 mai 1491¹, que d'après le tableau d'inscription des clercs aux comptes que nous avons déjà cité. En effet, l'ordonnance de 1491 attribue à Jean Le Clerc la qualité de clerc ordinaire, et constate que depuis le 30 septembre 1484 il reçut les gages de cet office; d'un autre côté, le tableau d'inscription le représente comme réintégré au même office seulement le 16 juin 1496. Que faut-il inférer de cette contradiction apparente, sinon que, pour apaiser le débat, le grand conseil avait fait plier les règlements de la cour et constitué dès le 30 septembre 1484, en faveur de Jean Le Clerc, une charge de clerc en sus du nombre voulu, charge tout à fait transitoire, que sa mort ou celle de son compétiteur devait éteindre.

J'achève de faire sortir de l'ordonnance du 14 mai 1491 tout ce qu'elle renferme d'intéressant pour la vie de Jean Le Clerc. Elle intervint sur une requête de l'infatigable pétitionnaire, qui, non content de se voir réintégré en dépit des lois et règlements, voulut encore rentrer dans les huit années de traitement que sa destitution lui avait fait perdre. C'était là, non pas un acte de justice, puisqu'il réclamait de l'argent qu'il n'avait pas gagné, mais une pure faveur, que le roi voulut bien lui accorder à condition qu'il produirait un certificat du trésor comme quoi, depuis sa destitution sous le feu roi jusqu'à sa rentrée à la chambre des comptes, il n'avait effectivement rien touché des gages et profits attachés à l'office de clerc. Nicole Gilles, qui était alors secrétaire des trésoriers de France, donna l'attestation demandée. Il est curieux de voir réunis dans le même acte les noms de ces deux personnages, tous deux fonctionnaires d'un ordre élevé dans l'administration des finances, tous deux littérateurs dans le genre historique. C'est pourquoi je rapporte la teneur de cet écrit, inséré dans l'ordonnance en question :

Je Nicole Gilles, notaire et secrétaire et clerc du trésor du roy nostre sire à Paris, certifie à tous que, depuis le septiesme jour d'octobre 1476 jusques au premier jour d'octobre 1484, lesditz jours excludz, n'a esté fait ou baillé à maistre Jehan Le Clerc, clerc des comptes ordinaire dudit sei-

rice de clerc ordinaire des comptes, que maistre Gîles Courtin et Jean Le Clerc contes-toient. » *Mémorial S*, fol. 123.

1. Bibl. imp., Cabinet des titres.

gneur, aucune lettre de *debentur* dudit trésor, pour estre païé des gaiges et droiz de son dit office de clerc desditz comptes, du temps dessus dit, pour ce que, durant icelluy temps, le roy Loys, que Dieu absoille, l'avoit deschargé et desappointé de son dict office, comme appert par les livres et registres dudit tresor. En tesmoing de ce, j'ay signé ceste présente certification de mon seing manuel, le 17^e jour de juing l'an 1491. Ainsi signé :

GILLES.

J'ai déjà parlé de la réintégration officielle de Jean Le Clerc, qui eut lieu le 16 juin 1496. Elle arriva par vacance d'une place qui n'était pas celle de son compétiteur, sans doute parce qu'on voulut faire cesser le plus tôt possible l'abus consacré par l'appointement de 1484 : autrement il ne serait rentré en possession de son titre qu'en août 1501, car c'est alors seulement que mourut ce compétiteur, qui avait été, comme lui, secrétaire de Louis XI et qui s'appelait Gilles Courtin.

Les derniers faits qui se placent dans la vie de Jean Le Clerc sont, en 1498, un voyage à Montpellier, où son administration l'envoya pour apurer les comptes du Languedoc¹ ; en 1499, une commission qui lui fut décernée en compagnie de quelques autres personnages des comptes pour arbitrer sur un différend survenu entre le contrôleur général des finances et son délégué² ; enfin le remaniement de la Chronique de Louis XI, qui, d'après le passage relatif au divorce de Louis XII, et la souscription finale du Ms. de Clairambault, n'a pu être fait qu'entre les années 1499 et 1502. Or de 1499 à 1502 il survint dans la maison de Dammartin des choses si graves, qu'il est impossible que, d'une manière ou d'une autre, elles n'aient point influé sur ce travail.

Pendant que Louis XII préparait les moyens de faire casser son mariage, il eut avis que Jean de Chabannes gardait des lettres de Louis XI à son père, qui constataient la violence faite à lui Louis XII, n'étant alors que duc d'Orléans, pour épouser la princesse Jeanne de France, contrefaite et malsaine. Il écrivit à Jean de Chabannes pour avoir communication de ces pièces. Jean de Chabannes, marié, comme nous l'avons vu, à Suzanne de

1. Bibl. imp., Cabinet des titres. « Jean Le Clerc, comme auditeur des comptes du roi en Languedoc, signe un mandat sur le grenetier de Pont-S.-Esprit payable à G. Boudillon, pour un voyage de S.-Esprit en ceste ville de Montpellier. » 5 juillet 1498.

2. *Dissertation sur la Chambre des comptes*, par Michel Lechanteur, p. 125.

Bourbon, avait pour son malheur une belle-mère impérieuse, et qui ne manquait aucune occasion de mettre le trouble dans son intérieur. Déjà ils étaient en contestation pour la dot promise à Suzanne de Bourbon, et dont la mère retenait par devers elle le plus qu'elle pouvait. Il ne faut pas oublier que cette difficile personne était fille bâtarde de Louis XI : à ce titre, le divorce du nouveau roi ne lui plaisait pas; elle y voyait un outrage à la mémoire de son père, et un affreux malheur pour une sœur qui était la bonté et la vertu mêmes. Informée que son gendre était requis de livrer les fameuses lettres, elle lui écrivit de n'en rien faire, et que s'il le faisait, il s'en repentirait. Pour lui faire pièce, le comte de Dammartin envoya au roi, sous la même enveloppe, et les lettres qu'il lui demandait, et celle où sa belle-mère lui faisait si bien la leçon. Là-dessus grande colère de madame l'amirale. Elle alla disant partout que son gendre était un faussaire qui avait fabriqué ces lettres pour la perdre et faire le bon serviteur en déshonorant le feu roi. Puis elle feignit de se radoucir, et alla l'été suivant demeurer quelque temps au château de Saint-Fargeau, où sa fille avait coutume de passer la belle saison avec son mari. Ceci se passait en 1499. Soit pendant, soit après cette visite, le comte de Dammartin fut pris un soir de convulsions affreuses. Une grande maladie s'ensuivit, dont il ne releva jamais; car, après avoir languï pendant deux ans, il mourut. Or on prétend qu'avant qu'il rendit l'âme, un de ses domestiques se jeta à ses pieds et lui confessa qu'il l'avait empoisonné, à la suggestion de sa belle-mère. Le moribond aurait pardonné le crime, mais après avoir fait instrumenter par un notaire la déposition de l'assassin¹.

Tel est le conte que l'on faisait au seizième siècle et où il est possible qu'il y ait bien des choses controuvées; mais néanmoins il ne saurait mentir à l'égard de cette longue maladie à laquelle succomba Jean de Chabannes, et l'époque de la rédaction de la Chronique se trouve ainsi cadrer avec celle de la maladie. Jean de Chabannes n'avait plus d'enfant; nul doute que, se sentant mourir, il n'ait voulu, avant de quitter ce monde, préserver de l'oubli la mémoire de son père, dont il prévoyait que personne ne se soucierait plus guère après lui. Pour cela il

1 Mémoire manuscrit sur Antoine et Jean de Chabannes, Bibl. imp., Ms. Béthune 8437.

s'adressa à un ancien familier du comte de Dammartin, dont l'instruction et la part qu'il avait prise aux affaires semblaient lui garantir l'aptitude. Le travail répondit-il à ses vues? put-il seulement lui être soumis? C'est ce qu'il est impossible de dire. Nous n'avons pas la date de son décès; nous savons seulement que sa femme était veuve en 1503; elle pourrait l'avoir été dès 1502, avant que Jean Lebourg eût achevé sa transcription. Il est certain d'autre part que l'ouvrage de Jean Le Clerc porte la marque de la précipitation. Quoique l'on ne s'improvise pas historien à soixante ans passés, beaucoup de traits d'esprit qui distinguent ses annotations, certains passages plus soignés que les autres et où le récit prend un véritable intérêt, donnent à penser qu'il était capable de mieux faire, s'il se fût recueilli davantage; mais l'envie de ce moribond qu'il fallait contenter à toute force l'aura obligé d'aller un train de poste, sans choisir les moments d'une mémoire qui n'était peut-être plus bien présente.

Jean Le Clerc mourut à la fin de 1510, âgé par conséquent de soixante-dix ou soixante-onze ans. Son fils, nommé Jean comme lui, le remplaça le 31 décembre de la même année dans les fonctions de clerc et correcteur des comptes, qu'il conserva jusqu'en 1532.

V.

Extraits du manuscrit.

Les extraits qui suivent se composent uniquement de passages inédits. Il eût été inutile de reproduire ce que Lenglet-Dufresnoy et Tristan Lhermite ont déjà publié; mais lorsque des récits importants ont été par trop abrégés dans le Cabinet de Louis XI, j'ai cru devoir les rendre avec toutes leurs circonstances et dans leur langage original.

Poursuites contre Antoine de Chabannes.

Au mois d'octobre ensuivant (1461), le roy s'en alla au pays de Thouraine, et fist mettre hors de prison du chastau de Loches le duc d'Alençon. Puis se partit de Thouraine et s'en alla en voyage à Saint-

Sauveur de Redon en Bretagne, où le duc le receut grandement. Et, après ce, le roy s'en alla à Bourdeaux, où il traicta le mariage de Magdaleine de France, sa seur, avec Gaston de Foiz, aîné filz du conte de Foiz, prince et héritier présumptif du royaume de Navarre.

Auquel lieu de Bourdeaux se trouva le conte de Dampmartin en ung jour de vendredi aoré¹, et se getta à genoulx devant le roy, en luy suppliant qu'il luy pleust le laisser vivre du sien en son royaume. Et le roi luy comença à dire : « Comment, conte de Dampmartin, vous osez vous trouver devant moy, veu que vous avez eu charge de mon père de prendre mes gens ! » Et le dit conte luy dist : « Sire, sçay mon², car il estoit mon seigneur et maistre. Et prens Dieu à tesmoing se bien et loyaument ne vous ay servy du temps que vous estiez dauphin ; et n'est point encorez ma volenté morte envers vous. » Mais le roy luy fist response de deux choses l'une, c'est assavoir lequel il ay-moit mieulx, justice ou miséricorde ? Et il luy respondit : « Sire, j'ayme mieulx justice³. » Et alors le roy dit : « Je vous bannis de mon royaume. » Et pour s'en aller le roy lui donna douze cens escus, qui luy furent délivrés par les mains de monseigneur de Cominges, qui l'avoit fait entrer en la chambre du roy.

Et après que le dit conte eut ouy la response du roy, il s'en alla ès Allemaignes, où il fut grant espace de temps et jusquez à ce que ung nommé maistre Jehan Vigier, nepveu dudit conte, qui depuis fut évesque de Lavaur par le moyen dudit conte⁴. Et envoya le dit Vigier

1. C'est-à-dire le vendredi saint, 16 avril 1462.

2. Comme on a dit aussi à *savoir mon*; locutions équivalentes à *en vérité*.

3. Cela est rapporté un peu différemment dans l'arrêt de réhabilitation du conte de Dampmartin (13 août 1468) : « Dictus de *Chabannes* certioratus de suo facto... erça nos Burdigale, tunc existentes, se transtulerat, ac postquam apud nos se bene et debite excusaverat de et super eo quod sibi prædictus de Meloduno et alii sui malevoli torcionarie et inique imposuerant, nos, scientes dictam accusationem contra ipsum de *Chabannes*, odio plus quam aliter factam fuisse, sibi tres oblationes fieri feceramus; quarum prima erat, si dictus de *Chabannes* alicubi extra regnum nostrum ire vellet, quod nos de hoc contenti essemus, absque aliter in personam suam attentari faciendo; et secunda ipsarum oblationum existerat, si ipse de *Chabannes* in nostro magno consilio justitiam subire et in ea se ponere vellet, quod ei rationem fieri faceremus, atque in suis justificationibus et defensionibus audiretur; et tertia hujus modi oblationum talis fuerat, quod, si dictus de *Chabannes*, in dicta nostra parlamenti curia venire prædiligebat, nos contenti eramus quod in ea sibi ratio fieret. Quam ultimam oblationem idem de *Chabannes* .. acceptaverat. » Lenglet-Dufresnoy, *Preuves à Commines*, t. II, p. 338.

4. La phrase est ainsi inachevée dans le Ms. On voit, d'après l'arrêt de condamna-

ung sauf-conduit audit conte pour soy venir rendre en la Consiergerie pour estre purifié des charges à lui imposées, à cause qu'il estoit desja cryé à ban par le royaume, à la requeste de ses haigneux et malveil-lans. Et aussi la pluspart de ses amys auxquels il avoit fiance et qui luy pouvoient ayder, luy mandèrent qu'il devoit venir pour soy justifier, et qu'ilz lui ayderoient à soubstenir son bon droit. Lesquelx entendant ¹ le neu de la matière, lui mandoient qu'il n'y avoit point de cas en luy pourquoy il deust mourir, et qu'il ne s'en justifiast bien par bonne justice. Et quant le dit conte sceut les nouvelles, comme soy pensant estre pur et innocent de tous crimes, espérant que justice et raison luy seroit faite, se vint rendre en la Consiergerie du palais à Paris, non obstant que ce fust estre le gré d'aucuns de ses amys, pour ce qu'ils savoient que ses ennemys avoient grant auctorité envers le roy, lesquelx injustement l'avoient accusé.

Et demanda le dit conte, pour commissaire à le mener en la ditte Consiergerie, le lieutenant du bailly de Lyon; ce qui fut fait; et passa par Thoucy ². Auquel lieu il manda à aller vers luy Loys du Solier et Voyau, auxquels il parla de ses affaires, et leur chargea qu'ilz se rendissent le lendemain au giste vers luy, à Saint-Mathurin de Larchant; ce qu'ilz firent.

Tentatives des fils de Jacques Cœur pour faire abolir la condamnation
de leur père ³.

En la ditte année mil IIII^e LXII⁴, le conte de Dampmartin se rendit prisonnier de sa volonté en la Conciergerie du palais à Paris. Et après qu'il eust esté assez longuement, fut mené en la bastide Saint-Anthoine. Et lui estant en icelle, l'archevesque de Bourges, fils de Jacques Cœur, et ses frères, cuidèrent trouver moyen de faire abolir la sentence donnée contre ledit Jacques Cœur, par le roy Charles septiesme tenant son lyt de justice, et son grant conseil. Et de ce faire requièrent lesdits Cœurs monseigneur du Lo, Waste de Montepedon, lors

tien du 20 août 1463, que Jean Vigier assistait Antoine de Chabannes, comme avocat, devant le parlement. Lenglet-Dufresnoy, *ibidem*, p. 332.

1. *Entendoient* dans le Ms.

2. Toucy dans l'Auxerrois, seigneurie que Chabannes avait eue de la confiscation de Jacques Cœur.

3. On se rappellera qu'Antoine de Chabannes fut le plus acharné des persécuteurs de Jacques Cœur, et que la plupart de ses richesses lui venaient de la confiscation de cet illustre financier.

4. Il y a, 1463 par erreur, dans le Ms.

bailly de Rouen, Charles de Meleun, et plusieurs aultres grans personnages ; lesquieulx conspirèrent entre eulx de partir et diviser les biens dudit conte de Dampmartin. Laquelle sentence le roy ne voulut estre abolie, pour ce que justement elle avoit esté donnée contre ledit Cueur ; et aussi que les faitz du roy Charles septiesme, père du roy Loys, avoient esté si bien approuvés par grande et meure délibération de son conseil, où estoient les présidents de Torrette et de Nanterre, et plusieurs autres grans et saiges conseilliers du royaume ; et qu'ilz disoient qu'ilz estoient d'opinion que, par forme de droit, on ne pouroit aller contre ladite sentence ; et encore estoient d'opinion la plus grande partie des plus saiges du royaume, que ledit Jacques Cueur devoit perdre le corps et les biens. Et si remonstrèrent au roy lesditz présidens que s'il abolissoit laditte sentence qui estoit juste et raisonnable, qu'il faudroit que les sentences qui seroient données de là en avant par luy et les autres roys, ses subcesseurs, pourroient estre après leurs descès déclairés de nulle effect et valleur, et que cela touchoit totalement à sa majesté royalle touchant les arrestz qui par son grant conseil pourroient estre donnez contre ceulx qui auroient forfait contre luy.

Et aussi vouloient iceulx Cueurs faire vuyder le fraudeleux appel qu'ilz avoient par avant intergetté pour raison de laditte sentence contre eulx donnée, jaoit ce qu'ilz avoient eu trestous de leur franche volonté ledit arrest pour agréable. Et ce qui les mouvoit ad ce faire estoit pour ce quilz avoient le procès de leur père entre lez mains, duquel ilz avoient osté plusieurs cayers, où estoient les principalles charges qui estoient contre ledit Jacques Cueur. Mais après que le procès eut esté veu, fut trouvé en icelluy aucuns cayers coupés. Et estoit la mynutte en l'ostel de Gueteville, qui avoit esté greffier du grant conseil. En laquelle mynutte y avoit plusieurs choses au désavantage dudit Cueur, qui n'estoient en la grosse de son procès : parquoy ledit procès demoura en l'estat quil estoit. Et en oultre furent trouvées unes lettres que ledit Jacques Cueur escripvoit au roy, luy estant à Rome, par lesquelles il confessoit tous les cas à luy imposés, requérant au roy par icelles lettres quil luy vouldist faire grâce et pardon ; ce qu'il ne voulut accorder, en ensuivant l'opinion de tout son conseil, pour ce qu'il avoit mérité une plus grant pugnition. Mais le roy, de grace espéciale et à la requeste de monseigneur de Bourbon, du conte de Dampmartin et autres seigneurs, donna des biens dudit Jacques Cueur à ses enfans, comme la Chaussée, la maison de Bourges et autres héritaiges.

Information sur le mariage de Lourdin de Saligny ¹.

En la ditte année mil quatre cent soixante-deux, le roy estant à Poitiers, décerna commission à messire Charles de Meleun, bailliy de Sens, pour soy informer se messire Lourdin de Saligny avoit espousé la contesse de Sancerre au lieu de Bonny sur Loyre, et de faire informacion touchant laditte matière. Pour laquelle information furent interrogués certaines personnes cy après nommées :

C'est assavoir Estienne Marrilier, marchant, demourant en la ville de Sancerre, aagé de quatre-vingts ans ou environ, comme sur le contenu des dittes lettres royaulx données à Poitiers le XVII^e jour de décembre l'an mil IIII^e LXII, dist et depposa que cinquante troys avoit ou environ, ès jours des rovaisons qui sont avant l'Ascencion, qu'il fut présent ou chasteau de Sancerre, que feu messire Lourdin de Saligny espousa la contesse dudit lieu, nommée Marguerite, fille du conte Jehan ², et furent bénists par le prestre de Saint-Martin dudit lieu. Et après les dittes espousailles faictes, le duc de Berry ³, le conte Dauphin et ses troys frères, enfans de la dite contesse, allèrent assiéger le dit Lourdin de Saligny qui estoit lors ou dit chasteau dudit Sancerre, pour ce qu'ils disoient qu'il n'estoit pas assez grant personnaige pour avoir une telle contesse; et tellement que icelluy Lourdin de Saligny fut contraint de rendre la ditte place et s'en aller. Lequel depuys entretint par manière de concubinaige, et durant ledit mariaige, Jehanne, fille de messire Blanchet Braeque, lors dame de Chastillon sur Loing ⁴.

Jehan Ysambert, vigneron, Estienne Godin, cordonnier, Jehan Chaurge, tanneur, André Dargent, Estienne Passeron, bouchier, Estienne Visart, notaire, Estienne Pitat, sergent, frère Anthoine, prieur de Saint-Tybault, tous demourans lors audit Sancerre, depposèrent touchant le dit mariaige comme fist le dit Estienne Marrilier; mais ne savoient riens que le dit de Saligny eust entretenu durant le dit ma-

1. Histoire de famille pour les Chabannes, car l'arrière-petit-fils de ce Lourdin de Saligny fut le gendre de Jean, comte de Dammartin, pour qui fut exécuté le Ms. de Clairambault. *Histoire géneal. de la maison de France*, t. VII, p. 141 et 151.

2. Le dernier de la race des comtes de Sancerre, qui descendaient des comtes de Champagne.

3. Oncle du roi Charles VI.

4. De cette union sortit Catherine de Saligny, qui porta dans la maison de Coligny les terres de Saligny, Lamothe-Saint-Jean et Châtillon, et dont le petit-fils, Jacques de Coligny, épousa la fille de Jean de Chabannes.

riaige laditte Jehanne Bracque, excepté ledit Estienne Pitat, qui l'atesta.

Guillaume Perdriau, Guillemette, vefve de Jehan Pommier, messire Pierre Boutonnet et Jehan Hacquineau, tous demourans à Bonny sur Loyre, attestèrent que ou dit temps, et par la dite informacion faite, que ledit Lourdin de Saligny espousa audit lieu laditte Jehanne Bracque, fille dudit messire Blanchet Bracque, chevalier, seigneur dudit Chastillon sur Loing, donc ilz eurent une fille nommée Katherine, qui depuis fut conjointe par loy de mariage au seigneur d'Andelot, non-obstant que vesquit pour lors laditte contesse de Sancerre, première femme dudit Lourdin de Saligny.

Maistre Jean Bourgois ¹ fut commissionné à faire ceste information de par le roy.

Digression sur le mariage de Louis d'Orléans.

En l'année mil quatre cent soixante-trois, à ung mardi, quinzième jour de may, le roy vint et arriva en la ville de Paris, qui venoit de Nogent-le-Roy, où illec la royne s'estoit délivrée d'une fille, laquelle depuis le roy contraignit Loys, duc d'Orléans, à force et soubz le dangier de sa personne, de la prendre par forme de mariage, pour estre sa femme; ce que jamais ne se peult faire pour ce qu'il n'y donna point de consentement. Et en parla le roy à plusieurs notables gens de ceste matière, lesquelz la trouvèrent estrange, pour ce qu'ilz congnoissoient qu'elle n'estoit capable d'avoir lignée. Et n'osoient parler nes ung, pour ce que le roy menassoit que tous ceulx qui voudroient aller au contraire dudit mariage ne seroient point asseurez de leurs vies en ce royaume.

Condamnation d'Antoine de Chabannes.

En laditte année mil quatre cens soixante-trois, vingtiesme jour d'aoust, fut donné certain arrest contre Anthoine de Chabannes, conte de Dampmartin, qui estoit détenu prisonnier en la bastide de Saint-Anthoine ², à la requeste de ses haigneurs et malveillans, par faulx, mauvais et sinistres rappors, donc estoit inventeur principal messire

1. Ce personnage étant bailli de Nemours en 1472, a souscrit l'acte de fondation de la collégiale instituée à Saint-Fargeau par Antoine de Chabannes. *Gallia christiana*, t. XII, pr. col. 205.

2. Erreur; il avait été transféré de la Conciergerie au Louvre. Il fut mis à la Bastille seulement après sa condamnation. Voir l'arrêt de réhabilitation, l. c.

Charles de Meleun avec ses adhérens, vassal dudit conte de Dampmartin à cause de sa terre de Nantouillet, prétendans la confiscation des corps et biens dudit conte.

Lequel arrest fut donné pour ce qu'il fut recellé par ledit de Meleun une depposition d'enqueste faicte en la cité d'Ast par maistre Pierre Doriolle, conseiller de la court de parlement, d'un nommé messire Regnault du Dresnay, chevallier; laquelle depposition signée et scellée dudit conseiller, avoit esté baillée par le roy audit de Meleun pour joindre au procès dudit de Chabannes; ce qu'il ne fist¹; mais par lui veue laditte depposition et enqueste, en laquelle gisoit la purification dudit conte, sollicita à toute dilligence l'expédition dudit arrest sans y joindre la ditte enqueste, pour ce [que], comme dist est, elle parloit au prouffit de la purification dudit conte.

Et après ledit arrest donné audit moys d'aoust mil quatre cent soixante-trois, le roy donna au seigneur du Lau, qui couchoit ordinairement avecques luy, la seigneurie de Blancaffort en Guienne, appartenant audit conte de Dampmartin, et à Waste de Montepedon la baronnie de Rochefort et Aurière en Auvergne, que icelluy conte avoit achetée du sire du Beuil, conte de Sancerre, la somme de dix mille escus. Et aussi fist tant l'archevesque de Bourges², ses frères et alliez, envers le roy, qu'ilz eurent commission pour les mettre en possession des biens de Saint-Fergeau, Saint-Morise et pais de Puisaye³; lesquelles lettres s'adressèrent à monseigneur de Montgascon, qui se transporta audit Saint-Fergeau pour mettre à exécution sa ditte commission. Auquel lieu faisoit sa résidence la contesse de Dampmartin, qui avoit avec elle son fils Jehan de Chabannes, aagé de dix-huit moys ou environ, que le duc Jehan de Bourbon avoit fait tenir en son nom. Et fut contrainte par ledit de Montgascon issir et départir dudit Saint-Fergeau, sans ce qu'il vouldist permettre ne souffrir qu'elle emportast aucune chose de ses biens, non pas tant seulement ung drapeau pour en envelopper son filz. Et luy convint en emprunter à la ville. Et de là s'en alla à Dampmartin où elle trouva ledit de Meleun qui joissoit et possédoit de tous les biens de la conté, sans en vouloir aucune chose bailler pour vivre à la contesse ne à son filz. Et se n'eust esté ung laboureur de la contrée, nommé Anthoine Lefort, qui luy aida à nourrir, elle eust eu beaucoup à souffrir. Et luy tint plusieurs grans rigueurs

1. Ces faits sont rapportés plus au long dans l'arrêt de la réhabilitation d'Antoine de Chabannes, l. c.

2. Jean Cœur, fils aîné de Jacques Cœur.

3. Ces biens étaient de ceux dont leur père avait été spolié.

ledit de Meleun, espérant faire le mariage du filz du conte de Dampmartin, qui n'avoit que deux ans, à la fille dudit de Meleun; mais le conte ne la contesse ne voulurent aucunement entendre, pour ce qu'ilz veoient le mariage non estre sortable, et n'estoit que leur vassal à cause de la terre de Nantouillet, qui est tenue en fief à cause de laditte conté de Dampmartin.

Incidence sur le pape Paul II.

En ce temps et ou dit an (1464), vingt-huitiesme jour du moys d'aoust¹, après le trespas du pape Pius, fut eslu en pape, deuxiesme de ce nom, Paul. Ledit pape approuva la feste de la présentation de la vierge Marie. Il ne donnoit pas de legiers pardons ne aultres choses, disant qu'il valloit mieulx petit donner et bien fermement observer, que d'en baillier si grant multitude. Il fist faire ung grant et sumptueux palais à Saint-Marc qu'il laissa imparfait, car il mourust plus tost qu'il ne cuidoit, et tint la papauté sept ans.

Récit de l'évasion d'Antoine de Chabannes.

En icelle année mil quatre cent soixante-quatre, le quinziésme jour d'octobre, fut pratiqué l'eschappement du conte de Dampmartin, luy estant en la bastide Saint-Anthoine, par le moyen de la contesse sa femme et d'aucuns de ses serviteurs. Et fut ledit conte adverty de l'allée du duc de Berry en Bretagne²; par quoy il envoya querir Guinot Vigier, son nepveu, qui estoit à Dampmartin avec la contesse sa femme. Et après qu'il fut par devers icelluy conte, il [l'] envoya par devers le duc de Nemours, pour savoir amples nouvelles de ce que icelluy conte avoit affaire.

Et en cet instant, qui fut l'an mil quatre cent soixante-quatre, laditte contesse de Dampmartin envoya quesrir le bastard Vigier, frère bastart dudit Guynot, nepveu d'icelluy conte de Dampmartin, et luy dist telles paroles ou semblables : « Bastard, mon amy, je suis esbahye, veu que monseigneur a nourri tant de gens de bien, qu'il n'y a quelque

1. La date du 28 août indique probablement le jour où on eut connaissance en France de la mort du pape Pie II, arrivée le 16 du même mois. L'élection de Paul II est du 30 août.

2. Non pas que la fuite du prince eût déjà été effectuée, elle n'eut lieu qu'au mois de mars 1465; mais on sait que la ligue du Bien public, dont cette fuite fut le signal, fut complotée plusieurs mois avant qu'elle éclatât.

ung qui se essaïast de le getter dehors de la captivité où il est par l'injustice et tort qu'on luy fait, veu que je sçay bien que une femme de Paris a bien trouvé moyen de tyrer hors du Louvre monseigneur de Ponts. » Alors le bastard respondit : « Le Louvre et la bastide, ce sont deux. » Sur quoy elle dist audit bastard : « Si cet homme peult ungne foyz sortir dehors, c'est la ressource de toute sa lignée et des vostres. » Et ledit bastard luy dist : « Mon corps ne mes biens ne seront point espergnez à le mettre hors. » Et exprima lors en son couraige les moyens comment il [l'] en pourroit faire sortir.

Et ce fait, fut conclud par ledit bastard Vigier et Guinot Vigier, après ce qu'il fut retourné de devers le duc de Nemours, et Jehan de Harmes, de trouver les moyens de le bouter dehors, se faire se povoit. Et pour ce faire, le bastard alla en la bastide où estoit ledit conte. Lequel conte mena icelluy bastard en sa chambre; auquel lieu ledit bastard dist à icelluy conte ce que sa femme la contesse luy avoit dit; de quoi il fut bien joieux, disant que c'estoit une bonne femme, mais de luy qu'il n'avoit point d'envye de sortir, pour ce qu'il ne faisoit nulle doubte que le roy ne le fist mettre dehors, à cause qu'il pensoit qu'il ne avoit point mis en oubly les services qu'il avoit faits à feu son père et à luy. Mais par les dessusdits luy furent faictes tant de remonstrances, qu'il se accorda, et leur donna par propices oreilles à entendre touchant son eschappement.

Et alors appella Voyau¹ et le mena sur le hault des murs de la bastide, et là estant, en parlant de plusieurs moyens par lesquieulx il pourroit sortir, sy fut dit par Voyau audit conte les oppinions qu'avoient délibéré ung chacun de ses secrétaires, touchant sa sortie; mais l'oppinion dudit bastard et de Harmes estoit qu'il failloit avoir des ly-mes sourdes pour lymer cinq ou six barreaux du treilliz de fer d'une fenestre. Et eulx estans en ce propos, Voyau regarda à la main destre ung huys ouvert ou plus hault estaige de la bastide, et entra dedans pour regarder une grant fenestre où il n'y avoit ne fer ne bois, qui estoit toute ouverte, laquelle il monstra au conte en luy distant : « Monseigneur, Dieu est pour vous. » Et après cela descendirent et s'en allèrent en la basse court, où ils demandèrent à ceulx de la maison une ligne pour peschier ès fossez de laditte bastide; et avoit ledit Voyau du plomb et

1. Voyau d'Imonville, écuyer, l'un des rares serviteurs qui étaient restés fidèles au comte de Dammartin. Il alla, au péril de sa vie, sonder les dispositions des favoris de Louis XI à l'endroit de son maître, lorsque le nouveau roi vint de Brabant en France en 1461. Voir l'extrait du Ms. de Clairambault publié par Lenglet-Dufresnoy, *Commines*, t. II, p. 312.

ung bout de chandelle; et affin qu'on ne s'en apperceust de ce qu'ilz vouloyent faire, le conte demanda du fourmage, faignant de vouloir prandre du poisson. Et quant ilz furent en la fenestre sur le bort du fossé, le conte dit à Voyau qu'il ne craingnoit qu'ung paillardéau de la bastide, lequel il fit appeler, et affin qu'il ne se doubast de leur fait, l'envoya à Saincte-Genevieve dire au prieur qu'il luy prioit qu'il luy envoyast sa Bible pour lire.

Et cependant que icelluy serviteur estoit allé querir icelle Bible, ilz mesurèrent quelle haulteur il y avoit de la fenestre jusques au fons des fossez de la bastide; et quant ils eurent prins la mesure, ledit conte envoya querir ledit bastard Vigier, lequel estoit prévost du Thour en Champagne, et lui demanda son oppinion comment ils porroient sortir. A quoy il fist responce que ce seroit en plain mydi s'il vouloit. Et le conte lui demanda : « Bastard, comment se pourroit-il faire ? » A quoy il luy respondit : « Monseigneur, vous estes bien servy et traicté du cappitaine, car il laisse aller et venir tous ceulx qu'il vous plaist, sans aulcune chose leur demander; et si y a des gens de Lymosin en ceste ville, que je congnois bien, qui nous feront du service; et Jean de Harmes et moy turons bien le portier et sa femme et d'autres qui nous pourroient nuyre; et ce fait monterons à cheval et nous en yrons. » Lequel conte dist qu'il ne se consentiroit jamais à faire ledit murtre, car en Dieu gisoit tout son espérance, et que, en ce faisant, le mettroit contre luy; et aussi qu'il n'avoit pas ung blanc pour achepter des chevaux, si non troys escus qu'il bailla audit bastard Vigier pour acheter ung cheval. Et alors ledit bastard luy commença à dire qu'il auroit encorez cent escus à son commandement, de quoy il le remercia. Il fut conclud entre eulx qu'il s'en yroit à Reins, près dudit Thour, pour faire faire un cordaige nécessaire pour laditte yssue; ce que fist ledit bastard.

Et ledit cordaige fait, où il y avoit trente-trois toises, l'apporta à Dampmartin, et le fist savoir au conte, lequel luy manda qu'il luy apportast; ce qu'il fist. Et l'avoit icelluy Bastard envelopé tout autour de son corps desoubz sa chemise, avecquez ung chevreil et six congnins¹, pour doubte que on se apperceust de rien. Et lequel cordaige fut caché soubz une grant pierre dessoubz des retraictz, et y fut l'espace de certain temps, durant lequel temps furent prinses diverses opinions entre Guinot Vigier et le bastard et Jehan de Harmes. Mais leur conclusion fut par eulx arrestée que le conte sortiroit par laditte

1. Un chevreuil et six lapins.

fenestre qu'ilz avoient trouvée, au moyen dudit cordaige. Et aussi fut par eulx advisé que ledit Guynot iroit en court pour savoir des nouvelles ; ce qu'il fist. Et lui bailla le dit bastard vingt-huit escus pour faire ses despens. Et en chemin trouva ung gentilhomme nommé Guyot Duchesnoy, maistre d'ostel de monseigneur le duc de Berry, qui depuis fut au roy, qui luy demanda des nouvelles ; et luy conta son cas. Lequel Duchesnoy dist audit bastard qu'il s'en retournast, et qu'il dist au conte qu'il sortist de ladite bastide si faire se povoit, pour ce que le roy envoioit à Paris Charles de Meleun, annemy cappital dudit conte, pour luy faire injustement trancher la teste, pour ce que ledit de Meleun ne mettoit point de différence entre les justes et les criminaulx ; et aussi que le duc de Berry mandoit au conte qu'il avoit espérance de soy trouver bien bref devant Paris à toute une grant puissance de gens ; et que alors il mettroit peine de faire raison et justice à tous les bons serviteurs de son feu père.

Et les dittes nouvelles sceues par ledit Guinot Vigier, fist diligence de s'en retourner devers ledit conte de Dampmartin ; et quant il y fut arrivé, fut ordonné par ledit conte que ledit Guinot Vigier et le bastard iroient à Dampmartin, où ilz trouveroient ledit Voyau, pour adviser ensemble entre eux à quel jour ilz pourroient faire sortir ledit conte de la bastide, ce qu'ilz firent ; et aussi quel chemin le conte et eulx tiendroient après ladicte sortie. Mais les ungs estoient d'opinion qu'il s'en devoit tirer en Flandres, et les autres en Bourgoigne. Par quoy ledit conte fist ung mémoire signé de sa main, pour savoir l'opinion dudit Voyau, quel chemin il auroit à tenir. Lequel Voyau fut d'opinion d'aller passer au pont de Charenton, en disant que quant ils auroient passé ledit pont, qu'ils ne craindroient plus personne.

Et après s'en viendrent lesditz bastard et Voyau à Paris, sans ce que personne en sceust riens, et se logèrent auprès de Saint-Anthoine, en la rue de la bastide. Et ainsi qu'ilz entrèrent en ladicte ville, survint une neige si espesse qu'on ne congnoissoit pas l'un l'autre. Et en allant par eulx en leurs logys, trouvèrent le lieutenant du cappitaine de la ditte bastide, lequel ne les congnut point ; donc ilz furent bien joieux, et disoient que c'estoit chose miraculeuse.

Et le jeudi, douziesme jour de mars mil quatre cent soixante-quatre¹, s'en allèrent les dessus ditz par devers ledit conte en ladicte bastide, et parlerent à luy. Et ce fait, vint ledit bastard en la ville, qui acheta ung cheval pour ledit conte, qui estoit de poil bayard, très-bon, mais

1. C'est-à-dire 1465, selon le comput actuel.

il alloit dur ; et ung autre pour Jehan de Harmes, qui estoit varlet de chambre dudit conte. Et fist faire pour ledit conte des chausses fourrées, une jaquette fourrée et des houzeaulx fourrez, pour ce qu'il avoit jà longtemps qu'il n'avoit monté à cheval. Et conclurent [quant] le jour de laditte sortie se feroit, qui devoit estre le samedi ensieuvant, veille des brandons. Et pour ce faire furent entrepris par lesditz Guinot, bastard et Voyau plusieurs conclusions et signés, lesquelz ils devoient baillier audit conte et ledit conte à eulx ; et aussi que ledit Voyau iroit avec le bastard au pont de Charenton, pour savoir comment ilz pourroient avoir passaige. Et s'en allèrent loger pour yssir hors de Paris aux forsbourz de la porte Saint-Denis, à l'Escu de France. Duquel logis se partirent lesditz bastard et Voyau avec ung page nommé Guyot Aquest, et s'en allèrent audit pont de Charenton. Auquel lieu ne trouvèrent en leurs logeis que une jeune femme à laquelle ilz demandèrent où estoit l'oste, qui leur respondit que la nuyt passée leur varlet les avoit desrobés, et son mary estoit allé après, et ne savoit où ; toutefois luy firent aprestre à disner.

Et durant le temps que l'ostesse appaillaudit ledit disner, fut regardé entre ledit bastard et Voyau ce qui estoit à faire entre eulx, et conclurent que ledit bastard s'en retourneroit aux forsbourz dudit Saint-Denis, et ledit Voyau demourroit audit pont. Et dist audit bastard qu'après ce qu'il auroit trouvé les moyens de l'ouverture dudit pont et fait ses diligences, qu'il s'en iroit après luy ausdits forsbourz de Saint-Denis.

Alors ledit bastard s'en alla et ledit Voyau demoura, qui besoigna si bien que toute là nuyt ledit pont de Charenton fut ouvert. Et laissa icelluy Voyau audit Charenton ledit Guyot Aquest, qui estoit page dudit Guyot ; et dist à laditte hostesse que certains commissaires devoient venir et qu'elle gardast bien ledit page de dormir, affin que à l'eure que lesdits commissaires passeroient par là, que ledit page feust prest de monter à cheval. Et ce fait, ledit Voyau s'en alla ausdits forsbourz Saint-Denis, où il trouva le bastard qui l'atendoit pour faire faire et mener à bonne fin leurs entreprises. Et conclurent audit logis qu'il estoit temps de besongner pour parfaire et mener affin leur ditte entreprise, et se partirent dudit logis, requérans à leur hoste qu'il leur monstrast le chemin pour aller à Louvres en Paris ; ce qu'il fist volontiers.

Et après qu'il fut parti de leur avoir montré ledit chemin, iceulx tournèrent tout court par desoubz Montfaucon, et allèrent jusques à Saint-Anthoine des Champs et jusques à ung lieu où l'on mettoit les

ordures de la ville de Paris. Auquel lieu il y avoit ung grant fossé où ledit Guinot, bastard et Voyau laissèrent leurs chevaulx, et s'en allèrent à la porte Saint-Anthoine près les fossez de laditte bastide, et furent une espace de temps couchés sur le bort desditz fossez, regardans droit à la fenestre par où le conte devoit sortir, pour veoir s'ilz veroient point de la clarté. Et ne furent guerez là, que Jehan de Harmes qui estoit natif de Beauvoys, qui estoit bon, hardi homme d'armes, autant que nul pour ce temps se peust trouver, lequel ouvrit une grant voerrière. Et lesditz bastard et Voyau se levèrent lors debout ou milieu du chemin, affin que ledit Jehan de Harmes les peult veoir et appercevoir; ce qu'il fist. Et après ce, referma laditte voerrière, et ne demoura guères après qu'il ne rouvrist laditte fenestre de rechief, et fist le signe qui estoit conclud entre eulx; et incontinant qu'ilz appareurent ledit signe, icelluy Jehan de Harmes referma laditte fenestre; et ledit bastard et Voyau s'en allèrent à l'entour de la bastide. Auquel bastard Voyau demanda s'il avoit point pourveu d'une sentyne¹; et il fist response que non. Et eulx estans sur les fossés virent une sentyne qui estoit de l'autre costé des fossez de laditte ville, enchainée et fermée d'une serreure lyée à ung gros pyeu.

Et durant lequel temps il neigeoit, gresloit et faisoit grant froit; et nonobstant ledit Voyau se despouilla tout nud et se getta dedans lesdits fossez pour recouvrer laditte sentyne, et tellement fist hocher et branler ledit pieu, qu'il l'arracha; et luy estant près d'avoir icelle sentyne, survint quelque ung des serviteurs du chasteau à une voirrière du portail de la bastide pour puyser de l'eau; donc ledit Voyau eut grant paour, pour ce qu'il faisoit cler de lune, et se cacha dessoubz le bout de laditte sentyne, affin qu'on ne le peust appercevoir.

Et tantost après que laditte voirrière fut fermée, Voyau poussa devant lui la sentyne jusques à l'eau vive, tant qu'il ne pavoit plus prandre fons, parquoy il se getta sur le bort de laditte sentyne, et fist tant qu'il passa icelle du costé où estoit ledit bastard Vigier, qui se mist dedans icelle sentyne avec les habillemens dudit Voyau qui se rabilla; et avoient deux grandes javelines dedans laditte sentyne, et menèrent icelle dedans les fossez de laditte bastide par une brèche par où l'eau des fossez de la ville entroit dedans ceulx de la bastide. Et après ce, menèrent laditte sentyne dessoubz le pont de la basse-court, où il se tindrent ung peu de temps jusques ad ce que ledit de Harmes ouvrist

1. Un bateau.

la fenestre (qui estoit la troisieme foy), et regarda en bas et les vit.

Et tantost après ledit de Harmes getta une grant corde par laditte fenestre, donc l'un des boutz tumba en la sentyne qui estoit au pied de la tour. Et ce faisant, ledit bastard et Voyau se recommandèrent de bon cuer à monseigneur saint Nicolas; et la corde gettée, ledit conte descendit par laditte corde ayant ung baston entre ses jambes; et si tost qu'il fut descendu en la sentyne, ledit de Harmes getta par laditte fenestre ung paquet d'habillements dedans laditte sentyne, et puis après descendit par autres cordes que icelluy de Harmes avoit fait des couvertures et draps de lyt où couchoit ledit conte; et eulx descenduz, s'en allèrent tous dehors par laditte sentyne jusques là où estoit Guynot Vigier, assés près, qui gardoit les chevaulx. Lequel conte arrivé, ledit Guyot et autres firent dilligence de monter à cheval et s'en allèrent droit au pont de Charenton, où Voyau trouva ledit page qu'il y avoit laissé, et demanda sa boete à l'ostesse, et passèrent par ledit pont, qu'ils trouvèrent tout ouvert.

Et aussi, avant que ledit Voyau partist dudit pont de Charenton, il avoit tant fait que le musnier dudit pont luy avoit promis passer la rivière de Seyne. Auquel lieu ledit conte alla, mais il ne sceut pas trouver ledit musnier, et estoit en sa loge endormy de l'autre part de la rivière. Et quant ilz virent qu'ilz ne povoient eschapper en cette manière, ilz menèrent avec eulx le filz du musnier, qui par deux foyz appella sondit père; mais ledit conte le fist cesser en luy disant qu'il les menast jusqu'à Corbeil, et luy donnèrent de l'argent; ce que fist ledit filz. Et tant chevauchèrent qu'ilz approchèrent dudit Corbeil, parquoy renvoierent ledit guide, en luy disant par ledit conte que, s'il trouvoit aucuns chevaucheurs ou autres qui luy demandassent s'il avoit personne veu, qu'il dist que non; ce que le filz dudit musnier leur promist faire.

Et ledit conte et sa compaignye arrivez ès forsbourgs dudit Corbeil, du costé du chastel, trouvèrent les portes closes; mais si bien leur advint, qu'ilz trouvèrent ung jeune clerc qui alloit à matines, qui estoit à la porte, auquel ilz demandèrent si les portes ouvreroient bien tost; et en ce disant, le clerc regarda à icelle porte s'elle estoit fermée à clef, et trouva que non; par quoy ouvrit la porte, et ce fait, passa ledit conte et ses gens parmy la ville jusques à l'autre porte, laquelle ilz trouvèrent fermée. Et à ceste cause descendit ledit Voyau et alla à celluy qui avoit les clefs, et luy dist que c'estoit mal fait à luy qu'il n'avoit plus matin ouvert lesditez portes. Toutefois ledit Voyau luy

donna six blancs, et incontinant il alla ouvrir laditte porte. Et eulx issuz de la ville, tirèrent leur chemin, et allèrent passer pardevant la maladerie dudit Corbeil; et auprès d'icelle maladerie avoit une croix devant laquelle le conte descendit, et luy descendu se myst à deux genoulx devant icelle croix et fist grant révérence et honneur à laditte croix, rendant grâces à Dieu et à sa benoïste mère de sa délivrance. Et ce fait, remonta à cheval avec sa ditte compagnie, c'est assavoir luy, Guynot Vigier, le bastard Vigier, Voyau d'Ymonville, Le Goujat, Guiot Acquest et Jehan de Harmes, qui estoit en somme sept chevaulx, et s'en allèrent disner au Vaudoué¹. Et sur le chemin ledit conte se resjouissoit et chantoit à haulte voix, de grant joye qu'il avoit, ensemble tous ceulx de sa compaignye.

Et après qu'il eut repeu legièrement audit Vaudoué, conclurent ensemble d'eux détracquer et départir par divers chemins, pour eulx rendre tous auprès de Nemours, et illec attendre l'un l'autre; ce qu'ilz firent. Et illec trouvèrent ledit conte qui s'en alla avec sa dite compaignie au giste à Ferrières², où ledit conte fut congru. Auquel lieu de Ferrières il reposa bien peu, et donna cent soubz pour faire recouvrir Notre-Dame de Bethlehem; et dès deux heures après mynuyt ou plus tost, se partit et sa compaignie, et s'en alla à Bonny sur Loyre, distant dudit Ferrières de quinze lieues ou plus. Auquel lieu de Bonny semblablement furent congruez, et leur fist on bonne chiere.

Et après laditte repeue faite, ledit conte de Dampmartin passa la rivière de Loyre audit Bonny, et s'en allèrent au giste à Lezé³. Auquel lieu de Lezé ledit conte trouva ceulx qui s'ensuyt: c'est assavoir, ung nommé Grant Jehan Tavernat, jeune homme qui portoit des lettres du duc de Bourgoigne au duc de Berry; ung nommé Pierre Pastron, qui portoit lettres du conte d'Armignac au conte de Charroloys; ung nommé Anthoine de Jantes, qui portoit lettres de monseigneur du Mayne à monseigneur de Nemours; ung nommé Nicolas Boucher, natif de Bretagne, au conte de Charroloys; ung nommé Martin Bénédicté, qui portoit lettres de la contesse de Dampmartin audit conte, pour ce qu'il le cuidoit trouver en la bastide à Paris, qui fut la cause pour quoy il alloit après, et aussi que par plusieurs autres foys il luy avoit porté des lettres touchant son empeschement; ung nommé Durant Mavieulx, qui portoit lettres de monseigneur d'Alembret au conte de Charroloys;

1. Le Vaudoué, aujourd'hui dans l'arrondissement de Fontainebleau.

2. Près de Montargis.

3. Corrigez *Léré*, qui est la première ville du Berry, quand on a passé la Loire à Bonny.

ung nommé Carbonnel, qui portoit lettres du duc de Berry au conte de Charroloys¹. Desquels dessusditz Pierre Pastron, Nicolas Boucher, Durant Mavieulx et Carbonnel, qui portoiēt lettres audit conte de Charroloys, furent envoïées lesdittes lettres pour ledit conte² par un cordelier auquel il bailla de l'argent pour ce faire, et se servit d'eulx en son affaire; et des autres, qui portoiēt lettres aux autres seigneurs, furent envoïées par ung autre cordelier à qui ledit conte pareillement bailla de l'argent³. Tous lesquelz dessus ditz nommez furent fort joyeux d'avoir trouvé ledit conte pour ce qu'il tenoit le party du duc de Berry, et le servirent en son affaire.

Et scey ces choses estre vrayes pour ce que, quant le conte de Dampmartin fut retourné en la bonne grace du roy, il en fut assermenté, et estoye présent quant il nomma au roy les dessus ditz qui lui avoient fait service après son eschappement.

Vengeance du conte de Dammartin contre la famille Cœur.

Et duquel lieu de Lezé ledit conte de Dampmartin s'enpartit au matin dès deux heures, et fist chevaucher devant, pour descouvrir le pais, ung page assez entendu pour aller à Sancerre savoir des nouvelles, pour ce que [la ditte ville estoit à] monseigneur Du Beuil, chevalier très-virtueux de bonne renommée, conte dudit Sancerre, qui estoit amy du conte de Dampmartin, et estoit homme de bon renom. Ce nonobstant le roy luy avoit osté l'office d'amiral de France, pour le donner au seigneur de Montauban; donc ledit conte Du Beuil estoit très-mal content; et à ceste cause tenoit laditte ville de Sancerre le parti du duc de Berry.

Et ledit conte estant audit Sancerre, dist audit Voyau qu'il allast jusques aux barrières de la ville pour parler à un nommé Thibergault, alors gouverneur de laditte conté, pour ce que ledit conte le congnoissoit; et à l'eure n'y trouva ledit Thibergault; parquoy ledit Voyau, voyant qu'il ne trouvoit point ce qu'il sarchoit, requis à plusieurs gens de bien estans à la porte dudit Sancerre qu'on luy dist nouvelles dudit seigneur du Beuil, conte dudit Sancerre. A laquelle porte estoit ung nommé maistre Jehan Girard, lequel sortist de ladite ville et alla

1. Tous ces personnages étaient les commissionnaires des conspirateurs du Bien public.

2. C'est-à-dire Antoine de Chabannes.

3. J'ai corrigé cette phrase inintelligible dans le Ms. en substituant *desquels* à *lesquels* dans le premier membre, et *des autres* à *les autres* dans le second.

avec ledit Voyau jusques à la maladerie de Sancerre où estoit ledit conte de Dampmartin, et lequel conte dist audit Girard qu'il lui prioit qu'il retornast en la ville et qu'il luy fist venir Thibergault, s'il le veoit; ce qu'il fist.

Et eulx estans à laditte maladerie et ainsy qu'ilz parloient ensemble, virent venir ung chevaucheur, bien monté sur ung cheval de poil gris; auquel fut demandé par ledit Voyau donc il venoit; et il luy respondit qu'il venoit de Montargis. Et ledit conte estant assés loing de ses dits gens, dist à iceulx : « Sachiez donc il vient. » Et il respondit audit Guy-not Acquest qu'il venoit de Gyen, puis dist qu'il venoit de Saint-Fergeau. Donc ledit Voyau luy dist qu'il estoit contraire en ses parolles; parquoy ledit conte voyant sa variation, comme se congnoissoit en plus grant matière que icelle, s'aproucha dudit homme et luy demanda à qui il estoit. Lequel luy respondit qu'il estoit à l'archevesque de Bourges. Et devés savoir que à ceste cause ledit conte, rempli de ire et de mautallent, donna des esperons à son cheval et ala contre ledit homme, et tellement le heurta que il le tumba par terre. Et icelluy tumbé, ledit bastard descendit et print la boete qui estoit à l'arçon de sa selle, et icelle bailla audit conte, qui en fist ouverture. Et ce pendant icelluy bastard releva icelluy homme tumbé, et en le relevant mist sa main en sa bource, en laquelle trouva deux pièces d'or et ung signet pesant quatre escus ou environ.

En faisant lesquelles chosez par ledit bastard, ledit homme tumbé le regardoit¹ piteusement; parquoy ledit Voyau lui demanda qui le mouvoit à faire si mauvaise chère. Lequel respondit que c'estoit pour ce que ledit bastard luy avoit osté deux pièces d'or ensemble ung signet d'or qu'il avoit en sa bource, donc il signoit en la court de l'official dudit Bourges. Icelluy serviteur dist et déclaira que par l'ordonnance dudit archevesque il avoit esté à Saint-Fergeau, devers Geuffroy Cueur, qui estoit audit lieu, pour lui nottifier et dire qu'il gardast bien la place dudit Saint-Fergeau, pour celle émocion qui estoit esmeue par le duc de Berry et les seigneurs de France contre le roy; et que, pour quelque rescription qui faicte luy fust, il ne mist personne en ladicte place, ne ne saillist d'icelle, sinon qu'il veist le signet d'or de son frère l'archevesque, qui estoit le signet que ledit bastard lui avoit osté. Et ce fait, après plusieurs autres parolles, ledit conte, ses gens et le serviteur dudit archevesque allèrent disner en la ville dudit Sancerre.

1. *Regardant* dans le Ms.

Et après le disner demanda à ceulx de laditte ville qu'on luy baillast quelques gens pour l'accompagner. Au moyen de quoy ceulx de laditte ville luy baillèrent deux francs archiers, dont l'un avoit nom Christophe Barbarin, desquelz il fut receu à bonne chère; et s'en partit ledit conte dudit Sancerre, et avec luy mena ledit maistre Jehan Girard, les dessus ditz qu'il avoit trouvez audit Liroye¹, et passa par le pont Saint-Tybault et par les faulxbours de la ville de Cosne². Auquel lieu il trouva trois archiers qui estoient à messire Philebert de Thorey; et s'en alla jusques auprès dudit Saint-Fergeau, auquel lieu fist troys ambusches.

Et ce fait, icelluy conte descendit en l'ostel d'un nommé Bichereau, près dudit Saint-Fergeau, et mena avec luy ledit serviteur, et luy fist escrire des lettres adressans à Geuffroy Cueur, qui furent baillées à l'un des ditz francs archiers, avec le plaquet dudit archevesque.

Lesquellez lettres receues par ledit Geuffroy Cueur, avec ledit plaquet, incontinant follement issit hors de laditte place de Saint-Fergeau avecques ung nommé Bernard, son maistre d'ostel, et ung nommé Dimenche Brimon, son serviteur, et allèrent jusques à la croix de Vauvert. A laquelle croix ledit Bernard alla devant, vers la maison dudit Bichereau, et ledit Dimenche vers le boulin. Et en aprouchant par ledit Bernard à l'ostel dudit Bichereau, dès ce que le dit conte les vit, il n'eut aucune passience qu'il ne suyvist ledit Bernard vigoureusement jusques ad ce qui l'eust atteint. En laquelle atteinte luy donna plusieurs coups d'espée, et fut chassé jusques à laditte croix de Vauvert.

Et en ce faisant, ledit conte vit traverser ledit Voyau du Beau-Chesne, lequel lieu est constitué en Puisaye. Auquel Voyau ledit conte demanda donc il venoit; lequel luy respondit qui venoit de là où il l'avoit envoyé. Et ledit conte luy dist: « Nous avons perdu nostre homme, » et ledit Voyau respondit: « Vous n'avez rien perdu; regardés derrière vous, vous verrés qu'on le vous amène. » Et ledit conte luy demanda s'il savoit bien ce que c'estoit; il luy respondit que oy.

Alors ledit conte ne bougea et attendit ledit Geuffroy Cueur à laditte Croix, et sitost que ledit Cueur congnut ledit conte de Dampmartin, requist à ceulx qui le menoient qu'ilz le laissassent descendre; ce qu'ilz firent. Et quant ledit Geuffroy Ceurs'aproucha dudit conte, se mist à deux genoulx devant luy, luy requérant mercy. Lequel conte icelluy releva

1. C'est toujours Léré.

2. Rosne dans le Ms.

et le print par dessoubz les bras, et luy dist : « N'alez peur ; » et le mena à pied jusques à la porte de la ville dudit Saint-Fergeau, laquelle ilz trouvèrent fermée. Et estoit sus le portal de laditte porte, la femme de Jehan Cueur-de-Roy, natif de Bretagne, boulengier, messire Jehan Marchaiz prestre, et Jehan le Fèvre. Laquelle femme congnut ledit conte à son parler ; pourquoy elle descendit en bas et ouvrit la porte. Et ledit des Marchaiz et Fèvre s'en fouyrent, voyant ledit conte ; et laditte porte ouverte, entra dedans laditte ville, menant toujours ledit Cueur, et alla jusquez à la porte du chastel de Saint-Fergeau avec ses gens. Et eulx estans devant la porte dudit chastel, ledit Voyau vit Estienne Dassigny qui avoit ouvert une des voirières du portal dudit chastel ; et derrière icelluy Dassigny avoit deux ou troys grosses arbalestes benidées ; pour laquelle cause ledit Voyau se couvrit de son cheval et dist audit conte qu'il se couvrist dudit Cueur ; ce qu'il fist ; et dist à icelluy Cueur : « Faictes bien tost ouvrir la porte, ou, par la Vierge Marie, je vous feray pendre à ceste barrière. » Et incontinent ledit Geuffroy Cueur crya à ses gens : « Ouvrez la porte, car il n'est pas temps de fermer l'estable quant les chevaulx sont perduz. »

En laquelle place ledit conte entra, et n'y avoit aucuns biens meubles, synon ung pou de vins venuz du cru de Perreuse, dont ledit conte avoit fait planter la vigne. Et le reste des autrez biens ledit Cueur, peu de temps avant, avoit fait mener audit Bourges.

Et ce fait, bailla ledit conte son prisonnier en garde à Guynot Vigier, et puis, sur la nuyt, ledit Voyau s'en alla en laditte ville par devers ung nommé Thienon Gillet qui avoit en garde les clefs de laditte ville, et luy ordona fermer les portes de laditte ville et mettre guect et garde sur les murailles d'icelle, et print les clefs et les apporta audit chastel. Et en soy départant dudit Gillet, icelluy dist audit Voyau que, se ledit conte de Dampmartin estoit dilligent, il recouvreroit bien Saint-Morice¹. Lequel Voyau s'en alla audit chastel, et trouva ledit conte qui luy demanda donc il venoit ; lequel Voyau luy dist qu'il venoit de querir les clefs de la ville et qu'il avoit sceu de bonnes nouvelles, qui estoient tellez que, si ledit conte faisoit diligence, il recouvreroit Saint-Morice, pour ce que audit lieu n'y avoit que ung nommé le Carme et le prier de Plumarché², « et n'avés que à prandre Geuffroy Cueur, le mettre sur une mulle et le mener. » Ce qu'il pleut audit conte ; et ordonna à icelluy Voyau soy lever dès deux heures après mynuyt, et

1. Saint-Maurice-sur-Tholon, aujourd'hui dans le département de l'Yonne.

2. Nom défiguré par l'écrivain du Ms. On lit plus loin *Planmarché*.

aussi ordonna audit Jehan de Harmes qu'il allast parler à luy ; ce qu'il fist ; et luy ordonna qu'il allast dire audit Guynot qu'il ne fust endormy, et qu'il fust prest à deux heures après mynuyt avec son prisonnier. Lequel Guynot en obtempérant audit conte fut prest, ensemble sondit prisonnier, à ladite heure, et aussi la mulle et chevaulx. Et monterent à cheval et s'en allèrent audit Saint-Morise. Et du lieu de Fontaine, ledit conte envoya Jehan de Harmes devant jusques à Saint-Morise et luy dist qu'il chevauchast fort, car ceulx dudit lieu congnoistroient son cheval ; parquoy incontinant sans difficulté le mettroient dedanz, pour l'amitié qu'ilz lui portoient à cause qu'il les avoit tousjours bien traictés ; ce qu'il fist. Ledit Voyau et luy estant près dudit Saint-Morise, son cheval commença fort à cryer, parquoy le guet qui estoit sus le portail de la bassecourt vit icelluy Voyau et le congneut, et tantost descendit en bas et ouvrit la porte, en disant par eulx que ledit conte venoit après.

Lesquelles portes ouvertes, il entra dedans ladicte basse-court où il ne trouva à qui parler, et s'en alla à la porte du chasteau, laquelle il vit ouverte, et estoit à chacun des costés ledit Carme et le prieur de Planmarché. Lequel Carme ledit Voyau print par les cheveulx et le tint jusques ad ce que ledit conte et ses gens fussent venuz dedans ledit chasteau, auquel lieu ledit conte fit bonne chère toute la journée.

Et le lendemain ledit conte de Dampmartin s'en retourna à Saint-Fergeau et laissa ledit prisonnier en garde au dit bastard Vigier, ensemble la place dudit Saint-Morise. Et dudit Saint-Fergeau ledit conte s'en alla à Moulins en Bourbonnoys ; et lui estant audit lieu, manda ausdiz Guynot, bastard et Voyau, qu'ilz luy menassent ledit prisonnier jusquez oultre la rivière de Loyre ; ce qu'ilz firent. Et passèrent entre Cosne et la rivière de Loyre. Et ainsi qu'ilz passoient, avoit à Cosne des francs archiers qui saillirent sur eulx, et ledit Voyau, Jehan de Harmes et autres chargèrent sus lesdits francs archiers et passèrent pardessus la rivière, et enmenoient ledit Geuffroy Cueur au port Saint-Thybault, et Guynot le bastard, Jehan de Harmes et autres de leur compaignye portoient le faiz et recueillirent lesditz francs archiers, tant qu'ilz arrivèrent audit port et se saulvèrent. Et quant ilz furent tous passez, ilz chargèrent ledit Geuffroy Cueur et l'enmenoient une partie de la nuit à Montigny ¹, en l'ostel de Jean de la Granche, ancien annemy dudit conte.

Et le lendemain au matin, quant ilz furent partis dudit Montigny,

1. Aujourd'hui dans l'arrondissement de Sancerre.

rencontrèrent plusieurs gentilzhommes de la maison de monseigneur de Bourbon qui venoient querir ledit Geuffroy Cueur, pour ce que ledit conte de Dampmartin les en avoit advertiz qu'ilz se trouvassent audit lieu, et le menèrent à Hesnay-le-Château¹, et de là s'en retournèrent à Moulins, et laissèrent ledit Cueur en garde à Patris Foucart, Escossoys, qui estoit pour lors cappitaine dudit Hesnay, jusquez ad ce que aultrement monseigneur de Bourbon et ledit conte de Dampmartin en eussent ordonné. Lequel monseigneur de Bourbon et le conte de Dampmartin depuis baillèrent ledit Cueur à Jehan de Ferrières l'aisné, qui pour lors estoit bailly de Beaujoletz, qui le tint une espace de temps audit Hesnay, tant que ledit Geuffroy Cueur eschappa, et ne scet-on comment, sinon qu'il fut grant bruit que ledit Ferrières en avoit eu de l'argent, tellement qu'il en fut noté, et en dyminua grandement de son honneur.

1. On écrit aujourd'hui *Aisnay*. C'est un bourg de l'arrondissement de Montluçon (Allier).

(La suite des Extraits à une autre livraison.)

J. QUICHERAT.

BIBLIOGRAPHIE.

HISTOIRE de la conquête de la Normandie par Philippe-Auguste, en 1204; par A. Poignant. Paris, Sagnier et Bray. 1854, in-8° de 230 p.

« Retracer les vicissitudes de la lutte qui, dans les premières années du treizième siècle, a eu lieu entre la France et l'Angleterre pour la possession de la Normandie, et étudier comment s'est opérée la réunion définitive de cette belle et riche province à la France, » tel est l'objet de l'ouvrage de M. Poignant. Sans aucune prétention scientifique, l'auteur a raconté d'une manière élégante et facile les principaux événements qui firent rentrer la Normandie dans le domaine des rois de France. Pour découvrir la vérité, il a, en juge impartial, consulté les auteurs originaux et contrôlé les uns par les autres les témoignages des historiens français et des historiens anglais.

Ces mérites reconnus, nous ne pouvons dissimuler les taches qui déparent l'*Histoire de la conquête de la Normandie*. L'auteur s'est privé de ressources bien précieuses en ne mettant pas à contribution les documents diplomatiques récemment publiés par la Commission des archives d'Angleterre, par M. Stapleton et par la Société des antiquaires de Normandie. Il a aussi, sur quelques points, accordé trop de confiance aux ouvrages de seconde main. De là, des inexactitudes, principalement dans le chapitre où il a tracé un tableau de la Normandie au moment de la conquête par Philippe-Auguste.

L. D.

L. VOLKMAR, tribunali Boruss. supr. advocatus, *PARCEMIA et regulæ juris Romanorum, Germanorum, Franco-Gallorum, Britannorum*. Berlin, 1854. Allgem. deutsche Verlags-Anstalt. In-16 de VI et 513 p.

On ne saurait contester l'utilité d'un recueil complet des maximes générales du droit romain, germanique, français et anglais, résumées dans ces aphorismes, qui les revêtent souvent d'une forme originale et piquante. Un semblable travail, fait avec critique, fournirait de bons matériaux pour l'étude des législations comparées et pour l'histoire du droit. La compilation de M. Volkmar ne remplira pas ce but : on pourrait même lui reprocher de nombreuses inexactitudes, des omissions plus nombreuses encore, l'absence de commentaires, si l'auteur ne nous avertissait qu'il a écrit son livre pour sa satisfaction personnelle.

Ce petit volume est divisé en quatre parties : 1° *Parcemia Romanorum* (p. 1-333). Règles de droit extraites du *Corpus juris*, et brocards empruntés aux glossateurs; l'auteur a négligé des textes plus anciens qui auraient pu lui fournir des axiomes importants à noter (Cf. Gaius, III, § 180, IV, § 140, etc.). — *Parcemia Germanorum* (p. 335-367), Recueil

d'axiomes empruntés à Eisenhart et de proverbes qui n'ont pas toujours trait au droit (Ex. : « à 10 ans, enfant ; à 20 ans, jeune homme »). 3° *Parœmia Franco-Gallorum* (p. 371-495) ; les Institutes coutumières de Loysel ont fait tous les frais de cette partie. 4° *Parœmia Britannorum* (p. 499-513), réimpression de la *Table of legal maxims*, qui se trouve dans l'ouvrage de Warren, intitulé : *A particular introduction to Law studies*.

AD. T.

REVUE de l'Anjou et de Maine-et-Loire, publiée sous les auspices du conseil général du département et du conseil municipal d'Angers, par MM. Paul Marchegay, A. Lemarchand et L. Cosnier. Angers, Cosnier et Lachèse. 1852 et 1853.

Nous demandons pardon à nos lecteurs de ne pas leur avoir fait connaître plus tôt une revue qui termine déjà sa troisième année d'existence, et qui a pris un rang très-honorable parmi les recueils consacrés à l'étude consciencieuse de nos antiquités nationales.

La Revue d'Anjou est comme une bibliothèque historique de la province, et on y trouve, non-seulement les travaux de la génération actuelle, mais encore des études inédites et savantes faites par les auteurs qui l'ont précédée.

L'histoire générale y a pour interprète Barthélemy Roger, savant bénédictin de l'abbaye de Saint-Nicolas d'Angers. Son Histoire d'Anjou, bien supérieure à tout ce qui avait été fait jusqu'à lui, n'est point cependant exempte de défauts ; ainsi, tout en rejetant les origines fabuleuses d'Angers, il nous donne la liste des rois de la Gaule, qu'il fait remonter quelques siècles avant la prise de Troie. Nous ne voulons point relever avec trop de sévérité quelques erreurs géographiques, comme quand il met Pontlevoy dans le voisinage du Mans au lieu de Pontlieu, ou quand il prend le Port-Cordon pour Saint-Mars-la-Pille ; mais nous lui reprochons d'avoir rompu le fil des événements pour nous donner d'un seul trait les monographies de toutes les institutions ou corporations, à mesure que la date de leur fondation l'amène à parler d'elles. Quoiqu'il en soit, nous n'en sommes pas moins très-reconnaissants aux éditeurs de la Revue d'avoir enrichi leur recueil d'un travail aussi important (527 pages), et qui, resté inédit et même inconnu pendant près de deux siècles, n'en est pas moins l'ouvrage le plus complet et le plus consciencieux qui ait été fait sur cette province.

Les *Recherches sur le Vieil-Baugé* par M. Marchegay prouvent ce que peut faire la patience dans les investigations, unie à l'érudition. Grâce à notre confrère, outre la fondation de l'importante forteresse de Baugé au commencement du onzième siècle, et la célèbre victoire sur les Anglais de l'an 1421, nous connaissons la succession des seigneurs de Baugé, les fondations de ses églises, et ces querelles interminables du clergé régulier et

séculier auxquelles, dans ces temps anciens, s'intéressait la population tout entière.

Parmi les autres travaux sur l'histoire civile, nous avons remarqué la longue étude sur saint Louis en Anjou, par M. Lemarchand. Le résumé de l'histoire des diverses constructions du château d'Angers est puisé aux bonnes sources. M. Faye, conseiller à la cour impériale de Poitiers, a discuté avec talent l'origine des droits des comtes d'Anjou sur la Saintonge, et s'est attaché à prouver, par le témoignage d'Adémar, auteur contemporain, que cette province fut inféodée par Guillaume le Grand, duc d'Aquitaine, au comte Foulques Nerra. Il termine par l'exposé des faits les plus saillants de l'histoire de la Saintonge pendant tout le temps qu'elle fut sous la domination de Foulques Nerra et de ses successeurs. Sous le titre de *la Fronde en Anjou*, M. Eugène Berger a fait le tableau animé des troubles qui agitèrent l'Anjou pendant les premières années du règne de Louis XIV. Nous y voyons apparaître le sévère Urbain de Maillé-Brézé, gouverneur royaliste de l'Anjou; Henri Arnaud, évêque d'Angers, invariablement dévoué à la cause royale et sollicitant le pardon de son peuple; le duc de Rohan-Chabot, gouverneur de la province, levant l'étendard de la révolte et entraînant avec lui la population angevine, qui bientôt est obligée de se rendre à discrétion. Nous aurons à citer encore les documents communiqués et annotés par M. Marchegay sur la sédition de la Tricoterie en 1461, causée par l'annonce de nouveaux impôts que voulait lever Louis XI, et ceux qui concernent l'entrée solennelle de Jeanne de Laval à Angers et les mystères et festins qui l'accompagnèrent. M. le procureur général Métivier a fait connaître dans un travail très-substantiel le nombre (31) et les attributions des anciennes juridictions qui régissaient la ville d'Angers. Nous avons été surpris de rencontrer dans la Revue d'Anjou l'article intitulé *la Chapelle Sainte-Émerance*; l'auteur travestit l'histoire en roman, et son coloris prétentieux rend plus évident encore le défaut de réalité des faits qu'il raconte.

L'histoire ecclésiastique occupe une grande place dans la Revue d'Anjou et a donné lieu à des travaux remarquables. Les notices sur le prieuré de l'Évière-lez-Angers et la communauté de Notre-Dame des Gardes portent avec elles le cachet de la vérité; on voit qu'elles ont été écrites dans le silence du cloître. Non moins claire est l'histoire du prieuré et de la paroisse du château de Saumur par Dom Huynes, mais on y reconnaît l'érudition du bénédictin. Les écrivains modernes de la Revue ont su se tenir à cette hauteur, et nous n'aurons qu'à citer les noms de MM. Marchegay et Quicherat pour le persuader à nos lecteurs. Celui-ci, que ses études sur le quinzième siècle avaient amené à visiter la chapelle où Louis XI fit de fréquents pèlerinages, a fait l'histoire complète des îles de Béhuart. La donation de ces îles aux moines de Saint-Nicolas d'Angers, l'agrandissement successif de leur propriété, l'épisode du danger couru dans un bateau par le comte Foulques qui, par reconnaissance, concède à un des amis de

l'abbaye le péage depuis longtemps sollicité, les donations des divers bras de la Loire qui avoisinent l'île, telles sont les diverses phases qui sont retracées sous nos yeux. Un naufrage auquel Louis XI échappa en 1442 en se vouant à Notre-Dame de Béhuard, fut l'origine de sa vénération pour ce sanctuaire. Il achète l'île en 1431 aux religieux de Saint-Nicolas et fonde dans la modeste chapelle un chapitre royal qui ne lui survit pas.

M. Marchegay, de son côté, nous a fait connaître, par un titre de 996, la date de construction de l'église de Saint-Michel-la-Pallud, à Angers, aujourd'hui détruite. Une charte de 1110, traduite et commentée, expose, dans un récit naïf et plein d'intérêt, les contestations qui s'élèvent entre les religieuses du Ronceray et les moines de Saint-Serge pour l'enterrement d'un personnage nommé Bernier Mantel. Mais le travail le plus remarquable de notre confrère est l'histoire de l'abbaye de Nyoiseau, fait avec le soin consciencieux que nous lui connaissons.

Les écussons angevins du musée de Versailles ont fourni l'occasion à M. Bougler de donner quelques notes intéressantes sur plusieurs familles de l'Anjou, qui se sont illustrées aux croisades; seulement l'historien a élargi son cadre en y faisant entrer toutes les maisons de diverses origines qui ont aujourd'hui des représentants dans son pays. La vie de François de Scepeaux, sire de la Vieille-Ville, et celle de Jean II, duc d'Alençon, prince d'une valeur incontestable mais d'un esprit inquiet et turbulent, ont fourni la matière de deux études pleines d'intérêt. M. Léopold Delisle a écrit, avec ce luxe de citations auquel il nous a accoutumés, un résumé très-complet de la vie de Guillaume Longue-Épée, fils de Geoffroi III le Bel, comte d'Anjou. Enfin, nous terminerons notre revue des monographies des grands hommes par l'indication de trois lettres patentes du roi René, qui prouvent combien il était digne de ce surnom de *Bon* qui lui a été donné par ses sujets de l'Anjou et de la Provence. La première offre le charmant et naïf tableau de la remise d'une rente de onze sous au pauvre pêcheur Enquetin, moyennant la redevance annuelle d'une platée d'ablettes. Dans la seconde, le roi René assigne une pension à Nicolas Wyart, savant médecin, afin qu'il soigne les malades d'Angers et des environs; enfin, dans la dernière, il fait aux fermiers de ses péages, en Anjou, une remise proportionnelle aux pertes qu'ils ont subies. Ces trois pièces ont été exhumées des archives de Paris et d'Angers par M. Marchegay.

Nous devons aussi appeler l'attention des érudits sur vingt-neuf chartes en langue vulgaire antérieures à 1275, publiées d'après les originaux par notre confrère. Un glossaire et une table des noms de personnes et de lieux complètent ce travail.

L'instruction publique, en Anjou, n'a point été mise de côté. Nous avons remarqué surtout l'histoire de l'*Académie des protestants à Saumur*, si florissante au dix-septième siècle, publiée par M. Marchegay d'après la notice du bénédictin Dom Jarno et divers documents inédits. L'article de

M. Boreau sur le premier jardin des plantes d'Angers et les progrès de la botanique en Anjou, nous a également intéressé. M. le président de Beauregard a résumé en quelques pages substantielles la courte existence de la première société littéraire d'Angers. Il nous montre à côté de l'élite des savants de la province, d'illustres associés, tels que Réaumur, Louis Racine, Florian, Marmontel et Voltaire. Enfin, nous avons lu avec émotion l'histoire du collège de Beaupréau tracée par la plume reconnaissante de M. le chanoine Bernier. On sent, en lisant ces pages, combien dut être grande l'influence exercée en Anjou par un établissement aussi riche en talents et en dévouements.

Il nous serait difficile d'analyser tous les travaux de biographies auxquels ont donné lieu dans ce recueil les littérateurs angevins ; nous nous contenterons de signaler les plus remarquables. A leur tête comme importance est le discours historique et critique sur les écrivains de l'histoire d'Anjou par Pierre Rangeard, écrivain du siècle dernier. Il y passe en revue non-seulement les historiens proprement dits, mais encore les sources de l'histoire du pays, les anciennes chroniques, les légendes des saints, les cartulaires et les chartes. La biographie de Claude Ménard a été écrite par M. Marchegay d'après les notes de Toussaint Grille, ce modeste savant qui consacra sa vie à sauver les nombreux et magnifiques documents de l'histoire d'Anjou, rachetés à sa mort par la munificence éclairée du conseil municipal d'Angers et du conseil général de Maine-et-Loire. Le défaut d'espace nous permet seulement de citer les études consciencieuses faites sur Lazare et Antoine de Bayf, Jean Bodin, Jean le Masle, Jacques Bruneau sieur de Tartifume, Volney, et surtout la notice d'un savant conseiller à la cour de cassation, M. Taillandier, sur Charles Loyson. L'intérêt qui s'attache à tout ce qui concerne madame de Sévigné fait lire avec plaisir la pièce, publiée par M. de Falloux, dans laquelle elle apparaît comme bienfaitrice de la paroisse de Grugé.

L'époque plus moderne de la révolution française a été aussi explorée avec succès. L'interrogatoire d'un jeune Vendéen fournit des données curieuses sur l'organisation des armées vendéennes. On devra le rapprocher d'un tableau plein d'intérêt, tracé par M. Poitou, du rôle joué par les représentants du peuple en mission dans l'Anjou, pendant les années 1793 et 1794. Les documents relatifs à la déportation en Espagne des prêtres angevins en 1792, publiés par M. Marchegay, attachent et font frémir. Enfin, le rapport du préfet de Maine-et-Loire, M. Nardon, aux membres composant le conseil général en l'an XI, nous console un peu de ces horreurs, en nous faisant voir les essais tentés par l'administration pour cicatriser les plaies causées par la guerre civile à peine éteinte.

La Revue d'Anjou ne semblerait point complète, si l'on n'y lisait quelques notices archéologiques. M. le président de Beauregard y a inséré un tableau complet des monuments celtiques qui abondent dans le département de Maine-et-Loire. De plus, il a esquissé en quelques pages l'his-

toire de l'hôtel si remarquable de la rue du Figuier, à Angers, construit par Jean de l'Espine pour Martin René de Pencé, maire d'Angers, en 1511, dont on retrouve les armoiries sculptées sur un des pendentifs du vestibule d'entrée. Enfin, nous rattachons à cette branche de l'histoire les lettres écrites par Lazare de Bayf, ambassadeur de France à Venise, dans lesquelles il raconte ses essais infructueux pour attirer en France l'illustre Michel-Ange Buonarrotti, ou, à son défaut, un habile architecte nommé Faustus. Du reste, la science archéologique est largement représentée par le bulletin de M. de Soland, qui est maintenant annexé à la Revue de l'Anjou.

Ce recueil termine maintenant sa troisième année d'existence, et nous pouvons lui prédire de longs succès, si, fidèle à son but, alliant l'intérêt à la critique et à la conscience dans les travaux, il continue à suivre la voie dans laquelle il s'est acquis le concours du conseil général de Maine-et-Loire, et les sympathies d'un public éclairé.

A. S.

MÉMOIRES du président Hénault écrits par lui-même, recueillis et mis en ordre par son arrière-neveu, M. le baron de Vigan.

L'histoire intime de la société française au dix-huitième siècle, déjà étudiée dans de célèbres mémoires, vient de s'enrichir d'une page nouvelle qui ne nous ménage pas les détails sur les hommes et sur les choses de la régence et de Louis XV; elle est l'œuvre du président Hénault. La figure de cet homme célèbre commence à tant soit peu s'effacer; et si l'*Abrégé chronologique* n'existait pas, on peut dire qu'elle serait tout à fait oubliée, car des chansons et de médiocres pièces de théâtre ne suffisent pas pour éterniser un nom. Il était temps que ces mémoires fussent mis au jour pour nous rappeler la vie du courtisan et de l'homme de lettres, vie qui s'écoula paisiblement, quoique mêlée à tous les événements du siècle, tantôt au milieu de jolies femmes en des soupers fins chantés par Voltaire, tantôt sur le siège du magistrat parmi les célébrités des parlements. Le président n'avait pas reçu en partage le feu sacré du génie, ce n'était pas même un homme de talent dans toute la force du mot, mais un esprit heureux et conciliant qui consacra son existence à étudier l'art de plaire, comme il l'avoue lui-même je ne sais où; et l'on peut dire qu'il réussit parfaitement, car ce fut avant tout un grand homme de société, poste où l'on n'arrive ordinairement que par la séduction des formes, par la facilité d'élocution, avec cet esprit naturel et particulier que le monde exige, et surtout par une attention continuelle qui prescrit de ne rien négliger de ce qui peut concilier l'affection de tous. Mais il faut dire aussi que les événements le servirent à merveille. Élevé au collège des Quatre-Nations, il y connut les rejetons des meilleures familles, qui, parvenus plus tard aux premières places, le protégèrent jusqu'à sa mort: « Je me suis trouvé, dit-il, dans l'intimité avec les hommes les plus considérables de mon

temps, ce qui a pu faire dire et ce qui a fait dire, en effet, que je recherchais la faveur. On aurait pu se contenter de remarquer, si on avait voulu, que j'avais fait d'assez bons choix dans ma jeunesse. Ce que j'atteste, c'est que je n'ai jamais fait de mal à personne ; que le peu de crédit que j'avais n'a jamais, par ma volonté, tourné à mon profit ; que je ne l'ai employé qu'au profit de mes parents, de mes amis et de mes connaissances. » Dans ses mémoires il nous divulgue beaucoup d'anecdotes sur ces amis et connaissances dont il vient de parler, et c'est ce qu'on lit avec le plus de plaisir. Nous avons, plus haut, dit un mot de ses chansons : ce furent, en effet, ces œuvres futiles qui fondèrent une réputation que l'Histoire de France a ensuite confirmée et entretenue jusqu'à nous ; elles couraient toute la ville, après avoir séjourné dans les salons et les boudoirs ; les vers en sont faciles, et l'esprit n'y manque point. Les œuvres dramatiques du président sont, entre autres, les tragédies de *Cornélie vestale* et de *Marius*, qui furent représentées sans le moindre succès, quoique assez bien écrites. On sait que Hénault fut, en récompense de ses travaux, admis à succéder comme académicien au trop fameux cardinal Dubois ; il avait alors trente-huit ans ; ce fut presque un demi-siècle plus tard qu'il commença le livre dont il est question, c'est-à-dire dans sa vieillesse et peu de temps avant sa mort ; malgré cela, sa mémoire est assez fraîche et l'on croirait qu'il vient d'assister à tout ce qu'il raconte. Nous n'aurions qu'à nous louer de ce livre si l'éditeur avait fait preuve des qualités nécessaires à tous ceux qui entreprennent de pareils travaux. Nous permettra-t-on de dire ce que nous exigeons de l'éditeur consciencieux ? Nous voulons à chaque nom d'homme et de lieu trouver une notice succincte ; à chaque événement, le récit des faits auxquels l'auteur fait allusion et leurs accidents s'il les a omis ; nous voulons enfin que le texte soit correct et qu'il ne s'y rencontre aucune erreur. Que si l'on parle d'un homme qui satisfasse à toutes ces conditions, nous citerons M. de Monmerqué, qui fouille les collections, compulse les originaux, rétablit tout ce qui est défectueux, et nous donne les lettres de madame de Sévigné avec des notes qui les rendent aussi faciles à comprendre que si elles eussent été écrites hier. Mais M. de Vigan, loin de fournir cette clef si nécessaire à intéresser le lecteur, en lui épargnant de pénibles recherches, lui a donné de nouvelles peines soit en écorchant une multitude de noms, soit en oubliant d'autres, soit en attribuant au même nom trois ou quatre formes différentes. En vérité, M. de Vigan aurait pu mieux s'y prendre. Les Mémoires du président Hénault sont fort intéressants ; mais ils sont à rééditer, les notes y manquent et le texte est fautif.

LOUIS LACOUR.

ATHÈNES aux seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, d'après des documents inédits tirés des grandes archives impériales de Venise, des archives des ministères des affaires étrangères, de la guerre et de la marine de Paris, des bibliothèques impériales de Paris et de Vienne, des bibliothèques de Saint-Marc à Venise, et du musée Britannique à Londres, etc., etc.; par le comte de Laborde, membre de l'Institut. 2 vol. in-8°, avec plans et gravures. Paris, chez Jules Renouard, 1854.

Il y a trois villes dans le monde dont on ne se lassera jamais de parler et qui auront toujours le privilège par leur destinée de fixer plus que toutes les autres l'intérêt général. En dehors des circonstances d'un ordre supérieur qui ont fait des villes de Jérusalem, de Rome et d'Athènes le théâtre d'événements dont l'influence s'est fait sentir dans le monde entier, des raisons particulières, et en quelque sorte nationales, appellent d'une manière spéciale l'attention de la France sur leur histoire et sur leur avenir. Jérusalem a été quelque temps le siège d'un royaume entièrement français dans sa constitution, dans sa langue et dans ses mœurs; Rome semble aux Français comme une seconde patrie; Athènes, ainsi que Jérusalem, a été le centre où une société française s'est établie, s'est longtemps maintenue, et a fait espérer un moment qu'une race nouvelle allait pénétrer, pour les rajeunir, les populations d'Orient.

L'histoire des événements à la suite desquels cette période, si différente de tout ce qui avait précédé et si longtemps méconnue, est venue s'ajouter à l'histoire de la ville de Minerve, n'est pas le sujet dont s'occupe aujourd'hui M. de Laborde. Retirée de l'oubli et éclairée dans son ensemble par l'universelle érudition de du Cange, complétée à beaucoup d'égards par les estimables travaux de Buchon, l'histoire de la Morée au moyen âge, qui trouvera de précieux renseignements dans les publications de M. de Laborde, reste encore inachevée. Les deux beaux volumes que nous avons sous les yeux, enrichis de cartes, de plans, de fac-similés et de photographies, sont destinés à rappeler seulement le sort qu'ont éprouvé les monuments et la ville d'Athènes elle-même, sous la domination des Turcs, depuis l'an 1456, où Mahomet II s'empara de l'Attique, jusqu'en 1687, où Morosini enleva le pays aux Ottomans, qui devaient y replacer le croissant en 1715.

M. de Laborde s'attache surtout à exposer, en les jugeant, les travaux des voyageurs et des savants qui ont signalé, expliqué, décrit ou dessiné pendant cette période de plus de deux siècles les monuments de l'antiquité couvrant encore le sol classique de la ville d'Athènes. Son livre est en quelque sorte, et suivant l'ordre chronologique, l'histoire pittoresque de ces monuments, au moyen des relations, des études et des monographies qui en ont été données, et en même temps l'histoire des hommes et des événements qui ont eu quelque part à leur illustration, à leur conservation ou à leur dégradation.

Cette revue, à la fois descriptive et historique, archéologique et esthé-

tique, a souvent d'ailleurs le mérite d'une véritable exhumation. M. de Laborde, en effet, a choisi de préférence ses informations dans les sources inédites ou négligées. Chacun des noms de voyageurs, de missionnaires, de critiques, d'ambassadeurs ou de généraux qui tour à tour l'occupent, a été de sa part l'objet de recherches suivies. Il a dans ce but exploré avec une attentive curiosité les archives publiques et les archives privées aussi bien que les documents déjà publiés, et sa persévérance a eu quelquefois la bonne fortune de faire de véritables découvertes jusque dans les livres imprimés. Telle est l'heureuse trouvaille de *l'État présent de la ville d'Athènes*, relation du jésuite français Babin, publiée en 1674, recherchée pendant longtemps, et toujours vainement, dans les plus grandes bibliothèques d'Europe, retrouvée enfin dans une collection privée à Paris en 1854, et assurée aujourd'hui à la science par sa réimpression, au milieu des appendices d'*Athènes*.

Dans la longue et intéressante étude à laquelle il se livre, et où l'on voit les monuments de l'Attique attirer successivement l'attention des voyageurs et des savants, c'est surtout les noms et les actions de la France que M. de Laborde met en relief plus volontiers et avec plus de développements. C'est aussi la voie où nous voudrions entrer avec lui, et où nous aimerions à nous arrêter, si les limites de ce bulletin nous le permettaient. Nous en indiquerons au moins les faits principaux qu'ont éclairés ses recherches.

Au début, M. de Laborde remarque, avec beaucoup de justesse, combien les ravages des Turcs dans les mers de l'Archipel d'une part, et d'autre part la direction trop méridionale suivie par les pèlerins allant en terre sainte, avaient contribué dès le quatorzième siècle à éloigner les voyageurs des ports de la Morée, à plus forte raison des ports de l'Attique, en faisant oublier presque entièrement Athènes du monde latin. Mais dès l'époque où les relations pacifiques de la chrétienté avec la Porte, inaugurées par François I^{er}, ralenties et reprises ensuite, deviennent régulières et permanentes, on voit les ambassadeurs français à Constantinople, soit par curiosité, soit dans un but politique, commencer à visiter les provinces de l'empire turc, s'arrêter particulièrement en Grèce, une de leurs stations naturelles, et rendre ainsi à la ville d'Athènes la place qui lui appartenait dans les souvenirs et l'intérêt de l'Europe civilisée. Depuis cette époque, datant seulement des premières années du dix-septième siècle et à partir de l'ambassade de Louis des Hayes, il n'est pas une de nos missions au Levant qui, avec des résultats diplomatiques d'une tout autre importance, n'apporte à la science des connaissances nouvelles sur quelques-uns des monuments antiques existant encore en Turquie, et particulièrement dans les provinces helléniques. Constatons avec satisfaction ce résultat à l'honneur de notre pays, malgré sa tardive manifestation, parce que les autres nations de l'Europe, à l'exception des Vénitiens, nos aînés, en étaient encore à cette époque à solliciter les bons offices de la France pour obtenir des relations directes avec la cour de Constantinople. Bientôt

la grande ambassade du marquis de Nointel, qui tint à montrer en Orient la puissance de la France en voyageant avec apparat, accompagné de savants et d'artistes choisis, révéla les notions les plus sûres et les plus abondantes sur les monuments les plus célèbres de l'art grec. Dès ce moment la direction fut donnée, et l'usage établi : le Pirée devint la relâche obligée de nos voyageurs et de nos agents, et bientôt de tous les voyageurs en Orient. Les rapports avec la Porte, ouverts par la France à l'Angleterre, facilités ensuite aux autres puissances, rendirent de plus en plus possibles, malgré mille périls aujourd'hui inconnus, les voyages au Levant, et contribuèrent à répandre ainsi en Europe la connaissance des arts de l'antiquité, et, à sa suite, l'amour et la recherche des médailles, des inscriptions et des statues. L'Angleterre adopta ces goûts dispendieux avec son enthousiasme ou sa grandeur habituelle, et l'on put croire un moment, à voir les travaux prescrits en Grèce par le comte d'Arundel, précurseur de lord Elgin, que le noble seigneur, comme les critiques ou les jaloux lui en attribuèrent la pensée, voulait transporter la ville d'Athènes en Angleterre.

Au milieu de ces actes d'une exagération si fatale aux productions de l'art antique, mais qu'il est bien difficile de ne pas excuser, on retrouve avec plaisir les pauvres capucins français d'Athènes, mettant leurs soins et leur amour-propre à étudier les vieux monuments de la ville et à préserver de la destruction le précieux édifice choragique de Lysicrate, longtemps appelé la *Lanterne de Démosthène*, en le renfermant dans les murs de leur couvent, où il a traversé intact jusqu'à nos jours les bouleversements et les ravages des Turcs et des chrétiens. C'est au zèle de ces laborieux missionnaires que l'on est aussi redevable du premier plan connu de la ville d'Athènes.

A ces noms, aux noms de des Hayes, de Nointel, d'Arundel, du père Babin, se mêlent ou succèdent ceux de d'Arvieux, de Galland, de Carrey, de San-Gallo, d'André Thevet, de Zygomalas, de Guillet, de Vernon, de Spon, à qui M. de Laborde rend une estime bien méritée, enfin le nom de Wheler, parti pour la Grèce en 1682, et resté ainsi le dernier voyageur célèbre à qui il a été donné d'admirer dans leur intégrité les frontons du Parthénon, la merveille d'Athènes et de l'antiquité. Peu après cette époque, la guerre se ranime entre Venise et Constantinople. Morosini, ayant battu les Turcs dans les îles et dans la Morée, entreprend, en 1687, la conquête de l'Attique. Les événements de cette campagne occupent la plus grande partie du second volume de M. de Laborde et terminent l'ouvrage d'*Athènes du quinzième au dix-septième siècle*.

En arrivant à la fin de cette histoire, et rapprochant par la pensée tous les dangers, toutes les dévastations qu'ont soufferts les monuments d'Athènes, soit de la part des Turcs, soit de la part des chrétiens, on est amené à reconnaître qu'à tout prendre, les Turcs ont occasionné aux monuments de l'Attique moins de dégâts peut-être que les chrétiens. Nous disons peut-être, car où trouver aujourd'hui le détail des désastres de

toutes sortes qu'a dû accumuler pendant trois cents ans un peuple iconoclaste et plein de fanatisme dans les villes chrétiennes de la Morée et de l'Attique tour à tour assiégées, saccagées, reprises et incendiées, dans le délire de la victoire ou la rage de la vengeance? Nous avons, au contraire, le compte exact, et par malheur trop considérable, des pertes que l'Europe civilisée a occasionnées à la Grèce par suite des nécessités de la guerre et du goût exagéré de ses antiquités, qui s'était répandu parmi ses savants et ses voyageurs opulents. Mais les monuments antiques auraient-ils eu moins à souffrir encore de la part des Turcs, qu'on ne saurait tirer de ce fait accidentel et fortuit la moindre conséquence en faveur de la civilisation des fils d'Osman; bien moins peut-on y voir le résultat d'une pensée de protection des beaux-arts. C'est là un ordre d'idées qui est tout à fait éloigné de leurs préoccupations et étranger à leur gouvernement. La spoliation et la ruine, telles ont été jusqu'à ces derniers règnes, qui le niera? l'essence, la nature et la vie même du régime turc, partout où il s'est établi : témoin ces larges plaies qui dévorent encore comme des cancers les plus belles provinces de son empire, en Syrie, dans les îles, en Morée, en Asie Mineure, aux portes mêmes de Constantinople. *Là où un Turc a mis le pied, l'herbe met sept ans à repousser*; M. de Laborde connaît aussi bien que nous ce triste proverbe, que tout l'Orient répète au voyageur et que tout atteste autour de lui. La dévastation des villes et l'épuisement du sol ne sont-ils pas les monuments les plus manifestes et les plus irrécusables de l'administration turque jusques aux temps réparateurs de Mahmoud et de son fils? Ignore-t-on que, pendant trois cents ans, les Turcs, et à leur exemple les Grecs, on n'en disconvient pas, n'ont vu dans les monuments antiques que des carrières de pierre à bâtir, et que s'ils n'ont pas tout renversé de fond en comble, c'est que l'œuvre de destruction leur eût demandé trop d'effort?

Qu'on nous permette d'insister sur ces observations et sur ces faits, parce qu'ils tiennent une grande place dans l'histoire de l'Athènes moderne, et qu'ils sont présentés dans le livre de M. de Laborde d'une façon regrettable à beaucoup d'égards.

Lors de la campagne de 1688, les Turcs, réfugiés au haut de l'Acropole, avaient transporté des armes et de la poudre dans le temple. Il était d'une très-bonne guerre de bombarder et de faire sauter le monument. Par malheur c'était le Parthénon; mais qui voudrait aujourd'hui faire un crime au généralissime vénitien de n'avoir pas suspendu son attaque et compromis peut-être l'issue de l'expédition entière dont il avait la responsabilité, pour sauver l'auguste édifice? Vainement objecterait-on l'exemple récent d'un siège célèbre, où tous les ménagements de l'art ont été employés pour épargner la ville. Les situations n'ont rien de semblable; l'obligation où se trouvait Morosini sera bien mieux comprise, si on la compare aux circonstances mêmes où nous nous trouvons actuellement. La ville qu'assiégent en ce moment nos armées, renfermât-elle les plus précieux monuments de

l'antiquité, croit-on que les travaux de l'attaque fussent en quoi que ce soit modifiés? La conduite de Morosini trouve donc sa justification dans la situation où était placé le généralissime, et c'est perpétuer une sévérité historique, qui va jusqu'à l'injustice, que de faire avec insistance peser sur son nom le souvenir déplorable de la destruction du Parthénon. C'est avec peine que l'on voit un esprit élevé entretenir ainsi dans le monde des arts et de la science une idée fausse et un sentiment contraire à l'équité, qualité qu'il ne faut pas négliger même en histoire. Aussi voudrions-nous effacer du livre de M. de Laborde ce projet de médaille destinée à conserver la mémoire de l'explosion du Parthénon sous les bombes vénitiennes. Le texte, dans lequel l'auteur reconnaît l'impérieuse obligation de la guerre, a beau servir de correctif à la médaille; l'image est là et fait tache, à notre avis, dans ce sérieux et bel ouvrage.

Ne nous arrêtons pas plus longtemps sur l'épisode final de l'histoire d'Athènes au dix-septième siècle, et ajoutons un mot en terminant à ce que nous avons dit de l'ensemble du livre de M. de Laborde. Ce n'est pas seulement une œuvre de science, c'est en même temps une histoire instructive et d'une lecture extrêmement agréable. On n'a qu'à négliger momentanément les notes placées au bas des pages, pour suivre dans le texte une narration intéressante des relations et des guerres de l'Europe chrétienne contre les Turcs pendant les deux cents ans où l'expansion de l'empire de Mahomet II inquiétait l'Europe, qu'alarme aujourd'hui son délabrement. Ces notes sont à elles seules un travail considérable, et d'une valeur particulière. Extraits de dépêches officielles, dissertations archéologiques, notices historiques et littéraires, M. de Laborde a réuni dans ses annotations et ses appendices des documents et des notions qui ajoutent un prix nouveau à son histoire, en complétant quelques-uns des points importants sur lesquels il n'avait pu suffisamment s'arrêter dans le corps de l'ouvrage. On lira surtout avec intérêt les rapports de Morosini au sénat de Venise pendant son expédition d'Athènes, les détails ignorés jusqu'ici sur la famille de Koenigsmarker, général de l'armée de terre vénitienne, les recherches sur les inscriptions inexploitées et probablement runiques des lions de l'arsenal de Venise, provenant d'Athènes, etc. On s'associe aux craintes et à la légitime satisfaction de M. de Laborde dans le récit des négociations qui l'ont rendu possesseur en 1840 de la tête de la Victoire sans ailes, un des débris les plus parfaits de la sculpture antique, et l'unique tête intacte qui ait été sauvée du Parthénon.

M-L.

LIVRES NOUVEAUX.

Novembre — Décembre 1854.

116. Paléographie des Chartes et des manuscrits du onzième au dix-huitième siècle; par Alphonse Chassant. 4^e édition, revue, corrigée et aug-

mentée, etc. In-12 de 7 feuilles, plus 9 pl. in-4°. — A Paris, chez Dumoulin (8 fr.).

117. Des influences bysantines. Lettre à M. Vitet, par Félix de Verneilh. In-4° de 6 feuilles, plus 3 planches. — A Paris, chez Victor Didron, 1855 (5 fr.).

118. Essai sur l'architecture militaire au moyen âge, par M. Viollet-le-Duc. Grand in-8° de 15 feuilles 1/4, illustré de 153 gravures sur bois. — A Paris, chez Bance, rue Bonaparte, 13 (25 fr.).

Extrait du Dictionnaire raisonné de l'architecture française du onzième au seizième siècle.

119. Études sur les poètes dans leurs relations avec les cours, et, par extension, sur les bouffons, les nains, les abbés, etc.; par Montalant-Bougleux. Tome 1^{er}. In-8° de 20 feuilles 1/4. Impr. de Montalant-Bougleux, à Versailles.

120. Das Asylrecht. — Le droit d'asile dans son développement historique; par Aug. Bulmerincq. Dorpat. Karow, 1853. 165 p. gr. in-8°. (3 fr. 25 c.).

121. Patrologiæ cursus completus, sive Bibliotheca universalis, etc. Series secunda, accurante J. B. Migne.

Patrologiæ tomus CLXII. S. Ivo Carnot. episc. Petrus Chrysolanus Mediol. Archiep. Richardus Card. Lambertus Atrebat., Galo Paris., Godefridus Ambian., episcopi. Anselmus scholas. et can. Laudun. B. Robertus de Arbrissello. Seherus Calmosiac. abb. Joannes mon. S. Audoeni, etc. In-8° de 51 feuilles. — 8 fr.

Tomus CLXIII. Paschalis II, Gelasius II, Calixtus II, romani pontifices. Conon S. R. E. card. Radulfus Rem., Radulfus Cantuar., archiep. Guillelmus de Campellis Catal., Theogerus Meten., Ernulfus Roff., Marbodius Redon., episcopi. Placidus incertæ sedis episcop., etc. Tomus unicus. In-8° de 47 feuilles 1/2. — 8 fr.

Tomi CLXIV et CLXV. S. Bruno Astensis, abbas Montis Casini et episcopus Signiensium. Odo Astensis monachus benedictinus. Deux volumes, ensemble de 82 feuilles. — 14 fr.

Tomi CLXVII à CLXX. R. D. D. Rupertus abbas monasterii S. Heriberti Tuitiensis. Quatre volumes, ensemble de 204 feuilles. — 32 fr.

Imp. de Migne, au Petit-Montrouge. — Au Petit-Montrouge, rue d'Amboise, près la barrière d'Enfer.

122. Lateinische Hymnen. — Hymnes latines du moyen âge, publiées d'après les manuscrits et expliquées par le docteur Mone. Tome II. Chants en l'honneur de Marie. Fribourg, Herder. Grand in-8° de 479 pages (7 fr.).

123. Lettres de Jean Calvin, recueillies pour la première fois et publiées d'après les manuscrits originaux, par Jules Bonnet. Lettres françaises. Deux volumes in-8°, ensemble de 68 feuilles 1/2, plus un *fac-simile*. — A Paris, chez Meyrueis, rue Tronchet, 2 (12 fr.).

124. Ioseph Ibn Zadik, philosophe juif du douzième siècle, par le docteur Beer (en allemand). Leipzig, Hunger. 61 p. gr. in-8°. (75 c.).

125. Notice nécrologique sur la vie et les travaux de M. J. B. A. U. Du-

chalais, élève de l'école des Chartes, etc.; par C. F. Vergnaud-Romagnesi. In-8° d'un quart de feuille. Imp. de Pagnerre, à Orléans.

Avec la liste des publications de Jean-Baptiste-Adolphe Ursin Duchalais, né à Beaugency (Loiret) le 17 janvier 1815, mort à Mer (Loir-et-Cher), le 21 août 1854.

126. Topographie ecclésiastique de la France; par M. J. Desnoyers. 1^{re} partie. In-8° de 9 feuilles 3/4. Imp. de Lahure, à Paris.

Extrait de l'Annuaire de la Société de l'histoire de France.

127. Grammaire de la langue d'oïl, ou Grammaire des dialectes français aux douzième et treizième siècles; par J. F. Burguy. Tome II. Berlin, Schneider. 416 p. gr. in-8°. (8 fr.).

128. Les Galants du temps jadis. Essais littéraires sur le moyen âge; par Alexandre Raymond. In-16 de 3 feuilles 3/4. Imp. d'Arbieu, à Poissy.—A Paris, chez Coulon-Pineau, Palais-Royal. 1855.

129. Maître Pierre Patelin. Texte revu sur les manuscrits et les plus anciennes éditions, avec une introduction et des notes; par F. Génin. Grand in-8° de 23 feuilles 1/2. — A Paris, chez Chamerot, r. du Jardinot, 13. Cartonné (20 fr.).

130. Ronsard, considéré comme imitateur d'Homère et de Pindare. Thèse; par Gandar. In-8° de 13 feuilles 3/4. Imp. de Blanc, à Metz.

131. Mémoires inédits sur la vie et les ouvrages des Membres de l'Académie royale de peinture et de sculpture, publiés d'après les manuscrits conservés à l'École impériale des Beaux-Arts, par MM. L. Dussieux, E. Soulié, Ph. de Chennevières, Paul Mantz, A. de Montaiglon, sous les auspices du ministre de l'intérieur. Tome II. In-8° de 33 feuilles.—A Paris, chez Dumoulin. Prix des deux volumes, 15 fr.

132. Les Archives de la France, ou Histoire des archives de l'empire, des archives des ministères, des départements, des communes, des hôpitaux, des greffes, des notaires, etc., contenant l'inventaire d'une partie de ces dépôts, par Henri Bordier, ancien archiviste aux archives de l'empire, etc. In-8° de 26 feuilles 1/4.—A Paris, chez Dumoulin (8 fr.).

133. Histoire des troupes étrangères au service de France, depuis leur origine jusqu'à nos jours, et de tous les régiments levés dans les pays conquis sous la première république et sous l'empire; par Eugène Fieffé. Deux volumes in-8°, ensemble de 54 feuilles, plus 24 pl. coloriées. — A Paris, chez Dumaine (20 fr.).

134. Notice historique sur le cardinal Jean de Rochetaillée; par M. l'abbé Christophe. In-8° d'une feuille 1/2. Imp. de Vingtrinier, à Lyon.

135. Du nom de Jeanne d'Arc. Examen d'une opinion de M. Vallet de Viriville, par Renard (Athanase). In-8° d'une feuille 1/4. — A Paris, chez Garnier frères.

136. Notice sur des lettres de créance émanées de Louis XII, concernant Rigaud d'Aurelle, Tristan, Salazar et Florimond Robertet, ses con-

temporains; par M. de Sartiges d'Angles. In-8° d'une demi-feuille. Imp. de Thibaud-Landriot, à Clermont-Ferrand.

137. Essai sur la vie d'Antoine du Prat, chancelier de France, archevêque de Sens, cardinal *à latere*, etc.; par le marquis du Prat. In-8° de 11 feuilles 1/2.—A Versailles, chez Dagneau jeune.

138. La Noue. Notice sur sa vie et ses écrits. Thèse; par C. Seguer, de Montbéliard (Doubs). In-8° de 2 feuilles 1/2. Imp. de madame veuve Decker, à Colmar.

139. Montaigne, magistrat; par Alph. Grün. In-8° de 3 feuilles. Imp. de Dubuisson, à Paris.

140. Histoire des luttes et rivalités politiques entre les puissances maritimes et la France durant la seconde moitié du dix-septième siècle; par le baron Sirtema de Grovestins. Tomes III à VIII. Six volumes in-8°, ensemble de 198 feuilles 3/4. — A Paris, chez Amyot, rue de la Paix, 6.

141. Portraits historiques, par Pierre Clément. In-8° de 34 feuilles, ou in-12 de 22 feuilles 2/3. — A Paris, chez Didier, (1855). 7 fr. et 3 fr. 50 c.

Suger. — Sully. — Le président de Novion. — Le comte de Grignan. — Le garde des sceaux d'Argenson. — Jean Law. — Machault d'Arnouville. — Les frères Paris. — L'abbé Terray. — Le duc de Gaëte. — Le comte Mollien.

142. Monuments religieux de Cambrai avant et depuis 1789; par A. Bruyelle. In-8° de 17 feuilles 1/4, plus 9 gravures. Imp. de Prignet, à Valenciennes.

143. Le Château de Roissac sous ses seigneurs, suivi d'aperçus historiques sur Salles et Genté, Gensac, Ambleville, Saint-Fort, Angeac, Ars, Bourg, Angles, Bouteville, Jarnac-Charente, Bessac, et d'une légende du treizième siècle; par P. Lacroix. In-8° de 4 feuilles 1/2. Imp. de Durosier, à Cognac.—A Cognac, chez Gérard (1 fr. 25 c.)

144. Notice historique sur Hauterive (Drôme); par A. Lacroix. In-18 d'une feuille.—A Valence, chez Marc Aurel.

145. Notice historique sur Loriol (Drôme); par M. l'abbé A. Vincent. In-12 de 3 feuilles. — A Valence, chez Marc Aurel.

146. Histoire de l'abbaye de Saint-Claude, depuis sa fondation jusqu'à son érection en évêché; par M. l'abbé de Ferroul-Montgaillard. Tome I^{er}. In-8° de 24 feuilles 1/2, plus 6 lithogr. Imp. de Gauthier, à Lons-le-Saulnier.

147. Cartulaire général de l'Yonne. Recueil de documents authentiques pour servir à l'histoire des pays qui forment ce département. Publié par la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, sous la direction de M. Maximilien Quantin, archiviste du département, etc. Tome I^{er}. In-4° de 84 feuilles 1/2, plus 2 *fac-simile*. — A Paris, chez Durand (17 fr.).

148. Histoire de l'abbaye de Saint-Germain d'Auxerre, ornée de plu-

sieurs plans et vues de l'abbaye; par V. B. Henry, etc. In-8° de 38 feuilles, plus 7 pl. — Auxerre, chez Gallot (1853).

149. Mémoires historiques sur la ville de Seignelay, avec les principales pièces justificatives; par M. Waast Barthélemi-Henry. Tome II. In-8° de 23 feuilles 1/4. — A Auxerre, chez Gallot-Fournier (1853).

150. Troyes depuis le cinquième siècle jusqu'au dix-huitième. Notes de J. B. Breyer, trésorier et chanoine de l'église papale et collégiale de Saint-Urbain, et de Hugot, chanoine de l'église collégiale de Saint-Étienne; recueillies et mises en ordre par Michel Sémilliard, avocat à Troyes. In-4° de 3 feuilles 1/2. — A Troyes, chez Varlot père, antiquaire, éditeur.

151. Deutsche Rechtsalterthümer. — Antiquités du droit germanique; par J. Grimm. 2^e édition. Göttingue, Dieterich. 991 p. gr. in-8° (16 fr.).

152. De Codice sæc. XV Erlangensi inedito cui promptuarium juris maximam partem a saxonice romanis fontibus repetitum inest. Scripts. G. Ph. Gengler. Erlangæ, Junge, 44 p. gr. in-8°.

153. Essai sur la Rigsmal-Saga et sur les trois classes de la société germanique; par M. de Ring. In-12 de 5 feuilles 1/6. — A Paris, chez Benjamin Duprat (3 fr. 50 c.).

154. München. — Munic et ses environs, principalement au point de vue historique; par le professeur Scøltl. Avec plans de 1300, 1613, 1707 et 1837. — Munic, Franz. 301 p. gr. in-8° avec grav. et pl. (9 fr. 35 c.).

155. Tableaux d'histoire de la Suisse au dix-huitième siècle, 1715-1803; par Charles Monnard. In-18 de 13 feuilles. Imp. de Meyrueis, à Paris; chez Meyrueis (4 fr.).

156. Procès du comte d'Egmont, et pièces justificatives, d'après les manuscrits originaux trouvés à Mons; par M. de Bavay. 1 vol. in-8° de 350 p. Bruxelles, 1854 (5 fr. 50 c.).

157. L'Histoire des rois de Bretagne de Geoffroy de Monmouth avec introd. et notes, et la Chronique galloise de Brut Tysilio; trad. allemande; publ. par San Marte (Schulz). Halle, Anton. LXXXVI et 636 p. gr. in-8° (14 fr. 50 c.).

158. Ingulph's Chronicle. — La chronique de Croyland d'Ingulfe, avec les continuations de Pierre de Blois et d'autres écrivains. Traduite et annotée par H. F. Riley. Lond., Bohn. 546 p. in-8° (6 fr.).

159. Thomas Morus et son époque; par W. Jos. Walter. Traduit librement de l'anglais par Aug. Savagner. Suivi d'une analyse de l'Utopie de Thomas Morus. 2^e édition. In-8° de 23 feuilles 1/2, plus 4 vignettes. — A Tours, chez Mame.

160. Der Aufstand. — L'insurrection de Constantinople sous Justinien I^{er}; par le prof. Schmidt. Zürich, Meyer. 96 p. gr. in-8° et plan de Constantinople (2 fr.).

161. Die Feldzüge. — Les campagnes de Robert Guiscard contre l'em-

pire byzantin; décrites d'après les sources par Ch. Schwartz. Fulde, Müller. 70 p. gr. in-4° (1 fr. 35 c.).

162. Geschichte. — Histoire de l'empire ottoman en Europe; par J. W. Zinkeisen. T. II. 1453-1574. Gotha, Perthes. 973 p. gr. in-8° (15 fr. 50 c.).

163. Storia documentata di Venezia. — Histoire diplomatique de Venise; par S. Romanin. T. I. Venise, Naratovich. 1853. 23 feuilles gr. in-8° (7 fr.).

L'ouvrage aura 10 volumes.

164. Le Relazioni. — Relations des ambassadeurs vénitiens au sénat pendant le seizième siècle; publiées par Eug. Alberi. Vol. 8. Florence, 1853. 478 p. gr. in-8°.

Les relations de France publiées dans ce volume prennent les pages 409 à 470.

165. Storia di Trento. — Histoire de Trente depuis les temps les plus anciens jusqu'en 1802; par Th. Gar, prof. et bibl. T. I. Trente, Monauni. 1853. 32 feuilles gr. in-8° (9 fr.).

L'ouvrage aura 4 volumes, dont le dernier consacré aux diplômes.

166. Statuti inediti. — Statuts inédits de la ville de Pise aux 12^e, 13^e et 14^e siècles; publ. par Fr. Bonaini. T. I. Florence, 1853. 60 feuilles gr. in-4° (24 fr.).

L'ouvrage aura 4 volumes.

167. Geschichte. — Histoire de l'origine et de la consolidation des États de l'Église; par Sam. Sugenheim. Mémoire couronné par l'Acad. roy. de Göttingue. Leipzig, Brockhaus. 447 p. gr. in-8° (10 fr.).

168. Die Canarischen Inseln. — Les Canaries, leur passé et leur avenir; par J. de Minutoli. Berlin, 268 p. gr. in-8° (8 fr.).

CHRONIQUE.

Janvier — Février 1855.

■ Dans ses dernières séances, la Société de l'École des chartes a reçu au nombre de ses membres MM. Chazaud, Servois, Bertrandy, Lacour et Casati.

— Le 17 février, M. Fortoul, ministre de l'instruction publique et des cultes, a été élu membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, en remplacement de M. Raoul-Rochette.

— Notre confrère M. Chatel vient d'être nommé archiviste du département du Calvados.

— Notre confrère M. Fanjoux vient d'être nommé sous-préfet de Rocroy.

ADOLPHE DUCHALAIS.

La Société impériale de l'École des Chartes doit un hommage et un témoignage de sympathie à la mémoire d'un homme qui a été l'un de ses membres les plus distingués, et l'un de ses vice-présidents : en me confiant la mission d'accomplir ce douloureux devoir, mes honorables confrères ont pensé que les relations intimes que j'ai entretenues avec Duchalais me mettaient à même de répondre plus complètement à leurs intentions. Enlevé à une époque de la vie où généralement on commence à peine à compter dans la république des lettres, notre confrère avait déjà beaucoup produit ; j'essayerai de rappeler ce que la science doit à ses travaux.

Des circonstances indépendantes de ma volonté m'ont empêché de satisfaire aussi vite que je l'aurais souhaité aux vœux de mes amis et à mon entraînement personnel. Ces lignes, quoique tardives, trouveront, j'en suis sûr, de l'écho chez les nombreux amis de Duchalais : quant aux autres savants, je me féliciterai de pouvoir recommander à leurs études et à leur souvenir les ouvrages nombreux et intéressants que notre regrettable confrère a laissés.

Jean-Baptiste-Ursin-Adolphe Duchalais naquit à Baugenci, le 11 janvier 1814 ; il appartenait à une famille de bonne et vieille bourgeoisie.

Dès son enfance, Duchalais aimait les livres et l'étude : il se sentait invinciblement entraîné vers tout ce qui se rattachait aux arts et aux sciences historiques. Au collège d'Orléans, il se distingua par sa facilité à apprendre la mythologie, l'histoire et aussi la géologie, cette archéologie du globe. Parmi les condisciples de Duchalais il n'en était pas un qui, dans ces matières, eût osé lui disputer la supériorité. Je dois ajou-

ter que l'étude de la langue grecque fut alors assez négligée par notre confrère ; mais, plus tard, il eut le courage de s'y remettre, à une époque où les jeunes gens en oubliaient avec une si complète insouciance le peu de mots restés dans leur mémoire.

Dès qu'il eut obtenu le diplôme de bachelier, Duchalais fut envoyé à Paris pour suivre les cours de l'école de droit : son père le destinait au notariat.

Mais M. Duchalais avait compté sans la vocation bien arrêtée de son fils ; celui-ci se souciait peu de devenir officier ministériel dans une petite ville, il lui fallait les musées, les bibliothèques, les grandes collections de tout genre que l'on ne trouve qu'à Paris. Le droit était pour lui une étude ingrate, et si vif était son goût pour les études scientifiques, qu'il préféra longtemps une existence gênée, à Paris, à une position qui lui eût assuré une vie aisée, au milieu des dossiers et du papier timbré, dans sa ville natale.

Et cependant, il l'aimait cette ville natale ! Il saisissait toutes les occasions d'y venir passer quelque temps ; il en étudiait les annales avec prédilection, et chaque pierre du vieux donjon de Baugenci lui était précieuse.

Il y avait peu de temps que Duchalais était établi à Paris, *sous prétexte* d'étudier le droit, lorsque je le connus ; notre vocation commune pour l'archéologie nous attira l'un vers l'autre, et l'amitié vint bientôt cimenter des relations qui, après treize années, ne m'ont rendu que plus vif le regret de les voir cesser brusquement. Aujourd'hui encore, je ne puis sans émotion me rappeler ces longues heures d'autrefois où, pleins d'ardeur pour la science que nous tentions d'aborder, nous devisions ensemble de nos études favorites.

L'analyse de tous les travaux de notre cher camarade m'entraînerait au delà des bornes de cette notice. Je m'attacherai seulement à quelques-uns d'entre eux, qui me serviront à indiquer la marche ascendante suivie par lui dans ses études.

Après avoir essayé sa plume dans des notices sur quelques monuments qui l'avaient particulièrement frappé, l'église d'Arcueil et les donjons de Baugenci et de Montlhéry, Duchalais s'occupa spécialement de l'étude des monnaies mérovingiennes ; il y avait alors peu de temps que l'illustre Lelewel avait démontré toute l'importance de cette série monétaire. Je ne parlerai pas

de la sagacité avec laquelle notre confrère déchiffrait ces petites pièces d'un travail si négligé, traduisait des légendes obscures, rapprochait des types pour les éclaircir les uns par les autres. Une mémoire imperturbable, un coup d'œil sûr, lui permettaient de donner la solution d'une foule de problèmes, et plus d'une fois des preuves matérielles vinrent ultérieurement lui donner raison.

Le premier mémoire numismatique de Duchalais fut « l'attribution à la Canourgue et à Bannassac des monnaies mérovingiennes portant pour légendes BANNACIACO et GAVALE-TANO BAN. » Dans ce travail, où il rectifiait des attributions fautives faites à Bagneux, Bagnols et Javouls, Duchalais, dès 1838, posait des principes qui sont restés acquis à la science. Deux ans après, il faisait faire un nouveau pas à la numismatique en établissant le poids de l'*aureus* romain dans la Gaule : de nombreuses pesées et une étude consciencieuse lui avaient démontré que, depuis le règne de Majorien jusqu'à celui de Maurice, le sou d'or pesait 84 grains et le triens 28, ce qui était conforme aux prescriptions du code Théodosien ; il avait en outre constaté que depuis Maurice, et en Occident, le sou avait pesé 72 grains et le triens 24, et il avait été ainsi amené, en quelque sorte mathématiquement, à rapporter au règne de Maurice la révolution monétaire qui donna naissance au système franc proprement dit, et produisit les *solidi francici* mentionnés par Marculfe. — J'insiste sur cette découverte, qui n'est pas assez connue, bien qu'elle soit l'objet d'un mémoire publié dans la Revue numismatique de 1840 ; à notre époque, où tant de personnes ne se font pas conscience de prendre ce qu'elles trouvent à leur gré, et de s'en emparer comme de leur propre bien, il est juste de noter avec soin les noms de ceux à qui revient légitimement la priorité. Dernièrement, M. Ch. Lenormant, si compétent en pareille matière, donnait aux recherches de Duchalais sur l'*aureus* romain dans la Gaule des éloges dont ses confrères et ses amis ont le droit d'être fiers.

Je réunirai à la fin de cette notice la liste des ouvrages de Duchalais ; il faudrait un volume pour les étudier tous en détail ; je dois donc me contenter de parler ici d'une manière générale de chacune des branches de l'archéologie entre lesquelles ils peuvent se classer.

Dans la numismatique du moyen âge, notre confrère se montra encore plus perspicace que dans ses recherches sur les mon-

naies antérieures au neuvième siècle; le champ était plus vaste, les connaissances approfondies qu'il possédait sur l'histoire contribuaient à lui faciliter l'interprétation des types et des légendes. Ce fut Duchalais qui, le premier, commença à distinguer dans les monnaies carlovingiennes celles qui émanaient du pouvoir royal et celles qui étaient émises par les premiers ateliers féodaux; il donna ainsi à l'étude de ces monnaies une valeur nouvelle, et ouvrit une large voie à ceux qui veulent trouver la solution de problèmes historiques restés indéchiffrables jusqu'à présent; il posa nettement la loi de la dégénérescence des types; il fixa des points de départ qui sont et resteront des jalons précieux.

Elève de l'Ecole des Chartes depuis 1840, et archiviste paléographe, Duchalais avait été attaché aux travaux historiques dirigés par M. Augustin Thierry; il était auxiliaire de l'Institut, membre de la Société des Antiquaires de France, et affilié à un grand nombre de sociétés savantes de la province et de l'étranger, lorsqu'il entra au Cabinet des médailles de la Bibliothèque royale. Là était sa véritable place; là il se trouvait au centre de ses études, au milieu de collaborateurs dont les noms font autorité dans le monde scientifique. Duchalais avait alors une réputation personnelle qui lui permettait de figurer dans cette réunion d'hommes dont la science égale la courtoisie: il pouvait espérer que bientôt le dernier admis aurait le droit de figurer sur le même rang que les plus anciens.

Dès ce moment, et sans abandonner les monnaies des Mérovingiens, des Carlovingiens ainsi que celles des barons de la féodalité, notre ami reconnut qu'il devait s'attaquer franchement à l'antiquité; il publia plusieurs mémoires que les maîtres tels que Mionnet et Eckhel n'auraient pas désavoués; il entreprit un ouvrage auquel l'Institut a décerné le prix en 1846, et qui a sa place dans toutes les bibliothèques des savants, je veux parler de la « *Description des médailles gauloises du cabinet de France.* »

Il fallait du courage pour aborder un pareil travail, dans lequel tout était à faire, un travail qui concernait exclusivement une classe de monuments monétaires généralement dédaignés jusqu'alors à cause de leur fabrique barbare. Duchalais avait compris que là se trouvaient les plus anciennes archives de notre nation; il y consacra ses longues veilles, et eut le mérite de

rendre la route praticable. Nous nous écrivions souvent pour nous communiquer nos appréciations, et, je dois l'avouer, dans cet échange de pensées, je recevais bien plus que je ne donnais. Je ne puis m'empêcher de rappeler ici une longue lettre qu'il m'adressa quelques mois avant la maladie qui nous l'enleva; c'est un véritable mémoire inédit que je me reprocherais de garder pour moi seul aujourd'hui.

« Mon cher camarade,

« Vous me demandez mon opinion sur les quadrilatères que vous remarquez principalement sur les statères gaulois que vous attribuez à la confédération armoricaine; à mon avis, ce ne sont ni des *phalères* ni des *bricoles de phalères*; j'y vois un *anathema* ou *ex-voto* d'une victoire remportée. Voici mes raisons :

« L'aurige gaulois ne tient pas un *stimulus* à la main, mais une branche chargée de baies; or, sur les statères macédoniens, comme sur un grand nombre de monnaies dont les types rappellent les triomphes remportés dans des jeux publics, l'aurige porte une palme qui est certainement l'équivalent du rameau chargé de baies. Cette palme ou ce rameau sont regardés par tous les antiquaires comme un objet de consécration; j'ai ouï parler par Longpérier d'un vase du Louvre sur lequel on voit un personnage tenant de chaque main une palme à laquelle pendent, par deux liens très-courts, il est vrai, deux objets quadrilatéraux. M. Raoul-Rochette, dans son traité sur la peinture murale des anciens, donne une planche représentant un arbre aux branches duquel pendent de petits tableaux, sur quelques-uns sont figurés des dessins; on donne à ces petits tableaux le nom d'*anathemata*; je crois donc que ce sont des *anathemata* que nous devons voir sur le vase du Louvre, comme sur vos monnaies gauloises.

« Rappelez-vous que Mionnet, le premier qui a eu occasion de parler de ces objets, les a appelés des *tableaux*; que M. Lambert y a vu le *peplum*, semblable au *peplum panathénaique*, le *peplum* de la Minerve gauloise; enfin, qu'à mon tour, j'ai proposé, quoique très-timidement, d'y reconnaître un *linge sacré*, un symbole analogue à la *vitta*. Je crois fermement que j'étais dans le vrai, ainsi que M. Hucher et vous, lorsque vous y reconnaissiez un *vexillum*, et voici pourquoi :

« La peinture publiée par M. Raoul-Rochette représente indubitablement des tableaux appendus à un arbre, en guise d'*anathemata*; le

peplum panathénaïque était une autre sorte d'*anathema*, tissé par les jeunes filles d'Athènes et porté au Parthénon, en grande cérémonie, dans les fêtes des Panathénées; il représentait les victoires de Pallas sur les Géants. Ce qui a fait croire à M. Lambert que sur les monnaies gauloises il s'agissait d'un objet analogue consacré à une Minerve gauloise, c'est qu'à propos de la guerre des Insubriens d'Italie contre les Romains, ces Gaulois, pour exciter l'ardeur de leurs soldats, faisaient porter devant l'armée un *peplum* nommé *les Immobiles*, qu'ils conservaient dans le temple de Minerve pour ne le faire sortir que dans les grandes occasions, lorsqu'il y avait une guerre nationale. C'était leur chape de saint Martin, leur oriflamme; c'est de Polybe, qu'il ne cite pas, je crois, que M. Lambert a tiré ce fait important.

« Si j'ai dit à mon tour que ce symbole était analogue à la *vitta*, c'est que je savais que la *vitta* était un objet de consécration, et que j'y voyais une sorte d'ex-voto; ainsi à Crotone, et ailleurs encore, la *vitta* orne le trépied d'Apollon. Sur les vases peints, la Victoire l'offre au vainqueur, en ceint son front, ou l'attache à la colonne élevée sur les tombeaux; en Eubée, elle est appendue aux cornes du taureau, symbole parlant du nom de cette île; enfin, pour ne pas multiplier fastidieusement les exemples, je vous rappellerai les monnaies de Sicile et d'Élide sur lesquelles *Nicé* tient à la main, soit une *vitta* seule, soit une *vitta* attachée à une palme.

« Je n'ai pas eu le loisir de lire tous les passages que M. Raoul-Rochette consacre à ces *anathemata*; je ne puis donc vous dire s'il admet seulement qu'un ex-voto de ce genre fût exclusivement un tableau. Comme il m'est impossible de voir dans le *peplum* panathénaïque autre chose qu'un objet de cette nature, je crois fermement qu'il y avait des ex-voto de tous genres, *vitta*, tableaux, statues (plus particulièrement appelées *agalmata*) et tapisseries.

« L'*anathema* des statères gaulois est donc pour moi une tapisserie, un linge sacré, un *peplum*, un *vexillum*, comme vous le voudrez; ce qui me le démontre, *ce sont les franges* dont la partie inférieure est quelquefois ornée.

« J'aborde maintenant une autre série de preuves que je crois pouvoir invoquer à l'appui de mon opinion, et que j'estime être d'une certaine importance.

« Vous savez que de tous les peuples de l'antiquité, les Siciliens étaient ceux qui attachaient le plus de prix aux palmes cueillies aux jeux isthmiques, olympiques et pythiques; leurs médailles suffiraient pour en faire foi, si les odes de Pindare n'étaient là pour l'attester. Or, sur

les tétradrachmes de presque toutes leurs villes, on voit un bige ou un quadrigé dont le conducteur est couronné par la Victoire; quelquefois même *Nicé* prend sa place dans le char. Je vous citerai particulièrement trois pièces qui ont attiré votre attention lors de votre dernière visite au Cabinet.

« Un magnifique médaillon d'Agrigente, qui fait l'ornement de la collection de France, représente un char attelé de quatre chevaux, précédé par un aigle étreignant un serpent dans ses serres; Homère nous a appris que cet emblème était un signe de victoire. Un autre tétradrachme offre le même quadrigé, dont l'aurige est couronné par la Victoire; enfin, sur un troisième, on ne voit ni l'aigle du premier ni la Victoire du second, mais *un quadrilatère auquel s'attache un ruban*, et sur lequel est écrit en toutes lettres AKPAΓANTINON; seulement l'espace ayant fait défaut, les trois dernières lettres sont placées dans le champ de la médaille.

« Eh bien ! ne faut-il pas reconnaître ici l'équivalent de la Victoire couronnant le vainqueur agrigentain, l'équivalent de l'aigle déchirant le serpent, l'équivalent enfin de notre symbole gaulois ?

« Transportons-nous maintenant à Syracuse; nous y trouvons, devant le char de triomphe, la Victoire elle-même tenant un quadrilatère analogue, attaché par deux liens, et sur lequel on lit EYAINHTOΣ. Événète était un célèbre graveur, l'émule de Cimon, et tous deux ont signé plusieurs médailles syracusaines; mais que vient faire, me direz-vous, le nom du graveur sur l'*anathema*?— Voici ma réponse; vous me direz ce que vous en pensez.

« Les graveurs de l'antiquité, à l'exception d'Évantos de Cydonia, ont soigneusement dissimulé leurs signatures sur les monnaies; ainsi un graveur massaliote cachait son nom ATPI dans les favoris de la tête du dieu local (Apollon); Cimon et Événète mettaient eux-mêmes leurs signatures dans des ornements secondaires, tels que la chevelure de Proserpine ou d'Aréthuse, sur un des dauphins qui accompagnent cette magnifique tête, sur le bandeau qui ceint son front, etc. Je crois que si Événète, ayant gravé un *anathema*, mit son nom dessus, il avait de bonnes raisons: en grec, εὖ αἶνη signifie *heureuse louange*. En écrivant son nom de manière à ce que les trois dernières lettres fussent dans le champ, il faisait un jeu de mots comme on en trouve si fréquemment sur les monnaies grecques.

« A Damastium d'Épire, dont le nom fait allusion à celui de la Victoire, δαμάω, *vaincre*, nous trouvons encore un quadrilatère, comme l'un des types principaux; dans cet objet, dont on a déjà donné les

explications les plus invraisemblables, je vois un *anathema* ; quelquefois on y lit le nom d'un magistrat, ΚΗΦΙ ; les caractères en sont trop gros pour que l'on doive y voir le nom d'un graveur. »

Duchalais devait rendre de grands services à la numismatique gauloise, et je lis encore dans une de ses lettres ce passage que je cite avec un certain orgueil, et qui résume la marche qu'il comptait suivre :

« C'est à l'aide des monuments de la Grèce que je tâche d'élucider les obscurités de nos médailles nationales. Je ne sais ce que vous en penserez, mais je crois que nos pères n'étaient pas, comme on le suppose généralement, et comme l'ont dit les Romains, leurs vainqueurs, étrangers au mouvement de la civilisation. Je me confie d'autant plus volontiers à vous, que vous avez dernièrement démontré que Pythagore leur devait une partie de ses doctrines, sinon sa doctrine tout entière. Je crois fermement que les emprunts ont été réciproques, et, faisant amende honorable, j'avoue maintenant qu'à une certaine époque que je crois pouvoir fixer vers l'an 60 ou 70 avant notre ère, les Gaulois savaient, en copiant les types grecs et romains, les approprier à leurs mythes. »

Espérons que les nombreuses notes et les manuscrits de Duchalais, confiés à des mains amies, pourront être mis en état de voir le jour ; ce sera un service rendu à la science, et un digne hommage à sa mémoire.

Quelques mots encore et je termine.

Duchalais était bon ami, confrère obligeant et savant modeste ; ferme dans la discussion, il ne céda que lorsqu'il était convaincu. Je n'ai connu chez personne la probité littéraire plus développée que chez lui. C'était un noble caractère.

Passionné pour l'étude, il a travaillé jusqu'au jour où la maladie est venue paralyser un zèle jusqu'alors infatigable ; il est mort près de sa mère, le 20 août 1854, dans les sentiments d'un vrai chrétien.

A. de BARTHÉLEMY.

LISTE DES OUVRAGES DE J. B. U. A. DUCHALAIS.

ARCHÉOLOGIE.

1. Observations sur les cachets des médecins oculistes, à propos de cinq pierres sigillaires. (Mém. des antiq. de France, nouvelle série, t. VIII.)

2. Note sur une tête de bronze antique, attribuée à Marcus Cœlius Caldus, et restituée à Lépide. (Ib., t. XI.)

3. Recherches sur les antiquités gauloises et gallo-romaines de Suèvres. (Bull. de la Soc. arch. de l'Orléanais.)

4. Explication de quelques bas-reliefs de la cathédrale de Paris. (Mém. des antiq. de Fr., t. VI.)

5. Explication d'un bas-relief de la cathédrale de Parme. (Ib., t. XII.)

6. Le rat employé comme symbole au moyen âge. (Bibl. de l'École des Chartes, t. IX et X.)

7. Etudes sur l'iconologie du moyen âge : chasteté et luxure ; noblesse et vilenie. (Ib., t. X.)

8. Mémoire archéologique sur la tour de Baugenci. (Bull. de la Soc. bibliophile-historique, 1836-37 ; reproduit dans la Mosaïque de l'Ouest et du Centre.)

9. Études archéologiques sur le département de la Meuse. (Rev. de la Meuse.)

10. Mémoire archéologique sur la tour de Montlhéry.

11. Mémoire sur Arcueil, bas-relief de l'église. — Sceaux, imp. de Dépée.

12. Notice sur le diptyque de l'office des fous, envoyée à la Société archéologique de Sens. (Ce mémoire est encore inédit.)

Duchalais avait réuni des notes considérables pour un travail sur *l'arbre paradision*.

Je ne citerai pas dans cette nomenclature les nombreux articles de critique et de compte rendu qu'il a publiés dans un grand nombre de Revues, mais principalement dans la Revue numismatique et dans la Bibliothèque de l'École des Chartes.

HISTOIRE.

13. Dissertation sur une charte inédite de l'an 1138, relative à l'histoire des vicomtes de Melun. (Bibl. de l'École des Chartes, t. VI et

VII.) — Dans ce travail qui concerne une charte scellée avec une monnaie, on trouve une bonne classification des pièces des comtes de Champagne.

14. Recherches historiques sur la ville et le canton de Baugenci. (Ann. de Baugenci de 1845.) — Ce travail, ainsi que le mémoire archéologique sur le donjon de la même ville, devait être refondu dans une histoire générale.

NUMISMATIQUE.

Je ne puis noter les nombreux articles du Dictionnaire de l'histoire de France, publié sous la direction de M. Le Bas, qui sont dus à la plume de Duchalais : il y a mis un bon résumé de la numismatique nationale, depuis l'époque gauloise. — Notons ici que notre confrère avait l'intention de recueillir les documents nécessaires pour la rédaction d'un catalogue général et raisonné des monnaies mérovingiennes.

15. Mémoire sur Apollon Sauroctone. (Rev. archéologique.) Ce mémoire contient des renseignements importants sur la numismatique gauloise des *Remi*.

16. Observations sur quelques points de numismatique gauloise. (Rev. numismatique, 1847.)

17. Le type du Douisien est-il d'origine celtique? Les types monétaires des Gaulois ont-ils eu quelque influence sur les types monétaires du moyen âge? (Ib., 1848.)

18. Des médailles des Sotiates. (Ib., 1846.)

19. Description des médailles gauloises du cabinet de France ; 1 vol. in-8°. Paris, 1846. Firmin Didot. (Couronné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres.)

20. Monnaies gauloises trouvées à Basoches en Dunois. (Rev. num., 1840.)

21. Restitution à la Mauritanie de deux médailles d'Auguste et d'Agrippa attribuées à l'Espagne. (Rev. num., 1842.)

22. Restitution à Éphèse et à l'Égypte de cinq monnaies autrefois classées à Arsinoé de Cyrénaïque et à Éleusa de Cilicie. (Ib., 1848.)

23. Restitution à Ptolémaïs de Pamphylie et à Ptolémée, roi d'Épire, de deux pièces de bronze attribuées à Ptolémaïs de Cyrénaïque. — Médaille inédite de Ptolémaïs de Galilée. (Ib., 1848.)

24. Restitution à Olbasa de Pisidie, à Jérusalem et aux contrées occidentales de la haute Asie, de trois monnaies coloniales attribuées à Océa de Syrtique. (Ib., 1849.)

25. Observations sur les monnaies de Cardia. — Restitution à Larissa de Thessalie et à la Cyrénaïque de quelques médailles attribuées à Cardia. (Ib., 1849 et 1850.)

26. Monnaies inédites de la Cyrénaïque. — Attribution à cette contrée de quelques médailles laissées parmi les incertaines. (Ib., 1850 et 1851.)

27. Mémoire sur les monnaies antiques frappées dans la Numidie et dans la Mauritanie. (Mémoire des ant. de France, nouvelle série, t. IX.)

28. Restitution à la Chersonèse Taurique d'une médaille attribuée aux îles de Clides. (Rev. num., 1851.)

29. Restitution à Corinthe d'une médaille de bronze attribuée à Eriza de Carie. (Ib., 1851.)

30. Recherches sur quelques points de l'histoire numismatique de la ville de Cnide. (Mém. des ant. de France, t. X.)

31. Observations sur quelques médailles de l'Élide. (Rev. num., 1852.)

32. Monnaies de Cyrène au type de l'abeille. (Ib., ib.)

33. Monnaies frappées en commun par les villes de Phères, Atrax, Argissa, Castanea et des Athamans. (Ib., 1853.)

34. Octavie représentée en Victoire sur un denier et un aureus des familles Mussidia et Numonia. (Ib., ib.)

35. Petit bronze de Maurice-Tibère frappé à Carthage. (Ib., ib.)

36. Poids de l'aureus romain dans la Gaule. (Rev. num., 1840.)

37. Attribution à la Canourgue et à Bannassac de monnaies mérovingiennes portant pour légendes BANNACIACO et GVALETANO BAN. (Bull. de la Soc. bibliophile-historique, 1836-1837.)

38. Études numismatiques sur le département de la Meuse; restitution à Sorcy, en Barrois, d'un triens mérovingien attribué à Saucourt. (Rev. de la Meuse, 1841.)

39. Note sur un triens mérovingien frappé à Dourdan. (Bull. de la Soc. arch. de l'Orléanais, 1851.)

40. Restitution à Baugé et Loudun de deux monnaies mérovingiennes attribuées à Baugenci, à Baugi et à Laon. (Rev. num., 1839.)

41. Observation sur quelques monnaies mérovingiennes. (Ib., 1842 et 1845.)

42. Triens de Lyon. (Ib., 1850.)

43. Triens du Gévaudan. (Ib., ib.)

44. Observations sur quelques monnaies mérovingiennes publiées en Belgique et en Russie. (Ib., 1854.)

45. Triens de la Frise. (Ib., 1854.)
46. Un mot sur le type du portail. (Ib., 1840.)
47. Attribution à Baugenci d'une monnaie carlovingienne inédite. (Ib., 1839.)
48. Obole inédite de Thibaut le Tricheur, frappée à Baugenci. (Ib., 1846.)
49. Observations sur quelques monnaies des dixième et onzième siècles, frappées à Senlis, Chinon, Orléans, Étampes, le Mans et Caiteau-Cambrésis. (Ib., 1840.)
50. Notice sur la maille d'or de Baugenci. (Ib., 1838.)
51. Monnaies lorraines au douzième siècle : restitution à Thierry, duc de Lorraine, de monnaies de Neuf-Chateau, attribuées par M. Robert aux évêques de Toul. (Ib., 1845.)
52. Monnaies de Rethel et de Mézières. (Ib., 1851.)
53. Observations sur le type des monnaies de Morlas. (Ib., 1840.)
54. Observations sur quelques monnaies frappées à Orange pendant le moyen âge. (Ib., 1844.)
55. Monnaie inédite du Bourbonnais et de Souvigni. (Ib., 1852.)
56. Mémoire sur une monnaie d'un roi de Naples. (Mém. de la Soc. des ant. de France, t. XII.)
57. Observations sur quelques jetons relatifs à l'histoire du Blésois. (Rev. num., 1847.)
58. Jeton de Blanche de France. (Ib., 1851.)
59. Méreau de l'église Saint-Nicolas de Maintenon. (Ib., 1851.)



L'ÉVÊQUE DE MENDE

ET LES

SEIGNEURS DU TOURNEL.

Les pièces suivantes, que nous croyons inédites, nous ont paru offrir un certain intérêt : le texte que nous en donnons a été copié, sur l'original pour la première, et sur deux vidimus, l'un de 1249, l'autre de 1271, pour la seconde.

Nous les devons l'une et l'autre à l'obligeance de M. le comte de Châteauneuf de Randon, qui a bien voulu nous permettre de puiser dans les précieuses archives de sa famille.

La première pièce est un traité de paix intervenu entre l'évêque de Mende et le seigneur du Tournel, en 1249, à la suite d'une de ces guerres privées si communes avant les règlements de saint Louis sur l'asseurement et la Quarantaine le Roy.

La seconde, intercalée dans la première, est le procès-verbal de la prestation de foi et hommage à l'évêque de Mende, par Odilon Guérin, seigneur de Châteauneuf, pour le château du Tournel, en 1209. Cette pièce, outre la curieuse formule de serment qui la termine, et les détails circonstanciés qu'elle donne sur les obligations qu'entraînait la vassalité au treizième siècle, contient encore des indications qui permettent de préciser davantage certains faits rapportés inexactement par les auteurs du *Gallia christiana*. Par exemple, le départ de Guillaume, évêque de Mende, pour la Terre Sainte, ne doit pas être fixé à la date de 1223, puisqu'en 1209 ses diocésains le croyaient déjà outre mer ; et si à cette date de 1223 il a résigné ses fonctions, il est à croire que ce n'est pas uniquement à cause de son départ pour la Terre Sainte, puisque déjà, en 1209, il avait conservé, quoique absent, son évêché, dont il s'était contenté de confier l'administration à son vicaire Guillaume de Peyre, archidiacre de Mende.

Voici l'analyse de ces deux pièces dans l'ordre même où elles se présentent.

Traité de paix de 1249.

En 1249, le 13 août, l'élu de Mende, au nom de l'évêque de cette ville, et Guigue ou Gui, seigneur du Tournel, tant en son nom que pour Odilon, son fils, et Guérin de Châteauneuf, fils de Guérin d'Apchier¹, s'accordent pour traiter de la paix par-devant Guillaume Pons, notaire public à Beaucaire, aux conditions suivantes :

I. Les deux parties se pardonnent réciproquement le mal qu'elles se sont fait, sauf à faire régler à l'amiable par des arbitres nommés de concert certaines questions réservées.

II. Guigue reconnaît tenir en fief de l'élu de Mende : 1° les château et mandement de Chapieu, pour lesquels il se reconnaît l'homme de l'évêque, auquel il promet de prêter serment de foi et hommage; 2° les château et mandement du Tournel, aux conditions spécifiées dans un acte de 1209 reproduit textuellement et dont nous donnons plus loin l'analyse; 3° les châteaux et mandements de Montmirat et de Montgeloux, aux mêmes conditions que le château du Tournel.

III. Dix personnes de chaque châtellenie ou mandement promettent avec serment à l'élu de Mende d'observer et de faire observer ce traité, et s'engagent, en cas d'infraction de la part de Guigue, à prendre parti contre lui, malgré le serment de fidélité qu'elles lui ont prêté.

IV. Le château ou les châteaux que le seigneur du Tournel n'aura pas remis à l'évêque, dans les cas spécifiés par l'acte de 1209, tomberont en commise, et l'évêque pourra les saisir d'autorité.

V. Guigue et les siens promettent avec serment de rester fidèles à ce traité.

VI. Plusieurs amis ou parents de Guigue se rendent cautions de sa fidélité et promettent leur secours à l'évêque en cas d'infraction de la part de Guigue ou des siens.

VII. Les hommes de Chanac Vilar et Mende (selon toute apparence vassaux de l'évêque) seront exempts de tout péage sur les routes de Guigue dans l'évêché de Mende.

VIII. Guigue s'engage à satisfaire ses créanciers de Mende d'après le jugement de l'élu, qui, alors, lui rendra le château de Chapieu.

IX. Il s'engage encore à s'expliquer, devant l'élu, sur toutes les

1. C'est probablement le même dont on trouve une courte biographie dans Raynouard, *Choix des poésies des troubadours*, tom. V, p. 155.

questions personnelles élevées contre lui, soit par l'élu lui-même, soit par d'autres.

X. Guigue, et le doyen du Puy, pour Guérin de Châteauneuf, jureront, avec dix chevaliers, de travailler de bonne foi à remettre l'élu en possession du château de Castelboe.

XI. Guigue rendra à l'élu et à Randon le château de Montmirat qu'ils garderont jusqu'à parfait accord entre R. d'Anduse et Guigue.

L'acte est alors signé, et les ratifications, c'est-à-dire les serments, reçues par le notaire; on prend note de l'exception faite en faveur de l'élu, qui promet sans prêter serment; enfin, le notaire signe lui-même pour donner à l'acte toute son authenticité.

Voici maintenant l'analyse de la seconde pièce :

Prestation de serment de foi et hommage par Odilon Guérin, seigneur du Tournel, à l'évêque de Mende (5 juillet 1209).

Odilon Guérin reconnaît à l'évêque et à l'église de Mende la régale et tous les biens et droits qui en dépendent dans tout l'évêché de Gévaudan. Par suite, il prête, comme ses prédécesseurs¹, le serment de foi et hommage entre les mains de Guillaume de Peyre, archidiaque de Mende, vicaire de Mende.

Ce serment impose au seigneur du Tournel et à ses successeurs les obligations suivantes :

I. A tout changement, soit d'évêque, soit de vassal, les châteaux tenus en fief de l'évêque lui seront rendus à première réquisition, à lui ou à son mandataire.

II. Si l'église ou l'évêque de Mende a procès ou guerre, le seigneur du Tournel lui doit rendre le château qui serait le plus utile pour venir à bout de ses ennemis, sans être pour cela dégagé de l'obligation de lui porter secours autant qu'il pourra.

III. Même obligation encore si l'un des hommes du seigneur du Tournel devient l'ennemi de l'évêque ou de l'église de Mende.

IV. Dans les châteaux ainsi remis entre ses mains, l'église ne se doit entremettre ni de claims, ni de justice, fors de batailles de trahison, à moins toutefois que le seigneur du Tournel ne fasse pas justice du mal qui a été commis.

1. Et en effet il existe aux archives de la Lozère un acte contenant la prestation d'un serment de ce genre par un seigneur du Tournel, en 1134. Cet acte, en langue vulgaire, a été publié, mais d'une façon peu correcte, dans les *Documents historiques sur le Gévaudan*, par M. G. de Burdin, archiviste de la Lozère. 2 vol. in-8°.

V. Si le seigneur du Tournel appelle un vassal de l'église, ou est appelé par lui pour trahison, c'est à l'évêque que revient le droit de connaître de l'affaire et de confisquer les biens du coupable.

VI. L'église ne doit, à titre de seigneurie, tenir ou forcer absolument que les châteaux forts, et ce, sans dommage ni perte pour le seigneur du Tournel, et sans rien demander dans les autres terres qui appartiennent audit seigneur.

VII. Armand de Peyre, prévôt, et Guillaume de Peyre, archidiacre de Mende, vicaire de l'évêque Guillaume, du consentement exprès des chanoines et du chapitre de Mende, promettent au seigneur du Tournel que l'église le garantira de toute attaque et de toute réclamation au sujet de ce qu'il tient d'elle et de l'évêque, ainsi que de toute guerre ou tort que lui ferait homme de l'évêché ou étranger à l'évêché.

Suit la formule assez curieuse du serment prêté par Odilon Guérin.

Pour la pièce de 1209, nous donnons en note les variantes que fournit le *vidimus* de 1271.

Anno dominice incarnationis M^o CC^o XL^o VIII^o, III^a indictione, idibus augusti, regnante Ludovico rege Francorum, super discordia sive guerra que fuerat inter dominum O. electum Mimatensem, ex una parte, nomine suo et nomine episcopi Mimatensis, et dominum Guigonem de Tornello, ex altera, idem dominus electus et dominus Guigo de Tornello, intendentes paci et concordie, ad invicem, in formam infra scriptam convenerunt. Et est sciendum quod tam dominus electus, pro se et hominibus et valitoribus suis, quam dominus Guigo, pro se et O. filio suo et hominibus et valitoribus suis, facturi firmum teneri, pacem et concordiam faciunt in perpetuum tenendam et inviolabiliter observandam, remittentes sibi, ad invicem, uterque pro se et hominibus et valitoribus suis, alteri pro se et hominibus et valitoribus ejus, et omne odium, omnem discordiam, omnia dampna, quocumque modo contigerint, usque modo, ob dictam guerram, vel occasione dictæ guerre, liberantes alter alterum, pro se et hominibus et valitoribus suis, ab omni petitione et obligatione, quibus alter alteri tenebatur, et a dampnis, rancuris et injuriis sibi ad invicem, usque in hunc diem, qualitercumque illatis, salvo eisdem domino electo et domino Guigoni de Tornello et domino decano Podiensi, pro ipso et pro Garino de Castro Novo, filio quondam domini Garini de Apcherio, quibusdam questionibus realibus ad invicem competentibus, per compo-

sitores amiables terminandis, inquisita a scientibus veritate. O. quidem dominus electus, et dominus Guigo, et dominus decanus, pro se et Garino filio quondam dicti domini de Apherio, pacem faciunt, pro se et hominibus et valitoribus suis, in formam superius nominatam, et se ad invicem liberaverunt et aboliverunt de omnibus dampnis, petitionibus et gravaminibus et obligationibus sibi ad invicem usque ad hunc diem qualitercumque illatis, et ab omnibus petitionibus, rancuris et demandamentis, et omnibus obligationibus et quasi obligationibus, quibus ad invicem tenebantur. Omnibus peractis, dominus Guigo de Tornello recognovit et professus fuit domino electo, nomine episcopi et ecclesie Mimatensis, se tenere ad feudum, ab eodem domino electo, nomine episcopi ecclesie Mimatensis, et ab eadem ecclesia, castrum de Capione, et castra sive fortalicias factas modo et in posterum faciendas in mandamento dicti castri de Capione. Recognovit etiam se esse hominem, pro dicto castro et pertinentiis suis, dicti domini electi, nomine episcopi dicte ecclesie Mimatensis, et ejusdem ecclesie Mimatensis, et se debere jurare fidelitatem et homagium facere, pro dicto castro et pertinentiis suis, ecclesie Mimatensi et electo sive episcopo Mimatensi, nomine episcopi Mimatensis qui pro tempore fuerit. Recognovit etiam dicto electo, nomine episcopi dicte ecclesie, se debere reddere dictum castrum et fortalicias factas et faciendas in mandamento dicti castri, dicto domino electo et successoribus suis ad omnem somesiam sive requisitionem...., scilicet quociens fuerit requisitus a domino electo, vel per ipsum dominum electum, vel per successores ejusdem, viva voce vel per patentes litteras sigillo pendenti sigillatas..... vel successorum, vel per certum nuncium ipsius electi vel successorum ejusdem, castra, inquam, et fortalicias factas et faciendas, munienda et muniendas a dicto domino electo vel successoribus ejus, pro eorum omnimoda voluntate.

Item recognovit dicto domino electo, nomine episcopi ecclesie Mimatensis, se tenere ab eodem et successoribus suis, ad feudum, castrum de Tornello et forcias et fortalicias factas et faciendas in ejusdem castri mandamento, in forma que continetur in quadam carta sigillata cum quadam bulla plumbea, cujus tenor talis est :

Dominice incarnationis anno M^o CC^o VIII^o, indictione VII^a,

quinta die intrante mense julii (Philippo rege Francorum *), Guillelmo n^o Mimatensi episcopo. Connoguda¹ causa sia² (a totz homes), que eu³ Odil⁴ Garis, davan Deu et davan l'altar de madona Saneta Maria, e davan las reliquias del glorios martir⁵ saing Privat, en la gleisa⁶ de Meinde, en la presencia⁷ del capitol (e de gran partida dels baros e dels chastelas de l'evesquat), e del prebost de Monmiraut⁸, que i era da⁹ part lo dig rei de Fransa, conosc et confes que li gleisa¹⁰ de Meinde deu aver e ha¹¹ la regalia e las¹² razos e las¹² segnorias¹³ que perteno a la regalia, en tot l'evesquat de Gavalda, si que, per nom de regalia¹⁴, mei ancessor e tug l'altre (baro) ancessor d'aquels, que ara y¹⁵ son, e nos meseys avem, sai en reires, fag homenest e fezeltat¹⁶, absagramen¹⁷, a l'evesque Guillelm monsenhor¹⁸, que cresem¹⁹ que sia oltra mar; e aoras eu³ Odil⁴ Garis sobredigz²⁰, per reconoisensa²¹ de la sobredicha regalia, faz²² homenest e jure fezeltat¹⁶ (ab sagramen), per nom de l'evesque, et de la dicha gleisa⁶, a te Guillelm de Peyra, archadyaque²³ de Meinde, que tenes aora lo loc de l'evesque e la²⁴ vicaria de tot l'evesquat, per voluntat e per mandament²⁵ del sobredig evesque, e promet que eu³ ti reda²⁶, per la sobredicha segnorria²⁷, lo chastel del Tornel (els altres chastels que son bastit el mandament del Tornel), zo²⁸ es a saber : Tornamira, el chastel de Baiet²⁹, e Cubeyra, e Cerver³⁰, e Valescura, et la metat delein³¹, et Montorser³²; e generalment³³ totas las forsas que i son o³⁴ i serion per adenan³⁵ bastidas, conosc que dei³⁶ redre³⁷, ad evesque mudan, o a segnor³⁸ mudan daus la mia part. Tots³⁹ aques⁴⁰ davandig chastels o forzas⁴¹ que ara son bastit, o que serau, et tots los altres chastels, e las forsas que (eu ai, mi per adenant auria en tot l'evesquat, e) aoras non tenia⁴² de

* Les mots entre parenthèses ont été omis dans le vidimus de 1271.

1. Conoguda. — 2. Sya. — 3. Heu. — 4. Odils.

5. Martyr. — 6. Gleysa. — 7. Presensa. — 8. Montmirau.

9. De. — 10. Liglieysa. — 11. A. — 12. Ellas.

13. Sênhorias. — 14. De la regalla. — 15. I. — 16. Fedeltat.

17. Sacremens. — 18. Monsenher. — 19. Crezem. — 20. Sobredigs.

21. Reconoysensa. — 22. Fas. — 23. Archidyaque. — 24. Ella.

25. Mandamen. — 26. Renda. — 27. Senhoria. — 28. So.

29. Baet. — 30. Servier. — 31. Delleng. — 32. Montorsier.

33. Generalmen. — 34. E. — 35. Adenant. — 36. Dey.

37. Rendre. — 38. Senhor. — 39. Tostz. — 40. Aquels.

41. Forsas. — 42. Tenha.

seignor⁴³, conose que dei tener de la gleisa⁶, e redre³⁷ d'aital⁴³ maneira⁴⁵, que quan l'evesques que (i) venria⁴⁶ novels, volria recebre lo Tornel o un des altres chastels, o poscha far, e quant auria aquel recebut⁴⁷, o hom per el, e pois⁴⁸ redut⁴⁹ a me, o ad aquels que apres me teno los chastels e las altras forzas⁵⁰ pot en altre somonre⁵¹ el o hom per el, e det lo li redre³⁷, eu³ o aquels que apres me venrau; e atressi com es de sobre dig, pos aquel aura l'evesques a me o als meus redut⁴⁹, pot en altre somonre⁵¹ e recebre, el o hom per el; e en aisi⁵² con d'aquest es dig, deu⁵³ somonre e recebre e redre tots los altres chastels sobre digs, que son o serau⁵⁴ bastit en tota ma terra, que ad ora⁵⁵ non tenc de sengnor, a la muda del seignor⁵⁶ de la gleisa⁶, o daus la mia part seignor⁵⁶ mudan. E si la gleisa⁶ avia plags o guerra ab negun home, que no volgues penre⁵⁷ sa razon⁵⁸, deg l'en valer eu³, o aquil⁵⁹ que apres me venrau, et se valer no il volia, dei⁶⁰ li redre a l'evesque, o ad aquel qu'il mandaria, aquel chastel que seria plus profoitables⁶¹ a destregner⁶² los enemics⁶³ de la gleisa⁶, e per tot aquo eu³ no seria escorts⁶⁴ que non aiudes a la gleisa⁶ a bona fe segon mom poder; e per seus covinents l'igleisa⁶ deu mi valer e mantener de tot home, que no volgues penre mon dreg, e quant eu³ fronteiramen⁶⁵ li valria de plag o de guerra, poyria l'evesque o il seu, tornar els chastels que eu³ ai⁶⁶, ni auria, que de seignor⁵⁶ altre non tengues, sas⁶⁷ recebre las forzas⁶⁸, e sas dan, e sans messio de me o de mes homes. Atressi promet e conose, que si alcus hom, chavalliers o altre, qui que fos, de tota ma terra, fraignia⁶⁹ paz, e eu³ nol volia o⁷⁰ nol podia destrengner⁷¹ ad emendar⁷² lo forfag, aquel chastel que fos plus aisies⁷³ ad aquel a forsar e destrengner⁷¹, dei³⁶ redre a l'evesque per la paz⁷⁴, e als⁷⁵ pasers; seyll⁷⁶ y eron tug o⁷⁰ parts, e se negu non iavia, redria⁷⁷

43. Senher. — 44. Daytal.

45. Maneyra. — 46. Vienra. — 47. Receput. — 48. Poys.

49. Rendut. — 50. Forsas. — 51. En semonre altre. — 52. Aysi.

53. Deu hom semonze. — 54. Seriau. — 55. Que a ora non teing de senhor.

56. Senhor. — 57. Penra. — 58. Razo. — 59. Aquel. Dans le texte de 1249, il y avait d'abord « aquel » qui a été corrigé en « aquil » de la même main.

60. Dey. — 61. Profeytables. — 62. Destreinher. — 63. Enemics. — 64. Escortz.

65. Fronteyramen. — 66. Ay. — 67. Sans. — 68. Forsas.

69. Franhia pas. — 70. E. — 71. Destreinher. — 72. Hesmendar.

73. Aysiez. — 74. Pas. — 75. Al. — 76. Il. — 77. Rendut.

lo chastel a l'evesque e ad aquels per cui le pais ⁷⁸ adonc sic governaria, tro aquel o aquil fosso ⁷⁹ ad adobamen ⁸⁰ vengut o lur agues le ⁸¹ paz ⁷⁴ fag lo mal que ad aquel temps poyria far ⁸²; e tan ⁸³ quan aquel chastel tenrio, non ⁸⁴ fario dan ni messio a me nil ⁸⁵ als meus; e en tots aques ⁸⁶ digs covinens, voil que sia a tots homes certa quels mazes, en ques foras non ha, ni per adenan non ⁸⁷ serio, els quals eu ³ ay alo, reteing francs, que il ⁸⁸ gleisa ⁶, per la segnoria ²⁷ dels chastels, no poscha ren querre ni demandar, si per aventura chastels o forsa no si bastia, laqual ⁸⁹ tenria de la gleisa ⁶, ella ⁹⁰ reconnoisseries, ella redria a segnor ⁹⁰ mudan de sai o de lai (aisi) ⁹¹, con es de sobres ⁹² dig e escrig; atreissi ⁹³ els chastels que li gleisa tenria segon los ⁹⁴ davandigs covinens, nos deu entremetre ⁹⁵ de clams, ni justicias ⁹⁶, fora bataillas ⁹⁷ de tracio. Se li mei ⁹⁸ home, fosso chavalier o altre, s'encolppavo ⁹⁹, e eu ³ non o menava aisi ¹⁰⁰ com devria, quar l'encolpameus de mes homes devo ¹⁰¹ venir davan ¹⁰² me e eu dec o menar a rado, e se non o fasia, l'evesques, comma segner ⁵⁶ mager, o poiria ¹⁰³ adoncs menar e destrengner ⁷¹ davan se. Pero las terras ellas fazendas del trachor remenrau a me, mas s'ieu ³ encolpava altre chastella, d'equels ¹⁰⁴ que teno los chastels de la gleisa ⁶, o altre me, aquo que deu venir davan l'evesque per menar e per destrengner ⁷¹ a rado, o per aver a son ops las terras et las fazendas d'aquel que seria trachor prohatz davan sa cort, per paraula e per batalla ¹⁰⁵; ni deu tener ni forzar li gleisa ¹⁰⁶ neguna mayso, per non de segnoria ²⁷, mas aquellas del chastel on seria la forsa, ses tota messio ¹⁰⁷ e ses ¹⁰⁸ tot dan meu, de me e ¹⁰⁹ de mes homes; ni pot ni deu ren demander, per nom de segnoria ¹¹⁰, dels chastels, en cui terradors o mendamens serio, els homes, ni en las aigas ¹¹¹, ni els boc ¹¹², ni els paschers ¹¹³, ni els molis ¹¹⁴, ni en las altrs terras laoradas ¹¹⁵ o

78. Per cui adoncs li pas si governaria. — 79. Fosson. — 80. Adobramen.

81. Li. — 82. Lur poyria far. — 83. Tant quant. — 84. No.

85. Ne. — 86. Aquests. — 87. No. — 88. Queyl. — 89. Loqual.

90. E la reconoysecia e la tenria. — 91. De say o de lay. — 92. Sobre.

93. Atressi. — 94. Las. — 95. Entrametre. — 96. Ni de justicias.

97. Batalhas. — 98. Meu homes. — 99. Sencolpava. — 100. Aysi. — 101. Deu.

102. Davan. — 103. Poyria. — 104. D'aquels. — 105. Batalha.

106. La gleysa. — 107. Messio. — 108. Sans. — 109. O.

110. La senhoria. — 111. E las aygas. — 112. Basos. — 113. Paschiers.

114. Molins. — 115. Lamadas ehermas. —

ehermas, que eu ay, o li meu ¹¹⁶, en tots ¹¹⁷ los terradors de mes chastels, e els mandamens.

Daus l'autra ¹¹⁸ part eu ³ Aremans ¹¹⁹ de Peyra prebost, e eu ³ Guilhelms de Peira archediaques ¹²⁰ de Meinde, tenens la vicaria de l'evesquat, per nom e per mandamen de monsenher ¹²¹ En Guillem l'evesque, ab voluntat e ab cossentimen espres dels chanonis ¹²², e del * chapitol de la gleisa, *prometem a te, Odil Gari, que jamais* ¹²³ l'evesque, nil gleisa ⁶ o negun hom del mon, clergue ni laic ¹²⁴, no do ni auctore lo menatge, ni negun dels *fiens que tu* tes de la gleisa ⁶, per so que tu *aquels* tengues de la gleisa ⁶, e tu d'aquel, se tu aiso ¹²⁵ no volias, e li toa voluntats ¹²⁶ ab aquella ¹²⁷ de l'evesque e de la gleisa ⁶ nons'acordava *E se en ta terra, on que sia, dans l'evesquat de Javalda, bastias* chastel o chastels, de que hom ti ¹²⁸ mogues guerra o rancura ¹²⁹, que non volgues penre ton dreg ¹³⁰, *li gleisa t'en deu valer e* *mantener a bona fe, ab tot son poder. E se negus hom de l'evesquat o de foro l'evesquat te movia la guerra, nit fasia* ¹³¹ rancura, que non volgues penre ta rado, nos te prometen que il gleisa ⁶ t'en valla ¹³² tos temps ab tot son poder.

Li ¹³³ manera de la feseltat es aitals: Eu Odils Garis, davan lo cor Deu ¹³⁴, jure sobre saings ¹³⁵ evangelis tocatz ¹³⁶, e sobre las reliquias de mosegnor ¹³⁷ saing Privat, qu'eu ¹³⁸, d'aquesta hora anans ¹³⁹, serai fizels ¹⁴⁰ a monsegnor saing Privat, a la gleisa de Meinde, e a mosegnor En Guillem l'evesque, et a tots los altres que apres lui ¹⁴¹ venrau, e al chapitol ¹⁴², e ne serai en conceil ¹⁴³ ni en fag per que perdo vida ni membre ¹⁴⁴ ni syon pres; lo cossoil quem dirau ¹⁴⁵ per se o per lur messatge o per lur letras, no manifestarai ¹⁴⁶ a lur dan, anan e venen los defendrai els gardarai ¹⁴⁷ de tot mon ¹⁴⁸ poder.

Aiso ¹⁴⁹ fon fag a Meinde, en la gleisa ⁶ major, davan l'altar de

116. El meu. — 117. Totz. — 118. Laltra.

119. Armans. — 120. Deyra archedyagues. — 121. Mo senher. — 122. Chanoins.

* Les lettres et mots soulignés manquent dans le vidimus de 1249, qui est rongé à cet endroit, et ont été restitués d'après le vidimus de 1271.

123. Jamays. — 124. Layc. — 125. Ayso. — 126. Voluntatz.

127. Aquela. — 128. Si. — 129. Rancu. — 130. Ta rado. — 131. Ni te dizia.

132. Valha. — 133. La maneyra de la fedeltat es aytels. — 134. Lo cor de Dieu.

135. Sains. — 136. Tochatz. — 137. Monsenher. — 138. Que eu.

139. Enans. — 140. Fedels. — 141. Luy. — 142. Capitol. — 143. Conseil.

144. Membres. — 145. Que dirau. — 146. Manifestaray.

147. Los defendray els gardaray. — 148. De tot mom poder. — 149. Ayso fo.

madonna saneta Maria, aisi ¹⁵⁰ com es dig de sobres ¹⁵¹, presens G. archadiaques ¹⁵², A. prebost, Guilhem Gaucelm, V. del Granier, B. de Senaret, R. Peyre, V. Baile ¹⁵³, R. Blanc, S Bermondent, B. Vacho, Jos. de Combretas, P. de la Garda, W. Messatge chanonis ¹⁵⁴ de la dicha gleisa ¹⁵⁵ de Meinde; Motet, G. de Chantoricas, Aldebertus prior de Chairac ¹⁵⁶, Raymond d'Anduse, G. Meschi, R. de Monjudeu ¹⁵⁷, W. de Senaret, P. Amblardus ¹⁵⁸, G. de Vinavella, G. de Nogaret, Jordas del Tornel, P. Valletas, Bonafas Messers, P. Arnals, Aldebert Amblarts ¹⁵⁹, El prebos ¹⁵⁹, de Montmeraut Bertran Bichets ¹⁶⁰, e mols ¹⁶¹ daltres, e eu ³, Johans ¹⁶² de las Alas notaris, y fui ¹⁶³, que, per mandamen dambas las parts, escrius aquesta carta, e bollei ¹⁶⁴, e eu ³, Odils Garis davandig, que plus ferma e mels creduda fos, y pausei ¹⁶⁵ mo sagel.

Recognovit etiam eidem domino electo, nomine episcopi ecclesie Mimatensis, se tenere ab eodem et successoribus suis, ad feudum, castrum de Monte Mirato, et de Monte Geloso, et forcias et fortalicias factas et faciendas in mandamentis eorum, in formam in qua tenet castrum de Tornello, pro quibus tribus castris et singulis eorum mandamentis ipse dominus Guigo et successores ejusdem homagium et fidelitatem tenentur facere et jurare domino electo et successoribus suis. Promisit eciam dictus dominus Guigo, pro se et successoribus suis, dicto domino electo per stipulationem et sub obligatione omnium bonorum suorum, se defensurum dicta castra de Monte Mirato et de Monte Geloso, si forte, pro dictis castris vel altero eorum, a quacumque persona, occasione dominii, controversia moveretur, et se facturum quod dictus dominus electus et successores sui proxima duo castra, quiete ac pacifice, ratione dominii, possidebunt. Item fuit conventum quod de quolibet dictorum castrorum X persone eligende a domino electo jurent, et jurati promittant domino electo et successoribus suis, nomine episcopi ecclesie Mimatensis, se omne et totum auxilium et consilium datueros domino electo et successoribus suis contra dictum Guigonem et successores suos, si forte contigerit dictum dominum Guigonem vel successores suos conventiones prehabitas non

150. Aysi. — 151. Sobre. — 152. Archedyagues.

153. Baili. — 154. Chanoins. — 155. Glyeysa. — 156. Chirac.

157. Movendon. — 158. Amblart. — 159. Prebost. — 160. Bernard Bichatz.

161. Molt. — 162. Jehans. — 163. Fu. — 164. Bolley. — 165. Pausey.

servare, X persone inquam absolute ex tunc a sacramento fidelitatis et hominio quibus domino Guigoni tenentur.

Item fuit conventum quod si dominus Guigo vel successores sui conventiones prehabitas vel earum aliquam vel singulas non servaret, super redditione dictorum castrorum, sicut superius continetur, facienda, castrum quod non redderet, secundum conventiones supra scriptas, tantum modo incidat commissum domino electo et successoribus suis, et dictus dominus electus et successores sui possint apprehendere dictum castrum auctoritate sua.

Item fuit conventum quod dictus dominus Guigo debet reddere domino electo balivam de Bramonas.

Item fuit conventum quod dominus Guigo, et O. filius suus, et decanus Podiensis, omnia et singula suprascripta, pro se et successoribus suis, in perpetuum attendant, faciant et observent, et promittant, sub obligatione omnium bonorum suorum, per stipulationem dicto domino electo, pro se et successoribus suis, et super Dei evangelia jurent.

Fuit etiam conventum, quod dominus Graillus de Montelauro senior et Pontius filius ejus, per litteras patentes, et Graillus ejus filius, et Dragonetus de Monte Albano, et dominus Randonus, et dominus Guigo de Castro Novo, et Armandus de Rêda promittant, sub omnium bonorum suorum obligatione, et jurent super sancta Dei evangelia, se facturos et curaturos quod predicti dominus Guigo et O. filius ejus et dominus decanus Podiensis omnia predicta et singula attendent et facient et servabunt, daturi litteras pendentes domino electo super predictis observandis. Promittent etiam et jurabunt, et promissores predicti, et quidam milites de Garda et de Altero et de Tornello, quod, si infra quinquennium proximum predicti dominus decanus et Guigo et O. filius vel aliquis eorum guerram facerent vel moverent domino electo vel successoribus ejus, se valituros dicto domino electo, et facturos guerram contra predictos dominos decanum et Guigonem et O. filium ejus vel contra aliquem eorum.

Item fuit conventum quod homines castri de Chanac et de Vilar et de Mimate, transeuntes stratas domini Guigonis, que sunt in episcopatu Mimatensi, pro personis vel rebus suis nullum debent pedagium domino Guigoni vel successoribus, non intendens per hoc aliquod pedagium confirmare.

Item fuit conventum quod dictus dominus Guigo satisfaciat creditoribus suis Mimatensibus, ad cognitionem domini electi. His firmatis et cautis ydonee, ut supra dictum est, dominus electus debet reddere castrum de Capione domino Guigoni.

Item fuit conventum quod, si questiones fierent, per dominum electum vel per alium, personales de domino Guigone, satisfaciat et respondeat coram domino electo quod de jure fuerit respondendum.

Item fuit conventum quod dominus Guigo et dominus decanus jurent, cum X militibus, quod fideliter et bona fide laborabunt pro recuperando castro quod vocatur Castellum Boe, et recuperatum illud reddetur domino electo vel successoribus suis, et dominus electus confitebitur se habere illud a domino Garino, qui tenebunt (*sic*) dictum castrum, et audient (*sic*) super possessione dicti castri tam dominum R. de Andusia, quam Garinum de Castelnau, filium quondam Garini de Apcherio, et illi restituet possessionem dicti castri cui de jure fuerit restituenda. Si vero, infra III annos, dictus R. de Andusia, super possessione dicti castri, de jure suo, coram electo vel successoribus suis vel eorum locum tenentibus, fidem non fecerit, teneatur reddere possessionem dicti castri dicto Garino, salvo jure, tam super possessione quam super proprietate, ipsius R. de Andusia.

Item fuit conventum quod dominus Guigo reddat castrum de Monte Mirato domino electo et domino Randono, qui tenebunt dictum castrum, donec dictus dominus Guigo, de dampnis datis ob culpam sui vel suorum, domino R. de Andusia, in castro de Vaissino et in castro de Castelboe et in aliis locis, a pascate citra, fuerit eidem B. de Andusia, ad cognitionem electi et Randoni satisfactum, et idem dictus dominus R. de Andusia teneatur, ad cognitionem eorundem, eidem Guigoni satisfacere de dampnis datis dicto Guigoni, a dicto tempore citra, per se vel per suos, exceptis illis dampnis que dedit eidem Guigoni vel suis cum domino electo et pro ipso, tam ipse quam sui, tempore guerre, de quibus est quittus et immunis, ut superius continetur.

Actum fuit hoc apud Belliquadrum, in claustro Beate Marie.

Hujus rei sunt testes: Gisbertus prior de Floirac, G. de Garda prior de Bell., dominus A. de Petra prepositus Mimatensis, A. sacrista, G. de Revella canonicus, ... prior Sancti Bausini,

A. de Andusia, B. ejus filius, Drogo de Albusonio, R. Valletas, Gardenant miles, A. de Nova Ecclesia miles, B. Mandaterra, B. de Giol, Jaucelmus de Castro veteri, Moneta, J. Amblardus, B. de Quintinnac, F. de Boissone, magister Nicholas, R. Galien, R. Blancus, J. Pages, A. de Monte Rotundo, Peironus Picus.

Eodem loco et coram eisdem testibus, dictus decanus et dictus Guigo, volentes exsequi quod supra juraverant, juraverunt se fideliter et bona fide facturos et curaturos quod ipsi recuperabunt castrum quod vocatur Castelboe, et illud recuperatum reddent domino electo, prout supra continetur. Et Regordana, Jaucelmus, B. Mandaterra, O. de Gotpeira, Cardo, milites, juraverunt se facturos et curaturos quod predictum castrum predicti domini recuperabunt, et illud reddent domino electo. Et incontinenti dictus Guigo juravit fidelitatem domino electo, et homagium fecit eidem, pro predictis castris et pro singulis predictorum, recipienti nomine episcopi ecclesie Mimatensis, et, predictis omnibus sic peractis et recitatis, dominus electus et dominus Guigo et decanus Podiensis, salvis treugis, et dampnis datis, occasione treugarum sibi ad invicem remiserunt omnia dampna data et injurias et rancuras quittumque¹ ad invicem per se vel per alios illata fuissent vel illate, et odium remiserunt, et pacem fecerunt perpetuo observandam, et super sancta Dei evangelia, tacta corporaliter, juraverunt omnia predicta et singula perpetuo observare, excepto electo qui non juravit et promisit.

Ego vero Guillelmus Poncius, publicus notarius Belliquadri, his predictis interfui, qui, mandato partium predictarum, hanc cartam scripsi, et signo meo signavi, et aliquantulum rasure supra feci.

1. Peut-être faut-il lire *quecumque* ?

DOCUMENTS

BIOGRAPHIQUES

SUR DOM MARRIER.

Le nom de dom Marrier rappelle celui de l'un de ces dignes religieux et de ces écrivains laborieux, tels qu'en produisit en bon nombre le dix-septième siècle. Ses principaux titres littéraires sont la *Bibliotheca Cluniacensis*, qu'il fit paraître conjointement avec André Duchesne, et son histoire de Saint-Martin des Champs. Le premier de ces deux livres justifie pleinement son titre, car c'est une véritable bibliothèque où les éditeurs ont fait entrer tous les ouvrages des premiers abbés de Cluni qu'ils avaient pu découvrir. En voici l'intitulé, qu'on lit sur le frontispice, où se voit une gravure comme celles qu'André Duchesne aimait à mettre en tête de ses livres : *Bibliotheca Cluniacensis, in qua SS. Patrum, abb. Clun. vitæ, miracula, scripta, statuta, privilegia, chronologiaq; duplex, item catalogus abbatiarum, prioratuum, decanatum, cellarum et eccles. a Clun. cœnobio dependentium, unum cum chartis, et diplomat. donationum earundem, omnia nunc primum ex Ms. codd. collegerunt Domnus Martinus Marrier, monast. S. Martini a Campis Paris. monachus professus et Andræus Quercetanus Turo., qui eadem disposuit ac notis illustravit. — Lutetie Parisiorum, sumptibus Roberti Fouët, via Jacobæa, sub insigni Temporis et Occasionis. 1614.* C'est un in-folio de 1832 colonnes d'impression, non compris les tables, et qui est suivi des notes de Duchesne, formant une pagination à part de 178 colonnes sans la table, sous ce titre : *Andrææ Quercetani Turonensis notæ ad Bibliothecam Cluniacensem.* La publication d'un tel livre, qui se rattachait à l'histoire de l'une des plus fameuses abbayes du monde chrétien ¹, ne pouvait que mettre tout

1. L'abbaye de Cluni, fondée au commencement du dixième siècle par Guillaume le Pieux, duc d'Aquitaine, et qui n'eut d'abord que les douze religieux qu'y établit le bienheureux Bernon, son premier abbé, devint chef d'un ordre qui comptait au douzième siècle, suivant Hélyot, près de deux mille monastères. (Voy. Hélyot, *Hist. des ord. mon.*, t. V, p. 186.)

d'abord dom Marrier en réputation. Elle lui ouvrait une voie dans laquelle il se tint toute sa vie. Car ce fut sur la fin de sa carrière qu'il donna au public son histoire de Saint-Martin des Champs. Cet ouvrage, qui a pour titre : *Monasterii regalis S. Martini de Campis Paris. ordinis, Cluniacensis historia, libris sex partita, per Domnum Martinum Marrier, ejusdem monasterii monachum professum. — Parisiis, apud Sebastianum Cramoisy, typographum regium, via Jacobæa, sub Ciconiis. M DC XXX V*, — porte pour épigraphe ce verset du livre des Rois, qui montre dans quel esprit il fut composé, et quel était l'amour de l'auteur pour son monastère, dont il se faisait l'historien : *Sint oculi tui, Domine, aperti super domum hanc die ac nocte*. Cette histoire de Saint-Martin des Champs est un in-4° de 576 pages, dédié au cardinal de Richelieu, et, nous ne dirons pas orné, mais accompagné d'un mauvais portrait de l'illustre prélat. Elle est divisée en six livres. Le premier livre contient la charte de fondation et les principaux privilèges de ce prieuré fameux. Le second, les statuts et les réformations du monastère. Le troisième, le catalogue historique de ses prieurs. Le quatrième, la liste des prieurés dépendant de Saint-Martin des Champs. Le cinquième, un pouillé des prébendes et chapelles à la nomination du monastère. Enfin le sixième, sous le titre de *Monumenta Martiniana*, comprend les tombeaux, les épitaphes et les inscriptions. La *Bibliotheca Cluniacensis* est assurément un livre d'une plus haute valeur historique que l'histoire de Saint-Martin des Champs. Car, sans compter qu'il renferme une foule de pièces d'un grand intérêt, on sent dans la disposition de tout l'ouvrage l'empreinte d'une main plus habile que celle de dom Marrier. Cependant, l'histoire de Saint-Martin des Champs n'est pas non plus sans importance. Son principal mérite suivant nous, et c'en est un, c'est d'être l'une des premières histoires d'abbayes qui aient été données au public. Car, bien qu'elle n'ait paru qu'en 1635, c'est-à-dire dix ans après l'histoire de l'abbaye de Saint-Denis, de dom Doublet, on peut pourtant en faire remonter l'idée première à un petit ouvrage que dom Marrier avait publié dès l'année 1606, sous le titre de *Martiniana*¹. Il peut donc passer à juste titre pour avoir précédé dom Doublet

1. C'est du moins ce que nous conjecturons d'après le titre du livre; car nous l'avons vainement demandé à la Bibliothèque impériale, à celle de Sainte-Geneviève, et à la Mazarine. Quant au titre, le voici tout au long, tel qu'il se trouve dans le catalogue de Cangé : *Martiniana, id est Literæ, Tituli, Cartæ, Privilegia et Documenta foundationis prioratus conventualis S. Martini a Campis, Parisiis, Ordinis Cluniacensis*. Parisiis, 1606, in-8°. Ce titre, comme on le voit, embrasse la matière du premier des six livres de l'histoire de Saint-Martin des Champs.

et tous les autres biographes de monastères. Rien qu'à ce point de vue, il a sa place marquée dans l'histoire littéraire, et ce qui le concerne mérite de fixer l'attention. Nos recherches sur cet écrivain nous ayant fourni quelques particularités intéressantes, nous croyons devoir en faire part à nos lecteurs. Elles ont trait à sa nomination à l'office de prieur claustral de Saint-Martin des Champs, office qu'il finit par résigner après seize ans de tribulations de tout genre. Il existe une petite biographie de dom Marrier, écrite par dom Germain Cheval, son ami, et comme lui religieux de Saint-Martin des Champs¹. Mais elle contient bien peu de choses, et les pièces que nous allons donner montrent qu'elle aurait pu être beaucoup plus complète. Elles serviront donc à combler cette lacune.

Dom Martin Marrier naquit à Paris, le 4 juillet 1572. Son père se nommait Pierre Marrier, et sa mère Jeanne Malot, « médiocres dans la fortune, » comme dit son biographe. Il fut baptisé dans l'église de Saint-Sauveur, le jour de la Translation de Saint-Martin². Il avait déjà perdu son père lorsqu'il prit l'habit dans le prieuré de Saint-Martin des Champs, à l'âge de onze ans et neuf mois. Ce fut le 21 mars 1583. « Enfin, dit son biographe, le 29 avril 1596, le jour de la feste de saint Hugues, abbé de Cluny et patron de l'ordre, il fit profession dans l'église de Saint-Martin, à la grande messe, qui fut célébrée par le R. P. dom Claude Dormy, entre les mains duquel il rendit ses vœux comme prieur dudit monastère. » Il chanta sa première messe le 13 avril 1597. Ici nous laisserons son biographe, et nous suivrons dom Marrier dans quelques-uns des événements de sa vie, à l'aide de documents officiels et précis, tirés des archives mêmes de Saint-Martin des Champs.

Le prieuré de Saint-Martin des Champs, l'un des membres les plus importants de la célèbre abbaye de Cluni, était, à l'époque qui nous occupe, possédé en commende par l'abbé de Cluni. Mais il y avait pour

1. Elle est intitulée : « La vie du révérend et vénérable père dom Martin Marrier, religieux et prieur claustral du royal monastère de Saint-Martin des Champs lez Paris, recueillie sur de bons et fidels mémoires par le R. P. dom Germain Cheval, religieux du même monastère. » Il en existe un exemplaire à la Bibliothèque impériale, sous la cote L. 2283 May. C'est une plaquette de 32 pages in-8°, ayant en tête un assez mauvais portrait de dom Marrier.

2. Le 12 novembre. C'est aussi dans cette église de Saint-Sauveur que son père et sa mère furent enterrés, comme on l'apprend d'un recueil d'épithaphes des églises de Paris, conservé aux Archives de l'empire. « Tombe en la nef. — Cy-gist honorable homme Pierre Marrier, en son vivant marchand et bourgeois de Paris, qui décéda le 22^e septembre 15... , et Jeanne Mallot, sa femme. . . . » (*Recueil d'épithaphes*, t. III, p. 1190, coté LL. 962.)

le gouvernement du monastère un sous-prieur ou prieur claustral, dont les fonctions étaient à peu près les mêmes que celles des anciens prieurs. En 1618, dom Marrier, alors âgé de cinquante-sept ans et religieux profès depuis vingt-trois ans, fut nommé prieur claustral de Saint-Martin des Champs par le cardinal de Guise, alors abbé de Cluni. Il pouvait être connu du cardinal-abbé par son *Martiniana*, publié, comme on l'a vu, en 1606, et par sa *Bibliotheca Cluniacensis*, qui avait paru en 1614. Et même ce dernier livre était dédié au prélat. Dom Marrier, comme on va bientôt le voir, arrivait à ces fonctions importantes dans des circonstances difficiles. Il allait remplacer dom René Hazon, que le cardinal, abbé de Cluni, s'était vu dans la nécessité de révoquer, par suite de graves dissentiments existant entre lui et ses religieux. Voici les lettres originales de nomination de dom Marrier.

Ludovicus, cardinalis a Guisia, archiepiscopus dux Rhemensis, primus par Franciæ, sanctæque sedis apostolicæ legatus natus, abbas et administrator generalis sacri monasterii totiusque ordinis Cluniacensis, dilectis nostris in Christo religiosis, officariis et conventui prioratus nostri Sancti Martini de Campis Parisiensis, salutem in Domino. Cum præcipua muneris et abbatialis nostræ dignitatis cura sit, ut totius dicti ordinis nostri omniumque ejus membrorum, debitæ directioni et conservationi toto animo intendamus, ac quibus auctoritatem et monasticæ disciplinæ regimen committimus, iis grati sint quibus regendis illos præficimus, et vicissim subjecti præfectis, tanquam membra capiti. Quibus inducti rationibus, vobis in priorem claustralem Domnum Renatum Hazon, priorem Sancti Dionisii de Carcere in hac civitate Parisiensi, præfeceramus, sperantes quod vos, in spiritu lenitatis, et in omni patientia et doctrina (juxta Divum Paulum), in viam mandatorum Domini dirigeret. Verum, statim post suam ipsius institutionem non parva et pauca inter vos et ipsum suborta sunt dissidia, quibus compescendis utrosque viva voce oreque proprio vestras respective causas exponentes audire voverimus, ac venerabiles et religiosos patres, priores monasteriorum Sancti Germani de Pratis et Cœlestinorum hujusce urbis, rogando commiserimus, ut apud vos se transferre et disceptationumstrarum rationes penitus scrutari dignarentur, ut partibus auditis (quod ultima martii novissime elapsi tandem effecerunt) ¹, ad nos, quod inde conciperent, postmodum referrent.

1. Le 31 mars 1618.

Qui quidem sua ad nos relatione censuerunt multo expeditius dictum Hazon a dicto onere seu officio prioris claustralis et vicariatus nostri revocandum, quam vos omnes et conventum vestrum alio transportandum esse. Considerato etiam, quod senatusconsulto diei undecimi mensis januarii novissimi, parochialem capellam, quæ hactenus in dicto prioratu Sancti Dionisii de Carcere extiterat, alibi cum parrochianis transferri jussum esset, ideoque numero ecclesiasticorum distracto, minutum iri in eodem prioratu divinum cultum, qui numero religiosorum suppleri et repleri debet, et rationi consentaneum esse eidem suum priorem, tanquam naturale caput corpori, reddi, ac ne matrimonium quod dictus Hazon cum præfato suo prioratu contraxit diremissee videamur, his et aliis quamplurimis et legitimis rationibus et causis animum nostrum moventibus, dictum Hazon a regimine dicti prioratus Sancti Martini absolventes, in dictum suum prioratum remisimus, prout per præsentis remittimus, et in ipsius locum dilectum nostrum Domnum Martinum Marrier ejusdem monasterii religiosum expresse professum (quem ad hujusmodi subeundum munus prædicti patres ex sua conscientia capacem et idoneum asseruerunt et contestati sunt), instituimus et subrogavimus, presentiumque tenore subrogamus et instituimus eundem vobis in priorem claustralem, necnon in spiritualibus vicarium nostrum generalem et specialem comittendo et deputando, dantes et concedentes eidem plenam et omnimodam potestatem, authoritatem, facultatem et mandatum speciale, dictum monasterium seu prioratum, secundum sua et ordinis statuta, in spiritualibus regendi et gubernandi; quoscumque, seu clericos seu seculares mundo renuntiantes, tam ad religionis habitum suscipiendum, quam monasticam professionem emittendam, suscipiendi et admittendi, et ad omnes etiam sacros et presbiteratus ordines promoveri faciendi; de omnium sibi commissorum fratrum excessibus inquirendi et informandi; delinquentes et culpabiles puniendi et corrigendi, et contra eos omnibus viis et modis penisque regularibus et canonicis procedendi; excommunicationis, suspensionis et interdicti sententias contra rebelles et contumaces promulgandi, ac etiam carceribus (ubi res poposcerit) includendi, et, si videbitur, in utroque foro absolvendi et absolvi faciendi; ac generaliter tam predicta omnia et singula necessaria pro regimine dicti prioratus, secundum præfatam regulam ordinis et prædicti monasterii

statuta, cum consilio seniorum de Volta ¹, dicendi, gerendi, faciendi et exercendi. Mandantes domino Jacobo Ozan, vicario nostro generali, quatenus dictum Domnum Marrier in possessionem dictæ administrationis ponat et inducat, servatis solemnitatibus in talibus fieri consuetis; præsentì nostro vicariatu tandiu duraturo quamdiu nobis placuerit et expedire videbitur. In quorum omnium fidem, robur et testimonium, præsentibus manu propria subscripsimus, eademque per secretarium nostrum subsignari et sigillo nostro majore jussimus communiri, præsentibus nobilibus viris, magistris Joanne Arnoul, priore commendatorio prioratus de Fracta-Valle, Carnotensis diocesis, et Johannes de Ver, clerico Trecensis diocesis, testibus ad præmissa vocatis et rogatis. Datum Parisiis, in ædibus nostris Dionisianis, anno Domini millesimo sexcentesimo decimo octavo, die vero septima mensis Maii.

LUDOVICUS CARDINALIS A GUISIA ².

Nommé, comme on vient de le voir, le 7 mai 1618, dom Marrier fut installé le lendemain, de la manière suivante :

Aujourd'huy, huictiesme de may 1618, sur les dix heures, yssue de la grand messe, au prieuré de S. Martin des Champs à Paris, la cloche ayant sonné pour assamblar les religieux, y estant, sçavoir est : Doms Henry de la Couppelle, premier compagnon d'ordre, Guy Sybour, second compagnon d'ordre et chantre, Charles Fournier, grand cèlérìer, Jacques Chevaliers, sacristin titulaire, Jehan Marye, infirmier, Jehan Audin, Pierre Olivier, Germain Cheval, Martin Marrier, Pierre de Baillon, Jehan Ingoult, François Olivier, Jehan Chulot, Gengoult de Bel-lecombe, tous prestres et religieux profez, .

S'est présenté Dom Jacques Ozan, vicaire général de l'illustrissime cardinal de Guise, abbé, chef et général administrateur de l'abbaye et ordre de Cluny, lequel ayant leu certaines lettres en parchemin émanées de mondit seigneur, signées *Ludovicus, cardinalis a Guisia*, et sur le reply : *Per illustrissimum*

1. Il y avait à Saint-Martin des Champs, à l'imitation de Cluni, un conseil de la *Voüte*, qui dirigeait toutes les affaires monacales.

2. Arch. imp., carton L. 1441. Orig. parch. avec trace de sceau pendant, en cire rouge, sur double queue.

et reverendissimum principem et dominum meum D. cardinalem a Guisia, archiepiscopum et ducem Remensem et abbatem Cluniacensem supradictum, LEMEAU, et scellées, portantes revocation de la charge de prieur claustral dudit prieuré de S. Martin, cy-devant commise à Dom René Hazon, et institution de la personne de Dom Martin Marrier, en ladite charge. Icelles lettres leues à haulte et intelligible voix, audit chappitre, en présence desdits religieux, a, ledit Ozan, suivant le contenu auxdites lettres, installé et mis ledit Dom Martin Marrier en possession de ladite charge de prieur claustral, avec les solemnités à ce requises et accoutumées. Pendant la lecture desdites lettres seroit ledit Dom René Hazon survenu audit chappitre, disant quelques parolles, qui n'auroient esté bien entendues, et se seroit retiré sans attendre la fin de ladite lecture. Et icelle achevée, a esté ordonné à moy, secretaire dudit couvent de S. Martin, d'enregistrer lesdites lettres au livre de la Voulte, et d'icelles bailler coppye signée de moy audit Dom René Hazon, et de dresser le présent acte. Lequel a esté signé par lesdits religieux susnommez en la minutte originale, l'an et jour que dessus.

Et ledit jour, sur une heure de relevée, suivant l'ordonnance cy-dessus, me suis adressé à la personne dudit Dom René Hazon, auquel, ès présences desdits de la Couppelle, Sybour et Chéron, j'ai baillé coppye desdites lettres signée de moy, à ce qu'il n'en prétende cause d'ignorance. Et lors a dit, que, entrant audit chappitre, il avoit protesté de nullité de ce qu'y passoit, et de ce que Dom Jacques Ozan y tenoit lieu et place de supérieur, et qu'il avoit requis acte de son dire et opposition et exécution. Faict les an et jour que dessus.

DES ESSARS ¹.

A l'époque où dom Marrier entrait dans les hautes fonctions de son monastère, il y avait dans l'ordre de Cluni en général, et chez les Martinien en particulier, un grand relâchement. L'expression même est trop adoucie quand on songe au scandale que devaient donner des scènes de la nature de celles que notre sujet nous oblige à reproduire, scènes dont le récit se retrouve à chaque page dans les registres de Saint-Martin des Champs. Aussi s'effraye-t-on à bon droit des difficultés de toutes sortes qui attendent le nouveau prieur. Il semble, au reste, que dom

1. Arch. imp., reg. coté LL. 1398, fol. 5.

Marrier était arrivé au gouvernement de son monastère avec des idées très-arrêtées de réformation. Mais il n'est pas sûr, quoi qu'en dise son biographe, qu'il s'y soit pris de la meilleure manière. Quoi qu'il en soit, ce qu'il tenta d'abord en ce genre était quelque chose de tout simple et de très-légitime, puisqu'il ne s'agissait que de rappeler ses religieux à l'observation d'un point de la règle de saint Benoît, portant que les moines ne devaient posséder en propre ni argent, ni meubles. Les Martinieniens y avaient dérogé, et l'usage s'était introduit parmi eux de se faire donner de l'argent pour leur habillement, au lieu de recevoir des habits tout faits, comme cela s'était pratiqué de tout temps. Ce fut à cet abus que s'attaqua d'abord dom Marrier. Il y avait à Saint-Martin des Champs, et cela à l'imitation de Cluni, indépendamment du chapitre, composé comme ailleurs de tous les religieux profès, un conseil supérieur nommé la Voûte. Ce fut à ce conseil que dom Marrier s'adressa pour cette première réforme, deux mois environ après son installation.

Du vendredi xx^e juillet 1618.

Dom Martin Marrier, père prieur claustral, remontra en l'assemblée de la Voulte, tenue aux lieu et heure ordinaires et en la façon accoustumée, que à raison de son office il estoit obligé à rendre compte à Dieu du salut des âmes de ceux dont la charge luy estoit commise ; et que pour le regard des choses indifférentes, ou qui ne consistent qu'en infirmité ou négligence non affectée, il les supporteroit de patience, mananimité, charité et douceur qu'il se pourroit désiré, comme jusques à présent il a fait. Mais que en ce qui concerne l'essence de la profession et l'observance des vœux sollemnels, et en ce qui y contreviendrait palpablement et en extérieur, comme la propriété, qui choque et milite directement contre le vœu de pauvreté, qu'il ne le pourroit jamais souffrir, ny endurer. Et partant, qu'il n'estoit d'avis que le vestiaire fust administré aux religieux *in numerata pecunia*, ains en espèce, ou estoffe nécessaire, décente et suffisante, comme il souloit estre donné et administré anciennement, et se praticquoit encores en ceste maison lorsque chascun desdits assistans a receu l'habit et fait sa profession. A raison de quoy ne se pourroit dire que en cela il voullust rien innover, ains seulement insister et demourer ès termes de la règle et ancienne coustume et pratique, non seulement de cest ordre, mais aussi de tous les aultres bien réglez, ce qui ne se peut infrandre

sans un indicible détrimment de salut et de la conscience. Que si en cela son advis et opinion n'estoit suyvie de la pluralité des voix, après avoir remontré par parolles et monstéré par exemple et en effect s'estre luy mesme le premier despouillé de toute propriété pour vivre en l'observance régulière, et s'il ne pouvoit induire les aultres à faire le semblable, pour le moins il en deschargeoit sa conscience devant Dieu et devant les hommes, et ne consentoit aucunement à ce que le vœu de pauvreté fust violé en ceste maison, qui est regardé et observé entre toutes celles de l'ordre. Et protestoit n'estre nullement coupable de cette transgression. Veu aussy que luy mesmes auroit, ces jours passez, esté visiter l'abbaye de Ferrières en Gastinois, là où il auroit entre aultres, faict ceste ordonnance que nul des religieux dudit lieu ne toucheroit aucun denier en particulier ; ce qu'ils auroient eu et receu pour agréable.

Et avec plusieurs aultres raisons, exemples et autoritez tendantes à ce but, exhorta la compaignye d'y penser sérieusement et exactement pour le bien, repos et salut de l'âme et de la conscience de chascun d'iceux.

Ceste remonstrance finye en ladite Voulte, ledit père prieur seroit descendu et entré en chappitre, là où, en présence de toute la communauté, il a répété les mesmes choses et en semblables termes, à ce que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance.

DES ESSARS ¹.

Le biographe de dom Marrier nous dit de plus que « huit jours après, ayant fait lire tout hautement le chapitre de la reigle de S. Benoist, où il est parlé des meubles que les religieux doivent avoir dedans leurs chambres, il leur fit faire inventaire de tout, renvoyant à leurs parents tout ce qu'il y trouva de superflu ou de trop curieux ². » Il est à croire que ces petites privations que le nouveau prieur, presque au début de son administration, imposait à ses subordonnés, lui attirèrent de leur part bien des ressentiments. Sans doute aussi que les moines de Saint-Martin craignirent que ce premier empiétement sur leurs petites aises ne fût suivi de beaucoup d'autres. Quoi qu'il en soit, c'est là le point de départ des nombreuses tribulations que certains religieux firent éprou-

1. Reg. 1398, fol. 11.

2. *Vie de dom Marrier*, p. 13.

ver au pauvre dom Marrier pendant tout le cours de son administration. Cependant cette malveillance, d'abord cachée, n'éclata qu'au bout d'un an. En effet, le 29 juillet 1619, une scène scandaleuse a lieu dans le couvent. Ce jour-là, on entend tout à coup des cris de détresse partir de la chambre du prieur. Deux religieux, dom Lobry et dom Cheval, y pénètrent et trouvent leur malheureux prieur saisi au collet et presque étranglé par un moine nommé dom Gengoux. Ils le délivrent avec peine des mains de ce furieux. Le lendemain, celui-ci comparait devant la Voûte, qui lui enjoint de se constituer prisonnier dans les prisons du couvent. Sur son refus d'obéir, on le fait entraîner par deux frères convers. Mais comme ils allaient accomplir leur mission, surviennent plusieurs moines ayant à leur tête un nommé dom Olivier, qui arrachent le coupable à ceux qui l'emmenaient, et le font évader par l'église, dont il emporte les clefs. Sur ce nouvel incident, la Voûte rentre en délibération, et ordonne l'arrestation de cet Olivier. Il faut bien le dire, c'étaient deux mauvais garnements que ce Gengoux et cet Olivier, son fauteur. On en aura la preuve dans les pièces qui suivent. Car, indépendamment du fait principal, ils sont accusés et convaincus de plusieurs vols, et même de vols sacrilèges. Et, par exemple, l'un des deux avait conseillé à l'autre de dérober un reliquaire pour le mettre en pièces et en vendre les morceaux. Au reste, ce qui frappe en lisant ces détails dans les registres des délibérations de la Voûte, c'est de voir la douceur et la longanimité de ce conseil, et la modération des peines qu'il inflige. C'est la répression la plus paternelle s'exerçant sur les enfants les plus dénaturés.

Du vintiesme jour de juillet 1619.

Dom Gengoux Bellecombe mandé à la Voulte et comparoissant pour estre interrogé sur les excès par luy commis la journée d'hier en la personne de Dom prieur claustral, ensemble sur les blasphemes par ledict Gengoux proférés, et insolences et scandales par lui faict en présences de plusieurs religieux et seculiers qui s'i sont trouvés, interpellé par ledit Dom prieur en l'assistance de ceulx de la Voulte et conseil, et dict : que tant s'en faut qu'il puisse respondre, que au contraire il se rend plintif contre ledict père prieur et Symon Lobry, cellerier, et Dom G. Cheval, recepveur, prétendant d'avoir esté excédé par eux, et ne les pouvant à ceste occasion recongnoistre pour juges ; s'en raporte et submet à ceux qui sont dudiet conseil de la Voulte,

excepté aussi Dom Guy Sybour, second compagnon d'ordre, lequel il croit lui porter quelque animosité, mesmes que ces jours passés, il a faict quelques plaintes contre luy.

DE BELLECOMBE.

Après que ledict Dom prieur cloistral a protesté que l'exposer dudict Gengoulx est faulx et calomnieux, et par ce moien il peut et doit demeurer juge, neanmoins sans tirer en conséquence à aultre chose à l'advenir, et sans que la présente déclaration puisse en façon quelconque préjudicier à l'octorité (*sic*) et dignité de sa charge, qu'il se déporte de la congnoissance, comme aussy lesdicts Dom Lobry et Dom Cheval, ouïs, qui ont pareillement dénié d'avoir en façon quelconque excédé ledict Gengoulx, mais demeurer d'accord que entendant la voix dudict père prieur en sa chambre, criant au secours, peu après la station tenue au chappitre, ils seroient accourus en ladite chambre, et auroient, autant qu'ils ont peu, empesché la violence que ledict Gengoulx fesoit et commettoit en la personne dudict père prieur, le tenant saisi au collet; et, bien que le dire dudict Gengoulx soit faulx et calomnieux, et que sa récusation soit impertinente et inadmissible, néanmoins, attendu qu'il reste nombre suffisant au conseil de la Voulte, se déporte de la congnoissance de ceste affaire. Et que ledict Sybour a dict n'avoir jamès eu aucune animosité contre ledict Gengoulx; la plainte qu'il a rendu contre luy en ladicte station estoit pour le manquement qu'iceluy Gengoulx fesoit en sa fonction de sa charge [de] compagnon de chantre.

A esté par nous soubsignés donné acte de la déclaration, protestation et consentement desdicts père prieur, Dom Lobry et Dom Cheval, et ordonné que ledict Sybourg demeureroit. Et après que lesdicts père Prieur, Dom Lobry et Dom Cheval se sont retirés, et que ledict Dom Gengoulx a esté mandé pardevant nous, ycelluy oy, avons ordonné que ledict Gengoulx seroit constitué prisonnier ès prisons regulières dudict prieuré. Et de faict avons enjoinct audict de Bellecombe de se rendre auxdictes prisons. Ce que refusant, avons commandé à frère Anthoine et frère Nicolle, convers audict prieuré, de le conduire ledict Bellecombe (*sic*); et craignant la violence dudict de Bellecombe, sommes allés conduisant ledict Bellecombe vers le lieu desdictes prisons, où seroient survenus Dom Pierre Olivier, assisté de quelques autres religieux, lequel aiant pris une pierre en sa main,

auroit, avec blasphemes, empesché que ledict Gengoulx n'en-trast en prison, et l'auroit par ce moien faict fuir et évader hors le monastère par la porte de l'église, comme nous a esté rapporté par Louis Ravet, serviteur tenant la clef de la porte du cœur de l'église, dicte la clochette, qui nous a faict sa plinte que le dict Dom Gengoulx ly avoit ravi et emporté avec luy, estant sorti par la dicte porte. Sur quoy, nous estants remonte en la chambre de la Voulte et conseil, l'affaire mise en délibération, avons ordonné que ledict Dom Pierre Olivier seroit mis et constitué prisonnier ès prisons régulières du dict prieuré, pour estre à droict et estre après procédé contre luy ainsi que de raison.

OZAN. DE LA COUPPELLE. FOURNIER.

Du deuxiesme aoust 1619.

Dom Gengoulx, mandé à la Voulte, chambre du conseil, pour estre interrogé plus amplement, a esté enquis s'il persévéroit aus récusations par lui proposées, tant contre le père Prieur claustral, que Dom Simon Lobry et Dom G. Cheval, a dict que non, et qu'il s'en départ et se rapporte à tous ceulx de la Voulte et conseil.

BELLECOMBE.

Le dict de Bellecombe confronté à Dom Pierre Olivier, aussi mandé, ont tous les deux reconnu la faulte qu'il avoint commise mardi dernier, ensemble celle pour laquelle ilz avoint esté mandés ledict jour; dont ils sont grandement repentans, implorent la miséricorde de Dieu et la nostre.

Interrogés sur quelques divertissements des meubles qui estoient à la chambre de Dom Anthoine Abelly, ont reconnu, scavoir ledict Dom Olivier, que, un des jours du mois de juin dernier passé, se promenant dans les jardins du couvent avec ledict Gengoulx, voiantz la fenestre de la chambre du dortoir dudict Dom Abelly ouverte, prirent résolution ensemble d'y entrer pour voir si ses meubles i estoient, et, s'ils estoient, de s'en accommoder de ce qui luy seroit propre. Et que à cest effect icelluy Olivier presta l'épaule audict Gengoulx, à ce que plus facilement il peut entrer dans ladicte chambre. Y estant ledict Gengoulx entré, auroit jetté par la fenestre audict Olivier, qui les a receus, deux aulbes, une soutane et ung tappis; qu'il a rendu.

ladicte soutane ès mains du père Prieur claustral, du jour d'hier ; qu'il a encore ledict tapps, et est prest de le rendre ; et pour les aulbes, que ledict Olivier et Gengoulx les ont rompus et convertis en aultre usage.

Ledict Gengoulx en présence du dudict Olivier a recognu que, un des jours dudict moy de juin dernier passé, se promenant avec ledict Dom Olivier voiant ladicte fenestre ouverte, fut persuadé par ledict Olivier de voir dans ladicte chambre si le ciel du liect dudict Dom Abelly y estoit, et qu'il en feroient une bonne somme d'argent, et que icelluy Olivier scavoit bien à qui baillier ledict liect. Que pour cest effect, attendant qu'il feut nuict, ils se retirèrent dedans la chappelle de l'infirmerie, d'où ils partirent avec un bout d'échelle. Et ledict Dom G. Olivier entra dedans ladicte chambre, luy cria qu'il n'y avait plus rien dedans la chambre, et luy jetta deux aulbes, ung tapps et une soutane, lesquels meubles ils portèrent à l'instant dans une armoire qui est dedans le chapitre, où ledict Olivier les fut prendre à l'issue de matines. Desquelles meubles ledict Olivier a ballié audict respondant six mouchoirs, quatre coiffes et trois paires de bas faitz de la toille desd. aulbes. Ledict Dom Olivier a dict que ledict Dom Gengoulx y est entré et non luy, et qu'il offre rendre aud. Abelly la valeur desdictes aulbes. Et ledict Gengoulx est prest de restituer lesdicts mouchoirs, couaiffes et bas de toille.

PIERRE OLIVIER.

DE BELLECOMBE.

De plus interrogés s'il sont entré en la chambre de Dom Bernard Mullot, s'ils ont pris quelque chose, ont dict : scavoir ledict Dom Olivier, que depuis qu'ils sont entrés en la chambre dudict Abelly, un jour qu'il n'a pu coster, il vit ledict Dom Gengoulx sortir de la chambre dudict Dom Bernard, chargé de plusieurs hardes, comme d'un manteau, chapeau, haus de chose, bas de chosses, chapperon, draps de liect. Et que icelluy Olivier dict audict Gengoulx : que porte-tu là ? luy fit responce que c'estoit des meubles dudict Bernard, et que pour sa part il luy en donna un chapperon, un chapeau, un haut de chosses. Ledict de Bellecombe a dict, que un jour, aidant audict Dom Olivier à deffaire la natte de sa chambre, à cause des punaises, pendant le disner du couvent, ils se résolurent ensemble d'ouvrir la chambre dudict Dom Bernard. Ensuite de laquelle résolution prit en la chambre dudict Olivier une petite verge de fer, au moien de

laquelle il ouvrit la porte et y entrèrent tous les deux. Lediet Gengoulx prit le manteau et une pèrre de draps, desquelles il a faict faire des callesons, et pour le manteau qu'il l'a faict vendre par la ville par un viel homme qui le vient voir quelquefois, et luy en a ballée trente soulds. Il a encore le bas de chosse d'estamet, qu'il a ballié à tindre, et que le surplus, cy-dessus contenu en la confession dudiet Olivier, qu'il le print luy mesme et ne luy fut ballié par lediet Gengoulx.

Oultre lediet Gengoulx dict que icelluy Olivier, le mesme jour luy avoit proposé d'entrer dans la chambre de Dom Charles le Roy, le jour et feste de la translation saint Martin, pendant l'heure du disner, que lediet Le Roy seroit occupé au service du couvent, et qu'il y trouverroit de l'argent. Lediet Olivier dict que cela est faulx et calomnieux.

Interrogés s'ilz sont pas participans du larresin qui se com-met ordinairement en la maison sur la vessaille d'estain, lediet Olivier a dict que non, et qu'il ne scet qui fet et commet telles méchancetés. Lediet Gengoulx a dict aussi qui n'en scet rien.

Interrogés s'ils sont participans, ou s'ils ont aucune con-gnoissance de plusieurs sacrilèges qui se sont commis en l'église dudiet Saint-Martin depuis quelques années, ont dict que non ; sinon que lediet Gengoulx a dit que le huictiesme jullet, comme Dom Charles Fournier, secrétaire, serroit les reliques et que le dict Gengoulx lui aidait, il fut sollicité par lediet Olivier de prendre un relicquaire d'argent doré faict en clocher, et qu'il le romproit en pièce et en auroit de l'argent. Ce que le dict Olivier a dénié ¹.

PIERRE OLIVIER.

DE BELLECOMBE.

Du douzième aoust 1619.

Dom Pierre Olivier estant appelé à la Voulte, son crime luy ayant esté représenté, et par icelluy aiant esté advoué et confessé, a esté envoyé prisonnier en la tour. Et pour le regard de Dom Gengoulx, que la sentence de lenterne et pain à l'eau luy seroit continuée, laquelle luy seroit signifiée au chapitre.

Du xx^e aoust.

Dom Pierre Olivier aiant esté à la tour depuis le douziesme

1. Reg. LL. 1398, fol. 19.

dudict moys jusques au jour de sa délivrance, auroit esté résolu qu'il se présenteroit au chapitre, pour là estre blasmé et repris aigrement sur la faulte par luy commise; que l'absolution luy seroit donnée publiquement et à la manière accoustumée; que, pour la continuation de sa pénitence, il seroit en table de diette, au pain et à l'eau, les jours de mecredi et vendredi jusques à la Saint-Martin d'hiver prochain, et qu'il tiendrait le dernier ranc des prestres, sauf en la sepmaine en laquelle, comme hebdomadier, il luy conviendra officier en cœur. Que l'on dressera une sentence par escrit, laquelle lui sera signifiée, en laquelle, entre aultres choses sera dict, que, en cas de récidive, il sera translaté de ce monastère alieurs où l'on advisera. Ce qui fut incontinant accompli en chapitre ¹.

Pendant que cette scandaleuse affaire s'instruisait, dom Marrier donna sa démission de la charge de maître des novices, fonctions importantes que, d'après son biographe, il n'avait acceptées qu'à son corps défendant, et sur les instances réitérées du chapitre.

Du deuxiesme aoust 1619.

Sur ce qui auroit esté représenté en la Voulte par Dom prieur claustral, que depuis deux ans en ça il aurait esté chargé de la maîtrise des novices, laquelle il a dict ne pouvoir plus continuer, tant à l'occasion de sa dignité, que de plusieurs aultres divertissemans qui l'appellent ailleurs, auroit esté advisé d'y commettre Jehan Marcellot, ensemble à l'office de la sacristie, avec Dom Charles Fournier, et en sa place, à la porte, Dom François Olivier. Ce qui auroit esté incontinant publié en chapitre, à l'issue duquel il auroit mis ès mains dudict Dom Marcellot les clefs du noviciaire.

F. SYBOUR, secrétaire de la Voulte ².

On a vu dom Marrier en butte à des injures et à des outrages de la part de quelques-uns de ses religieux. D'autres suivirent contre lui une voie plus dangereuse. C'est ainsi qu'un jour ils l'accusèrent de se refuser à ce que l'on fit des prières pour le prince de Condé ³.

1. Reg. LL. 1398, fol. 20 v^o.

2. Reg. LL. 1398, fol. 20 v^o.

3. Henri de Bourbon, II^e du nom, père du grand Condé.

Du vingt-huictiesme febvrier 1620.

Sur la plainte et remonstrance faicte en la Voulte par Dom prieur cloistral, qu'il estoit calomnié par quelques religieux de céans comme s'il avoit faict deffence de faire prières publiques pour Monseigneur le prince, ladite Voulte vérifiant du contraire, soustient que ce ne sont qu'impostures et calomnies.

F. SYBOUR ¹.

Dans le même temps survint un nouveau scandale dans cette malheureuse maison. Le 24 février 1620, dom Marrier est averti qu'une rixe a lieu entre l'infirmier de Saint-Martin et un compagnon, facteur d'orgues, qui travaillait alors dans le couvent. Il s'y transporte; mais son autorité est méconnue. L'infirmier sort du couvent, malgré la défense expresse de son supérieur, et va porter sa plainte au bailli de Saint-Martin. C'était là une grave infraction à toutes les règles de la juridiction monacale. Aussi dom Marrier s'en plaignit-il à la Voulte, qui lui fit justice, bien qu'en ne condamnant le coupable qu'à une peine minime. L'infirmier de Saint-Martin des Champs était, dans la constitution de ce monastère, un personnage important. Soit qu'il eût conservé du procédé de son prieur, pourtant si justifiable, un profond ressentiment, soit que d'autres faits ou d'autres prétextes soient venus alimenter sa haine, on le voit deux ans après se porter contre dom Marrier à des voies de fait qui nécessitent l'intervention de l'abbé de Cluni. Voici ce qu'on trouve dans les registres de la Voulte au sujet de cette affaire :

Du vingt-septiesme febvrier 1620.

La Voulte assemblée sur l'occurence de l'excès commis le lundy vingt-quatriesme dudit mois, entre Dom Jehan Marie, religieux, infirmier titulaire de céans, et Robert Briaumont, compagnon facteur d'orgues, travaillant en ceste maison, après avoir reçu la plainte dudict Briaumont de ce que ledict Marie le seroit allé trouvé à sa besogne, et là le provoquer par tout plain de mauvais propos, tant contre luy que contre l'honneur de son maistre, en seroient venus en les prises. Et à l'instant, nous Dom prieur cloistral, estant advertis dudict excès, nous serions transportés audict lieu pour les empêcher de se faire pis; où nous aurions

1. Reg. LL. 1398, fol. 23 vo.

reconnu tous plain d'insolences audict Marie, lequel, au lieu de nous faire entendre le suget dudict excès, méprisant, tant nostre autorité, que de la Voulte et conseil, se seroit, tant contre les statuts et formes ordinaires de ce monaistère et ordre, transporté hors d'icelluy sans congé et permission, voire contre nostre expresse deffence, par devers le bailly de céans, pour tirer ceste cause hors de nostre congnoissance et par ce moien, à la justice séculière dans cedit monastère.

Ladicte Voulte assemblée ledict jour vingt-septiesme, pour juger et terminer ceste affaire, auroit faict appeler ledict Marie pour l'entendre de vive voix et de sa propre bouche. Lequel nous a déclaré à nous Prieur claustral susdict, qu'il ne nous recognoissoit pour juge, ains nous supplioit de nous déporter de ceste affaire pour des raisons par luy alléguées présentement. Lesquelz, luy retiré, mises en délibération ont esté trouvées non recevables, ains que devons demeurer juges. A quoy il a acquiescé. Et après tout ce qu'il a voulu alléguer,

Le tout considéré :

Ladicte Voulte a ordonné que premièrement il se désistera en tout et par tout de la poursuite inaudite audict monastère et induë à l'encontre dudict Bruiaumont pardevant ledict bally, pour avoir esté l'agresseur, et que demain vendredi, au chapitre, pour satisfaction publique il se clamera et déclarera qu'il nous reconnoit pour son supérieur, priant la communauté d'excuser et n'avoir éguart à son offence.

Et pour continuation de sa pénitence, qu'il seroit en table de diette au pain et à l'eau, sauf au président à lui faire grace si bon luy semble. A laquelle sentence luy estant prononcée en ladicte Voulte, il a acquiescé et promis de l'accomplir de point en point sans jamais préjudicier.

MARRIER, *prieur claustral de Saint-Martin*. FOURNIER.

LOBRY. PIERRE OLIVIER. F. SYBOUR, *secrétaire de la Voulte*.

Et lequel Dom Jehan Marie a protesté de faulx de tout ce que dessus. MARIE ¹.

Nous Dom Jacques de Vegny, alias d'Arbouze, docteur des saints canons, humble grand prieur et esleu abbé de l'abbaye

1. Reg. LL. 1398, fol. 22 v°.

et ordre de Cluny ¹, aiant reçu la plainte du vénérable père Prieur claustral du prioré et monastère de Saint-Martin des Champs en ceste ville de Paris, et nous estans transportés audict prioré dépendant dudict ordre, ce jour d'hui vingt et uniesme mars, mil six cents vingt deux, après avoir interrogé et examiné sur ladicte plainte Dom Jehan Marie, religieux et infirmier dudict prioré, à cause d'avoir outragé de parolles et de main mise viollamment ledict père Prieur claustral, et Dom Symon Lobry, ancien religieux, de l'advis des vénérables pères de la Voulte dudict prioré et de ceux qui nous ont accompagnés et assistés en ceste action, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : Premièrement que ledict Jehan Marie, accusé et convaincu dudict excès, fesant son profit des remonstrances et exortations que nous luy avons faites, recongnoistra humblement sa faute, pour la réparation et punition de laquelle il entrera présentement en la prison, de laquelle il sera tiré le jour d'après par son supérieur pour estre conduit au chapitre en la présence de tous les religieux, et là demandera pardon à Dieu et à ceulx qu'il aura offensés et à toute la compagnie, pour le scandale et movais exemple qu'il aura donné par ceste violente injection de main ; protestera devant tous en estre repentant et en résolution de ne commettre plus telle faute. Cela fait, d'autant que par ceste violence il a commis un péché duquel l'absolution nous est réservée par les statuts de l'Ordre, nous commettons le père Sybour, compagnon d'ordre, pour l'absoudre audict chapitre, et l'enchargeons luy donner pour salutaire pénitence : Premièrement, de s'aller prosterner devant le grand autel, et là dire un *miserere* tout au long ; puis il demeurera en lanterne bien deux ou trois jours selon qu'il luy sera prescript. Et là où il récidiveroit en semblables fautes (ce que Dieu ne veuille permettre), nous protestons de le punir et châtier plus sévèrement, et en sorte qu'il congnoistra qu'il ne faut pas abuser de la miséricorde que l'on luy fait. Faict et ordonné en la Voulte dudict prioré de Saint-Martin, le vingt et uniesme jour de mars, mil six cent vingt deux, en présence des susnommés. Et avons fait expédier à nostre secrétaire une coppie de nostre présente ordonnance pour estre délivrée audict père Prieur claustral, lequel nous enchargeons de la faire enregistrer au

1. Jacques de Vesni d'Arbouse est l'auteur de la réforme de Cluni.

livre de leur Voulte, aiantz retenu l'original par devers nous, le tout affin que toute leur congrégation soit par nous invitée et admonestée de vivre en paix union et charité, *supportantes invicem*, et comme frères fraternisant *in vinculo pacis*, chacun selon sa qualité d'inférieur ou de supérieur, recommandant tant qu'il nous est possible la charité aux supérieurs et l'obéissance aux inférieurs.

Expediées par commandement de mon dict seigneur, par moy son secrétaire ordinaire, pour estre délivré au père Prieur claustral de Saint-Martin des Champs susdict. Ainsi signé : *Devet.*

SYBOUR.

Ceste dicte sentence prononcée et signifiée audict Dom Jehan Marie publiquement et en plain chapitre, le Jeudi Sainct, vingt-quatriesme jour dudict mois de mars.

SYBOUR ¹.

Dom Cheval, qui dans sa *Vie de dom Marrier* parle de cette affaire, diffère de la pièce officielle en ce point, qu'il dit que ce ne fut pas dom Marrier qui porta plainte, mais un religieux témoin de la scène, c'est-à-dire dom Lobry. Voici le passage : « Ses exhortations (de dom Marrier) estoient douces et amoureuses, sçachant bien que les hommes sont de cette nature que la représentation du bien les attire et que la vigueur les effarouche. Il tenoit cette maxime pour véritable, que pour adoucir les esprits les plus rebelles, il ne faut qu'un peu de patience. C'est pourquoy en plusieurs occasions il a souffert des choses presque incroyables. Comme un jour, qu'estant fort maltraité de l'un de ses religieux, de paroles et d'effets, en la présence même d'un autre, il n'en voulut rien dire, et mesme n'en eust-on rien sceu si celui qui avoit esté tesmoing de cette violence n'en eust fait des plaintes pour lui au R. P. Dom Jacques d'Arbouze, grand prieur de Cluny, pour lors à Paris. Il se transporta, à la sollicitation de ce dit religieux, au monastère de Saint-Martin des Champs, et ayant ouy les plaintes et la vérification du fait, fit punir ce violant selon son démerite et la gravité de sa faute ². » Deux pages plus loin, il est question d'une insulte bien grave faite à dom Marrier : on le traita de concussionnaire. « Dans une autre occasion, il ne montra pas moins de patience et de charité envers le misérable qui, l'ayant

1. Reg. LL. 1398, fol. 29 v^o.

2. *Vie de dom Marrier*, p. 17.

appelé simoniaque dans une excessive passion, devant quantité de personnes de qualité, il ne voulut pourtant tirer aucune satisfaction pour cette faute, que la reconnaissance de l'offençant, et à ce qu'il reprenoit qu'il avoit volé ce monastère, se contenta de faire ouvrir sur-le-champ et en sa présence le coffre du dépôt, dans lequel on trouva d'espargne par son économie la somme de seize mille livres, depuis cinq ans¹. »

La haute intervention de l'abbé de Cluni dut produire son effet et en imposer à la partie récalcitrante du troupeau confié à dom Marrier. Du moins ne trouve-t-on plus pendant quelques années, dans les registres de la Voûte, de ces scènes scandaleuses et de ces attaques dirigées contre le prieur. A la vérité, elles recommencent en 1629. Le 27 juillet de cette année, un moine de Saint-Martin, docteur en théologie, vient se plaindre à la Voûte de ce qu'il appelait un grand scandale et un grand danger pour la communauté. On s'attendrait naturellement à quelque chose de grave. Et pourtant ce n'était, en dernière analyse, qu'un peu d'indulgence de la part du prieur pour les petits arrangements de vie d'un de ses religieux, nommé dom Jacques Ozan, le même que nous avons vu installer dom Marrier. Quoi qu'il en soit, notre docteur en théologie n'en pensait pas de même, et le cas lui semblait si énorme, qu'il va jusqu'à menacer son supérieur de demander sa destitution. L'affaire fut, comme les autres, portée au conseil de la Voûte, et y fut traitée avec un tel emportement, que le prieur se vit obligé de rompre l'assemblée et de défendre au secrétaire de la Voûte d'insérer dans ses registres une réclamation présentée dans une telle forme ; ce qui pourtant n'empêcha pas qu'elle y fût reproduite tout au long, comme il suit :

Du vingt-septiesme juillet, mil six cens vingt neuf.

Sur ce qu'il a esté remontré par Dom Jehan Michel, religieux, docteur en théologie, qu'il se faisoit un grand scandale à la maison, tant au détriment du spirituel que pour le temporel de leur communauté, d'aillant que le nommé Dom Jacques Ozan, religieux de Saint-Denys de Nogent-le-Rotrou, bien que prieur de St-Pierre de Pluviers et d'Ancre, prieuré conventuel, audict lieu d'Ancre, selon les saints canons et statuts de l'Ordre il doit faire actuelle résidence, néantmoins, sous l'autorité de Dom Martin Marier, prieur claustral dudict St-Martin,

1. Depuis cinq ans. Par conséquent le fait dont il s'agit a dû se passer vers 1623, dom Marrier étant prieur à partir de 1618. (*Ibid.*, p. 19.)

ledict Ozan ne garderoit en aulcune façon la closture régulière, beuvant et mangeant en maison séculière, et mesmes y couchant le plus souvent; et en cas qu'il revienne par fois audict St-Martin, ce seroit sur le minuit; dont tous les gens de bien se scandalisent. Et lequel Dom Ozan a deux entrées dans ledict monastère hors la grande porte commune, en telle façon que luy et ses serviteurs peuvent entrer et faire sortir de jour et de nuit qui bon leur semble, hors et dedans leur dict monastère. Et sans que ledict Dom Ozan face aulcun debvoir d'assister actuellement au service divin dudict monastère et aux aultres actions régulières, selon son debvoir et l'acquit de ses vœux de religion. Et néanmoins reçoit une notable somme de deniers, et grande quantité de bled, vin, boys, et aultres choses dudict St-Martin, qu'il faict transporter esdictes maisons séculières, où il hante, boit, mange et couche d'ordinaire, comme dict est. Et mesmes, après avoir esté plusieurs moys aux champs, estant payé, absent comme présent, le tout au grand deshonneur dudict St-Martin, et détriment et ruyne de la communaulté desdicts religieux. Lesquels s'en seroient plaints souvent audict Dom Marier, pour que selon le deu de sa charge il empeschast un tel scandale et ruyne, du moins, ou que ledict Dom Ozan retournast audict Nogent-le-Rotrou, lieu de sa profession monastique, ou qu'il suivit la communaulté audict St-Martin pour y vivre conventuellement et régulièrement comme un aultre religieux prestre dudict lieu, et non particulièrement et hors dudict monastère, comme il faict depuis plusieurs années. Lequel Dom Marier n'auroit voulu y entendre, mais au contraire a maintenu ledict Dom Ozan, comme dict est. Ce qui auroit contraint ledict Dom Michel, docteur en théologie, et l'un des vicaires généraux de monseigneur le révérendissime abbé de Clugny, voyant le tout estre contre les saints canons et statuts dudict ordre, d'en demander la correction. Et a sommé et interpellé ledict Dom Marier de s'acquitter de sadicte charge, à peine de destitution d'icelle, ce que pareillement auroit faict Dom Jehan Marie, infirmier et titulaire officier dudict St-Martin, et Dom Charles Fournier, eslu par le couvent desdicts religieux, pour, en leur nom, assister à ladicte Voulte. Lequel Dom Marier, continuant d'autoriser tels désordres et scandales, n'auroit voulu y remédier et les empescher. Sur lequel reffus, lesdicts Doms Michel, Marie et Fournier, audict nom du couvent, ayants demandé acte de leurs

dire, sommation et protestation, en ladicte Voulte, lediete Dom Marier, en cholère, auroit rompu l'assemblée et empesché que le secrétaire de ladicte Voulte n'achevast l'acte de la présente demande ¹ et protestation qu'il avoit commencé d'escripre. Pour raison de quoy ledict Michel auroit esté contraint d'icy l'escripre, et signée avec lesdicts Dom Marie et Fournier pour l'acquies de leur conscience et servir en temps et lieu ce que de justice. Faict les an et jour que dessus, audict St-Martin.

DOM JEHAN MICHEL. DOMP FOURNIER. MARIE ².

On le voit, notre pauvre dom Marrier avait fort à faire pour contenir ses moines. Car, non-seulement il lui fallait résister à des attaques répétées contre son autorité, et même contre sa personne, mais il avait encore à réprimer sans cesse les impardonnables écarts de quelques-uns de ses religieux. Tel fut le cas, en 1630, pour un novice incorrigible qui se nommait Foucault. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans les registres de la Voûte :

Du sixiesme aoust 1630.

Sur la requeste présentée par Don Nicolas Foucault, novice, et prisonnier pour la quatriesme fois dans les prisons régulières de St-Martin des Champs, pour ses malversations, abandon de son habit régulier, et pour avoir sorti, apostazié hors dudict monastère; tendant ladicte requeste à ce que le révérend père supérieur voulut de rechef recevoir à la pénitence qu'il offre de faire, ainsi que plusieurs fois il a faict, ainsi que les actes qui sont insérées cy-dessus le tesmognent, ledict révérend père supérieur ayant le tout exposé à la compagnie, et comme il vouloit préférer la miséricorde à la rigueur, il a advisé, avec lesdicts religieux, de faire sortir ledict Foucault pour comparoistre au chappitre, et y recevoir l'absolution, et subir à la pénitence selon l'exigeance du cas, après que ledict Foucault a esté depuis le mardy XXI may jusques à ce jour d'huy, dans les dictes prisons.

Du sixiesme septembre 1630.

Après qu'il auroit esté représanté à la compagnie la conti-

1. Et en effet, les trois premières lignes seulement de cet acte sont de la main du secrétaire, qui se nomme Decherniers, le reste est de la main de dom Jean Michel.

2. Reg. LL. 1398, fol. 54.

nuation des scandales et mauvais actions de Dompt Nicolas Foucault, novice, lequel, bien que ayant esté environ trois mois en sa dernière prison régulière de céans, et ayant tesmogné par escript et de parole le regret de ses fautes passées, se [ce] qui auroit porté la compagnie de le libérer des dictes prisons. Et pour cet effect le révérend père Prieur l'auroit faict venir en chappitre, auquel lieu il luy auroit ballé l'absolution publique, selon la coustume, et usant de bënëgnité paternelle il luy auroit enjoinct une douce pénitence; et en oultre ordonné qu'il tiendroit quadras (?) l'espace de trois mois. Au mespris de quoy, ledict Foucault, retournant à son vomissement plus que auparavant, dès le mesme jour se seroit absenté de vespre et complie et de souper et de ladicte communaulté. Et mesme on estès [estoit] asseurés que nuittamment il seroit sorti par des lieux à eulx incogneus pour vaguer la nuit parmi la ville travesti et en habis scandaleux, portant une faulce perruque, et avec des personnes de mauvaise vie; lequel auroit continué par plusieurs autres fois, dont il auroit heu diverses plaintes et clameurs publiques par tous les voisins dudict St-Martin; qui auroit obligé ledict révérend père Prieur d'assembler ladicte compagnie pour prandre advis d'icelle sur la correction et chastiment dudict Foucault pour empescher la continuation des dicts désordre et scandale, et que pis il n'arrive au deshonneur de l'habit régulier et de leur dicte communaulté. Sur quoy chascun ayant esté ouys particulièrement, tous d'un advis commun on pensé estre très appropos et nécessaire de s'asseurer de la personne dudict Foucault, et de le remettre dans lesdicts prisons régulières avec telle pœnitance que jugera estre à faire par ledict révérend père Prieur, jusques à tant qu'il ayt pleu à Dieu de toucher la conscience dudict Foucault, et qu'on ayt recogneu que véritablement il ayt regret de ses fautes passées et une ferme résolution de mieux faire.

Du jour, lendemain que dessus.

Et après que l'on se fust mis en devoir d'exécuter ce que dessus, et de reclurre ledict Foucault dans lesdictes prisons régulières, il auroit fui dans le clocher dudict St-Martin et caché dans les voulttes d'iceluy, en telle façon qu'on n'auroit pu l'appréhender au corps. Mais sur les huit à neuf heures dudict jour,

lors que tous les religieux estoient retirez au dortoer, ledict Foucault seroit entré dans la cuisine dudict St-Martin, où il auroit fait plusieurs insolences, et mesme prins le chapeau sur la tête du petit garçon servant lesdicts religieux. Et après, ayant monté sur la grande muraille qui est la closture dudict couvent vers la rue St Martin, s'estant aidé pour ce faire de grandes perches qui sont appuyées contre ladicte muraille du costé dudict couvent, et avec l'une des perches tourné du costé de la rue, auroit descendu en ladicte rue, et depuis esté fugitif. Et a apostasié contre ses vœux de religion. Et afin que l'on connoisse la diligence que lesdicts religieux ont faicte pour la correction dudict Foucault, et pour empescher les désordres et scandales commis par luy, ils ont dressé les présents actes cy-dessus, soubsignez par eux.

MARRIER, etc. ¹.

Au commencement de l'année 1631, dom Marrier fut encore obligé de porter ses plaintes à la Voûte au sujet de scandales beaucoup plus graves, donnés par un jeune religieux nommé Bonjan, et qui même était prêtre.

Du dernier janvier 1631 ².

Les religieux assemblés à Voulte, à l'ordinaire, sur ce que le père Prieur auroit remonstré que Dom Jehan Bonjan, jeune prestre religieux de la maison, estant sujet à enter plusieurs personnes séculières qui l'entretennent à boire et manger continuellement, avec tels excès qu'il a esté trouvé souvent comme mort de vin, et rendu par la bouche les viandes qu'il avoit prises par excès. Et mesme ce premier dimanche de Caresme dernier, à l'eure des vespres, au cueur de l'église, il auroit randu gorge et gasté les habis de plusieurs séculiers qui estoient proches de luy, ce qui causa ung grand scandale. Et continuant de pis en pis, il auroit mesme sorti de la maison, et ce nuittamment, par plusieurs fois, couchant dehors et allant aux cabarès avec son habit régulier, collè et chappe, et entr'otres à l'ensègne que l'on nomme l'Espée de Bois, dans la rue Saint-Martin, vis à vis la grand porte du monastère, où, au soer, prins de vin, il auroit battu, excédé et marrie outrageusement la mestresse de la dite Espée de Bois, dont

1. Reg. coté LL. 1398, fol. 58. 2. *Ibid.*, fol. 61 v°.

elle a randu plainte le landemain audict père Prieur. Lequel, pour cest effaict auroit assemblé lad. Voulte pour prendre advis quelle correction il porroit faire aud. Dom Bonjan pour le réduire à son debvoir. Laquelle Voulte auroit estimé qu'il falloit traicter les voes de douleur pour tacher, par charité fraternelle, luy faire quitter tels vices et desbauches. Mais au contraire de s'en corriger, il auroit continué la mesme façon de faire par plusieurs fois, et nottamment, le jour de dimanche dernier, vingt-sixiesme jour du présent mois, auquel, incontinant après avoir dict la messe, il seroit allé boire avec des personnes séculières, par tel excès qu'on l'auroit trouvé sur son lit comme mort yvre, ayant rejetté grande quantité de viande, les clefs pendans à sa porte, et seroit demeuré en tel estat jusques à lendemain à prime. Et le mercredi ensuivant, seroit nuittamment couché en la ville, où il auroit perdu son chapeau, son scapulaire et sa seinture, avec les genz qui l'avoient desbouchés. Et estant de retour, le landemain jeudy, trantième dud. mois, led. père Prieur extraordinairement fist assembler la Voulte, en laquelle il l'auroit faict appeler, où s'estant présenté, il l'auroit interrogé sur ce que dessus. Où, après plusieurs variations en ses responses, il auroit esté convaincu de lad. desbauche de coucher de nuictz hors de lad. maison. Pour chastiment de quoy, la dicte Voulte auroit esté d'advis que led. Dom Bonjan seroit reserré dans les prisons régulières de lad. maison pour quelque temps. Pour quoy luy faire entendre, ledit père Prieur auroit expressément tenu chapitre. Ledict dom Bonjan ne s'y seroit voulu trouver, mais au contraire, au lieu d'hobair (*sic*), auroit prinzes deux burettes d'argent dorés, que son père luy avoit donné à sa première messe, et ayant rencontré Dom Pierre Ballon, célerier manuel de la maison, luy auroit dict : Adieu pour jamais ! et ainsi se serait enfuy hors du monastère sans y estre retourné. Sur quoy ledi père Prieur, ayant faict sonner ladite Voulte, auroit repräsenté ce que dessus, et prins l'advis pour empescher et corriger tel désordre et scandales. Laquelle compagnie, avec led. père Prieur, a esté d'advis de faire le présent acte, pour tel fin que de raison à l'advenir. Et l'ayant déclaré déserteur et fugitif, contre ses veux de profession, ordonne que, en cas qu'il retourne au dict monastère, il entrera à l'heure mesme dans les dictes prisons, où estant, la Voulte sera de nouveau assemblée pour adviser sur son chastiment et absolution à lui nécessaire

pour les censures par luy encourues et autres choses à faire, selon les us et coutumes dud. monastère, statuts entiens de l'ordre de Cluny et les saints canons. Et cependant dès à présent il ne soit plus hebdomadier au cueur, Dom Guillome Guichat estant institué à sa place, et pareillement que la charge de la sacristie luy soit hostée pour estre ballée à dom Louys Paulle, sans préjudice toutes fois de faire rendre conte aud. Dom Bonjan des meubles d'icelle sacristie, et aultres choses à luy commises en gestion en icelle.

Du jeudy tresiesme mars 1631.

Et le jeudy sixiesme précédant led. jour dud. mois, led. Dom Bonjan seroit retourné aud. Saint-Martin, et se seroit volontèrement mis et reserré dans les prisons régulières; où estant, par plusieurs fois il auroit prié et requis le révérend père Prieur de le vouloir eslargir desd. prisons, demandant pardon de ses fautes comme en ayant grand regret et promettant de n'i plus retourner, et d'ailleurs se soubzmettant à telle correction que l'on advisera bon estre pour la satisfaction ded. fautes. Lesquelz dire et protestation dud. Bonjan, après avoir esté représentées à la compagnie par led. rev. père Prieur, laquelle auroit trouvé bon que led. père Prieur fit relaxer desd. prisons le jour de demain, vendredi, quatorsiesme du présent mois, pour iceluy Dom Bonjan recevoir l'absolution au chapitre, selon les formes et statuts de l'ordre, et coustume dud. Saint-Martin, avec telle pénitance q'advisera ledict père Prieur. Et led. Dom Bonjan sinera led. acte pour tesmognage de ce que dessus. Et d'autant que led. Dom Bonjan, pour avoir de l'argent affin de fournir aux fraicts de sa desboche, a mis en gage le calice et les burettes d'argeant, que son père a offert à sa première messe, dont il en a l'uzage, et ce en main séculière, lequel auroit esté retiré par son père, très estroitte deffenses luy sont faictes de plus engager, encores moins vandre, lesdictes calices et burettes, pour telle somme et cause que ce soit, à pène d'estre privé de l'uzage d'iceuls, et de plus grande aultre punition.

MARRIER (et autres signatures, parmi lesquelles DOMP BONJEHAN).

Maintenant, si l'on songe à tout ce que ces attaques et ces violences répétées, à tout ce que ces scandales et ces débordements publics durent causer à dom Marrier de douleur, de fatigue et d'inquiétudes conti-

nuelles, on comprendra sans peine qu'il ait cherché à se soustraire à un fardeau trop lourd pour cet esprit ami du bien et de la règle sans doute, mais dénué de l'énergie nécessaire à sa tâche. C'est ce qu'il fit, et, après seize ans de patience et d'efforts inutiles, il donna sa démission de sa charge de prieur claustral.

La pièce qu'on va lire est curieuse. D'abord, il est bien entendu qu'on n'y trouve pas les véritables motifs de la retraite de dom Marrier. Ces motifs, il nous a fallu les aller chercher dans le secret des délibérations de la Voûte. En sa qualité de pièce officielle, cette démission ne dit qu'une partie des choses, et encore d'une manière convenue. Mais ce qu'elle a d'intéressant, c'est d'y voir le cas qu'un prince de l'Eglise, un cardinal, y fait d'un simple religieux et d'un modeste homme de lettres. Dans toute la pièce, dom Marrier est fort bien traité. On y rappelle ses titres littéraires. On y énumère avec complaisance ce qu'il a fait pour le bien et l'embellissement de son monastère. Sa démission n'est acceptée qu'à regret. Enfin, on lui accorde une petite douceur qui a bien son prix, un local à part, pour y vivre en paix avec ses chers livres. Tout cela fait honneur au prélat auteur de la pièce.

Ce jourd'huy, douzième de mars, mil six cent trente trois, estanz assemblez au logis de monsieur Des Roches, chanoine en l'église de Notre-Dame de Paris, pour traicter des affaires de monseigneur l'éminentissime cardinal duc de Richelieu, dom Martin Marrier, soubz prieur du prieuré de Saint Martin des Champs en ceste ville de Paris, assisté de Dom Germain Cheval, aussy religieux et compagnon d'ordre¹ audit prieuré, nous a faict dire que monseigneur le cardinal de la Vallette, prieur dudict prieuré de Saint Martin, l'avoit renvoyé vers nous, auxquels il avoit donné toute la direction de ce qui despendoit d'iceluy prieuré, pour entendre certaine proposition qu'il nous vouloit faire. Ce qui luy fut accordé. Et iceluy entré avec ledit Dom Cheval, après avoir pris place nous dit : Qu'il y avoit seize ans que, ledit prieuré de Saint Martin estant possédé et tenu en commande, feu monseigneur le cardinal de Guise, lors abbé de Cluny, l'auroit estably soubz prieur en iceluy, n'ayant désiré ne

1. On voit par les registres de la Voûte qu'il y avait à Saint-Martin des Champs deux compagnons d'ordre, un premier et un second. Le 3 mai 1625, dom Henri de la Coupelle, premier compagnon d'ordre, étant mort, le second passa premier compagnon d'ordre.

poursuivy ceste charge, vivant tres content en sa profession, dans sa solitude et avecques ses livres; pendant lequel temps il avoit recogneu que ceste vie secrette et particulière estoit beaucoup plus douce et souhaittable que celle de ceux entre les mains desquels l'on dépose le commandement et conduite des ames. Qu'il estoit impossible de contenter tous ceux qui sont soubz la charge. Si le supérieur veut faire observer la reigle l'on se plaint de sa rigueur, s'il se rend facile, son indulgence engendre incontinent la désobéissance, n'estant pas aisé de tenir un millieu. Et personne n'a peu juger la difficulté qu'il y a à gouverner une communeauté que ceux qui y ont esté employez. C'est pourquoi saint Grégoire estant esleu pape, escrivant aux évesques leur disoit : *Veni in altitudinem maris, et tempestas demersit me.* Il a trouvé des résistances dans les espritz d'aucuns religieux, comme beaucoup de contentement en l'obéissance des autres. Que pour plusieurs considérations saint Benoit avoit deffendu en sa reigle que les charges des monastères fussent perpétuelles; qu'il estoit expédient que chacun peust espérer de commander comme d'obéir, estant très certain que celuy qui avoit bien obéy, commandait avec plus d'autorité. Que son âge lui apprenoit qu'il n'estoit plus assez fort pour rendre l'assiduité et vigilance requise en ceste charge, tellement qu'il sembloit luy dire :

Solve senescentem mature sanus equum, — ne
Peccet ad extremum ridendus, et ilia ducat ¹.

C'est pourquoy il supplioit très humblement mond. seigneur le cardinal d'avoir agréable qu'il se demist dudit soubprieurat et reprist sa première et simple qualité de religieux sacristin titulaire dudit monastère, pour donner exemple à ses confrères de se soumettre, comme il fera, aux commandemens de celuy qui luy succédera. Ce qu'il fera avec autant et plus de contentement qu'il n'accepta ladite qualité de soubprieur, l'employ et exercice de laquelle luy a fait entièrement discontinuer et interrompre ses estudes et l'entretien de ses livres, avec lesquels il se propose de passer le reste de ses jours, moyennant qu'il plaise à mondit seigneur le descharger, comme il l'en supplie de toute affection, et l'excuser si en ceste fonction il n'a autant profité au publicq qu'il en a eu de bons desirs. Ceste consolation néant-

1. Horace, *Epist.*, I, I, v. 8.

moingt luy demeurant en sa conscience, qu'il y a apporté le soin et la vigilance qu'il a peu. Auquel Dom Marrier nous avons fait response que l'on feroit entendre à mondit seigneur le cardinal de la Vallette sa proposition, pour apprendre sur icelle sa volonté.

Et le jour de l'edit Marrier s'estant de rechef présenté à nous pour savoir si mondit seigneur le cardinal avoit eu pour agréable sa dite supplication ; qu'y a esté dit de la part dudit seigneur cardinal, qu'outre ce qu'il avoit assez appris par la lecture des livres imprimez à sa diligence et estude, et intitulez : *Martiniana, Bibliotheca Cluniacensis, Moralia Odonis abbatis Cluniacensis in Job*², et un autre, manuscrit, qu'il est sur les termes de faire imprimer³, qu'il estoit homme de lettres et de mérite dedans ledit ordre de Cluny ; qu'il avoit esté et est bien informé par plusieurs personnes dignes de foy des bonnes qualitez qu'il avoit, ses mœurs répondans au sçavoir ; qu'il s'estoit dignement acquitté de ladicte charge de soubzprieur au contentement de l'ordre et du publicq. Le récit que l'on luy avoit fait de l'estat auquel il avoit trouvé les religieux, luy avoit donné sujet d'espérer qu'il continueroit en ceste charge encores quelques années, et qu'il le prioit volontiers de donner quelques temps à ce soing. Néantmoins, puisqu'il se proposait de se retirer pour se recevoir avec plus de repos et loisir dedans ses livres et estudes, il nous avoit chargé expressément de le remercier de la peine et travail qu'il avoit pris durant un si longtems à la conduite desdits religieux. Que le grand autel de leur église⁴, les orgues qui y ont esté construites à grands frais et despens durant sadite charge, l'embellissement du grand reffectoire, les pallissades des grands jardins, le rétablissement de la fontaine dudit monastère, jà fort avancé, et qui n'a coulé en iceluy trente ans y a et plus, le desseing et crayon d'un excellent tabernacle pour ledit grand autel, les riches ornemens de drap d'argent, adhirez depuis trente ans, montez d'orfrois et croisées, rendus et remis en la

1. La date est restée en blanc.

2. *S. Odonis, abbatis Cluniacensis, libri XXXV moralium in Job, nunc primum à vetere MS. eruti et editi studio et opera Dom. Martini Marrier. Lutetiae Parisiorum, ex officina Nivelliana, 1617, in-8°.*

3. C'est son *Histoire de Saint-Martin des Champs*, qui parut en 1635.

4. Il fut fait sur les dessins de François Mansart. Dom Cheval dit que la dépense s'en monta à plus de vingt-deux mille livres.

sacristie de ladite église, avecque une croix de pur or, esmaillé, du prix de plus de cent escus, rendent un entier et certain tesmoignage de son bon mesnage et œconomie. Qu'il estoit très content de luy, et qu'avec regret il luy accordoit sadite descharge, souhaitant que ceux qui luy succedderont s'en acquittent aussy dignement que luy. Et pour tesmoignage de la satisfaction qu'il a de ses veilles et soings à l'endroit desd. religieux, et luy donner le moyen de passer le reste de ses jours en repos et commodité avecque ses livres, il avoit jugé à propos, oultre sa celulle, qu'il a dans le dortoir, luy assigner et accommoder d'un logement proche de la salle de l'hostellerie et qui va joindre le gros mur dudit monastère, pour s'y retirer avecque ses livres. Et en oultre pour soulager les infirmités de son aage, qui va au dela de soixante ans ¹, il vouloit que des provisions de bois qui sont distribuez par toute la communeauté desd. religieux, il luy en soit donné et dellivré à part chacun an deux voyes de gros bois ou busches, cinq cens de fagots, et cinq cens de cotterets, que le soubz prieur aura soing de luy faire bailler et descharger lorsque la provision arrivera aud. monastère. S'assurant ledit cardinal, qu'il n'abusera pas de ceste faveur et grace, et qu'il ne dellaissera de se rendre sujet et assidu au service de l'église, tant de jour que de nuict, pour donner exemple à tous, mesmement aux plus jeunes, de garder la discipline.

LE MASLE, grand vicaire de M. l'éminentissime card.
de la VALLETE ².

Dom Marrier redevenu, à sa grande satisfaction, simple religieux à Saint-Martin des Champs, n'eut plus désormais qu'à se livrer à ses travaux littéraires. Le repos dont il jouissait dans sa retraite, la manière honorable dont le cardinal de la Valette l'avait traité, durent l'engager à les pousser vivement. Aussi, en 1635, deux ans après sa démission, fit-il paraître son histoire de Saint-Martin des Champs. C'était payer sa dette de reconnaissance à son ordre et au chef suprême de cet ordre.

Il fut remplacé par dom Claude de Sainteny, prêtre et docteur en théologie. Nous tirerons encore de nos registres de Saint-Martin ce qui a rapport à l'installation de ce dernier.

1. Dom Marrier était alors dans sa soixante-deuxième année.

2. Arch. imp., carton L. 1441. Orig. parch. scellé d'un sceau aux armes du cardinal de la Valette.

Ce jourd'uy, vingt sizsieme jour de mars, présente année, mil six cent trente trois, veille du saint jour de Pasques, environ les trois heures après midy, a esté reçu par les religieux du prieuré de Saint-Martin des Champs de cette ville de Paris, le révérend père dom Claude de Sainteny, religieux prestre, docteur en théologie de la faculté de Paris, pour prieur claustral dudit prieuré, au lieu et place de dom Martin Marrier qui en a faict sa démission de ladite charge de Prieur claustral dudit Saint-Martin. Et en conséquence d'icelle démission, ledit père Sainteny a esté institué Prieur claustral dudit Saint-Martin par monseigneur le cardinal de La Valette, prieur du dit Prieuré de Saint-Martin. Et lesdits religieux dudit Saint-Martin ont tellement agréé ladite institution et choix du dit Sainteny pour estre leur supérieur, qu'ils l'ont mis en possession de ladite charge avec toutes les solennités qu'ils ont peu.

Du 5 avril 1633.

La compagnie a advisé de charger Dom Germain Cheval du soin et garde de la porte du monastère, à la chambre de laquelle porte il couchera, et rendra les clefs au père Prieur à huit heures du soer depuis la feste de Pasques jusques à celle de saint Remi, et le reste de l'année à sept heures ¹.

Quoi qu'il en soit de cet accueil empressé que le nouveau prieur claustral reçut de ses religieux, il y eut bien encore pour lui, comme pour son prédécesseur, quelques ombres au tableau. Nous n'en voulons pour preuves que le passage suivant :

Du 15 juin 1633.

La Voulte estant extraordinairement assemblée, nous très humble souprieur de Saint-Martin des Champs avons représenté aux vénérables pères de la Voute, et avons faict nos plaintes touchant dom Pierre Charles, lequel nous menaça de faire arriver du malheur à la maison, et nous dit qu'il en arriveroit aussi à notre propre personne; outre, nous déclara que le lendemain de la Saint-Pierre et Saint-Paul il se feroit apostat et se retireroit de la maison pour vivre sans supérieur, sur ce que nous luy faisions

1. Reg. LL. 1398, fol. 75.

sur ce qu'il alloit en ville dans un habit tout affaict indécent, en présence de Dom Marie, infirmier titulaire de ladite maison.

DOM SAINTENY.

Nous laisserons là ces registres de la Voûte que nous avons si souvent ouverts, pour ajouter quelques mots sur dom Marrier. Deux ans après sa démission, il se vit encore, mais pour la dernière fois, troublé dans sa tranquillité. Ce fut par ce qu'on pourrait appeler une petite révolution d'intérieur. Nous voulons parler de l'introduction de la réforme dans le prieuré de Saint-Martin des Champs.

A la fin du seizième siècle, l'ordre de Saint-Benoît était tombé dans un tel relâchement, que le cardinal de Lorraine, légat du saint-siège dans les évêchés de Metz, Toul et Verdun, avait demandé au pape Clément VIII la suppression de tous les monastères de cet ordre dans l'étendue de sa légation. Rien que par les pièces qu'on vient de lire, on peut se faire une idée de l'utilité, disons mieux, de la nécessité d'une réforme. Elle se fit, comme on sait, au commencement du dix-septième siècle, et partit de Lorraine. Il suffit de citer la congrégation de Saint-Vanne et celle de Saint-Maur. La première a pour auteur dom Didier de La Cour, prieur de l'abbaye de Saint-Vanne de Verdun, né en 1550, mort en 1623. Elle fut approuvée par une bulle de Clément VIII, du 7 avril 1604. La congrégation de Saint-Maur doit ses commencements à celle de Saint-Vanne. Elle a pour auteur dom Laurent Benard, prieur du collège de Cluni. Elle fut reconnue par lettres-patentes du mois d'août 1618. Le 5 septembre suivant, les Bénédictins réformés prirent possession du monastère des Blancs-Manteaux, qui appartenait aux Guillemites. La congrégation de Saint-Maur fut confirmée par Urbain VIII, par sa bulle du 21 janvier 1627. La réforme fut introduite à Saint-Denis en 1633. Deux ans après, elle fut également introduite à Saint-Martin des Champs, en vertu d'un concordat passé entre le cardinal de Richelieu, abbé de Cluni, et dom Grégoire Tарisse, supérieur de la congrégation de Saint-Maur. La preuve qu'il ne fallait rien moins que la toute-puissance de Richelieu pour imposer la réforme aux monastères dont on vient de parler, c'est qu'après sa mort les religieux réformés ou les Pères de l'étroite Observance, comme on les appelait, furent repoussés de plusieurs monastères où ils s'étaient établis. Tel est le cas en particulier pour le prieuré de Saint-Martin des Champs. Les anciens de ce monastère obtinrent en 1645 un arrêt du Grand Conseil

cassant le concordat de 1635. Nous donnerons encore cette pièce, malgré sa longueur, parce qu'elle est très-instructive et qu'elle nous dispense d'entrer dans des détails qui nous mèneraient trop loin. Ce qu'on y voit de plus singulier, ce sont les dispositions toutes stratégiques que les deux commissaires (un archevêque et un maître des requêtes) chargés d'introduire les Pères réformés dans le prieuré de Saint-Martin se virent obligés de prendre, et cela à la grande, et sans doute un peu profane curiosité de tout le quartier.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France et de Navarre, à nos amés et féaux les gens tenans nostre Grand Conseil, salut. De la partie de nos aimés et dévotz orateurs, le prieur claustral et religieux profex du prieuré Sainct-Martin des Champs de nostre ville de Paris, nous a esté exposé que ledit monastère de Saint-Martin est l'un des insignes et célèbres de nostre royaume, fondé par les roys nos prédécesseurs, Henry premier, Philippes aussy premier, et Louis sixième, dit le Gros, et immédiatement dépendans de la sacrée abbaye de Cluny qui est le chef du plus grand ordre et congrégation qui soit en nostre royaume, composé de plusieurs monastères de l'un et de l'autre sèxe dans notredit royaume, et hors iceluy s'estendant en Allemagne, Italie, Espagne, Angleterre et plusieurs autres lieux immédiatement dépendans du Sainct-Siège. Dans lequel monastère de Saint-Martin la discipline régulière a esté entretenue sellon les reigles et statutz, non seulement sans qu'il y ait eu plainte ni répréhension d'omissions ou contraventions aucunes, mais de plus avec les tesmoignages publiques d'approbation et de l'observance d'icelle en toute nostre ville de Paris, où ledit monastère est scitué. Tellement qu'il n'y a point eu de prétexte plausible, ni encore moins de raison légitime, de faire changement en l'estat ni en la police du dit prieuré. Néantmoins, les religieux de la congrégation de Saint-Maur, lesquels vulgairement on appelle Refformés, et desquels lesdits exposans sont distinguez par la qualité d'Anciens, ont entrepris de s'introduire dans ledit monastère de Saint-Martin, et pour y parvenir, se sont prévalus de l'authorité que le deffunct sieur cardinal de Richelieu, abbé de ladite abbaye de Cluny et prieur dudit prieuré Saint-Martin, s'attribuoit sur lesdits exposans. Auxquels toute contradiction aux volontés d'un prélat qui avoit de si grands avantages, eussent esté sans effect et de pernicieuse suite. Et pour expulser

lesdits exposans dudit monastère Saint-Martin et subroger lesdicts Refformés en leurs places, il y a eu un traicté, auquel on donne le titre de Concordat, passé par devant nottaires au Chastellet de Paris, le XII^e jour de décembre 1634, entre ledit deffunct sieur cardinal de Richelieu, et Dom Grégoire Tarrisse, supérieur général de laditte congrégation de Saint-Maur. Ledit concordat portant une prétendue union de l'abbaye de Cluny, de laquelle deppend immédiatement ledit prioré Sainct-Martin, à ladite congrégation de Saint-Maur, par le seul consentement dudit deffunct sieur cardinal de Richelieu et dudit Tarrisse. En conséquence duquel traicté, ledit sieur cardinal de Richelieu en passa un autre, le XXI febvrier ensuivant, de l'année 1635, avec ledit Tarrisse, par lequel traicté il ordonne que lesditz Refformés de Saint-Maur soient establis audit prieuré Saint-Martin, et les religieux profex et officiers, dépossédés de la possession qu'ils en avoient. Lequel traicté fut exécuté le XIII^e jour d'avril ensuivant, et les exposans furent chassés de leurs lieux réguliers par voye extraordinaire, par les sieurs de Lezeau, M^e des requestes de nostre hostel, et l'archevesque d'Arles, commissaires se disans à ce depputez, quoique jamais ils n'ayent monstré, exhibé et fait signifier leur prétendue commission aux exposans, ni mesme leur en avoir fait lecture, quoique par plusieurs fois ils eussent esté de ce interpelléz, et au préjudice d'un arrest de nostre cour de parlement portant deffense de molester et user de telles voyes envers lesdicts exposans, ledit arrest deuement signifié auxdits commissaires. Lesquels n'auroient laissé de faire entrer lesdits Refformés dans ledit prieuré, à main armée, après avoir posé trois corps de gardes dans ledit monastère, l'un à la porte, l'autre dans l'église, et le troisième dans le dortoir des exposans, comme s'ils eussent poursuivy une troupe de voleurs ou criminels de lèze-majesté au premier chef; qui est une procédure inouye dans notre royaume, qui a toujours fait grant estat des ecclesiastiques et personnes religieuses. Ce qui a fait souffrir un grand opprobre, confusion, infamie et scandal aux exposans, toute la ville de Paris estant accourue pour veoir ce spectacle. Et sont demeurez parmy les gardes et soldats, depuis ledit jour XIII^e avril jusques au XXIII^e dudit mois, que lesdits exposans furent contraints et nécessités d'accorder et signer avec lesdits Refformés certains articles et contrats, tant en général qu'en particulier, pour cedder et quitter auxdits Refformés tout ce qui

appartenoit aux dits exposans, audit prieuré Saint-Martin, crainte d'estre envoyez dans des priores champêtres, contre leur profession, chassés et expulsés, ainsi que plusieurs de leurs confrères, sans en espargner leur Prieur claustral, quoique religieux de science, mérite et probité, qui n'avoit rien moins mérité que cette procédure. Contre laquelle innovation et spoliation, injuste et violante, les dits exposans n'ont point eu jusques à présent la liberté ny la faculté de réclamer, ni de se plaindre et pourveoir, en ayans esté retenus et empeschez par la crainte dudit defunct cardinal de Richelieu, durant sa vie, et depuis son décès par les artifices desdits Refformés. Nonobstant lesquels, les dits exposans, obligez par la considération de leur devoir envers leur profession, et pour l'intérêt commun de nostre ville de Paris, et celluy des dits exposans en particulier, tant pour leur salut, que pour leur honneur, de poursuivre leur réintégration dans ledit prieuré Saint-Martin, duquel ils ont esté évincez par lesdits concordats du 24 décembre 1634, XXI^e febvrier, XXIII^e avril et autres jours ensuivans de l'année 1635, et lesdits articles dont la nullité est évidente et constante, en ce que, d'une part lesdits Refformés prétendent y avoir eu union de ladite abbaye de Cluny, d'où depend ledit prieuré Saint-Martin, à leur congrégation, sans que pour faire cette union il y ait eu bulles obtenues de nostre saint Père le pape, comme aussy il n'y a eu aucune des solemnités essentielles et nécessaires aux unions, nulle cognoissance de cause, et que, ladite prétendue union auroit esté faicte sans le consentement du chappitre général dudit ordre de Cluny, sans lequel il n'auroit peu avoir extinction et suppression du chef dudit ordre, et encore moins dudit monastère de Saint-Martin, par le moien de ladite union, si elle subsistoit. De laquelle de plus, l'église et le public recevraient beaucoup de dommage par les mutacions et restrictions du service divin, et que le prieuré Saint-Martin sert à la descharge des bonnes familles de notre bonne ville de Paris, et pour ceux qui veulent vivre dans une vie honneste et mitigée. Sur quoy les exposans, pour les raisons résultantes de ce qui est réduit cydessus, circonstances et deppendances, à représenter plus amplement quand il en sera besoing, nous ont humblement requis leur pourveoir de nos lettres contre les dits concordats et lesdits articles à telles fins qu'il appartiendra. Pour ce est il que Nous, désirans maintenir et protéger les religieux qui ont affection au devoir de leur profession, vous mandons et commettons

par ces présentes, attendu que nous vous avons cy-devant attribué la connoissance de tous les différens concernans ledit ordre de Cluny, que les parties comparantes par devant vous, ou procureur pour elles, que voulons y estre appelées par le premier nostre huissier ou sergent sur ce requis, auquel nous donnons pouvoir de faire tous exploits à ce nécessaire, s'il vous appert de ce que dessus, que lesdits concordats et articles, et introduction desdits Refformez, ait esté faite par voie extraordinaire dans ledit prieuré Saint-Martin soubz prétexte d'une prétendue union de l'ordre de Cluny, sans le consentement du chappitre général dudit ordre, sans le consentement des intéressés, et sans connoissance de cause, nécessité, ny utilité quelconque, et qu'il n'y ait eu aucunes bulles de cour de Rome pour l'effect de ladite union, vous cassiez, rescindiez et annuliez, comme nous avons cassé, rescindé, annulé par ces présentes, lesditz concordats et articles du XXIII^e décembre 1634, XXI^e febvrier, XXIII^e avril 1635, et tous autres actes qui s'en seroient ou pourroient estre ensuivis, et iceux déclariez, comme nous les avons déclaré et déclarons, de nul effect et vateur, et remettiez lesdictes parties, comme nous les avons remis et remettons, en tel estat qu'elles estoient auparavant; fassiez droit sur telles autres fins et conclusions que lesditz exposans adviseront de prendre, et rendiez auxdites parties bonne et briesve justice. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris, le XXXI^e juillet, l'an de grace mil six cens quarante trois, et de nostre regne le premier.

Par le conseil, LEON¹.

Huit des religieux anciens de Saint-Martin des Champs signèrent le concordat de 1635, le 24 avril de cette année. Et ce ne fut que quelques jours plus tard, c'est-à-dire le 1^{er} mai, que dom Marrier le signa, en compagnie de dom Cheval et de dom Le Roy. Lors de l'introduction de la réforme, les Pères de l'Observance eurent toute l'administration des revenus, mais à la charge de faire 300 livres de pension aux religieux profès qui étaient prêtres, et 250 à ceux qui ne l'étaient pas. Piganiol de la Force² dit que dom Marrier se montra très-favorable à la réforme. Cependant il ne l'embrassa pas, et dom Cheval, son biographe, l'en

1. Arch. imp., carton L. 1431. Orig. parch.

2. *Descr. de Paris*, t. IV, p. 41.

excuse sur son grand âge. Au reste, il légua sa bibliothèque aux Pères de l'Observance.

Dom Marrier mourut le 26 février 1644, dans sa soixante-treizième année.

Il existe aux Archives de l'Empire ¹ un manuscrit provenant de Saint-Martin des Champs, qui contient des listes des prieurs de chacun des prieurés dépendants de ce monastère, avec un catalogue des moines de Saint-Martin des Champs. Ce manuscrit est dû à dom Marrier, comme on le voit par le passage suivant, qui se trouve au folio 73 :

« 1583. *Martinus Marrier, Parisinus, hujusce monasterii prior claustralis et sacrista, prior B. Mariæ de Grosso Boseo, collector et scriptor voluminis hujus anno 1630.*

» Il fist faire et donna, l'an 1620, le benoistier de pierre de liais, qui est entre la porte du cloistre et la descente du dortoir, à l'entrée de l'église de céans, ensemble peindre le tout aynsi qu'il se voit. »

Ceci est de la main de dom Marrier. Suit cette addition qui est d'une autre main :

Obiit summo omnium nostrum luctu, 26 feb. 1644, hora meridiana, et sepultus in capella B. Mariæ de Infirmaria, ante altare.

1. Sous la cote LL. 1409.

BIBLIOGRAPHIE.

GEOGRAPHICI græci minores. e codicibus recognovit, prolegomenis, annotatione, indicibus instruxit, tabulis æri incisus illustravit Carolus Mullerus. T. I. Paris, Didot, 1855. — I vol. in-4°, DXLV et 576 p.

Après Strabon, Pausanias, Ptolémée et Étienne de Byzance, ses quatre grands géographes, l'antiquité grecque possède un nombre considérable d'écrivains qui ont plus sommairement exposé l'ensemble du monde connu de leur temps, ou qui se sont bornés à décrire seulement une partie des contrées et des mers alors explorées. Le moyen âge, si on en excepte les écrits arabes, n'a rien à comparer à ces grands travaux classiques ; mais il abonde en périples, en portulans, descriptions partielles ou monographies, géographiques, historiques et topographiques, dont l'étude serait extrêmement utile aux progrès de la géographie comparée, et qui peuvent très-avantageusement se placer à la suite de ce que l'on appelle les *Petits géographes*. Les ouvrages compris sous cette dénomination, réservée jusqu'ici aux œuvres de l'antiquité, ont tous de l'intérêt, qu'ils soient antérieurs ou postérieurs aux écrits des grands géographes. En s'attachant, comme on le fait, à les restituer dans leur intégrité primitive, on reconnaît les emprunts réciproques des différents auteurs, les additions ou modifications successives qu'ont reçues leurs œuvres ; on obtient ainsi un excellent moyen de contrôler et d'améliorer les uns et les autres ; on peut suivre le développement progressif des connaissances géographiques de chaque siècle et recueillir souvent des renseignements très-utiles pour l'histoire.

Nous ne dirons rien du recueil auquel appartient l'édition des *Petits géographes* que nous annonçons. La nouvelle collection générale des auteurs grecs, avec la traduction latine en regard et des index, appréciée déjà par les comptes rendus des plus importants journaux scientifiques de l'Europe, est une des publications qui, par son étendue, le mérite éminent de ses collaborateurs et le soin de l'exécution, ne peuvent qu'honorer encore la maison de MM. Didot et la librairie française. Nous nous bornerons à dire un mot seulement des ouvrages ou fragments d'ouvrages, au nombre de quatorze, réunis dans le tome I^{er} des *Petits géographes*.

1. *Hannonis Carthaginiensis periplus*. Hannon fut amiral de Carthage au VI^e siècle avant J. C. On a une version grecque de sa description de la côte occidentale d'Afrique, depuis les colonnes d'Hercule jusqu'à l'île de Cerné, que l'on s'accorde à reconnaître pour l'une des îles du cap Vert.

2. *Scylacis Caryandensis periplus*. Le mot de *périple* désignait en général la relation d'un voyage de circumnavigation et d'exploration ; mais quelquefois ces voyages renferment la description des peuples et des villes situés assez avant dans l'intérieur des pays. On attribue à un Scylax de Caryande, personnage assez incertain, un périple de ce genre, ou plutôt une

compilation de plusieurs périples d'auteurs et d'âges différents. Il renferme la description des côtes de la Méditerranée.

3. *Dicæarchi, ut fertur, potius vero Athenæi, descriptionis Græciæ fragmenta*. On avait donné jusqu'ici à Dicéarque de Messine des fragments d'une description de la Grèce que l'on croyait détachés du grand ouvrage intitulé Βίος Ἑλλάδος, *Vita Græciæ*, qu'il avait composé et qui est perdu. M. Charles Muller, se fondant principalement sur le manuscrit 143 Gr. de la Bibliothèque impériale de Paris, établit que ces extraits ne sont pas de Dicéarque et ont dû être écrits soit par Athénée, soit par un habitant d'Athènes.

4. *Agatharchidis de mari Erythræo libri*. Agatharchide de Cnide avait composé plusieurs ouvrages de géographie; ils sont tous perdus. On ne possède que des fragments appartenant à différents livres de sa description de la mer Erythrée, dénomination sous laquelle les anciens comprenaient non-seulement le golfe Arabique, mais toute la grande mer d'Oman jusqu'à l'île de Ceylan ou de Taprobane.

5—6. *Scymni Chii, ut fertur, periegesis. Dionysii Calliphontis filii periegesis*. Le périple était surtout le signalement géographique des côtes, la périégèse comprenait essentiellement la description des contrées et des villes de l'intérieur. Scymnus de Chio, ou un anonyme du 1^{er} siècle avant l'ère chrétienne, et Denis, fils de Calliphont, qui vivait dans le même siècle, ont rédigé l'un une description du monde, l'autre une description de la Grèce. Ces deux ouvrages, écrits en vers, sont analogues, du moins le premier, au *Dittamondo* que composa, au XIV^e siècle, Fazio degl' Uberti, et la comparaison des deux œuvres ne nous semble pas être avantageuse au poème géographique de l'écrivain florentin.

7. *Isidori Characeni mansiones Parthicæ*. Isidore de Charax composa, dans le premier siècle après J. C., une description générale du pays des Parthes. Cet ouvrage a péri, mais on en possède une sorte d'abrégé ou d'extrait formant un itinéraire de la Parthie. L'ouvrage d'Isidore de Charax, de même que plusieurs des précédents, ont été l'objet d'études et de publications assez récentes de MM. Letronne, Miller, Bernhardt et Meineke. Il est inutile sans doute de faire observer que le nouvel éditeur des *Petits géographes*, profitant des observations de ses devanciers, quand elles lui paraissent fondées, les rectifiant quand il les trouve hasardées, s'est efforcé d'améliorer leurs textes et d'étendre leurs restitutions au moyen d'une nouvelle vérification des manuscrits et de commentaires, placés soit dans les prolégomènes, soit dans les notes.

8. *Anonymi periplus maris Erythræi*. On a longtemps considéré cette description comme l'œuvre d'Arrien, auteur d'un périple du Pont Euxin; mais M. Muller, confirmant les observations de Schwanbeck et de Bernhardt, montre qu'aucun témoignage suffisant n'établit cette attribution, acceptée sur la foi d'un manuscrit d'Heidelberg. Les copistes se permettaient souvent, en effet, de composer ou de modifier les titres des œuvres

qu'ils transcrivaient; aussi serait-ce s'exposer à de fréquentes erreurs que de se fier sans examen aux anciennes rubriques des manuscrits ou des catalogues. Le périple de la mer Erythrée paraît être l'œuvre d'un marchand grec fixé en Égypte, dans le 1^{er} siècle de l'ère chrétienne. C'est un précieux monument, bien supérieur au périple d'Agatharchide pour l'abondance, l'intérêt, la variété et l'exactitude des renseignements, comme le sont les ouvrages du même genre que l'on doit à des navigateurs ou à des négociants de l'antiquité et du moyen âge, en général observateurs sérieux et attentifs.

9. *Arriani historia indica et periplus Ponti Euxini*. Arrien, né à Nicomédie de Bithynie au commencement du second siècle de J. C., dont il vient d'être parlé, a laissé, entre autres ouvrages, une description historique des mœurs et coutumes des Indiens, et un périple du Pont-Euxin, adressé, sous forme de lettre, à l'empereur Adrien qui l'avait chargé d'examiner les côtes septentrionales de la mer Noire.

10—11. *Anonymi periplus Ponti Euxini*. *Anonymi mensura totius habitæ terræ*. Quelques manuscrits attribuent ce nouveau périple à Arrien. La *Mesure de la terre* est un fragment sans importance, presque borné au Pont Euxin, et qui n'a rien de comparable à la savante édition de Dieuil, publiée par Letronne, en 1814.

12. *Anonymi stadiasmus maris magni*. La grande mer est la mer Méditerranée. La correction du texte de ce périple doit beaucoup à la révision qu'en a faite M. E. Miller sur les manuscrits de Madrid. C'est, d'autre part, l'une des parties des *Petits géographes* que M. Charles Muller semble s'être complu à éclairer et à compléter par les notes les plus nombreuses. L'utilité du stadiasme, qui marque en chiffres précis les distances relatives des principales positions des côtes de la Méditerranée, justifie bien, au reste, les travaux dont il a été l'objet. Son âge (il a été formé, au 11^e siècle, de différents périples) ajoute encore à sa valeur; mais on doit reconnaître cependant qu'il n'offre pas autant de ressources géographiques que le *Compasso a navigare* d'Uzzano, composé en 1442. Le stadiasme est incomplet, il se borne souvent à un simple itinéraire; nous trouvons, au contraire, dans Uzzano, avec l'indication des distances, une description nautique des principaux ports de la Méditerranée, et souvent des notions précieuses sur les ressources que ces pays pouvaient présenter aux navigateurs et aux armateurs qui venaient y commercer. L'occasion s'en offre ici assez naturellement pour qu'on nous permette de remarquer combien un travail récent sur les *Colonies*¹, travail digne assurément de grands éloges, est incomplet cependant en ce qui concerne le moyen âge, et se trouve par conséquent peu exact dans ses appréciations générales. A en croire le jeune et estimable auteur de ce travail, ou plutôt ses maîtres, l'antiquité et les temps modernes seuls auraient connu les colonies maritimes et commerciales. Qu'étaient

1. Concours général des lycées en 1854.

donc Galata, Caffa, La Tana, Phocée, Famagouste, Chio, Beyrouth pour les Génois et les Vénitiens ? Bougie, Limassol, Lajazzo, Tyr, Modon, Clarenza et tant d'autres villes de l'Afrique, de la Romanie et de la mer Noire pour les commerçants européens du moyen âge, qui faisaient sur ces lieux non pas des apparitions passagères, mais des opérations continues; qui y possédaient des établissements fixes, des propriétés territoriales, des églises, des magasins, une bourse, une juridiction consulaire, c'est-à-dire ce qui réunit au plus haut degré les éléments nécessaires et le caractère le plus significatif de colonies permanentes, maritimes et essentiellement commerciales ?

On avait pu craindre un moment que le goût des œuvres et de l'histoire du moyen âge ne prît trop d'extension dans les études classiques au détriment de l'antiquité; ce danger est heureusement bien éloigné. On peut apprécier, par l'exemple que donne l'un des premiers lycées de la capitale, combien laisse à désirer encore l'étude du moyen âge dans notre enseignement public. Aussi est-ce pour les rédacteurs de ce recueil, consacré à la propagation des monuments historiques de ce temps, un motif de persévérer plus que jamais dans la direction qu'ils ont prise.

13. *Marciani Heracleensis periplus maris exteri. Artemidori Ephesii epitome.* — La description des mers entourant le monde connu des anciens est la seule partie qui nous reste de la géographie rédigée, au commencement du v^e siècle, par Marcien d'Héraclée, aujourd'hui Erekli, sur la mer Noire. C'est une source importante de la géographie ancienne. Marcien sert à rectifier Ptolémée et fait connaître d'anciens géographes dont les œuvres sont anéanties. La seconde partie de son ouvrage, où il décrivait en onze livres les côtes de la mer intérieure ou de la Méditerranée, est perdue. On possède encore de Marcien des extraits d'un abrégé qu'il avait composé de la géographie d'Artémidore d'Ephèse, écrivain et voyageur du 1^{er} siècle avant l'ère chrétienne.

Un atlas de 29 planches est joint au premier volume des *Petits géographes*. Ces cartes, dressées avec le plus grand soin par M. Charles Muller, correspondent aux différents ouvrages géographiques que nous venons d'énumérer, et donnent en même temps la géographie moderne des pays, d'après les relevés les plus récents du dépôt de la marine de France et de l'amirauté anglaise, les publications de la commission scientifique de l'Algérie, les travaux d'Arrowsmith de Londres, de Kiepert, Ritter et Berg-haus de Berlin, les cartes de Moresby, du colonel Chesney, du lieutenant Carless, de Smith, Forbes et autres voyageurs. M.-L.

LES VISIGOTHS et les études à Toulouse, par M. Bénéch. Toulouse, impr. Bonnel et Gibrac, 1855. — In-8° de 41 pages.

Pendant les derniers siècles de l'empire romain, la littérature profane décline en proportion du développement de la littérature sacrée. M. Guizot a très-bien exprimé la cause de ce contraste : « Les écrivains chrétiens, »

dit-il (1), « s'adressent en même temps aux plus grands intérêts de la pensée et de la vie; ils sont actifs et puissants dans le domaine de l'intelligence et dans celui de la réalité; leur activité est rationnelle et leur philosophie populaire; ils traitent des choses qui remuent les âmes au fond de la solitude, et les peuples au milieu des cités. La littérature civile, au contraire, est étrangère aux questions de principe et de circonstance, aux besoins moraux et aux sentiments des masses; c'est une littérature de convention et de luxe, de coterie et d'école, vouée uniquement, par la nature même des sujets dont elle s'occupe, aux menus plaisirs des gens d'esprit et des grands seigneurs. » Vainement les empereurs prodiguèrent aux écoles publiques les encouragements et les privilèges; la littérature de cette époque demeura frappée d'une incurable stérilité. Les invasions barbares précipitèrent encore ce mouvement de décadence, et bientôt toute la vie intellectuelle se trouva concentrée dans la société religieuse.

Tels sont les faits généraux reconnus par tous les historiens, et que M. Bénéch n'entend pas contester dans leur ensemble. Mais, suivant lui, ces faits auraient reçu une exception notable à Toulouse, pendant tout le temps du séjour des rois visigoths dans cette ville, qui fut la capitale de leur royaume jusqu'à la bataille de Vouillé. Pendant toute cette période, qui s'étend de l'année 419 à l'année 507, « les études profanes, partout ailleurs en déclin, s'étaient ravivées à Toulouse, tandis qu'en sens inverse les études sacrées ou religieuses, en progrès sur la plupart des points de la Gaule, y furent interrompues pendant la même période plus longtemps que partout ailleurs. » Ce fait exceptionnel, qui ne se serait même pas étendu à toutes les parties de la domination des Visigoths, doit être attribué à l'influence personnelle des princes qui se sont succédé entre Vallia et Alaric II. D'une part, l'arianisme de ces princes explique le déclin des études religieuses, paralysées par la longue vacance du siège épiscopal; et, d'autre part, l'aménité de leurs mœurs, l'esprit vraiment cultivé de quelques-uns d'entre eux, la splendeur de leur cour, leur désir de continuer les traditions impériales, auraient donné une activité nouvelle aux travaux littéraires dans la capitale de leur royaume.

L'auteur groupe avec beaucoup d'art toutes les circonstances qui tendent à la démonstration de sa thèse. Il esquisse à grands traits le caractère de chacun des rois visigoths. Il insiste particulièrement sur le règne glorieux d'Euric et sur l'influence laissée par ce prince à Léon de Narbonne, « poète du premier ordre, orateur brillant, grammairien disert, philosophe érudit... », jurisconsulte si savant, qu'au dire de Sidoine Apollinaire, l'enseignant qu'il avait professé à Arles aurait fermé la bouche au déceuvr Appius Claudius lui-même :

« Docti Leonis

« Quo bis sex Tabulas docente juris,

1. *Histoire de la civilisation en France*, IV^e leçon.

« Ultro Claudius Appius taceret

« Claro obscurior in decemviratu. »

(Carmen XXIII.)

Enfin il signale avec raison les travaux législatifs d'Alaric II, comme la source de plusieurs de nos coutumes nationales, surtout d'un grand nombre de coutumes locales du Midi.

Toutefois, l'auteur lui-même le reconnaît, de cet état florissant des lettres à Toulouse il ne reste aucune preuve directe; aucun monument littéraire n'a survécu, si ce n'est peut-être les tristes épigrammes de ce *Virgilius Maro*, plagiaire jusque dans son nom, dont notre confrère M. Quicherat a si finement rétabli la problématique existence¹. Il faut donc l'avouer, les rois visigoths n'ont pas mieux réussi que les empereurs romains à rendre la vie à une littérature épuisée, et le seul monument de leur domination dans la Gaule est la *lex romana*, vulgairement appelée *Bréviaire d'Alaric*, qui, plus que tout autre recueil, a maintenu l'autorité du droit romain dans les premiers siècles du moyen âge. Il appartenait à M. Bénéch d'insister sur la valeur historique du *Breviarium*, qui a précédemment donné lieu de sa part à une remarquable étude²; mais, quant au surplus, tous ses efforts ne relèveront pas cette triste époque du sévère jugement formulé par M. Guizot.

G. D.

CARTULAIRE GÉNÉRAL DE L'YONNE. *Recueil de documents authentiques pour servir à l'histoire des pays qui forment ce département.* Publié par la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, sous la direction de M. Maximilien Quantin. Premier volume. Auxerre, Perriquet, 1854. — In-4°.

Le titre de cette collection indique assez clairement les documents qui doivent la composer. C'est la réunion, suivant l'ordre chronologique, des chartes relatives aux localités comprises dans le département de l'Yonne.

Le premier volume renferme 384 pièces et descend jusqu'à l'année 1156. Il s'ouvre par une savante introduction, dans laquelle M. Quantin indique le plan qu'il a suivi, examine la nature et le caractère des actes qu'il publie, et groupe dans un ordre méthodique les principales indications fournies par ces documents.

Un soin remarquable a été apporté à la correction du texte. Chaque pièce est précédée d'un sommaire et suivie de l'indication des sources. Le volume se termine par des tables fort amples, mais dont les divisions sont peut-être

1. Voy. la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1^{re} série, t. II, p. 130, citée par M. Bénéch, p. 28.

2. V. le *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, t. II, p. 235; t. III, p. 150, et la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 3^e série, t. V, p. 194.

trop compliquées. Nous y avons distingué un vocabulaire géographique qui suffirait à lui seul pour assurer le succès de la publication.

Deux planches sont jointes au volume. L'une (p. 244) représente une charte de Hugue, évêque d'Auxerre, qui n'est peut-être pas écrite de la main du prélat, comme l'a supposé l'éditeur; l'autre (p. 86) reproduit les souscriptions apposées par 21 archevêques ou évêques au bas d'un décret du concile de Pitres, réuni en 854, par ordre du roi, pour prendre des mesures contre les Normands. La pièce originale, qui tire de ces signatures autographes une grande valeur, appartient aux archives du département de l'Yonne; elle était déjà connue par une planche de la *Diplomatique* de Mabillon. La Bibliothèque impériale possède un monument du même genre, dont M. Quantin aurait tiré parti s'il avait pu en avoir connaissance. C'est un privilège de Saint-Rémi de Sens, que trois archevêques, dix évêques et deux abbés ont confirmé de leurs souscriptions. L'original de la Bibliothèque permet de faire plusieurs corrections au texte publié par d'Achery (*Spicil.*, in-fol., I, 593) et par M. Quantin (p. 64). Ainsi, l'un des souscripteurs est un archevêque de Tours, que les deux éditions appellent *Jursmarus*, tandis que l'original porte *Ursmarus*, leçon conforme aux catalogues qu'a récemment publiés M. André Salmon. A côté de l'archevêque de Tours figure un archevêque de Rouen : *Ulricus Rotomagensis vocatus archiepiscopus subscripsi*. Les éditeurs ont imprimé *Ruricus*, et cette altération est d'autant plus regrettable que le nom de ce prélat n'est connu par aucun autre document. Nous ferons encore deux observations sur le privilège de Saint-Rémi. Rien n'indique qu'il ait été délivré dans un concile de Sens. En tout état de cause, il ne devait pas être rapporté à l'année 852, mais, selon toute probabilité, à l'année 846 ou environ. (Voir Mabillon, *Annal.*, II, 668, et *Gallia christiana*, IV, 363, et XI, 21.)

Il est impossible aux éditeurs les plus savants et les plus scrupuleux de ne pas laisser passer quelques fautes de détail dans des ouvrages de longue haleine. Aussi M. Quantin est-il bien excusable d'avoir attribué au pape Innocent II une lettre (n° 166, p. 287) qui est certainement d'Innocent IV, et d'avoir publié sans aucune observation un diplôme de Louis le Gros (n° 167, p. 288) dont l'authenticité ne nous paraît pas démontrée.

Nous avouons, en terminant, que nous serions fort surpris si la publication du Cartulaire général de l'Yonne ne faisait pas honneur à la Société qui en a conçu ou adopté l'idée, et à l'habile archiviste qui en a pris la direction.

L. D.

DISSERTATION sur la naissance de Pierre l'Hermite, par Léon Paulet, de la Société des antiquaires de Picardie, etc. Brochure in-8° de 26 p. Namur, 1854. — PIERRE L'HERMITE, *Picard ou Liégeois*, par M. L. Polain, conservateur des archives de l'Etat, à Liège, etc. Extrait du tome XXI des bulletins de l'Académie royale de Belgique.

Les paradoxes historiques ont presque toujours l'avantage de faire dé-

couvrir des documents nouveaux par suite des recherches où sont conduits les savants qui se présentent pour les réfuter.

M. Grandgagnage, président à la cour de Liège, s'avisa, au commencement de l'année dernière, de battre en brèche le témoignage de tous les historiens des croisades qui font naître Pierre l'Hermite dans le diocèse d'Amiens. S'appuyant sur le dire d'auteurs très-postérieurs et sur un article de l'obituaire de Neufmostier, monastère fondé à Huy par Pierre l'Hermite, il prétendit que ce personnage extraordinaire avait eu son berceau là où il reçut plus tard la sépulture, c'est-à-dire à Huy.

M. Léon Paulet réfuta ce système en faisant valoir l'autorité des innombrables témoignages sur lesquels s'appuie l'opinion contraire. Cependant son argumentation laissait à désirer parce qu'il n'avait pas vu le fameux obituaire qui était la pierre angulaire de l'édifice élevé par M. Grandgagnage. C'est à M. Polain, dont les nombreux travaux ont jeté déjà tant de lumières sur les antiquités du pays de Liège, qu'il appartenait de dire le dernier mot sur cette question. Il était d'autant mieux placé pour cela, que l'obituaire de Neufmostier fait partie du dépôt confié à ses soins. M. Polain donc commence par prouver que cet obituaire, attribué par M. Grandgagnage aux premières années du douzième siècle, est bel et bien du treizième ; ensuite il fait intervenir dans le débat l'autorité d'Alberic de Trois-Fontaines, moine de Neufmostier, auquel on avait négligé de recourir et qui dit positivement que Pierre l'Hermite naquit dans le diocèse d'Amiens. Bien plus, en étudiant la suite du témoignage porté par Alberic de Trois-Fontaines sur Pierre l'Hermite, M. Polain découvre que c'est le texte de cet historien qui a servi à faire l'article du nécrologe de Neufmostier. En dernier lieu l'obituaire n'affirme pas que Pierre l'Hermite soit né à Huy, mais parce qu'il reproduit, en le tronquant, le texte d'Alberic de Trois-Fontaines, il résulte de cette citation infidèle une amphibologie qui est l'unique fondement sur lequel s'est appuyé M. Grandgagnage. Après cela, M. Polain peut conclure que M. Polet a raison et que son compatriote a tort.

J. Q.

CHRONIQUE de Guines et d'Ardre, par Lambert, curé d'Ardre (textes latin et français en regard), revue sur huit manuscrits, par le marquis de Godefroy Ménéglaise, membre de la Société des antiquaires de Morinie. Paris, Jules Renouard, 1855. — Un vol. in-8o.

« Descendant des savants historiographes qui, au dix-septième siècle, ont bien mérité de la France par leurs vastes et profondes investigations sur son passé, par la mise au jour de tant de précieux documents, nous avons cru obéir à une vocation de famille, non moins qu'au goût de notre époque, en étudiant et publiant une chronique encore peu connue, qui jette une vive lumière sur une contrée de nos provinces du Nord. Les érudits voudront bien ne pas être trop rigoureux envers notre inexpérience, qui n'a pu prétendre tout élucider, et nous tiendront

« compte de nos recherches consciencieuses, de nos soins patients pour la « correction d'un texte fort altéré, seul mérite de ce modeste labeur. » M. de Godefroy, dans ces quelques mots de sa préface, qui donnent une leçon de modestie dont chacun peut profiter, rendrait peu facile le devoir de la critique, si sa publication n'était irréprochable. Ni la pratique consommée des anciennes sources qui se manifeste dans tout le cours de l'ouvrage, ni la connaissance parfaite de la géographie et de l'histoire du pays où écrivait son auteur, ni les recherches prolongées, ni les soins les plus soutenus n'ont pu rassurer M. de Godefroy contre ce qu'il veut bien appeler son peu d'expérience. L'œuvre que d'autres présenteraient avec confiance au public le plus sévère, l'éditeur de Lambert d'Ardre l'offre avec hésitation. Heureusement que de tels essais, puisqu'on les nomme ainsi, sont d'excellents modèles, et qu'en rassurant l'éditeur de la chronique d'Ardre, s'il en est besoin, ils nous font espérer d'autres travaux du savant et digne héritier des Godefroy.

Lambert d'Ardre, écrivain du commencement du treizième siècle, était un des sujets des comtes de Guines. Bien qu'on ne l'eût d'abord pas destiné à l'Eglise, il reçut une éducation plus qu'ordinaire, et put ensuite augmenter lui-même sa première instruction. On voit que les auteurs de l'antiquité, et notamment les poètes, lui étaient familiers; il aime à les citer, et son style s'embarrasse souvent des formes qu'il leur emprunte. Resté veuf, après un mariage qui l'avait rendu père de trois enfants, il entra dans les ordres et devint curé de la ville d'Ardre, près de Guines. Il mourut probablement dans les premières années du treizième siècle. Sa chronique s'ouvre par un prologue diffus sur les antiquités des pays d'Ardre et de Guines; elle commence à devenir historique à l'an 918, date de la mort de Baudouin II, comte de Flandres, et se termine en 1203, à l'époque de la croisade de Baudouin IX, avant le couronnement de ce prince comme empereur de Constantinople.

Pour les temps antérieurs au sien, Lambert d'Ardre est totalement dépourvu de ces qualités précieuses de fidélité et de précision, qui dans les ouvrages historiques peuvent suppléer à tant d'autres. On doit remarquer, au reste, que ce défaut lui est commun avec beaucoup de chroniqueurs du moyen âge qui ont voulu s'occuper plus ou moins de versification. Il semble que ces deux genres de la culture littéraire, l'histoire et la poésie, exigent des qualités tout opposées, qui ne peuvent se développer simultanément dans le même esprit, et qui s'altèrent l'une par l'autre, quand on veut les réunir. L'extrême inexactitude des premiers chapitres de la chronique de Lambert a nui beaucoup à la réputation de l'œuvre tout entière, et l'a fait peut-être un peu trop négliger par les historiens et par les éditeurs des grandes collections. Divers fragments en ont été cependant insérés dans les recueils de Duchesne et de dom Bouquet; une édition peu correcte avait été publiée par Ludewig dans les *Reliquiæ manuscriptorum*, mais jamais la chronique d'Ardre n'avait été dans son en-

tier l'objet d'une publication spéciale et complète. M. de Godefroy revient dans sa préface sur les causes du discrédit, à son avis immérité, où est tombée l'œuvre de Lambert; il s'attache à démontrer que la chronique du curé d'Ardre peut encore donner des renseignements nombreux, d'une originalité irrécusable et d'une grande utilité à l'histoire. Si la partie narrative n'est pas aussi nourrie de faits que d'autres chroniques, elle fournit du moins, par les réflexions et les observations de l'auteur, des indications très-avantageuses pour l'histoire des institutions, des mœurs et des conditions sociales au moyen âge. C'est en outre une source très-utile pour la géographie d'une partie de la Flandre et pour l'explication de beaucoup de termes de la basse latinité; aussi du Cange en a-t-il fait un fréquent usage dans son Glossaire. D'ailleurs, la partie historique proprement dite n'est pas tellement dépourvue de détails. A partir de la moitié du douzième siècle, où l'on peut considérer Lambert comme auteur contemporain des faits dont il parle, depuis l'époque où saint Thomas de Cantorbéry donne le baudrier de chevalier à Baudouin, héritier du comté de Guines, sa chronique, bien que circonscrite aux annales peu éclatantes des pays de Guines et de Boulogne, fournit plus d'une notion dont l'histoire de l'Artois, de la Flandre et quelquefois l'histoire générale de la France peuvent profiter.

Pour juger de la supériorité de la nouvelle édition sur les publications précédentes, il suffira de dire que M. de Godefroy a consacré plusieurs années à la collation rigoureuse de huit manuscrits, la plupart inconnus aux anciens éditeurs, dont il indique les variantes essentielles. De ces manuscrits, le plus ancien n'est que du quatorzième siècle, et appartient à la collection de la reine de Suède à Rome; un autre est à Paris, un à Amiens, deux à Saint-Omer, un à Boulogne, un à Bruges et un à Bruxelles. M. de Godefroy, ayant résolu de joindre une traduction française au texte latin de Lambert d'Ardre, a donné les honneurs de la publicité à une ancienne version du quinzième siècle, au lieu d'imprimer sa propre traduction. On n'approuvera peut-être pas cette extrême réserve. Nous avons de plus, il est vrai, un vieux texte vulgaire de la Morinie; mais une traduction de l'éditeur lui-même, telle que la font pressentir ses corrections et ses observations, eût bien mieux rendu le latin de Lambert d'Ardre, que l'ancienne version altère et paraphrase souvent. Du reste, s'il ne s'est pas chargé de cette partie de l'œuvre, ce n'est pas que l'éditeur ait voulu diminuer son propre labeur. Tout dans sa publication atteste le travail le plus dévoué, les soins le plus persévérants, qui ne reculent ni devant les difficultés ni devant les longueurs. Indépendamment d'une préface étendue, où la chronique de Lambert d'Ardre est appréciée à sa juste valeur, et les manuscrits, base du nouveau texte, exactement décrits, M. de Godefroy a dressé les tableaux généalogiques des familles de Guines, d'Ardre, de Fiennes et de Coucy, nécessaires à l'intelligence de sa chronique; il a joint à ces tableaux un guide chronologique des événements dont parle Lambert d'Ardre; il a enfin complété le livre par des commentaires, des glossaires dé-

taillés, des recherches géographiques, deux cartes de l'état ancien et moderne du pays de Guines et des tables multipliées. On ne saurait exiger davantage du plus consciencieux éditeur, et l'on ne trouverait pas facilement quelque chose à reprendre dans cette œuvre louable à tous égards. Devons-nous reprocher à l'éditeur quelques inévitables erreurs de typographie? Faut-il faire observer que la réunion des notes à la fin du volume et loin du texte auquel elles se rapportent nuit beaucoup à leur utilité; que quelques-unes de ces notes auraient pu recevoir d'utiles développements, pour mettre plus au jour les relations de la chronique d'Ardre avec les chroniques de Saint-Bertin? Nous regretterons bien plus que M. de Godefroy n'ait pas indiqué d'une manière évidente, dans les pages mêmes de Lambert d'Ardre, l'année ou l'intervalle chronologique auquel se réfèrent les événements de la chronique : la table des événements, placée au commencement du volume, ne supplée qu'insuffisamment à ces indications, dont ne peuvent se passer les travaux d'érudition.

Mais il serait bien injuste d'insister sur ces observations de détail à l'égard d'une publication si scrupuleusement exécutée, si recommandable d'ailleurs par tout ce qui dépend de l'éditeur, et que M. de Godefroy a généreusement ajoutée à la collection des mémoires de la Société des antiquaires de la Morinie, en prenant à sa charge exclusive tous les frais de l'édition.

M.-L.

VOYAGE PALÉOGRAPHIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DE L'AUBE. — *Rapport à M. le préfet sur une inspection faite en 1854 dans les archives communales et hospitalières du département*; par H. d'Arbois de Jubainville. Paris, Durand et Dumoulin, 1855. In-8° de 356 pages.

Les archives des communes et des hôpitaux commencent, depuis quelques années, à sortir de l'oubli où elles sont, la plupart, restées si longtemps. L'inspection de ces dépôts, confiée aux archivistes départementaux, contribuera sans doute puissamment à faire connaître ce qu'ils renferment d'intéressant pour notre histoire, et le remarquable travail dont nous rendons compte permet d'apprécier les heureux résultats qui ont déjà été obtenus dans le département de l'Aube, grâce au zèle de l'archiviste, M. d'Arbois de Jubainville. Chargé d'inspecter les archives des communes et des hôpitaux de ce département, notre confrère a visité, l'année dernière, plus de cent dix dépôts, et, bien que les archives administratives en forment la principale richesse, il a pu cependant, par ses persévérantes investigations, rencontrer de nombreux documents, dont il a fait ressortir avec soin, dans son rapport, l'importance historique.

A Villenauxe, M. d'Arbois a retrouvé dans les archives municipales et dans un grenier les titres de l'abbaye de Nesle : un cartulaire contenant un diplôme de l'empereur Lothaire, des chartes du XII^e et du XIII^e siècle, quinze liasses de documents des temps postérieurs et quatorze registres

dont plusieurs terriers. L'abbaye de Nesle, qui, si l'on en croit une légende publiée par l'auteur d'après le cartulaire, aurait été fondée par Clovis, n'existe plus. Les derniers débris en ont été dispersés il y a quelques années à peine. Mais ce que l'historien préférera à quelques pans de murs informes, les titres de cette abbaye, recueillis par une main intelligente et soigneuse, sont maintenant sauvés pour toujours de la destruction.

Chaource est une bourgade de 1,500 âmes qui n'a joué dans notre histoire qu'un rôle des plus modestes. M. d'Arbois a su néanmoins rendre intéressante la partie de son livre qu'il lui a consacrée, en retraçant, d'après les documents originaux conservés dans les archives de cette commune, et qui remontent au ^{xii}^e siècle, l'histoire de son château, qui pendant la minorité de saint Louis put résister à une armée commandée par les premiers barons du royaume, et de son église, qui est classée parmi les monuments historiques; en dressant avec un soin minutieux l'état des charges de toute nature auxquelles les habitants de Chaource ont été assujettis depuis le ^{xii}^e siècle jusqu'à nos jours; en entrant, en un mot, dans tous les détails de la vie intime d'une commune moitié rurale moitié urbaine, à l'époque où l'histoire des grandes villes est seule un peu connue.

Les archives de Romilli-sur-Seine, de Gyé-sur-Seine, de Bagneux-la-Fosse, de Balmot-la-Grange, de Vaudes, de Romilli-lès-Vaudes, d'Ervy, de Mussi-sur-Seine, de Neuville-sur-Seine et de Courteron renferment aussi quelques pièces dignes d'intérêt, qui, complétées par les documents conservés aux archives de l'Aube, ont donné à M. d'Arbois l'occasion de traiter quelques points relatifs à l'administration des communautés rurales en Champagne.

Le classement des archives communales de Troyes n'étant pas encore terminé, l'auteur a dû se contenter de donner une idée sommaire d'une partie de ce précieux dépôt, en publiant le résumé d'un répertoire fait en 1789. Ce travail fait vivement désirer que le classement et l'inventaire des archives de Troyes soient achevés, et que cette ville trouve enfin un historien qui sache utiliser des documents si nombreux et si peu connus.

Le nombre des hôpitaux et maladeries du département de l'Aube, qui s'élevait autrefois à soixante, s'est trouvé réduit à quatorze au dix-huitième siècle, et de nos jours à sept. Les archives des hôpitaux de Bar-sur-Seine, d'Ervy et de Chaource ont seules quelque importance, et l'auteur a su mettre à profit les titres qu'elles renferment pour donner de curieux détails sur l'organisation de ces établissements, les changements survenus dans leur administration et les variations qu'ont subies leurs revenus.

Un appendice sur les archives des fabriques et des particuliers termine le rapport de M. d'Arbois. L'auteur, comme on le voit, ne s'est pas contenté de présenter une sèche nomenclature des archives qu'il a visitées et des titres qu'elles renferment. Il s'est surtout attaché à faire comprendre l'importance de ces dépôts, en mettant en relief les documents les plus curieux qu'il y a découverts. Un grand nombre de ces documents ont été publiés par

M. d'Arbois comme pièces justificatives de son rapport et augmentent encore l'intérêt de cette utile et consciencieuse publication.

J. T.

LA SÉPULTURE CHRÉTIENNE en France d'après les monuments du onzième siècle au seizième siècle, par Arthur Murcier. — Paris, Louis Vivès. — In-8° de 240 pages avec planches.

Résumer les données de la science à l'égard des monuments funèbres au moyen âge, tel est le programme que s'est proposé notre confrère M. Arthur Murcier, et qu'il a fidèlement rempli.

Nous louons l'esprit de méthode qui a dicté les divisions du livre :
 1° **SARCOPHAGES** : Différence entre le sarcophage et le tombeau. — Matière, forme et décoration des sarcophages. — Modes divers d'inhumation. — Objets enterrés avec le mort. — Croix d'absolution sur la poitrine des morts. (Ce chapitre est un des mieux rédigés de l'ouvrage. La gravure qui accompagne le texte, exécutée par M. Blanchot, met sous nos yeux, d'une manière sensible, une des plus remarquables de ces croix d'absolution dont l'usage était jusqu'à ces derniers temps fort mal défini.) —
 2° **TOMBEAUX** : Matière, forme et décoration des tombeaux. — Tombeaux levés, isolés et arqués. — Pierres tombales ou tombeaux plats, etc. —
 3° **SÉPULTURE DANS LES ÉGLISES** : Exposé de la doctrine de l'Église relativement à la sépulture dans le lieu saint. — Confession. — Cryptes, etc. —
 4° **CIMETIÈRES** : Cimetières dans les villes et hors des villes. — Églises converties en cimetières. — Le cimetière des Innocents. (M. A. Murcier aurait peut-être pu s'étendre davantage sur les cimetières de Paris, dont l'histoire au moyen âge est encore confuse.) — Lanternes des morts, etc. (Chapitre important ; nous aurions désiré un peu plus d'extension ; quelques détails nouveaux, par exemple, sur la chapelle et lanterne funéraire de Fontevrault.) — **SYMBOLISME** : Objets symboliques enfermés dans le cercueil ou représentés sur les tombeaux, etc. — **ÉPIGRAPHIE TUMULAIRE** : Déchiffrement des épitaphes. — Emplacement qu'elles ont occupé. — Langue, formules, style des épitaphes. — Supériorité des épitaphes du moyen âge sur celles de la renaissance dans l'expression du sentiment chrétien. C'est un travail consciencieux que ce chapitre ; mais la dernière partie n'est qu'un feu roulant d'épigrammes contre la renaissance. M. Murcier frappe juste le plus souvent ; mais qu'il nous permette de le chicaner sur un point, du reste peu important selon lui. Nos pères du moyen âge auraient rougi de glisser le moindre mot pour rire dans une épitaphe. Celle-ci, qui se lit encore aujourd'hui sur l'un des murs de la cathédrale de Bayeux et qui date du quinzième siècle, ne manque pourtant pas d'un certain gros sel :

Quarta dies Pasche erat, cum clerus ad hujus
 Que jacet hic vetule venimus exequias,

Letitieque magis amississe dolemus,
Quam centum tales si caderent vetule.

Mais, s'écrie M. Murcier, avoir osé employer trois langues pour aboutir à une oraison funèbre ! Et il cite une épitaphe où se trouvent un mot grec, deux lignes latines et seize vers français. Quoi de si prodigieux ! Sans trop de peine on trouverait dans le moyen âge des jeux d'esprit pareils ; nous n'en avons pas sous la main, en tant qu'épitaphes ; mais voici une strophe d'un éloge de la Vierge où certain mélange de latin et de français forme une bizarrerie assez bouffonne.

O Virgo virginum, ova,
Mater regina celorum,
Quia plura fecit nova
Pater in te seculorum
Clamée a turba sanctorum
Tu es parfaite des parfaites,
Super choros angelorum,
Pour les grâces que Dieu t'a faites.

Nous pourrions encore adresser à M. Murcier d'autres critiques de détail ; mais nous nous faisons un devoir de reconnaître que l'idée et l'ensemble de son livre sont dignes d'éloges.

LOUIS L.

LES MONUMENTS *religieux de Cambrai avant et depuis 1789*, par A. Bruyelle. Imprimerie et lithographie de E. Prignet, à Valenciennes. 1854. In-8°.

Composé sur un plan méthodique, le livre de M. Bruyelle contient l'histoire et la description de tous les établissements pieux ou charitables qui ont subsisté ou qui subsistent encore dans la ville de Cambrai. Les descriptions sont claires, précises et souvent accompagnées de dessins. L'histoire des trois derniers siècles est traitée avec un soin remarquable, souvent d'après des sources inédites. L'auteur s'est montré moins ferme sur le terrain du moyen âge. Le plus souvent il s'en tient au témoignage d'auteurs modernes qui tous ne méritent pas une confiance absolue. Tel est Carpentier, qu'on a plusieurs fois accusé d'avoir accueilli des documents fabriqués pour appuyer les prétentions de quelques familles du Cambrésis. M. Bruyelle, en publiant (p. 75), d'après cet auteur, la charte de fondation de la collégiale Sainte-Croix, fait observer qu'on a parfois contesté, mais sans preuves, l'authenticité de cette pièce. Le faux est cependant manifeste. Sans se prévaloir de l'affectation avec laquelle le fondateur Elleboud le Rouge énumère tous ses parents et alliés, et notamment ses ancêtres les comtes de Vermandois, il suffit, pour démontrer la fraude, de copier cette phrase : *Hæc autem ne sævitia temporum pereant, ÆREA LAMINA incidi feci et sigillis nostris roboravimus.*

Les mots *aerea lamina* rappellent tout naturellement l'idée des chartes lapidaires, et on me permettra d'extraire des *Monuments de Cambrai* un texte qu'on a rattaché aux actes connus sous ce nom. Par un diplôme impérial du 22 décembre 1007, Erluin, évêque de Cambrai, fut investi du comté de Cambrésis, et « le clergé, dit M. Bruyelle, fit dresser alors une table en marbre sur laquelle on lisait cette inscription :

Enfant, pour valoir à mon âme,
De bon affect nous ordonnons,
A l'église de Nostre-Dame
De Cambray, et en don donnons,
Et heritier le faisons,
De la comté de Cambresis,
A toujours ainsi le voulons,
Tesmoins nos sceaux et escrits. »

Est-il besoin de faire observer que cette inscription n'est pas, à beaucoup près, contemporaine du fait qu'elle atteste ?

Plusieurs documents sont intégralement rapportés dans le livre dont je rends compte. En première ligne, on y distingue les statuts de l'hôpital Saint-Julien de Cambrai, dont la plus ancienne collection est contenue dans une charte du mois de mai 1220. Le texte français que M. Bruyelle a reproduit n'est peut-être qu'une ancienne traduction ; mais, à part la forme sous laquelle il nous est parvenu, l'acte est par lui-même fort intéressant et tiendra une place honorable à côté des collections déjà connues de statuts hospitaliers du moyen âge.

L. D.

HUET, évêque d'Avranches. *Sa vie et ses œuvres, avec des extraits de documents inédits*, par M. F. A. de Gournay. — Caen, Le Gost-Clérissé, 1854. — In-8° de 80 pages.

La notice de M. de Gournay se divise en deux parties bien distinctes, indiquées par le titre du livre : *la vie de Huet, — ses œuvres*.

Dans la première partie, l'auteur suit Huet, pour ainsi dire, pas à pas depuis sa naissance en 1630, jusqu'au terme de sa longue carrière en 1721. Le récit, trop minutieux peut-être, est intéressant, bien que la vie du savant prélat, à part son voyage de Suède et quelques autres épisodes, ait été peu accidentée. — Des publications précédentes, notamment le *Commentarius* de Huet, récemment traduit en français par M. Charles Nisard, et le *Huetiana* de l'abbé Thoulrier d'Olivet, avaient singulièrement préparé le travail ; mais M. de Gournay ne s'est pas contenté de donner à des matériaux anciennement produits au jour une forme nouvelle ; il y a ajouté ; des manuscrits de Huet, appartenant à M. Abel Vautier, député au Corps législatif, ont fourni pour la rédaction de la notice de nombreux détails inédits.

Dans la seconde partie, M. de Gournay examine successivement les œuvres de Huet : OEuvres littéraires (lettre à Segrays sur l'origine des romans, Diane de Castro ou le faux Inca, poésies françaises, latines et grecques, *de interpretatione*, lettres, dissertations et opuscules divers); — OEuvres géographiques et historiques (de la situation du paradis terrestre, histoire du commerce et de la navigation des anciens, *de navigatione Salomonis*, les origines de la ville de Caen, *commentarius de rebus ad eum pertinentibus*); — OEuvres philosophiques (de la faiblesse de l'esprit humain, *Alnetanæ quæstiones de concordia rationis et fidei, censura philosophiæ Cartesianæ*, nouveaux mémoires pour servir à l'histoire du cartésianisme); — OEuvres théologiques (*demonstratio evangelica, Origenis commentaria in sacram Scripturam cum latina interpretatione*, statuts synodaux).

En appréciant rapidement ces productions nombreuses, variées, et dont plusieurs jouissent encore d'une juste célébrité, M. de Gournay a su presque toujours résister aux excès d'une bienveillance assez ordinaire chez ceux qui écrivent la vie d'un homme remarquable dans le pays où il est né. Il met en relief les éminentes qualités de l'évêque d'Avranches; mais il indique aussi résolûment ses côtés faibles. Les médiocrités de Huet ne trouvent pas grâce à ses yeux, et l'on pourrait même quelquefois accuser ses jugements d'un peu de rigueur.

En somme, le travail de M. de Gournay offre un résumé généralement impartial et assez complet. Il est à regretter que ce travail n'ait reçu qu'une publicité fort restreinte. Son but paraît avoir été tout local, et pourtant Huet n'a pas seulement honoré la ville et l'Académie de Caen : il a honoré la France.

CH. TR.

LE TRÉSOR des pièces rares ou inédites. — I. *La ruelle mal assortie*, par Marguerite de Valois, *Introduction* par L. L., petit in-8° de 22 pages. — II. *Mémoire d'un voyage en Russie, fait en 1586 par Jehan Sauvage, suivi de l'Expédition de Fr. Drake en Amérique vers la même époque, publiés pour la première fois d'après les manuscrits de la Bibliothèque impériale*, par Louis Lacour, petit in-8° de 30 pages. — Paris, Aubry, 1855.

Le premier volume de cette collection a été la réimpression d'un dialogue publié par M. Guessard en 1842, en même temps qu'il donnait une édition des mémoires et des lettres de Marguerite. M. Guessard s'était servi d'une copie qu'il avait rencontrée dans les manuscrits de Fontanieu; le nouvel éditeur a réimprimé la pièce telle qu'elle se trouve dans un recueil que publia Charles Sorel en 1644, et l'a fait précéder d'une piquante notice. Le langage gascon du cavalier *plus beau de corps que d'esprit* s'y trouve figuré comme dans le *Baron de Fænesté*, et la dame s'y nomme Uranie; quant aux variantes que présente le texte de Sorel comparé

à celui de M. Guessard, elles donnent tour à tour l'avantage à l'une ou à l'autre édition.

La seconde publication est le journal d'un navigateur de Dieppe qui, en 1586, allait débarquer ses marchandises dans le golfe d'Archangel, par lequel, depuis plus de trente années, le commerce anglais avait su pénétrer dans la Russie. A cette relation, M. Lacour a joint le récit de quelques expéditions maritimes de Fr. Drake. Nous regrettons la brièveté de M. Lacour dans ces deux publications; s'il ne voulait nous retracer à cette occasion les voyages et les négociations qui devancèrent et facilitèrent en Russie la première tentative des négociants français, il aurait pu, du moins, aider un peu plus souvent le lecteur qui aime assez à être dispensé de tout travail et à apprendre tout de l'éditeur, même que Saint Michel Archange est tout simplement Archangel. Quant au court récit qui concerne Drake, M. Lacour n'en nomme ni n'en recherche l'auteur : plusieurs compagnons de Drake (entre autres Francis Fletcher) prenaient des notes d'après lesquelles Fr. Pretty, en 1600, et un anonyme, en 1628, publiaient à Londres le récit du voyage que fit autour du monde le fameux capitaine : l'un de ces hardis aventuriers était-il Français?

La collection de M. Aubry s'annonce sous un titre plein de bonnes promesses : nous rendrons compte d'une description de Paris au quinzième siècle qui doit prendre place dans le *Trésor des pièces rares ou inédites*. — Il faut louer le soin minutieux, la recherche de bon goût que l'on remarque tout d'abord dans l'exécution typographique de ces petits volumes ; mais pourquoi nous ramener au temps de la confusion de l'*u* et du *v* ? En viendra-t-on à nous rendre les abréviations et à supprimer les accents ? Cette confusion est une minutie qui n'arrêtera sérieusement personne ; mais dans une publication qui s'adresse à tous, si quelques lecteurs hésitent à lire couramment « vn haure », qu'y aura-t-on gagné ?

G. S.

MESSAGER des sciences historiques et archives des arts et de la bibliographie de Belgique. — In-8°.

Nous croyons devoir appeler l'attention de nos lecteurs sur une des meilleures et des plus anciennes revues de la Belgique, qui paraît tous les trois mois, et forme chaque année un volume in-octavo orné de planches. Pour faire apprécier le mérite de cette publication et l'intérêt qu'elle offre aux amis de l'histoire de France, nous allons énumérer quelques-uns des mémoires insérés dans les derniers volumes.

Année 1848.

Page 85, etc. Essai sur la loi salique ; par M. Henri Raepsaet.

Page 129. Esquisse historique de l'école de musique flamande au moyen âge ; par M. de Ring.

Page 151. Notice sur Pierre Schoeffer le fils, imprimeur du seizième siècle, à Mayence, Worms, Strasbourg et Venise ; par H. Helbig.

Page 376. Anciens diplômes relatifs à Maestricht; par A. Schaepkens : 1^o diplôme de l'empereur Henri III, daté de 1051, portant donation aux chanoines de Saint-Servais d'un domaine sis à Aerweiler; — 2^o charte de Obert, évêque de Liège, en 1096, pour le chapitre de Notre-Dame de Maestricht; dans cette pièce, assez incorrectement publiée d'après l'original, l'évêque parle des emprunts qu'il a faits : « Ut retinerem vires atque vectes hujus terre, Bulonium dico castrum et alia nonnulla, ex quo nobilissimus dux Godefredus ac alii principes Jherosolimam profecti sunt; » — 3^o lettre de quatre archevêques et quinze évêques, accordant des indulgences à ceux qui contribueront à la reconstruction d'un pont sur la Meuse (29 janvier 1285).

Année 1849.

Page 71. Annales de l'abbaye de Saint-Ghislain, ms. de la bibliothèque de Mons; par M. Pinchart.

Page 133. Histoire de la châsse de saint Servais, évêque de Tongres et de Maestricht; par M. Alexandre Schaepkens; avec dessins et pièces justificatives.

Page 232. L'étape des grains à Gand; par M. Gaillard.

Page 277. Le béguinage de Mons; par M. Félix Hachez.

Pages 318 et 433. Lettres inédites d'Aubert le Mire; par Léon Burbure.

Année 1850.

Pages 173, 297 et 409. Les Flamands de France; par L. de Baecker.

Page 260. Notes pour une future biographie de frère Romain, architecte; par M. Moulaert. Frère Romain est surtout connu pour avoir construit le pont Royal à Paris. Sur cet architecte, voyez encore un article de M. de Chênedollé, année 1851, page 232, et année 1853, page 473.

Page 272. Caractères cryptographiques du onzième siècle, tirés d'un ms. de Saint-Maximin de Trèves, conservé à Gand.

Page 295. Lettre par laquelle Jeanne de Luxembourg, fille de Louis, comte de Saint-Pol, annonce au comte de Ligni, son frère germain, le désir qu'elle a de prendre l'habit religieux (fin du quinzième siècle).

Page 483. Un document contemporain de la guerre de Grimberghe; par M. Pinchart. — La pièce publiée sous ce titre est une charte de Godefroi, duc de Basse-Lorraine, se terminant par cette date : « Anno quo Grinbergense castrum, Deo opitulante, cepi incendioque delevi. » Cet événement est rapporté à l'année 1159 par l'auteur de l'*Auctarium Affligemense*.

Année 1851.

Page 9. Essai sur les relations commerciales des Belges avec le nord de l'Italie et particulièrement avec les Vénitiens, depuis le douzième jusqu'au seizième siècle; par M. Al. Pinchart.

Page 193. Études sur le commerce de la Flandre au moyen âge. — Les foires; par V. Gaillard.

Pages 221. Emblèmes municipaux du moyen âge; par Al. Schaepkens; avec dessins des sceaux de la ville de Maestricht.

Page 315, etc. Monuments historiques et artistiques de la ville de Gand ; par M. Kervyn de Volkaersbeke.

Page 407. Jean de Venloo, fondeur du quinzième siècle ; par Arn. Schaepkens.

Année 1852.

Page 1. L'abbaye de Villers, en Brabant ; par M. Schayes.

Page 12. Le couvent de l'Abbiette, à Lille ; par M. Em. Gachet. Voyez, page 159, une lettre de M. Leglay, au sujet de cet article.

Page 113. Imagerie de portail de l'ancienne abbaye de Saint-Bavon, à Gand, et quelques fragments d'anciens fonts baptismaux.

Page 329. La crypte de l'église de Rolduc, près d'Aix-la-Chapelle ; par M. Schaepkens.

Page 332. Archives de l'hôpital Notre-Dame, à Audenarde ; par M. Raepsaet.

Année 1853.

Page 64. Cuivres ciselés du tombeau de Guillaume Wenemaer et de sa femme, à Gand ; par M. de Saint-Genois.

Page 133. La crypte de la Vierge, dans l'abbaye de Saint-Bavon, à Gand.

Page 141. Expédition de Gui de Dampierre à Tunis, en 1270. M. Gailard, auteur de cet article, annonce la prochaine publication de onze comp-tes tenus par le clerc de Gui de Dampierre pendant la croisade.

Page 269. Notice sur les confréries de Saint-Georges ; par M. Van Cauwenberghe.

Page 373. De la croix byzantine de l'empereur grec Romanos, donnée par l'empereur Philippe de Souabe à l'église de Notre-Dame de Maestricht (1204) ; par M. Schaepkens.

Page 449. Umbo de bouclier, gravure au burin du onzième au douzième siècle ; par M. de la Vigne.

Année 1854.

Page 132. Jean de Louvain, statuaire (1250-1294) ; par M. Van Even.

Page 247, etc. Archives des arts, des sciences et des lettres. Sous ce titre, M. Pinchart publie des notes prises dans différentes archives et devant servir à l'histoire des lettres et des arts. Cette intéressante collection débute par deux mandements que nous croyons devoir reproduire textuellement :

« De par le duc de Lucembourg et de Braibant, mandons et commandons à vous, nostre prevost de Binch, que vous donnés et payés, ou nom de nous, à messire Jehan Froissart, curet de Lestinez-ou-Mont, porteur de cestez, la somme de XII frans franchois, que nous lui devons, pour certaines besoignes qu'il nous a bailliés et délivrées ; lequele some vous rabatrons en votre premier compte, par ces présentes plackiés de notre saiel. Donnet à Brouxelles, l'an de grasse mil CCC LXXIII^e, le second jour de march, solonc costume de le court de Cambray. »

« Le duc de Lucembourg et de Brabant. Provost de Binche, nous vous

mandons et volons que vous delivreis à nostre bien ameit messire Jehan Froissart, cureit de Lestines, wyt petis mottions, un double motton de nostre monnoye de Filvorde pour deus des dis mottions conteit, lesquels donneit li avons. Et ou cas que les li donneir ne pueis, vous mandons que vous le asseigneis en auleun lieu sur une amende où il les puisse avoir, ce ne laissez aulcunement, et nous les vous ferons rabattre en vos premiers comptes par ces lettrez plakiés de nostre sael. Donneit à Bruxelles, 1111 jours en juing, l'an mil trois cent sixante sept. »

L'éditeur a rendu cette dernière date par 1377. — *Lestines*, suivant lui, désigne le village des Estines-au-Mont, près du château de Binche.

LIVRES NOUVEAUX.

Janvier — Mars 1855.

169. Allgemeine Culturwissenschaft. — Science générale de la civilisation; par Gust. Klemm. Éléments matériels de la civilisation humaine. T. I. Introduction. Le feu. La nourriture. Les boissons. Les narcotiques. T. II. Armes et outils. Leipzig, Romberg. 808 p. gr. in-8° avec une foule de gravures sur bois (12 fr. 75).

L'ouvrage doit avoir 5 volumes.

170. Revue historique de droit français et étranger, publiée sous la direction de MM. Ed. Laboulaye, membre de l'Institut, R. Dareste, E. de Rozière, C. Ginoulhiac. 1^{re} livraison. Janvier, février 1855. In-8° de 6 feuilles. Paris, Durand (10 fr. pour Paris, 12 fr. pour les départements).

Parait tous les deux mois.

170 bis. Notes on some. — Notes sur quelques antiquités de France; par Charles Roach Smith. Londres. In-8° de 40 p. avec 13 planches.

Sommaire : Thésée. — Larçai. — Pile de Saint-Mars. — Doué. — Cromlechs près Saumur. — Musée d'Orléans. — Musée d'Amiens. — Découvertes de M. Lenormant, à la Chapelle Saint-Eloi.

171. Die mittelalterliche. — L'art du moyen âge en Westphalie; par W. Lübke. Leipzig, Weigel, 1853, 456 p. gr. in-8°, et atlas de 29 pl. in-fol. (40 fr.).

172. Orfèvrerie du 13^e siècle. La Croix de Clairmarais; par Louis Deschamps de Pas. In-4° d'une feuille 1/2, plus 4 pl. — A Paris, chez Victor Didron.

173. Le château du bois de Boulogne, dit château de Madrid. Étude sur les arts au 16^e siècle; par le comte de Laborde. In-8° de 5 feuilles 1/4. — A Paris, chez Dumoulin (4 fr.).

174. Patrologiæ cursus completus, etc, Series secunda, accurante J. P. Migne.

Patrologiæ tomus CLXXI. Ven. Hildebertus primo Cenoman. dein Turon. archiep. Marbodius Redon, episc. Hildeberti supparis. In-8° de 57 feuilles 1/4. — 8 fr.

Tomus CLXXII. Honorius Augustodunensis, Rainaldus Rem., Adalbertus Mogunt. Oldegarius Tarrac. archiepiscopi, etc. In-8° de 46 feuilles. — 8 fr.

Tomus CLXXIII. Leo Marsicanus et Petrus diaconus. Rodolphus abbas S. Trudonis. Falco Beneventanus, Landolphus junior, S. Otto Bamberg. episcopi, etc. 48 feuilles 1/2. — 8 fr.

Tomus CLXXIV. Ven. Godefridus abbas Admontensis. Hariulfus abbas Aldenbursensis. Lisiardus Turonensis clericus. Tomus unicus. 52 f. 3/4. — 9 fr.

Tomus CLXXV, CLXXVI, CLXXVII. Hugo de S. Victore. Trois vol. 115 f. 1/2—21 f.

Tomus CLXXIX. Willelmus Malmesburiensis monachus. Innocentius II, Coelestinus II, Lucius II, rom. pont., etc. 59 f. — 8 fr.

Tomus CLXXX. Eugenius III, Pont. rom. Ulgerius episcopus. Ogerius abbas, Guillelmus abbas, Hermannus abbas. Algerus canonicus. Teulfus monachus. Joannes monachus. Arnulfus de Boeriis. Henricus Salteriensis. 52 feuilles 1/4. — 8 fr.

Tomus CLXXXI. Ven. Hervens Burgidolensis monach. Hildebrandus junior. Aimob. S. Petri div. et Petrus monach., etc. Tomus unicus. 55 feuilles 1/2. — 8 fr.

Tomus CLXXXVI. Sugerius abbas S. Dionysii. Robertus Pullus S. R. E. cardinalis et cancellarius. Joslenus Suessionensis, Zacharias Chrysopolitanus, episcopi, etc. 47 feuilles 3/4. — 8 fr.

Tomus CLXXXVII. Gratianus. 59 feuilles 3/4. — 8 fr.

Tomus CLXXXIX. Petrus Venerabilis, abbas Cluniacensis nonus. Wibaldus abbas Stabulensis. Ernaldus abbas Bonævallis. 56 feuilles. — 8 f.

Tomus CXC. S. Thomas Cantuar. archiep. Herbertus de Boscum, S. Thomæ Cantuar. clericus. Gilbertus Foliot ex abbate Glocest. primum episc. Herefort., deinde London. Alanus Tewkesheriensis abbas. Tomus unicus. 47 feuilles 3/4. — 8 fr.

Tomus CXCVI. Richardus a Sancto Victore. Gilduinus, Achardus, Ervisius, Guarinus, Odo, Godefridus, Adamus, Victorini. Joscelinus Turon. archiep., etc. 53 feuilles 1/4. — 8 fr.

Tomus CCHII. D. Philippus de Harveng, abbas Bonæ Spei. 44 feuilles. — 8 fr.

Imp. de Migne, au Petit-Montrouge. — Au Petit-Montrouge, rue d'Amboise.

175. Nouvelle encyclopédie théologique. T. L. Dictionnaire des confréries et corporations des arts et métiers. In-8° de 35 feuilles 1/2.— A Paris, aux ateliers catholiques, barrière d'Enfer (7 fr.)

Dictionnaire, par M. Toussaint Gautier (de Dol), revu par M. l'abbé J. M. Lecarlatte.

176. De l'influence du christianisme sur le droit civil des Romains; par M. Troplong. In-18 de 10 feuilles 2/9. — A Paris, chez Victor Lecou (3 fr. 50 c.).

177. Histoire du pape Innocent III et de ses contemporains; par Frédéric Hurter. Traduite de l'allemand par A. de Saint-Cheron et J. B. Haiber. 2^e édition, revue et corrigée. Trois volumes in-8°, ensemble 96 feuilles 3/4, plus un portrait. — A Paris, chez Lagny frères (18 fr.).

178. John Wycliffe et ses rapports avec la Réforme (en allemand). Mémoire couronné; par Osk. Jäger. Halle, Anton, 1854. 153 p. gr. in-8° (2 fr. 50 c.).

179. Storia, — Histoire du concile de Constance; par Tosti. 2 vol. gr. in-8°. Naples, 1853.

180. Histoire universelle; par César Cantu; soigneusement remaniée

par l'auteur, et traduite sous ses yeux par Eugène Aroux et Piersilvestro Leopardi. Tomes I, V à XIV. 11 vol. in-8°, ensemble de 433 feuilles. — A Paris, chez Didot (chaque vol. 6 fr.).

L'ouvrage aura 19 volumes.

181. Mélanges historiques et littéraires ; par Prosper Mérimée. In-18 anglais de 10 feuilles 1/3. — A Paris, chez Michel Lévy frères (3 fr.).

182. Questions historiques. 4^e-19^e siècles. Cours d'histoire professé à la Faculté des lettres, de 1844 à 1846 ; par Charles Lenormant, membre de l'Institut, etc. 2^e édition. 2 vol. in-12. ensemble de 36 feuilles 1/3. — A Paris, chez Douniol (1854) (8 fr.).

183. Principes généraux des lois en droit romain, d'après les titres II, III, IV au Digeste, XIV au Code et I, IV au Code théodosien, et d'après le titre préliminaire en droit français. Essai historique sur le pouvoir législatif en France ; par Charles Casati, avocat à la cour impériale de Paris, archiviste paléographe. In-8° de 10 feuilles 3/4. Imp. de F. Didot, à Paris.

184. Histoire chrétienne des diocèses de France, de Belgique, de Savoie et des bords du Rhin. *Gallia christiana*, en français ; annales de la monarchie, du clergé, de la noblesse, de la bourgeoisie, etc. ; par M. le chanoine Clavel de Saint-Geniez. T. I^{er}. In-8° de 38 feuilles 1/4. — A Paris, chez L. Vivès.

185. Dissertation sur l'apostolat de saint Martial et sur l'antiquité des églises de France ; par l'abbé Arbellot. In-8° de 15 feuilles 3/4. — A Paris, chez Victor Didron.

186. Histoire de la littérature française ; par D. Nisard, de l'Académie française. 2^e édition. T. I et II. 2 vol. in-8°, ensemble de 62 feuilles 3/4. — A Paris, chez Firmin Didot frères (15 fr.).

187. OEuvres complètes de François Villon. Nouvelle édition, revue, corrigée et mise en ordre, avec des notices historiques et littéraires, par P. L. Jacob, bibliophile. In-16 de 12 feuilles 1/2. Imp. de Guiraudet, à Paris. — A Paris, chez Jannet (5 fr.)

Bibliothèque elzévirienne.

188. Bibliothèque impériale. Département des imprimés. Catalogue de l'histoire de France. T. I^{er}. In-4° de 83 feuilles 1/4 à 2 colonnes. — A Paris, chez F. Didot (24 fr.)

189. Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789 ; par Henri Martin. T. I^{er}. 4^e édition. In-8° cavalier de 32 feuilles, plus un portrait. Imp. de Duverger, à Paris. — Paris, chez Furne.

Cette édition aura 16 volumes. Chaque volume est du prix de 5 fr. ; elle est augmentée d'un travail inédit sur l'*Ancienne Gaule*.

190. Jacquemin Gringonneur et Nicolas Flamel ; par Teste d'Ouet. In-8° de 4 feuilles 3/4. — A Paris, chez Victor Didron.

191. Nouvelles recherches sur la famille et sur le nom de Jeanne d'Arc, dite la Pucelle d'Orléans, accompagnées de tableaux généalogiques et de documents inédits; par A. Vallet de Viriville. In-8° de 3 feuilles 1/4. — A Paris, chez Dumoulin.

192. Histoire de France au 16^e siècle. Renaissance; par J. Michelet. In-8° de 31 feuilles 3/4. — A Paris, rue du Jardinnet, 13 (5 fr.).

193. Die Jugend. — La jeunesse de Catherine de Médicis; par Alf. de Reumont. Berlin, Decker, 1854. 240 p. in-8° (5 fr. 35).

194. La France et la Saint-Barthélemy; par M. G. G. Soldan. Traduit de l'allemand par Charles Schmidt. In-8° de 9 feuilles 3/4. — A Paris, chez Meyrueis.

195. Notice sur les trois frères : Jean Eudes, prêtre, fondateur des eudistes; François Eudes de Mézeray, historiographe de France, et Charles Eudes d'Houay, chirurgien, échevin d'Argentan; avec une généalogie de la famille Eudes; par M. Gustave Levavasseur. In-8° de 5 feuilles, plus 2 pl. et des gravures. — A Paris, chez Dumoulin (1 fr.).

196. Notice sur les conférences tenues à Lille en 1716, à la suite du traité de Bade; par M. Le Glay. In-8^o d'une feuille 1/4. Imp. de Danel, à Lille.

197. Histoire des grandes opérations financières, banques, bourses, emprunts, compagnies industrielles, etc. T. 1^{er}. Les fermiers généraux, depuis le 18^e siècle jusqu'à leur mort sur l'échafaud, le 16 mai 1794; par M. Capefigue. In-8° de 24 feuilles 1/4. Imp. de Moussin, à Coulommiers. — A Paris, chez Amyot, rue de la Paix, et chez tous les libraires de la France et de l'étranger.

L'Histoire des grandes opérations financières formera 4 vol. in-8°. Prix de chaque vol. : 7 fr.

198. Histoire de Tourcoing; par Ch. Roussel-Defontaine. Grand in-8° de 29 feuilles, plus une pl. — A Lille, chez Vanackère.

199. Mémoire sur les archives de l'abbaye de Vicogne; par M. Le Glay. In-8° d'une feuille 1/2. Imp. de Prignet à Valenciennes.

200. Rapport à M. le ministre de l'instruction publique sur quelques documents inédits relatifs à l'histoire de l'ancien évêché et de la cathédrale d'Alby; par M. Eugène d'Auriac, de la bibliothèque impériale. — 1855. 24 p. in-8°. Extrait des archives des missions scientifiques et littéraires.

201. Histoire de l'Eglise d'Auvergne; par le comte de Resie. T. 1^{er}. (250-600.) In-8° de 31 feuilles 1/4. — A Paris, chez Lhuillier.

202. Notice historique sur le diocèse de Lyon; par Auguste Bernard. In-8° de 4 feuilles 1/4. — A Paris, chez Dumoulin.

203. Histoire d'Alsace; par X. Boyer. T. I. Livraisons 1 à 5. In-8° de 19 feuilles, plus 2 cartes. — A Paris, rue des Saints-Pères, 8.

L'Histoire d'Alsace, divisée en cinq grandes périodes, formera trois forts volumes

grand in-8°, chacun de 40 feuilles environ. Cet ouvrage sera publié par livraisons de 4 feuilles, paraissant à raison d'une par mois. Prix de chaque livraison : 90 cent.

204. Mittheilungen. — Extrait de l'histoire évangélique d'Alsace; par T. W. Röhrich. 2 vol. in-8°, ensemble de 62 feuilles 3/4. Imp. de Silbermann à Strasbourg.

205. Die Jung. — L'Église de Saint-Pierre le Jeune à Strasbourg; par J. Philippe Lambs. In-8° de 7 feuilles. Imp. de Heitz, à Strasbourg.

206. Geschichte. — Histoire de la ville de Colmar, depuis sa fondation jusqu'en 1850, par Sand. Livraisons 1 à 7. In-8° de 9 feuilles, plus 3 lith. (chaque liv. : 25 c.).

207. Poésies populaires de la Lorraine. In-8° de 12 feuilles. Imp. de Lepage, à Nancy. — A Nancy, chez Lepage.

208. Das Colonat-recht. — Du droit colonaire, considéré principalement dans son développement historique et son état actuel dans la principauté de Lippe; par B. Meyer. T. I. Lemgo, Meyer, 1854. 247 p. gr. in-8° (4 fr.).

209. Verfassungsgeschichte. — Histoire constitutionnelle des villes libres impériales de l'Allemagne; par W. Arnold. T. II. Hambourg, Perthes, 1854. 518 p. gr. in 8° (10 fr. 65).

210. Geschichte. — Histoire de la Hanse teutonique; par Barthold. T. III. Leipzig, Weigel, 1854. 544 p. in-8° (11 fr.).

211. Kirchengeschichte. Histoire ecclésiastique des peuples germaniques; par W. Krafft. T. I, 1^{re} partie. Berlin, Hertz, 1854. 438 p. gr. in-8° (7 fr. 25 c.).

212. Geschichte. — Histoire du chant religieux allemand jusqu'à Luther; par Hoffmann de Fallersleben. 2^e édition. Hanovre, Rümpler, 1854. 551 p. grand in-8° (11 fr.).

213. Adalbert, archevêque de Hambourg et son idée de créer un patriarcat septentrional (en allemand); par C. Grünhagen. Leipzig, Brockhaus. 240 p. gr. in-8°, 1854 (5 fr.).

214. Geschichte. — Histoire de Ferdinand II et de ses parents jusqu'à son couronnement à Francfort; par Fr. de Hurter. T. VII et dernier. Schaffhouse, Hurter, 1854. 630 p. gr. in-8° (10 fr.).

215. Die Drangsale. — Les souffrances du pays de Nassau et des contrées avoisinantes pendant la guerre de 30 ans; d'après les archives; par E. F. Keller. Gotha, Perthes, 1854. 500 p. gr. in-8° (8 fr.).

216. Siebenbürgische. — Histoire du droit transylvain; par Fr. Schuler de Libloy. 1^{re} partie : Histoire des sources. Hermanstadt, Closius, 1854. 166 p. gr. in-8°.

217. Histoire de Scanderberg, ou Turks et chrétiens au 15^e siècle; par Camille Paganel. In-8° de 47 feuilles ou in-12 de 23 feuilles. — A Paris, chez Didier (7 fr. et 3 fr. 50 c.).

218. *Drei Denkschriften.* — Trois mémoires sur la question d'Orient ; de Léon X, François I^{er} et Maximilien I^{er}, 1517. Texte, traduction et éclaircissements par Zinkeisen. Gotha, Perthes, 1854. 139 p. gr. in-8° (2 fr. 65 c.).

CHRONIQUE.

Mars-Avril 1855.

La Société de l'École des Chartes, dans la réunion du 26 avril, a procédé au renouvellement de son bureau et de ses commissions.

Ont été nommés :

Président : M. LÉON LACABANE.

Vice-président : M. VALLET DE VIRIVILLE.

Secrétaire : M. CHARLES TRANCHANT.

Membres de la commission de publication : MM. LÉOP. DELISLE, JULES MARION, JULES TARDIF.

Membres adjoints : MM. BOURQUELOT, DUPLÈS-AGIER.

Membres de la commission de comptabilité : MM. DOUET D'ARCO, JANIN, GARNIER.

Archiviste-trésorier : M. SAINTE-MARIE MEVIL.

— On vient de distribuer le catalogue d'une collection de titres et de manuscrits que M. Heussner doit faire vendre à Bruxelles le 22 et le 23 mai. Il s'y trouve une énorme quantité de titres, provenant la plupart de l'ancienne chambre des comptes et qui ont dû appartenir à Joursanvault.

Nous avons cru devoir indiquer les localités auxquelles se rapportent les lots les plus importants. Le chiffre qui accompagne chaque nom indique la date de la pièce la plus ancienne. Nous suivons l'ordre du catalogue.

Notre Dame de Liesse, 1342. — Morienval. — Saint-Denis, 1373. — L'Île de France, 1214. — Dreux, 1178. — Mantes, 1361. — Corbeil, 1362. — Montfort l'Amaury, 1288. — Senlis, 1250. — Compiègne, 1284. — Athis-sur-Orge, 1368. — Beaumont-sur-Oise, 1199. — Poissy, 1307. — Pontoise, 1294. — La Ferté Milon, 1392. — Villers-Coterets, 1392. — Crépi, 1393. — Soissons, 1192. — Laon, 1287. — Chauni, 1360. — Beauvais, 1363. — Clermont en Beauvaisis, 1406. — Saint-Quentin, 1220. — Saint-Valéri-sur-Somme, 1386. — La Champagne, 1115 (plus de 800 titres reliés en 6 volumes). — Reims, 1283. — Troyes, 1221. — Château-Thierry, 1211. — Meaux, 1216. — Brie Comte-Robert, 1350. — Lagny, 1390. — Sens, 1204. — Chaumont en Bassigni, 1334. — Langres, 1300. — Châlons, 1309. — Vertus, 1439. — Viviers, 1392. — Sainte-Menehould, 1362. — Epernay, 1293. — Vitry-le-Français, 1502. — Normandie, 1319. —

Rouen, 1205 (plus de 400 pièces). — Bretagne, 1413. — Maine, 1096. — Chartres, 1014. — Janville, 1330. — Châteaudun, 1150. — Yèvre-le-Châtel, 1392. — Montargis, 1341. — Lorris, 1144. — Orléanais, 1147 (plus de 3000 pièces). — Orléans, 1176. — Blois, 1281. — Romorantin, 1182. — Vendôme, 1366. — Château-Renault, 1300. — Châteauneuf, 1279. — Anjou, 1176. — Angers, 1000. — Arras, 1300. — Alsace, 1318. — Arques, 1348. — Marche, 1300. — Guyenne, 1250. — Bordeaux, quinzième siècle. — Saintonge, 1400. — Limousin, 1200. — Languedoc, 975 (800 ou 900 pièces). — Toulouse, 1322. — Nîmes, 1345. — Carcassonne, 1283. — Beaucaire, 1346. — Narbonne, treizième siècle.

Les mss. portés sur ce catalogue ont en général moins d'importance que les collections de titres originaux. On y remarque cependant :

N° 2. Inventaire des Chartes de l'archevêché de Paris.

N° 10. Extrait des registres criminels du parlement de Paris (1312-1450). 6 vol. in-fol.

N° 13. Mémoire de la généralité de Paris, par M. Phéliepeaux. 1704. 7 énormes vol. in-fol.

N° 25. Extraits des registres de la chambre des comptes (1254-1600). 20 vol. in-fol.

N° 166. Histoire de Marseille, d'Antoine Ruffi, 2 vol. in-fol. de 2000 pages.

— Un décret du gouvernement autrichien, en date du 26 janvier dernier, a fondé une chaire de diplomatique à Venise. M. César Foucard, attaché aux archives générales de cette ville, a été par le même décret nommé professeur de diplomatique. D'après les renseignements qui nous sont transmis sur cette création, dont nous avons déjà fait connaître le projet à nos lecteurs, le cours aura deux parties, l'une élémentaire et paléographique; l'autre critique et réservée à l'étude des éléments intrinsèques des monuments. Ces deux parties sont destinées à être séparées plus tard et à former chacune, comme en France, la matière d'un enseignement distinct. Dans chacune de ces divisions, le professeur, en traitant de la paléographie et de la diplomatique générale, devra s'occuper plus particulièrement de l'étude des documents vénitiens.

L'ouverture des cours a dû avoir lieu le 15 mars dernier.

M. GUÉRARD.

Extrait de la Notice publiée par M. de Wailly ¹.

On a pu s'étonner du silence que la *Bibliothèque de l'École des chartes* a gardé depuis quinze mois sur la vie et les travaux de M. Guérard. Les services qu'il a rendus à l'École, la bienveillance qu'il a constamment témoignée à ses disciples, la part qu'il a prise à la rédaction de notre recueil, tout nous faisait une loi de lui payer plus tôt le tribut de notre reconnaissance. Mais nous savions que M. de Wailly préparait un travail qui dédommagerait nos lecteurs d'une longue attente.

La Notice que M. de Wailly a consacrée à la mémoire de son confrère et ami vient d'être imprimée à la suite de la Notice sur M. Daunou, dont M. Guérard n'avait publié qu'un fragment dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*. A tous égards les deux Notices étaient dignes de paraître ensemble. C'est le meilleur éloge que nous puissions faire de l'une et de l'autre.

M. de Wailly a bien voulu nous autoriser à reproduire une partie de son excellent travail. Nous avons choisi les passages qui font le mieux connaître la vie du savant et le caractère de l'homme. Nous avons regretté de ne pouvoir conserver les pages dans lesquelles sont retracés avec tant de noblesse et de vérité les événements de la jeunesse de M. Guérard, les obstacles que sut vaincre l'énergie de sa volonté, les rapports qu'il entretenait avec M. le marquis de Fortia, les sentiments qui lui dictèrent sa Notice sur M. Daunou.

1. Notice sur M. Daunou, par M. B. Guérard, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, suivie d'une notice sur M. Guérard, par M. N. de Wailly, membre de l'Acad. des inscriptions et belles-lettres. Paris, Dumoulin, 1855. 1 vol. in-8°.

Après cette publication, nous aurons encore une dette à acquitter envers la mémoire de notre maître vénéré. Comme nous en avons pris l'engagement, nous essayerons de rétablir le programme des leçons dans lesquelles M. Guérard a discuté tant de points importants de l'histoire des deux premières races. Déjà plusieurs de nos confrères, parmi lesquels il faut citer M. d'Arbois de Jubainville, nous ont remis des notes qui nous sont d'un grand secours pour la rédaction de ce travail. Nous faisons un nouvel appel à tous les élèves de l'École qui ont suivi les cours de troisième année depuis 1848 jusqu'en 1853. Nous recevrons avec reconnaissance la communication de leurs cahiers.

[Né à Montbard (Côte-d'Or), le 15 mars 1797, Benjamin-Edme-Charles Guérard fut envoyé, en 1807, au lycée de Dijon, où il eut pour condisciples le maréchal Vaillant, Jouffroy et le P. Lacordaire. Sorti de cet établissement en 1814, il dut se résigner à accepter une place de maître d'études et de professeur de mathématiques au collège de Noyers. Arrivé à Paris en 1818, il voulut d'abord étudier l'histoire naturelle; il abandonna bientôt ce projet pour entrer dans une maison de banque.]

....L'amour du gain, qu'il ne connut jamais, aurait pu seul lui rendre supportable un travail toujours uniforme, qui n'offrait aucun aliment à son esprit avide de science. Il appelait donc de tous ses vœux la fin de cette épreuve, qui, heureusement pour lui, devait être la dernière, lorsque, au mois d'avril 1821, il obtint, à sa grande joie, une place de surnuméraire au département des manuscrits de la Bibliothèque royale, avec une indemnité annuelle de quinze cents francs.

Comme tous les surnuméraires, il était plein d'ardeur. Il offrit résolument d'entreprendre le triage d'une masse de vieux parchemins, entassés depuis longtemps dans les combles de la Bibliothèque, et pesant plus de quarante milliers. M. Dacier fut effrayé d'une telle entreprise; il craignait qu'un jeune homme d'une santé si chétive ne pût résister à tant de fatigue. M. Guérard insista pour être autorisé au moins à tenter un essai. Au bout de quelques jours, il avait déterminé, grâce à ses connaissances mathématiques, le cube exact de ses parchemins, calculé, d'après un triage partiel, le temps qui serait nécessaire pour achever l'opération, proposé un plan et obtenu l'autorisation définitive de M. Dacier. Ce travail rebutant fut poursuivi par lui avec tant de

zèle et de tenacité qu'en respirant chaque jour la poussière et les émanations de ces parchemins, il contracta le germe d'un anthrax et dut se résigner à subir une opération douloureuse. Ce grave accident ne l'empêcha pas de persévérer jusqu'à l'entier accomplissement de sa tâche. Le résultat en fut doublement, avantageux : les collections de la Bibliothèque s'étaient enrichies d'un grand nombre de pièces curieuses, et M. Guérard avait conquis l'estime et l'affection de ses chefs.

Dès son entrée dans l'établissement auquel il rendait alors de si pénibles services, il avait compris que sa collaboration deviendrait plus utile encore, s'il complétait par des études spéciales l'éducation qu'il avait reçue. Son ami d'enfance, M. Trémisot, lui conseilla d'entrer à l'École des chartes, qui venait d'être créée par une ordonnance royale du 22 février 1821. Cette année même, M. Guérard fut admis, avec Eugène Burnouf et quelques autres, au nombre des élèves qui devaient suivre, aux Archives du royaume, sous M. Pavillet, les cours de la seconde section de l'École. La première section, établie à la Bibliothèque royale, avait pour professeur M. l'abbé Lespine. Malgré les espérances que donnaient alors et qu'ont justifiées depuis les auditeurs de ces cours, la nouvelle institution fut désorganisée, au bout de deux ans, par la suppression de son modeste budget. Mais M. Guérard avait suivi exactement les leçons des deux professeurs; il les avait complétées par des études particulières, s'exerçant au déchiffrement des vieilles écritures, et consacrant ses veilles à la lecture attentive des ouvrages de diplomatique et de paléographie dont il obtenait le prêt à la Bibliothèque royale. En un mot, il n'avait rien négligé pour faire de rapides progrès dans une science qu'il devait enseigner plus tard avec l'autorité d'un bénédictin.

Pendant qu'il remplissait avec autant de zèle que d'assiduité ses devoirs d'élève de l'École des chartes et ceux de surnuméraire à la Bibliothèque, la mort de M. Crosnier-Delatouche laissa vacante une place d'auxiliaire qui lui fut accordée au mois d'octobre 1823. C'était un nouveau pas de fait vers le titre d'employé, dont il était déjà digne, et que le Conservatoire ne tarda pas à réclamer pour lui. Il pouvait dès lors considérer son avenir comme assuré, et compter sur un avancement régulier; mais il lui restait encore à choisir sa carrière scientifique et à diriger vers un but déterminé ses travaux personnels.

Comme la plupart des jeunes gens auxquels une bonne éducation classique a inspiré l'admiration des chefs-d'œuvre littéraires, il se hasarda de bonne heure à écrire en prose, et même en vers. Son début ne fut pas malheureux : il obtint une première mention honorable à

l'Académie française pour son *Discours sur la vie et les ouvrages du président Jacques-Auguste de Thou*. Encouragé par ce premier succès, il publia son travail en 1824, et entreprit aussitôt de concourir pour le prix de poésie que l'Académie devait décerner, en 1825, à l'auteur qui aurait le mieux célébré la bienfaisance du baron de Montyon. Cette fois, il n'obtint ni couronne ni mention; néanmoins il fit imprimer son poème l'année suivante, sans y mettre son nom, mais en y ajoutant ce court avertissement, qui était peut-être une sorte de protestation : « N. B. Cette pièce de vers a concouru, en 1825, pour le prix proposé par l'Académie française. Aucun des poèmes qui ont été présentés cette année n'ayant été couronné, le même sujet a été remis au concours pour 1826. » L'appel du jeune poète ne fut pas entendu, et le public ne songea pas à contredire le jugement de l'Académie. C'était donc une cause doublement perdue : M. Guérard en prit son parti, et tout en se persuadant sans doute que ses vers ne méritaient ni tant de sévérité ni tant d'indifférence, il comprit que ses loisirs pourraient être plus utilement consacrés à des travaux d'un autre genre.

Dès 1826, c'est-à-dire l'année même où il publia cette pièce de vers, le seul de ses essais poétiques auquel il ait permis de voir le jour, il rédigea et fit paraître à la librairie de Sautélet un prospectus des *Annales de Hainaut, par Jacques de Guyse*. On sait que l'édition de cette compilation volumineuse fut une des entreprises littéraires auxquelles le marquis de Fortia consacra sa fortune avec une libéralité inépuisable.

Ce ne fut pas la seule à laquelle M. Guérard prêta son concours. Il publia les tomes XXVI, XXVIII, XXXII et XXXIII de l'édition in-octavo de l'*Art de vérifier les dates*. Il se chargea aussi de préparer, à l'aide des manuscrits de la Bibliothèque royale, une édition nouvelle de l'*Itinéraire d'Antonin*; il en établit le texte dans un meilleur ordre, vérifia les chiffres des distances et rédigea toutes les notes.

.....

Plusieurs personnes ignorent peut-être qu'après avoir suivi les cours de l'École des chartes, M. Guérard ne se décida pas immédiatement à embrasser l'étude du moyen âge. Le premier plan de recherches qu'il s'était tracé avait pour objet la philologie latine. Il entreprit et acheva la lecture de tous les auteurs classiques, en s'imposant pour règle de noter scrupuleusement tout passage qui frappait son attention. Il pouvait déjà songer à mettre en œuvre les nombreux matériaux qu'il avait recueillis et coordonnés, lorsqu'un homme éminent qui avait toute autorité sur lui, M. Abel Rémusat, le détourna de ce projet et le dé-

termina à diriger désormais tous ses efforts vers le moyen âge. M. Guérard obéit, quoiqu'il lui en coûtât beaucoup d'abandonner des travaux qui l'avaient occupé longtemps, et vers lesquels il se sentait porté par son admiration profonde pour l'antiquité classique. En consentant à un sacrifice que M. Rémusat seul pouvait obtenir de lui, il ne comprenait peut-être pas que son étude patiente et réfléchie de la littérature ancienne, loin d'être perdue pour lui, serait en réalité une des causes principales de la supériorité des travaux qu'il allait entreprendre.

Il était bien jeune encore, et déjà mûr pourtant, lorsqu'il se fit connaître dans cette nouvelle carrière par l'*Essai sur les divisions territoriales de la Gaule sous les rois des Francs*. Cet ouvrage, couronné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1830, et publié en 1832 aux frais du gouvernement, sur le rapport de M. Daunou, membre de la commission des impressions gratuites, assura, l'année suivante, l'élection de M. Guérard comme successeur de M. Abel Rémusat. L'affection toute particulière dont l'avait honoré cet illustre académicien contribua beaucoup sans doute au succès de sa candidature; mais l'Académie n'eut qu'à se féliciter de cette déférence pour l'homme éminent dont elle déplorait la perte, et le jeune savant qu'elle accueillait dans ses rangs dépassa toutes les espérances qu'avaient pu inspirer ses premiers travaux.

Longtemps arrêté par des obstacles étrangers ou par ses propres incertitudes, M. Guérard avait fini par reconnaître sa véritable vocation. L'épreuve avait été longue : il avait passé plus de huit ans à la Bibliothèque royale sans franchir le grade de quatrième employé, auquel il ne parvint que le 8 mars 1826; mais il avait attendu avec patience, devinant sans doute que l'avenir le dédommagerait du passé. En effet, le temps n'était pas éloigné où tout devait se réunir pour seconder ses efforts. Il fut successivement nommé troisième employé le 13 mai 1829, deuxième employé le 14 mars 1831, premier employé le 14 novembre 1832, et conservateur-adjoint le 8 mai 1833, pendant que son ouvrage, couronné au mois de juillet 1830, s'imprimait aux frais de l'État en 1832, et lui ouvrait les portes de l'Institut le 25 janvier 1833. A tant d'encouragements, dont il avait été trop longtemps sevré, et qu'on lui prodiguait alors comme de justes récompenses, il faut encore ajouter la chaire de diplomatique à l'École des chartes, où il fut appelé le 29 août 1831, en remplacement de M. l'abbé Lespine.

Sa modeste ambition fut alors comblée. Loin de regretter les succès qu'il avait pu rêver dans d'autres carrières, il ne songea plus qu'à marcher avec une nouvelle ardeur dans la voie que lui avaient ouverte

les sages conseils d'Abel Rémusat. C'est un nom qu'il n'oublia jamais, et qui était pour lui l'objet d'un culte véritable : il se glorifiait de reporter à ce maître illustre le mérite de ses travaux. Il voulut même en donner un témoignage public, et dédier à la mémoire d'Abel Rémusat l'ouvrage capital qui lui avait coûté quinze années de veilles et de méditations. Il allait jusqu'à déclarer que, s'il avait entrepris ce travail, c'était par déférence pour le critique éminent qui lui en avait suggéré la première pensée. Il est donc probable que le *Polyptyque d'Irminon* n'aurait pas été porté à ce degré de perfection qui en fait un des chefs-d'œuvre de l'érudition française, si l'auteur n'avait eu d'autres mobiles que l'amour de la science et le soin de sa propre réputation. Il y avait un ressort plus puissant et plus solide qui entretenait cette force énergique et persévérante, c'était la pieuse résolution d'acquitter noblement une dette imposée par la reconnaissance. On a souvent dit, et avec raison, que M. Guérard avait emprunté aux Bénédictins leur méthode, leurs habitudes et leur science : il faut reconnaître aussi qu'il eut dans une certaine mesure leur abnégation, et qu'en employant quinze années de sa vie à honorer une mémoire qui lui était chère, il apprenait, comme ces humbles religieux, à s'oublier lui-même pour se dévouer tout entier à son devoir.

.....

M. Guérard, après la mort de M. de Fortia, acheta, dans le parc de Maisons, la petite propriété où l'on sait qu'il passa dans la suite tous ses instants de loisir. Le défrichement et la plantation du terrain, les réparations de la maison, à laquelle il ne cessa guère de faire travailler et qu'il avait fini par renouveler entièrement, le bonheur qu'il éprouvait à voir les premières apparences du printemps, à jouir de ses fleurs et de ses arbres tant que l'hiver ne les avait pas complètement dépouillés, en un mot, les soucis et les jouissances de la propriété, l'entraînaient à de fréquents voyages, qu'il lui arriva même d'entreprendre au cœur de l'hiver. Ses amis s'alarmaient en vain de cette imprudence : il prétendait que l'air de Maisons lui était favorable, même au mois de décembre, et qu'il ne s'enrhumait jamais qu'à Paris. Il est certain que ce nouveau genre de vie lui fut généralement salubre, qu'il y trouva, sinon la santé, du moins un adoucissement à ses maux ; qu'amené ainsi à interrompre de temps en temps ses travaux, il put entretenir, pendant quelques années encore, le peu de forces qui lui restaient, et rendre à la science de nouveaux et de nombreux services.

M. Guérard avait été appelé, dès l'origine, à faire partie du comité

établi près le ministère de l'instruction publique pour l'impression des *Documents inédits relatifs à l'histoire de France*, et le gouvernement n'avait pas tardé à le charger de préparer la publication d'une *Série de cartulaires*, qu'il devait entreprendre avec la collaboration de deux élèves de l'École des chartes. Préparé mieux que personne à cette tâche difficile, et secondé comme il l'était par d'excellents collaborateurs, il avait pu faire paraître, dès 1840, trois volumes contenant le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Bertin* et celui de *Saint-Père de Chartres*. Les prolégomènes qui accompagnent ce dernier cartulaire furent immédiatement remarqués comme un travail excellent, et firent vivement désirer que M. Guérard, en continuant à publier des textes du même genre, trouvât encore l'occasion d'éclairer de sa critique lumineuse les points obscurs de notre histoire nationale. Il ne cessa pas, en effet, jusqu'à la fin de sa vie, de consacrer une partie de son temps à ces publications, qui demeureront des modèles dans un genre d'érudition où personne ne peut lui disputer le premier rang. Dix ans plus tard, en 1850, parut l'édition du *Cartulaire de Notre-Dame de Paris* en quatre volumes in-quarto; elle contient également des dissertations étendues, qui furent accueillies, en France ainsi qu'à l'étranger, comme dignes de la haute réputation de l'auteur. Le *Cartulaire de Saint-Victor de Marseille*, dont il commença ensuite l'impression, ne sera malheureusement qu'une œuvre posthume et inachevée. Il lui a été possible du moins, tout en poursuivant ce travail, de terminer en 1853 le commentaire et l'édition du *Polyptyque de Saint-Rémi de Reims*, qui est la suite naturelle et le couronnement de son *Polyptyque d'Irminon*.

Malgré les soins que réclamaient ces diverses publications, son zèle et son activité, qui semblaient redoubler pendant les dernières années de sa vie, lui permirent toujours de suffire à des fonctions et à des devoirs dont l'importance n'avait fait que s'accroître. Je dois signaler, avant tout, la part qui lui échut dans l'enseignement de l'École des chartes, à la suite de la réorganisation prescrite par l'ordonnance du 31 décembre 1846, et concertée dans un conseil de perfectionnement où il fut appelé, le 22 janvier suivant, par les suffrages de l'Académie. Jusqu'alors M. Guérard n'avait eu à s'occuper que d'un cours élémentaire, dont l'objet principal était de former les élèves au déchiffrement des anciennes écritures. A partir de 1847, il se trouva chargé, en outre, d'enseigner l'histoire des institutions politiques et la géographie au moyen âge. Habitué comme il le fut toujours à l'exactitude la plus rigoureuse, il se crut obligé à entreprendre de nombreuses recherches

pour se préparer à ce nouvel enseignement. Il est certain d'ailleurs qu'au lieu de limiter la durée de ce nouveau travail, il le perpétua, pour ainsi dire, en s'attachant à traiter presque toujours des questions nouvelles, quoiqu'il lui eût été assurément permis de reprendre ses anciennes leçons devant des élèves qui n'avaient pu les entendre. Enfin, à ses fonctions de professeur vinrent s'ajouter, au mois de décembre 1848, celles de directeur de l'École, devenues vacantes par la mort prématurée de M. Letronne.

Tout en remplissant ces nouvelles obligations, M. Guérard ne négligeait pas celles qui lui étaient imposées, depuis 1841, en qualité de membre de la commission des Archives départementales et communales. Si le sentiment du devoir, qui était sa règle constante, n'avait pas suffi pour le déterminer, il aurait cédé à d'autres motifs, au besoin qu'il éprouvait de suivre et de seconder les travaux de ses anciens élèves dans les dépôts d'archives qui leur étaient confiés, au désir de faire valoir les titres de ceux qui pouvaient aspirer à un emploi vacant, enfin à la douce habitude de rencontrer dans cette réunion, au milieu d'anciens amis ¹, un homme considérable ², qui, en sortant de la première cour de l'État, ne dédaignait pas d'apporter à cette modeste commission, dont il était le président vénéré, le concours de son profond savoir et de sa longue expérience.

M. Guérard cédait à un attrait semblable quand il se rendait aux séances de la Société de l'histoire de France, dont il fut toujours un des collaborateurs les plus actifs et les plus éclairés. Attaché, dès l'origine, au comité de publication, qu'il présida pendant dix-sept ans, il avait spécialement surveillé, en qualité de commissaire responsable, l'édition de quatre ouvrages importants ³. En outre, il ne cessa jamais de présider le comité de l'*Annuaire* et de diriger la publication de ce recueil, qu'il a souvent enrichi d'articles excellents. Aussi la Société de l'histoire de France a-t-elle déploré amèrement la perte d'un tel collaborateur, et l'écrivain illustre qui la préside savait bien qu'il répondrait au vœu unanime de tous les membres en prononçant publiquement un éloge qui, dans sa bouche, était la récompense la plus digne de tant de travaux consacrés aux progrès de la science historique ⁴.

1. J'aurais plusieurs noms à citer : je ne puis omettre celui de M. Auguste Le Prévost, de l'excellent confrère pour qui M. Guérard avait tant d'estime et de sympathie.

2. M. le comte Portalis, premier président de la cour de cassation.

3. Grégoire de Tours, Eginhard, Orderic Vital et les Coutumes de Beauvoisis.

4. Voy. le discours de M. de Barante dans le *Bulletin de la Société de l'histoire de France*, année 1854, p. 68.

En satisfaisant aux divers devoirs que je viens de rappeler, M. Guérard n'avait pas manqué à ses obligations académiques, dont je me réserve de parler plus tard ; il semblait même qu'il n'en fût pas résulté de dommage sérieux pour sa santé : il s'en flattait du moins, lorsque, le 30 octobre 1852, il fut élevé aux fonctions de conservateur au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale. Cette nomination, qu'il ne voulut point hâter par des démarches personnelles, était, à ses yeux, une récompense due à ses travaux et à ses longs services. On ne peut pas douter qu'il n'y attachât le plus grand prix, et qu'il n'eût été profondément blessé de ne pas l'obtenir ; mais on peut aussi être certain qu'il sut l'attendre avec patience, et sans sortir de la réserve que lui commandaient les titres honorables de ses collègues.

L'expérience a malheureusement prouvé que ces fonctions, dont tout le monde le jugeait si digne, avaient augmenté outre mesure le fardeau de ses devoirs. Dévoué comme il l'avait toujours été aux intérêts du grand établissement dont il devenait l'un des conservateurs, il s'oublia lui-même jusqu'à négliger des précautions que réclamait impérieusement l'état de sa santé. Les fatigues de l'enseignement avaient rendu fréquentes chez lui des indispositions qui menaçaient toujours de prendre un caractère grave, et de mettre sa vie en danger. On lui avait expressément recommandé d'aller prendre chaque année les eaux du Mont-Dore, dont il avait lui-même reconnu la salutaire influence. Sans remédier à l'altération générale d'un tempérament faible et appauvri, elles avaient calmé ces accès de toux opiniâtre dont il était fréquemment atteint, et qui excitaient l'inquiétude de ses médecins. En 1853, il négligea ce traitement, qui lui était plus nécessaire peut-être que les années précédentes, et se contenta de faire une courte excursion à Bordeaux et à Boulogne. Au retour de ce voyage, qui avait trop peu duré pour lui être salutaire, il reprit avec la même ardeur des travaux qu'il était impatient d'achever, mais que l'approche de l'hiver rendit à la fois plus pénibles et plus dangereux. Il avait entrepris de ranger dans un meilleur ordre la plupart des collections de son département, et comme il voulait tout surveiller lui-même, il lui arrivait souvent de rester pendant des heures entières exposé à une température presque glaciale. Une névralgie douloureuse, dont il fut atteint dans les derniers jours de décembre, aurait dû l'engager à ne plus renouveler de telles imprudences ; mais au lieu de profiter de cet avertissement, il n'écoula que son zèle, qui dépassait de beaucoup ses forces.

C'est à la fin du mois de février 1854 qu'il ressentit les premières atteintes de la maladie qui devait le conduire au tombeau. Le jeudi 23,

il avait fait son cours à l'École des chartes, et le lendemain il paraissait pour la dernière fois à l'Académie des inscriptions. Le samedi 25, quoiqu'il fût déjà fort souffrant, il se rendit au département des manuscrits, et monta jusque dans les combles pour veiller à l'exécution d'un arrangement qu'il avait prescrit. Ce fut sa dernière sortie. Pendant quelques jours, on put espérer qu'il se remettrait de cette maladie, dont la gravité ne se révélait pas encore par des symptômes alarmants. Mais le 3 mars on reconnut qu'il était atteint d'une bronchite capillaire, et malheureusement son affaiblissement général ne permettait pas de recourir aux moyens énergiques qui auraient pu arrêter les progrès du mal. Les soins affectueux de sa belle-mère et de son jeune frère, qui ne le quittaient pas, le zèle éclairé de son médecin ordinaire, de son ami, M. Littré, de son illustre confrère, M. Rayet, obtinrent à peine une légère amélioration, qui ne dura pas même vingt-quatre heures. Il succomba le 10 mars, entre deux et trois heures de l'après-midi. Cette fatale nouvelle, apportée aussitôt à l'Institut, circulait de bouche en bouche au milieu de la consternation générale, quelques instants avant la réunion ordinaire de l'Académie. Dès que le président eut notifié cette perte à jamais regrettable, la compagnie, en témoignage de sa profonde affliction, leva immédiatement la séance. Deux jours après, les obsèques de M. Guérard furent célébrées devant une foule nombreuse et recueillie, où se pressaient, à côté de ses parents et de ses amis, les représentants de toutes les Académies, les fonctionnaires de la Bibliothèque impériale, les professeurs et les élèves de l'École des chartes, qu'une douleur commune avait réunis pour lui rendre ce dernier témoignage d'estime et d'affection.

Les regrets universels qu'inspira cette mort prématurée s'accrurent encore lorsqu'on apprit que M. Guérard avait ordonné de détruire tous ses papiers. Quelques personnes aimaient à supposer que cet ordre n'était pas tellement impérieux qu'on ne pût en éluder ou en atténuer la rigueur. Mais sa volonté était trop clairement exprimée pour qu'il fût possible à son exécuteur testamentaire d'en restreindre l'accomplissement par une interprétation quelconque. « Je veux, dit-il, que tous mes écrits et papiers, déposés dans des cartons, tiroirs, portefeuilles, sur mon bureau ou ailleurs, et généralement tous papiers relatifs à l'Académie ou à la Bibliothèque du roi, à des ouvrages de science, d'érudition, de littérature, à des travaux d'esprit ou de composition quelconques, soient brûlés sans exception, sans retard, et sans autre examen que celui qui sera indispensable pour en reconnai-

tre la nature. En donnant cette charge exclusivement à mon exécuteur testamentaire, je le prie de s'en acquitter à la rigueur, et de né-pargner que les papiers par lui seul jugés importants pour mes affaires de famille ou pour les intérêts de ma succession. » Cet ordre contenu dans un testament daté du 9 octobre 1845, n'admet qu'une exception, qui est exprimée dans les termes suivants, à la marge du même testament : « J'excepte de cette proscription mon travail sur la vie et les ouvrages de M. Daunou. 9 janvier 1847. »

Ce qui rendait mes obligations plus étroites encore, c'est que cette résolution m'avait été communiquée dès 1845, et que je l'avais combattue sans pouvoir obtenir qu'elle fût ou révoquée ou modifiée. M. Guérard n'estimait que les travaux achevés : il ne croyait avoir rien fait tant qu'il n'avait pas épuisé tous les moyens d'éclaircir un doute ou de compléter une démonstration. De là vient que, sans être jurisconsulte ni administrateur, il a su, au témoignage du juge le plus compétent¹, traiter les questions de droit et d'administration comme s'il eût fait de ces matières l'étude de toute sa vie. C'est en s'imposant pour règle de ne rien affirmer sans preuve, qu'il a introduit dans les discussions historiques toute la rigueur dont elles sont susceptibles. Tel est le degré de perfection qu'il s'efforçait d'atteindre, même dans les sujets obscurs et difficiles où les esprits les plus pénétrants rencontrent, à chaque pas, des conjectures spécieuses, qu'ils risquent de prendre pour la vérité. Quand il rédigeait son testament, il venait de terminer l'ouvrage capital qu'il avait médité pendant quinze années. En les comparant à ce livre, qui suffisait à sa réputation scientifique, de quelle valeur pouvaient être pour lui les notes qu'il avait recueillies, ou les plans de travaux qu'il avait ébauchés ? Il disait alors, et il est sans doute demeuré convaincu, que les publications posthumes nuisent plutôt qu'elles ne servent à la réputation d'un auteur.

Tout en respectant cette opinion, et sans manquer à la réserve que m'impose la pénible mission dont il m'a chargé, il m'est permis d'examiner ici de quelle importance pouvaient être les papiers qu'il m'a fallu détruire. Le volume et le poids en étaient si considérables qu'on ne pouvait comprendre que la vie d'un homme eût suffi à un tel labeur. Il est certain que, pendant trente années, M. Guérard avait eu l'habitude de consigner sur des bulletins détachés le résultat de ses nombreuses lectures. La collection de ces bulletins formait un riche répertoire, contenant, sur une foule de textes imprimés ou manuscrits, des

1. M. Dupin aîné.

indications précises, qu'il avait successivement classées pour les consulter lui-même, et souvent aussi pour les mettre à la disposition de ses amis. On y aurait trouvé, avec les matériaux de tous les sujets qu'il avait traités, le résumé de toutes les connaissances qu'il avait acquises en littérature et en histoire. Un tel ensemble de notes et d'extraits recueillis avec tant de persévérance, coordonnés avec méthode, choisis par un homme d'un goût pur et d'un jugement éprouvé, avait certainement la plus grande valeur, et tout le monde regrettera que M. Guérard n'en ait pas autorisé la conservation.

J'ai pu, sans indiscrétion, signaler l'importance de ce recueil, dont il parlait souvent lui-même, et que plusieurs personnes connaissaient comme moi depuis longtemps. Quant aux autres travaux de M. Guérard, c'est par voie de conjecture seulement que je puis en parler. Tous ses élèves savent qu'il ne faisait son cours qu'en consultant des notes étendues, ou quelquefois même une rédaction complètement arrêtée. Il ne se serait jamais permis d'exposer dans son enseignement des opinions hasardées. Là, comme dans ses livres, il n'avancait rien qui ne fût le résultat d'une étude patiente et approfondie. Il est donc certain que ses papiers devaient renfermer le plan développé ou le texte même de tout son enseignement. On aurait pu y trouver des programmes raisonnés, peut-être même des mémoires ou des fragments d'ouvrages sur la diplomatie, sur la géographie et sur l'histoire de nos institutions nationales. C'est là une perte considérable, mais qui pourtant n'est point aussi étendue qu'elle aurait pu l'être, ni complètement irréparable.

Dès 1840, un jeune savant, dont la mort prématurée excita de vifs regrets, M. Géraud, publia sous le titre d'*Essai sur les livres dans l'antiquité et particulièrement chez les Romains*, un ouvrage dont le fond même est, comme il le déclare, le résultat des longues et savantes recherches de M. Guérard. « Son cours, dont j'ai soigneusement recueilli et rédigé les leçons en 1836, m'a fourni, dit-il, le plan, les divisions et les données principales de mon livre. » La partie la plus importante des études auxquelles M. Guérard s'était livré pour son cours de diplomatie est certainement reproduite dans ce livre; elle y est même augmentée des travaux personnels de M. Géraud, qui a donné à cette matière spéciale des développements dans lesquels le temps assigné aux cours de l'École des chartes n'aurait pas permis d'entrer.

Quant aux leçons qui avaient pour objet la géographie et les institutions politiques de la France au moyen âge, M. Guérard en a tiré

lui-même le sujet d'un petit nombre de publications, qui suffiront pour faire apprécier le mérite de son enseignement. Je citerai un mémoire inséré dans l'*Annuaire de la Société de l'histoire de France*, pour l'année 1849, sur le nom de FRANCE, et les différents pays auxquels il fut appliqué. C'est une dissertation fort courte, il est vrai, mais approfondie, dans laquelle on trouve réunies, discutées et nettement déterminées les acceptions fort diverses du mot *Francia*. En 1851, il a fait paraître dans la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes* un mémoire à la fois plus étendu et plus important, sur la formation de l'état social, politique et administratif de la France. On peut être assuré qu'il s'était rendu maître de ce vaste sujet quand il l'a introduit dans son enseignement. C'est en effet un des caractères du talent et de la méthode de M. Guérard d'avoir su étudier avec une patience infinie les moindres détails de l'histoire, mais en même temps d'avoir toujours embrassé les faits dans leur ensemble, et d'en avoir saisi les relations cachées pour les exposer ensuite avec l'exactitude d'un savant et le talent d'un historien. Après s'être élevé ainsi à la hauteur d'une question générale, il savait de nouveau revenir à la critique minutieuse des textes et se condamner aux labeurs de l'érudition. C'est à ce dernier genre de travaux qu'appartient l'*Explication du capitulaire de VILLIS*, qui, après lui avoir fourni, dans sa chaire, le sujet de plusieurs leçons, fut destinée par lui à enrichir la collection des Mémoires de l'Académie, et publiée en 1853 dans trois livraisons successives de la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*¹. Dans ce long et savant commentaire, il a réussi à interpréter et souvent aussi à rectifier un texte obscur et corrompu, qui avait jusqu'alors défié la sagacité des plus habiles critiques.

Les trois publications que je viens de citer sont les seules, si je ne me trompe, que M. Guérard ait empruntées à son enseignement de l'Ecole des chartes. Mais l'énumération complète des sujets qu'il y a successivement traités sera bientôt connue, grâce à l'empressement que ses élèves ont mis à communiquer les notes recueillies par eux depuis plusieurs années. Ces matériaux, coordonnés par celui d'entre eux qui avait avec leur professeur commun les relations les plus habituelles et les plus intimes, formeront bientôt le sujet d'une publication destinée à perpétuer en même temps le souvenir du zèle éclairé du maître et de la pieuse reconnaissance des élèves.

1. Troisième série, t. IV, p. 201, 313 et 546.

L'enseignement de M. Guérard ne périra donc pas avec lui. A côté des fragments qu'il a préservés lui-même de l'oubli, on retrouvera, dans les travaux de M. Géraud et de M. Léopold Delisle, la trace de ses longues recherches et de ses études sans cesse renouvelées. Que si, par hasard, il n'en devait résulter aucun avantage pour sa réputation scientifique, ce serait sans doute parce qu'elle est à la fois trop élevée et trop solidement établie. Mais il n'est jamais indifférent de multiplier les preuves de zèle et d'exactitude; ces qualités, si modestes qu'elles puissent paraître, ne sont pas vulgaires, et assurément elles méritent bien qu'on en conserve le souvenir, afin d'honorer ceux qui nous en ont laissé l'exemple et de leur susciter des imitateurs. Jamais d'ailleurs elles n'ont manqué de féconder le talent et d'en accroître la puissance. Tant d'élèves distingués, qui ont profité des leçons de M. Guérard, savent bien que toute son influence n'était pas dans sa science, sa méthode et sa lucidité; elle s'exerçait, à son insu et avec plus d'efficacité encore, par l'exemple vivant qu'ils avaient sous les yeux, d'un homme de bien complètement dévoué à son devoir. Ils portaient une affection véritable à ce professeur, dont la physionomie austère et souvent assombrie par la souffrance laissait néanmoins percer l'intérêt profond qui l'animait pour l'instruction de ses élèves. Il était pour eux un guide, au besoin un protecteur; pour plusieurs, il est devenu un ami affectueux et dévoué. Ceux que les circonstances ont éloignés de Paris ignorent peut-être avec quelle sollicitude il les suivait dans leur carrière; mais aucun d'eux n'a hésité assurément à reconnaître en lui le meilleur et le plus respectable des professeurs.

Pour compléter ce que j'aurais eu à dire de la méthode et de l'influence de son enseignement, j'ai cru nécessaire de réimprimer, à la suite de cette notice, le *Discours d'ouverture* qu'il prononça, il y a plus de vingt ans, comme successeur de l'abbé Lespine¹. En lisant ce morceau, peu connu peut-être aujourd'hui, on verra que, dès son début et bien jeune encore, il traçait d'une main sûre la règle de ses travaux, rattachant la nouvelle École des chartes aux glorieuses traditions des bénédictins, les proposant pour modèle au professeur comme aux élèves, et contractant ainsi un engagement solennel auquel il n'a jamais failli.

Mais un autre intérêt s'attache à ce discours : plusieurs des pensées qui l'ont inspiré avaient été exprimées, dès l'année 1829, par un écri-

1. Une de nos prochaines livraisons contiendra ce discours, qui aurait dû être imprimé en tête du premier volume de la *Bibliothèque de l'École des chartes*.

vain anonyme, qui consacra à l'examen du *Cours d'histoire moderne* de M. Guizot une série d'articles publiés dans le journal l'*Universel* ¹. Il ne sera pas difficile de prouver que l'auteur de ces articles est M. Guérard lui-même. Et d'abord, on sait positivement qu'il a participé, pendant quelques mois, à la rédaction littéraire de ce journal, et que sa collaboration avait été accueillie à la recommandation de M. Abel Rémusat. D'un autre côté, il est certain qu'il a développé depuis, dans ses propres ouvrages, des idées parfaitement conformes à celles qu'exprimait alors le rédacteur anonyme de l'*Universel*. Le premier article a pour objet principal d'établir une comparaison peu favorable à notre siècle entre les travaux modernes et ceux des bénédictins. On y retrouve, avec plus de détails encore que dans le *Discours d'ouverture* du jeune professeur, l'énumération des religieux entre lesquels avait été répartie la tâche de réunir les matériaux nécessaires pour les histoires particulières de nos provinces. A ces recherches longues et patientes, l'auteur de l'article oppose l'empressement qu'on met de nos jours à juger les événements qu'on n'a pas suffisamment étudiés, et à généraliser les faits pour les rapporter à un système préconçu. Il pense qu'une méthode toute contraire pourrait seule former « des sujets capables d'accepter la succession des bénédictins, qui menace de tomber en déshérence. »

Cette pensée générale, qui domine et dans l'article du 15 octobre 1829 et dans le *Discours d'ouverture* que M. Guérard prononça deux ans plus tard, n'est pas le seul indice qui autorise à lui attribuer cet examen du *Cours* de M. Guizot. L'auteur de ces articles n'est pas moins opposé que M. Guérard au système de l'influence des races ²; il s'exprime aussi sévèrement que lui sur les vices des Germains ³; comme lui, il attribue une large part dans la civilisation moderne à l'administration romaine, dont la désorganisation ne fut consommée qu'assez tard, c'est-à-dire lorsque, vers la fin de la seconde race, « la société franque divorça presque complètement avec la société romaine, comme avec toute idée d'ordre, tout principe de sagesse et d'équité ⁴. »

Ceux qui connaissent les travaux de M. Guérard savent que ces opinions sont les siennes, et qu'il les a soutenues dans plusieurs de

1. Voy. les numéros du 15 et du 19 octobre, du 8 novembre, du 5, du 19 et du 31 décembre 1829. Un septième article, où l'auteur devait présenter le résumé de son opinion, ne paraît pas avoir été publié.

2. Voy. les numéros du 5 et du 31 décembre.

3. 5 et 19 décembre.

4. 5 décembre.

ses ouvrages. Mais on n'ignore pas non plus que la franchise et la sévérité de ses jugements sur les Germaines ne l'avait pas empêché de contracter et d'entretenir une étroite amitié avec un savant illustre d'Allemagne, M. Pertz, qui avait apprécié de bonne heure les éminentes qualités de M. Guérard, et s'était décidé, non-seulement à réclamer son concours, mais encore à l'initier sans réserve au plan de ses immenses travaux. Or l'auteur des articles publiés dans l'*Universel* se montre parfaitement instruit de tout ce qui se rattache aux projets de M. Pertz. Il sait qu'après avoir collationné attentivement tous les manuscrits de la loi salique, et notamment ceux que la Bibliothèque royale possède, au nombre de vingt-deux, le savant éditeur des Historiens de l'Allemagne a reconnu qu'un tiers de la loi salique est encore inédit, et que son intention est d'en insérer le texte complet dans le recueil dont la direction lui est confiée¹. Il annonce également que le même éditeur prépare la publication de quelques capitulaires² qui ont échappé aux recherches de Baluze.

Toutes ces circonstances réunies prouvent qu'on ne doit point hésiter à considérer M. Guérard comme l'auteur de ces articles, également remarquables par la sûreté de l'érudition et la fermeté de la critique. C'est donc à l'année 1829 qu'on doit faire remonter son véritable début dans la carrière où il s'est illustré depuis par d'excellents travaux. Il était dès lors connu et apprécié de quelques juges compétents, et M. Pertz n'a pas eu à se repentir d'avoir prédit, cette année même, les succès réservés à ce jeune savant, qu'il signalait dès lors comme destiné à soutenir en France la gloire des études diplomatiques³. Ce témoignage d'estime et de reconnaissance, inscrit en tête du texte de Nithard, qu'une collation faite par M. Guérard avait considérablement amélioré, fut renouvelé⁴ par M. Pertz en 1835, au moment où il publiait son riche recueil de documents législatifs empruntés à toutes les bibliothèques de l'Europe, et particulièrement à celle où il avait, dès 1826, connu et distingué M. Guérard. Les relations qui commençaient alors entre ces deux savants ne furent jamais interrompues par l'absence : il s'établit entre eux un commerce de lettres auquel la mort seule devait mettre fin.

1. 5 décembre.

2. 31 décembre.

3. Quem futurum gloriæ suæ diplomaticæ vindicem, Gallia jam jamque sperat et expectat. (*Monumenta Germaniæ historica*, t. II, p. 650.)

4. *Monum. Germ.*, t. III, p. xvii.

Ce serait peut-être ici le lieu de rappeler tout ce que M. Guérard a fait pour les étrangers et pour ses compatriotes, dans cette grande bibliothèque où il était un si digne représentant de l'érudition française. Mais comment s'arrêter dans une telle énumération, et qui choisir parmi tous ceux qui venaient chaque jour lui demander son aide et sa direction? On me pardonnera si je me contente de remplir mon devoir le plus étroit, en acquittant du moins ma dette personnelle. Puis-je oublier qu'il y a plus de vingt ans sa bienveillance, ses conseils ou plutôt ses leçons, m'apprenaient moi-même à le connaître et à l'estimer? Qui ne sait, d'ailleurs, avec quel zèle il a rempli tous les devoirs d'un bon bibliothécaire; quelle persévérance il avait mise à étudier les collections du département des manuscrits, à en perfectionner les catalogues, à en augmenter les richesses par d'utiles acquisitions? Je dois laisser parler ici les souvenirs qu'il laisse après lui, les adieux touchants qui lui furent adressés par son illustre collègue ¹, la voix publique enfin, qui se charge de proclamer son éloge.

Je n'essayerai pas non plus d'apprécier tous les services qu'il a rendus à l'Académie des inscriptions, soit dans les commissions annuelles des Travaux littéraires et des Antiquités de la France ², soit dans les commissions spéciales qui se trouvent appelées à examiner ou à décider les questions les plus importantes, telles que les modifications des règlements, les résultats des concours, le choix des correspondants et celui des associés étrangers. Sa religieuse exactitude, l'étendue de ses connaissances, la sûreté de son jugement le désignaient naturellement aux suffrages de ses confrères. Plus d'une fois ils résolurent de l'élever à la présidence, mais les plus vives instances ne purent triompher de ses refus réitérés. Tous les souvenirs que je rappelle seront recueillis par les soins pieux de l'Académie : aux paroles éloquentes et affectueuses de son président ³, au témoignage signalé de sympathie qu'elle a voulu accorder aux frères de M. Guérard, en se chargeant de composer une inscription funéraire qui exprimât dignement leur douleur et la sienne, elle ajoutera bientôt, sans doute, l'hommage plus solennel qu'elle réserve à la mémoire de ses membres les plus illustres et les plus regrettés. Qu'il me soit permis pourtant d'expliquer dès à présent pourquoi, après

1. Discours prononcé par M. Hase aux funérailles de M. Guérard. (*Paris, Didot, 1854, in-4°.*)

2. Il appartenait à la première de ces commissions depuis 1842; à la seconde, depuis 1835.

3. Discours prononcé par M. Lenormant, président de l'Académie des inscriptions, aux funérailles de M. Guérard. (*Paris, Didot, 1854, in-4°.*)

une vie si laborieuse, M. Guérard ne laisse, dans les recueils mêmes de l'Académie, que des écrits trop rares et trop peu étendus pour attester suffisamment le zèle et les résultats réels de son concours.

La plupart des travaux qu'il a communiqués à ses confrères avaient pour objet des questions qui se rattachaient à son *Polyptyque*, en sorte que, de tous les mémoires dont il a donné lecture, il n'en est qu'un dont il ait réclamé l'insertion dans le recueil de l'Académie : c'est celui qu'il a consacré à l'*Explication du capitulaire de VILLIS*. A ce travail, dernier témoignage de son zèle, il faut ajouter deux *Notices* publiées en 1838, l'une sur le cartulaire de Notre-Dame de la Roche, l'autre sur le manuscrit 4628 A de la Bibliothèque du roi¹. On doit mentionner aussi la part qu'il a prise au *Recueil des historiens occidentaux des croisades*, d'abord, avant d'être membre de l'Académie, en copiant, d'après les manuscrits de Venise et de Vienne, le texte des *Assises de Jérusalem*², et plus tard, comme l'un des commissaires chargés de la publication de ce recueil, en faisant la révision du texte latin des dix premiers livres de *Guillaume de Tyr*, puis en rédigeant les notes qui devaient accompagner ce texte³. J'ajouterai enfin qu'après avoir soumis à l'approbation de l'Académie, en 1847, au nom de la commission des Travaux littéraires, un *Rapport sur la continuation de la Collection des chartes et diplômes*, il fut choisi pour diriger cet important travail, dont il a continué jusqu'à sa mort de hâter les progrès. C'est lui qui a organisé la recherche, la transcription et la collation des documents destinés à entrer dans ce recueil. Il ne cessa pas de surveiller les nombreux détails du plan qu'il avait mûrement médité et dont il poursuivit l'exécution, d'année en année, avec un succès toujours croissant, grâce au zèle éclairé d'un de ses élèves, M. Henri Bordier, désigné par l'Académie pour travailler sous la direction de son ancien professeur.

Parmi les travaux que j'ai énumérés jusqu'ici, il en est plusieurs auxquels M. Guérard n'a pas attaché son nom, mais dont il s'acquittait par devoir, sans calculer le temps qu'il dérobaient ainsi à ses occupations personnelles. On savait par expérience, à l'Académie, dans les commissions du gouvernement, à la Société de l'histoire de France, que l'on pouvait toujours compter sur son dévouement, et l'on ne se

1. *Notices et extraits des manuscrits*, t. XIII, p. 1 et 62.

2. *Histoire de l'Académie*, t. XII, p. 93, 95 et 97.

3. *Ibid.*, p. 220 et 226. M. Guérard appartient à cette commission jusqu'en 1838; il y était entré le 5 juillet 1833.

faisait pas faute d'y recourir. Il est vrai qu'il en fut amplement récompensé par l'estime générale et par les distinctions honorables qui lui ont été prodiguées.

.....

Il était bien juste, en effet, qu'on ne refusât pas de telles récompenses à un homme modeste et désintéressé, dont presque tous les travaux furent inspirés par l'amour de la science et le sentiment du devoir. En examinant la liste des publications de M. Guérard, on reconnaîtra qu'il s'est permis bien rarement d'abandonner le terrain de l'érudition et de la critique historique. On doit s'en féliciter, car c'est là qu'il excelle; mais il n'en faudrait pas conclure que ce genre de travaux convînt aussi absolument à ses goûts qu'à son talent. Il se plaignait souvent de ne pouvoir se livrer, comme il l'aurait voulu, à des occupations purement littéraires, et de rester attaché aux pénibles labeurs de l'érudition, qui n'avaient pour lui, disait-il, aucun attrait. On doit croire sans doute qu'il s'abusait lui-même, et que, dominé momentanément par la fatigue, il prenait pour de l'aversion ce qui n'était qu'un besoin de relâche et de distraction. Toujours est-il que, par conscience, il se refusait la plupart du temps le plaisir qu'il aurait eu à s'occuper de compositions moins sérieuses. En effet, si l'on met de côté deux brochures anonymes écrites sous l'influence de graves événements politiques, un court article de critique littéraire, une lettre publiée dans les débats d'une polémique personnelle dont M. Guérard ne se souvenait depuis longtemps que pour les regretter, il sera facile d'énumérer les sujets de son choix qu'il a traités avec prédilection. Ce sera en même temps une occasion de faire connaître plus particulièrement ses goûts et son caractère.

En citant d'abord son éloge en vers du baron de Montyon, je ne prétends pas que cette œuvre imparfaite de sa première jeunesse puisse lui assigner un rang parmi les poètes; j'en veux conclure seulement qu'il a aimé à faire des vers. On savait d'ailleurs qu'il s'était exercé sur d'autres sujets; mais il ne les communiquait pas, et se contentait de ne pas désavouer le petit poème anonyme qui avait échoué en 1825 au concours de l'Académie française. Tout en renonçant de bonne heure à ces essais de versification, il avait conservé un goût prononcé pour la poésie. C'était pour lui une grande jouissance de relire avec un ami quelques-uns de ces beaux vers que tout le monde admire, et qu'il ne pouvait entendre sans une émotion profonde. A la vivacité de ses impressions, il était facile de voir qu'il était né pour ces plaisirs nobles et élevés que procure un goût pur et délicat. Plus d'une fois, par une

belle journée d'été, des heures entières se sont écoulées à Maisons avec Horace, Virgile, Racine ou Molière. C'étaient là ses poètes de prédilection. Pour la prose française, il ne mettait rien au-dessus de Bossuet, qu'il avait étudié profondément, en ayant soin d'en noter toutes les locutions remarquables, et particulièrement celles qui s'éloignent de l'usage actuel. C'est à l'école de ce grand génie qu'il avait appris à ne s'écarter jamais des règles du goût et du bon sens.

S'il était passionné pour la bonne littérature, M. Guérard ne l'était pas moins pour les beaux-arts. Il visitait souvent le musée du Louvre, en connaissait tous les chefs-d'œuvre, et se faisait un plaisir à l'occasion de servir de guide à ceux qui n'avaient pas son expérience. Il n'y avait donc pas lieu de s'étonner quand on vit paraître en 1853, dans la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, un article où il examinait comment doit être disposé un musée de peinture et de sculpture. On aurait pu sans doute lui conseiller de choisir, pour cette discussion, un journal consacré aux arts, plutôt qu'un recueil d'érudition historique; mais on aurait eu grand tort de supposer qu'il se hasardait à traiter cette question avant d'y avoir suffisamment réfléchi. Ce qu'il a écrit alors, il le pensait depuis longtemps et l'avait souvent exprimé dans la conversation. Quoiqu'il aimât à discuter sur la peinture et la sculpture, je ne sache pas qu'il en eût jamais lui-même abordé la pratique : il avait pris seulement quelques leçons de dessin au lycée de Dijon, et sans y faire de grands progrès. Les lettres qu'il écrivait alors montrent que son goût le plus prononcé était pour la musique. Jamais, en effet, il ne cessa de l'aimer, et, s'il abandonna de bonne heure l'instrument dont il s'était occupé dans sa jeunesse, il se plaisait encore, dans les dernières années de sa vie, à copier les airs qu'il avait eu autrefois le plaisir de jouer ou d'entendre. Il tâchait ainsi, quand les forces lui manquaient pour le travail, de se ranimer et de se distraire en rappelant à lui les souvenirs de sa jeunesse.

Au fond, c'était par nécessité plutôt que par goût qu'il menait une vie solitaire, et l'ennui qu'il en ressentait lui a fait regretter plus d'une fois d'être resté dans le célibat. Il se plaignait souvent de n'avoir pas même assez de santé pour recevoir habituellement un petit nombre d'amis. Aussi montrait-il toute sa joie dans les rares occasions où il lui était permis de satisfaire ce désir. Quel accueil empressé on recevait chez lui ! Tout entier à ses hôtes et au bonheur de les posséder, il oubliait ses maux, et parvenait presque à en effacer les traces de sa physionomie, devenue alors ouverte et riante. Ceux qui n'ont pas visité M. Guérard dans son petit domaine de Maisons ne le reconnaîtront

point à ce portrait, qui est pourtant l'expression fidèle de la vérité. Il jouissait de ces réunions comme ami d'abord, mais un peu aussi comme propriétaire. En même temps qu'il savourait la douceur des longues causeries et des épanchements intimes, il aimait à montrer tout ce qu'il avait fait pour disposer et même pour embellir la retraite où il était si heureux de vous recevoir ¹. Il y avait en effet dans cette modeste habitation la juste mesure d'élégance qu'il avait pu raisonnablement se permettre. A Paris, il aurait eu l'ambition d'orner son appartement de quelques tableaux ; mais à Maisons, il s'était occupé surtout de réunir dans son jardin une grande variété d'arbres et de fleurs, qu'il avait disposés avec goût, numérotés et catalogués avec soin. Il savait le nom de chaque plante, et ne se plaisait pas moins peut-être à montrer ses connaissances en botanique qu'à faire admirer les arbres déjà grands qu'il avait plantés lui-même.

Avant d'acquérir cette petite propriété, il avait pu se procurer les mêmes distractions pendant les longues années qu'il avait passées près de M. de Fortia. La verdure, les fleurs, le chant des oiseaux, avaient pour lui un attrait profond, et fournissaient toujours quelque sujet d'étude à son esprit observateur. On peut lui appliquer avec juste raison ce qu'il a dit lui-même de M. Daunou : « Comme tous les cœurs aimants qui ne s'abreuvent point dans les plaisirs tumultueux du monde, il était extrêmement sensible aux charmes de la nature, qu'il pouvait goûter dans sa solitude. » C'est dans sa retraite de la rue la Rochefoucauld que M. Guérard avait pris l'habitude de recueillir chaque jour les notes qu'il a résumées depuis pour publier, dans l'*Annuaire de la Société de l'histoire de France* de 1847, un article intitulé : *Relevé du temps qu'il a fait à Paris depuis dix-huit ans*. Ce petit tableau des jours beaux, mauvais et médiocres, est précédé d'un avertissement plein d'esprit et de gaieté, où l'auteur, tout en se raillant un peu lui-même, laisse deviner avec quel intérêt il avait persisté à réunir les éléments de cette courte publication.

Il est un autre opuscule que M. Guérard a entrepris avec amour, c'est celui qu'il a consacré à sa ville natale. L'éditeur de l'*Histoire des villes de France* tenait beaucoup à pouvoir le citer au nombre des collaborateurs de ce recueil. M. Guérard y consentit, mais à la condition qu'il écrirait exclusivement sur des localités de son arrondissement, et

1. Ce qu'il ne disait pas, c'est que souvent il avait entrepris des travaux, moins pour satisfaire ses goûts personnels que pour venir en aide aux ouvriers du pays. Aussi a-t-il laissé à Maisons une mémoire chère et vénérée.

que Montbard serait du nombre. Il acquitta sa promesse en publiant trois morceaux remarquables sur Alise, Sémur et Montbard. L'*Histoire de Montbard* surtout est un petit chef-d'œuvre. Pour célébrer dignement sa ville natale, il ne se crut pas obligé d'admettre, comme le croient ses compatriotes, que les bardes eussent fréquenté autrefois le monticule qu'elle occupe, et que de là elle eût reçu le nom de *Mont des Bardes*, d'où serait venu celui qu'elle porte aujourd'hui. « Je suis forcé, dit-il, à mon grand regret, et malgré mon penchant à favoriser les traditions chères au pays, d'élever quelque doute sur une si poétique origine. » En se contentant de rappeler des faits plus certains, il a su animer son récit par une description touchante et gracieuse, qu'il est impossible de lire sans deviner et partager la douce émotion qui inspirait l'auteur. A ce tableau charmant, qui retrace avec des couleurs si vraies le riant aspect du paysage, on reconnaît la nature même, saisie et reproduite dans tout son éclat par un peintre qui a retrouvé les vivantes impressions de son enfance et de sa jeunesse. Il y avait alors plus de douze ans qu'il n'avait revu ces lieux; mais le temps ni l'absence n'avaient pu en effacer l'image. Là il avait goûté les douces joies de la famille, là reposait sa mère chérie; c'était là aussi que son père avait voulu mourir. Touchants et tristes souvenirs, qui étaient profondément gravés dans son cœur! Quand il s'en inspirait pour rendre un pieux hommage aux lieux qui l'avaient vu naître, il ne se doutait pas qu'il y reviendrait bientôt, mais pour être conduit par ses frères en deuil, avec le concours de tous les habitants, jusqu'à la demeure où l'attendaient les restes de ses parents. Il était bien juste, en effet, qu'il fût rendu après sa mort à la ville qui avait eu les premières et les plus constantes affections de son cœur.

Pendant longtemps, il fit de fréquents voyages à Montbard; mais, depuis la mort de son père, il ne s'était plus senti le courage d'y rentrer. En 1851 seulement, il se décida, en revenant du Mont Dore, à se diriger vers Lyon, afin qu'en revenant par cette route, il pût revoir de loin sa ville natale et la saluer après seize ans d'absence. Il y avait alors bien des années que Paris était devenu pour lui, par nécessité peut-être plutôt que par choix, une seconde patrie. Ses fonctions, qui l'y retenaient, l'avaient amené à contracter de nombreuses relations, et en même temps quelques liaisons plus étroites, qui furent toutes durables parce qu'il ne s'y engageait pas à la légère. Il avait pour devise : *Caute sed recte*, et ne faisait rien sans réflexion ni sans l'assentiment de sa conscience. Un de ses élèves les plus distingués, M. Adolphe Tardif, en rendant hommage à son talent, a signalé aussi un des traits de son ca-

ractère, quand il a dit : « Sévère pour lui-même, il avait le droit de l'être pour les autres; mais il cherchait l'homme encore plus que le savant, les qualités morales plus encore que les qualités de l'esprit; et du jour où il s'était démontré qu'il pouvait accorder son estime à quelqu'un, sa réserve habituelle faisait place à un empressement affectueux qui étonnait parfois celui qui en était l'objet. Il étudiait le cœur humain avec les procédés critiques qu'il appliquait à l'histoire. » J'ajoute qu'il était un observateur plein de finesse et de sensibilité, capable à la fois d'apprécier et d'aimer les hommes de bien. Il est à regretter qu'il ne se soit pas exercé plus souvent à raconter la vie de ceux qu'il avait connus. Sa courte *Notice sur Gustave Fallot*, l'un des amis qu'il a le plus regretté, laissait déjà deviner qu'il pourrait exceller dans ce genre d'écrits; mais le travail plus étendu qu'il a consacré à la mémoire de M. Daunou, est véritablement un morceau achevé. J'en appelle au témoignage de ceux qui ont connu l'homme éminent dont la vie et le caractère sont retracés dans cette *Notice*.

Après avoir mentionné rapidement le petits nombre d'écrits qui s'éloignent de la ligne habituelle des travaux de M. Guérard, il me resterait à parler de ceux qui ont été l'objet presque constant de ses études, et qui seront toujours placés au rang des chefs-d'œuvre de critique et d'érudition historique. Mais cet examen m'entraînerait trop loin, et je me contenterai de réimprimer à la suite de cette *Notice* les articles que j'avais eu occasion de consacrer, il y a quelques années, au *Polyptyque d'Irminon* et à celui de *Saint-Remi de Reims*. J'y joindrai une liste aussi complète que possible de ses autres publications, afin de faciliter les recherches d'écrivains plus compétents, qui se proposeront un jour, je l'espère, d'apprécier le savant dont il m'appartient moins de parler en juge qu'en élève et en ami.

Mais il me semble qu'à ce dernier titre il me reste encore quelque chose à dire. Je n'ai point assez montré combien M. Guérard était affectueux, dévoué, ingénieux à servir ceux qu'il aimait. Ce qui lui répugnait le plus, c'était de solliciter, même pour autrui; au besoin, pourtant, il savait mieux que personne remplir ce devoir. Il prétendait même avoir le secret de rédiger ses lettres de recommandation de telle sorte qu'un ministre ne se dispensât jamais d'y répondre favorablement. Il se faisait illusion, je crois; et quoique ses lettres fussent pressantes et bien tournées, j'en attribuerais plus volontiers le succès au caractère qu'au style du solliciteur. Il était incapable, en effet, de rien demander qui ne lui semblât conforme à la justice, et montrait sur ce point la même sévérité pour les autres que pour lui-même. Il lui était

plus facile d'oublier une injure personnelle que de pardonner la plus légère atteinte à la délicatesse et à la sincérité. Rien pourtant ne lui pesait plus que les sentiments d'antipathie et de répulsion : il se demandait alors si les actes qu'il blâmait avec tant de sévérité n'étaient pas le résultat nécessaire d'une organisation vicieuse, et s'il ne vaudrait pas mieux nier la liberté des hommes que de croire à leur perversité. Mais ce n'était là qu'un de ces doutes passagers qui traversent l'esprit sans pénétrer jusqu'à la conscience.

Il était rare, d'ailleurs, qu'il abordât de telles questions, 'parce qu'il professait peu d'estime pour la philosophie ; mais, quand il arrivait sur ce terrain, c'était toujours par le cœur qu'il y était attiré. Il était fort préoccupé, par exemple, du mal physique, et ne voyait pas comment on pouvait s'en rendre raison. S'il admettait la souffrance infligée comme punition à l'homme qui a failli, il ne la comprenait plus pour de pauvres animaux, qui n'avaient pu la mériter. Ce n'était pas pour lui une simple spéculation, une thèse qu'il se contentât de discuter et de soutenir, mais une opinion réfléchie et comme une croyance qui influait sur sa conduite, et se traduisait en actes positifs. Il lui est arrivé fréquemment d'intervenir, avec plus de zèle que de prudence, quand il voyait un charretier furieux maltraiter ses chevaux. Heureusement pour lui que des curieux ne manquaient pas de se réunir, et d'imposer par leur présence à son brutal adversaire. Dans le parc de Maisons, où il avait souvent occasion de rencontrer des conducteurs de charrettes, il liait conversation avec eux, s'informait des défauts et des qualités de leurs chevaux, en raisonnait en homme expérimenté, grâce à son ancien goût pour l'équitation, leur démontrait que le cheval est un animal généreux qui ne refuse rien de ce qu'il peut donner, et que le véritable secret d'en rester maître, c'est de le traiter avec douceur. Il avait aussi une habitude peu pratiquée assurément par ceux qui prennent des voitures dans Paris : c'était de promettre aux cochers de les payer d'autant mieux qu'ils auraient plus ménagé leur attelage. On ne s'étonnera donc pas qu'il ait saisi avec empressement l'occasion de propager ses principes, en devenant un des premiers fondateurs de la Société pour la protection des animaux.

Quoique de tels sentiments soient conformes à la nature et à la raison, il est certain que le genre de vie mené par M. Guérard avait contribué à les entretenir et à les développer. Ce qui n'est pour l'homme du monde qu'une distraction passagère et un simple agrément, devient dans la solitude un besoin et une nécessité de la vie. C'est là surtout qu'un animal domestique est pour nous un compagnon et un ami,

M. Guérard, comme tant d'autres, avait cédé à cette influence. Il ne croyait pas être seul quand il avait près de lui son chien fidèle, qui savait tour à tour respecter le travail de son maître ou en provoquer les caresses. A Paris comme à Noyers, il avait voulu se procurer cette jouissance, à laquelle il se crut longtemps incapable de renoncer. Il aimait aussi à nourrir quelques oiseaux, dont les chants étaient pour lui pleins de charmes ; mais tous ces hôtes, qu'il avait conservés pendant de longues années, lui furent successivement enlevés, et la vivacité même de ses regrets lui prouva qu'il était plus sage pour lui de ne pas songer à les remplacer.

Au reste, il n'usait de ces innocentes distractions que pour remédier à la fatigue et se mettre plus promptement en état de revenir à l'étude. L'amour du travail était chez lui une passion dominante, dont il essayait toutefois de prévenir au moins les plus dangereux excès. Voilà ce qui explique avant tout les précautions minutieuses qu'il s'imposait pour sa santé ; car, sans être insensible aux souffrances d'une maladie, il redoutait encore davantage l'inaction qui en était la conséquence. Il s'était donc habitué à s'observer de près en toutes choses, et à s'interdire ce qu'il ne se croyait plus capable de faire impunément. Depuis longtemps il ne se permettait plus le travail du soir, ou du moins il se bornait à faire de courtes lectures, à moins qu'il n'eût à remplir un devoir impérieux et urgent. Il avait également renoncé à dîner hors de chez lui, et ses meilleurs amis n'obtenaient plus, surtout dans les dernières années de sa vie, qu'il dérogeât en leur faveur à cette règle. Il se couchait ordinairement à neuf heures, et se levait à quatre heures du matin pour travailler jusqu'à son premier repas. Le reste de la journée était réservé à ses fonctions jusqu'à trois heures ; il faisait ensuite une courte promenade, et se remettait au travail jusqu'à six heures. Lorsqu'on venait le voir dans la soirée, il aimait à prolonger la conversation aux dépens même de son repos ; mais habituellement il était seul, et cherchait dans quelque travail manuel la distraction dont il avait besoin. Trop souvent il lui arrivait de passer des nuits entières sans sommeil et de les employer, malgré lui, à méditer sur les difficultés qui l'avaient arrêté la veille. C'étaient là des excès involontaires qu'il se reprochait lui-même.

Plus jeune, il avait moins ménagé ses forces, quoiqu'il eût senti de bonne heure la nécessité d'en régler l'usage. Une lettre du 27 décembre 1832 prouve qu'à peine âgé de trente-cinq ans, il pouvait se prévaloir d'une triste expérience pour adresser des conseils pleins de sagesse et de sollicitude à son père, déjà souffrant de la maladie qui

l'enleva, au mois de juin 1837 : « Vous possédez déjà le repos et une honorable existence ; puisse l'an 1833 compléter votre bonheur en y joignant la santé ! Je sais par expérience combien il est difficile de la rétablir sur des bases solides quand une fois elle est devenue chancelante ; mais je suis assuré que, si elle se dérange souvent et si elle nous échappe lorsque nous nous flattions le plus de l'avoir ressaisie, la faute en est principalement dans les petites licences que nous prenons avant le temps. L'amour du travail l'emporte sur mes forces, mon appétit est plus puissant que mon estomac ; j'éprouve à chaque instant un besoin vague et trompeur de nourriture : c'est évidemment un désordre dans ma machine, puisque mes désirs vont au delà de mes moyens. Il me faudrait une vertu constante pour me mettre en état de triompher de toutes ces tentations, et pour me maintenir dans une bonne assiette ; malheureusement elle me fait quelquefois faute, et aussitôt le bien-être s'arrête, le malaise reprend, et je suis puni comme je l'avais prévu. C'est toujours à recommencer, jusqu'à ce que je me soumette rigoureusement à la règle que je connais, et que je cesse de la violer. »

C'est ainsi qu'à force de prudence et de sobriété il a entrete nu et prolongé jusqu'à cinquante-sept ans une existence toujours malade et laborieuse, sans que jamais la douleur ni le travail aient dépassé la mesure de sa patience et de son courage. Préférant sa santé au plaisir, et tâchant de la concilier avec son devoir, il se flattait d'y réussir ; mais sa passion pour l'étude, la seule dont il ne fût pas toujours maître, l'entraînait à son insu au delà des bornes qu'il s'était prescrites. La souffrance avait altéré profondément sa physionomie sans affaiblir l'énergie de sa volonté, qui semblait au contraire s'affermir dans les efforts mêmes de cette lutte continuelle. Un commencement de cataracte s'était joint, il y a peu d'années, à toutes les infirmités dont il était depuis longtemps atteint : il accepta sans murmure cette nouvelle épreuve et les dures privations qu'elle lui présageait. La pensée même de la mort, qu'il vit de près plus d'une fois, ne troublait pas son courage, quoiqu'il n'eût pas la consolation de l'envisager en chrétien. Il comprenait pourtant, et il me dit un jour qu'il enviait le bonheur de ceux que la foi établit dans une paix solide, à l'abri des doutes et des perplexités de la raison humaine. Je ne dirai pas qu'il tolérât leurs croyances ; il les respectait, il honorait sincèrement tous ceux qui en faisaient profession, et ne se disait pas tout bas que leur intelligence fût pour cela inférieure à la sienne : il allait jusqu'à renoncer à ses propres habitudes, quand elles pouvaient gêner les autres dans l'observation d'un

devoir religieux. Sa science même l'avait conduit à étudier dans l'histoire et à comprendre mieux que personne l'influence du christianisme. Il en a constaté et célébré les bienfaits dans plusieurs de ses écrits ; on peut dire également qu'il en a honoré la morale, en la prenant pour règle de sa conduite. Du reste, il était profondément convaincu de l'existence de Dieu ; et cette conviction n'était pas seulement la conséquence d'un froid raisonnement, c'était aussi un sentiment naturel et comme nécessaire à son cœur pur et affectueux, qui semblait si bien préparé aux douces émotions de la prière. Il m'écrivait du Mont-Dore, en 1851 : « Hier je comptai ici, dans un petit village qui n'a pas quatre-vingts maisons, plus de cinq cents personnes à la procession de la sainte Vierge. Toutes les femmes y étaient, et les hommes qui ne la suivaient pas, se mettaient à genoux sur son passage. Cette cérémonie m'a paru plus touchante que toutes celles qui se font à Paris et dans les environs, où l'on ne voit ni la même foi ni la même simplicité. Ces bonnes gens, qui gagnent de huit à vingt-cinq sous par jour, et qui sont usés par le travail, n'ont que des actions de grâce à rendre à la bonne Vierge. »

Cette foi, qu'il avait possédée dans son enfance, et qu'il admirait encore après l'avoir perdue, ne l'aura-t-il pas retrouvée à l'heure suprême ? Quelles furent alors ses pensées, ses désirs et ses regrets ? Dieu seul les a connus ; mais s'il ne révèle pas tous les secrets de sa miséricorde, nous savons qu'elle est infinie, et qu'il nous ordonne d'y espérer toujours. Comment en effet ne pas espérer au souvenir de cette vie de travail, de dévouement, de souffrance, toujours dirigée et soutenue par une volonté droite et ferme ? Tant de vertus et d'excellentes qualités, juste objet de nos respects, de nos affections et de nos regrets, ne sont-elles pas au nombre de ces dons qui viennent de Dieu sur la terre pour retourner à lui dans le ciel ?

UN MANUSCRIT INTERPOLÉ

DE LA

CHRONIQUE SCANDALEUSE¹.

La guerre du Bien public en Bourbonnais. Intrigues du duc de Nemours, de l'évêque de Bayeux et du seigneur du Lau (mai-juin 1465).

Ledit conte de Dampmartin estant à Moulins, avecques plusieurs autres grans seigneurs, le duc de Bourbon luy bailla la charge dudit Moulins et de ses gens d'armes. Et fist ledit conte abatre le boys et la charpenterie des portaulx de laditte ville. Et fut bruit en ce temps que le roy alloit assiéger ledit Moulins, et fut jusques à Saint-Poursain : parquoy ledit duc de Bourbon et autres seigneurs s'en allèrent à Varennes. Pendant lequel temps que ledit duc de Bourbon s'en estoit allé, arriva le seigneur de Couches et Pierres de Champdieu à Moulins, où ilz trouvèrent ledit conte de Dampmartin qui les receult moult honnorablement; et retourna incontinent ledit duc de Bourbon et autres seigneurs qui estoient avec luy, audit lieu de Moulins.

Et deux jours après laditte arrivée, le roy qui estoit à Molusson², envoya quérir madame de Bourbon³ et autres seigneurs, pour savoir si elle iroit devers le roy, et conclurent que oy : ce qui fut fait. Et furent envoyés quérir son saufconduit et ostage pour plusieurs gens de bien pour compaigner laditte dame; laquelle chose fut faite, et manda le roy par⁴ son saufconduit Robert de Balsac, nepveu dudit conte, qui eust la conduite de luy mener laditte dame avec autres gens de bien. Et s'en allèrent où le roy estoit⁵. Et fut laditte dame bien receue du roy, sondit frère, et aussi fut ledit seigneur de Balsac. Et quant laditte dame eust esté demye journée avec le roy, elle s'en vouloit retourner; mais le roy ne voulut jusquez au landemain.

1. Voy. ci-dessus, p. 231.

2. Montluçon.

3. Sœur du roi. Il y a ici une lacune évidente dans le texte. On peut la combler en suppléant *et délibérèrent le duc son mary et autres, etc.*

4. Pour dans le ms.

5. 23 mai 1465.

Et durant ledit jour, le roy entretint fort ledit seigneur de Balsac et le voullut retirer d'avec ledit duc de Bourbon ; lequel Balsac respondit qu'il ne le feroit point sans le congé de monseigneur de Bourbon et de son oncle, le conte de Dampmartin. Lequel de Balsac dist au roy qu'il avoit chassé de son service son dit oncle à tort et sans cause. Et le roy, au département de sa ditte seur, rescripvit à monseigneur de Bourbon, au conte de Dampmartin et autres seigneurs qui estoient audit Moulins, qu'ilz lui renvoyassent ledit seigneur de Balsac, et qu'il luy vouloit faire des biens.

En ce mesme temps le roy estant à Molusson, envoya messire Yvon du Fou par devers monseigneur de Nemours, qui estoit à Montaigu¹, en luy mandant qu'il allast par devers luy, et que premièrement il luy envoyast le seigneur de Langhac² auquel le roy bailleroit telle seureté pour ledit monseigneur de Nemours qu'il voudroit demander. Lors mondit seigneur de Nemours envoya ledit de Langhac à Molusson devers le roy, lequel à son retour dist à monseigneur de Nemours ce qu'il s'ensuit : c'est assavoir que le roy offroit luy bailler bonne seurté et qu'il allast devers luy ; mais que le Patriarche³, auquel il avoit parlé, n'estoit pas d'opinion qu'il le deust faire. Et luy rapporta que le Patriarche luy avoit ouvert une manière par laquelle, se monseigneur de Bourbon et monseigneur de Nemours vouloient, ilz prendroient le roy aisément audit lieu de Molusson ; et l'avoit chargé de déclarer ladite manière à monseigneur de Nemours et de le faire savoir audit duc de Bourbon. La manière estoit telle qui s'ensuit :

Pour cause que le siège estoit pour lors de par le roy à Hérisson⁴, et que à Molusson avoit peu de gens de guerre avec le roy, et qu'il n'y avoit fors que sa garde et aucuns de la charge à monseigneur du Lau et ceulx de l'hostel de monseigneur de Cominge ; aussi qu'il sentoit bien que ceulx de la ville estoient fors enclins à faire pour monseigneur de Bourbon ; pareillement qu'ilz se sentoient assez seurs d'aucuns de la compagnie de monseigneur de Torcy, desquelx monseigneur du Lau avoit pour lors la charge, et donc aucuns estoient ses amis et parens, et qu'il avoit deux portaulx audit Molusson et bien legiers à gagner et tenir : que monseigneur de Bourbon, qui estant pour lors à

1. Montaigu-le-Blin, près de la Palisse.

2. Langeac.

3. Louis de Harcourt, patriarche de Jérusalem et évêque de Bayeux, l'un des grands traitres que Louis XI avait auprès de lui.

4. Aujourd'hui dans l'arrondissement de Montluçon (Allier).

Moulins n'estoit pas loing de Montaigu, pourroit amener avec luy cinquante ou soixante lances et mondit seigneur de Nemours autant, et entrer par moyens dedans Molusson et aller tout droit à la maison du roy; et ne trouveroient pas grant résistance, et se trouveroient les plus fors; et pourroient demander mercy et pardon au roy, et soubz ceste forme, en luy affermant le vouloir servir, trouver maniere de pacifier les divisions commancées. Et pour ce que monseigneur de Cominge estoit illec, ilz pourroient aller vers luy pour luy persuader à estre content de ce; et s'il se monstroït roide et entier, sans vouloir consentir ad ce, le pourroient detenir en son logis, affin que par son moyen laditte forme de faire ne fust empeschée.

Et outre plus, ledit Patriarche dist qu'il y aideroit fort de sa part, et que s'il véoit que aucun bruit fust, il se trouveroit aux fenestres pour démouvoir les entreprinses qu'il verroit, et leur diroit que tout se fesoit du vouloir du roy.

Lequelles [paroles] furent rapportées à monseigneur de Nemours par ledit de Langhac, sur le point qu'il vouloit envoyer son sénéchal de la Marche vers monseigneur de Bourbon à Moulins; et estoit jà ledit sénéchal despeché et prest de monter à cheval pour autres matières. Lors luy chargea monseigneur de Nemours dire de point en point à monseigneur de Bourbon, ainsi comme [le] Patriarche l'avoit chargé audit de Langhac. Toutefois laditte entreprinse ne fut point mise en effet, à cause qu'elle sembla trop difficile à mes ditz seigneurs de Bourbon et de Nemours. Et néanmoins, durant le voyage dudit sénéchal, monseigneur de Nemours envoya devers le roy ledit seigneur de Langhac pour avoir seurté bonne et vallable du roy pour aller devers luy; par laquelle il requeroit que le roy et les cappitaines estans avec luy, jurassent sus la vraye croix qu'il n'auroit empeschement à aller, ne à venir, ne à séjourner. Laquelle luy fut envoyée. Mais devant qu'il y allast, le Patriarche fut vers luy à Montaigu, où il fut par cinq jours ou envyron, et lui parla ledit Patriarche de la manière dessusdite, en luy disant qu'il estoit facile à exécuter, et que derrière l'ostel du roy avoit ung chemin secret par lequel on pourroit aller seurement jusques audit hostel.

Et par le conseil dudit Patriarche, mondit seigneur de Nemours fist assavoir au roy qu'il envoyast devers luy le mareschal de Cominge et monseigneur du Lau pour l'assurer; aultrement n'estoit pas délibéré ne conseillé y aller. Et les demandoit ledit seigneur de Nemours pour cause qu'ilz estoient les plus fort acompaignez pour lors à l'entour du roy; et couchoit ledit du Lau avec le roy.

Adonc lesditz de Cominge et du Lau vindrent à Montagu, et jurèrent publicquement en la main dudit Patriarche que au voyage ne seroit riens fait contre ledit de Nemours. Et au moyen de celle seureté, il alla vers le roy à Molusson avec eulx ; et en allant parlèrent de plusieurs matières et mesmement de pacifier les divisions ; et leur dist qu'il convenoit que le roy, pour demourer en son entier, feist trois choses : c'est assavoir qu'il entretint les seigneurs et leur donnast bonnes et grosses pensions, qu'il mist sus justice et qu'il soulaigast le peuple. Ce que lesditz de Cominge et du Lau louèrent assés. Lors s'en alla monseigneur de Nemours avec les dessusditz à Moulusson devers le roy.

En ce temps, le roy estant à Saint-Poursain, manda monseigneur de Nemours aller par devers luy par sauf-conduit ; auquel lieu luy et le Patriarche parlèrent souvent de la devant ditte entreprinse. Et dist ledit Patriarche à monseigneur de Nemours qu'il avoit gaigné Lancelot de Hancourt, lieutenant du seigneur du Lau ; et aussi luy dist qu'il seroit bon de bruler les pouldres que le roy avoit audit lieu. Toutefois ne fut pas fait ne conclud.

Et ainsi [que] le roy estoit à Saint-Poursain, monseigneur de Bourbon, le conte de Dampmartin et leurs gens s'en allèrent à Ryon, et là arriva le conte d'Armignac bien acompagné. Et lors le roy mist le siège devant Ryon. Et durant le temps que le roy estoit devant Ryon, nouvelles luy vindrent que le conte de Charrolois entroit en France à moult grant armée ; parquoy il se délibéra de tyrer devers Paris luy et son armée, pour illec pourvoir sur le tout de son affaire. Et vous pouvez entendre que le roy estoit acertené pour vray que ledit conte de Charrolois avec son armée avoit jà passé les rivières de Somme et d'Oyse avec grant compaignye ; et marchèrent tant en France que ilz arrivèrent à Pont-Sainte-Maixence dont estoit cappitaine ung nommé Madré qui leur bailla la place par composition ¹. Et à ceste cause passèrent et vindrent parmy l'Isle de France, qui par les dessusditz fut fort dommaigé, nonobstant qu'ilz disoient partout où il passoient, qu'ilz venoient pour le bien publique et pour la descharge du royaume de France et des tailles qu'on leur mettoit sus.

En ce temps comme le roy revenoit de Rion, il alla à Aigueperse, là où le Patriarche vint une foys par nuyt au logis de monseigneur de Nemours, que le roy avoit mandé venir par devers luy, et remonstra comment les Bretons estoient desjà sur les champs et les Bourguignons aussi, et que le royaume estoit en dangier d'estre perdu et destruit ;

1. Ce fait est raconté différemment dans la *Chronique scandaleuse*.

et puisque ainsi estoit que l'entreprinse et pourparlée de prandre le roy à Molusson estoit rompue et n'avoit été exécutée, il convenoit de faire et penser autre chose. Et lui dist et declaira que eldit lieu de Molusson, ou au chasteau en aculant¹, ou sus les champs on prendroit bien aisément le roy, et en l'espovantant et mettant en crainte des armées dessusditez, et en luy remonstrant les inconveniens advenir, légèrement il se mettroit en la main de monseigneur de Nemours, et auroit le gouvernement du roy; et par ce moyen et des saiges du royaume, toutes les divisions seroient apaisées. Et entre ledit Patriarche et eulx fut parlé de la manière de contenter lesditz seigneurs :

C'est assavoir que monseigneur de Berry auroit son appannaige raisonnablement, et que le roy donroit audit duc, sa vie durant, les drois donc il estoit question entre eulx; à monseigneur de Charroloys, argent pour la recompense; à monseigneur de Dugnois seroient renduz ses gens d'armes et bonne pension et le gouvernement de la duché de Normandie, et seroit chief du conseil; et monseigneur de Saint-Pol auroit le gouvernement du hault pays de Normandie et de Picardie avec bonne pension; à monseigneur de Calabre le gouvernement de Champaigne et bonne pension; à monseigneur de Bourbon la charde² Lyonnays jusques à Paris, ses gens d'armes et croisement de pensions; à monseigneur d'Armignac l'office de connestable de France; à monseigneur de Lohiac l'office de mareschal, pour contenter le duc³; que mondit seigneur de Nemours auroit le gouvernement et lieutenance de l'Isle de France et cappitaine[rie] de Paris; et que on prendroit ung bon chancelier, si on veoit que celluy qui y estoit ne fust bon, deux évesquez pour le conseil donc ledit Patriarche en seroit l'un, huit bons et notables maistres de requestes, ung correcteur de chancellerie, et douze notables chevaliers pour assister au conseil du roy; et que toutes choses seroient bien conduites⁴.

Et en outre dist ledit Patriarche à monseigneur de Nemours qu'il parlât à monseigneur du Lau et qu'il le trouveroit prest à entendre aus-

1. Passage corrompu. Le nom de Château-sur-Allier parait s'y cacher.

2. Sic. Il faut corriger sans doute en restituant une omission considérable. Le sens réclame quelque chose comme *la charge de tous les pays depuis le Lyonnais*, etc.

3. Le duc de Bretagne, toujours désigné par le seul titre de *duc* dans les documents du temps de Louis XI.

4. Rien n'est plus curieux que ces projets formés par les seuls confédérés du midi, qui, comme on le voit, ne s'y traitent pas le plus mal. Or, des trois autres points cardinaux arrivaient d'autres insurgés avec d'autres projets où ils se donnaient également le meilleur lot, de préférence à leurs associés.

ditez matières ; ce que ledit de Nemours fist, et conféra de ceste matere audit du Lau par plusieurs fois et en plusieurs lieux, et le trouva prest d'y entendre¹; et conclurent lesditz de Nemours, Patriarche et du Lau, d'exécuter laditte matière, mais ce seroit en telle façon qu'ilz auroient l'auctorité et gouvernement par la plus douce voye qu'ilz pourroient. Mais ilz ne parfirent point la ditte exécution, pour ce que le roy s'en partit hastivement et s'en alla au long de la rivière de Loyre. Et furent lesdittes parolles tenues tant en la chambre du roi, à Aigueperse, que ailleurs ; et touchant ceste matière, qui estoit de grant importance, n'en fut par ledit du Lau parlé si clèrement² qu'il fut à la fin délibéré d'exécuter laditte forme de faire.

Et ce qui mouvoit ledit du Lau de ce faire estoit, comme l'on disoit, pour confermer son estat et son fait, et pour toujours demourer en son entier. Et assura ledit de Nemours de sa compagnie ; et pour parvenir à leur fin, avoient délibéré de remonstrer au roy le danger de luy et de son royaume, et de luy offrir le serment loyaument et de le mouvoir de luy faire [faire] le serment par les cappitaines de luy obeyr ; et ce fait, de mener le roy en quelque bonne ville de son royaume ; et eussent mandé aux seigneurs que ilz l'avoient, et leur eussent escript que, sans armée, ilz fussent venuz pour besoigner ès matières donc dessusdit est parlé, et qu'ilz fissent retraire leurs gens d'armes ; et eussent fait venir les plus agréables au roy pour les contenter et lez aider à faire contenter les autres. Ledit du Lau honnoura mal veu, quant il voulut mettre en servitude le roy, et qui tant luy avoit fait de biens et honneurs. Et est à noter que [de] ceulx qui se meslèrent de ceste matière, les aucuns en moururent conpez et repentans ; et avoit le Patriarche mal retenu ung proverbe qui se dit en Basque, qui s'ensuit : « *Reguea contragarue ereua* ³, » c'est-à-dire, qui se rebelle contre le roy est fol. Et dit outre ledit du Lau audit de Nemours qu'il ne se souciast point de monseigneur du Maine ; qu'il luy feroit avaler sans ce qu'il s'en aperceust.

1. Cela explique pourquoi le seigneur du Lau perdit, l'année d'après, la grande faveur dont il avait joui jusqu'alors auprès du roi.

2. Peut-être *m'en fut parlé*. La négation est certainement à supprimer.

3 Dans le ms. *Regina contrague erena*. Je dois la restitution de ce passage à M. Boudard, secrétaire de la Société archéologique de Béziers, philologue distingué qui a jeté un jour tout nouveau sur les monnaies ibériennes en se servant de la langue basque pour en interpréter les légendes.

Passage des Bourguignons à Dammartin. Perte et reprise de Saint-Maurice.
(Juin 1465.)

Les Bourguignons ainsi venuz en laditte ville (de Pont-Saint-Maxence) s'épandirent en divers lieux en l'Isle de France¹, et passèrent par Dampmartin, Nantouillet, Villemonble et autres places. Et emmenèrent avec eux Jehan de Chabannes, filz du conte de Dampmartin, qui estoit jeune enfant environ de l'aage de troys ans, et sa seur nommée Jehanne; lesqueulx le duc de Bourgoigne rendit depuis audit conte de Dampmartin à Saint-Mor-des-Fossez, quant monseigneur de Berry s'y trouva. Et fist faire dessus sa robbe une croix Saint-André.

Audit temps fut envoyé mettre le siège devant Saint-Morise, tenu et occuppé par l'adveu dudit conte de Dampmartin, lequel conte l'avoit justement prins comme à luy appartenant à bon et juste tiltre, pour ce que il l'avoit acquis par decret du temps du bon roy Charles septiesme, avecquez les autres terres de Puisaye, desquelles il donna vingt quatre mil escus; et pour lors ne valloient icelles terres que six cens livres de rente ou environ.

Et neuf jours après la prinse dudit Saint-Morise, qui avoit esté rendue par composition, le bastard Vigier, desirant recouvrer la perte que son maistre avoit faicte de sondit lieu, et aussi pour garder que son honneur ne fust blessé, partit de nuyt de Saint-Fergeau avecques quinze ou saize de ses compaignons, et s'en revint audit lieu de Saint-Morise, et se mist en embusche dedans les fossés esquelz pour lors n'y avoit point d'eaue, puis trouva moyen de entrer en ungne granche. Et luy estant en icelle maison ou embusche, arrivèrent en icelluy lieu trois ou quatre hommes de Montargis que le cappitaine dudit lieu envoyoit à ceulx de S. Morice, pour les advertir que ledit Vigier estoit sur les champs pour recouvrer ledit lieu. Et le landemain saillit ung arbalestrier avecquez son arbaleste bendée; lequel fut prins dudit Vigier. Et tantost ledit Vigier cuida prandre la chaîne des ponts du chasteau pour cuider entrer dedans; mais le pont fut incontinant levé. Adonc le capitaine dudit lieu, nommé Roullin, monta audessus du pont avecquez une couleuvrine à main qui ataignit le hault de la salade dudit Vigier, dont il cuidoit estre mort. Et y estoient là présens trois des hommes monseigneur de Chastillon², qui prièrent ledit Vigier qu'il les print à

1. Dans le ms. *en divers lieux en icelle*.

2. C'est-à-dire trois hommes de la compagnie du seigneur de Châtillon, mis en garnison à Saint-Maurice pour le roi.

mercy et qu'ilz luy rendroient la place. Adonc ledit Vigier atacha deux eschelles, et sans aucune résistance monta par sus ledit pont; et quant il fut entré, trouva le cappitaine couché sur ung lit, qui estoit quasi demy mort de paeur.

Continuation des intrigues du duc de Nemours après la bataille de Monthéry.

Le landemain de laditte rencontre, monseigneur de Nemours envoya le seigneur de Lenghac à Corbeil vers le seigneur du Lau porter ses instruccions par escript pour bailler au roy. Et aussi chargea ledit seigneur de Langhac de savoir au seigneur du Lau se l'entreprinse estoit du tout rompue, laquelle ilz n'avoient peu executer pour le hastif departement du roy [du Bourbonnois], et pour l'absence de leurs gens. Et à celle heure dist ledit seigneur du Lau audit de Lenghac qu'il avoit tout gasté d'avoir tant demouré, et que la chose se pavoit encore bien renouer ¹, et que monseigneur de Nemours venist devers le roy, et qu'il avoit plus besoing de ses gens que jamais, et que tout se pourroit appaiser plus doucement que jamais, et que les ehoses estoient en meilleur estat que oncques ne furent. Et luy dist ledit du Lau qu'il n'en dist rien à son oncle ², car pour mourir il ne s'i consentiroit; mais qu'il ne s'en souciast point, [pour] ce qu'il luy feroit avaller ³ sans ce qu'il s'en aperceut.

En ce temps envoya ledit duc de Nemours certains messagiers demandans au roy qu'il lui pleust luy donner la Bastide ⁴ pour luy et pour messeigneurs d'Armignac et d'Albret, et Corbueil pour leurs gens, affin que feussent en seurté contre les autres seigneurs contraires au roy.

Accusations contre Charles de Melun.

En ce mesme temps que le roy estoit à Paris et monseigneur de Charroloys autour de Paris tenant là son siège, messire Charles de Meleun, pour lors grant maistre de France, luy indigne, le seigneur du Lau et Poncet allèrent devers ledit seigneur de Charroloys; et les vist monseigneur de Nemours passer par emprès luy, comme ledit seigneur de Nemours alloit ung soir à son logis à Saint-Mor. Encorez depuis, ledit

1. *Renoncer* dans le ms.

2. Charles, comte du Maine.

3. *Annuler* dans le ms. Voy. ci-dessus, p. 417.

4. La bastille Saint-Antoine.

grant maistre, le seigneur du Lau et Poncet parlèrent longuement audit seigneur de Charroloys en la Granche aux Merciez, près Paris; et quant mondit seigneur de Nemours s'aproucha d'eulx, ils se teurent. Et dit on que mondit seigneur de Charroloys donna audit grand maistre une robe de veloux cramoyssi, fourrée de marthes, et ledit grant maistre luy donna unes heures qui valloyent douze cens escus, ainsy que on disoit (car elles estoient moult belles et bien ystoriées) qu'il donna depuis au roy avec d'autres lettres que messire Charles de Meleun avoit escriptes audit Charroloys, par lesquelles luy promettoit de le servir envers tous et contre tous, sans excepter la personne du roi. Ces choses dessusditez, qui font mencion de monseigneur de Nemours, apparessent clerement par la confession dudit de Nemours faicte à Rodez.

(Mi-août.) En ce temps, messire Charles de Meleun, qui avoit esté lieutenant pour le roy en la ville de Paris, fut desapointé de sa charge pour ce que plusieurs gens de bien advertirent le roy qu'il n'estoit pas ydoïne à exercer icelle charge, et que c'estoit ung homme embrasé de toute luxure, engorgeur de vins et de brouetz, et estoit par maintes gens de bien de ce royaume appelé le second Sardanapalus¹. Et fut baillée la charge qu'il avoit au conte d'Eu.

(1^{er} septembre.) Ledit jour fut faicte belle saillie aux champs et y estoit messire Charles de Meleun, qui fist aussi peu de service au roy comme s'il eust esté en un baing, qui luy estoit en son endroit un paradis terrestre; et devez savoir que ce n'estoit pas son mestier que de la guerre.

(3 septembre.) Ce jour, fut mis et bouté le feu dedens la pouldre de l'artillerie du roy, qui estoit à la porte du Temple². Lequel feu on disoit avoir esté mis par messire Charles de Meleun. Avec ce aussi oy dire en icelluy temps qu'il avoit esté actaint d'avoir viollé et esforcé plusieurs filles et femmes dedens Paris, sous umbre de son auctorité.

(22 septembre.) Et cedit jour, environ deux heures de nuit, monseigneur l'évesque d'Évreux³ fut guetté et accueilly par aucuns ses ennemis en la rue Barre du Bec..., dont aucuns disoient que ce avoit fait faire monseigneur de Villiers-le-Boscage⁴; et d'autres Charles de Meleun, qui en celluy temps regnoit à Paris en toute vie dissolue; car il

1. Les expressions d'*engorgeur de brouets* et de *Sardanapale* ont été relevées dans le *Cabinet de Louis XI*.

2. L'incendie des poudres est mentionné dans la *Chronique scandaleuse*.

3. Jean Balue.

4. J'ometts le récit des coups de bâton donnés à l'évêque d'Évreux, qui est dans la *Chronique scandaleuse*. Le reste est propre à notre interpolateur.

avoit femmes et filles de tous costez, tant par violence que autrement : et estoit bruit par gens de bien , que, quant il n'en pouoit faire sa volunté, il faisoit mettre leurs pères, mères et maris en prison. Et encores estoit bruit tout notoire que, quant aucuns des mariz desdites femmes, et pères et mères desdictes filles deffendoient à leurs filles de non le hanter, il trouvoit moyen , pour accomplir sa puante luxure , et sans y garder ordre de droit, de les mener en lieu propre où les pères et mères et les mariz des femmes le pouoient veoir acomplir son maleureux péché. Et depuis l'a ainsi confessé quant il fut exécuté par justice, en faisant son procès; laquelle confession ne lui prouffita à ses corps ne biens.

Serment des confédérés contre le roi.

Et le vendredi xiiii^e jour de septembre mil quatre cens soixante-cinq, fut fait serment contre le roy par les seigneurs cy après nommez en la manière qui s'ensuit, ès presences de monseigneur le duc de Berry, monseigneur le duc de Bretagne, monseigneur le duc de Calabre, monseigneur le conte de Charroloys. C'est assavoir : monseigneur le duc de Bourbon; monseigneur le duc de Nemours; monseigneur Allof de Clèves, seigneur de Ravestain; monseigneur le conte de Dunoys; monseigneur le conte de Marle; monseigneur le bastard de Bourgoigne; monseigneur le conte de Tonnerre, seigneur d'Arguel; monseigneur de Lissac; monseigneur de Chaumont; monseigneur Anthoine de Chabannes, conte de Dampmartin; monseigneur de Lescun; monseigneur le mareschal de Bourgoigne; monseigneur de Montagu; monseigneur le marquis de Rothelin; monseigneur de Créqui; messire Jehan Daillon, seigneur de Fonteynes, et maistre Pierre Doriolle, assemblez à l'hostel de monseigneur de Charroloys, à Conflans lez Paris :

Ont juré et promis sur les saintes évangilles, et touché corporellement le messel, de bien et loyaument eulx entretenir les ungs avec les autres en bonne union et amour, et n'abandonner l'un l'autre pour chose qu'il adviengne, mesmement en la matière présente, pour laquelle ilz sont assemblez. Avec ce ne prendront quelque appointment, traicté ou party avec le roy, les ungs sans les aultres. Et de reveler les ungs aux autres toutes les ouvertures qui seront faictes à aucuns d'eulx particulièrement par le roy ou aultres, ou par ses gens ou autres de par luy. Semblablement de tenir tous lez consaulx et declaracions qui seroient faitz entre eulx, touchant les matières dessusdites, sans aucune chose en reveler. Et ou cas qu'il y auroit aucun d'eulx qui fe-

roit le contraire esdittes matières, ilz ont promis et juré, comme dessus, tous ensemble courre sus à celluy qui ainsi feroit comme à leur ennemy capital. Et sy ont avecques ce promis et juré que, pour chose quelconque que advenir s'en puisse, ilz ne abandonneroient point les serviteurs l'un de l'autre qui les ont ou auront servi ès avant dittes matières.

En tesmoing de ce, d'un commun accord, Jehan le Gros, le jeune, secretaire et auditeur de monseigneur de Charrolois, en fist et bailla acte et certification de sa main à tous ceulx dessus nommez qui avoir le voudroient.

Et devez savoir que quant ledit serment fut faict du Bien Publicque contre le roy, que la plupart desditz seigneurs furent trovez au palaiz chacun ung de leurs gens portant une sainture grise, affin qu'ilz se peussent congnoistre les ungs aux aultres, et par ce moyen le roy ne les peut congnoistre. Là furent jusquez à ce que le feu fut allumé.

Bon mot sur le traité de Saint-Maur.

Après l'appointement fait, le roy demanda à monseigneur de Montbosier à quoy il tenoit que les vins estoient si mauvais en laditte année. A quoy ledit seigneur luy respondit qu'il ne s'en esbahissoit point, et que c'estoit au moyen des sermens qui n'avoient riens vallu, ne [ne] vaudroient.

Départ du duc de Normandie dans les terres de son apanage.

(Novembre 1465.)

Et devez savoir que monseigneur Charles, qui estoit party de Paris pour aller en Normandie, vint à Ponthoise, et de là à Vernon, où illec eust nouvelles de la grant seneschalle¹ et de monseigneur d'Évreux, pour la cappitainerie de Rouen, mareschaussié, qui estoient fort ennemis de Jehan, monseigneur de Lorraine, désirant estre mareschal²; et

1. La grande sénéchale de Normandie, veuve de Pierre de Brézé, tué à Montlhéry. Le roi lui avait confié la garde de Rouen après la mort de son mari, et elle trahit le roi en introduisant les confédérés dans la ville, ce qui fut cause de la cession de la Normandie au prince Charles.

2. Toute cette phrase est profondément altérée. Le sens est que la grande sénéchale et l'évêque de Bayeux (plutôt que d'Évreux) informèrent le duc des querelles que se faisaient ses émissaires pour avoir les grands offices du duché; la charge de mareschal étant brigüée par Jean de Lorraine, comte d'Harcourt, on ne dit pas contre qui; celle de capitaine de Rouen, etc.

au contremonseigneur de Bueil desiroit estre capitaine de Rouen, et ung escossoys nommé Patrix Foucard, qui avoit esté capitaine de la garde Charles septiesme. Et en ces differans, manda le duc de Normandie à son mareschal des logeiz Christoffe de Plailly, qui depuys fut mareschal du roy, qu'il vint hastivement devers luy à Rouen, tant pour les logeiz que pour luy bailler la garde dudit chasteau de Rouen, pour appaiser les dessusditz. Et après que ledit de Plailly fut arrivé devers ledit duc, fut depesché touchant ses logeiz incontinent. Et manda ledit duc à laditte seneschale, qu'elle baillast lesditz clefs du chasteau de Rouen audit de Plailly, et non à autre capitaine fist.

Pour prandre possession en laditte duché, s'en alla jusques à Saincte Catherine du Mont de Rouen, où illec sejourna par diverses journées, en attendant que ceulx de Rouen eussent préparé ce qu'ilz avoient intencion de faire pour son entrée. Mais cependant se esmeust discencion entre monseigneur Charles et le duc de Bretagne, par mauvais et sinistres rappors. Et fut dit audit monseigneur Charles que ledit duc de Bretagne avoit entrepris de le prandre et ramener en Bretagne; et disoit on que de ce estoit consentant le conte de Dampmartin¹; ce qui n'estoit pas vérité. Et donna ledit duc, luy estant audit lieu de Saincte-Katherine du Mont de Rouen, audit conte de Dampmartin, mil frans content, pource que tousjours l'avoit trouvé très vertueux et honneste escuier, et très resplandissant en armes du temps du roi Charles septiesme; et aussi qu'il estoit garny de plusieurs grandes vertus, qui sont à tous vices contraires.

Et furent semées lesditz parolles contre le dū et contre vérité, pour ce qu'il y avoit aucunes gens environ monseigneur le duc de Normandie qui n'eussent jamais voulu qu'il se fust gouverné par l'opinion du duc de Bretagne ne du conte Dampmartin; mais estoit ledit conte de Dampmartin tousjours d'opinion que icelluy duc de Normandie se devoit totalement gouverner par ledit duc et son conseil, voyant que l'une des principales parties de sa fortune en despendoit.

Fuite du duc de Normandie (janvier 1460).

Et cependant mondit seigneur Charles, luy et plusieurs autres de sa compagnie, sortirent hors de laditte ville de Rouen et s'en tirèrent à Honnefleu et à Caen, où ils furent depuis aucune espace de temps, où se trouva le duc de Bretagne. Et y eut grant parlement entre lesditz

1. Toute la phrase depuis *et fut dit* est dans la *Chronique scandaleuse*.

princes par troys ou quatre jours. Et pendant ledit temps, ung gentil homme nommé Colinet de la Croix, du pays de Caulx, serviteur de monseigneur de Berry, qui trouva façon d'avoir navire, soudainement et secrettement l'avitailla; et fut [conclud] par le conseil de mondit seigneur de Berry qu'il se devoit bouter sur la mer, et s'en aller en Flandres ou autres lieux où il pourroit mieulx. Et fut dedans ledit navire le duc de Berry et tous ses gens. Et alors arriva monseigneur Geoffroy de Gollerain¹ de par le duc de Bretagne à monseigneur de Berry, et luy dist : « Monseigneur le Duc a grant envye de vous veoir avant vostre partement. » Et alors revint monseigneur de Berry devers le duc, et furent ensemble; et cependant la mer se retyra, et fut le voyaige rompu, et faillut que mondit seigneur de Berry s'en allast avec le duc à Caen, où il fallut que ledit monseigneur de Berry vendist sa vesselles pour nourrir ses gens, disant qu'il aymoit mieulx menger en vesselles d'estain et de boys, avant que ses gens ne fussent nourris. Et de là s'en alla en Bretagne avec le duc, où il fut bien trois ans.

Le bâtard de Bourbon créé amiral (mai 1466).

En icelluy temps mourut à Thours monseigneur de Montauban, admiral de France, qu'aucuns meseroient d'avoir esté cause de plusieurs discensions; et entre autres on disoit que par son conseil, le roy estant daulphin, ne vult oncques venir à appointment avec son père.

Et après le décès dudit de Montauban, le roy donna le dict office d'amiral à Loys, bastard de Bourbon, lequel estoit très-gentil, vaillant et loyal chevalier, et qui bien servoit léaument le roy et la couronne de France, et n'espergna oncques chose qui feust à luy pour employer au service du roy, et a eu tousjours aussi grant esguard pour mener les affaires du roy son maistre, autant et plus qu'il n'a fait les siennes. Et pour les vertuz donc il estoit garny, et aussy qu'il avoit espousé la fille naturelle du roy, luy fut baillé ledit office d'amiral.

Et peu fut ploré la mort dudit feu admiral, à cause qu'il fist oster l'office d'admiral au seigneur du Bueil, lequel le tenoit du temps du feu bon roy Charles septiesme. Et estoit le dit du Bueil chevalier de très-grant et bonne renommée, qui avoit fait en France de très bons et recommandables services, et de quoy la mémoire ne sera jamais effacée entre les hommes de vertu.

1. Sans doute Geoffroi de Couvran.

Antoine de Chabannes créé grand maître de l'hôtel.

Et le jeudi, treiziesme jour de fevrier mil quatre cent soixante six ¹, le roy Loys, pour les bons et louables services à lui faitz et à la chose publique par Anthoine de Chabannes, conte de Dampmartin, pour ce qu'il estoit l'un des plus grans cappitaines de ce royaume, luy donna l'office de grant maistre de l'ostel de France. Et luy fist ledit don présents monseigneur de Bourbon, monseigneur de Treignel, chancelier de France, monseigneur de Crussol, chambellan, comme appert par les lettres d'icelluy seigneur, signées Delaloere, secrétaire.

Et le vingt-huitiesme jour de mars ensuyvant, ledit Anthoine de Chabannes, conte de Dampmartin, fist le serment dudit office de grant maistre d'ostel de France, ès présences desditz seigneurs de Bourbon, de Treignel, de Crussol et maistre Jehan Delaloère, secrétaire dudit seigneur. Lesqueulx, après le serment faict par ledit grant maistre d'icelluy office, donc ilz furent bien joyeulx, dirent que le roy ne pouvoit pas mieulx pourveoir audit office.

En ce temps ledit grant maistre fist faire et édifier de brique les chasteaulx de Dampmartin et de Saint-Fergeau en Puisaye, qui sont deux bonnes et fortes places. Et si fonda à chascun desditz lieux ung collège de chanoines à l'intention du bon roy Charles septiesme et de luy, à cause des grans biens que ledit seigneur son maistre luy avoit faitz; et auparavant, dès le temps dudit roy Charles, il achetta les terres et seigneuries de Saint-Fergeau, Saint-Morise sur l'Averon ², Champignelles, leurs appartenances et dépendancez, pour la somme de vingt-quatre mille escus, qu'il paya contens dès l'an mil quatre cent soixante six. Lequelles places luy furent adjugés par decret en laditte année et par arrest de la cour de parlement.

Lettre de Louis XI à Antoine de Chabannes après l'arrestation et l'évasion d'Antoine du Lau (1467).

En ce temps, le roy escripvit unes lettres à monseigneur le grant maistre, pour faire interroguer l'un des serviteurs du seigneur du Lau, dont la teneur s'ensuyt :

« Monseigneur le grant maistre, je vous envoie le double du procès de René des Nobles, pour sur icelluy faire bien examiner ung nommé

1. Vieux style; c'est 1467.

2. Près de Châtillon-sur-Loing, aujourd'hui dans le département du Loiret.

Bauquet, qui est prisonnier à Loches, pour tousjours mieulx ataindre la vérité de l'eschappement du sieur du Lau. Et pour ce, et affin de mieulx et plus seurement y besonger au vray, je vous prie que incontinent ces présentes veues, [envoiez] à Loches quérir ledit Bauquet par des gentils hommes bien seurs et des plus féables que ayés en vostre compagnie, pour l'amener à Chasteau-Gaillard bien et seurement, et illec faire et achever un procès. Je escript au cappitaine de Loches que ledit Bauquet soit délivré à ceulx par qui l'envoiez quérir. Monseigneur le grant maistre, advisés bien qu'en amenant ledit Bauquet, qu'il soit mis en habit dissimulé, et vous gardés des gens de monseigneur de Bourbon, et aussi que on ne leur oste en chemin. »

« Donné à Compiègne, le vingt-cinquième jour de septembre; » signé « Loys, » et « Meurin, » secrétaire. Et sus la surescription d'icelles : « A nostre cher et féal cousin le conte de Dampmartin, grant maistre d'ostel de France. »

Condammnation de Charles de Melun.

Le samedi vingtiesme jour dudit moys d'aoust, audit an mil quatre cent soixante huit, messire Charles de Meleun, seigneur de Normenville, qui avoit esté grant maistre d'ostel de France, lequel office il avoit usurpé sur Monseigneur de Crony auquel le roy l'avoit paravant donnée, et lequel avoit esté nouvellement constitué prisonnier par le commandement du roy, en son Chasteau-Gaillard lès Andely-sur-Seyne, et baillé en garde entre les mains d'aucuns gens d'armes de l'ordonnance du roy : après son procès fait par messire Tristan Lermite, acompagné d'aucuns seigneurs de la court de parlement et autres notables gens de conseil à ce commis, par ledit messire Tristan fut condempné à estre décapité comme criminel de lèse-majesté, pour aucunes forfaitures, traïsons, violences et autres crimes par lui commis et perpetrez. Lesquelz estoient sy grans et abhominables, que quasi l'on seroit infect de les proférer ; sans en ce comprendre plusieurs efforcemens de femmes et filles qu'il avoit faitz, donc cy dessus est fait mencion.

Et outre déclaira à sa fin qu'il avoit eu quatre mil escus du seigneur de Chalençon ¹, de quoy il sentoît sa conscience chargée ; à cause que ledit de Meleun luy avoit fait avoir plusieurs faveurs et lettrez du roy, pour avoir la viconté de Pollignac, laquelle pour lors il plaidoit. Et ne fut ledit de Meleun plainct du roy ne d'autres grans personnaiges du royaume, pourceque on le congnoissoit fort inutile en ce monde et du-

1. Clarençon dans le ms.

quel la garde ne valoit riens. Et avoit le cueur ouvert à tous vices et clos à toutes vertus ; et disoient aucuns que c'estoit pain beneist de l'avoir effacé de la terre des vivans.

Et telle a esté son yssue de ce monde au marché d'Andely, où il fut décapité par la main du bourreau , sans que nulles larmes de la grant multitude du peuple qui là estoit présent , luy fussent donneez. Et fut le pourchas de son exécution totalement faict par le cardinal Balue, qui lors gouvernoit.

Confiscation de Balue (1469).

La tapisserie fut baillée au gouverneur de Roussillon et la librairie à maistre Pierre Doriole, et ung beau drap tout entier contenant vingt-quatre aunes et ung quart, qui bien valloit douze cents escus, et certaine quantité de martres sibelines et une pièce d'escarlate de Flourence furent baillez et delivrez à monseigneur de Crussol ; et ses robes et ung peu de mesnaige fut vendu pour payer les fraitz des officiers et commissaires qui avoient vacqué à faire la ditte inventoire. Et le seay pour vérité pour ce que j'estoie présent à le faire.

Et ne révoquez point en doubte que ledit Balue avoit plusieurs grans ennemis qui injustement peurent estre cause de sa prinse, nonobstant que beaucoup de saiges chevaliers de ce royaulme et qui pour les cieulx ne vouloient point perdre la terre, l'estimoient homme de très-grant esprit, et disoient qu'ilz n'en avoient point veu de pareil. Et telles paroles furent par eulx portées au roy, qui peurent estre cause de refrener son ire.

En ce temps fut escript par ung quidem en la chambre de monseigneur de Guienne, ce qui s'ensuit :

Maistre Jehan Balue
A perdue la veue
De ses éveschez.
Monsieur de Verdun
N'en a plus pas ung :
Tous sont despeschez ¹.

Défense de la ville de Saint-Quentin, nouvellement reprise par les Français.
(1470.)

Le dixiesme jour de décembre monseigneur le connestable vint et entra pour le roy en la dicté ville atout deux cens lances et les

1. Ces vers sont dans le *Cabinet de Louis XI*, mais sans rien qui les amène.

archiers donc il avoit la charge. Toutesfoyz, pour ce qu'il avoit toujours esté du party du duc de Bourgoigne, le populaire de France n'estoit pas bien asseuré de luy et en murmuroit bien fort. Et lors voyant ledit duc de Bourgoigne que le dit connestable estoit en icelle ville (lequel fut cause de la prinse d'icelle et y fist bon et grant service au roy), icelluy duc fist assembler ses gens et toute son armée et s'en vint faire une course jusques audit Saint-Quentin, et telle qu'il y eut une escarmouche bien verte et aspre pour les François, car il y en eut d'aucuns qui furent contrainctz à eulx jeter des murailles en bas; et mist à icelle cause ledit duc de Bourgoigne le pié à terre, lequel avoit avec luy ung gentil homme nommé Pierre Rereus qui avoit lessé le roy pour le desplaisir et mal que le dit seigneur luy vouloit, homme très-hardi et non desgarny de cuer, lequel dist telles parolles ou semblables, luy estant à pié comme le dit duc de Bourgoigne : « O ! Dieu soit loué, car j'ay trouvé ung maistre qui aussi fort que moy se voudroit trouver à la feste. » Mais ce néantmoins furent tuez plusieurs de ses gens, et entre les autres ung sien page nommé Pierre Regnard, qui tousjours portoit la saladde dudit duc. Et furent iceulx Bourguignons à la parfin chassez très-honteusement et à leur grant honte et confusion.

A laquelle répulsion estoient le conte de Dampmartin, grant maistre de France, monseigneur le gouverneur de Lymosin, monseigneur de Crussol, gents très-hardiz et vaillans en guerre, et plusieurs autres.

Réduction d'Amiens. (Février 1471.)

Et fut faicte la ditte réduction par le moyen du conte de Dampmartin, grant maistre de France, lequel estoit de par le roy, pour mener la pratique de la réduction de la ditte ville d'Amyens, dedans la ville de Beauvais. Et devez sçavoir que ledit grant maistre qui estoit lieutenant général du roy, fist advertir ceulx de la ditte ville d'Amyens qu'il estoit d'opinion qu'ilz envoyassent ¹ unes lettres qu'il leur avoit escrip-
tes, après qu'il eut eu la seureté des mayeurs et eschevins de laditte ville, et mesmement de maistre Jehan du Caurroy et plusieurs grans personnages qui menoient ceste espousée au moustier; qu'ilz luy devoient aussi envoyer les lettres escriptes par mondit seigneur le grant maistre audit duc de Bourgoigne ². Et les causes ad ce les mouvans furent pour

1. Il faut suppléer au duc de Bourgogne.

2. C'était sans doute une lettre de récriminations, écrite en réponse à une autre que le duc avait envoyée au comte de Dammartin, comme celles qui sont dans le *Cabinet de Louis XI*, ch. 5. En conseillant au corps de ville d'Amiens d'envoyer ces lettres

ce qu'il doubtoit que ledit duc luy peust toutallement rompre son entreprinse et mettre quelque grosse puissance de gens dedans pour y résister. Et luy sembloit aussi que le duc pourroit prendre quelque assurance en eulx pour cause dudit advisement : ce qu'il fist. Et fut la ditte opinion cause de la reduction de la ditte ville.

Toutesfois j'ay oy dire à aucuns Bourguignons, après les lettres envoyées au duc, qu'il fist assembler son conseil et ses chefs de guerre pour savoir qu'il avoit à faire sur ceste matère. Desquelz la plus part fut d'opinion que le duc devoit mettre dedans la ville d'Amyens une grosse puissance de gens d'armes, et qu'ilz ne savoient si lesditz mayeurs et eschevins avoient envoyé les dittes lettres pour quelques finesse. Et autres des chefs de la guerre furent d'opinion contraire, disans que, se le dit duc mettoit plus grant armée dedans la ditte ville, que ce seroit la cause qui plus mouveroit les habitans d'eulx rendre aux François, et qu'il devoit lesser seulement dedans la ditte ville la garde qui y estoit. De laquelle opinion se tint le duc de Bourgoigne content, pour ce qu'elle luy sembloit la meilleure.

Défense d'Amiens.

En icelluy temps que le conte de Dampmartin estoit dedans la ditte ville d'Amyens, le duc de Bourgoigne, voyant la perte qu'il avoit faite qui n'estoit pas petite, pour ce que depuis il ne fist chose digne de mémoire qui fust à sa louenge contre le roy : tantost après, à tout bonne et grosse armée de Bourguignons, se partit très-bien garni de bonnes fleustes d'artillerie pour soy aller parquer devant Amyens en espérance de faire son effort de la recouvrer. Et en y allant passa par Piquegni, où il prinst le bourg et le chasteau, dedans lequel estoient aucunes gens de guerre tant de la compagnie du grant maistre que d'autres, avec certain nombre de frans archiers, dont aucuns leur donnèrent blasme de ce qu'ilz avoient laissé prandre le dit chasteau par leur faulte.

Et advint que pendant que le duc tenoit son parc devant Amiens, il y fut fait plusieurs grosses courses et escarmouches, tant d'un costé que d'autre; et entre les autres y en fut faite une par aucuns des cappitaines estans en laditte ville, qui estoient au nombre de quatre cens lances, cuidans destrousser les vivandiers et quelque grant nombre des hommes d'armes qui estoient au duc et qui avoient la charge de gar-

au duc de Bourgogne comme indignes de leur attention, Dampmartin pensait endormir le duc sur les véritables dispositions des Amiénois : ce qui eut lieu effectivement.

der et conduire lesdits vivandiers; là où ilz fallirent à leur entreprinse pour ce que les vivres arrivèrent plus tost au parc du duc qu'ilz les peussent rencontrer. Et voyant qu'ilz avoient failly à leur entreprinse, repeurent en ung villaige. Et devez sçavoir que le seigneur des Querdes, qui estoit au duc, avoit des gens sur les champs qui luy allèrent dire la couvyne des François. Le duc de Bourgoigne qui estoit garny de plus grant vertu que de sens, et par l'opinion dudit seigneur des Querdes, fist sonner sa trompette, laquelle avoit de coustume ne oser sonner sans le commandement de son maistre; et après que la ditte trompette avoit sonné, toutes les autres de l'ost sonnoient, autrement non. Et advint que le duc marcha à compaignie de huyt ou dix mil hommes devant la ville d'Amyens.

Et en ces entrefaictes estoit sorty hors de ladite ville le conte de Dampmartin, pour savoir nouvelles des cappitaines qui estoient sortis dehors par son commandement; et estoit ledit grant maistre vestu d'une robe de veloux noir, n'ayant sur soy que une longue dague que voulentiers il portoit pour toute défense; et estoit en sa compaignie ung nommé Gravières, bon et hardi homme d'armes, qui estoit à l'admiral bastard de Bourbon, à l'occasion que la compaignie dudit admiral estoit soubz la charge dudit grant maistre, et aussi celle de monseigneur de Bueil et de plusieurs autres grans cappitaines, gens de bien et de bonne et grande renommée. Et aussi avoit avec luy ledit grant maistre ung homme d'armes nommé Grauzay, de la compaignie de monseigneur de Painthièvre, Regnault Du Chesnoy, son maistre d'ostel, qui depuis le fut du roy pour ce qu'il s'estoit trouvé en ceste compaignye, et aussi fut depuis cappitaine de Sausses et de Locade ¹, et ung nommé Jehan de Harmes, natif de Beauvoisin, bon et hardi homme d'armes.

Et pour advertir de ceste affaire tous ceulx qui prennent plaisir à lire et escouter les faitz de la guerre, moy, croniqueur, ay oy dire et raconter à ceulx que j'ay cy dessus nommés, lesquelz en ma présence en furent interrogés devant le roy et monseigneur de Nerbonne, filz du conte de Fouez; et aussi le sçay de vérité pour ce qu'ilz ne s'en parjurèrent point, car le roy m'avoit envoyé expressément à Amyens pour veoir comment il y estoit servy. Et furent leur dépositions telles :

C'est assavoir que quarante hommes d'armes qui estoient au roy soubz la charge des cappitaines et qui avoient repeu audit village et s'en retournoient audit Amyens, pour ce que leur entreprinse avoit esté rompue, furent chassés cul par dessus teste par les coueurs et quelque

1. De Salses et Leucate, en Roussillon.

nombre de gens de l'avant-garde du duc, qui s'estoient partiz de leur enseigne. Et advint en cest endroit que Jehan de Harmes, qui estoit monté sur ung cheval d'Espagne, qui avoit esté envoyé par le grant maistre pour savoir des nouvelles que faisoient les gens, s'en retourna incontinant qu'il vit la fuite desditz François que les Bourguignons suyvoient, et dist au grant maistre : « Monseigneur, retirez-vous, car voicy le duc de Bourgoigne qui vient ; » qui luy respondit qu'il n'estoit pas vray. Et icelluy de Harmes lui dist : « Monseigneur, sauf votre grâce, vous en verrez présentement l'expérience. » Et lors le grant maistre se retourna tout soubdainement et aperceut venir lesditz Bourguignons approcher, et ne dist autre chose aux François qui alloient devant, synon : « Tournez, tournez ; » ce que firent quinze ou seize hommes d'armes ; et le surplus print son chemin où il peult pour soy saulver, et ceulx qui estoient demourés furent la pluspart tuez et les autres prins.

Ce voyant le grant maistre qu'il estoit impossible à luy de résister contre lesditz Bourguignons, pour ce que les quatre cens lances estoient hors de la ville, comme dit est, et aussi pour garder que aucun inconvenient ne advint à la ville, se print à galoper sur une haquenée noyre qu'il avoit, et dist à Gravières, à Grauzay, à Regnault du Chesnoy et Jehan de Harmes, telles parolles ou semblables : « Nous fault-il à ceste heure fuyr ? » Lesquelz luy dirent : « Monseigneur, la présente fortune le quiert ainsi. » Et lors que fut faicte la retraicte desditz gens d'armes, l'enseigne de l'avant-garde du duc estoit très-près d'eulx. Si advint que le grant maistre, acompagné des dessus nommez seulement, arriva à la barrière devant laquelle il se getta à pié avec ses gens, et passèrent par dessoubz la barrière ; et fut baillé audit grant maistre une lance par ung de ses paiges, nommé Anthoine de Carnaz et qui pour lors estoit assés aagé pour soy deffendre : ce qu'il sceut bien faire pour ce qu'il avoit oy le bruyt et veu sonner l'effroy. Et illec trouvèrent monseigneur de Nerbonne, filz du conte de Foix, acompagné de trente hommes d'armes. Et est assavoir que les Bourguignons ne faillirent point d'aller au droit de la barrière où il y avoit une de leurs enseignes, là où il fut vaillamment combatu tant par monseigneur de Nerbonne que par le grant-maistre et ses gens ; mais c'estoit en façon qu'il sembloit qu'ilz désirassent plus de garder leur honneur que de saulver leurs vies. Et par leur moyen ne vindrent point les ennemys à leur intencion.

Dessein du roi de faire attaquer le camp des Bourguignons devant Amiens.

En la ditte année mil quatre cent soixante-dix ¹, le roy mist en conseil assavoir se monseigneur de Bourgoigne seroit combatu dedans son parc, et s'il seroit possible de le deffaire, donc il faisoit doubte veu le grant nombre de gens d'armes qu'il avoit; lequel [parc] estoit merveillex et grant; et estoit le dit duc de Bourgoigne garny de bons et vaillans cappitaines entre lesquelz y estoit Philippe de Crèvecœur, seigneur des Querdes, et Jacques Galiot, bon et vaillant chevalier envieilli d'onneur. Et estoient audit conseil pour le roy, monseigneur le duc de Bourbon, monseigneur le connestable, monseigneur le grant maistre, les mareschaulx, monseigneur l'admiral de France, Jouachin Rouault, le seigneur de Torcy, Sallezart, seigneur de Saint-Just, bon et loyal chevalier, qui bien et loyaulment servit le roy, avec d'autres capitaines qui avoient aydé à expulser et mettre hors les Anglois du royaume de France, du temps du bon roy Charles septiesme.

Et pour première oppinion le roy demanda à monseigneur du Bueil, très-notable chevalier et de vertu, envieilly entre les gens d'armes, ce qui luy en sembloit de la forme et manière comment se pourroit faire le combat. Lequel respondit les paroles qui s'ensuivent: « Sire, ne faites nulle doubte, puisque vous avés ceste voulenté d'essayer la force de monseigneur de Bourgoigne qui n'est pas petite, mais grosse et puissante, selon ce qu'il me peult sembler, que je ne mette ma vie et mes biens à vous faire justice touchant la pescherie du duc de Bourgoigne, de mettre en essay de l'aller pescher en son parc. Mais je vous veuil bien advertir que s'il n'estoit question que de huit ou dix mil hommes, desquelz je ne veiz jamais gueres plus grant assemblée, je vous en diroye ma voulenté; mais je ne veiz jamais telle armée. »

Sur laquelle oppinion se arrestèrent plusieurs capitaines, et lors le roy demanda l'oppinion à son grant-maistre, qui luy respondit ces motz :

« Sire, je ne suys point en doubte que monseigneur de Bueil ne die vérité, et que luy et moy, ne tous ceulx de la compagnie, ne veismes jamais telle assemblée que sont les Bourguignons; mais, sire, il fault que vous entendez aussi que le roy Charles, vostre père, ne fut jamais veu en telle puissance que vous estes, car vous avés au jourduy quatre mil hommes d'armes et plus de vingt mil combatans, sans ce que avez derrière vostre doz, qui est souffisant pour combattre tous les princes du monde pour ung jour. Et s'il vous plaist, sire, ferez getter l'op-

1. Vieux style; c'était le carême de l'an 1471.

pinion par escript dudit seigneur de Bueil et autres notables gens qui sont icy présens et assemblés, et la forme et manière comment il entendoit faire ledit combat; et de ma part, je suis d'avis et d'opinion que faire se doyt, car j'espère le tout venir à vostre louenge et honneur, et à la gloire de tous ceulx qui s'en mesleront.»

Et quant le roy eut oy les responcez et oppinions, il y vult penser et icelle fist rédiger par escript, et ordonna Gastonnet du Lyon, seneschal de Thoulouse, plain de soing, de très-grant diligence en l'affaire, pour rapporter les oppinions desditz capitaines et chiefz de guerre par escript. Et icelles veues et leues, se arrestèrent tous à celle dudit grant maistre, comme la plus apparante et plus chevalereuse. Et veuez lesditez oppinions, fut par le roy en plain conseil ordonné le dit combat.

Depuis laquelle ordonnance, fut grandement débattu par ledit seigneur et les chiefz de guerre qui auroit la charge des gens de cheval ou des gens de pié; ou se le conte de Dampmartin grant maistre France, ou le seigneur de Bueil les auroient, et lequel des deux meneroit les gens de cheval. Lors respondit le grant maistre qu'il estoit prest à mener l'une desdittes bandes, tant celle des gens de pié que de cheval, ou laquelle qu'il plairoit au roy, offrant d'y employer sa vie; laquelle bande dont il auroit la charge, il n'espéroit point perdre sans estre chièrement vendue à ses ennemys, et qu'ilz n'en eussent doloieuse victoire. Mais tost après, le roy escrivit au connestable et grant maistre, qui avoient la charge desdittes bandes, qu'il n'y eust aucun combat fait, pour la suspicion qu'il avoit d'aucuns ses capitaines; parquoy, en obtempérant à la volonté du roy, n'en fut riens fait.

Mot du duc de Bourgogne sur le mariage de sa fille, fiancée au duc de Calabre (1472).

Et devez savoir que monseigneur de Bourgogne ne vouloit point mettre si legièrement sa fille hors de ses mains, pour ce qu'il entendoit bien que c'estoit le meilleur baston¹ qu'il eust. Et ung jour que ledit duc de Bourgogne estoit en quelque lieu secret, l'un des princes et seigneurs du royaume luy demanda quant il marieroit sa fille; lequel duc luy fist responce, que ce seroit mais qu'il fust rendu cordelier de l'observance. Et qui voudra sçavoir touchant ceste matière, il en est fait mention au procès du Connestable.

1. « La meilleure arme. »

Y eut aucuns grans personnages qui furent suspicionnés de sa mort, lesquelz luy estoient très prochains de lignaige, ainsi que disoit monseigneur de Comminge, lequel soustenoit à toute puissance que le duc avoit esté empoisonné et maléficié par l'exprès commandemens de celuy qui naturellement estoit tenu de l'aymer. Et devez savoir que le seigneur de Lescun, congnoissant que une si grant mauvaistié avoit occupé le couraige de l'abbé de Saint Jehan d'Angeli, et qu'il avoit fait si grant trahison que d'estre conspirateur de la mort de son maistre par poison, pour quelque somme qui promise luy avoit esté, dont il avoit receue partie d'icelle, comme il disoit, auquel ledit duc avoit fait de si grans biens sans l'avoir envers luy mérité; et [de] Jehan de la Roche, escuyer de cuisine de mondit seigneur de Guyenne, qui estoit compaignon de ce malefice avecques l'abbé : comme meurtriers et faulx insidiateurs, qui par poisons avoient empoisonné le très débonnaire et jeune prince monseigneur le duc de Guienne estant extimé de touz médecins de longue vie (et n'y saroye autre chose que panser, sinon que fortune eust envye de ses vertuz, de quoy leur meffait devoit surmonter toutes paines), furent prins et chargés par ledit de Lescun sur ung navire, et les mena au très bon duc de Bretagne, hayant tout vice, garny de vertuz et amy parfait de tout honneur et de noblesse. Par lesquelz dessusditz fut le pot descouvert. Et quant ledit de Comminges présenta lesditz abbé et de la Roche au duc, dist telles ou semblables parolles : « En vengeance de monseigneur le duc de Guyenne et de vous, monseigneur mon maistre, qui avez perdu vostre très cher et parfait amy; et aussi pour ce que vous, qui estes vivant, et luy, estiés mes maistres droicturiers, je vous amène les meurdriers de leur maistre et seigneur, pour estre pugniz comme on doit faire à telz gens pour donner exemple à toutes gens usant de ceste fauleeté. Lequel duc trespasé estoit indigne de celluy méfait et martire, et requiert et peult requerir son âme à Dieu que justice en soit faicte. Si prie à Dieu qui luy doint grâce d'ouvrir ses yeulx à veoir que je fait à mon pouvoir touchant sa vengeance. » Et lors le duc respondit : « Ilz auront le loyer qu'ilz ont mérité, et vouldroie que je teinsse aussi bien entre mes mains ceulx qui leur ont fait faire, que j'ay

1. Ce texte important, dont la substance se trouve dans la plupart des historiens, n'est connu, dans sa forme originale, que par un fragment que Duclos a mis en note au cinquième chapitre de son *Histoire de Louis XI*. Duclos en avait trouvé la copie dans les papiers de l'abbé Legrand.

ceux icy, car je ne les lesseroye point aller sans pleige, et croy qu'il n'y a homme en chrestienté qui les sceust pleiger. » Et lors commanda qu'ilz feussent menez en prison et bien gardés. Et fut mis ledit abbé en une maison nommée la Musse en la ville de Nantes, qui estoit gardée par Bertrand de Mussillac, et ledit de la Roche au Bouffart ¹. Et longtemps après, voyant ledit abbé le péchié qu'il avoit fait, se desespera, se pendit et étrangla à ung tref qui estoit en la chambre où il estoit en prison, en disant ces paroles : « *Peccavi tradens sanguinem justum.* » Et dudit escuyer ne sçay qu'il devint ; mais tant y fut qu'il fut secu par la plus part des royaumes chrestiens la fumée de l'empoisonnement dudit duc de Guyenne.

Défense de Beauvais (1472).

En celluy temps ² aussi entra monseigneur le grant maistre dedans laditte ville de Beauvais, très petitement acompagné, pour ce que ses gens d'armes estoient demourés en Guienne où il avoit esté avec monseigneur de Beaujeu, auquel seigneur de Beaujeu le roy avoit donné le gouvernement de la duché de Guienne. Et n'eussent esté ledit grant maistre, monseigneur de Torcy et Sallezart, tous les autres capitaines lors estans en laditte ville de Beauvais, estoient d'opinion de lesser et abandonner la ville ; car il leur avoit esté remonstré que icelle ville n'estoit point tenable pour les causes qui leur furent alléguées, et aussi veu la puissance du Bourguignon et la grant batterie que son artillerie y avoit faite. Et outre leur fut remonstré que, si monseigneur de Bourgoigne les enclouoit par la porte de Paris et qu'ils passassent la rivière, qu'il y avoit dangier. Ausquelz le grant maistre fist responce qu'ilz estoient assez puissans pour lever l'un des sièges ³, et qu'ilz ne povoient estre emportez d'assault au nombre de gens qu'ilz avoient ; et aussi leur dist : « Fortune ne nous sauroit desdire en façon que nos ennemys n'eussent doloieuse victoire. » En disant par lui sur ce propos qu'il y vouloit vivre et mourir, et qu'il ne veoit apparence nulle que la ville se peust perdre.

Et le jeudi, second jour de juillet, fut envoyé à Paris le seigneur de Rubempré pour leur remonstrer les affaires du roy et du royaume et mesmement de la ville de Beauvais. Lesqueulx de Paris y firent tout ce qui leur fut possible, ainsi que bons et loyaux subjectz sont tenuz et

1. La tour du Bouffay.

2. Derniers jours de juin ou premier juillet.

3. Le siège avait été mis sur deux points à la fois.

doivent faire. Et envoyèrent audit Beauvais les soixante arbalestriers de la ville avec du traict, arbalestres, artillerie et vivres ¹.

Pareillement ledit grant maistre manda à monseigneur le connestable estant à Creil qu'il envoyast des charpentiers, manouvriers et artillerie pour fortifier et deffendre laditte ville. A quoi il fist response par ses lettres dont la teneur s'ensuit :

« Monseigneur le grant maistre, je me recommande à vous. J'ay receu voz lettrez, et incontinant après la recepcion d'icelles, ay escript par tous les lieux où j'ay peu sçavoir et congnoistre que l'on peut recouvrer des charpentiers et manœuvres, et mandé aux officiers des lieux en envoyer à Beauvais en toute diligence le plus grant nombre qu'ilz pourroient; et dès hier vous envoyay huit charpentiers que je trouvay sur le chemin. Semblablement j'ay escript à monseigneur de Moy et à ceulx de la ville de Saint-Quentin, qu'ilz envoient audit Beauvais deux des plus grosses coulevrines qui soient en la ville, et qu'ilz les facent mener que jour, que nuyt, le plus tost que faire se pourra, et en tout ay diligenté au mieulx que j'ay peu. Au regard des douze cens frans que m'avez mandé vous envoyer, je les ay baillés à l'omme que monseigneur de Torcy m'a envoyé, ainsi que hier l'avoie dit; et tout ce qui me sera possible de faire, que vous ferés sçavoir, je le feray de bon cuer. Monseigneur le grand maistre, Nostre Seigneur soit garde de vous. Escrip à Creeil, le septiesme jour de juillet. »

« Monseigneur le grant maistre, il ne se peult faire que ès frans archiers que je vous envoyay hier, qu'il n'y en ait de charpentiers et maçons. Je suis d'avis que on les doit faire besonnier en les payant de leurs journées. »

Souscript : « Le conte de Saint-Pol et connestable de France, » signé « Vostre Loys, » et au dessoubz : « Richier. »

Audit temps, le roy estant ès marches de Bretagne à tout son armée, print la ville et place d'Anxenis ² par composition, et en escripvit unes lettres à monseigneur le grant maistre, dont la teneur s'ensuit :

« Monseigneur le grant maistre, hier matin fut mis le siège devant ceste place d'Anxenis; et a tellement esté aproché que au jour duy environ un ³ d'iceulx de la place sont venuz devers moy et se sont mis en mon obéissance, Dieu mercy et Nostre-Dame; et est une grant entrée

1. Ce secours envoyé de Paris est raconté bien plus au long dans la *Chronique scandaleuse*.

2. Ancenis, aujourd'hui dans le département de la Loire-Inférieure.

3. Le mot *cent* parait avoir été omis.

en Bretagne ; car c'est une belle place et forte ; et l'avoient bien remparée de nouveau les Bretons. J'ay bien entencion , au plaisir de Dieu et de Nostre-Dame, de tirer en avant ; et croy que ceulx du pays ne me feront pas du pis qu'ilz pourront, car vous ne veistes onques si mauvais Bourguignons qu'ilz sont.

« Monseigneur le grant maistre, je vous prie que ce pendant vous faictes en vostre quartier tout le mieulx que vous pourrez ; car j'ay espérance, au plaisir de Dieu, d'avoir bref fait par deçà ; et incontinent vous iray secourir et vous meneray une belle et grosse compaignie, car j'ay des gens assez par deçà.

« Escript à Anxenis , le septiesme jour de juillet. » Signé « Loys, » et au dessoubz, « Tilhart. »

Le mercredi, huitiesme jour du moys de juillet mil quatre cent soixante douze, environ sept heures du soir, le conte de Dampmartin, lieutenant général pour le roy audit Beauvais, fut adverti que les Bourguignons avoient fait ung pont de cloyes et fagotz pour passer sur la bourbe dedans les fossés de laditte ville ; et si tost qu'il le sceut, environ heure de soleil couché, ainsi que les trompettes, clarons et autres instruments sonnoient (à laquelle heure nulle artillerie ne tiroit d'une part ne d'autre), fist descendre ung nommé Bellot, paige de Ythier de Larrie, qui portoit l'enseigne, par une brèche, par trois fois, dedens lesdits fossez. Et à chascune fois portoit ung sac plain de poudre à canon, laquelle il espandit et semit sur ledit pont de claies, et d'icelle feist une trainnée jusques à la ditte brèche : en quoy faisant il se mist en très grant dangier ; mais néantmointz paracheva son entreprinse ainsi qu'il luy avoit esté enchargé.

Et le jeudi, neuviemesme jour dudit moys de juillet, environ heure de sept heures du matin, après que le duc de Bourgoigne eut fait getter grant nombre et quantité d'artillerie et de bombardes contre les murs de la ville, à l'endroit de la porte de l'Ostel-Dieu, vindrent et arrivèrent dedans les fossés de la ditte ville les Bourguignons en grant nombre et quantité, qui y apportèrent grant nombre de bourrés, cloies et autre mesrain ; et puis dressèrent eschelles moult vigoreusement et assaillirent laditte ville à l'endroit de la muraille et portal dudit Hostel-Dieu, donc avoit la garde et charge ledit grant maistre de France, qui moult honorablement et vaillamment se y contint et ceulx de sa compaignie. Et au pont qui avoit esté fait par les Bourguignons de cloies et de fagotz sur la bourbe desditz fossez le jour de devant, ainsi que dessus est dit, où avoit esté fait une traynée de pouldre à canon par l'ordonnance dudit grant maistre, fut mys le feu à l'eure que lesdits Bourguignons

donnoient l'assault sur ledit pont; et y mourut en la place grant quantité d'iceulx Bourguignons. En y eut grant nombre d'autres qui furent tous grillés et morurent incontinent après.

Et dura ledit assault depuis laditte heure de sept heures du matin jusquez à onze heures. Durant lequel y eut grant nombre de Bourguignons tuez et abatus jusques de dessus les murs, et de navrés grant nombre, comme de quinze à seize cens hommes; entre lesquelz y morurent plusieurs gens de bien fort plains par lesditz Bourguignons. Et plus largement y en eust eu de mors, s'il y eust eu saillie à sortir hors de laditte ville. Mais toutes les portes estoient murées du costé de l'ost des Bourguignons; par quoy ne se peult faire laditte saillie. Et ne fut fait audit assault que peu d'occision des gens du roy. Et avoit délibéré le duc de Bourgogne faire pendre tous les cappitaines estans dedans laditte ville, et mesmement ledit grant maistre, comme chef: donc Dieu, qui toutes choses garde, le préserva et garda. Et ce disoit ung prisonnier françois qui avoit esté cedit jour prins prisonnier par les Bourguignons.

Et le vendredi dixiesme jour dudit mois, qui fut le landemain dudit assault, fut faite une tranchée par laquelle issirent de laditte ville de Beauvais Sallezart et autres cappitaines et gens d'armes qui entrèrent dedans le parc dudit duc de Bourgoigne environ le point du jour, où fut faicte grant occision des Bourguignons qu'ilz rencontrèrent. Et en laditte saillie, fut tué ung nommé La Gastine, homme d'armes bien renommé de la compaignie de monseigneur le grant maistre, lequel n'avoit point esté audit siège pour cause d'une maladie qu'il avoit eue et qu'il avoit encores. Lequel entra dedans la tante de Phelippe de Creve-cœur, seigneur des Querdes, à tout une demye javeline; et jouoit ledit des Querdes aux tables. Et quand ledit de la Gastine le veit, il se tyra vers luy comme au plus apparant, pour le cuider deffaire; et en luy cuidant getter ung estoc de sa javeline, se mist au devant ung archier armé d'unez brigandines qui receut le coup; et adonc ledit des Querdes se leva de sa place, print sa hache qui estoit près de luy et tyra vers ledit de la Gastine, et de laditte hache luy bailla sur son armet tel coup qu'il le getta tout mort à ses piedz. Et estoit ledit de la Gastine acoustré sur son harnoys d'une manteline d'orfavrerie. Et fut ledit seigneur de la Gastine fort plaint dudit grant maistre et autrez [gens] de guerre qui estoient en laditte ville. Et si luy fut donné par lesditz Bourguignons honneste sépulture.

Et en icelluy pare furent brulées trois tentes et tout ce qui estoit dedans; et en une d'icelles y furent tuez deux hommes, donc l'un estoit

maistre de l'artillerie du duc, qui promettoit payer grant finance. Et à ceste cause se meut en icelluy ost grant cry et noise en criant : « Bourgoigne! Bourgoigne! » et se assemblèrent ceulx de l'ost en belle grant compaignie : pourquoi il convint à Sallezart et autres estans avec luy, eulx retirer dedans la ville. Et en eulx retirant emmenèrent de belle artillerie du duc de Bourgoigne, entre laquelle y avoit ung gros canon de cuyvre nommé l'un des douze pers, où estoit escript dessus Monleheri, que le roy à la rencontre de Montleheri avoit perdu, lequel ilz gettèrent pour cause qu'ilz estoient pressez dedans laditte ville. Et fut ledit Salezart suyvy de si près et si fort navré et son cheval aussi, que si tost que icelluy fut entré dedans laditte ville, son cheval tomba tout mort à terre ¹. Et depuis ne fut guères de chose fait.

Pendant ledit siège de Beauvais, le grant maistre et autres capitaines estans en icelle ville, mandèrent au connestable estant à Creil, qu'il leur envoyast des gens d'armes et de l'artillerie pour résister à la puissance du duc de Bourgoigne, avec argent pour souldoier leurs gens de guerre. A quoy il leur fist response par ses lettres ainsi qu'il s'ensuit :

« Messeigneurs, je me recommande à vous. J'ay receu voz lettres et ouy tout ce qui m'a esté dit de par vous par monseigneur de la Choletière. Et au regard de envoyer de mes gens à Beauvais, vous sçavez, Messeigneurs, que quant nous départismes d'ensemble, il ne me demoura que environ soixante-cinq lances, donc j'en ay encore à Clermont trente lances. Ainsi, que je puisse envoyer de mes gens et demourer seul, il ne se peult faire, et vaudroit autant que je ploiasse mon estandard, que je le meisse aux champs et n'avoir gens pour l'accompagner.

« Au regard de l'argent que vous me demandés, ce que j'ay, le bailleray volentiers, et ce que je n'auray point, j'en feray volentiers finance à Paris ou autre [lieu], comme plus à plain je l'ay dit à monseigneur de la Choletière pour le vous dire.

« Touchant canons, je luy en ay dit mon advis, et me semble que ce seroit mal fait de en prendre plus à Saint-Quentin. Mais à Paris il y a une très-belle serpentine que monseigneur de Monglat a, laquelle vous devez mander à monseigneur de Gaucourt qu'il la vous envoie. Et si me semble que en devez envoyer quérir à Amyens, car quant besoing seroit, on leur remeneroit, et nous trestous nous y trouverons, et si est beaucoup plus près que Saint-Quentin.

« Messeigneurs, je prie nostre Seigneur qu'il soit garde de vous. Escrip à Creil, le onziesme jour de juillet. » Soubzscriptes « le conte de Saint-Pol, connestable de France. » Signé « vostre Loys. »

1. Ce trait est dans la *Chronique scandaleuse*.

Et ce mesmez jour , ledit connestable fut d'avis que luy et lesditz capitaines estans à Beauvais devoient ruer sur les Bourguignons qui estoient sailliz de leur parc pour convoier les vivres ; donc il escripvit ausditz capitaines ainsi qu'il s'ensuit :

« Messeigneurs, je me recomande à vous. Vous savez que je vous escripvis hier l'alée des Bourguignons pour aconvoier leurs vivres. Et me semble que , se trouvez la chose disposée par delà tellement que je puisse avoir cent lances, et ceulx d'Amyens vouldissent chevauchier et venir à l'entrée des bois de Cleremont, avec ce que je puis avoir , je suis d'avis que nous ferons quelque bien sur ledit convoy ou sur Montdidier. Et se ainsi le concluez, faudroit que vous envoissiez audit Amyens, pour ce que vous y envoyerez plus aisément que je ne feroie d'ici , affin de voir se ilz le vouldroient faire; et se ilz le veullent faire, les faire venir. Si vous prie que m'en faittez savoir votre advis, ensemble de vous nouvelles.

« Messeigneurs , je prie nostre Seigneur qu'il soit garde de vous. Escript à Creil, le onziesme jour de juillet. Lesdittes lettres soubscriptes « le conte de Saint Pol, connestable de France », signé « Vostre Loys. »

Et tantost après , rescrivit ledit connestable ausditz capitaines unes autres lettres donc la teneur s'ensuit :

« Messeigneurs, je me recomande à vous. J'ai receu vous lettres et ouy la créance qui m'a esté ditte de par Pierre Cléret. Et quant ad ce que je vous ay fait sçavoir ce que Jehan de Bouzey avoit escript , je ne vous puis autre chose faire sçavoir que ce qui vient à ma congnoissance et que dient et raportent ceulx qui viennent de l'ost des Bourguignons.

« Au regard des lettres que le roy a escriptes à monseigneur le sénéchal de Poitou, par lesquelles il entend et veult que on luy garde sa ville de Beauvais, je n'y sçaroye mieulx faire que j'ay fait et faiz chascun jour. Car en tant que touche les pouldres, traicts et vivres, donc naguères m'avez escript, incontinant après la réception de vosdittes lettres, je envoyay en toute diligence à Paris, et ay escript à monseigneur de Gaucourt et à messeigneurs du conseil du roy qu'ilz y veul-
lent pourvoir en telle manière que à ceste cause aucun inconvenient n'en puisse advenir; et desjà en ay eu response, laquelle j'ay monstrée audit Pierre Cléret.

« Et quant à l'artillerie que vous demandés, je ne sçay où l'on en pourroit recouvrer, sinon à Amyens ou à Saint-Quentin, duquel lieu, puisque vous estes d'avis que on [en] oste les gens d'armes, il me semble que on peult bien prandre l'artillerie qui y est, car aussi bien se perdra la ville.

« Au surplus, en tant que touche l'argent que me rescripvez vous envoyer pour les nobles, frans archiers et manœuvres qui sont par delà, monseigneur le président m'a escript qu'il en a envoyé; combien que de ma part je suis tousjours prest de envoyer ce que j'auray, néantmoins que de ce que j'ay presté, je n'ay encores peu recouvrer certification comme je l'ay baillé.

« Quant à vous envoyer des gens d'armes, je vous en enverray ce que je pourray; mais je n'entens pas à demourer seul, et ne sçay se vous entendés que je serve le roy sans gens et sans pouvoir aller de ville à autre, sans estre acompagné. J'enverray encores quérir en nostre quartier trois cens frans archiers, lesquelz je vous enverray.

« Messeigneurs, je prie Nostre Seigneur qu'il soit garde de vous. Escript à Creil, le seiziesme jour de juillet. »

Audit moys, le roy estant à Pouencé, escrivit unes lettres audit grand maistre, donc la teneur s'ensuit :

« Monseigneur le grant maistre, je vous rescriptz à tous ensemble, ainsi que verrés par les lettres. Je vous ay rescript que je vous envoie les seneschaulx de Guienne, d'Agenois, le seigneur de la Morandaye et Jehan du Fou avec leurs gens, et aussi monseigneur du Bouillon avec ses frans archiers. Et croy que demain ou jeudi ilz seront à vous. J'escriptz à mon frère monseigneur le connestable qu'il mette tous les gens d'armes hors des villes et places, et qu'il les face chevaulcher pour rompre les vivres des Bourguignons; car cela fait, il luy sera force de se lever de là où il est. Et pour ce, je vous prie que avec les autres peines que avés prinses et encores prenés pour me saulver Beauvais, vous prenés peine de leur rompre lesditz vivres. Et si je suis bien tenu à vous des services que m'avés faitz, encores le seray-je plus, et vous en merciray, mais que je vous voye : qui sera bien bref, au plaisir de Dieu; car j'espère avoir bientost parachevé par deçà. Je suis voisin à trois lieus du duc¹, et avant qu'il soit quatre jours, je verray lequel sera le plus hardi de nous deux.

« Monseigneur le grant maistre, monseigneur de Fontenailles a escript à monseigneur de Bueil que vous autres doubtez que le duc de Bourgoigne se veuille loger à une abbaye qui est dehors de la ville, deçà la rivière, et s'y veult fortifier, pour garder qu'on ne vous mène nulz vivres. Et pour ce, je vous prie que, se vous voyez que ainsi le veuille faire, que la faictes abatre, et au plaisir de Dieu je la feray bien refaire; et je ne voudroie pas qu'il vensist aucun mal à la ville

1. De Bretagne.

pour l'abbaye. Et se vous voyez que les forshours vous nuisent, pareillement faittez les abatre et n'espargnez rien en ce cas là. Et se ledit duc se y meet, envoyez quérir le mareschal de Loheac et vous joignez ensemble, et alors serés assés gens, mais qu'il amène tout ce qu'il a, pour destrousser quelque convoi et faire quelque bon coup. »

« Escrit à Pouencé, le vingt deuxiesme jour de juillet », signé « Loys, » et au-dessoubz, « Tilhart. »

Et le mesme jour que cestes lettres furent escriptes, jour de mercredi, feste de la Magdalene, mil quatre cent soixante douze, environ heure de trois heures de matin, le duc de Bourgoigne bonteusement deslogea son ost de devant laditte ville, et s'en partit et alla sans faire autre chose. Après lequel sortirent sans ordre cinq ou six cens frans archiers, pour chercher parmi l'ost desditz Bourguignons, si aucuns y estoient demourez. Mais l'arrière garde desditz Bourguignons, qui estoit en grant nombre, tournèrent sur lesditz frans archiers, dont il y en demoura assez largement qui n'allèrent point dire des nouvelles à leurs maisons. Et n'eust esté ledit grant maistre accompagné d'une bonne compagnie de hommes d'armes, qui vint pour les secourir, il se fust bien peu saulvé desdits frans archiers. Qui fut toute la prouesse et vaillance que fist le duc de Bourgoigne durant qu'il fut devant laditte ville; sinon qu'il ne cessa point, pendant ledit temps qu'il estoit devant ledit Beauvais, de faire getter son artillerie jour et nuyt contre les murs d'icelle ville, tellement que lesditz murs estoient tous rasés près de terre. Et coustoit artillerie et équipage dudit duc de Bourgoigne, durant qu'il fut devant laditte ville, tous les jours, douze cens lyons d'or; et si avoit douze cens hommes d'armes à sa souldie. Et greva fort icelle ville et les habitans dedans; y donna et fist donner de grans et merueilleux assaulx, ausquelz il fist tuer grant nombre de gens de bien de sa compagnie, et si y perdit grant quantité d'artillerie. Et néanmoins fist séjourner son arrière garde à l'entour et près de Beauvais, affin de la prendre d'emblée s'il veoit que les gens d'armes en fussent hors.

De quoy le mareschal Joachin Rouault, qui estoit au Neufchastel, fut adverty et en rescripvit audit grant maistre ¹.

1. La lettre, rapportée par le chroniqueur, est imprimée parmi les preuves de Philippe de Commines, édit. de Lenglet du Fresnoy, t. III, p. 218.

LETTRES D'IVES DE CHARTRES

ET D'AUTRES PERSONNAGES DE SON TEMPS.

1087-1130.

Les lettres que nous publions aujourd'hui se trouvent dans un manuscrit conservé à la bibliothèque de la ville de Chartres ¹. Ce manuscrit, copié vers 1150, renferme d'abord la collection des deux cent quatre-vingt-deux lettres missives de saint Ives; puis, à la suite, de la même écriture, quarante lettres écrites par différents personnages contemporains du grand évêque, et enfin des formules diverses de manumission et de pétitoires ajoutées après coup. Ces quarante lettres, dont trente-trois nous ont paru inédites, forment le complément naturel du recueil des lettres du saint prélat. En effet, la plupart ont trait aux faits qu'il a lui-même retracés, et elles offrent un tableau fidèle de l'Église de Chartres au commencement du douzième siècle. Elles nous montrent, en effet, quelle était la prospérité des écoles chartraines, fondées par saint Fulbert, dont l'œuvre fut si dignement continuée par saint Ives; mais en même temps elles nous apprennent quels tiraillements intérieurs éprouvait sans cesse le chapitre de Notre-Dame, célèbre alors parmi les plus célèbres; puis ce sont des détails de famille, des esquisses de mœurs, et quelquefois des renseignements historiques qu'il est précieux de relever. Malheureusement nous ne connaissons qu'imparfaitement les personnages et les événements de ces temps reculés: les titres du chapitre de Chartres, dont la majeure partie fut détruite par le grand incendie de 1194, ne nous fournissent aucun renseignement sur les dignitaires ecclésiastiques de cette époque; aussi, pour expliquer plusieurs des faits dont il est question dans ces lettres, et pour déterminer le nom

1. 2^e série des mss., n. 19.

de ceux qui les ont écrites, nous sommes souvent réduits à des conjectures.

L'histoire de saint Ives nous est cependant assez connue pour que nous puissions commenter avec certitude les quelques lettres qui se rapportent spécialement à ce prélat. Dans la première, nous voyons Geoffroi, abbé de Vendôme, offrir à Ives d'aller à Rome en son lieu et place près du pape qui l'avait mandé. Cette pièce a déjà été publiée dans le recueil des lettres de Geoffroi (lib. I, ep. 5); nous ne la reproduisons donc pas, non plus que la suivante, qui a été écrite par Hugues, archevêque de Lyon et légat du pape, à l'évêque de Chartres, pour lui annoncer l'interdit lancé contre Ursion de Meslay, sénéchal du roi. Ce document se trouve dans les observations de J. B. Souchet sur les lettres de saint Ives (éd. Cottureau, p. 235). Notons seulement que cet Ursion de Meslay pourrait bien être le même que le sénéchal auquel est adressée une lettre d'Ives, écrite vers 1095 : *Ivo, Dei gratia humilis Carnotensium episcopus, V. domini regis dapifero*¹. On a interprété le V initial tantôt par *Vuillelmo*, tantôt par *Vuidoni*; ne serait-ce pas plutôt *Ursoni* qu'il faudrait lire ?

Les dernières années d'Ives nous amènent à celle de ses œuvres à laquelle il apporta le plus d'énergie et d'opiniâtreté; je veux parler de sa lutte contre les chanoines et les prévôts de l'église de Chartres. La simonie de Geoffroi I^{er} avait introduit dans le chapitre de Notre-Dame des abus que ne pouvait tolérer la rigidité de saint Ives. Il avait autrefois vaincu la résistance des chanoines de Saint-Quentin de Beauvais; il espéra triompher de même du mauvais vouloir des chanoines de Chartres, qui prétendaient s'arroger le droit de conférer au plus offrant les dignités de leur église, se disant autorisés à faire ce commerce illicite par l'exemple de la cour de Rome elle-même. « Si qua autem adhuc sunt, » écrivait Ives dans sa justification au légat Richard², « que publice exigant, pro consuetudine antiqua, decanus et cantor et « alii ministri ab his qui canonici fiunt, romane ecclesie consuetudine « se defendunt, in qua dicunt cubicularios et ministros sacri palatii « multa exigere a consecratis episcopis vel abbatibus, que oblationis « vel benedictionis nomine palliantur, cum nec calamus nec carta gravis ibi, ut aiunt, habeatur. »

Aussi, comptant bien sur l'appui de leurs complices de Rome, la plupart des chanoines, le doyen à leur tête, ne craignirent pas de ré-

1. Ep. 23.

2. Bibl. de Chartres, ms. 19, ep. 133; éd. Cottureau, lettre 133, p. 57.

sister par la violence à leur évêque. Malgré tous les efforts de saint Ives, son œuvre resta incomplète, et il fallut plusieurs siècles pour rétablir, même partiellement, la supériorité de l'évêque sur les dignitaires de son église, et pour détruire la simonie qui présidait à toutes les élections de chanoine.

Ives ayant voulu conférer le sous-décanat à Foulques sans avoir consulté le chapitre, une violente tempête se souleva contre l'évêque et son protégé. Voici comment Ives raconte lui-même les faits à l'archevêque Daimbert ¹ : « *Nuper cum in capitulo nostro quedam officia secundum ecclesie consuetudinem dispensarem, et, porrecto libro, instituturam subdecanie Fulconi, clerico strenuo et in agendis causis ecclesiasticis valde necessario, facere vellem, veteri odio inflammati insurrexerunt in me Hugo nepos decani et ipse decanus, cum duobus senibus cantore et fratre ejus, ascitis sibi quibusdam juvenculis qui de domibus eorum prodierant, et tumultuose contradicere ceperunt ne facerem, nichil aliud certum obicientes, nisi quia id eorum consilio non facerem. Ego autem sciens quia hanc consuetudinem in ecclesia non inveni, nec in ipsis contradictoribus quando suos honores acceperunt observavi, ne potestatem meam minuerem, ab incepto non destiti. Ipsi igitur, quamvis mei homines essent et per manum et per sacramentum, furiose et clamose sedem meam circumdederunt, librum de manibus meis rapientes, verba turpia, falsa, probrosa et sacro ordini valde contraria in me protulerunt. In tanta itaque turba mortem timens obmutui et non aperui os meum, et presidio ceterorum qui, sanius sapientes, cum istis non conspiraverant, vix eorum manus evasi. Ipsi itaque furori suo aliquod remedium fore existimantes, priores me monuerunt ut de me ipso justiciam eis facerem. Ego autem eis respondi me esse paratum et justiciam ab eis accipere et justiciam facere, aut sub iudicibus electis, vel secundum iudicium metropolitane sedis, eo ordine quo canonica auctoritas dictaret. Cum ergo elegerint iudicium Senonensis ecclesie, concorditer misimus ad vos, ut diem et locum agende cause nobis designetis circa mediam quadragesimam, prout vobis opportunum fuerit.* »

Les adversaires du prélat écrivirent de leur côté à Hildebert de Lavardin, évêque du Mans, auprès duquel sans doute ils espéraient trouver aide et protection, et la lettre suivante nous fait connaître le lieu où se rendit le jugement :

1. Bibl. de Chartres, ms. 19, ep. 183 ; éd. Cottureau, lettre 182, p. 76.

I.

H., Dei gratia Cenomannensium pastori, E. ¹, sancte Carnotensis ecclesie decanus, et H. precentor et H. ² prepositus, cum maxima parte ejusdem ecclesie capituli, ad vite pascua gregem sibi commissum conducere.

Quoniam paternitatis vestre discretio nostre petitioni serenum prebuit assensum, gaudemus et cum gratiarum actione adventum vestrumque patrocinium expectamus, in vestri consilii providentia magnopere confidentes. Sed illud nos quam plurimum offendit quod Cluniacum ire proposuisti : non enim dubitamus, cum presentia vestra multum prosit, quin absentia vestra, quod absit, summum et irreparabile incommodum nostre cause inferat. Obsecramus ergo vestram benignitatem quatinus, gratia nostri et ecclesie nostre reconciliande, iter propositum in aliud tempus differatis, nobisque presentia vestra, quam subtrahit absentia, spem pacis restituat. Vobis autem notum fieri volumus quod Senonensis archiepiscopus se venturum Stampas triduo post *Letare Jerusalem* ad cause discussionem nobis relegavit. Iter ergo prefatum interim differatis, obsecramus, et ad pacem restituendam vestre bonitatis adsit discretio. Valete.

Il paraît que l'archevêque de Sens donna gain de cause à Ives et à Foulques, car nous voyons que celui-ci fut maintenu dans le sous-décanat. Mais Arnaud n'était pas homme à s'avouer vaincu ; il prétendit, par ses vexations, forcer Foulques à abandonner sa dignité. Heureusement l'évêque trouva dans le roi de France un allié puissant. Louis VI prit en main la défense de l'opprimé, et, par une lettre pleine d'une énergie rare à cette époque, il ordonna au chapitre de Chartres de mettre fin à toutes ces querelles.

1. Ernaud ou Arnaud, doyen de l'église de Chartres, de 1087 environ à 1120.

2. C'est sans doute ce Hugues, neveu du doyen, dont il est question dans la lettre de saint Ives à Daimbert.

L., Dei gratia Francorum rex, I., Carnotensium episcopo, totique sancte Carnotensis ecclesie capitulo, salutem :

Audito quia Arnaudus decanus atque F. subdecanus, clericus noster ac familiaris amicus, invicem adversantur, procul dubio credat dilectio vestra quia valde nobis displicet et ultra quam credatis moleste ferimus. Cognito namque per ordinem quomodo vel quemadmodum res agatur, videtur nobis, et universis etiam sapientissimis personis quibus nos ipsi subgessimus patet, quoniam F. dampnose tractatur et injuriose. Quocirca rogamus dilectionem vestram, immo summopere precamur quatinus querelam que inter illos habetur ad honorem et proficuum donni Fulconis gratia nostri studiose diffiniatis, quemadmodum de amore nostro curatis et honore. Quod si feceritis, ad quodcumque vobis placuerit nos juxta voluntatem vestram paratos invenietis; si vero nos in hoc tantillo audire neglexeritis, certum teneat discretio vestra quia, nos ad iracundiam provocantes, ultionis nostre sententiam quoquomodo sustinebitis. Ad hoc siquidem vos esse sollicitos volumus ne super hoc ulterius, si placet vobis, querroniam audiamus : quod si fieret, dampnum ipsius in quadruplum redimere curaremus. Valet. Alioquin prefatum Fulconem, clericum nostrum, in curia nostra vobis rectitudinem secuturum offerimus ¹.

Ce ne fut pas la dernière lutte qu'Ives eut à soutenir contre le doyen et le chapitre. On contesta au prélat le droit de conférer les prébendes, comme on lui avait contesté celui de conférer les dignités. Les chanoines députèrent deux d'entre eux à Rome pour plaider leur cause, et le pape, trompé peut-être par leur rapport, leur donna raison contre l'évêque, ainsi que le témoigne une lettre adressée sans doute à Foulques par un de ses amis, peut-être Garin, celui-là même dont la mise en possession d'une prébende causait alors la querelle.

1. Cette lettre a déjà été publiée par J. B. Souchet (loc. cit., page 245); mais nous l'avons reproduite à cause des variantes qu'offre notre texte, et surtout pour ne pas tronquer le récit de cette affaire.

III.

F., G., quod amicus amico.

Notum sit tibi, frater karissime, donnum Guidonem et Albertum ab apostolica sede litteras bene sigillatas attulisse et episcopo tradidisse quarum summam tibi notifico : videlicet episcopo apostolica auctoritate precipitur ut istis et aliis canonicis omnia sibi ablata, sine multa dilacione, ipsa reddat, et in ecclesia servire Deo et ejus matri sanctissime illos quiete permittat. Quare episcopus non in se satis confisus et in die mercurii perrexit Parisius causa consilium requirendi, ut certior fiat quid illis inde facturus sit vel responsurus. Ille vero nondum rediit, neque mihi adhuc notum est quod consilii illic acceperit, ideoque quod nescio tibi notificare nequeo. Cum autem episcopus venerit, si quid tunc quod ad tui honorem vel proficuum pertineat intellexero, tue amicitie vere notificabo. Quod autem tibi mandavi ut ante discessum decani Carnotum venires, non est modo necessarium ut ad presens scire procures, quia cum tu, Deo volente, redieris, hoc et quam plurima declarabo tibi. Nostrum esse, Deo gratias, ad presens est bene. Sed Gauterium scias valde turbatum, postquam percepit tam longum tui reditus terminum, quia illi dixeram ante Pentecosten te venturum, ideoque tibi nichil mandare voluit. Frater, hoc ego precor ut quam citius poteris ad nos venias. Vale.

Decanus a regis curia rediit, sibi dato termino usque ad festum sancti Johannis. Stephanus clericus, filiulus meus, ab isto migravit seculo. Si donnum Fulcherium videris, dic ei ut mihi mittat balteum quem promisit.

Comme on le voit, Ives avait cru pouvoir en référer au roi de la décision du souverain pontife; mais il paraît que Louis VI ne voulut point intervenir en faveur de l'évêque; car, par une lettre du recueil d'Ives (lettre 227, p. 97), nous apprenons que ce prélat renonça à conférer la prébende qu'il avait donnée au prêtre Garin.

Au reste, le roi et l'évêque ne devaient pas demeurer longtemps unis. Ils étaient trop amoureux de l'indépendance et du pouvoir, l'un de son trône, l'autre de son Église, pour que la première circonstance qui mettrait leurs intérêts en opposition n'en fit pas tout à coup des ri-

vaux et des ennemis. Le diocèse de Chartres, le *grand diocèse*, ainsi qu'on l'appelait alors, était gouverné au temporel par quatre prévôts, (les prévôts de Nogent, de Fontenay, d'Amilly et de Beauce), qui, depuis longues années, avaient l'habitude de se considérer à peu près comme indépendants de l'évêque. Ives voulut rétablir sur eux la suprématie que ses prédécesseurs avaient perdue, et mettre un terme aux concussions que commettaient les justiciers de l'Église. Les prévôts eurent cette fois recours au roi de France, dont la politique habile, si sagement développée plus tard par saint Louis, tendait déjà à se saisir de tous les procès qui pouvaient surgir entre les vassaux laïcs et ecclésiastiques.

Louis VI, en effet, ne tarda pas à prendre la défense de ceux qui s'adressaient à lui, quelque mauvaise que fût leur cause. Au nom de l'autorité royale, qu'il sut toujours tenir si haut, il commanda à tous de respecter l'autorité des prévôts, et forçant, pour ainsi dire la main à l'évêque, il lui prescrivit d'excommunier ceux qui contreviendraient à cet ordre. Il y eut cependant des récalcitrants.

IV.

Dilectus dilecto, quod pium est et unicum.

Immensa ire indignacio tibi me, dilectissime, scribere coegit, quoniam Gulferius, cum de re tibi nota coram melioribus nostre provincie eum alloquerer, ignominiose minando, quod tedet enarrare, respondit. Igitur ab episcopo sigillum requiras quod, absque omni delacione, nec monitus ab episcopo, per parrochias nostre ville excommunicetur; quod regia censura injunxit, si qua mihi injuria de supradicto fieret. Vale.

Ives écrivit au roi pour lui représenter les concussions des prévôts (lettre 265, p. 113); et, voyant qu'il n'obtenait rien de ce côté, il s'adressa à la cour de Rome, qui autrefois lui avait fait défaut, mais qui, en cette circonstance, le soutint énergiquement, comme le prouve la lettre qu'il envoya à Pascal II pour le remercier de ce concours (lettre 271, p. 115). Les prévôts, de leur côté, en appelèrent au roi de France; en protestant contre la violation de ses ordonnances.

L., Francorum regi invictissimo domino suo karissimo, Ful. prepositus¹, salutem.

Sciatis, domine mi karissime, quia quicquid episcopo nostro mandastis pro nobis, non pro nobis, sed contra nos est, et propter mandatum vestrum pejor nobis factus est quam antea fuerat : qui cum posuisset nobis diem juris agendi, infra diem positum litteris suis a cardinali² quesivit et impetravit ut eum cardinalis commoneret et commonendo preciperet ne nobiscum causam ageret. Accusavit enim nos ei dicens quod regem adissemus, regem in rebus ecclesie nostre manum mittere fecissemus. Itaque orasse, ad vestrum auxilium et consilium confugisse nunc nobis nocet. Nunc enim nobis jus et negavit et negat, et Romam invitos nos trahit et invitat. Hoc autem sciatis quia multa sunt in ecclesia nostra privilegia que assensu et auctoritate regis Francorum et regine³ facta et confirmata sunt ; in hoc autem novissimo privilegio nec ulla vestri mentio facta est, in quo regni vestri et corone detrimentum et dedecus intelligi potest. Valet. Quicquid autem vobis mandet, sciatis in rei veritate quia nil nisi malum querit et omnia pejora mavult quam emendari et sedari.

Mais Louis VI, occupé alors de sa guerre contre Hugues du Puiset, était peu soucieux de se créer de nouveaux embarras; et les prévôts durent enfin succomber devant la persistance d'Ives. Voici la charte par laquelle l'évêque essaya de mettre un terme aux exactions de ces officiers : « In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti. Ego Ivo, Dei gratia Carnotensium humilis episcopus, no-

1. Souchet, en publiant cette lettre dans ses *Observations*, page 245, a fort mal à propos confondu ce Foulques prévôt avec le sous-doyen dont nous avons vu saint Ives prendre si résolument la défense; cette erreur a été partagée par les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* (t. XI, p. 672).

2. Conon, cardinal-évêque de Préneste, légat du pape Pascal II.

3. Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* ont cru qu'il était question ici de la reine Adélaïde que Louis le Gros n'épousa qu'en 1114, ce qui reculerait au moins jusqu'à 1115 la date de cette lettre. Nous pensons plutôt qu'elle fut écrite au plus tard vers 1112, et qu'il s'agit de la mère, et non de la femme de Louis VI.

« tum fieri volo cunctis sancte ecclesie fidelibus, tam presentibus quam
 « futuris, quia canonici ecclesie mihi commisse, meam adeuntes
 « presentiam, clamorem et querimoniam fecerunt de prepositis suis,
 « qui, privatis commodis inhiantes, communem fratrum utilitatem, in
 « quibuscunque poterant, minuebant et quasdam res eis jure debitas
 « per injuriam sibi retinebant; pauperes ecclesie sub eorum patrocínio
 « constitutos diversis calamitatibus afficiebant, et, seve rapacitati in-
 « servientes, exigebant ab eis nummos, annonam, oves, agnos, anse-
 « res, gallinas; et habebant medietates cum rusticis ecclesie, quod non
 « licet; et mittebant servientes suos cum equis per preposituras qui que-
 « rebant annonam a rusticis sicut et domini; et faciebant sepe parari
 « sibi ingentia prandia tam prepositi quam servientes sine licentia ca-
 « pituli; leta capiebant et de hominibus ecclesie relevationem terrarum,
 « de conjugandis feminis venditiones, et plurima carritia faciebant,
 « quod non licet, exceptis duobus; presbiteros in ecclesiis ponebant
 « sine licentia capituli; capiebant homines ecclesie et verberabant eos
 « et in carceres mittebant sine jussione capituli; de arietibus accipie-
 « bant plus quam duodecim nummos, de porcis plus quam duos solidos,
 « quod non licet; mittebant etiam alios servientes sine equis qui exi-
 « gebant a rusticis alia plura, faciebant etiam plura que sui juris esse
 « diratiocinari non poterant: et ut tantis injuriis finem imponerem
 « multis modis supplicationibus postulabant. Quorum petitioni assen-
 « sum prebere, quia rationabilis erat, dignum judicans, cupiensque
 « eorum providere quieti, volensque ut eorum murmuratio cessaret,
 « odium sopiretur, peccatum expelleretur, pax et quies pauperibus ec-
 « clesie restitueretur, consilio optimatum nostrorum, decrevimus cano-
 « nicos justam habere causam, et precepimus ne in rusticis ecclesie
 « prepositi deinceps has exactiones haberent, nec ulterius communem
 « in supradictis utilitatem minuerent ¹. »

Cette charte fut confirmée par une bulle de Pascal II, donnée à Ana-
 gni, le 28 octobre 1114 ²; mais, malgré ces généreux efforts, les abus
 des prévôts continuèrent pendant tout le douzième siècle, jusqu'à ce
 que l'évêque Renaud de Mouçon, au mois d'octobre 1193, eût fait,
 avec le chapitre et les quatre prévôts, un accord d'après lequel tous
 les revenus des prévôts retourneraient en toute propriété au cha-
 pitre, à mesure que les prévôts viendraient à mourir, et qu'on donne-

1. Orig. aux Archives du département d'Eure-et-Loir, fonds du chapitre (Caisse II, cote GG, n. 1).

2. Bouquet, XV, 54.

rait à leurs successeurs les quatre grandes prétrière de Normandie, de Mézangey, d'Auvers et d'Ingré.

Outre les cinq lettres dont nous venons de donner le texte, notre manuscrit en contient encore trois autres, se rapportant directement à Ives. Deux sont des lettres de recommandation écrites par lui.

VI.

I., Dei gratia Carnotensium humilis episcopus, pariterque Carnotensis ecclesie, omnibus in Christo fidelibus, spiritualium donorum gradibus ad supernum bravium ascendendo, feliciter pertingere.

Cum universalis ecclesie regula et sanctorum patrum sollers institutio non fallenda nec depravanda, rite inquiri censeat de ordinatis, a loco et ab episcopatu ordinationis sue, egestate vel aliqua alia necessaria causa compellente, discedentibus, et ad alium episcopatum devenientibus ibique ordinis sui offitium celebrare volentibus, ubi et a quo episcopo ordinati fuerint, ne quis fortasse, avaritie stimulo sive elevationis studio seductus, officium non suum, nefando ausu, illicite et indigne facere presumat : nos super hoc clerico removens omne dubium, subnotare studuimus, quod omnibus discretis sit evidens et manifestum. Cunctis itaque qui catholica professione censentur, veraciter ignotescat hunc clericum nomine Ebrardum ¹ ad honorem sacerdotum Carnoti a nobis, divine gratie dono preeunte, propectum et sublimatum, et deinceps eundi quo vult licentiam sibi datam et concessam fuisse. Valeant et prevaleant omnes fideles.

VII.

I., Dei gratia Carnotensis ecclesie humilis minister, omnibus episcopis et ecclesiam fideliter regentibus subditis suis, salubriter preesse.

Noverit et nullatenus credere dubitet provida paternitatis

1. Peut-être cet Evrard est-il le même que celui dont il est question dans une lettre d'Ives (ep. lettre, p. 24) à Geoffroi, doyen du Mans.

vestre discretio me clericum istum ¹, presentium portitorem, inquisita et agnita vite morumque suorum honestate, non irrationalibiter usque in diaconatus ordinem promovisse.

La troisième lettre, publiée par Souchet (loc. cit., p. 230), contient les remerciements adressés à l'évêque de Chartres, par Eudes, chanoine de Saint-Quentin de Beauvais, auquel est destinée la cent vingt-huitième lettre de saint Ives.

Les lettres suivantes sont relatives à cet Arnaud, doyen de Chartres, à son frère Jacques et à son neveu Hugues, dont nous avons vu les disputes avec le saint évêque. La première même est antérieure à l'épiscopat d'Ives; c'est une lettre de félicitation adressée, au nom de l'Eglise de Chartres, à Guillaume le Roux, roi d'Angleterre, pour son avènement à la couronne en 1087.

VIII.

G., Dei gratia Anglorum regi, A. decanus et ecclesie Carnotensis canonici, ei placere per quem reges regnant.

1 Non modica tibi incumbit probitatis necessitas, si patris tui, gloriosi atque magnifici regis, virtutem, et matris tue sanctissime atque excellentissime reminisceris prudentiam; quorum mors, sicut humano generi incredibiliter dampnosa extitit, ita omnibus in commune incredibilem merorem attulit. Bene tamen est, Deigratia, quod te superstitem habemus, in quo paterne fortitudinis imago ita representatur, ut parum distet quin patris identitas magis quam similitudo exprimatur. Hec ad te scripsimus non mendicando, sed in noticiam tuam venire desiderando, obsecrantes ut nobis dilectionis vicem reddas. Non enim erit amor tuus infructuosus si qua ecclesie Matris Dei impendas, quia sicut apud auctorem suum et filium obtinere meruit specialem dilectionem, ita etiam habet, pro quibuscumque voluerit, precipuam interveniendi potestatem. Vale ².

La plupart des autres sont des lettres de famille pour ainsi dire. Les premières sont envoyées par les deux frères à leur mère Leticia, pour des détails de ménage : parmi celles-ci, il en est deux en vers, l'une

1. Le mot *istum* semble indiquer une formule de lettre.

2. Cette lettre a déjà été imprimée dans les *Observations* de Souchet, p. 233, mais nous l'avons publiée de nouveau à cause des variantes.

écrite par Jacques, l'autre à lui adressée par Daniel, peut-être le même qui en 1123 était abbé d'Évron.

IX.

A., matri sue Leticie fratrique suo Jacobello, feliciter vivere.

Mando tibi, karissima, per has presentes litteras quatenus denarios de monachis et de donno Hamone accipias et eos commutatos mihi per Heliam¹ monachum transmittas. Ego enim psalterium perficere facio, quare nummis indigeo. Tu etiam de denariis quos mihi debes duas duodenas parcamen[i] mihi mittas. Vide quoque ne tu alicubi eas donec me vel legatum meum videas. Vale. Tu quoque, Jacobelle frater mi, cum ipso monacho discendi causa venias ad me.

X.

Matri karissime, ambo filii, summe beatitudinis portionem.

Quoniam nostra fiducia et refugium nostrum tu sola es, ideo ad te ut ad nostrum refugium confugimus; spes enim nostra in te sita nullatenus frustrata est. Supplicamus ergo te ut, gratia nostri, hunc Bunardum honorifice recipias, et serva ne in domo tua aliquid expendat. Insuper rogamus te ut X solidos, quos ei debemus, reddas; nos equidem jamdudum ei reddidissemus nisi ideo quod forsitan ad presens eis indigeremus. Et si forte pluribus indigerit, secure quod a te petierit ei tradere non dubites. Et si vestes contra hiemem nobis mittere proposuisti, agninas pelles grossas, si potes, per presentem legatum nobis mittas et parcaminum bonum ad psalterium faciendum et grandes botas domini nostri. Vale. Et cretam bonam, bonam, bonam, quia nostra nichil valet.

1. Cet Hélié est sans doute le même que nous retrouvons plus tard prieur de la léproserie du Grand-Beaulieu. Voir lettre 34.

XII.

Mater nostra ,
 Mater grata ,
 Nomine Leticia ,
 Nomen tuum ,
 Nomen letum
 Prebet nobis gaudia.
 Mater, opem
 Nunc presentem
 Fer utrique filio ;
 Tuo namque
 Nunc uterque
 Indiget auxilio.

Fer , fer opem ,
 Per hoc nomen
 Quo vocaris unica ;
 Ferte nobis :
 Deus vobis
 Repensabit singula.
 Si sic agas ,
 Tunc nos amas :
 Tuo quidem merito
 Te amare
 Et laudare
 Nos perfecte credito.

Glosulas fecimus , nummos debemus. Ego clamidem feci de
 pellibus meis mirabilem, sed partem nummorum debeo, quos tu
 vel nobis affer vel mitte ad feriam que prope erit ibi; sed tu, si
 posses, vellem quod tu ipsa venires. Vale. *Hoc scripsit et fecit
 Jacobus.*

XII.

Hoc tibi mittit ave, carissime mi, tuus ille ;
 Ille tuus socius hoc tibi mittit ave ;
 Qui tuus est socius et adhuc tuus esse precatur
 Per quodcumque sibi temporis esse datur.
 Unice mi carissime, tu de pectore demi
 Potu Leteo non potes ipse meo :
 Non ego si totam Letem vacuavero potam,
 Aut potero aut potui non meminisse tui.
 Tempora seu Febi seu Febes tempora cernam ,
 Te sine nox, sine te lux mihi nulla venit.
 Nocte dieque venis, mea cura, meus dolor ipse,
 Cura dolorque mihi nocte dieque venis.
 Tu mihi pectore perpete tempore fixus ineres ,
 Nunquam sic memori me quoque mente feres.
 Effice quod tropice¹ grata vice, dulcis amice,
 Sis memor ipse mei sicut et ipse tui.
 Ipse tui memor usque fui, memor usque futurus,
 Dum Danaï implerint dolia vasta;

1. Sic.

Dum pecori lupo et lepori canis insidiari
 Desinat, et turtur unicus esse pari;
 Dum fiant, inquam, fierique non erit unquam;
 Quicquid semper ero, non nisi vester ero.
 Mors electorum, requies finisque laborum,
 Mors dampnatorum, gravis ultio preteritorum.
 Petrum petra tegit qui multa viriliter egit,
 Hector in officio, Tullius eloquio.
 De meritis, Jacoline, tuis Daniel tuus emptus
 Te per mille vices alto de corde salutat.

Nous trouvons aussi une lettre écrite à Hugues pour l'engager à revenir à Chartres le plus tôt possible.

XIII.

*E., Dei gratia Sancte Marie Carnotensis ecclesie decanus, et
 H. sacristes, H., dilecto suo, tam presentis quam future vite
 prosperitate perfrui.*

Ego Hugo, frater karissime, te certissime ¹ nosse me sanum et incolumem esse et in bonis temporalibus florere, quod tibi jocundum fore non ambigo, nam scio te non immemorem esse quam diligenter et quam bono affectu te a puericia tua mecum habuerim et nutrierim. Noris etiam quia, si adhuc meo consilio adquievisse, pro certo tibi multum profecisses. Sed quia transacta ² inrevocabilia constant, de futuris agamus. Insinuo itaque tibi quia domnus Ernaldus decanus incessanter de reditu tuo me sollicitat, volens et requirens te secum habere et insuper promittens se tue insistere utilitati, si Carnotum redieris. Unde mando tibi quatenus adquisita serves et servando augeas, et ipso decano accuratissime mandante, quam citius potueris, saltim ³ post messes, Carnotum cum omnibus que habueris redeas, et interim statum essentie tue usque ad Pentecosten per presentem legatum mihi notifies, nam ipsum mihi fidelem in cunctis esse noveris; potes itaque illi quecumque volueris sive consilio sive quoquomodo fideliter committere. Vale et honestati stude inservire, et me et omnia mea tua esse crede.

1. Suppl. *Volo.*

2. Sic.

3. Sic.

Ailleurs, c'est une lettre de remerciement de Hugues à son oncle, monument curieux de la recherche du style à cette époque.

XIV.

Relativum relativo et avunculo, quicquid patri filius et nepos.

Si dicar temere genitorem preposuisse, me nichil impedit, hoc etenim dedit ipsa virago, nomine natura, rerum vocomque propago : magis enim operatur amicitiam suis subjectis quam dignitas. Est enim operosum accidens quemadmodum aliqua substantialis differentia magis operatur in specie sua quam aliud. Si enim fures invenirent aliquem dignissimum virum, si careant inter se relatione cognitionis et amicitie, non illi parcerent pro dignitate; quin etiam si obviarent alicui dignissimo et non amico, pro dignitate sua aucta non tangerent tantum voluntate et actu si possent. Et si scriptor illum cui principaliter mittitur opus in principio non poneret, abusive faceret et auditor obstreperet : precipue ideo carissimum patrem prepono, vicinior est enim linea consanguinitatis. O dulcis, dulcior, dulcissime pater, adventum hujus nostri amici Herleboldi scilicet cum maxima providentia recipe : in domo illius vestes nostre dealbantur et ab uxore sua capita nostra abluuntur. Ne credatur ab aliquo sciente me conquestum de fratre fuisse, est etenim juvenis bonus, et prefulget amenis moribus, atque mihi modo sicut et antea lenis. Causa autem invidie habite de valentissimo fratre hec figmentata commentata fuere. Pater, avunculus. valeant milies, mater et avita valeant centies, et omnes alii valeant decies. Amen.

C'est ensuite une lettre de Richard, évêque d'Albe, qui fut chargé de juger Ives, accusé de simonie, dans laquelle il recommande à Hugues et à Arnaud un certain Robert pour une prébende (cette lettre se trouve déjà dans les Observations de Souchet, p. 243); puis un fragment d'une requête d'Arnaud au chapitre de Chartres, pour faire admettre un clerc dans les écoles de l'église.

XV.

Dilectioni vestre, karissimi, mandamus et mandantes obse-

mus quatinus hunc vestrum clericum et nostre, nutritum ecclesie, bone indolis adolescentem et litterarum studii amantem, amoris nostri gratia, in scolam ecclesie vestre suscipiatis, et quamdiu apud vos et inter vos fuerit honori habeatis, ut et ego Ar. decanus, cujus de domo et nutritura ipse est, pro eo a parte. ¹.

Nous croyons pouvoir encore attribuer à Arnaud une lettre adressée à Geoffroi, doyen du Mans², pour lui recommander son frère Jacques.

XVI.

G., sublimi Cenomannensium decano, domino, amico, et, si auderet, dicere consanguineo suo, A. humilis servus, fidelis amicus et revera de linea consanguinitatis vestre aliquantulum propinquus, tantum sapere quantum oportet sapere et sapere ad sobrietatem.

Sciat vera et incommutabilis dilectio vestra me incolumem esse apud Palerniam et cum archiepiscopo archiepiscopum me esse : omnia enim que ab illo fiunt, consilio et providentia mea fiunt, et ipse archiepiscopus me in filium adoptavit, prebendamque priorem que in manus ejus venerit, concedentibus ultro omnibus, mihi dedit, et adhuc multo majora promittit. Ideo autem gaudium meum prenuntio vobis ; sicut enim soleo gaudere et gaudeo de flumine divitiarum vestrarum et magis gauderem si Deus vos ad altiore promoveret gradum, eodem modo scio benignitatem vestram mihi congaudere et mihi flenti condolere. Supplicat autem humilitas mea sublimitati vestre, ut si fratrem meum Jacobum Cenomannis, causa discendi, magna animi strenuitate indigentem videatis, pro mei amore et pro vestro honore pernecessaria suggesseritis : ipse enim multum valet in litteris. Hec autem intersignia nota sint vobis quod in die Pasche, quando eram Cenomannis in medio aule vestre, ostendistis mihi lapidem pretiosum in anulo vestro quem mul-

1. La fin manque.

2. Ce Geoffroi était si renommé pour sa piété et son éloquence que le roi Henri I^{er} l'appela près de lui en Angleterre, et le fit ensuite nommer archevêque de Rouen en 1110.

tum probavi. Vale. Salutate magistrum Guidonem ¹ ex nostra parte. Frater, tu ipse defer litteras.

A la suite de ses disputes avec Ives, Arnaud s'était démis du décanat, et s'était fait moine à Cluny d'abord, comme le témoigne la lettre d'Ives à Ponce, abbé de Cluny,² : *Collectiones canonum..... per domnum Hernaldum, modo monachum vestrum, olim clericum nostrum, transmissi vobis*; puis Arnaud avait passé à l'abbaye de Vendôme, qu'il quitta plus tard pour reprendre le décanat, au grand scandale de l'abbé Geoffroi : *Domnus Ernaldus, quem decanum vestrum dicitis, si sibi secundum justiciam placuisset, teste flocello de capite suo, potius in nostra quam in vestra sorte manere debuisset* (lib. II, ep. 7). — C'est sans doute pendant cette espèce d'exil qu'il adressa cette requête au doyen du Mans.

C'est encore à Arnaud que nous paraît avoir été écrite la lettre suivante, dans laquelle un certain Denis le remercie de la protection accordée à son frère Hugues.

XVII.

Ar., carissimo amico suo, Di., amicus ejus, salutem, servitium et dilectionem.

Discedenti mihi a patria nostra vestram non licuit adire presentiam, vobis non licuit presentialiter gratias agere. Gratias quas me debere fateor quantas aut vix aut nunquam solvere sufficiam; gratias, inquam, eo quod nunc impensius et fidelius patrem fratremque meum et domnum Hugonem et protegitis et consulitis et honorificatis, et que vestra benignitas bene cepit, queso, bene perficiatis. Maxime autem domnum et fratrem nostrum Hugonem, queso, apud homines et supra homines modis omnibus et sublimando honorificetis et honorificando sublimetis. Ego vero vester sum et vester ero, et que mea sunt et vestra sunt et vestra erunt; nec erit mihi aliquid jocundius et preciosius dile-

1. Sans doute Gui, disciple de l'évêque Hildebert de Lavardin. Ce savant maître, après avoir étudié en Angleterre sous saint Anselme de Cantorbéry, revint enseigner au Mans et fut nommé évêque de cette ville, en 1125.

2. Bibl. de Chartres, ms. 19, lettre 265; éd. Cottureau, lettre 262.

ctione et honore nominis vestri. Valet. Matri mee mando quod Carnoti sum, et, ut soleo, usque ad Epiphaniam vel ad ultimum usque ad Quadragesimam, nuncium ad me mittat qui mihi deferat unde emam vestes, si vult me ire, aut unde hic maneam, si mavult me hic in scola manere. Sciat etiam ipsa quod hoc iter non ita mihi fecit ut fecisse debuerat et ut eam facturam credidi. Valet.

Cet Hugues ne serait-il point encore ce neveu d'Arnaud, que nous avons déjà si souvent rencontré? Alors Denis serait aussi un neveu du doyen. Quoi qu'il en soit, il paraît qu'Arnaud ne fut pas indifférent à la prière de Denis : Hugues devint doyen à la mort d'Arnaud, ainsi que le prouve une lettre de Geoffroi, abbé de Vendôme, à Geoffroi II, évêque de Chartres (lib. II, ep. 30) : *per Hugonem decanum vestrum mihi mandastis.....*; et voici comment en parle un nécrologe de l'Église de Chartres : *Litterarum scientia et naturalis simul ingenii sapientia predictus..... hujus ecclesie libertatem et jura omnia conservare et contra omnes adversantium impetus tueri et defensare modis omnibus laborabat* (Bibl. de Chartres, 2^e série des mss. n° 27) ; traits qui semblent assez bien convenir au neveu d'Arnaud. Hugues paraît d'ailleurs avoir été écolâtre de Chartres après Bernard le Scolastique. Hugues Métel, dans une de ses lettres, l'appelle *venerabilem magistrum*. Est-ce le même qui, en 1131, devint abbé de Saint-Jean-en-Vallée, comme le supposent les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France*? Nous ne le pensons pas.

C'est au même Denis qu'a recours un des professeurs d'Orléans, pour le prier de lui envoyer des livres.

XVIII.

Di., tanquam uni ex maximis amicis suis, in omnibus sapere et prosperari.

Memento, frater, semper omnia agere sapienter, et mihi amico tuo Aureliane manenti mitte libellos meos per istum probum hominem C., eo intersigno quod nos ambo inspiebamus in dialectica mea aliquando aliqua nota que tu satis discernere ad transcribendum non poteris, preterea de gente mea novas bene a fratre magistri B. exquisitas. Vale cum amica nostra matre tua.

Remarquons en passant, dans cette lettre et dans celle qui est

adressée par Arnaud au doyen du Mans (n° 16), les signes de reconnaissance employés par l'écrivain pour que le destinataire ne puisse pas suspecter l'origine de la dépêche. A cette époque où, pour les lettres missives, on n'employait pas les signatures ni les sceaux, on avait besoin de recourir à de pareils moyens, afin de prévenir les supercheries.

La lettre 18 fait mention du maître Bernard, qui nous paraît être le fameux Bernard de Chartres le Scholastique, dont Jean de Salisbury (*Metalog.*, lib. I, cap. 25), fait ce bel éloge : *Exundantissimum modernis temporibus fontem litterarum in Gallia*. C'est à lui qu'est adressée la lettre suivante :

XIX.

Desiderantissimo atque karissimo domino ac magistro suo B., G. ejus semper et ubique discipulus familiaris, cunctis philosophiam amplecti :

Quam ingentes tanto tamque excellenti magistro grates rependam, quas amoris flammæ tue dulcedinis reminiscens concipiam, nullo adnisi pro velle explicare prevaleo, tue incomparabili scientie cogitandum relinquo. Quamvis etenim mihi in Aquitanie partibus scholas regenti hilari vultu fortuna arrideat, eo tamen dolore unice singulariter torqueor quoniam a tam preclari doctoris presencia abesse compellor. Siquidem tibi ea que in archanis philosophie thesauris hactenus implicata fuerant explicanti tota animi affectione optarem indeficienter assistere, ac de nitido atque inexhausto tue sapientie fonte, pro posse meo, indesinenter haurire. Corpore itaque ab excellentia tua separatus, animo vero, qui disjuncta conjungit, ac desiderii ardore unitus, quicquid boni, quicquid prosperitatis, quicquid scientie Dominus mihi vel concessit vel concessurum opinor, denique quicquid sum tibi post Deum attribuo, tibi ascribo, te valere et letum esse sine fine exopto. Vale.

Cette lettre nous semble pouvoir être attribuée avec certitude au célèbre Gilbert de la Poirée, d'abord élève de l'école de Poitiers, puis de celles de Chartres et de Laon, et enfin écolâtre d'Aquitaine. Elle est donc des plus curieuses, et par le nom de celui qui l'a écrite, et par les louanges qu'il donne à son précepteur.

Nous retrouvons ensuite Denis, que nous avons supposé être le neveu du doyen Arnaud, dans les trois lettres suivantes, dont l'une est adressée au fameux Gui, écolâtre du Mans.

XX.

Dilectissimo et venerando abbati R. totique suo conventui, D. clericus suus et infra clericum servus, infinitas salutes et gratias pro beneficiis sibi in patre suo et matre sua impensis et pariter pro superaddendis.

Audivi et ex auditis perpendi liberalitatem vestram patri et matri mee non solum pastoris, sed patris exhibere beneficium: subditis enim beneficium et debitum rependere, caritatis culmen est adimplere. Non doceo doctum, non instruo providum, sed pro parvitate mea non laudare non possum quod tantopere est ab omnibus procul dubio laudandum. Sciat is equidem quod, quando dextera Excelsi mutabit nos in melius, vobiscum servire Deo disposui; ibi est locus meus quem elegi, ibi erit requies mea in seculum seculi, si parentes meos in incepto perseverantes bene et honorifice tractaveritis. Valete.

XXI.

G. Cenomannensium venerabili magistro et A. cunctorum primo juvenum, D. suorum minimus famulorum, infinitas salutes et gratias de multis suis ei benefactis et pariter de superaddendis.

Quanquam consilium meum, ignoto quem promittitis loco, michi huic ecclesie desuadeat, tamen equiparam ¹ promissionem vestram, indubitabili certudine accedam prius, ut opinor, in hoc Natali, cuidam compatriote meo ² Aurelie locutus. Valete feliciter cum omnibus qui vobiscum sunt amicis nostris.

1. Peut-être faudrait-il *equiparans*.

2. Sans doute celui qui a écrit la lettre 18.

XXII.

Dilectissimo suo G. de Aureis Vallibus et fratribus suis, D. suorum minimus clericorum, se et sua.

Multimodas probitati vestre, non quantas debeo, sed quantas suffitio gratias refero pro beneficiis mihi impensis sine ulla spe temporalis recompensationis, quod nullis precedentibus meritis mihi apud Victricum benignissime obtulistis et oblata hilari vultu peregistis. Abhinc ergo clericus vester me servitio vestro devoveo, nec immemor beneficii et servitii vestri fui vel sum vel erō. Non enim infructuosum mihi videtur si mihi aliquod famulatus obsequium ut servo vestro injungere dignemini. Valete.

Tabulas a vobis quesitas a domno Guillelmo promissas irrequietus ab eo quesivi, sed inquirendo nichil impetrare valui; quod vobis scribere dignum duxi, quia promissi hujus inefficaciam volo vos deinceps prestolari. Valete.

Nous avons déjà vu, dans plusieurs lettres, la preuve de l'éclat que jetaient alors les écoles de Chartres, restaurées par saint Ives; nous avons reconnu que chacun tenait à honneur d'avoir étudié près des maîtres chartrains; voici deux nouvelles lettres de recommandation pour des écoliers qu'on envoyait à Chartres. La première est adressée à G., écolâtre de Chartres, peut-être Guillaume de Conches, élève de Bernard le Scholastique, auquel il aurait succédé dans la direction des écoles de cette ville, avant d'aller à Paris, où l'évêque Jean de Salisbury l'eut pour précepteur. La seconde est écrite par Galeran II, comte de Meulan, parent d'Étienne, roi d'Angleterre, et Robert, comte de Leicester, à Samson de Mauvoisin, doyen de Chartres, vers 1130, et qui, lui aussi, avait été disciple de Bernard.

XXIII.

G. magistro, G. monachorum minimus, quicquid habendum a prudentibus melius excogitatur.

Quantum salutis anime vestre desidero, his inserere litteris

non necesse duxi, quia quod illam exopto et ad obtinendam quandoque precum suffragiis vos libenter adjuvo, presens vobis, aliquotiens, dicto potius quam scripto, plane disserui. Vos autem nichilominus vicem mecum dilectionis firmans, obsequium vestrum mihi, in quibus possetis, affectuose satis promisistis. Unde rogavi vos ut puerum quendam, Gaufridum nomine, mihi consanguineum, in scola vestra docendum, pro Dei et nostro amore consentiretis : quod vestra pietas benigne annuens, non solum illum consentire, sed et libris vestris, si opus esset, ejus necessitatem supplere devote proposuit. Nunc vero aliquantulum a vobis longe positus, ab scola vestra eundem exclusum, et ideo otiosum esse, relatione cognovi : quapropter ad vestre caritatis sinum recurro, et ut in promisso perseveretis, saltem quousque Carnotum veniam, supplicans rogo, rogando supplico. Valet.

XXIV.

*G., comes de Mellento, et R., comes Legrecestrie, dilecto suo S.,
Dei gratia Carnotensi decano, salutem et dilectionem.*

Rogamus, cognita nobis dulcedine vestra, ut pro amore nostro manuteneatis et adjuvetis hunc clericum nostrum Ricardum, si forte vestram liberalitatem de aliquo requisierit, dum apud Carnotum, causa studii, moram fecerit, ut grates inde vobis sciamus et deserviamus, sicut vobis placuerit. Teste Radulfa filia Durandi.

Il paraît que les écoles de Chartres envoyaient un de leurs disciples enseigner à Châteaudun, et cette ville fournissait à son professeur une bienveillante hospitalité, si nous en jugeons par la lettre suivante :

XXV.

Aiunt nimios affectus verbis exprimentibus nec equari quidem posse, sumque fides hujus maxima vocis ego, ego qui, cum maxime gauderem, vix inveni verba in que erumperem; rupi tamen, et sic ego valeam, sic tu valeas ut ego te valere gaudeo, dilecte mi. Vales autem tu, valeo ergo et ego, et si vos gaudere sciam, hoc quoque me gaudere scias. Veniat autem, queso,

musa interpres, hoc mihi clerico deferente, vestri nuncia gaudii, vestrum mihi esse totum significans. Ego vero hoc anno legam apud Castrumdunum, castrum perobtimum et omni opulentum bono; et quoniam vos precari non audeo ut veniat, precor saltem per vos ad nos aliqui veniant. Annus enim actus, annus adversitatis abiit; abiit, inquam, Mars, et rediit Veneris stella benigna. Valete.

Si les écoles de Chartres étaient célèbres alors, celles de Laon, sous la direction d'Anselme et de Raoul, l'étaient encore davantage. Nous avons déjà dit que Gilbert de la Poirée avait été achever ses études dans cette école, et nous allons voir qu'on venait non-seulement de France, mais même des pays étrangers, se former sous ces savants maîtres. Voici une lettre écrite par un italien, B. (sans doute Bernard de Pise, depuis prévôt de Troyes), à un autre de ses compatriotes, peut-être Anselme de Pustella, depuis archevêque de Milan, qui vint en effet en France faire ses études vers l'année 1103, et quitta les écoles de Paris, gouvernées alors par Guillaume de Champeaux, pour se perfectionner sous Anselme de Laon.

XXVI.

A., reverendo domino ac fratri karissimo, Pisane ecclesie canonico, B., ejusdem ecclesie clericorum minimus, se et sua.

In agendis vobis gratiis pro gratissimo vestro munere ac dulcissimo vestre benignitatis affectu usquequaque me imparem sentio. Spero tantum in Dei misericordia qui hostiam laudis de pura conscientia fideliter pro facto suscipit; si non rebus vel factis vobis digne possim equari, voluntate summaque devotione obtemperare in omnibus placere semper ero paratus. Narrastis namque mihi diem litteris vestris diligentiam cum ¹ erga me significantibus et longum silentium inter nos habitum, infacundam eloquentiam, sciscitantibus. Amplissima redundo leticia dum video litteras vestras honorem, dilectionem meritis, et unionem caritatis affectu, mihi representare, verbisque et factis confirmare. Crescere inter nos amoris debitum cotidie volo, et inter precipua meorum gaudia pro certo sciatis vestre visitationis dili-

1. Sic.

gentiam me suscepisse. Quis enim tam iners tamque ligneus tamque vecors, qui vestre prudentie vestreque urbane eloquentie adherere, in omnibus placere, aufugeret? Voluntaria vestra beneficia summa jocunditate suscepi, sed per vestram presentiam mihi promissam omnem gaudii modum me excessisse vobis sit notum. Unde rogo multumque vestram deprecor clementiam, ut de vestro adventu, et si apud nos Laudunum hiemare debetis, certis vestris notis per hunc mihi certificare curetis. Sum enim modo cum hospite meo non in propria domo : sed si certus fuero de vobis, proprium hospitium mihi et vobis locare curabo. Unde me firmum ad presens volo faciatis quia, multis clericis Laudunum adventantibus, vix inveniri valde cara poterunt. De apostolico, et aliis novis nostre patrie que scitis vel audistis, similiter mihi significate. Domnus Ildebrandus a Lauduno vos multum salutat; alii nostri socii adhuc sunt Parisius, quos de die in diem expecto. Valet.

Une autre lettre témoigne encore du nombre considérable de disciples qui recherchaient l'honneur d'étudier sous Anselme, et semble en même temps faire mention d'un incendie qui aurait désolé la ville de Laon.

XXVII.

Quoniam que circa Gaufridum Britannum et ejus familiam essent scire querebatis, mando vobis omnes illius familie incolumes et letos esse, sed de communi civitatis gravatos perditione, adeo ut etiam ejus domus non appareat talis qualem eam vidistis. Fratrem vero domni Gaufridi priorem Sancti Vincentii esse sciat. De vobis vero vobis consulo quatinus, si vobis vel aliquibus vicinis vestris in proposito est adhuc magistro Anselmo frui, illum quam citius potueritis adeatis, ne tandem eum, quem dubium est diu vacare clericis, tarde aut frustra queratis. Valet.

Plusieurs autres lettres ne contiennent que des détails de famille, et ont été écrites par des personnages peu connus : les deux premières, cependant, nous paraissent adressées à Étienne, prévôt de Chartres, dont il est question dans une autre lettre à la comtesse Adèle. (Voir n° 34.)

XXVIII.

S. preposito, R. frater ejus, salutem et servitium.

Hugo filius meus reversus est de Anglia, cujus prebenda quam habet in ecclesia Sancti Bartholomei per octo libras est in vadio; unde multum doleo quod alieni habent redditus ejus. Precor autem ut has octo libras reddatis, quia melius est ut ipsos redditus recipiatis. Quando autem in Belvacum veneritis, ego et vos rogabimus episcopum ut vos investiat de ipsa prebenda, ne forte puer ille moriatur; hoc enim valde timeo quia iterum disponit ire in Lotharii regnum. Valete et per hunc legatum renuntiate. Multum laudamus commercium de hospitibus Berengarii, quod facit cum abbate Sancti Quintini.

XXIX.

S., Carnotensi preposito, R., Belvacensis succentor, servitium et dilectionem.

Scias, domine, quod cum magno labore extorsi tibi XL solidos a Guarnero: in veritate autem dico tibi quia in omnibus libentissime tuum commodum facerem; nam gratias refero tibi quod de tuo mihi donasti, et quando fui apud te honorabiliter me recepisti. De verbo autem quod est inter nos et Rainaldum, nundum aliquid certi possum tibi respondere, quia videtur quasi hoc prolatare de die in diem. Vale.

XXX.

C., fidelissimo amico suo, H., venerabilis heremita de deserto, perpetuam salutem in Christo.

Paternitati tue innotescat quod vehementer adventum tuum desideramus; habemus enim tibi multa narranda ex parte archiepiscopi: quapropter, pulsa omni mora, ad nos venire digneris. Hoc etiam tibi mandamus et precipimus ut nepoti nostro capam non habenti, vel dando ei novam vel qualemcumque, ad præsens largiri digneris, ut pro bono hoc et pro aliis bonis que

nobis largitus es, in die illa de qua scriptum est : « Vix justus salvabitur, » sine sorde inveniatis.

XXXI.

M., suo venerabili confratri, H. de Mulcent, in Christo salutes.

Ut meo omnium amicorum amicissimo tibi mando quatinus comitem Teobaudum ¹ ex mea parte multimode salutes. Precor etiam te ut cum eo loquaris de terra quam mea soror ab eo in feodo tenere debet, ne eam exhereditet et alter jus inde accipiat donec cum eo loquar, quia suam exinde exsequar voluntatem. Vale.

XXXII.

A. matri, G., idem velle et idem nolle.

Noscat dilectio vestra quatinus quadraginta solidos illos, de quibus mencio fuit in litteris vestris, Verzelicum remisi, per proprium famulum domni R. abbatis de Verzelicum ², Blanchardum videlicet nomine : superaddidi etiam illis quadraginta duos solidos. Hoc autem factum est sub cognitione Nivernensis comitis ³ et quorundam suorum in die solemnium Omnium Sanctorum. Interfuit etiam dominus Fulco de Puteolo et Robertus Salomonis, in domo ipsius Salomonis, cum nummos tradidi pretausato ⁴ Blanchardo. Valete. Hec omnia noverunt Gilo et Panis-Perditus.

Deux lettres écrites, l'une par l'évêque Geoffroi de Lèves, le successeur de saint Ives, au chantre et au chapitre de Chartres, l'autre par le chantre et le chapitre à la comtesse Adèle, nous fournissent des détails curieux sur le peu de sécurité de la propriété au douzième siècle.

1. Thibaud le Grand, comte de Blois et de Chartres, qui succéda en 1102 à son père Henri-Etienne, sous la tutelle de sa mère Adèle.

2. Renaud de Semur, abbé de Vézelay dans le diocèse d'Autun ; il devint depuis archevêque de Lyon.

3. Guillaume II de Monceaux, comte d'Auxerre et de Nevers, de 1089 à 1147.

4. Pour *pretaxato*.

XXXIII.

G., Dei gratia Carnotensis episcopus, et H. archidiaconus et G. decanus, R. ceterisque canonicis, salutem.

Mandamus vobis et precipimus quatinus ex parte vestra populo omni sub anathemate interdicatis ne equos in pacis diebus constitute Carnotum furatos, et Morseo Judeo vestro huc adductos, ullo modo emere presumat, et se cum furibus pacis violatorem constituat. Judeo vero dicite illum cujus equi fuerant paratum esse precium pro ipsius Judei legis examine reddere, et insuper solidos quinque pro lucri munere prestare. Valete.

XXXIV.

R. humilis filius, servus, amicus, sublimi matri domine, amice sue A., cum universo conventu nostro, salutationem Gabrielis ad Mariam.

Conquerimur sub preposito Carnotensium, Stephano nomine, qui cuidam mulieri Leticie ¹ vidue, famulanti per omnia fratribus nostris Belli Loci pro posse suo, sine aliqua necessaria causa, sex solidos denariorum abstulit, Helia priore testante : pro hoc enim nichil voluit facere. Precamur ergo et obsecramus ut, absque ulla dilacione, facias reddi, eo pacto ut in omni beneficio nostro, sicut jam diximus, permanear in secula seculorum. Amen.

Une autre lettre offre un véritable intérêt historique ; elle est adressée à la comtesse Adèle par G. de Gallardon, qu'elle avait chargé d'une négociation près d'Amauri de Montfort. Cette dépêche mentionne un fait assez important pour l'histoire locale ; c'est la construction du fort de Saint-Rémi-sur-Avre, près Nonancourt, par Gervais de Châteauneuf.

1. Cette Leticia est-elle la mère du doyen Arnaud dont nous avons déjà parlé? Ce qui nous le ferait croire, c'est l'intervention du prieur Hélie que nous avons vu ailleurs lié d'amitié avec elle. Cf. lettres 9 et 10.

XXXV.

A., comitisse domine sue, G. de Galardone, salutem.

De eo quod mihi mandasti magnas vobis habeo gratias; desidero autem multum vos videre : quod nisi ad terminum quem mihi posuistis vos videro, quam longe cumque fueritis, ut vos videam ad vos veniam. De Hugone de Crece domno Amaurico locutus sum, et domnus Amauricus ita cum eo depactus est quod, quamdiu vobis volentibus cum domno Milone¹ erit, nec pro rege, nec pro quolibet alio ei deficiet; deficiet autem ei et ut poterit impugnabit si contra velle vestrum ibi manserit. Cui Hu. respondens concessit omnia ad velle ejus se facturum. Quare pro certo sciatis quod Hu. cum domno Mi. non erit, nisi quantum vobis placuerit. De hostibus meis ita egi quod et equites et servientes pro velle meo mihi se conciliantes erga me totos se redimunt, preter IIII principes quos diu exheredatos esse volo. Domnus Gervasius, cum gente domni Amaurici et sua, ante Nonencort Sanctum Remigium firmavit et munivit; cumque supervenisset ei tota fere Normannia, castello firmato et presidiis impositis, salvus cum suis coram hostibus discessit. Valet.

Enfin la dernière lettre n'est pas la moins curieuse par les détails qu'elle nous donne sur les pénitences ecclésiastiques infligées à cette époque aux grands criminels.

XXXVI.

Raimundus Berengarius, Barcinonensis comes, cum archidiacono et clericatu nostre civitatis, omnibus Dei fidelibus, salutem et fidelitatem.

Notum vobis facimus quod iste bonus homo, B. scilicet, clara progenie ortus, cum suis tribus fratribus, lite intermissa, certabant. Mater autem eorum in medium currens ab hoc B., volenti percutere fratrem suum, interfecta est. Nos autem, secuti mandata ejus qui ait : « Nolo mortem peccatoris, » ad veram viam

1. Mile de Bray, gendre de la comtesse Adèle, dont il avait épousé la fille Alix.

reduximus, et cum tali penitencia de terra nostra illum ad vos misimus ut in duodecim annis carnem vel sagimen non comedat, corpus Domini non recipiat, calciamenta non deferat, lineam vestem non induat, templum Dei non intret, nisi absolutione illorum quibus datum est ligare et solvere. Nostras litteras sigillatas illi dedimus ut sine dubio suscipiatis. In uno loco nisi unam noctem non jacebit, nisi infirmitate aut tempore contrario. Quicumque huic peccatori aut adjutorium fecerit aut de facultatibus tradiderit, dimittantur sibi XXX dies de criminalibus, quarta pars de minoribus peccatis unde penitenciam accepit. Valete.

LUCIEN MERLET.

BIBLIOGRAPHIE.

HISTOIRE DE FRANCE depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789 par Henri Martin; Paris Furne in-8°; quatrième édition; tomes I, II, III.

La première édition de l'ouvrage que publie pour la quatrième fois en ce moment M. H. Martin, remonte à 1833 ¹. Dans cette quatrième édition, la partie du moyen âge s'annonce comme ayant reçu des modifications considérables, qui en font, sous certains rapports, un livre nouveau. Le premier volume s'ouvre par la préface, remaniée, de 1837, suivie d'un avertissement daté de juillet 1854. Là, M. H. Martin expose le plan de son œuvre, telle qu'elle est actuellement offerte au lecteur. Nous en reproduirons succinctement la pensée. « Fondre en un seul corps, dit M. H. Martin, l'immense multitude de nos documents originaux depuis César jusqu'à l'Assemblée constituante; absorber et reproduire intégralement tous les textes dans un récit unique; faire, en un mot, l'histoire complète de la France et de ses mille membres, provinces, cités, communes, seigneuries, qui jadis ont vécu de leur existence propre et personnelle, ce serait l'œuvre de cent années et de trois cent volumes... Notre but est plus modeste. Nous avons voulu appliquer à l'ensemble de l'histoire de la vieille France les progrès que les diverses parties de cette histoire ont dus à nos maîtres, à nos émules, à tous les contemporains qui ont éclairé nos annales directement ou indirectement, et rendre ces progrès accessibles à la portion si considérable du public qui ne peut étudier nos fastes, ni dans les sources primitives, ni dans les livres fragmentaires... » L'histoire de France, telle que l'a conçue M. H. Martin, ne doit pas se borner au récit des faits. « Il nous a semblé, dit-il, que le mouvement moral et intellectuel n'importait pas moins à mettre en lumière que le mouvement politique et militaire. Le génie d'un peuple est aussi bien dans ses philosophes, dans ses savants, dans ses poètes, dans ses artistes, que dans ses généraux, ses administrateurs ou ses magistrats. Il faut à l'étude des effets joindre l'étude des causes. — Nous avons donc tenté de montrer sous tous ses aspects la vie nationale. »

L'auteur a divisé son ouvrage d'après le plan ci-après retracé, en diverses parties subdivisées en livres. « La première partie comprend les origines, c'est-à-dire la Gaule indépendante, la Gaule romaine et la Gaule franke, jusqu'au démembrement de l'empire de Charlemagne, et à la formation

¹ Cet ouvrage eut d'abord pour titre : *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en juillet 1820, par les principaux historiens*. Paris, Mame, 1833, in-18. Il devait avoir 48 volumes. Un seul parut dans ce format. De 1834 à 1836, une deuxième édition fut publiée : 16 tomes en 8 volumes in-8°. Celle-ci s'arrêta à 1789. Une troisième édition « augmentée d'un nouveau travail sur les origines nationales » a été donnée au public de 1838 à 1853; Paris, Furne, 18 vol. in-8°.

du royaume de France. Deuxième partie : la France au moyen âge; féodalité, comprenant la formation de la nationalité française; l'avènement des maisons de Robert le Fort et de Rollon en France et en Normandie, puis leurs longues luttes; les institutions, la poésie et les arts du moyen âge; les croisades, les communes, les progrès de la royauté féodale, les premiers états généraux, jusqu'à l'avènement des Valois. Troisième partie : Suite de la France au moyen âge; guerres des Anglais, de Philippe de Valois à Charles VII. Quatrième partie : Renaissance et guerres d'Italie; chute de la grande vassalité; progrès de la monarchie, commencements de la réforme; de Louis XI à Henri II. 5^e partie : Guerres de religion; fin des Valois; avènement des Bourbons, jusqu'à la fin de la Ligue et à la paix de Vervins. 6^e, 7^e et 8^e parties : France moderne. — Lutte contre la maison d'Autriche, de Henri IV à Mazarin. — Siècle de Louis XIV. — Décadence de la monarchie; philosophie du XVIII^e siècle, jusqu'à l'Assemblée nationale de 1789. »

Ces trois volumes embrassent toute la première partie et le commencement de la seconde. La première partie se termine à la fondation du royaume de France, à la suite du traité de Verdun (843). Cette grande période se partage en trois sections : Gaule indépendante (tome I^{er}); Gaule romaine, livres V à VIII (ibid.); Gaule franke, livres IX à XIV (tome II). Vient ensuite la seconde partie, France féodale, qui se déroule dans les livres XV à XXII : elle occupe la fin du second volume et le troisième.

L'ouvrage de M. H. Martin, que trois éditions successives ont mis dans toutes les mains, est suffisamment apprécié du public. Le jugement et les couronnes de nos deux premières académies littéraires¹, et le suffrage universel, ont assigné à cette œuvre une place éminente et méritée. Nous nous bornerons à rendre compte en quelques mots à nos lecteurs des développements ou additions qui caractérisent cette grande composition sous sa forme nouvelle. Ces développements portent principalement, dans le premier volume, sur les Gaulois, leur génie, leurs mœurs, leurs institutions, leurs croyances. Aux yeux de M. H. Martin, le druidisme constitue une religion primitive, barbare dans ses rites et ses institutions, et que le christianisme a naturellement supplantée par l'ascendant d'une morale supérieure, plus épurée et plus favorable au développement de la civilisation. Il attribue toutefois au druidisme, comme religion et comme philosophie, une importance et une élévation plus grandes que ne l'ont fait les précédents historiens. Il s'attache à en montrer les traits dominants dans la croyance à l'unité divine, à l'immortalité de l'âme; dans le mépris des Gaulois pour la mort; dans l'estime ou le respect qu'ils accordaient aux femmes, etc. Ces questions sont éminem-

¹ L'*Histoire de France* a obtenu de l'Académie des inscriptions et belles-lettres le grand prix Gobert. Cet ouvrage a été ensuite couronné quatre fois par l'Académie française.

ment controversables, mais aussi intéressantes que délicates. M. H. Martin fait preuve d'une pénétration et d'une aptitude toutes spéciales à traiter ces matières ardues. Le premier volume du Recueil des historiens de France réunit tous les textes qui se rapportent à l'histoire primitive des Gaulois, et qui ont été composés à des époques peu éloignées de celle où les mœurs et les institutions propres de ce peuple étaient encore debout. Ces renseignements sont l'œuvre de témoins *étrangers*, puisque le druidisme excluait la tradition écrite. Le nombre de ces textes, depuis dom Bouquet, ne s'est point sensiblement accru. Mais la science a ouvert d'autres sillons, et préparé, si ce n'est réalisé dès aujourd'hui, de nouvelles conquêtes. L'archéologie a pénétré dans les enceintes de pierres druidiques. Elle a interrogé ces monuments mystérieux; elle a fouillé les grottes, les tumuli, scruté et étudié les objets qu'ils renferment, déchiffré et classé les médailles grossières et souvent presque illisibles qui nous sont restées. La critique historique appliquée à l'étude des lois galloises, bretonnes et écossaises, a fourni également quelques lumières comparatives. Enfin les recherches philologiques, la publication de textes déjà anciens et même de récits encore vivants dans la tradition orale, ont apporté aussi des lueurs propres à éclairer ces origines, si éloignées et si obscures. M. H. Martin n'a négligé aucune de ces ressources. Les résultats qu'il en a tirés captiveront irrésistiblement l'intérêt du lecteur et serviront la cause de l'histoire, quand même ils n'entraîneraient pas immédiatement, sur tous les points, l'adhésion de la critique.

On remarque, dans le troisième volume, les chapitres consacrés à la chevalerie, aux mœurs, aux idées et à la littérature chevaleresques. M. H. Martin s'est assimilé sur ce sujet les travaux récents de MM. Raynouard, Fau-riel, Ampère, etc. etc. Pour lui, il signale l'originalité personnelle de sa pensée à titre d'historien, en faisant remonter jusqu'aux gaulois les origines de la chevalerie. M. Martin indique un double germe de ce genre, comme existant à cette date reculée, et comme ayant été développé plus tard à l'aide de circonstances et d'influences nouvelles, au sein de l'institution complexe et variable que rappelle le nom de la chevalerie. M. H. Martin fait observer que la manière dont les Gaulois étaient montés, la manière dont ils s'armaient et se faisaient servir sur le champ de bataille, présente au moins autant d'analogie que les coutumes germaniques avec les pratiques qui se retrouvent dans l'organisation de la chevalerie proprement dite. Au point de vue moral, il exerce une revendication de la même espèce, en alléguant l'ascendant moral et religieux qui était l'attribut des femmes au sein des races celtiques.

V. de V.

MONUMENTA *Germaniæ historica inde ab anno Christi quingentesimo usque ad annum millesimum et quingentesimum edidit Georgius Hein-*

ricus Pertz. *Scriptorum tomus XI*. Hannoveræ, 1854. — 1 vol. in-fol. de 710 p., avec 4 planches. (42 fr. 65.)

P. 1. *Gesta archiepiscoporum Salisburgensium*; edidit D. W. Wattenbach. — Sous ce titre sont réunis : — 1° *De Conversione Bagoariorum et Carantanorum libellus*. Ouvrage du neuvième siècle. — 2° *Computationes sæculi XII, de tempore sancti Rudberti*. — 3° *Vita Gebehardi, archiepiscopi Salisburgensis, auctore monacho Admuntensi, cum versibus de successione archiepiscoporum Salisburgensium, et Thiemonis passione metrica*. — 4° *Vita Gebehardi, Thiemonis, Chunradi, Eberhardi, Chunradi II, archiepiscoporum, cum chronico Admuntensi*. — 5° *Passio Thiemonis archiepiscopi*. — 6° *Vita Chunradi, archiepiscopi Salisburgensis*. — 7° *Vita sancti Eberhardi, archiepiscopi Salzburgensis*. — 8° *Vita et miracula sanctorum Juvavensium Virgilio, Hartwici, Eberhardi*.

P. 104. *Vita Meinweri, episcopi Patherbrunnensis*.

P. 162. *Vita [et miracula] Godehardi, episcopi Hildenesheimensis, auctore Wolferio*.

P. 222. *Vita Stephani, regis Ungariæ*; edidit D. W. Wattenbach,

P. 243. *Wiponis proverbium, tetralogus Heinrichi regis, versus ad mensam regis, vita Chuonradi II, imperatoris*¹.

P. 277. *Vita Guntheri, eremitæ*.

P. 280. *Vita Richardi, abbatis Sancti Vitoni Virdunensis*; edidit D. W. Wattenbach.

P. 281. *Vita Popponis, abbatis Stabulensis, auctore Everhelmo*; edidit D. W. Wattenbach.

P. 317. *Bardonis, archiepiscopi Moguntini, vita duplex*; edente D. Wilhelmo Wattenbach. — La première vie est composée par Vulcildus.

P. 343. *Translatio sancti Dionysii areopagitæ*; edidit D. Rud. Kœpke.

L'éditeur expose avec netteté l'histoire des contestations auxquelles la possession du corps de saint Denis donna lieu entre les moines de Saint-Denis en France et ceux de Saint-Emmeran de Ratisbonne. Il donne : 1° *Anonymi Ratisbonensis translatio sancti Dionysii areopagitæ*. L'éditeur ne croit pas ce traité antérieur au onzième siècle. — 2° *Ex Haymonis libro de detectione macharii areopagitæ Dionysii sociorumque ejus*. M. Kœpke croit que ce traité, que Félibien a publié en entier, a été composé sous Philippe-Auguste, peut-être à la suite de l'exposition solennelle des reliques de saint Denis, en 1191.

P. 376. *Ex Othloni operibus*; edidit Rogerus Wilmans. — Extraits du *Liber visionum* et du *Liber de temptatione cujusdam monachi*.

1. M. Pertz a fait imprimer une édition classique de Wipon (Hannov., Hahn, 1853, in-8° de 82 pag.). Elle forme la 12^e livraison des *Scriptores rerum german. in usum schol.*

P. 394. *Brunwilarensis monasterii fundatio*; edente D. Rudolfo Kœpke.

P. 409. *Gisleberti carmen de incendio Sancti Amandi Elnonensis*; edidit L. C. Bethmann. — Poème inédit jusqu'à ce jour, publié d'après le ms. latin 2093 de la Bibliothèque impériale.

P. 433. *Triumphus sancti Remacii, de Malmundariensi cœnobio*; edidit D. W. Wattenbach.

P. 462. *Vita Annonis, archiepiscopi Coloniensis*; edidit D. Rudolfus Kœpke.

P. 519. *Historiæ Farfenses*; collegit L. C. Bethmann. Cette collection comprend : 1° *Constructio Farfensis*. Traité du neuvième siècle, qu'on croyait perdu et que M. Bethmann a retrouvé dans un légendaire de l'abbaye de Farfa, remontant au onzième siècle. — 2° *Hugonis [Farfensis abbatis] opuscula*. Cet auteur mourut en 1039. — 3° *Ordo Farfensis* (Extraits). — 4° *Gregorii Catinensis opera* (Extraits). — 5° *Catalogus abbatum Farfensium*. — 6° *Annales Farfenses*.

P. 591. *Benzonis, episcopi Albensis, ad Heinricum IV, imperatorem, libri VII*; edente Karolo Pertz.

DÉCOUVERTE d'un cimetière mérovingien a la Chapelle Saint-Eloi (Eure). Par Ch. Lenormant. Paris, Douniol, 1854. — In-8° de 84 p., avec gravures sur bois.

Aucun de nos lecteurs n'ignore l'événement archéologique qui a tout à coup donné une célébrité européenne à un petit village de Normandie, dont le nom figurait à peine dans l'histoire ecclésiastique de la province. Presque tous les journaux ont, en effet, parlé des antiquités trouvées par M. Lenormant à la Chapelle Saint-Eloi, à la porte d'un prieuré dépendant de l'abbaye du Bec, dont il est propriétaire. Cette découverte a soulevé des questions trop nombreuses, trop variées et surtout trop neuves, pour qu'il soit encore possible d'en apprécier toute la valeur. Nous n'en devons pas moins faire connaître l'ensemble des découvertes, les explications que M. Lenormant en a proposées, les conséquences qu'il en a déduites.

L'automne dernier, M. François Lenormant, qui, par ses précoces publications, s'est déjà conquis une place dans le monde de l'érudition, fit remarquer à son père des décombres desquelles un paysan tirait des pierres pour se construire une maison. Le caractère antique de ces ruines fut aussitôt reconnu et le terrain voisin devint l'objet d'une soigneuse exploration. En trois ou quatre semaines, on y ramassa des fragments de statue, des débris de colonne et environ soixante-dix inscriptions, dont quelques-unes tracées en lettres runiques. C'est la première fois que des monuments de ce genre ont été trouvés dans nos contrées, et la critique n'aurait peut-être pas accueilli sans défiance une aussi merveilleuse découverte, si elle ne s'était présentée avec toutes les garanties d'authenticité que peuvent donner le caractère et l'expérience de M. Lenormant.

Le savant académicien ne pouvait laisser à des étrangers le soin de décrire et d'expliquer le trésor qui lui était échu. Il a commencé à remplir cette tâche dans la brochure dont j'ai transcrit l'intitulé. J'exposerai brièvement le système qu'il y développe et qu'il appuie principalement sur deux inscriptions et sur les actes de saint Taurin.

Une inscription ainsi conçue : HERCU[l]I MERCURIO [s]ERQUINIUS[v. s. L. [m.], atteste que Serquinius érigea en l'honneur d'Hercule-Mercure, une statue dont la tête a été retrouvée intacte. Ce personnage, dont la commune de Serquigni a conservé le nom, devait vivre sous Caracalla, puisqu'il a donné à son Hercule les traits idéalisés de cet empereur. Il possédait sans doute la riche villa dont les restes ont été décrits depuis longtemps par M. Le Prévost, et l'on peut supposer que les célèbres vases de Berthouville ont fait partie de son mobilier.

Une seconde inscription commence par ces mots : HIC UBI TAUR[inus] VIRGARUM VE(rbere cæsus) EST GISACI VICU[s].... Rapprochés des actes de saint Taurin, ces vers peuvent faire considérer la Chapelle Saint-Éloi comme l'un des premiers foyers d'où la lumière évangélique rayonna sur les populations de la deuxième Lyonnaise. La statue d'Hercule fut renversée, et les tronçons de la colonne qui la supportait furent employés à la construction d'un baptistère. Le lieu sanctifié par la flagellation d'un saint apôtre devint un but de pèlerinage, et, pendant plusieurs siècles, les fidèles y choisirent leur sépulture. De là tous ces noms romains et francs gravés sur des tuiles à rebord.

M. Lenormant passe en revue ses principales inscriptions, dont il a fait graver une douzaine. Dans l'une, il voit un monument du passage de saint Germain, évêque de Paris; dans une autre, l'épitaphe de saint Suron; plusieurs sont datées du consulat de Clovis et des règnes de Childeburt et de Clotaire. Les formules chrétiennes des inscriptions runiques attestent l'influence du clergé sur les sujets de Clovis et de ses successeurs.

Mais la vie de saint Taurin, sur laquelle reposent une partie de ces explications, avait été rejetée comme indigne de confiance. Il a donc fallu discuter la valeur de ce document, et cette discussion n'est pas la portion la moins curieuse de l'opuscule que j'analyse. On a jusqu'à présent signalé deux anciennes versions des actes de saint Taurin : l'une a été donnée par les Bollandistes; M. Lenormant a publié l'autre d'après le ms. latin n° 989 de la Bibliothèque impériale. Le nouvel éditeur a reconnu que ces deux versions dérivent d'un texte primitif remontant au siècle de saint Taurin, et probablement perdu depuis longtemps. Il a même cru pouvoir discerner dans les vies plus récentes les chapitres fidèlement tirés des actes originaux et les chapitres altérés ou ajoutés après coup. Cette distinction fait tomber les objections qu'on avait élevées contre l'authenticité des actes de saint Taurin.

Sur sa route, M. Lenormant a trouvé l'occasion d'aborder un certain nombre de problèmes qui auraient pu fournir la matière de disserta-

tions spéciales. Citons, pour exemples, l'interprétation du vers de Fortunat :

Doctus Achæmeniis quævis præscribito signis,

la note sur l'époque du martyr de saint Floscel, les observations sur la formule *famulus* ou *servus Dei* et sur les monogrammes mérovingiens.

Après ce résumé, il me resterait à proclamer le mérite de l'opuscule de M. Lenormant. Mais, pour en avoir le droit, il faudrait être versé dans l'archéologie et particulièrement dans l'épigraphie. D'ailleurs l'excessive bienveillance avec laquelle l'auteur m'a nommé dans son mémoire pourrait faire suspecter mon témoignage.

L. D.

LE CABINET HISTORIQUE. *Revue trimestrielle, contenant, avec un texte et des pièces inédites, intéressantes ou peu connues, le catalogue général des manuscrits que renferment les bibliothèques de Paris et des départements touchant l'histoire de l'ancienne France et de ses diverses localités.* Sous la direction de Louis Paris. Paris, au bureau du *Cabinet historique*, rue d'Angoulême-Saint-Honoré, 27.—in-8° (12 fr. par an).

Dans la première partie de ce recueil sont textuellement publiées des pièces inédites ou peu connues de nature à intéresser les amis de l'histoire et de la littérature française. La plupart des documents contenus dans les trois premières livraisons se rapportent au seizième, au dix-septième et au dix-huitième siècle; mais les époques antérieures n'ont cependant pas été laissées de côté, et nous signalerons une chanson de Cardon de Reims et les extraits des archives municipales de Reims et des mémoires de Roger, que M. Paris a donnés sous ce titre : *Affaires de France et d'Angleterre au quinzième siècle; Lettres de Charles VI, Charles VII, Jeanne d'Arc et Henri VIII d'Angleterre.*—*Documents inédits sur Jeanned'Arc.*

La seconde partie du *Cabinet* est réservée à des indications bibliographiques. L'éditeur se propose d'y énumérer successivement les recueils et les documents manuscrits relatifs à l'histoire de chacune de nos provinces. Il s'est jusqu'à présent occupé de la Champagne et de la Bourgogne, et a catalogué 1806 articles.

Nous pourrions relever quelques imperfections dans les livraisons que nous avons sous les yeux. Nous aimons mieux rendre justice au soin que M. Louis Paris met à perfectionner de jour en jour son utile publication.

OBSERVATIONS *recueillies dans le chartrier de l'abbaye de Cisoing et présentées à la commission historique du département du Nord, par M. le marquis de Godefroy Menilglaize.* — Lille, Danel, 1854. — In-8° de 36 pages.

Les archives du département du Nord ne contiennent que 178 chartes originales de l'abbaye de Cisoing; mais 334 pièces de ce monastère sont

transcrites dans un cartulaire appartenant à M. du Mortier, de Tournai, et 189 dans le grand recueil formé par Denys Godefroy pour Colbert. M. le marquis de Godefroy a puisé à ces trois sources pour rédiger un rapport dans lequel sont méthodiquement classés les principaux renseignements que fournit cette collection de titres. Ce que nous avons dit (p. 366) de la nouvelle édition de Lambert d'Ardre suffit pour recommander à l'attention de nos lecteurs les observations de M. de Godefroy.

NOTICE historique sur le scel communal, les armoiries et les cachets municipaux de la ville de Dunkerque; par J. J. Carlier. Dunkerque, 1855. 72 p. in-8° avec dessins de M. Forgeais.

M. Carlier a patiemment recueilli et soigneusement décrit les sceaux et les cachets de la ville de Dunkerque depuis le treizième siècle jusqu'à nos jours. Sa Notice est remplie de faits intéressants pour l'histoire locale et pour l'étude de la sigillographie. Mais l'auteur aurait pu s'épargner la peine de chercher « si le poisson dunkerquois porte près des ouïes l'une des taches indiquant le pouce ou le doigt par lequel, dit-on, saint Pierre tenait le poisson vulgairement appelé de saint Pierre, et qui est, croit-il, l'égrefin » (p. 19). Il aurait encore pu ne pas inventer une nouvelle étymologie du mot *seigneur* (p. 5). Nous continuerons à faire dériver ce mot de *senior*, bien que M. Carlier nous ait appris que *senior* veut dire vieillard, et que les seigneurs n'étaient pas nécessairement des vieillards.

Le 426^e anniversaire de la délivrance d'Orléans, 8 mai 1855. Orléans, Pagnerre, 1855.—In-8° de 172 pages.

A l'occasion des fêtes qui viennent d'être si pompeusement célébrées à Orléans, M. Mantellier a publié l'un des ouvrages les plus intéressants que nous possédions sur l'histoire de Jeanne d'Arc. Après un remarquable résumé du siège de 1428-1429 et des événements qui le suivirent, l'auteur raconte l'institution de la fête commémorative de la délivrance d'Orléans; il fait connaître tous les détails de cette pieuse cérémonie. Suivent deux chapitres non moins curieux : l'un sur les étendards et bannières de Jeanne d'Arc et de la ville d'Orléans; l'autre sur les monuments élevés à Orléans en l'honneur de la Pucelle. — Un plan du siège accompagne cet élégant volume.

LE BARON et les religieux de Preuilly en 1432, par M. Charles Grandmaison. Tours, 1855.—In-8° de 23 pages.

Une enquête fut faite, en 1432, pour constater les excès commis par Pierre Frottier, à la suite d'un différend séculaire, qui divisait les barons et les moines de Preuilly. Le brouillon de cette enquête s'est retrouvé aux archives d'Indre-et-Loire dans le plus lamentable état. Grâce à la publication de M. Grandmaison, ce qui en restait ne périra plus. Mais notre confrère ne s'est pas borné à donner un texte correct de l'enquête; il y a joint

une introduction, fort bien écrite, qui peut dispenser de lire le document, et montre « combien était déplorable au moyen âge le sort du peuple, surtout de celui des campagnes, lorsque la main protectrice de la royauté cessait pour un moment de s'étendre sur sa tête toujours menacée. »

HISTOIRE de Flers, ses seigneurs, son industrie, par M. le comte Hector de la Ferrière. Paris, Dumoulin, 1855.—In-8° de 312 pag. avec lithogr. et gravures sur bois.

C'est, pour ainsi dire, l'industrie contemporaine qui a créé la ville de Flers. M. le comte de la Ferrière a cependant réussi à lui constituer des annales depuis le douzième siècle. Appuyé sur des documents authentiques, il a montré quels étaient, sous le régime féodal, les rapports des seigneurs de Flers avec leurs hommes, et quel rôle plusieurs de ces seigneurs ont joué dans l'histoire de la province. Beaucoup de documents sont textuellement rapportés par l'auteur. On remarque, en première ligne, des correspondances précieuses pour l'histoire de la ligue et de la fronde, que M. de la Ferrière a exhumées des archives du château de Flers.

DOCUMENTS historiques concernant les villes, bourgs et villages du département de la Haute-Loire. Des coutumes seigneuriales de la châtellenie de La Roche en 1291; par M. Henri Doniol. Le Puy, Marchessou.—In-8° de 34 p. Extrait des *Annales de la Société académique du Puy*.

Les Coutumes de La Roche ont une certaine importance pour l'histoire de la condition des personnes en Auvergne. L'éditeur en a bien fait ressortir la valeur; mais il aurait pu apporter plus de soin à la correction du texte. Sans doute, le manuscrit qu'il avait à sa disposition était fort défectueux; mais il n'était pas difficile de corriger avec certitude beaucoup de passages défigurés par l'ignorance du copiste, de compléter les mots abrégés et de ponctuer le texte. Espérons que ces détails d'exécution ne seront pas négligés dans des *Documents historiques* dont la Société du Puy entreprend la publication.

LETtres des rois de France, des reines, princes et hauts personnages du royaume, aux évêque, chapitre, gouverneur, bailli, maire, échevins habitans et commune de Chartres; publiées par Lucien Merlet.—Orléans, impr. d'Alex. Jacob, 1855. — Un vol. in-8° (tome III des *Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais*).

La Société archéologique de l'Orléanais, dont les travaux sont bien connus de nos lecteurs, a résolu de consacrer une partie de ses Mémoires à la publication de documents inédits. Elle n'aura pas à se repentir d'être entrée dans cette voie, tant qu'elle sera secondée par des éditeurs aussi intelligents et aussi consciencieux que M. Lucien Merlet.

Les pièces composant le volume dont je viens de transcrire le titre, ont été choisies la plupart dans les archives municipales de Chartres. Elles sont

rangées chronologiquement, le texte en a été soigneusement établi, et des notes, courtes mais substantielles, ont été jointes aux passages qui auraient pu arrêter le lecteur.

Les lettres recueillies par M. Merlet sont au nombre de trois cent quatorze; la plus ancienne est de l'année 1296, la plus récente de 1715. La plupart appartiennent au seizième et au dix-septième siècles; les séries les plus suivies et les plus intéressantes se rapportent aux guerres de religion et aux événements de la fronde.

LIVES of the princesses of England; by miss Anna Everet Green; tome VI et dernier. London, H. Golburn, 1855.—In-8°, fig.

Nous avons rendu compte des cinq premiers volumes de cet ouvrage ¹, et nous avons signalé les solides qualités qui le distinguent. Le livre se recommande toujours par le même mérite; mais, en se rapprochant de son terme final, il s'éloigne aussi de plus en plus du cadre habituel assigné à la bibliographie de notre recueil. Je me bornerai par ce motif à indiquer sommairement les personnages dont la notice est contenue dans ce dernier volume. Élisabeth, fille de Charles I^{er} (suite et fin). Sophie, quatrième fille de Jacques I^{er}, née et morte en 1606; Marie, fille aînée de Charles I^{er}, née en 1631, morte en 1660; Élisabeth, deuxième fille, née en 1635, morte en 1650; Anne, troisième fille, née en 1637, morte en 1640; Catherine, quatrième fille, née et morte en 1639. Enfin, Henriette-Anne, cinquième fille de Charles, née en 1644, mariée en 1661 à Philippe, duc d'Orléans, frère de Louis XIV, morte à Saint-Cloud le 30 juin 1670. Ainsi se termine cette savante publication commencée en 1849. M^{iss} Green s'était déjà fait connaître par ses *Lettres des princesses anglaises*, imprimées à Londres, en 3 vol. in-8° (1846).

L'éditeur des *Lives*, etc., annonce en préparation, du même auteur : *Vie des reines de la maison de Brunswick*. Cette nouvelle composition continuera la série des travaux historiques que nous venons de rappeler. Elle est destinée à faire suite aux *Reines d'Angleterre*, de miss Strickland, ouvrage qui jouit également des honneurs de la célébrité.

V. de V.

LIVRES NOUVEAUX.

Avril — Mai 1855.

219. Voyageurs anciens et modernes, ou Choix des relations de voyages les plus intéressantes et les plus instructives depuis le V^e siècle avant Jésus-Christ jusqu'au XIX^e siècle; avec biographies, notes et indications iconographiques; par M. Édouard Charton. Tome 2. Voyageurs du moyen âge.

1. 3^e série, I, 279; IV, 83, et plus haut, p. 73.

I. (Quatrième série.

32

Depuis le VI^e siècle de l'ère chrétienne jusqu'au XIV^e. In-8° de 28 feuilles, avec 300 gravures, cartes, etc. — A Paris, rue Jacob, 50; chez les principaux libraires.

Cet ouvrage formera 4 volumes grand in-8°, contenant un très-grand nombre de gravures. Prix de chaque volume broché : 6 fr.

220. *Altchristliche*. — Monuments chrétiens antiques de Constantinople du V^e au XII^e siècle. Par W. Salzenberg. Berlin, Korn (1854). 40 pl. et 31 feuilles de texte. Imp. fol. (240 fr.)

221. *Die Bauwerke*. — Les édifices de la Lombardie du VII^e au XIV^e siècle. Dessinés et expliqués par Fr. Osten. Darmstadt, Leske (1854). Imp. fol. ouvrage terminé. (128 fr.)

222. *Recherches sur l'architecture, la sculpture, la peinture, la menuiserie, la ferronnerie, etc.*, dans les maisons du moyen âge et de la renaissance, à Lyon; par P. Martin, architecte. In-4° de 11 feuilles. — Paris, Didron.

223. *Dictionnaire raisonné du mobilier français, de l'époque carlovingienne à la renaissance*; par M. Viollet-le-Duc. 1^{re} livraison. Texte. In-8° de 2 feuilles, plus une planche. — A Paris, chez Bance, rue Bonaparte, 13.

L'ouvrage complet, divisé en 80 livraisons, formera 2 gros volumes in-8° d'environ 500 pages chacun. Toutes les gravures seront exécutées sur les dessins de M. Viollet-le-Duc ou sous sa direction. Prix de la livraison, composée de 16 pages, avec gravures sur bois intercalées dans le texte, et d'une ou deux pl. sur acier ou coloriées : 1 fr. 50 cent. — Édition de luxe tirée à 100 exemplaires, numérotés de 1 à 100, sur papier jésus grand in-8°. Prix de la livraison : 2 fr. 50 cent. — Il sera publié 2 livraisons par mois.

224. *Costumés du moyen âge chrétien; d'après les monuments contemporains*, par J. H. de Hefner-Alteneck. Francfort-sur-le-Mein, Keller. (1854). In-4°. Ouvrage terminé.

L'édition avec texte français coûte 140 fr., et coloriée 1,400 fr.

225. *Cours d'archéologie sacrée, à l'usage des séminaires et de MM. les curés, accompagné d'un grand nombre de dessins*; par M. l'abbé Godard. Seconde partie. Arts accessoires de l'architecture. Monuments accessoires des églises. Instruments de musique. Iconographie. Chant liturgique. In-8°, de 37 feuilles, plus 10 pl. — A Paris, chez madame Poussieltgue-Rusand. (1854.) (8 fr.)

226. *La Piété du moyen âge*; par A. de Martonne, archiviste du département de Loir-et-Cher, etc. In-8° de 14 feuilles. — A Paris, chez Dumoulin. (5 fr.)

227. *Geschichte*. — Histoire des partis politiques. Par le prof. Wachs-muth. Tome II. Moyen âge. Brünswic, Schwetschke (1854). 544 p. gr. in-8° (11 fr. 35.)

228. *Kelten*. — Celtes et Germains; par le prof. Holtzmann. 192 p. in-4° (7 fr. 50 c.)

L'auteur y soutient la double thèse : 1° que les Celtes sont Germains; 2° que les Kymris et les Gaëls ne le sont pas.

229. Ueber die altddeutsche Hufe. — De la mesure agraire des anciens Allemands. Par G. Waitz. Göttingue, Dieterich (1854). 52 p. gr. in-8°. (2 fr.)

230. Grundlagen. — Principes de l'histoire primitive de la race bavaroise et de ses princes; par C. Siegert. Avec carte. Munich, Franz (1854). 365 p. gr. in-8° (8 fr.)

231. Lois des Bourguignons, vulgairement nommées Loi Gombette. Traduites pour la première fois par M. J. F. A. Peyré. In-8° de 9 feuilles. — A Lyon, chez Brun.

232. Théodat, roi des Ostrogoths. Esquisse posthume du docteur Abel (en allemand). Stuttgart, Metzler (1854) 20 p. gr. in-8° (50 c.)

233. Histoire chronologique de l'Eglise protestante de France jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes; par Charles Drion. Tomes I et II. 2 volumes in-18, ensemble de 17 feuilles. (6 fr.)

234. Chansons, ballades et rondeaux de Jehannot de Lescurel, poète du XIV^e siècle; publiés, pour la première fois, par Anatole de Montaiglon. In-16 de 2 feuilles 1/8. — A Paris, chez Jannet. (2 fr.)

Collection de la Bibliothèque elzévirienne.

235. Recueil des historiens des Gaules et de la France. Tome XXI, contenant la 2^e livraison des monuments des règnes de saint Louis, de Philippe le Hardi, de Philippe le Bel, de Louis X, de Philippe V et de Charles IV, depuis 1226 jusqu'en 1328; publié par MM. Guigniaut et de Wailly, membres de l'Institut. — Paris, imp. Impériale. 1 vol. in-fol. broché. (36 fr.)

236. Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France; par A. Chéruel; 1^{re} et 2^e parties. 2 vol. in-18, ensemble de 37 feuilles 2/3. — A Paris, chez Hachette. (12 fr.)

237. Histoire des expéditions militaires d'Edouard III et du prince Noir, d'après les sources les plus authentiques, les chartes et diplômes, les chroniqueurs et historiens anglais et étrangers; par Edmond le Poittevin de la Croix. In-4°. A Bruxelles, chez Edmond le Poittevin de la Croix. (1854.)

238. Jean IV, duc de Bretagne, et sa politique (1364-1373); par A. de la Borderie. In-8° d'une feuille 1/2. Imp. de Guéraud, à Nantes.

239. Jeanne d'Arc est-elle Lorraine? Seconde dissertation, accompagnée de documents inédits, notamment sur la maison de la Pucelle; par Henri Lepage. In-8° de 6 feuilles. — A Nancy, chez Grimblot et madame veuve Raybois.

Extrait des Mémoires de l'Académie de Stanislas.

240. La mission de Jeanne d'Arc. Examen d'une opinion de M. Jules

Quicherat; par Renard (Athanase). In-8° de 2 feuilles 1/4. — A Paris, chez Garnier frères.

241. L'histoire et discours au vray du siège qui fut mis devant la ville d'Orléans, par les Anglois le mardy XII jour d'octobre 1428, régnant alors Charles VII roy de France, etc. Réimpression par Al. Jacob, à Orléans, de l'édition de 1606.

242. Französische Geschichte. — Histoire de France, principalement au XVI^e et au XVII^e siècle, par L. Ranke. Tome III. Stuttgart, Cotta (1854). 569 p. gr. in-8° (12 fr.)

243. Sieben Bücher. — Sept livres d'histoire de France, par Fr. W. Ebeling. Tome I. Tübingue, Fues. 287 p. gr. in-8°. (4 fr.)

Commencements des guerres de religion.

244. Mémoires de madame de Motteville sur Anne d'Autriche et sa cour. Nouvelle édition, d'après le manuscrit de Conrart, avec une annotation, des éclaircissements et un index, par M. F. Riaux; et une notice sur madame de Motteville, par M. Sainte-Beuve. 4 vol. in-18, ensemble de 53 feuilles. — A Paris, chez Charpentier. (14 fr.)

245. Études sur la vie de Bossuet jusqu'à son entrée en fonction en qualité de précepteur du Dauphin (1627-1670); par A. Floquet. 3 vol. in-8°, ensemble de 108 feuilles 3/4. — A Paris, chez Firmin Didot frères. (18 fr.)

246. Correspondance complète de Madame, duchesse d'Orléans, née princesse palatine, mère du régent. Traduction entièrement nouvelle, par M. G. Brunet. 2 vol. in-18, ensemble de 26 feuilles. — A Paris, chez Charpentier. (7 fr.)

247. La Réforme dans le Cambresis au XVI^e siècle (1566). Manuscrit publié pour la première fois et annoté par Charles L. Frossard. In-8° de 3 feuilles. — A Paris, chez Grassart, rue de la Paix, 11.

Extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*.

248. Les Barons de Creully, études historiques; par M. Pezet. In-8° de 16 feuilles 3/4, plus une lith. Imp. de Saint-Ange Duvant, à Bayeux. 1854.

Extrait des Mémoires de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de Bayeux.

249. Histoire des Pyrénées et des rapports internationaux de la France avec l'Espagne, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Annales de la Catalogne, de l'Aragon, de la Navarre, du pays basque, du Béarn, du Bigorre, du Comminges, du comté de Foix, du Roussillon, de la Cerdagne, de Narbonne et de Carcassonne, etc.; par M. Cénac-Moncaut. 4 vol. in-8°, ensemble de 119 feuilles 1/4. — A Paris, chez Amyot. (1853-1854). (26 fr.)

250. Essai sur les anciennes coutumes de Toulouse; par M. F. Laferrrière. In-8° de 4 feuilles 1/4. Impr. de Bonnal, à Toulouse.

251. Notice sur le prieuré de Souvigny (Allier); par M. J. B. L. Ochier. In-8° d'une feuille 3/4. — A Caen, chez Hardel; à Paris, chez Deraché.

Extrait du Compte rendu de la 21^e session du congrès archéologique.

252. Le Morvand, ou essai géographique, topographique et historique sur cette contrée; par J. F. Baudiau. 2 vol. in-8°, ensemble de 69 feuilles. Imp. de Fay, à Nevers.

253. Histoire de la ville et de l'ancien comté de Bar-sur-Seine; par Lucien Constant, des Riceys. Tome 1^{er}. In-8° de 28 feuilles 3/4, plus une carte, 8 lith. et 2 tableaux. — à Paris, chez Roret. (7 fr.)

254. Note sur les archives de l'hôtel de ville de Verdun (Meuse); par Ch. Buvignier. In-8° de 7 feuilles 1/2. Imp. de Nouvian, à Metz.

255. Compte de l'œuvre de l'église de Troyes, avec notes et éclaircissements, ou Nouvelles recherches sur la construction des églises et sur les usages au moyen âge; par l'auteur des Archives curieuses de la Champagne et de la Brie. Petit in-8° de 4 feuilles 1/2. — A Troyes, chez Bouquot.

L'avertissement est signé : Alexandre Assier.

256. Archiv. — Archives de la Société pour la connaissance de l'histoire ancienne de l'Allemagne, publiées par Pertz. Tome XI, 3^e et 4^e liv. Hanovre, Hahn (1854); p. 247-532. Gr. in-8°. (5 fr. 35 c.)

257. Onomasticon chronographicon hierarchiæ germanicæ. Listes des évêques allemands depuis l'an 800, ainsi que des dignitaires de quelques abbayes et ordres de chevalerie par Mooyer. Minden, Koerber (1854). 168 p. gr. in-8°. (8 fr.)

258. Geschichte. — Histoire de l'empire allemand par W. Giesebrecht, Tome I, 1^{re} partie. Brünswic, Schwetschke. 321 p. gr. in-8°. (5 fr.)

L'ouvrage aura 3 volumes. Il est écrit avec une netteté bien rare en Allemagne.

259. Vier. — Quatre lettres grecques de l'empereur Frédéric II. Publ. pour la première fois par G. Wolff. Berlin, Springer, 59 p. gr. in-8° (1 fr. 75 c.)

260. Wittelsbachische Regesten. — Table des diplômes de la maison de Wittelsbach, 1180 à 1340. Par I. Fr. Böhmer. Stuttgart, Cotta (1854). 156 p. gr. in-4° (5 fr. 35 c.)

261. Urkundliche. — Histoire diplomatique de l'ancienne abbaye de Maulbronn. Avec table des diplômes. Par le docteur Klunzinger. Stuttgart, Sonnewald (1854). 101 p. gr. in-8°. (4 fr.)

262. Inscriptiones confederationis helveticæ latinæ, ed. Mommsen. Zürich, Meyer (1854). XXVIII et 134 p. gr. in-4° avec planches. (22 fr.)

10^e volume des Mém. de la Soc. arch. de Zürich.

263. Geschiedenis. — Histoire de la ville et seigneurie de Malines. Par I. David, Louvain (1854). 558 p. gr. in-8°. (6 fr. 75 c.)

264. Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon et de la crypte de Saint-Jean, à Gand; par A. Van Lokeren. Gand, 1855. 2 part. en un vol. in-4°, avec 26 planches. (20 fr.)

265. Historiæ patriæ monumenta, edita jussu regis Caroli Alberti. Charitarum, tomus 2. Augustæ Turinorum, ex off. reg. (1853). CCXXIII et 2127 col. in-fol.

266. Eadem. Liber iurium reipublicæ Genuensis; tomus I. Ibid. (1854). CXVIII et 1652 col. fol.

267. Geschichte. — Histoire du Portugal; par le Dr Schaefer. Tome 5, jusqu'en 1820. 740 p. et table générale de 81 p. Gotha, Perthes (1854). Gr. in-8°. (14 fr.)

L'ouvrage complet, 56 fr. Il fait partie de la collection de Heeren et Ukert : Histoire des États européens.

268. Numismatique de l'Arménie au moyen âge; par Victor Langlois. In-4° de 15 feuilles 1/2, plus 7 pl. — A Paris, chez Camille Rollin, rue Vivienne, 12.

269. Recherches sur les monnaies frappées dans l'île de Rhodes par les grands maîtres de l'ordre religieux et militaire de Saint-Jean de Jérusalem. Ouvrage traduit de l'allemand du docteur Julius Friedlaender, annoté par Victor Langlois. In-4° de 6 feuilles, plus 2 pl. — A Paris, chez Just Rouvier, Camille Rollin, rue Vivienne, 12.

270. Le Canada sous la domination française, d'après les archives de la marine et de la guerre; par L. Dussieux. In-8° de 6 feuilles 3/9. — A Paris, chez Tanera. (4 fr.)

CHRONIQUE.

Mai-Juin 1855.

Cette année, l'inspection des archives communales et hospitalières du département de l'Aube ne sera pas moins fructueuse qu'en 1854. M. d'Arbois de Jubainville vient de trouver aux archives de Bar-sur-Aube le second volume du Cartulaire de Clairvaux. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire un extrait du rapport adressé à M. le préfet par notre heureux confrère :

« Vers l'année 1260, les archives de l'abbaye de Clairvaux se composaient d'environ 2,000 pièces. Suivant le classement qui existait à cette époque, elles se divisaient en trente séries, dont on peut rapporter l'établissement à quatre idées fondamentales. Dix-sept de ces séries devaient leur formation à la situation des biens auxquels se référaient les documents compris dans chacune d'elles. Elles portaient chacune le nom d'une grange, d'un centre d'exploitation, d'une terre de l'abbaye. Elles étaient intitulées :

(1°) *Grangia abbatis*; — (2°) *Ultra Albam*; — (3°) *Fravilla*; — (4°) *Fontarcia*; — (5°) *Bellus Mons*; — (6°) *Champigni*; — (7°) *Borda*; — (8°) *Morains*; — (9°) *Belinfay*; — (10°) *Cornay*; — (11°) *Tallis Ro-*

diônis; — (12°) *Penis*; — (13°) — *Wangionis Rivi*; — (14°) *Colombeium*; (15°) *Morval*; — (16°) *Marsal et Novum Castrum*; — (17°) *Divio*. Une série renfermait les titres qui rentraient à la fois dans plusieurs des séries précédentes; elle était cotée:

(18°) *Carte communes*.

Trois séries se rapportaient à trois natures de biens différentes:

(19°) *Forgie*; — (20°) *Pasture*; — (21°) *Pedagia*.

Venaient ensuite des pièces relatives à des biens affectés à une destination spéciale:

(22°) *Cellaria*; — (23°) *Porta*.

Six séries contenaient des chartes dont le classement avait pour base la qualité de la personne dont elles émanaient:

(24°) *Privilegia Pontificum Romanorum*; — (25°) *Regum Francie*; — (26°) *Comitum Campanie*; — (27°) *Ducum Burgundie*; — (28°) *Comitum Flandrie*; — (29°) *Comitum Pontivi*.

Une série renfermait les titres qu'on n'avait cru devoir faire entrer dans aucune des divisions précédentes:

(30°) *Diverse elemosine*.

Sur le dos de chaque pièce, les bulles exceptées, en avait écrit le numéro qui déterminait le rang de la pièce dans la série à laquelle elle appartenait; et ce numéro était accompagné du nom de lieu, de personne ou de chose qui servait à distinguer la série. Exemple: *Grangia abbatis, XXVla*. — *Regum Francie, Ila*. Bien entendu que dans l'ordre des séries on n'avait probablement pas suivi la disposition méthodique que, pour plus de clarté, j'ai cru devoir adopter ici.

Malheureusement une partie considérable de ces pièces n'existe plus; mais, suivant l'usage du temps, les moines de Clairvaux avaient prévenu le danger de cette perte en les faisant transcrire sur des registres, en faisant exécuter ce que nous appelons encore un cartulaire.

La bibliothèque de Troyes possède un manuscrit du milieu du treizième siècle, qui est connu sous le nom de Cartulaire de Clairvaux. Il contient 205 feuillets. Il a trente centimètres de haut sur vingt-deux de large. Il contient les séries que j'ai numérotées plus haut 1-10 et 19, 20. Une copie de ce manuscrit, à peu près contemporaine de l'original, existe à la Bibliothèque impériale.

Le cartulaire que j'ai trouvé est de même date, des mêmes mains et de même forme que le manuscrit de la bibliothèque de Troyes; il est seulement moins volumineux. Il n'a que 147 feuillets. Il contient les séries que j'ai numérotées 11-18, 21-23 et 26-30. Elles y sont rangées dans l'ordre suivant: *Carte communes*, *Porta*, *Vallis Rodionis*, *Diverse elemosine*, *Penis*, *Wangionis Rivi*, *Comitum Campanie*, *Ducum Burgundie*, *Comitum Flandrie*, *Colombeium*, *Morval*, *Cellaria*, *Marsal et Novum Castrum*, *Divio*, *Pedagia*. Le nombre total des pièces est de 766: la plus ancienne est de 1135, la plus récente de 1160.

Ce cartulaire provient évidemment des archives de Clairvaux. Il a conservé la modeste demi-reliure des manuscrits de cette célèbre abbaye, dos de basane fauve, étiquette bleue, couverture de papier marbré blanc, jaune et rouge. En 1790, Bar-sur-Aube était le chef-lieu de district qui comprenait Clairvaux dans sa circonscription. Les archives de Clairvaux furent par conséquent transportées à Bar-sur-Aube. Lorsque la loi du 5 brumaire an V ordonna la réunion des archives de district au chef-lieu de département, un certain nombre de documents provenant de Clairvaux furent oubliés à Bar-sur-Aube. Le cartulaire que je viens de retrouver fut compris dans cet oubli. »

Dans la même tournée, M. d'Arbois a vu entre les mains d'un particulier un autre cartulaire du XIII^e siècle, celui du chapitre de Saint-Maclou. — Il a aussi trouvé, dans une église des environs de Clairvaux, une magnifique étoffe de soie, du douzième ou du treizième siècle, qui a probablement servi à envelopper des reliques de saint Bernard. Ce précieux fragment va être reproduit dans le *Portefeuille archéologique de la Champagne*.

— Le 22 juin dernier, s'est vendu, à Paris, au prix de mille et quelques francs, un manuscrit du douzième siècle, ayant fait partie de la bibliothèque de M. Bearzi. Il contient la Vie de Dagobert, la Vie de Charlemagne, par Éginhard; Thégan, les Annales d'Éginhard, la Vie de Louis le Débonnaire, par l'Astronome, et Widikind. A la suite des Annales d'Éginhard, et à la fin du volume, se trouvent différentes notes historiques et géographiques, qui présentent un certain intérêt. L'ouvrage de l'Astronome est suivi de tableaux généalogiques, qui aident à déterminer l'âge du manuscrit. Sur la feuille de garde placée au commencement du volume, on lit : *Pertinet ad Steynvelt*.

Ce manuscrit a servi à établir le texte de Widikind inséré dans le tome III des *Scriptores* de Pertz, où l'on voit un bon *fac-simile* du manuscrit.

Dans le ms. de Steynvelt, l'histoire de Thégan est divisée en deux parties (chap. 1-7 et chap. 8-23), séparées l'une de l'autre par les Annales d'Éginhard et par l'ouvrage de l'Astronome. On remarque la même coupure dans un autre ms. de Thégan, remontant au douzième siècle, et conservé à la Bibliothèque impériale dans le fonds de Sorbonne, n^o 907.



RAOUL TORTAIRE.

Il est aujourd'hui reconnu à peu près généralement que le onzième siècle vit s'accomplir en France la véritable renaissance littéraire, ou, pour être plus exact, que l'œuvre prématurément tentée par Charlemagne, et qu'avait interrompue une longue suite de guerres civiles et de malheurs, fut reprise alors spontanément, naturellement, par le seul besoin inné chez l'homme d'exercer les nobles facultés de son intelligence. A partir de cette époque, le mouvement ne s'arrêta plus, bien qu'il se ralentit par intervalles et qu'il y eût des périodes de tâtonnements, de défaillance, de stérilité relative. Plus d'une fois même il fallut que des inspirations venues du dehors lui donnassent une impulsion nouvelle et que le génie national se retrempât à des sources étrangères. C'est ce qui arriva notamment lorsqu'à la fin du quinzième siècle, de grands événements, d'importantes découvertes vinrent raviver en Italie l'étude et le goût de l'antiquité, lorsque les œuvres des grands écrivains de la Grèce et de Rome, répandues, popularisées par l'imprimerie, offrirent à tous des modèles dont le temps a consacré la supériorité. L'impulsion que l'esprit humain reçut à ce moment fut telle qu'il sembla sortir d'une longue léthargie, et que l'on appela renaissance ce qui n'était qu'une marche plus active et plus sûre dans la bonne voie. Mais qu'il n'y ait pas eu en France, au seizième siècle, de renaissance proprement dite, c'est un lieu commun sur lequel il est inutile d'insister, aujourd'hui que les travaux des Bénédictins, et ceux de l'érudition moderne, quelque incomplets qu'ils soient encore, nous ont mis sous les yeux les développements successifs de la culture intellectuelle dans notre pays. La France est en possession d'un glorieux passé littéraire qu'on ne saurait lui enlever, d'un passé de neuf siècles, pendant lequel à deux reprises différentes, au treizième et à la fin du dix-sep-

tième, l'Europe entière n'a goûté d'autres productions, n'a reconnu d'autres lois que celles de son génie.

Au commencement du onzième siècle, le mouvement qui se produit au milieu du travail de l'organisation féodale est faible encore et se communique difficilement. Il se concentre dans quelques abbayes, mais il se répand de proche en proche dans le centre de la France, en Bourgogne, en Normandie surtout, à mesure que s'augmente le nombre des pieuses fondations. A la fin de cet âge où florissait saint Anselme et qui vit naître saint Bernard, une grande activité se révèle dans les esprits. Il n'est guère de monastère qui ne soit une école ouverte aux auditeurs de toute origine et de toute condition, qui ne puisse se glorifier à son tour d'un ou plusieurs maîtres célèbres, qui ne soit une sorte d'académie, de gymnase, où la théologie, la philosophie, la dialectique, ne soient étudiées avec passion, où l'on ne recueille les faits de l'histoire et la fleur des naïves légendes, où l'on ne cultive la poésie.

Malheureusement une bonne partie des ouvrages qui virent le jour à l'époque dont je parle n'est pas parvenue jusqu'à nous. Les œuvres poétiques surtout, les poésies latines ont eu particulièrement à souffrir de l'oubli des siècles suivants. C'est un fait dont on ne saurait d'ailleurs s'étonner. A peine une langue nouvelle, la langue nationale, se fut-elle formée, à peine devint-elle assez maniable pour se plier aux exigences de la versification, qu'elle devint l'instrument préféré de tous les poètes qui aspiraient à la popularité. D'un autre côté, il était tout simple que ceux que continuait de charmer l'harmonie du vers latin, sa forme concise et savante, allassent de préférence chercher leurs jouissances et leurs modèles dans la lecture des grands génies du siècle d'Auguste. C'est ce qui explique naturellement pourquoi les copistes du moyen âge ont mis si peu de soin à nous conserver les poésies latines de leurs contemporains, tandis que tant de traités de théologie, de philosophie scolastique, de gloses fastidieuses sur les Écritures, qui répondaient à des besoins du moment, ont été sauvées de la destruction, je ne puis dire de l'oubli. La perte que je signale n'en est pas moins regrettable. Pauvre poésie latine du moyen âge ! Sans avoir la prétention de la réhabiliter ici, ce qui de ma part serait bien téméraire, ne m'est-il pas permis de dire qu'elle a été trop négligée, trop dédaignée

depuis les derniers travaux des Bénédictins¹ ? N'est-il pas à propos de faire observer qu'après tout, les plus grands esprits des onzième et douzième siècles s'y sont tour à tour exercés : Hildeberrt, Marbode, saint Anselme lui-même, Pierre le Vénérable, Abailard et tant d'autres ? Sans doute les productions de ce temps ne peuvent être données comme les meilleurs modèles à suivre, on peut en nier l'inspiration, en critiquer le style ; mais on ne saurait du moins méconnaître qu'elles contiennent des aperçus, des traits, des détails et des scènes de mœurs que l'on chercherait vainement dans les annalistes contemporains. Enfin, et c'est là un fait bien important, quoique jusqu'ici méconnu, de notre histoire littéraire, on y trouve parfois, on y découvrira peut-être encore la rédaction primitive, le canevas, si je puis le dire, de ces contes, de ces fables, de ces romans qui, grâce à l'imagination féconde des trouvères, ont pris dans les siècles suivants les vastes proportions bien plus que les caractères de l'épopée.

Or, s'il est vrai que les poésies latines du moyen âge qui nous restent sont de nature à nous faire regretter celles que nous n'avons plus, si l'on y découvre çà et là les premiers essais, les premières manifestations du génie national forcé de s'exprimer encore dans une langue qui va bientôt passer à l'état de langue morte, c'est faire une œuvre utile que d'arracher à l'oubli celles qui se trouvent enfouies dans les manuscrits, de les faire connaître, d'en faciliter l'étude aux savants qui s'occupent des origines de notre littérature. Continuons donc, à côté des vieilles chartes qui jettent quelque lumière sur nos anciennes institutions, à côté des débris de chronique qui nous racontent quelques faits ignorés, de recueillir avec le même soin les écrits, les poésies inédites qui témoignent de l'état des sciences et des lettres en France dans les siècles passés. Vienne ensuite l'historien qui s'emparera de ces preuves éparses, résumera ces documents divers, soit pour nous dérouler le tableau des événements politiques, soit pour nous faire suivre la marche progressive de l'esprit humain, et nous nous féliciterons d'avoir fourni quelques éléments à son travail, d'avoir apporté notre pierre à son édifice.

Ces considérations m'encouragent à appeler l'attention des

1. Il serait injuste toutefois de ne pas tenir compte des travaux et publications de M. Edelestand du Méril sur la poésie populaire latine au moyen âge.

lecteurs de ce recueil sur un poète peu connu, sur un moine de l'abbaye de Fleury, dont un manuscrit unique qui se trouve aujourd'hui au Vatican nous a conservé les poésies.

Les auteurs du dixième volume de l'*Histoire littéraire* ont consacré à Raoul Tortaire une assez longue notice ¹. Malheureusement, dans la première partie de cet article, qui contient la biographie de l'auteur, il y a des inexactitudes; dans la seconde, on ne trouve qu'une incomplète appréciation de ses œuvres, principalement de ses œuvres poétiques. En arrivant au douzième siècle, les continuateurs de D. Rivet voyaient s'augmenter à chaque pas les difficultés de leur tâche. De cette grande quantité d'écrivains dont ils étaient appelés à faire connaître la vie et les titres littéraires, une partie n'avait pas encore vu le jour de l'impression, et leurs ouvrages étaient disséminés dans des manuscrits qu'il n'était pas toujours permis aux historiens de consulter. Jusqu'à la publication à peu près complète de nos anciens auteurs, on peut dire qu'une bonne histoire de notre littérature au moyen âge est impossible, ou du moins bien difficile.

Ainsi, il est arrivé ce malheur aux Bénédictins, particulièrement à l'égard de Raoul Tortaire, d'avoir à en parler et à le juger sans le bien connaître. En effet, ils n'avaient lu de lui que son livre des *Miracles de saint Benoît* et quelques fragments de poésies religieuses publiés par le célestin Dubois, dans son recueil intitulé *Bibliotheca Floriacensis*, et reproduits par les Bollandistes. Or ce sont précisément les ouvrages qui pouvaient le moins et les renseigner sur la vie de l'auteur et les mettre à même d'apprécier son mérite.

Ce n'est pas que les auteurs de l'*Histoire littéraire* ne connussent l'existence du manuscrit du Vatican qui contient les œuvres complètes du moine de Fleury. Mabillon, dans son voyage d'Italie, l'avait eu entre les mains et en avait pris quelques extraits; le sixième volume des *Annales bénédictines* en fait foi; mais D. Martène, qui publia ce volume sur les notes de son célèbre prédécesseur, a consacré tout au plus une page à Raoul Tortaire ², et les auteurs de l'*Histoire littéraire*, pour la plus

1. *Histoire littéraire de la France*, t. X, p. 85.

2. *Annal. ord. S. Bened.*, VI, 384.

grande partie de ses poésies, ont dû se contenter de ce qu'en dit D. Martène. Ils l'avouent eux-mêmes implicitement; car, en parlant des épîtres en vers de Raoul, ils s'expriment ainsi : « Ses autres lettres sont adressées à Odon, Philus, Sincope et autres personnages aussi peu connus. *Ceux qui les ont lues* ne disent pas si elles contiennent quelques traits dignes de remarque; apparemment ce ne sont, comme presque toutes les précédentes, que des lettres de politesse ¹. » Je me propose de donner l'analyse détaillée de chacune de ces pièces, et le lecteur verra ce qu'il faut penser de cet appréciation de seconde main.

La Curie de Sainte-Palaye, pendant son séjour à Rome, avait fait transcrire au Vatican quelques-unes des épîtres de Raoul Tortaire. A son retour, il les communiqua à l'abbé Lebeuf, qui les mit à profit et en cita plusieurs vers dans deux de ses mémoires ². Mais que sont devenues les copies de Sainte-Palaye? Je les ai vainement demandées à la Bibliothèque impériale et à celle de l'Arsenal, où l'on conserve de précieux volumes de notes et d'extraits recueillis par cet infatigable érudit.

J'aurai du moins sur les Bénédictins ce modeste avantage d'avoir vu et étudié au Vatican le manuscrit qui contient les œuvres du moine de Fleury, et d'avoir pu me former par moi-même une idée de leur mérite. De plus, quelques renseignements précis qu'une lecture attentive y fait découvrir sur le poète lui-même me permettront de rectifier et de compléter sa biographie.

Raoul Tortaire naquit à Gien de parents de condition libre, bourgeois ou possesseurs d'alleu, qui, selon toute apparence, avaient dans leur patrimoine le domaine de la Torte, d'où, comme il nous l'apprend lui-même, il tirait son nom : *A Torta nomen habens*. Quant à l'époque de sa naissance, c'est un point sur lequel les savants qui se sont occupés de lui étaient loin d'être d'accord. Rien ne nous sera plus facile maintenant que de lever à cet égard toute incertitude. Au commencement d'une de ses épîtres, il s'exprime ainsi :

Bis jam bina bis exieram quinquennia, lustrum
Insuper adjecto, cum rapui calamos.

1. *Histoire littéraire de la France*, t. X, p. 94.

2. Examen critique de trois histoires fabuleuses dont Charlemagne est le sujet. *Mémoires de l'Acad. des inscriptions et belles-lettres*, t. XXI, p. 136. — Mémoire sur les antiquités de Bayeux, *ibid.*, p. 511.

Ce qui veut dire, si je ne me trompe, qu'il avait accompli huit périodes quinquennales avec un lustre de plus, ou, pour parler plus simplement, qu'il avait quarante-cinq ans lorsqu'il commença son épître. Or, cette pièce porte une date certaine, elle fut écrite l'année de la mort du roi Philippe I^{er}, arrivée en 1108. Raoul naquit donc en 1063.

On ne saurait dire à quel âge il embrassa la vie religieuse. Mabilion, et les auteurs de l'*Histoire littéraire* après lui, nous affirment qu'une fois entré au couvent, il en fut l'exemple par la régularité de ses mœurs, et qu'il mourut comme un saint. Je m'associe volontiers à cet éloge, et suis disposé à croire que sa vie fut régulière et que sa mort fut édifiante. Toutefois je pense qu'il ne fut pas entraîné vers l'état monastique par une de ces vocations ardentes qui font briser avec le monde et étouffent dès l'abord toute idée de gloire et d'ambition. Il semblerait, à mon avis, qu'il vint surtout chercher dans le cloître ce que de son temps on ne trouvait pas ailleurs, l'oubli des préoccupations, des misères du siècle, et ce calme, ce repos, si nécessaires à la culture des lettres. L'abbaye bénédictine de Fleury ou Saint-Benoît-sur-Loire, dans laquelle il fit profession, était depuis longues années déjà une de ces écoles en grand renom dont je parlais tout à l'heure; on y étudiait les sciences et les arts, on y écrivait l'histoire, on y cultivait la poésie avec un succès remarquable pour ce temps-là. C'est là que Raoul vint chercher un asile contre les troubles d'une société encore mal assise, où tout homme libre et intelligent qui ne portait pas la lance et le haubert avait difficilement sa place; c'est là qu'il vint chercher aussi un rempart contre les séductions de la vie mondaine, auxquelles un de ses frères, à en juger par les reproches qu'il lui adresse et les conseils qu'il lui donne dans une de ses épîtres, n'avait pas toujours su résister.

Le mérite du nouveau religieux ne tarda pas à être apprécié à Fleury, et le fit choisir pour continuer l'*Histoire des Miracles de saint Benoît*, que le moine André n'avait conduite que jusqu'au milieu du règne de Henri I^{er}. Le soin d'écrire les miracles accomplis par les mérites du saint patron de l'abbaye était à Fleury une espèce de fonction qui se donnait au plus digne, au plus capable, au plus lettré des religieux. Raoul Tortaire s'acquitta consciencieusement de la tâche qui lui fut confiée. On lui doit un livre des *Miracles de saint Benoît*, qui embrasse toute la der-

nière moitié du onzième siècle, et qu'il poursuivait jusqu'aux premières années du siècle suivant. Le style de cet ouvrage, imprimé dans le *Recueil des Bollandistes*, troisième volume de mars, et dans le sixième siècle des *Acta sanctorum ordinis sancti Benedicti*, est plus clair et moins prétentieux que celui d'André. On pourrait toutefois reprocher à l'auteur, bien qu'il rapporte des faits intéressants, de ne pas faire d'aussi fréquentes excursions que son prédécesseur sur le terrain de l'histoire.

La poésie, telle était la véritable vocation, le délassement préféré de Raoul, et, si l'on ne peut s'avancer jusqu'à dire qu'il y excellât, au moins sa supériorité en ce genre sur la plupart de ses contemporains était-elle bien établie. A Saint-Benoît, c'était lui qui enseignait l'art des vers aux élèves des écoles monastiques, et qui aidait de ses conseils les jeunes profès qui montraient le désir d'y persévérer. C'est ce qui résulte d'une épître adressée par lui à un de ses anciens condisciples devenu son élève. Mais, bien qu'il menât à Saint-Benoît une vie conforme à ses goûts paisibles et studieux, Raoul Tortaire ne vécut pas toujours à l'ombre des murs de son couvent en moine obscur et sédentaire, entièrement adonné au travail et aux étroites pratiques de la vie monacale. Il étendit ses relations au delà du cloître; c'est ce que prouvent ses épîtres à divers personnages revêtus de dignités ecclésiastiques ou, comme lui, se piquant de poésie. Il fit plusieurs voyages, notamment une excursion en Normandie, dont il écrivit en vers le récit détaillé; il retourna plusieurs fois dans son pays, où, de son aveu, il avait conservé des amis et même des ennemis.

Les auteurs du dixième volume de l'*Histoire littéraire* ont disserté assez longuement pour établir la date de la mort de Raoul Tortaire. Peut-être auraient-ils aussi bien fait de déclarer qu'ils l'ignoraient absolument. Toujours est-il qu'ils l'ont fait mourir en 1114, époque à laquelle, nous le savons aujourd'hui positivement, il n'avait guère plus de cinquante ans. La raison sur laquelle ils se fondent, c'est que Hugues de Sainte-Marie, chargé d'écrire après lui l'histoire des miracles de saint Benoît, en reprend la suite à l'année 1114. Mais cela ne prouve absolument qu'une chose, c'est que Raoul n'avait pas continué sa relation plus loin que cette année-là. Plusieurs motifs pouvaient l'en avoir empêché de son vivant. Ce n'était pas l'usage d'ailleurs de raconter les faits dont il est question à mesure

qu'ils se produisaient, avec la sécheresse d'un procès-verbal ; il fallait leur laisser le temps de faire leur chemin dans le domaine du merveilleux. Cette propension des Bénédictins à faire mourir les personnages dont ils perdent la trace dans les monuments historiques les a entraînés dans quelques erreurs, et plus d'une fois ceux-ci, réapparaissant dans des actes découverts depuis, ont appelé de la sentence et recouvré quelques années d'existence de plus.

Quant à moi, je n'hésite pas à affirmer que Raoul prolongea sa vie au delà de l'année 1114, époque à laquelle, je le répète, il avait tout au plus cinquante et un ans.

En voici une première preuve. Nous avons de lui un poème dont le sujet est la vie, le martyre et la translation de saint Maur ; l'auteur le termine ainsi :

Maure sacer meritis, exaudi vota precantis,
Quod dedit exiguus Tortarius accipe munus.
Mille sui versus sua demant crimina mille,
Septies et deni cum centum cætera tergant.

Les Bollandistes, qui avaient connaissance de ce poème par un fragment publié dans la *Bibliotheca Floriacensis*, avaient pensé que les deux derniers vers faisaient allusion à l'année dans laquelle l'ouvrage fut terminé. Les Bénédictins, auteurs du dixième volume de l'*Histoire littéraire*, n'ont pas partagé cette opinion et ont essayé de la réfuter en ces termes :

« Les premiers successeurs de Bollandus, disent-ils, ont mieux réussi que tous ceux dont on vient de parler à fixer le temps auquel Raoul écrivait, mais le fondement sur lequel ils s'appuyaient est visiblement ruineux. Ils disent que ce fut en l'année 1117, et veulent que cette date soit exprimée dans le second des deux vers par où notre poète termine son *long* poème sur le martyre de saint Maur et sa translation. Il est clair qu'il ne s'agit point ici de supputation chronologique, et que ce n'est qu'une prière du poète qui souhaite que mille de ses vers puissent effacer un millier de ses fautes et que cent dix-sept autres effacent le reste. Nous sommes presque persuadés que Raoul a voulu marquer par là le nombre des vers qui composent son poème. Il serait aisé à ceux qui ont le manuscrit où il se trouve entier de le vérifier ¹. »

Eh bien ! répondrai-je aux continuateurs de D. Rivet, tout le

1. *Histoire littéraire*, t. X, p. 87.

poème en l'honneur de saint Maur ne contient pas plus de quatre à cinq cents vers : c'est donc votre supposition qui repose sur un fondement ruineux. Maintenant que signifierait ce vœu du poète, que onze cent dix-sept de ses vers effacent un pareil nombre de ses fautes ? Pourquoi se serait-il arrêté à ce chiffre ? Il n'a pu le prendre au hasard ; il a eu un but, et, le nombre des vers du poème étant écarté, ce but ne peut être que d'indiquer l'année où fut composé son ouvrage. Quoi de plus fréquent au moyen âge, que cette manière énigmatique et enveloppée de donner la date d'un événement ? Les Bénédictins le savaient mieux que personne. Je me range donc à l'avis des Bollandistes, et je conclus que Raoul Tortaire termina son poème sur le martyre de saint Maur en l'année 1117, en admettant toutefois que le texte du dernier vers est fautif et que *septies* y équivalait à *septem*. En effet les mots *septies et deni cum centum*, traduits exactement, nous reporteraient à l'année 1170 et par conséquent n'auraient aucun sens possible.

En second lieu, si, comme j'essayerai de l'établir plus loin, c'est à Pierre le Vénérable qu'il adresse une de ses épîtres pour le féliciter d'être nommé abbé, il faudra nécessairement prolonger l'existence du poète jusqu'en 1122, date de l'élévation de Pierre le Vénérable aux fonctions d'abbé de Cluni.

Mais, d'un autre côté, j'admets avec les auteurs de l'*Histoire littéraire* que ce serait aller trop loin que de lui attribuer, avec Mabillon, une épitaphe d'Abailard, lequel mourut en 1142. Raoul Tortaire aurait alors presque atteint quatre-vingts ans. Si l'épitaphe dont je parle se trouve dans le manuscrit du Vatican au milieu de ses œuvres, il est facile de voir, par la place même qu'elle y occupe, que c'est une intercalation du copiste.

Après cela, je ne fais aucune difficulté d'avouer que j'ignore l'époque précise à laquelle mourut le moine de Fleury dont je vais maintenant examiner les œuvres poétiques.

Je ne suivrai pas pour cet examen l'ordre qu'elles occupent très-probablement dans le manuscrit, bien qu'elles y aient été transcrites suivant la date de leur composition. En effet, la première partie du volume contient les poésies profanes de l'auteur, celles qui peuvent être considérées comme les œuvres de sa jeunesse ; la seconde réunit les pièces de vers où, dans un âge plus avancé, sous l'empire de pensées plus graves, il cédait à la Muse qui le sollicitait encore, mais il ne s'inspirait plus que de

sujets exclusivement religieux, et consacrait ses loisirs à célébrer les saints les plus vénérés de l'ordre auquel il appartenait.

C'est par ces dernières que je commencerai, n'ayant pas pour m'y arrêter les mêmes raisons que les Bénédictins.

Au folio 146 du manuscrit se trouve le poëme en l'honneur de saint Maur, dont j'ai déjà dit quelques mots. Dubois, dans sa *Bibliotheca Floriacensis*, en a publié un fragment d'environ deux cents vers relatifs à la translation des restes du saint en France. Ce poëme est en vers hexamètres dont la finale rime ordinairement avec la syllabe sur laquelle porte la césure du troisième pied; ce qui est contraire aux habitudes de l'auteur et confirme une remarque déjà faite, que, dans la poésie latine du moyen âge, l'emploi des assonances était surtout réservé pour les sujets religieux. Il est précédé d'un prologue en vers élégiaques; mais ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'en entrant dans une voie nouvelle, en abordant d'autres sujets, Raoul Tortaire, loin de renier ce qui l'avait charmé, loin de se repentir de s'être jusqu'alors inspiré des grands génies du monde païen, loin de désavouer les ouvrages où il les avait cités et proposés pour modèles, maintient dans ce prologue que leur gloire ne saurait être trop répandue.

Quid Plato divinus fuerit, Ciceroque disertus
Quidque Cato rigidus, pagina non reticet;
Horum sed multam non indignor fore famam,
Cultores magnæ qui fuerant sophiæ.

En vérité ne serait-on pas tenté de renvoyer quelques hommes de notre temps à l'école de ce moine du onzième siècle?

Après le poëme dont saint Maur est le héros, vient dans le manuscrit une hymne en l'honneur du même saint; elle est en vers saphiques, et compte cent soixante-dix-neuf strophes de quatre vers.

Un ouvrage encore plus long est celui qui contient les miracles de saint Benoît, mis en vers par notre auteur. Ce n'est pas seulement la relation qu'il en avait lui-même écrite en prose qu'il entreprit de versifier; il soumit au même travail l'œuvre de ses prédécesseurs, toute la série des miracles racontés par Adrevald, Aimoin et André de Fleury. Il s'efforça de faire entrer dans un quatrain de vers élégiaques le récit de chaque fait miraculeux; mais, comme en visant à cette extrême concision

il a naturellement supprimé les incidents, les détails de mœurs dont chacune de ces légendes est accompagnée et qui leur donnent l'intérêt et la vie, on peut dire qu'il a été droit contre son but, et qu'il en a enlevé la poésie en les mettant en vers. Son travail n'est qu'un tour de force, une œuvre de patience à laquelle nous ne saurions plus attacher grande importance. L'ensemble des miracles de saint Benoît contient environ mille vers. Il n'y a d'imprimé que la partie correspondant à celle qui a été primitivement rédigée par André; les Bollandistes l'ont insérée dans leur troisième volume de mars.

Je passe aux poésies de Raoul Tortaire qui sont le produit d'une veine plus libre, plus spontanée, plus dégagée des obligations et des convenances monastiques; celles où il ne s'inspirait encore que des grands écrivains de l'antiquité, dont il paraît avoir fait sa plus chère étude.

Dans cet ordre, le premier ouvrage qui se présente est un grand poème qui doit être intitulé *de Memorabilibus* plutôt que *de Mirabilibus*, comme les Benedictins l'ont imprimé par suite d'une erreur de copiste. Les premiers vers du prologue ou de l'envoi que l'auteur fait de son ouvrage à un ami, les seuls que Mabillon eût transcrits, auraient dû les en avertir :

Dum vacat et curis mens non agitur avaris,
 Dum lentis animus fluctibus abstrahitur,
 Flores de vernis metrico decerpere pratis
 Pollice decevi, noster amice, tibi.
 Hic portenta tibi, miracula, somnia scripsi,
 Scripsi de rebus hic *memorabilibus*.

Mais il y a plus : tout l'ouvrage n'est qu'une imitation libre et en vers du livre fort connu de Valère-Maxime intitulé, comme on sait : *Facta dictaque memorabilia*. C'est ce que les auteurs de *l'Histoire littéraire* n'ont pas dit, et ce qu'ils ne pouvaient pas dire. Le poème, si poème il y a, est divisé en neuf livres; chaque livre contient, à peu d'exceptions près, le même nombre de chapitres que l'original, et presque tous portent les mêmes titres, traitent les mêmes sujets, citent les mêmes exemples que ceux choisis par l'auteur romain.

On peut toutefois y relever quelques différences. Par exemple, le premier livre de Raoul Tortaire n'offre que quatre divisions, au lieu de huit que l'on trouve dans la première partie du recueil

de Valère-Maxime. Un chapitre sur les déluges y remplace ceux que le prosateur latin a consacrés à la religion païenne et à ses rites; les derniers, de *Portentis*, de *Sompniis*, de *Miraculis*, ne sont qu'une reproduction versifiée de l'original.

Au commencement du second livre, Raoul omet également plusieurs chapitres de l'auteur qu'il prend pour modèle. En revanche, on y trouve en plus un morceau intitulé de *Regnorum incipiis*.

Dans tout le reste de l'ouvrage, le moine de Fleury suit exactement Valère-Maxime pour le nombre des divisions, l'ordre et le choix des sujets, que ce dernier traite avec cette abondance, ce luxe de citations et d'anecdotes qui rendent son livre si précieux pour l'histoire de la société romaine. On ne peut relever que de rares omissions.

D'après cela, on voit que le poème de *Memorabilibus* n'a pas pour nous la même importance que si l'auteur s'y était abandonné davantage à sa propre inspiration, s'il eût puisé ses exemples dans ce qu'il connaissait personnellement des hommes et des choses, et surtout si, au lieu de se renfermer avec son guide dans le monde antique, il eût consulté de préférence les annales, les traditions et même les fables qui avaient cours de son temps. Ce livre peut donc être considéré comme un passe temps de sa jeunesse, comme un exercice par lequel il se façonnait à l'usage du rythme et de la prosodie. Toutefois cette entreprise d'un enfant de saint Benoît de mettre en vers un moraliste païen, de faire les honneurs de sa poésie aux préceptes et aux exemples de la sagesse antique, bien qu'elle ne soit pas unique à cette époque du moyen âge, n'en est pas moins digne de remarque. D'ailleurs les savants que n'effraye pas la lecture de nos vieux poètes latins reconnaîtraient que l'auteur du *de Memorabilibus* réussit souvent à rendre en quelques vers d'une heureuse facture plusieurs lignes de la prose de son modèle.

J'arrive enfin à celles des poésies de Raoul Tortaire que je me propose d'examiner avec plus de développement et de faire connaître par de nombreux extraits. Ce sont les *Epistolæ ad diversos*. En écrivant des épîtres familières, il n'est guère possible à un auteur de s'abstraire, de se renfermer exclusivement dans son sujet, de rester toujours en dehors de son temps et du milieu dans lequel il vit. C'est un genre où ordinairement il se montre lui-même, et soit qu'il s'abandonne à sa fantaisie, soit qu'il cède

au courant des idées alors dominantes, son talent, s'il en a, s'y manifeste sans entraves; enfin la variété des sujets qu'il aborde dans chacune de ses lettres, les détails que l'on a chance d'y trouver sur lui-même et sur ses contemporains les rendent particulièrement dignes de notre attention.

Les épîtres de Raoul sont au nombre de onze, et adressées à divers personnages dont la plupart sont aujourd'hui inconnus. Quelques-unes ne font que développer des lieux communs de morale et de philosophie, et l'auteur, qui avait beaucoup lu, beaucoup retenu, dont l'érudition était très-grande pour son temps, et qui ne craignait pas de la montrer, continue trop souvent d'aller chercher à droite et à gauche dans les anciens les autorités dont il a besoin pour appuyer ce qu'il avance. Quelques autres, et ce sont les plus intéressantes pour nous, roulent sur des sujets qui lui sont personnels ou sur des événements contemporains.

Quant au style de ces pièces, je ne voudrais pas tomber dans le défaut ordinaire des éditeurs c'est-à-dire le juger trop favorablement. Je reconnais qu'il est inégal, que l'arrangement des mots pour arriver à la mesure nuit quelquefois à la clarté du sens, que quelques vers même sont tout à fait défectueux; mais il en est aussi beaucoup d'autres qui sont faciles, bien tournés, et où l'auteur a trouvé l'art de renfermer une pensée ou un petit tableau dans les étroites limites du distique latin. On voit qu'il vivait dans le commerce familier des grands poètes du siècle d'Auguste, qu'il avait surtout étudié les élégiaques, et parmi eux Ovide, plus goûté peut-être que Virgile, et si souvent imité par les lettrés du moyen âge. Raoul Tortaire se complait dans les descriptions, et y réussit assez bien. Enfin il faut lui savoir gré de n'avoir pas recherché ces jeux d'esprit, ces difficultés puériles, retours des mêmes mots, assonances léonines, rimes des vers entre eux, tous ces ornements de mauvais goût dont la Muse latine aimait alors à s'affubler. S'il ne fuit pas toujours la rime lorsqu'il la rencontre à l'hémistiche, au moins on peut dire à sa louange qu'il ne court pas après. Au reste, à la fin du onzième siècle on remarque que, sous ce rapport, le goût commence à s'épurer; l'emploi des assonances est abandonné aux poésies populaires, destinées à être chantées à l'église ou ailleurs; dans les poésies purement littéraires, les belles traditions tendent à reprendre leur empire. On voit, par exemple, un des poètes les plus distingués de ce temps-là, l'évêque de Rennes, Marbode, qui

ne s'était pas fait faute d'introduire dans sa versification la rime et ces autres faux ornements dont je parle, qui en avait même dressé la poétique¹, regretter, dans un ouvrage écrit sur la fin de sa carrière, d'avoir cédé si souvent à la manie, à la démangeaison de rimer ses vers latins².

Mais, au lieu de m'étendre plus longtemps sur les défauts et les mérites du moine de Fleury, je vais mettre le lecteur à même d'en juger en passant en revue chacune de ses épîtres; j'en citerai les passages qui offrent le plus d'intérêt.

La première que l'on trouve au fol. 104 du manuscrit est adressée à un nommé Garnier Bourdon que la faveur d'Apollon et des Muses avait créé poète, s'il en fallait croire notre auteur, qui probablement était son ami. C'est une sorte de causerie sur un sujet tout littéraire, un thème varié avant et depuis de bien des façons; en un mot, c'est la plainte éternelle des poètes sur le peu d'encouragement que les lettres trouvent de leur temps. Raoul dit à son ami :

Versibus heroïcis si carmen scribere gliscis,
Seu mavis elegis, munera nemo dabit;
Nulla feret iambus tibi præmia, nulla trochæus,
Hircus nec tragicis jam datur ipse metris!

Virgile lui-même, si les astres dans leur conjonction la plus favorable rendaient un Virgile à la terre, serait exposé à mourir de faim. Il n'aurait ni parchemin pour transcrire ses vers, ni même de cire pour en composer le brouillon.

Eximium vatem si nasci forte Maronem
Hoc ævo dederat prospera stellâ Venus,
Ejus jocundo si convenisset in astro,
Tota favens genesis, cum Jove Mercurius,
Ipse suis adsit comitatus si Maro musis,
Pallida jejunis faucibus ora gerat!
Non solum macra qua scribat egebit aluta,
Cerula vix mandet cui rude carmen erit!

1. Voy. De Ornamentis verborum; *Marbodi Redonensis opuscula*, à la fin des œuvres d'Hildebert, col. 1587, édit. Beaugendre.

2. Sed ne, quod prius est, neglecto pondere rerum,
Dulcisonos numeros concinnaque verba sequamur...

Ibid., col. 1595.

Et cependant il fut un temps où les auteurs fameux étaient comblés d'honneurs et de biens. A ce propos, le moine de Fleury énumère avec complaisance tous les poètes, les historiens, les philosophes de l'antiquité classique qui ont vécu dans l'intimité des princes et ont eu une large part dans leurs faveurs. La manière dont il parle d'Horace ne manque pas d'originalité.

Quid Flaccus, libertino genitore creatus,
 Num rus irriguum Blandusiæ meruit?
 Algor in hoc hiemis, nix, flamma, grando, pruina,
 Autumni gravitas, frigus adhuc dubium
 Fiunt epoto tolerabiliora falerno.

Enfin notre poète fait un retour plus modeste sur lui-même, non toutefois sans laisser percer un regret, un secret mécontentement de ne pas voir ses talents mieux retribués par les dispensateurs des biens de ce monde. Le culte désintéressé des Muses est chose rare dans tous les temps. On entrevoit qu'un bénéfice, une abbaye, voire même un bon prieuré était l'objet de ses désirs, de ses espérances, et ne lui eût semblé que la juste récompense de son mérite :

Jam nos quæ ratio mentem submittere tanto
 Cogit sudori nec potiora sequi?
 Perstrepimus raucæ passim de more cicadæ,
 Quæ importuna canit sol ubi celsa tenet.
 Tempore vix aliquem nostro concessit honorem
 Disciplina viro quælibet emerito;
 Copia nunc nitidi dat sellam multa metalli;
 Nobilitas, mores, littera nil tribuunt.
 Ergo fatigaris frustra, quisquis modo scribis,
 Dum nil lucraris sed magis afficeris.
 Otia sectari, corpus conferre quieti,
 Vivere distincte, forsitan est melius;
 Indulgere cibis et lusibus atque sopori,
 Condita fictilibus vina probare cadis.
 Censebat spurcus vivendum sic Epicurus....

Mais ce n'est là qu'une boutade poétique; l'auteur ne s'arrête pas longtemps sur de pareilles idées, et termine sa pièce par un pompeux éloge de l'étude et des lettres, source inépuisable de jouissances et de consolations.

La seconde épître est adressée à un nommé Bernard, nom trop commun à cette époque pour qu'il soit possible, en l'absence de toute autre indication, de décider s'il s'agit d'un personnage qui ait figuré sur la scène historique. Elle contient un éloge de l'amitié. Raoul Tortaire, après avoir rappelé à son ami tous les exemples fameux de l'antiquité, Damon et Pythias, Nisus et Euryale, etc., passe heureusement aux temps modernes, et met en vers une histoire qui, d'après son témoignage, était fort populaire de son temps : c'est la légende d'Amis et d'Amile. Le roman français dont ils sont les héros a été publié, comme on sait, par M. Conrad Hoffmann, en 1852. L'épître de Raoul, composée à la fin du onzième siècle, n'était pas connue de l'éditeur du roman, qui n'en parle pas dans sa préface ; c'est assurément la plus ancienne rédaction que nous ayons de la légende des deux amis, si célèbre, si répandue, si souvent reproduite au moyen âge. D'intéressantes questions d'histoire littéraire peuvent se rattacher à ce fait, mais les rapprochements qu'elles entraîneraient entre le roman du treizième siècle et l'histoire mise en vers par notre auteur tiendraient ici beaucoup trop de place. Je me vois forcé de passer outre, me réservant d'ailleurs de publier séparément la rédaction latine du moine de Fleury.

La troisième et la quatrième épître ne sont pas d'un aussi grand intérêt. L'une, adressée à un nommé Eudes, pourrait être considérée comme la contre-partie de celle dont j'ai parlé en premier, car elle roule entièrement sur l'instabilité des richesses et le mépris qu'on doit en faire. L'auteur montre par des exemples, tous puisés dans la vie des héros et des sages de l'antiquité, combien on doit préférer à des biens passagers la science, la vertu, la philosophie. Sur ce lieu commun il n'a pas composé moins de quatre cent soixante vers. L'autre, c'est-à-dire la quatrième, renferme également des préceptes de sage morale. Je remarquerai seulement qu'elle est datée des bords de la mer :

Oceani missam de littore perlege cartam,
Mittit Rodulfus quam, sua cura, tuus.

Ce qui donne lieu de penser qu'elle fut composée lors du voyage que fit l'auteur sur les côtes de Normandie.

La cinquième épître ne contient que cent dix-huit vers. Elle porte ce titre assez singulier : *ad Eum*, sans trace d'abréviation.

Le personnage à qui elle est adressée, et que l'auteur n'a pas voulu désigner autrement, était un jeune noble avec lequel il s'était trouvé sur les bancs de l'école de Fleury. Raoul Tortaire s'était flatté sans doute que, grâce aux souvenirs de cette confraternité, il aurait en lui un puissant protecteur, mais l'autre l'avait oublié, et notre auteur débute par s'en plaindre en termes assez vifs :

Excidit ecce tui forsan tibi nomen alumni,
Nec te cura subit quid sibi contigerit.
Proh pudor ! extremæ mentiris te genituræ,
Ortus cum fueris stemmate nobilium :
Non erit ingratus clara de stirpe creatus...

Le passage le plus piquant de la pièce est celui où le moine de Fleury exprime la crainte que certains souvenirs d'école ne lui nuisent dans l'esprit de l'ancien condisciple dont il avait fini par devenir le professeur. Il craint que l'élève ne lui garde un peu rancune des châtimens que, dans son intérêt bien entendu il avait été forcé de lui infliger, des fêrules qu'il lui avait données, d'autres corrections encore plus significatives qu'il lui avait administrées, mais c'était toujours à regret et avec une mansuétude toute paternelle.

Immiti teneras attrivi verbere palmas,

dit-il, et même assez poétiquement, en parlant des fêrules. Aussi bien, le passage tout entier vaut la peine d'être cité :

Occultus tibi, ni fallor, quia sæpe severum
Inflexi verber, indeque rancor hic est.
.....
Immiti teneras attrivi verbere palmas
O quotiens, la [tu est] lacte magis niveum !
Nam dum mensuræ calleres reddere metrum,
Seu velles elegum seu magis heroïcum,
Tædebat digitis metiri carmina summis,
Nec cor erat studiis invigilare tibi.
Anxietas mea, quæ precordia mœstificabat,
Dormitare tuum scilicet ingenium.
Vix tamen induviis, querula cum voce, remotis
Virga, vel leviter, tangere te poteram.

L'auteur ajoute quelques considérations sur les bienfaits de l'éducation, cite Néron et Sénèque, et termine sa pièce en mon-

trant la nécessité de s'occuper l'esprit et de fuir les dangers d'une vie oisive.

J'éprouve quelque embarras pour parler de la pièce suivante, la sixième dans l'ordre des épîtres, surtout lorsque je considère que l'auteur est un moine et que Mabillon et les Bénédictins lui ont presque donné un certificat de sainteté. Je pense toutefois qu'il ne faut voir dans cette composition bizarre qu'une simple débauche d'esprit, à laquelle l'auteur s'est laissé entraîner à l'imitation des élégiaques et surtout des satiriques latins. Sans nul doute, il pouvait, à l'imitation de Martial¹, d'Ausone et d'autres encore, se réfugier derrière la chasteté de ses mœurs et opposer la régularité de sa vie aux écarts de sa muse. L'épître dont je m'occupe porte en tête *ad Sincopum*. Ce mot tiré du grec indique plutôt la triste situation que le nom véritable de celui auquel l'auteur est censé s'adresser, et qui plus vraisemblablement n'est qu'un personnage imaginaire. Toujours est-il que ce Sincopus est un de ces êtres malheureux auxquels un jaloux peut confier sans danger la garde des jeunes femmes.

Sincope, *formosæ custodia provida Floræ*.

Le poète l'interpelle dès le début en termes les moins équivoques et lui demande la cause de l'état où il est réduit. Je citerai ce passage sous le couvert de la langue dans laquelle il est écrit,

Le latin dans les mots brave l'honnêteté,

et pour donner une idée du ton général d'une pièce que je ne pourrais passer entièrement sous silence, sans laisser incomplet l'étude que je me suis proposée des poésies du moine de Fleury.

Quid tua commisit verearis-ne profiteri
Mentula, testiculis cur careas geminis?
Forsitan hos ferro Periphras præcidit acuto
Jamque veteriosis ulceribus putridos.
Aut te fascæ suo ramex immensa gravabat,
Plebeiaë raptus virginis aut pudor est,
Aut est ignoti generis vim passa puella,
Pauperis aut uxor munere læsa tuo?
Heus age, quid verum, responde, dixeris horum,
Cura tibi Floræ qualiter acciderit?
Nil, ait, indignum me, Sincopus, accipe passum;

1. Lasciva est nobis pagina, vita proba est. — Mart., lib. I, epig. v.

Nam me tam turpem nolo putes hominem ;
 Est nobis animus non, sicut rere remissus,
 Qui se tam fædis illaqueet maculis.
 Sed quoniam queris mihi cur genitale recidi,
 Ne speres aliud, pando tibi brevius :
 « Artis grammaticæ tumidus de cognitione,
 Exundans animis, nec locuples opibus,
 Angebar jugi succensus pectoris æstu... »

A ce début, qui ne s'imaginerait que, sous une enveloppe plus ou moins transparente, l'auteur va raconter la trop célèbre aventure d'Abailard ? Il n'en est rien toutefois ; les détails dans lesquels il entre n'ont en réalité aucun rapport avec les malheurs de l'amant d'Héloïse. Son récit, qui contient peut-être des allusions satiriques, n'est qu'un conte grossier, un de ces fabliaux plus que libres que le goût peu épuré de l'époque laissait pénétrer dans les couvents aussi bien que dans les châteaux. On pourrait citer le texte entier en vertu de l'axiome formulé par Boileau, que je rappelais tout à l'heure, plutôt qu'en donner l'analyse ; mais je crois encore préférable de ne pas m'y arrêter plus longtemps.

La septième épître datée de l'année 1108 est adressée à Galon, évêque de Paris, un des prélats qui vinrent cette même année à Saint-Benoit-sur-Loire, amenant le corps du roi de France Philippe I^{er} qui avait désiré y être enseveli. Bien que cette pièce commence et se termine comme une lettre familière, ce n'est rien moins qu'une sorte de poème, dont une expédition entreprise par Boëmond à la suite de la première croisade, est le sujet. Je reviendrai sur cet opusculé, que j'ai tout lieu de croire inédit et que je me propose de donner dans ce recueil ; mais il est un peu long, il a plus de cinq cents vers. Je me vois donc forcé d'en renvoyer la publication à un prochain numéro, afin de pouvoir terminer dans cet article l'examen des poésies de Raoul Tortaire.

Le manuscrit du Vatican dont j'analyse le contenu n'est pas sans avoir ressenti en quelques endroits les injures du temps. La huitième épître, *ad Burdonem*, n'a que trois pages, mais ce sont les pages du volume qui ont le plus souffert. Elles sont à peu près illisibles. Le peu que j'en ai pu déchiffrer me permet d'affirmer que cette lettre n'offrait pas un grand intérêt, et je crois que l'éditeur qui dépenserait son temps à en restituer quelques lambeaux ne serait pas dédommagé de ses peines.

Au contraire, l'épître qui suit, c'est-à-dire la neuvième, est

une des plus intéressantes. Elle contient le récit, dont j'ai déjà dit quelques mots, du voyage que Raoul Tortaire fit à Caen et à Bayeux à la suite d'un personnage appelé Pierre; l'auteur ne le désigne pas autrement. Il l'adresse à un de ses amis du nom de Robert, avec lequel il était en correspondance, en s'excusant des retards qu'il a mis à lui répondre. Outre le mérite littéraire qu'on remarque dans quelques passages, cette relation abonde en détails vraiment précieux. C'est un document sur la valeur duquel il serait superflu d'insister. Raoul n'avait pas beaucoup voyagé, et son ami, sans doute engagé comme lui dans les ordres religieux, menait une existence encore plus sédentaire. Aussi est-ce avec un soin minutieux qu'il lui fait part de tous les incidents de son voyage, qu'il décrit tout ce qu'il voit, tout ce qu'il rencontre, tant de choses intéressantes et nouvelles pour lui! A son arrivée à Caen, ce qui le frappe avant tout, c'est l'animation qui règne dans cette ville. Quel contraste pour le moine de Saint-Benoît habitué au calme tableau de la vie champêtre et des monotones travaux péniblement accomplis par les serfs de son couvent, que l'activité bruyante, affairée, d'une cité aussi commerçante que Caen l'était alors! A chaque pas il est surpris, émerveillé et de la quantité des marchandises, des produits divers étalés sur le marché et de la variété des types et des costumes de la population qui s'y presse. Quelquefois, pour rendre ses naïves impressions, il trouve des vers qui ne manquent ni d'élégance ni de vérité pittoresque. C'est ainsi qu'il décrit les grands bonnets de lin que portaient déjà les femmes normandes :

*Vidi disparium facies habitusque virorum,
Feminei sexus carbaseos apices.*

Mais voici le roi qui arrive entouré de son cortège de chevaliers. Ce roi, quel est-il? Évidemment ce ne peut être que Henri I^{er}, roi d'Angleterre, que la bataille de Tinchebray, gagnée sur son frère, avait rendu maître de la Normandie. C'est donc après l'année 1106 que Raoul Tortaire vint à Caen, et même quelques années après, si l'on considère que, dans l'ordre des épîtres, le récit de son voyage vient après la lettre à Galon écrite en 1108. Je crois donc que l'on ne se tromperait pas beaucoup en plaçant de 1110 à 1115 l'excursion que fit le moine de Saint-Benoît sur les côtes de Normandie.

Le séjour momentané du roi d'Angleterre à Caen contribuait

à répandre beaucoup de vie et de mouvement dans cette ville. Pour se faire bien venir de ses nouveaux sujets, le prince leur donnait des spectacles; il offrait notamment à leur curiosité une exhibition d'animaux rares et féroces. Quelle bonne fortune pour notre narrateur! Il paraît que c'était un usage déjà établi chez les princes, de réunir par curiosité des bêtes étrangères et de les tenir près de leurs palais. Nous voyons dans l'histoire de Flandre que les comtes de Hainaut levaient certains droits dans le comté pour la nourriture de leurs ours et de leurs gardiens¹. Le temps était loin, il est vrai, où les Césars jetaient sur l'arène des amphithéâtres les tigres et les lions par centaines. La collection que Henri Beauclerc faisait montrer au peuple n'était pas fort remarquable; elle rappelle un peu ces ménageries qui de nos jours parcourent les foires de nos petites villes. Elle n'en excita pas moins l'admiration du voyageur, qui parle curieusement de chacun des animaux qu'il a vus, en entremêlant ses descriptions des fables amusantes dont l'histoire naturelle s'est enveloppée si longtemps.

C'était d'abord un jeune lion, un lion de six mois. Depuis l'anecdote d'Androclès rapportée par Aulu-Gelle, le lion est en possession d'une réputation de générosité sur laquelle la crédulité de Raoul renchérit encore lorsqu'il dit :

Exulibus, miseris, prostratis ac spoliatis
Commodus et mitis dicitur esse leo.

C'était ensuite un léopard dont l'auteur attribue la prodigieuse agilité à cette circonstance, que le léopard, suivant l'étymologie de son nom, est le produit de l'animal nommé pardus et de la lionne. On voyait aussi un lynx, le lynx dont la vue pénètre à travers tous les obstacles, mais que le chasseur qui lui enlève ses petits trouve cependant moyen d'amuser en lui jetant un morceau de verre, le seul objet que ses yeux ne puissent percer. Plus loin, la foule se pressait curieuse autour d'un chameau, animal qui ne vit pas moins de cent ans dans les pays chauds, et dont le narrateur vante la sobriété bien connue, mais aux dépens de la continence :

Quem tradit furiis ablata Venus diuturnis.

1. Ed. Leglay, *Histoire des comtes de Flandre*, t. 1.

Enfin on montrait encore une autruche, l'autruche qui digère le fer aussi facilement que les liquides.

Après cela, l'auteur essaye une description du site de Caen, de sa prairie, de son port, parle de son commerce et des productions du pays. Il raconte ensuite comment, en allant faire boire son cheval hors de la ville, il tombe avec sa monture dans un ruisseau marécageux. Le récit de cet accident est traité avec une abondance de détails tout à fait dans le goût de nos romanciers modernes. Au milieu de cette description un peu longue, on peut signaler le passage où il peint ses infructueux efforts pour faire avancer ou reculer son cheval dont tantôt les jambes de devant, tantôt celles de derrière s'enfoncent dans la vase. Il y a là une comparaison assez heureuse avec le tangage d'un vaisseau :

Navis in iratis pelagis sic fluctuat undis :
Puppis dum surgit, prora profunda petit.

Bref, le voyageur est encore heureux de s'en tirer sain et sauf, quoique couvert de boue, tandis que son malheureux bidet, qu'il ne manque pas cependant de vanter comme un fameux coursier, crève des efforts qu'il a faits dans cette lutte prolongée.

Le lendemain de sa mésaventure, Raoul Tortaire se dirige vers Bayeux en longeant les bords de la mer, et, pendant dix jours de suite, il trouve l'hospitalité dans des gîtes différents. En vrai poète, il se plaît à ramasser des galets, à marcher sur le bord de l'Océan, ayant de l'eau jusqu'à mi-jambe. Selon lui, ces espaces à peine recouverts par la mer étaient appelés *Plates* par les marins. Les baleines y venaient quelquefois s'échouer à l'entrée de l'hiver, époque du rut pour ces cétacés, qui jadis se trouvaient en assez grand nombre sur les côtes de Normandie. C'est un fait que le témoignage du moine de Fleury confirmerait au besoin. Pendant qu'il errait sur le rivage, une baleine est signalée; les pêcheurs accourent, se lancent à sa poursuite, mais ils la manquent faute d'engins suffisants. Le poète n'en saisit pas moins l'occasion de faire à son ami la description de la pêche de la baleine; il y réussit assez bien, et les vers qu'il consacre à ce petit tableau sont peut être les meilleurs de la pièce.

Arrivé à Bayeux, Raoul Tortaire décrit les beautés de la ville, et principalement la cathédrale, de manière à nous donner une haute idée de la richesse de cet édifice, qui, un demi-siècle plus

tard, fut détruit par un incendie. Dans une de ses promenades à travers la ville, poussé par la soif, il entre dans la modeste demeure d'un philosophe ou grammairien de sa connaissance, *sophista*, comme il l'appelle, dans l'espoir de s'y rafraîchir. Mais, en portant à ses lèvres le breuvage qui lui est offert, il s'aperçoit qu'au lieu de vin, ce n'est que de mauvais cidre. Drôle, dit-il en se penchant à l'oreille du valet qui l'a servi, pourquoi vouloir m'empoisonner? Ce qui prouve, soit dit en passant, qu'il y a des plaisanteries destinées à traverser les siècles. Puis, après s'être amusé assez longtemps à écouter un oiseau savant, une grive à laquelle on avait appris à dire quelques mots, Raoul part et bientôt quitte la Normandie, jurant de n'y revenir que lorsqu'il n'aura plus soif.

Ainsi se termine cette pièce, une de celles qui peuvent donner l'idée la plus favorable des facultés poétiques de l'auteur. Malgré quelques incorrections, quelque rudesse de style, on voit, par le tour encore latin qu'il sait donner à sa pensée, que pour lui la langue latine n'était point une langue morte et que l'usage lui en était familier dès son enfance. Dans quelques passages, on peut le dire sans trop s'avancer, il fait preuve d'un véritable talent descriptif. C'était un esprit observateur et curieux, crédule si l'on veut, mais sa crédulité tenait à son temps. Quant au peu d'importance des incidents de son voyage, à la futilité de certains détails, je renverrai ceux qui seraient tentés de les lui reprocher à la satire si connue dans laquelle Horace rend compte de son voyage à Brindes. A Dieu ne plaise que je veuille établir la moindre comparaison entre le poète du siècle d'Auguste et le versificateur du moyen âge. Je ne veux parler, bien entendu, que de la légèreté du fond sur lequel l'auteur romain a brodé ses fines critiques. On le sait, un mauvais rêve, une cheminée qui fume, un rôti d'oiseaux étiques, voilà les grands événements qui remplissent cette relation; mais combien le poète ne les fait-il pas valoir par la grâce, l'atticisme de son esprit et l'élégance de son style! Notre auteur ne peut rien offrir de pareil, mais son récit n'en a pas moins pour nous un double intérêt historique, et comme esquisse des villes normandes qu'il visita au commencement du douzième siècle, et comme renseignement sur l'état des lettres, les connaissances, la culture des esprits et les impressions qu'ils étaient susceptibles de recevoir à la même époque.

C'est ce qui m'engage à donner ici dans son entier, non toute la neuvième épître de Raoul, laquelle ne compte pas moins de trois cent cinquante-quatre vers, mais tout le fragment où il raconte son voyage. Il n'est pas absolument inédit, il a été publié en partie par L. Dubois dans les *Archives statistiques, monumentales, etc., de la Normandie* (volume de 1824). Mais de quelle copie cet éditeur s'est-il servi? C'est ce que je ne saurais dire. Les ouvrages auxquels il renvoie, tels que le sixième volume des *Annales bénédictines*, n'en contiennent que quatre ou cinq vers, et il y a longtemps que les manuscrits du Vatican qu'il cite, d'après Montfaucon, ne portent plus les numéros qu'il donne. D'ailleurs les soixante-dix premiers vers manquent dans la publication de Dubois, et dans le reste du morceau on remarque de nombreuses lacunes. Je pense donc que l'on sera bien aise de trouver ici un texte complet et plus exact de cette curieuse relation.

AD ROBERTUM.

Ne tua frigescat dilectio quod mea deses
 Respondere tibi Calliope pigritat ;
 Nam cum missa mihi legissem verba salutis,
 Arripui ceras, arripuique stilum.
 Avertunt tristem majora negotia mentem,
 Conatusque meus irritus efficitur !

 Denique dilecti comitor vestigia Petri
 Qui [non vis]a prius per loca plura trahit.
 Ac primum Cadomi sublimia tecta subivi,
 Quæ tanquam Pario marmore tota nitent.
 Innumeras merces illuc properando ferentes
 Aspexi turbas undique confluere.
 Sic examen apum dum nectit opus speciosum,
 Flava gerens ceris mella locanda novis
 Floribus excerptas pars advehit altera ceras,
 A fluvio sumptas pars quoque gestat aquas,
 Clausa favis pars docta favos operatur in antris,
 Arcet et infestas pars sibi bestiolas.
 Diversæ species olerum, species et odorum,
 Et varii fuci lanea vestis ibi ;
 Insuper est tenuis texturæ copia lini,
 Multiplicis fili serica mollities,

Cinnama, thura, piper, pomum, mel, cera, cuminum,
 Setigerique sues lanigerique greges ;
 Exuviæ pecudum multæ pellesque ferarum,
 Nudatisque boum tergora visceribus.
 Nec plures mitis turmæ deerant animantes,
 Indomitæ mixti cornipedes domiti;
 Plurima cunctorum delectamenta ciborum,
 Potus quos fruges, arbor et uva creant.
 Vidi disparium facies habitusque virorum,
 Feminei sexus carbaseos apices.
 Cum delata foro venalia tanta viderem,
 Non essent nummi quod mihi, dirigui.

Sed rex advenit cuneo vallatus equestri,
 Quem præcurrebant agmina militiæ ;
 Præbebat populo spectacula qui sibi grata.
 Oderat Æthiopis verbera sæva leo,
 Senos qui menses cum necdum parvus haberet,
 Terrebat vulgus rictibus horrisonis.
 Exulibus, miseris, prostratis ac spoliatis
 Commodus et mitis dicitur esse leo.
 Hinc maculis leopardus equo pulcherrimus atris
 Colla vehebatur, nexibus implicitus.
 Hunc creat in torva pardi genitura læna ;
 Velox inde feras saltibus exsuperat.
 Concursu celeri properabat tota videre
 Ore trucem lyncem corpore plebs agilem ;
 Cujus projecto deludit acumina vitro
 Venator, raptis aufugiens catulis.
 Denique sic visus acies transverberat ejus
 Obvia quæque sibi, vix quid ut officiat.
 Curriculo Bacchi lynces potuere jugari,
 Ducitur ebrietas par quia sævitiae.
 Lubrica gibbosum ductabat turba camelum,
 Quem faleris coopertum oppido vitat equus.
 Denique protenso caput est illi breve collo ,
 At gibbus dorso prominet in medio ;
 Quem tradit furiis ablata Venus diuturnis,
 Bis centum fertur vivere solstitiis ;
 Quatriduam tolerare sitim, sed denuo quartum
 Sufficeret fertur quatriduo bibere.
 Fasci tollendo melior sit teste reciso ;
 Martia femineis bella placent gregibus.
 Nec minus attonitam reddebat struthio plebem

Collo procero cruribus in modicis.
 Qui sua non foveat ova, sed aggere pulveris abdit
 Solaque vis animat ignea solis ea;
 Sublevari a terra quem nequaquam sua pluma,
 Ferrum ceu liquidos digerit iste cibos.

Purpura cum bysso regem vestibat et auro,
 Ejus et ambibat pompa decens proceres.
 Quicquid habet pulchri, quicquid habet pretiosi
 Hac poterat turba cernuus inspicere.
 Solis inaurati clypei fulgore micabant,
 Splendebant turres a quibus et fluvius.
 Qualiter Eolus cum, bella moventibus austris,
 Nubes a quadrò sæpius axe rapit
 Quarum fulmineas generat collisio flammas,
 Aer et [alta?] micant nubigenis facibus.
 Auro nobilium radiabat cultus equorum
 A quorum fremitu tota tremebat humus;
 Non aliter quam, cum tonitrus quatit omnia sævus,
 Concava riparum terraque mota tremit.

Musa situm Cadomi describere garrula gestit,
 De quo nil alias forsitan attigerat.
 In ripa positum, fluvii latus, aspice castrum
 Ad Boream, collis editiore loco.
 Prata virent latus ad Nothium, longe secus amnem
 Per tria ducta fere milia, lata parum.
 Portus habet grandes sibi quas mittat mare naves,
 Vix manat fluvius quo repetente sinum.
 Terra ferax segetis; sed opacis indiga silvis,
 Gallica nux, vitis, ficus, oliva deest;
 Insula diversis quam mercibus Anglia ditat,
 Et quacumque mari cingitur occiduo.
 Vespere jam, subvectus equo feror hinc sitibundo,
 Impotabilis est nam fluvius Cadomi,
 Patronique mei, comites qui primus agebat,
 Impulsu lautum ducor ad hospitium.
 Transeo dum dubium dubitando secus mare rivum,
 Infertur præceps in medium sonipes.
 Exhauritur equis potantibus alveus amnis,
 Limo ventre tenus sed meus obruitur.
 Ast ego, converso freni moderamine collo,
 Valdius inflor, conor ubi ire retro;
 Anteriora cadunt, dum posteriora resurgunt.

Urgeo calcari, sentit id haud sonipes.
 Navis in iratis pelagi sic fluctuat undis;
 Pappis dum surgit, prora profunda petit.
 A sella cœno trepidus descendere [conor],
 Pendula jam nec equi girat habena caput.
 Ergo volutabro multum versamur in illo;
 Clunes et pectus sparserat uda palus.
 Angimur extensa nimium sonipes ego lucta,
 Jamque fatigatus pene fatiscit equus.
 Attollor, panda minime rueram quia sella,
 Institerant pedibus vel quia scândilia.
 Illa quadrupedis rumpuntur agone paludis;
 Ne garrire putes, mortuus est sonipes,
 Qui cursu rapido rapidos præcurreret Euros,
 Leviter et cunctis planius iret equis!
 Non immunis ego, sed aqua conspersus et ulva,
 Atque luto madidas sicco diu tunicas.
 Hinc ad magnificæ discumbo gausapa cœnæ;
 Fercula seu calices innumerare piget.
 Fertur inexpertis Babylonius archimagiris
 Xerces thesauros distribuisse suos,
 Quosque parasse cibos, reor haud magis illecebrosos
 Rusticus exhibuit quam mihi rure coquus.

Orto sole, die lunæ discessimus inde;
 Baiocense solum vespere nos recipit.
 Passim dispersæ nobis per littora villæ
 Exhibuere decem noctibus hospitia.
 Infertur nostris pelagi vagus incola mensis
 Cujus non simplex aut sapor aut species.
 Fluctibus attritos lego cum ductore lapillos,
 Crure tenus lymphas pervagor æquoreas;
 Æquor id a nautis *platas* fertur vocitari,
 Hiberno cete tempore quo capiunt.
 Me presente, truci piscem clamore secuti
 Frustrati, casses nam deerant, redeunt.
 Haud secus eductum densis de vepribus aprum
 Turbaque venantum grexque canum sequitur,
 Personat a lituis altum nemus imaque vallis,
 Echo de scabris ingeminat scopulis.
 Brumali coïtus densantur tempore causa,
 Contrahit et plures fœmina sola mares,
 Una trahit tauros ut vacca petulca petulcos;
 Præcipitant validi viribus invalidos;

Gaudet littorei visis quibus accola pagi,
 Audet et irato bella parare salo.
 Hi triplicant funes, hi torta cannabe casses
 Texunt, hi calibem caute terunt hebetem;
 Albicat eversus remorum verbere Nereus,
 Suleat et æquoreum panda carina vadum.
 Bellua voce, sono, nautarumque impete vasto
 Retibus occurrit dum tremefacta fugit.
 Cernas ingentes perflantem naribus imbres
 Caudæ remigio mergere navigia;
 Perfodiunt trifido pinguissima viscera ferro;
 Ad littus trahitur saucia contiguum.
 Hinc eo Baiocas, ubi vidi culmina clara,
 Turres excelsas turris honorificæ,
 Intus quæ saxo pulchre perfecta polito,
 Exterius sculptis fulget imaginibus;
 Multa metallorum locupletat quam variorum
 Copia, cum bysso, murice, vermiculo.
 Ferrea sustentant argenti vincla coronam
 Altè quæ duræ sunt clave fixa sudis;
 Tota superficies auro vestita renidet
 Cinxit turritis quam faber ædiculis;
 Vix geminus templi paries capit hanc, licet ampli,
 Non aliam tanti ponderis esse reor.
 Ingredior noti mediocria tecta sophistæ,
 Gentatus quoniam, vina peto, fueram,
 At succus pomis datus est extortus acerbis;
 Ori proposui dum reor esse merum;
 Sed Bacchus minime donatur in hac regione;
 Non ibi sunt lynceæ, effera tigris abest;
 Non valere truces ejus propellere vires
 Jacto dente sati viperei populi;
 Viribus invicti nigros subjecit et Indos,
 Nec sibi Normannos stravit adhuc rigidos.
 Aspernor cyathum dum sentio non fore vinum,
 Fingo bibisse tamen labraque sicco mea;
 Reddo scipum puero cujus pronus in aure susurro:
 Cur propinasti, serve, venena mihi?
 Turdus in arcella pendebat fune columna,
 Æmulus humani non piger eloquii.
 Qui cum plura quidem sed sæpius hæc iterabat:
 « Vade, veni, Murio! » Verna domus hec erat.
 Suspiceret pensam si quando Musio thecam:

« Musio ¹, dicebat, Musio, vade foras ! »
 Est quod nimirum tractanti seria mirum,
 Quod natura negat usus ut exhibeat;
 Hoc cum privetur linguæ modulamine crebro
 Non sua verba loqui garrula gestit avis.

Desero Baiocas, Semeles a prole relictas,
 Non repetiturus hoc nisi potus iter.
 Inde meo plures cum Petro transigo soles,
 Est mihi nam vita carior ille mea.
 Cum tibi me tardæ confessus sim fore linguæ,
 Tardior expositis efficior morulis,
 Defuit et nobis hiemali rara decembri
 Proferret pro me quæ tibi carta. Vale.

Raoul Tortaire adresse sa dixième lettre à un nommé Pierre, le même assurément avec lequel nous venons de le voir parcourir la Normandie. C'est ici le lieu de se demander quel était le personnage qu'il désigne deux fois sous ce simple nom et avec lequel il se dit lié par une ancienne et solide amitié. A mon avis, il serait fort possible que ce fut Pierre le Vénérable, abbé de Cluni, et voici les raisons qui me semblent se réunir en faveur de cette opinion.

Au commencement de son épître qui traite de l'influence des planètes et de la destinée, l'auteur, entre autres compliments qu'il adresse à son ami, vante beaucoup son talent poétique, et lui dit :

Et si Nasonis numeros et res imiteris,
 Et te dotarit carmine Musa pari....

Or, dans sa jeunesse, Pierre le Vénérable composa des poésies, des épîtres également, dont quelques-unes nous sont restées ², et dans lesquelles il semble s'être inspiré d'Ovide plus que de tout autre poète latin. Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* ³ y ont même relevé quelques vers qui sont de pures imitations, de flagrantes réminiscences de l'auteur des *Métamorphoses*.

En second lieu, le moine de Fleury félicite son ami de la dignité nouvelle à laquelle viennent de l'élever son mérite et l'estime des princes :

1. *Murio*, ou peut-être mieux *Mario*, est le nom de la servante. *Musio* désigne le chat ; voy. Du Cange, à ce mot.

2. *Bibl. Patrum*, édit. de Lyon, t. XXII, p. 1125.

3. *Histoire littéraire de la France*, t. XIII, p. 262.

Cum constes magnus regibus et ducibus,
 Qui non poscenti donarunt culmen honoris,
 Cum fieres claris clarior ipse viris.
 At quia te novi sella dignum potiori,
 Ponendum fateor editiore loco.

N'est-ce pas à Pierre le Vénérable, issu d'une noble famille, toujours bien placé dans la faveur des princes, qui joua dans son temps un plus grand rôle que celui auquel il paraissait appelé par son simple titre d'abbé de Cluni, et qui enfin aurait pu aspirer aux plus hautes fonctions de l'Église, que s'applique mieux qu'à tout autre personnage de l'époque le passage que je viens de citer? J'ajouterai que Pierre le Vénérable, le protecteur et le refuge d'Abailard persécuté, fut l'ami des écrivains de son siècle, qu'il entretenait avec plusieurs d'entre eux une poétique correspondance; que, d'un autre côté, son activité se plut à entreprendre de nombreux voyages: n'en voilà-t-il pas assez pour faire penser que ce Pierre, dont l'amitié était si précieuse au moine de Saint-Benoît, ce patron qui l'emmenait à sa suite à Caen et à Bayeux, n'était autre que le célèbre abbé de Cluni?

La seule objection que l'on pourrait élever se tirerait de l'âge de ces deux personnages. Pierre le Vénérable fut promu à l'abbaye de Cluni en 1122, n'étant âgé que d'environ trente ans; Raoul Tortaire, à cette époque, lorsqu'il lui aurait adressé l'épître dans laquelle il le félicite de son élévation, allait en avoir soixante. Il y aurait donc eu entre l'abbé et le moine une différence d'âge de près de trente ans. Mais à cela je ne vois rien d'impossible. Rien ne s'oppose à ce que entre deux religieux, quoique de rang et d'âge différents, il y ait eu une amitié pleine de déférence d'un côté, de bienveillance de l'autre; que leur goût commun pour les lettres ait établi entre eux d'intimes relations, dans lesquelles l'un apportait son expérience, ses conseils, son talent plus mûr et alors généralement apprécié; l'autre, la supériorité de sa position et de son crédit.

Raoul avait un frère sans doute plus jeune que lui, auquel il adresse la onzième et dernière de ses épîtres. Sur la foi de son titre, *Ad Adelphum*, la seule chose qu'ils en connussent, les Bénédictins ont avancé que l'auteur avait probablement quelque connaissance du grec. Nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut en penser. Quoi qu'il en soit, parmi les vers qu'il adresse à son frère, il y en a quelques-uns qui se lisent avec plaisir. En en-

trant dans le cloître, Raoul n'avait nullement renoncé à ses affections de famille. On lui sait gré de la tendre sollicitude qu'il conserve pour ce frère qu'il aime à voir près de lui, et dont l'absence jette toujours son cœur dans l'inquiétude :

Sollicitudo tui presentem nulla momordit,
 Nam tua tutari teque fuit facile;
 Terrarum spatiis sed cum secernimur amplis,
 Anxia nostra quatit pectora cura tui.
 Nam quum nos uterus sub lumen fuderit unus,
 Et non diversus protulerit genitor,
 Nimirum loris natura ligat genuinis;
 Sanguinis hæc rumpi dura catena nequit.
 Hinc æterna manet circa concordia fratres,
 Pro consanguineis funditur inde cruor
 Hinc Agamennoniis Menelaus, etc.

Une fois lancé sur la trace des héros de l'antiquité, célèbres par leur dévouement fraternel, l'auteur n'est pas homme à s'arrêter sans les avoir passés presque tous en revue. Au lieu de le suivre dans cette voie, j'aime mieux citer le passage suivant, qui contient des détails plus personnels et plus intimes. Pour maintenir dans le bon chemin, son frère, dont la marche lui semblait un peu chancelante, Raoul lui raconte un songe qu'il a eu à son sujet et pendant lequel il lui est apparu. Cette petite fiction n'est pas mal imaginée, et, dans son tour un peu mystique, n'est pas sans grâce :

Nuper eram Gyomis, locus hic situs est secus amnis
 Littus labentis per Turones Ligeris.
 Dumque meos declino lares, dum visere cives,
 Infestant sævis dumque truces odiis,
 Pectore quaero meis cur commaneas inimicis
 An tibi sint tristes, an tibi sint hilares?
 Comperio fama succrescere multa sinistra:
 Et tibi fortunam vertere terga bonam.
 Sollicitumque tui querulumque, ruentibus umbris,
 Nocte data, talis visio commonuit:
 Pene vigil te cerno meis adsistere stratis
 Demissisque solum figere luminibus.
 Cumque diu clauso reticeres tristior ore,
 Ipse quidem linguæ claustra resolvo meæ.
 Et dum te verbis instanter adhortor amicis
 Et circumspectum commoneo fieri,
 Respondes : « Agathos non me sinit, » etc.

A ces mots, l'image fuit, la vision se dissipe, et le songeur éveillé se demande ce que signifient ces paroles : « *Agathos non me sinit.* » Après y avoir longtemps réfléchi, après avoir feuilleté, consulté tous ses livres, il trouve qu'en grec le mot *agathos*, voulant dire *bon*, l'être auquel convient ce mot pris dans son sens absolu, l'être souverainement bon, ne peut être que Dieu. Il explique alors les paroles de son frère. En effet, lui dit-il, Dieu ne permet pas que l'on soit juste sans le secours de sa volonté et de sa grâce :

Non sinit ille probum fieri quem non facit esse;
Absque Deo voluit qui probus esse, ruit.

Ayant ainsi résumé en deux vers, que je crois d'une parfaite orthodoxie, son opinion sur la grâce, le poète dit à son frère que, s'il veut être juste et pratiquer le bien, il faut qu'il commence par revenir à Dieu, et termine sa pièce par les plus sages exhortations. Quant à ce qu'il dit de ses efforts pour trouver le sens du mot *agathos*, s'il fallait le prendre à la lettre, on en conclurait que, s'il avait quelque teinture du grec, ce qu'indique l'emploi des mots *sincopus*, *adelphus*, etc., cette teinture était néanmoins assez légère, et l'on ne se ferait pas une haute idée de l'étude de la langue grecque dans le monastère de Fleury.

J'ai achevé l'examen des poésies de Raoul Tortaire. Ce que j'ai dit en commençant et à propos de chacune des épîtres en particulier me laisse peu de chose à ajouter. Le lecteur est à même de juger de l'intérêt qu'elles offrent, des mérites qu'on y peut trouver. Il peut se former une idée du talent, de la variété des connaissances, de l'érudition de l'auteur, érudition très-grande pour son temps, et qui paraît même s'être égarée sur les limites des sciences cabalistiques. Sur un meilleur terrain, dans le champ de l'antiquité romaine, on voit que ses études avaient été poussées très-loin. Ce moine du onzième siècle, ce lettré d'une époque trop dédaignée, s'il ne les connaissait pas aussi bien, connaissait autant ses auteurs latins que les plus savants de nos jours. Quant à son talent poétique, la part faite de la critique et de l'éloge, je ne crains pas que l'on m'accuse de l'avoir exagéré.

Un oubli me reste à réparer. Je m'aperçois que je n'ai pas parlé en commençant du manuscrit du Vatican qui contient

les œuvres complètes du moine de Fleuri. C'est un petit in-octavo compacte, écrit sur une seule colonne en caractères fins et corrects du douzième siècle, et qui contient 181 feuillets. Il porte le numéro 1357 du fonds de la reine de Suède. Bien qu'il soit venu en la possession de cette princesse par l'achat de la collection d'Alexandre Petau, je ne pense pas toutefois qu'il fût du nombre des volumes enlevés du riche dépôt de Saint-Benoît-sur-Loire. Une pièce de vers, évidemment d'un autre auteur, que l'on trouve à la fin et qui contient l'éloge de l'abbaye de Cluni, me porterait à croire qu'il appartenait jadis à ce dernier monastère.

J'ai déjà dit que le manuscrit avait souffert en quelques endroits; les deux premières pages sont presque entièrement effacées. Sur la tranche on remarque une échancrure produite par le contact d'un corps humide; c'est par là que la moisissure a gagné l'intérieur et endommagé quelques feuillets. Cet accident ne doit pas être de date récente, il est sans doute antérieur à l'époque où les volumes acquis de la reine Christine furent transportés dans la bibliothèque du Vatican. Il semble en effet que dans ces vastes galeries, construites par les soins de Sixte V, et préservées par leur situation élevée, leurs pavés de mosaïques, leurs murs revêtus de marbre, de l'humidité et même de la poussière, que dans ces armoires richement peintes où ils reçoivent une si splendide hospitalité, les vingt mille manuscrits et plus dont se compose la bibliothèque Vaticane, puissent désormais défier l'injure des siècles.

EUGÈNE DE CERTAIN.

COUTUMES DE VERNON

AU XII^e SIÈCLE.

Le texte que nous publions est tiré d'un rouleau de parchemin de 79 centimètres de long sur 22 centimètres de large. Ce rouleau, acheté en 1853, avec d'autres titres en parchemin qui allaient être détruits, est aujourd'hui conservé aux archives de l'Eure. Il a dû anciennement appartenir à l'hospice de Vernon, parce qu'à la suite des coutumes on trouve divers actes concernant des propriétés de l'hospice, transcrits à des époques plus modernes.

L'écriture de notre manuscrit est du quatorzième siècle, et le texte est probablement une traduction faite aussi au quatorzième siècle d'un texte latin du douzième ¹.

Vernon n'a eu ni charte de commune, ni charte de privilèges; mais, comme la plupart des villes normandes, elle jouissait au douzième siècle, sous le gouvernement des ducs de Normandie et de ses seigneurs particuliers, de privilèges assez étendus. Ces privilèges ne reposaient pas précisément sur des textes, mais sur des coutumes locales anciennes. L'une des clauses du traité de Louviers donna Vernon au roi de France ². Dès les premiers temps de sa prise de possession (1196), Philippe-Auguste fit constater par une enquête ³ les coutumes de la ville. C'en est la traduction qu'un heureux hasard a mise entre nos mains et que nous publions ⁴.

1. Nous avons des enquêtes particulières de Philippe-Auguste sur plusieurs points des coutumes de Vernon; les articles correspondants du texte français en présentent habituellement une traduction assez exacte. Voy. p. 527, n. 1, p. 528, n. 1 et 2.

2. *Histoire civile et ecclésiastique du comté d'Évreux*, p. 169. On possède deux chartes concernant l'échange de Vernon pour d'autres domaines entre Philippe-Auguste et Richard de Vernon. Voy. le *Cartulaire normand*, publié par M. L. Delisle dans le t. XVI des *Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie*, p. 9.

3. On pourrait conclure du préambule des coutumes qu'elles furent rédigées au moment même de l'échange; mais les mots : « quant il fist l'escange » peuvent aussi s'entendre des premiers temps de la possession de Philippe-Auguste. Voy. p. 526, n. 3.

4. En 1222, vingt-six ans après cette enquête, qui est comme une rédaction des coutumes, Philippe-Auguste donnait à Gautier Havart des biens situés à Longueville pour les tenir « ad usus et consuetudines Normanie et Vernonis. » Voy. *Grands rôles de l'Echiquier*, édit. de M. Léchaudé d'Anisy, pag. 159.

Dans le manuscrit, les divers articles sont habituellement distingués par ces mots : « Et dient. » Nous avons suivi cette distinction, sauf quelques exceptions qui se justifient d'elles-mêmes ; et pour plus de commodité nous avons fait de chaque article un alinéa précédé d'un numéro d'ordre.

Il semble résulter de notre document qu'au douzième siècle, Vernon avait une administration municipale plus ou moins distincte des officiers du seigneur. En temps de paix les bourgeois veillent à la garde de la ville et règlent le service du guet. En temps de guerre, ce service est du ressort du bailli ; mais les amendes contre les délinquants reviennent aux bourgeois (art 2.) C'est encore à eux qu'il appartient d'établir des gardes pour les prés et les vignes, et de recevoir les amendes, sauf une exception (*ibid.*). Enfin ils fixent le prix du vin du seigneur, et celui-ci doit les prévenir huit jours avant la publication de son ban. Mais, quel était, pour l'accomplissement de ces actes et l'exercice de ces droits, le délégué, le représentant des bourgeois ? Avaient-ils des réunions ? Qui les convoquait, qui les présidait ? Notre enquête est muette sur tous ces points. Nous y voyons bien un des bourgeois possédant la mairie par droit héréditaire (art 12) ; mais ce maire n'est pas le magistrat municipal qui apparaîtra plus tard. Ce n'est au fond qu'un collecteur de redevances et une espèce de sergent judiciaire d'une frappante analogie avec les maires des villages et des bourgs d'un pays voisin, le pays chartrain, auxquels il appartenait, d'après un texte cité par Du Cange : « facere adjornamenta, redditus, « census et deveria alia capituli perquirere, malefactores capere et ad « carceres capituli adducere, et alia expleta justitiæ facere » ¹. Le maire de Vernon au douzième siècle recueillait la coutume, au besoin menait aux fourches, crevait les yeux, coupait les oreilles et n'en avait pas moins sa place marquée à tous les festins de noces de ses concitoyens.

L'article 1^{er} assujettit à l'obligation de payer la coutume l'étranger qui est venu se fixer à Vernon, tandis que le bourgeois originaire de la ville en est exempt, d'après l'article 6.

Les articles 2 et 3 concernent le service du guet, dont l'article 3 limite l'exemption aux clercs et aux chevaliers.

1. Voir Du Cange, au mot *major*. Voyez aussi un excellent article de notre savant maître, M. Guérard, dans le *Cartulaire de Saint-Père*, tom. I, p. LXXIV. On trouve la sergenterie du maire de Vernon mentionnée en 1301 dans une chartre que nous donnons plus loin. Voy. p. 524, n. 2.

Les articles 2, 5, 8, 9, constatent l'usage sur quelques points concernant la justice et préviennent des abus. D'après l'article 2, les amendes à l'occasion du service du guet et de la garde des prés et vignes sont imposées par le bailli, et appartiennent tantôt au seigneur, tantôt aux bourgeois (art. 2). La peine de l'emprisonnement pour défaut de guet ne peut durer plus d'un jour et d'une nuit (*ibid.*). La valeur du gage-merci est réglée par l'article 5. Tant que la guerre dure, les plaids d'héritages sont suspendus, et celui qui possède demeure en possession (art. 8). Dans le cas de duel judiciaire, le duel a toujours lieu à la cour du seigneur de Vernon, lors même que le gage a été donné à la cour d'un autre seigneur. L'amende du méfait appartient alors à ce dernier seigneur, et celle du duel au seigneur de Vernon (art. 9).

La liberté personnelle est garantie par l'article 4. Aucun bourgeois fournissant caution ne peut être retenu en prison, excepté les cas de vol, d'assassinat ou de blessure avec effusion de sang. C'est un des points auxquels les populations du moyen âge paraissent avoir attaché le plus d'importance; on le retrouve dans la plupart des chartes de commune ou de privilèges, et en particulier dans la charte de Henri II pour Rouen (1150), à laquelle souscrivit Guillaume de Vernon ¹.

Les articles 5 et 7 nous font connaître une assez curieuse institution. Deux fois par an, le seigneur de Vernon publiait son ban pour la vente de ses vins; pendant la durée de cette vente, qui était de quinze jours chaque fois, toutes les juridictions particulières étaient suspendues, et les procès étaient portés devant une juridiction spéciale appelée la bouteillerie. Ceux qui n'étaient pas terminés dans la quinzaine revenaient au jugement de la cour dans le ressort de laquelle ils se trouvaient. Enfin, devant la bouteillerie, la valeur du gage-merci était doublée. Cette institution paraît avoir duré assez longtemps, car, en 1301, plus d'un siècle après l'échange de Vernon, Philippe le Bel rachetait la sergenterie de la bouteillerie moyennant 100 livres tournois ². Ces deux articles et les articles 2 et 20 témoignent de l'importance qu'avait acquise la culture de la vigne à Vernon au douzième siècle.

1. Chernel, *Hist. de Rouen*, t. I, p. 246. Richard de Vernon souscrivit à la charte de 1174. (*Ibid.*, p. 248.)

2. « Pierre, dit le Moine, de Houdenc, clerc.... reconnut... lui avoir vendu .. à Phelippe.... roi de France... une serjanterie à Vernon, que l'en dit communement la Boutelerie, c'est assavoir un serjant du commencement de vendenges jusques à la feste Saint-Martin d'yver chascun an, et le tiers de toutes les amendes qui sont fetes à Vernon ou temps de boutelerie, en la serjanterie du maire de Vernon, lesquelles

Les articles 6 et 11 mentionnent plusieurs privilèges importants des bourgeois de Vernon, le droit de posséder une mesure pour le blé, l'exemption du droit de minage, l'exemption de toute espèce de coutumes et la libre importation des marchandises venues de France. Le droit de transit est réglé par la seconde partie de l'article 6, et on peut en conclure que le principal commerce extérieur de Vernon au douzième siècle consistait en vin, en blé et en meules de moulin. Ces meules étaient sans doute alors comme aujourd'hui fabriquées à Cocherel.

Il nous semble qu'on peut conclure de l'article 10 que les réparations du pont jeté sur la Seine n'étaient point faites par le seigneur de Vernon, mais probablement par le domaine ducal.

Les articles 13 et 14 concernent la maladrerie et les propriétaires des moulins sur la Seine.

Les articles 15 à 22 constatent les divers droits d'usage dans les forêts.

Enfin, l'article 23 a pour but, en interdisant la revente du poisson, du gibier, des volailles et des œufs, de permettre aux bourgeois d'obtenir ces denrées à meilleur marché.

Cette analyse suffit pour faire connaître la nature de notre document et les conséquences qu'on peut en tirer. Il ne nous reste plus qu'à donner le texte lui-même, en y ajoutant quelques notes qui nous ont paru utiles.

Ce sont les coutumes de la ville de Vernon et de la chastellerie, ainsi comme le roy Philippe les fist jurer quant il fist l'escange au seigneur de Vernon qui lors estoit seigneur, dont touz ceux jurèrent les coutumes que les chevaliers et les bourgeois doivent avoir ou chastel de Vernon, Geraume du Boiz jura et Philippe de Blarru, Robert de la Porte et pluseurs autres poudes hommes de Vernon ¹.

choses il avoit... en fié du dit nostre seigneur le Roy...., pour le pris de cent livres de tournois... » (*Trésor des Chartes, Vernon*, n° 3, J 216.) M. L. Delisle avait déjà signalé l'existence de cette charte dans ses *Études sur la condition de la classe agricole, etc.*, pag. 465.

1. Philippe de Blaru se retrouve dans plusieurs enquêtes de Philippe-Auguste (voir *Cartulaire normand*, pag. 31, n° 200 et 201), et dans plusieurs actes de la même époque (*Ibid.*, n° 116, 328, 1065 et 1080.) Robert de la Porte rend compte à l'échiquier, en 1195, de la ferme de la vicomté de Fécamp pour l'abbé de Fécamp. (*Grands rôles de l'échiquier*, édit. de M. Léchaudé d'Anisy, p. 51, col. 2.)

Et dient premierement

I. Que homme estrange qui lieve meson à Vernon qui a entrée et yssue vers la voie, et a fait le gart ¹ et les coustumes de la ville, se il vent ou achate aucune chose qui doie coustume, au sergent de qui la meson sont et les coustumes ².

II. Et dient que ou temps de pez doivent par eulx establir guetes, et en temps de guerre les establissent par la veue du bailli de la ville. Et en temps de guerre, se aucun se deffaut de guet, les bourgeois prennent de lui III s. d'amende, et icelles amendes seront mises par la veue du bailli ³ ou prouffit de la ville. Et se aucun est perecheux de gueter, le seigneur le peut meitre en prison et y demourra, se le seigneur veult, un jour et une nuit. Et es vignes et es prez meitent les bourgeois gardes par eulx, et les amendes des meffaiz, c'est assavoir III s. de l'amende, eulx seront mis ou prouffit de la ville. Et se aucun est prins par force par nuit es pres ou es vignes ou forfet, au seigneur est l'amende.

III. Et dient que nul n'est quitte en la ville du guet s'il n'est clerc ou chevalier.

IV. Et dient que homme de la chastellerie de Vernon ne doit estre mis en chartre ne en cep, ne pour plesge ne pour autre forfet, fors pour larcin ou pour mort d'omme ou pour mehaing dont il puisse donner plege raysonnable.

V. Et dient que la plaine loy doit le chevalier de gage mercy VII s., et le bourgeois V s. et III septiers de vin, et en bouteillerie X s.

VI. Et dient que nul prevost de Vernon ne doit prendre coustume à Longueville en l'eau entre les saux du Trelle et en la ville en nul lieu. Se homme de Vernon amaine vin ou marchandise de France à Vernon, il ne doit nulle coustume et puet descarcher sanz le congié du prevost. Et se il trespasse oultre, il doit de chascun tonnel VI d., soit grant ou petit. Et se il maine meulles oultre, il doit de chascun tour I denier. Et se il maine blé oultre, du batel du fust II d., et de la nef III d.

1. Peut-être pour *le guet*.

2. La fin de cet article parait être altérée.

3. On remarquera que le bailli est désigné dans cet article et dans les articles 19 et 22, tandis qu'on parle du prévôt dans les articles 6, 10 et 12. On doit en conclure, si nous ne nous trompons, que les coutumes ont été rédigées lorsque le prévôt royal venait de remplacer le bailli seigneurial, et on s'y sert indifféremment de l'une ou l'autre appellation.

VII. Et se le seigneur de Vernon a ses vins à vendre, il fera en l'an deus foiz son ban par deus quinzaines sanz feste annel, et huit jourz devant le doit faire assavoir aus bourgeois, et par la veue des bourgeois sera mis le pris du vin selon les ventes des autres par la ville. De tant comme boutellerie durra, ne chevalier ne autre n'ara court à plaidier. Et le plet qui sera commencié devant boutellerie, se il n'est finé en boutellerie, repairera à la court dont il yssi. Et plaide l'en en boutellerie d'eritage par quinzaines.

VIII. Et dient que tant come guerre durra entre roys sanz treves, nulz hons ne plaidera d'eritage, maiz qui tient si tiengne jusques à tant que paiz ou treves soient.

IX. Et dient que se bataille est gagiee en court à chevalier ou à aucun aultre qui ait court à plaidier, la bataille est tenue en la court au seigneur de la ville, et aura le seigneur l'amende du meffet, et celui en quel court la bataille fu gagiee aura l'amende de la bataille ¹.

X. Et dient que le prevost de la ville doit refaire touz les ponts et les portes de la ville, fortz que le grant pont dessus Saine, et soient comptez à celui en la court du seigneur.

XI. Et dient que clerc, chevalier et bourgeois et hommes de Gamilli et de Chanteraine et de Vernoniel et de la rue de Normandie de Blarru doivent avoir mesures à blé mesurer ne ne doivent pas minage.

XII. Et icelui qui est mere d'eritage doit estre en la ville au marchié au samedi pour la coustume cuillir, et mengera avec le prevost, ou le prevost lui dourra II d., et aura celui une havée de sel à prendre à une seule main. Et se mauffeteur est amené au prevost par la main d'icelui, le prevost a les II parties de l'amende, et lui la tierce. Et garde le cry ² et les larrons dampnables. Et quant le larron est prins, le mere a toutes les vesteures; et quant il est dampnez par jugement, il le doit mener aus fourches ou crever les yex ou couper l'oreille ou aucun autre membre. Et se aucun fet nuces, il y puet menger, se il y veult aler; maiz le

1. Voici le texte latin de l'enquête de Philippe-Auguste sur le même sujet : « Milites vero et illi qui tenent libere de domino Vernonis vel de paribus habent suum placitum, donec sua curia fuerit abjurata, et duellum adjudicandum in sua curia, et quando duellum adjudicatum fuerit et armatum, ille ducit illud in curiam domini Vernonis, et ille in cujus curia duellum vadiatur habet emendam de duello. Si vero melleia vel malefactum vel maledictum affuerit, emende sunt domini Vernonis. » (*Cartul. normand*, n° 201, p. 31.)

2. Le ms. porte *cry*; mais il convient peut-être d'y substituer le mot *cep*.

forestier si ne puet estre à nueces, si envoie son message, il aura un pain, une piece de char et une juiste de vin.

XIII. Les malades de Saint Ladre auront toutes sepmaines et (*sic*) III d. de pain et III s. de cens chascun an ¹.

XIV. Et les monniers de l'eau doivent amener tout le merrien à l'euvre au seigneur, et le seigneur leur amenistrera nefes et cordes et feront le palis. Et pour cest service les monniers sont quittes de fossé, d'ost et de chevaucie forz par eau.

XV. Et dient que chevaliers ont leur herbergage sanz escende, et pasnage à leurs pors et à leurs vavasseurs quittement, et ont en tout le boiz buche à leur ardoir sanz arbre desmembrer forz en Mortaigne, ne le forestier ne doit prendre le cheval au chevalier s'il ne treuve le sergent sur forfet, ou en lieu dont il puisse monstrier le forfet. Et pour ceste coustume doivent les chevaliers chascun à la feste saint Martin demi septier de vin, un pain, et une piece de char à Nouel ².

XVI. Et dient que bourgeois ont leur hebergage forz late et branche et escende par le bail au sergent, et ont le mort boiz à ardoir et les branches et les cymiex aprez ce que le corps du fust est ostez; et ne puet leur cheval estre prins fors que sur le meffet, aussi comme aus chevaliers. Et pour ceste coustume doivent à Noel I pain ou I d.; et chascune sepmaine ceulx qui ont cheval ou boiz doivent à la court une somme de buche par la main au forestier, et en III festes anniex, se le seigneur tient court, doivent ensemement une somme ³.

1. En 1195, Philippe-Auguste donnait le moulin de Quinquempois à Eude de Bethisi, son chapelain, à la condition de délivrer chaque année « Leprosis Vernonis unum modium bladi, et Ricardo Cuisant aliud modium bladi; et nos ex illis modis erimus quieti. » (*Cartul. norm.*, pag. 278, n° 1059.) Voy. sur cette maison de Saint-Lazare, *ibid.*, p. 173, n° 764, note 2.

2. Voici le texte latin de l'enquête de Philippe-Auguste sur le même sujet. « Milites « debent habere summarium suum in nemore ad mortuum nemus et ad arbores ver- « sas sine *chaable* et ad branchias volatiles sine magistro furco et sine fusto demem- « brato et les *cimez* postquam ligni corpus inde sublatum est et carpentarius eum « dereliquerit, et forestarius non debet capere equos alicujus militis nisi famulum ejus « invenerit ad forisfactum vel in loco ubi possit ei forisfactum ostendere. Et habent « hanc consuetudinem extra Moritaniam et extra Brolium, ubi nullus habet consuetu- « dinem. Et habent pasnagium porcorum suorum quietum et habent herbagium (*sic*, « l. herbergagium) suum proprium de castello in nemore sine ersenlla per tradicio- « nem ballivi et forestarii. Pro hac consuetudine debent milites unusquisque dimi- « dium sextarium vini ad festum sancti Martini et unum panem et unum frustum « carnis ad Natale. » (*Cartul. norm.*, n° 200, p. 30.)

3. Voici encore le texte latin : « Burgenses habent in castello herbergagium suum

XVII. Et dient que chevalier puet venir ou boiz de Gamilli sanz acheson.

XVIII. Et dient que homme de Veulguessin ou de la Rivière du fié de Vernon ont le mort boiz pour leur ardoir et à cuire leur pain, et merrien à charette une foiz en l'an, et esseulx à charette et charetiex en aoust. Et pour ce amainent il le merrien à faire le pont et à fermer le chastel. Et ont l'equarriers de leur herbegage par le bail au forestier ; et qui a l'esquarrie il doit III d. au forestier. Et ont pastures à leurs bestes ou boiz sans chievre. Et doivent avoir closture à leurs blez sur voie et à leur courtis où il croist herbe que l'en mengue. Et ceulx qui ont ceste coutume doivent II foiz l'an leurs charues au seigneur pour ses terres aroir, et doivent donner III gerbes en aoust et un pain à Noel et II oefs à Pasques. Et ceulx qui cueillent fruiet horz du Brueil et de Mortaigne doivent au seigneur une geline.

XIX. Et dient que ceulx de Gamilli ont acoustumeement ou boiz de Gamilli le mort boiz et le cimel, quel qu'il soit, puis que le charpentier s'en part. A iceste coutume partent les hommes du chastel et nul autre : Baudin le Saunier et les hers Godefroy de Bisi, Raul Chauvin, Hardouin de la Garenne, Guillaume de la Porte, Pierre le fils Richard le fils Almaury, la meson Raul Cornille, la meson Raul le Roux, la meson Eude le filz Andrieu,

sine baucha et lata et escenla per tradicionem forestarii, et pergunt ad mortuum nemus et ad residuum materiei quod ibi operatur, et non possunt capi sumarii sui plusquam militum, nisi forestarius eos invenerit ad forisfactum ; et pro hac consuetudine debent ad Natale Domini unum panem vel unum denarium ; et unaquaque septimana illi qui habent equos in nemore debent (*suppl.* afferre) ad curiam unam sunmam ligni per manum forestarii, et in tribus festis annualibus, si dominus curiam teneat, debent similiter unusquisque unam sunmam ligni ; et sumarii novem furnorum habent eandem consuetudinem quam milites. » (*Cartul. norm.*, p. 30, n° 200.)

Voici maintenant l'article des habitants de Vernon dans le *Coutumier des forêts*, rédigé par Hector de Chartres, au commencement du quinzième siècle, et conservé aux archives de la Seine-Inférieure : « Les habitants de Vernon ont droit de prendre en la forest de Vernon en lieu dit ou Chastellet, bois mort pour ardoir et toutes branchez et cimeux depuis que le corps de l'arbre sont osté ; ont aussi usage à prendre bois pour leur habergement, excepté bauche, essanle ou late, par la baillée du sergent de la forest de Vernon, et ne puent estre pris leurs chevaux, se ce n'est à forfaiture, comme les chevaux des chevaliers. Et pour ceste coutume doient iceulx habitans à la Nativité notre Seigneur, ung pain ou ung denier. Et ceulx qui ont chevaux doient à la court du seigneur, par chascune sepmaine, par la main du forestier, une somme de bois. Et se le seigneur de Vernon tient court aux trois festes annaulx, à chascune feste, une somme de bois. Et font en icelle ville de Vernon nuef fours de droit héredital, pour lesquelz ilz ont usage comme les chevaliers en la dicte forest.

la meson as Vaniers, Heudouin le Borgne, le fils Noel, Guillaume Lenglois, les moignes de Cernay, Guillaume de Poissi, la mason des Barriez. Et le prieur du Bec, quant il queudra ces cens, aura busche à ardoir par la veue au bailli. Et les pors aux vavasseurs sont quittes du pasnage. Et pour ceste coustume avoir font cil de Gamilli cest service : il vont prendre les namps en fieu de Vernon avec le sergent de la ville, et se le seigneur de la ville fait merrien à l'euvre de sa meson ou de ses estaus, les hommes de Gamilli le carcheront, et s'il ont charestes suffisans à porter le, il doivent estre appareillie du service, ou si non le sire le fera amener du sien propre. Et se le seigneur are ses coustures, les chevaux de Gamilli seront prins et herceront I jour, et li herceur auront chascun I pain de livreson et II harens ou II oeufs. Et quant les prez au seigneur seront cueillis, les chevaux de Gamilli doivent amener le fain. Et doivent tous les coustumers I pain à Noel et I d.; et qui a charette, I pain, II d. et demi septier de vin en vendenge; et les vavasseurs doivent à la feste saint Martin une piece de char et une fouace et une juste de vin. Et Guillaume de la Porte doit une piece de char, et le gaignieur II jarbes en aoust et III oeufs à Pasques.

XX. Et dient que les hommes de Longueville ont le boiz de Longueville pour leur user; maiz ils ne doivent pas essarter; mez se il y font blé, il est leur, mez amendent au roy et repaire le gaignage au boiz. Et pour ceste coutume et pour autres doivent il au seigneur cent muis de vin par an et XXIII costes de fruit de tel manere : de permains ¹, de coings, de poires, de pesches, de raysins ou de sacun ostel II d. Se le seigneur veult, en quelque lieu que le seigneur voudra en sa terre, les hommes de Longueville merront le fruit à leur cous. Et il puet mener leurs chevaux et leur marchandise par la croiz Bardel sanz coustume.

XXI. Et après ce, les jurez dient que les boiz du mont de Tilli est commun à prendre as hommes de Vernon, en quelque manere qu'il voudront, qer il le desrenierent par betaille envers les hommes aux Crespinois ² et les hers de Crouy.

1. Voyez, sur les pommes de Permaine, un texte de 1211 publié par M. L. Delisle dans ses *Études sur la condition de la classe agricole*, pag. 500. On cultive encore aujourd'hui cette espèce de pomme dans les îles de la Manche.

2. Les hommes aux Crespinois sont sans doute les hommes du fief de la Buaille,

XXII. Et dient les jurez que les hommes de Longueville qui sont de III paroisses, quant il vont voir les estrepeures du boiz de Longueville, ont un mui de vin par la main du bailli par qui mandement il y voit (*lisez vont*), pour ce que y jurent et enseignent les estrepeures du boiz.

XXIII. Après, les jurés dient que nulz hons ne puet acheter en la ville de Vernon poissons ne char sauvage ne poucins ne gelines ne oeufs ne chappons à revendre. Ne nul ne puet vendre poisson qui dehors soit apporté forz celui à qui le poisson est. Et après le jour qu'il est apporté, quiconque veult le puet acheter, maiz il ne puet vendre que celui qui devant le vendoit.

paroisse de Gniseniers, pour lequel Guillaume Crespin rendit aveu en 1256 à Eude Rigaud. V. *Registrum visitationum...*, publié par M. Th. Bonnin, p. 244.

P. F. LEBEURIER.

ORGANISATION JUDICIAIRE

DU LANGUEDOC,

AU MOYEN AGE ¹.

DEUXIÈME PARTIE.

JURIDICTIONS INTERMÉDIAIRES ET DE PREMIER APPEL.

DES SÉNÉCHAUX.

§ 1. *Origine des sénéchaux.*

Le deuxième degré de la hiérarchie judiciaire était occupé par les sénéchaux, qui étaient à la fois juges d'appel et recevaient directement certaines causes à leur tribunal. Ils avaient dans le Midi les mêmes attributions que les baillis dans le Nord. C'étaient, dans l'origine, des officiers des rois ou des grands feudataires, dont les fonctions purement domestiques avaient pris de l'importance avec le temps et leur donnaient une puissance considérable. En effet, l'administration des domaines leur appartenait; ils nommaient les agents inférieurs, percevaient les revenus et exerçaient une juridiction ². Ils rendirent leur charge héréditaire, et par là se firent craindre de ceux qu'ils auraient dû servir ³. La *sénéchaussée*

1. Voy. la première partie, p. 201 et suiv.

2. Le sénéchal d'Anjou avait, au commencement du treizième siècle, sur le revenu des prévôtés, un marc d'argent par 50th et un tiers des amendes. Accord entre Philippe-Auguste et G. des Roches, en 1204. Arch. de l'Emp., J. 179, n° 1.

3. Jeanne, fille de G. des Roches, hérita de la charge de sénéchal d'Anjou, qu'elle porta par son mariage dans la maison de Craon. Arch. de l'Emp., J. 179, n° 4. — Voy. un acte par lequel la comtesse Blanche de Champagne reconnaît que la sénéchaussée de Champagne était héréditaire dans la maison de Joinville. Jeudi après la Pentecôte, 1218. *Original*, Arch. de l'Emp., J. 1035, n° 11.

de France pouvait devenir un danger pour la royauté, en ressuscitant la puissance des anciens maires du palais. Philippe-Auguste comprit le péril qu'il y aurait à laisser le gouvernement de ses domaines à des officiers héréditaires et indépendants; il n'osa supprimer la charge de sénéchal, mais il confia l'administration de chaque province à un agent révocable nommé bailli, ayant les prévôts sous ses ordres¹. Telle fut l'origine des grands baillis, qui aidèrent la royauté à abattre la féodalité et à constituer l'unité nationale. Le comte de Blois, Thibaud, étant mort à la croisade, en 1191, Philippe-Auguste n'investit personne de la charge de sénéchal qui se trouvait vacante par ce décès, et il devint ainsi maître chez lui. Les grands feudataires ne purent agir avec leurs sénéchaux comme le roi avec le sien; ils furent même obligés de leur reconnaître le droit de transmettre leur charge à leurs héritiers, mais ils les annulèrent en leur ôtant tout pouvoir; ils leur laissèrent la jouissance des droits pécuniaires qu'ils percevaient, et les dépouillèrent de toute part dans l'administration de leurs domaines, administration qui fut confiée à des baillis dévoués à leurs maîtres et soumis à leur volonté.

Ce fut ainsi qu'au treizième siècle, dans le Nord, les sénéchaux virent leurs fonctions administratives et judiciaires passer entre les mains des baillis.

Dans le Midi, les sénéchaux ne paraissent pas avoir réussi à conquérir l'hérédité de leur charge. Le plus ancien sénéchal connu des comtes de Toulouse figure dans un acte de l'année 1210². Dom Vaissète pense que ce fut le premier³. Mais, parceque les sénéchaux ne sont pas mentionnés dans les documents diplomatiques du douzième siècle qui nous ont été conservés, il ne s'ensuit pas qu'il soit permis de révoquer en doute leur existence avant le treizième siècle; en effet, la plupart des grands officiers de la couronne, qui étaient des personnages importants, ne nous sont guère connus avant cette époque que par les souscriptions des chartes rédigées en leur présence, et où leur titre est indiqué. Or, au douzième siècle, la qualité des témoins est très-rare-

1. Testament de Philippe-Auguste, de l'an 1190, *Ordonn. des rois de France*, t. I, p. 18; Moreau, *Discours sur l'histoire de France*, t. XVIII, p. 27.

2. Vaissète, t. III, p. 606

3. *Ibid.*—M. du Mège cite un sénéchal de Toulouse, Jean de Copiac, en 1200 (*Institutions municipales de Toulouse*, t. III, p. 321); mais ce Jean de Copiac n'était que bayle de Raimond VI.

ment jointe à leur nom dans les actes qui furent faits dans le Midi, et cet usage nous a privé de renseignements précieux ¹.

On trouve des sénéchaux dans le Languedoc au douzième siècle. En 1166, le vicomte de Béziers, Raimond Trencavel, remit, dans son testament, à un seigneur nommé Pierre de Brens, avec le titre de sénéchal, l'administration de l'Albigeois, et lui donna pouvoir de choisir les agents qu'il lui plairait ². Ne peut-on pas supposer que les comtes de Toulouse aient eu des sénéchaux révocables avant l'année 1210, d'autant plus qu'ils voyaient à côté d'eux les provinces anglaises du continent gouvernées par des sénéchaux que les rois d'Angleterre révoquaient à volonté? Par exemple, en 1168 la Saintonge obéissait au sénéchal Raoul de Faye, qui commit tant d'exactions qu'il fut destitué de sa charge par le roi Henri II et envoyé en exil ³.

Dom Vaissète prétend que les sénéchaux s'appelèrent d'abord baillis. Voici sur quoi il fonde son opinion ⁴. Dans la souscription d'un acte émané du comte Raymond VI en l'an 1203, plusieurs personnages sont qualifiés baillis et viguiers, et comme l'un d'eux, Raymond de Recalto ou de Récault, prend le titre de sénéchal dans une charte de l'année 1210, le savant bénédictin en conclut qu'en 1203 il exerçait sous le titre de bayle les fonctions de sénéchal ⁵. Je ne saurais admettre cette conclusion. En vain dom Vaissète suppose qu'il était bailli général; il ne donne aucune preuve de cette assertion, que nul texte ne confirme.

Ce ne fut qu'à partir du milieu du treizième siècle, et après que la royauté eut acquis des possessions en Languedoc, que les sénéchaux furent quelquefois appelés baillis. D'un côté l'iden-

1. Voy. *Histoire généalogique de la maison de France*, par le P. Anselme, t. VI et VII, passim; et Vaissète, t. II et III, preuves, passim.

2. « Eu R. Trencavels... laissi per tots temps senescalch (mentr'el o vella tenez) d'Alby et d'Albejes, G. Peire de Berens, et tratots aqueis home qu'el y volra mettre. . . Et laissi sobre G. Peire, que tot aco qu'el fara en Albigez, sia fag per nos. » Codicille de Raimond Trencavel, vicomte de Béziers. Vaissète, t. III, preuves, col. 115 et 116.

3. « Radulfum de Faya destituit rex Henricus atque in exilium egit, populorum querelis quos ille vexabat permotus. » Bouquet, t. XIII, p. 419. — « Radulphus, senescallus tunc temporis in Santonia, extorsit a . . . » *Ibid.*, t. XII, p. 488 (année 1169).

4. T. III, p. 606.

5. Voici les propres expressions de D. Vaissète :

« Il paroît qu'ils (les comtes de Toulouse) eurent en certain tems des baillifs généraux dans le Toulousain et les autres pais qui leur étoient soumis, avant qu'ils y eussent établi des sénéchaux; aussi trouvons-nous, au commencement du treizième

tité d'attributions des baillis du Nord et des sénéchaux, de l'autre l'existence dans le Midi de bayles ou baillis, officiers inférieurs, firent que si, par analogie, on donna aux sénéchaux le titre de baillis, on y joignit la qualification de supérieurs pour les distinguer des bayles.

Les comtes de Toulouse ne confièrent pas à un sénéchal unique le gouvernement de tous leurs domaines; ils en préposèrent un dans le principe à chacune des provinces qui leur étaient soumises et qui furent appelées sénéchaussées. Raimond VII institua une sénéchaussée par diocèse. Celle de Toulouse paraît dès 1210 ¹. La même année on trouve un sénéchal en Agenais ², un en Rouergue dès 1226 ³, un en Quercy dès 1229 ⁴, un dès 1236 en Albigeois ⁵. La sénéchaussée de Venaissin, formée du marquisat de Provence, comprenait des fractions des six diocèses de Cavaillon, Avignon, Apt, Carpentras, Vaison et Orange ⁶. Par suite du traité de

« siècle, Jourdain de Copiac et Étienne de Fenouillet qualifiés *baillis* de Raymond VI, comte de Toulouse, et dans un acte de l'an 1203 Raymond de Recalto, Arnaud Calutti et Pierre Rogerii prenoient le titre de *baillis et viguiers* du même Raymond, comte de Toulouse. Or, comme nous savons d'ailleurs que Pierre Rogerii étoit la même année viguier de Toulouse, et que le même Raymond de Recalto se qualifioit « en 1210 sénéchal de cette ville, il faut qu'il ait été en 1203 bailli général du Toulouse sain. Ainsi les comtes de Toulouse auront changé vers ce tems-là le nom de leurs « baillis généraux en celui de sénéchal. »

La souscription de l'acte de l'an 1203 sur laquelle s'appuie D. Vaissète, et qu'il a rapportée d'une manière incomplète et inexacte dans les preuves de son histoire (t. III, col. 196), a induit le vieux Catel dans une autre erreur. Il a cru que *bajulus* et *vicarius* étaient synonymes; il n'a point vu que parmi les personnages qualifiés *bajuli* et *vicarii*, les uns étaient bayles et les autres viguiers. Pour mieux éclairer le lecteur sur cette souscription que seul Catel a donnée, je copie avec les fautes qui se trouvent dans l'*Histoire des comtes de Tolose*: « In præsentia Raimundi Tolosani episcopi, et Willelmi de Canletio, abbatis ecclesie Sancti Saturnini et Raimundi de Realto, et Arnaldi Calutiæ, et Petri Rogerii, qui tunc eram (l. erant) *bajuli* et *vicarii* domini comitis. » Catel, p. 33.

Les sénéchaussées furent surtout souvent appelées *baillies* ou *bailliages*, ainsi que l'attestent les comptes de recettes et de dépenses des domaines d'Alphonse. Arch. de l'Emp., K. 502.

1. Vaissète, t. III, p. 606. Cette sénéchaussée comprenait quelques terres situées en Gascogne: on en trouvera l'énumération dans le rôle des nouveaux acquêts et francs-fiefs de la juderie de Verdun, en 1277. Arch. de l'Emp., J. 308, n° 81.

2. Vaissète, t. III, p. 606.

3. *Ibid.*, et Gaujal, *Histoire du Rouergue*, t. I, p. 134.

4. Vaissète, t. III, p. 606.

5. *Ibid.* Nous avons vu qu'au douzième siècle, il y avait un sénéchal d'Albigeois pour le vicomte de Béziers.

6. Voy. le terrier du Venaissin, fait sous Alphonse, Arch. de l'emp., JJ. XI, et une

Meaux, Raimond VII ne conserva de l'Albigeois que la partie située au sud du Tarn, qui continua de porter le nom de sénéchaussée d'Albigeois¹. De même, on ne lui laissa que le bas Quercy. Au nord du Lot, il ne possédait plus que quelques domaines disséminés qui formaient une seule baylie, sous le titre de baylie d'Outre-Olt, *Ultra-Oltim*². Ces divisions étaient trop multipliées; le comte Raimond le comprit, mais il respecta les circonscriptions telles qu'elles étaient établies; il se contenta de mettre plusieurs sénéchaussées sous l'autorité d'un seul sénéchal. Dès 1251, l'Albigeois était uni à la sénéchaussée de Toulouse³, il fut ensuite soumis au sénéchal de Rouergue⁴; enfin, en 1266, il fut de nouveau réuni à la sénéchaussée de Toulouse, et cet état de choses a duré jusqu'à 1789⁵. Le Rouergue resta seul⁶. Dès 1259 le Quercy et l'Agénois formèrent une seule sénéchaussée⁷. Le comtat Venaissin fut toujours administré séparément; ainsi le voulait sa position géographique, isolée du reste des domaines des comtes de Toulouse⁸.

Quand Philippe le Hardi recueillit la succession d'Alphonse,

copie partielle de ce terrier, copie du temps, sur papier de coton, J. 319, n° 2. Un autre exemplaire de ce document se trouve à la bibliothèque de Carpentras. La Bibl. Imp. en possède une copie dans le n° 101. 9 du fonds S. Germain Harlay.

1. Voy. le traité de Meaux, dans Brussel, *Usage des fiefs*, t. II, appendice, XIX.

2. Vaissète, t. III, p. 606. La baylie d'Outre-Olt est à tort appelée *baylie Ultra Montem* dans le registre JJ. XI; un compte publié par D. Vaissète porte: « Ultra cust.» Un compte de la Bibl. imp., de l'an 1268, nous donne des notions sur l'étendue de cette baylie, dont les points extrêmes étaient à l'ouest Pestilhac et à l'est Gramat.

3. Dans le fermage de la baylie d'Albi, en 1251, il est dit que les amendes devaient être taxées par le sénéchal de Toulouse. Arch. de l'Emp., J. 1032. En 1252, le juge d'Albigeois jugea, d'après l'ordre du sénéchal de Toulouse, plusieurs bourgeois de Gaillac qui avaient commis des désordres et s'étaient battus. Arch. de l'Emp., J. 328, n° 27.

4. Arch. de l'Emp., J. 307, n° 55.

5. Vaissète, t. III, p. 606, et Arch. de l'Emp., K. 502, comptes originaux du treizième et du quatorzième siècle.

6. Compte de P. de Boissy, sénéchal de Rouergue en 1268, rouleau orig. de la Bibl. imp. Voy. aussi Arch. de l'Emp., J. 319, n. 4 et 5, passim.

7. Vaissète dit dès 1262; mais voy. le compte de la vente des baillies d'Agenais et de Querci, en 1259, orig. à la Bibl. imp.

8. Voy. Arch. de l'Emp., J. 319, n. 4 et 5. Correspondance d'Alphonse avec ses sénéchaux, et notamment avec celui du pays Venaissin pendant les années 1267 à 1271. Voy. aussi Arch. de l'Emp., JJ. XI.

il trouva donc les États de son oncle gouvernés par quatre sénéchaux ¹.

Dès 1215 le bas Languedoc, qui n'était pas soumis immédiatement à Raimond VI et qui lui fut enlevé par suite de la guerre des Albigeois et réuni au domaine de la couronne en 1226, était divisé en deux sénéchaussées, celle de Beaucaire ou de Nîmes, et celle de Carcassonne ou de Béziers ²; on en doit attribuer l'établissement au chef de la croisade, à Simon de Montfort, qui usurpa le comté de Toulouse, dont son fils Amauri fut obligé de céder une partie au roi de France et de restituer le reste à l'héritier légitime de la maison de Saint-Gilles. Les deux sénéchaussées royales étaient très-vastes et ne répondaient à aucune circonscription ecclésiastique. La sénéchaussée de Beaucaire renfermait, à la fin du treizième siècle, les six diocèses du Puy, de Mende, de Viviers, de Maguelone, de Nîmes et d'Uzès ³; celle de Carcassonne, les évêchés de Béziers, d'Agde, de Lodève et de Comminge ⁴, la partie de l'Albigeois située au nord du Tarn et des enclaves dans des provinces qui n'étaient point du domaine royal, par exemple, dans le Rouergue, la ville de Saint-Antonin, où saint Louis établit un atelier de monnaie royale ⁵.

Au milieu du treizième siècle, le roi avait aussi une sénéchaussée de Périgord et de Quercy ⁶. Dom Vaissète prétend que saint Louis ne possédait rien dans ce dernier pays. Il se trompe ⁷. Par le traité de 1259, le roi avait bien abandonné aux Anglais la plupart de ses possessions quercinoises, mais il avait conservé plusieurs villes, entre autres Cahors et Figeac ⁸.

1. Voy. les comptes des provinces réunies à la couronne et ayant formé le domaine d'Alphonse. Arch. de l'Emp., K. 502.

2. Vaissète, t. IV, p. 502, et Bâville, *Mémoire sur le Languedoc*, Arch. de l'Emp., KK. 1316.

3. Ménard, *Histoire de Nîmes*, t. I, preuves, passim.

4. Procurations des nobles, des villes et des ecclésiastiques pour nommer leurs représentants aux états généraux convoqués en 1303 par Philippe le Bel. Arch. de l'Emp., J. 414 et 415. Voy. aussi la carte des sénéchaussées placée en tête du t. IV de D. Vaissète. Le nombre de ces évêchés fut augmenté par Jean XXII.

5. « Tradidimus monetam nostram turonensem cudendam et faciendam apud Sanctum Antoninum, in senescallia Carcassone. » Bibl. imp., Cartul., n° 210 : lettre de saint Louis à Alphonse, sans date (vers 1263).

6. *Olim*, t. I, p. 681; en 1267.

7. Vaissète, t. III, p. 606.

8. Voy. les pièces relatives au traité de 1259, dans Rymer. Voy. aussi *Olim*, t. I,

Le sénéchal de Périgord avait pour mission de surveiller les Anglais de la Guienne, et de leur faire sentir la suzeraineté du roi de France¹.

Comme les baillis, les sénéchaux avaient des fonctions étendues; ils réunissaient entre leurs mains les différentes branches de l'administration : justice, guerre, police et finances². A la différence des baillis, qui étaient quelquefois de simples juriconsultes, on les prenait toujours dans les rangs de la noblesse, et la plupart de ceux qui administrèrent le Languedoc au treizième siècle furent des hommes distingués. Plusieurs d'entre eux étaient nés dans le Midi, tel que Eustache de Beaumarchais, qui de sénéchal de Toulouse devint gouverneur de Navarre³.

Avant d'entrer en fonctions, les sénéchaux prêtaient serment d'être fidèles et loyaux dans leur office, de rendre une exacte justice à chacun, sans acception de personnes, selon leur conscience et leur pouvoir, de ne recevoir aucun don de leurs administrés, ni eux, ni leur femme, ni leurs enfants, ni les gens de leur maison. En outre, dans les États d'Alphonse, ils juraient, ainsi que les autres officiers du comte, d'observer un règlement dans lequel étaient insérées les principales libertés civiles du Languedoc⁴, libertés qui furent confirmées pour toute cette province par une ordonnance de Louis X de l'an 1315. Un des principaux articles de ce règlement portait que tout accusé pourrait se soustraire à l'emprisonnement préventif en donnant caution de se présenter au jour du jugement; seuls, les grands criminels et les hérétiques n'étaient pas admis à jouir du bénéfice de la caution. Cette précieuse garantie de la liberté individuelle fut plusieurs fois con-

p. 477 : « Cum dominus rex dedisset terram suam et alia que habebat in Caturcensi, Lemovicensi et Petragoricensi dyocesibus regi Anglie per pacem inter eos habitam, exceptis hiis que dominus rex non potest ponere extra manum suam. » (Année 1260.)

1. *Olim*, année 1269 et passim, et Arch. de l'Emp., JJ. XXXIV, *Arresta regis Anglie*, fol. 17; dans ces documents se trouvent fixés les appels des juridictions anglaises à la cour du roi de France.

2. Vaissète, t. III, col. 511 et 512. Arch. de l'Emp., J. 319, n. 4 et 5, passim. Bibl. imp., *Collection Doat*, t. LXXIV, cartul. d'Alphonse.

3. Vaissète, t. III, col. 511 et suiv.

4. « Item jurabunt omnia que in constitutione que sequitur continentur. » Voy. ce règlement dans Vaissète, t. III, col. 511 et suiv. La dernière pièce du t. LXXIV de la *Collection Doat* est une copie de ce document important, copie prise sur une autre expédition que celle de dom Vaissète : le titre véritable, que Vaissète n'a pas connu, est : « Forma tradendi bajulias domini comitis, et terram ipsius ad censandam. »

firmée par Alphonse à la demande de ses sujets. Elle fut aussi inscrite dans la grande charte de privilèges de Louis X ¹.

Les sénéchaux ne restaient pas longtemps à la tête de la même province; on craignait qu'un long séjour ne leur fit contracter des amitiés qui auraient amoindri leur zèle pour le prince et apporté des obstacles à leur bon gouvernement. Ils ne devaient pas épouser une femme de leur sénéchaussée. Quand ils quittaient leurs fonctions, ils étaient tenus de rester un certain temps dans le ressort de leur ancienne juridiction pour répondre aux accusations qui seraient portées contre leur conduite ou leur administration ². Ces règles, puisées dans les lois romaines, sont tracées dans l'ordonnance que publia saint Louis en 1254 pour la réformation des deux sénéchaussées royales du Midi, et qui fut étendue à toute la France ³, et dans le règlement émanant du comte Alphonse ⁴ dont nous venons de parler, et dont certaines parties offrent trop de ressemblance avec l'ordonnance de saint Louis pour qu'on doive hésiter à leur accorder une commune origine, l'initiative du roi.

Le règlement d'Alphonse exige de la part des fonctionnaires privés de leur charge un séjour d'un mois ⁵, et l'ordonnance de saint Louis, de quarante jours ⁶. Ce règlement ne fut pas longtemps exécuté, car du vivant même d'Alphonse on suivait les prescriptions de l'ordonnance royale. Pendant ce temps, l'ancien

1. « Item, ut homines non delineantur capti, qui parati fuerint satis dare, nisi qualitas criminis requirat. » Vaissète, t. III, col. 512.

2. En général, ils ne restaient pas plus de trois ans en fonctions. Voy. la liste des sénéchaux de Rouergue dans Gaujal, t. I; de Toulouse, dans du Mége, t. III, p. 321; de Beaucaire, dans Méuard, t. VI, et I passim; de Quercy, dans l'*Annuaire du département du Lot*, années 1829 et suivantes. Je recommande aussi, bien qu'elles soient incomplètes, les listes d'officiers insérées dans le tome 150 de la collection de Lan-guedoc, à la Bibl. imp.

3. *Ordon.*, t. I, années 1254 et 1256. Voy. aussi cette ordonnance en langue française dans le tome XX de la collection des *Historiens de France*, p. 294 et suiv.

4. Vaissète, t. III, col. 511-513, et Bibl. imp., *Coll. Doat*, t. LXXIV, dernière pièce.

5. Cette prescription s'appliquait non-seulement aux sénéchaux, mais encore aux autres officiers. « Item quilibet senescallus, præpositus et bajulus, post eorum administrationem finitam, debet in loco suæ bajuliæ unius mensis spatio remanere, ut, si contra ipsum vel suos allocatos dicere voluerint ab ipso aliquid extorsisse, juri pareat; et si culpabilis inventus fuerit, emendare cogatur. » Vaissète, t. III, col. 512, etc.

6. « De rechief, nous volons que tous nos baillis, prévôts et vicontes soient, après ce que il seront hors de leur offices, par l'espace de XL jours ou pays où il ont les administrations gouvernées. » Joinville, dans dom Bouquet, XX, 296.

fonctionnaire touchait la moitié du traitement affecté à son office ¹. Les sénéchaux s'intitulaient quelquefois *présidents*, titre que portaient les gouverneurs romains et qui entraînait l'idée d'une grande puissance ². L'attribution du titre d'un magistrat romain à un officier féodal montre combien il faut être en garde contre le désir de faire remonter à l'antiquité des institutions du moyen âge qui portent des noms romains, noms qui leur furent donnés au treizième et au quatorzième siècle, d'après les ressemblances que ces institutions, la plupart d'origine germanique, avaient ou qu'on leur supposait avec les institutions romaines ³.

Comme magistrats de l'ordre judiciaire, les sénéchaux peuvent être considérés à deux points de vue, comme juges de première instance et comme juges d'appel. Je vais montrer d'abord quelles causes étaient portées directement à leur tribunal; leur juridiction de première instance pouvait être civile, féodale, domaniale et criminelle. Je commencerai par examiner quelle était leur compétence en matière civile et féodale.

§ 2. Juridiction de première instance des sénéchaux en matière civile, féodale et domaniale.

On attribue généralement aux sénéchaux la connaissance des causes des nobles ⁴; cela peut être vrai pour les temps modernes,

1. « Et eo tempore quo remanserit (senescallus), habeat solum medietatem stipendiorum suorum illorum quæ habebat tempore suæ administrationis. » Vaissète, t. III, col. 511. — Les gages des sénéchaux étaient considérables. Au treizième siècle, le sénéchal d'Agenais recevait 30 sous tournois par jour : Senescallo, pro ^{xx} ix m diebus, xxx s. tur. per diem, m m l. x s. tur. (Compte original de l'année 1269. Bibl. imp., *Rouleaux originaux*). — Le sénéchal de Rouergue, 400 livres par an : Gagia senescalli per annum m l. tur. (*Ibid.*) — Celui de Toulouse reçut, en 1257, 441 livres tournois, pour 153 jours : Gagia senescalli Tholose, videlicet domini Gaufridi de Chaneveris, ^{xx} m xli l. tur., pro xiii xiii diebus. (*Ibid.*)

2. Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. II, notes, p. 17.

3. Il est même à remarquer que les consuls de Toulouse ne s'appelèrent pas consuls dans l'origine, mais *capitularii*, ou hommes du chapitre, *capitol*, en langue romane, dont on a fait *capitoul*, titre que les magistrats populaires de la capitale du Languedoc portèrent dès la fin du treizième siècle. Le siège de leur juridiction s'appelait et s'appelle encore *Capitole*. Les juristes du quatorzième siècle se plurent à adapter des noms antiques à des institutions récentes. Louis X n'appelle-t-il pas ces mêmes consuls de Toulouse *décursions*? Ordon., t. I, p. 553, an 1315.

4. *Encyclopédie méthodique* : Jurisprudence, v° Bailli.

mais il n'en est pas de même pour le treizième et le quatorzième siècle. En matière civile, toutes les causes entre particuliers, nobles ou non nobles, étaient jugées par les juges inférieurs¹, même par les tribunaux municipaux; les sénéchaux connaissaient des plaintes portées par les vassaux du comte de Toulouse ou du roi contre ceux qui les troublaient dans la possession de leur fief².

Dans la sénéchaussée de Toulouse, ils devaient tenir leurs assises pendant deux jours au moins chaque mois au chef-lieu de chaque juderie, et dans les autres sénéchaussées au siège principal de chaque viguerie. Ils y rendaient la justice assistés du juge du lieu, et même des juges voisins, de nobles et de jurisconsultes. Ces assesseurs étaient souvent choisis parmi les personnes qui étaient venues pour leurs propres affaires³.

En certaines circonstances, la cour du sénéchal était composée de membres de la haute noblesse et des représentants des communes.

La coutume d'altérer les monnaies était devenue un droit seigneurial, droit inique que le peuple était contraint de racheter par un impôt nommé fouage dans un grand nombre de provinces, terme qui avait dans le Languedoc une autre signification. A chaque mutation dans le siège épiscopal d'Agén, l'évêque, qui était seigneur en partie de la ville avec le comte de Toulouse, exigeait cet impôt. En 1263, l'un d'eux, nommé Guillaume, pressentit ou éprouva des empêchements de la part du comte Alphonse, qui se montrait jaloux d'exercer seul les droits régaliens; il pria le sénéchal d'assembler sa cour, pour y faire juger ses prétentions. Le sénéchal accéda à sa requête, et réunit la noblesse et les représentants des villes et des bourgs de l'Agenois, et la

1. Voici un procès intenté par une dame noble devant le juge d'Albigeois : « Novem rint universi quod domina Barrava, uxor Guillelmi de Monjoire, conquesta fuit de « detentoribus bonorum dicti Guillelmi curie domini comitis Pictavie et Tholose apud « Insulam in Albigesio, et proposuit contra detentores predictos petitionem suam in « hunc modum : Coram vobis, R. Johannis, iudice in Albigesio pro domino comite..., « propono ego Barrava, etc. » Original, Arch. de l'Emp., J. 329, n. 41.

2. En 1255, il s'éleva un différend entre les gens du roi et le comte de Foix, au sujet de la haute justice de la ville de Penautier. Cette contestation fut portée au tribunal du sénéchal, à Béziers. Vaissète, t. III, preuves, col. 516 et 517.

3. Vaissète, t. III, col. 596, 597; Ménard, t. I, p. 135.

cour ainsi composée, après un mûr examen, donna, en présence du sénéchal, gain de cause au prélat¹.

Dans ces assises des sénéchaux, où figuraient des jurisconsultes et des membres de la noblesse et de la bourgeoisie², on publiait les ordonnances du roi; on y donnait des vidimus des lettres royales. Ceux qui avaient obtenu de ces lettres et qui en désiraient avoir des expéditions authentiques se présentaient devant le sénéchal avec l'acte original émané de la chancellerie et revêtu du sceau royal; le greffier du sénéchal inscrivait cet acte dans un registre disposé à cet effet³, et d'où l'on tirait dans la suite autant de copies qu'on voulait, copies qui étaient scellées du sceau de la sénéchaussée⁴. Du reste, les sénéchaux n'étaient pas les seuls officiers qui pussent donner des vidimus des lettres royaux; les viguiers en donnaient aussi sous le sceau de leur juridiction⁵.

1. Je rapporte en partie le document curieux et inédit qui nous apprend ce fait; c'est une lettre de l'évêque à Alphonse :

« Illustissimo domino suo Alfonso, filio regis Francie, Dei gracia comiti Pictavie et Tholose, Guillelmus, eadem gracia episcopus Agenni, salutem et tam promptum quam debitum ad omnia famulatum... Verum cum moneta Agennensis ad nos et ecclesiam nostram immediate pertineat, et nostri antecessores in possessione eudendi et faciendi eam fuerint sine contradictione qualibet temporibus retroactis, et in novitate cujuslibet episcopi, quilibet de preteritis episcopis habuerit redemptionem universaliter a tota dyocesi Agennensi, ne dictam monetam destrueret et novam faceret, et hoc manifestum sit lipis et tonsoribus in dyocesi supradicta, nos, cum ad dictam dyocesim de novo venimus, recursum habuimus ad dominum senescallum vestrum, supplicantes eidem quod ipse super predicto facto curiam suam convocaret apud Agennum : quod sui gracia libentissime fecit; et nos, ibidem existentes, jus quod habuerant in eadem antecessores nostri, baronibus et consiliis burgorum et villarum existentibus in dicta curia diligenter proposuimus, et magna pars locius curie, in presencia domini senescalli, recognoverunt quod ita erat sicut nos proponebamus.... Datum apud Portum Penne, die sabbati ante festum beate Katerine, anno Domini m^o cc^o lx^o tertio. » Original, Arch. de l'Emp., J. 320, n. 64.

2. « In primis quod senescallus Tholose, singulis mensibus, per duos dies assiziam teneat suam in ca[p]ite singularum judicaturarum senescallie sue. » Arch. de l'Emp., J. 329, n. 43.

3. Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. I, preuves, p. 135; t. II, notes, p. 14. Voy. un des reg. de la sénéchaussée de Beaucaire pour les années 1293-1295. Bibl. Imp. 10312. A.

4. Voy. un vidimus d'une lettre de Louis X, donné par le sénéchal de Toulouse en 1341. Arch. de l'Emp., J. 299, n. 100. Sur le sceau, écu semé de fleurs de lis; légende : S. REGIVM : SENESCALLI : THOLOSE. Ces sceaux de sénéchaussée étaient fréquemment employés à sceller les actes de la juridiction volontaire. Voy. aux Arch. de l'Emp., J. 297, n. 94, un acte de vente scellé, en 1334, du sceau de la sénéchaussée d'Agenois.

5. Ce ne fut qu'en 1290 que Philippe le Bel établit des chancelleries auprès des cours des viguiers. Tous ces sceaux portaient l'écu de France. Voici la description des plus

Dans les assises ambulatoires, le sénéchal veillait au maintien et à l'exécution des lois. D'après le droit romain, les donations, pour être valables, avaient besoin d'être suivies de l'insinuation ou inscription dans les registres publics. Cet usage était tombé en désuétude, et une foule de donateurs se dispensaient de cette formalité. Ces irrégularités entraînèrent la ruine de plusieurs personnes qui s'étaient imprudemment dépouillées de leurs biens sous l'empire de la contrainte et de la menace. Les abus de ce genre devinrent tellement fréquents, que le sénéchal de Beaucaire crut devoir y remédier dans une assise qu'il tint à Alet; il cassa une donation qu'un oncle avait arrachée par la violence à sa nièce, et déclara que désormais toute donation qui n'aurait pas été insinuée serait sans valeur et ne produirait aucun effet ¹.

Les procès qui concernaient le domaine ou dans lesquels le comte de Toulouse se trouvait engagé étaient portés devant le parlement d'Alphonse, ainsi que nous le montrerons dans la troisième partie de ce travail; ceux qui intéressaient le roi étaient jugés par le parlement de Paris, qui, après la mort d'Alphonse, connut de toutes les causes fiscales du Languedoc ². Mais sous le

anciens de ces sceaux : Viguerie de Beaucaire, en 1308. Dans une rosace, un écu à six fleurs de lis. Légende indéchiffrable. Contre-sceau : écu à une fleur de lis. Légende : — CV, TRAS. CVR. BELL. Arch. de l'Emp., J. 415, n. 256.

Viguerie de Béziers, en 1329. Écu semé de fleurs de lis. Légende (+ S. CVR) IE : BITERRIS DO(MI)NI (REGIS). Contre-sceau : une fleur de lis. Arch. de l'Emp., J. 308, n. 87.

Viguerie de Carcassonne, en 1292. Écu semé de fleurs de lis. Légende : (+ S. CVR) IE : CARCASSONE DOMINI REGIS. Contre-sceau : sous une fleur de lis, CARC. Arch. de l'Emp., J. 169, n. 7.

Viguerie de Nîmes, en 1301. Écu à trois fleurs de lis. Légende : + S. CVR (IE : DO) MINI : REGI(S : IN) : CIVITATE : NEMAVSI. Sans contre-sceau. Arch. de l'Emp., J. 398, n. 21.

Le sceau de la viguerie de Toulouse existait sous Alphonse (Vaissète, t. III, col. 517); il portait, d'un côté, les armes du comte de Poitiers et de Toulouse, et, de l'autre, la croix de Saint-Gilles. Après 1271, le sceau de la viguerie représenta des fleurs de lis et fut ordinairement mis comme contre-sceau au sceau de la sénéchaussée; cependant on le trouve quelquefois seul. Arch. de l'Emp., *Accords*, 14 août 1438. Le type varia. En dernier lieu, le champ était semé de fleurs de lis.

1. Vaissète, t. IV, p. 3.

2. (Senescallus) ibi processus causarum fiscalium sibi faciat recitare :

Item, quod idem senescallus sex assizias teneat in villa Tholose, videlicet de duobus mensibus in duobus, duraturas per octo dies, ubi causas fiscales omnium et singularum judicatorum determinet, et descidat et querimonias judicum et cetera, ut supra, suis judicibus assistentibus, dum durabit assizia memorata.

Item idem, senescallus habebit quendam registrum, in quostatus omnium causarum

règne de Philippe le Bel le nombre des procès portés au parlement de Paris s'était tellement accru, qu'on fut obligé d'abandonner aux sénéchaux le jugement des causes dont l'issue pouvait compromettre la fortune ou les prérogatives du prince; aussi prit-on des mesures pour qu'elles ne fussent pas jugées légèrement¹. Les procureurs du roi établis dans chaque sénéchaussée durent veiller à l'instruction de ces causes; dans chacune de ses tournées, le sénéchal se faisait rendre compte de ce qui avait été fait à cet égard; il ne les jugeait qu'aux grandes assises, qu'il tenait au chef-lieu de la sénéchaussée tous les deux mois, et qui duraient huit jours de suite, et où il était assisté de tous les juges de son ressort. En outre, il conservait un registre où étaient inscrits tous les procès qui intéressaient le trésor, ainsi que les décisions qui les avaient terminés.

Enfin, en 1315, Louis X ordonna que les causes fiscales dont l'objet dépassait 100 livres tournois de revenu seraient seules portées au parlement; les autres devaient être jugées par les sénéchaux.

§ 3. *Juridiction de première instance des sénéchaux en matière criminelle.*

Nous avons vu que les viguiers et les juges des jugeries partageaient avec les magistrats municipaux la juridiction criminelle

fiscalium in singulis suis Tholose assiziis registrentur, et ipsas determinet et descidat, et sciat in ipsis assiziis qualiter processum fuit in eisdem, et in quo condempnationes ipsarum causarum fiscalium conscribantur, et querimonias iudicum, et cetera, ut supra.

.....

Item, dicti iudices residebunt in iudicaturis suis, et ibi, continuatis assiziis, causas audient privatorum, et in causis fiscalibus facient, presente procuratore regis cum avvocato suo, diligenter et celeriter, donec in eis renunciatum fuerit et conclusum.

Item, iudices processus earum causarum fiscalium, in quibus conclusum fuerit, apportabunt in dicta assizia senescalli, ut ibi valeant definiri, nec non et statum omnium causarum fiscalium referrent que coram se agitantur, ut registrentur in registro predicto. (Règlement sans date (du commencement du quatorzième siècle). Arch. de l'Emp., J. 329, n. 43.)

1. Nos duximus ordinandum quod omnes et singulæ causæ proprietatem nostram tangentes, cujuscumque conditionis existant, per procuratores nostros, seu alios quoscumque nostro nomine motæ vel movendæ, coram vobis (senescallo) in vestra curia ventilentur et diffiniantur. (*Ordonnances*, t. XII, p. 416, et Vaissète, t. IV, col. 146.)

du premier degré¹. Cependant les sénéchaux conservèrent le droit de juger les causes criminelles; mais ils en usèrent rarement, et ils le firent toujours assistés du juge ordinaire. Ils connaissaient surtout des crimes commis dans le ressort des juridictions seigneuriales et dont la royauté s'attribuait le jugement à titre de cas royaux. C'est ainsi que nous voyons, en 1270, le sénéchal de Carcassonne condamner au gibet trois malfaiteurs, qui avaient assassiné sur une grande route, bien qu'ils fussent justiciables de Philippe de Montfort, seigneur de Castres, qui les réclama en vain, promettant d'en faire bonne justice. Le sénéchal refusa de les lui livrer, déclarant que le crime de meurtre sur un chemin constituait une violation de la paix publique, et qu'au roi seul appartenait la répression de cette sorte de crimes².

Les sénéchaux du comte Alphonse se montraient tout aussi ardents à punir ces infractions, surtout le délit de port d'armes.

1. Voy. plus haut, pages 214, 215, 224 et suiv.

2. Vaissète, t. III, col. 596 et 597. Cependant les sénéchaux abandonnaient souvent aux juges ordinaires le jugement de causes criminelles d'une haute gravité, mais en se réservant le droit de modifier la sentence. Je rapporte des extraits d'un jugement criminel rendu à Gaillac en Albigeois, en 1252, qui donnera une idée de la procédure criminelle en usage au treizième siècle :

Pateat omnibus presentibus et futuris, quod Guillelmus de Ecclesia, bajulus in Albigeo constitutus a nobili viro domino Petro de Vicinis senescallo Tholose, significavit eidem domino quod, quadam die, in anno m^o cc^o l^o primo, in festo beati Michaelis, cum ipse esset in platea de Gallaco, ipse vidit ibi Berengarium de Gallaco et Mancipium invicem contententes. Item significavit eidem domino senescallo idem W. de Ecclesia quod in continenti vidit plures probos de Gallaco ibi venientes, quorum quidam erant amici et familiares dicti Berengarii, et quidam eorumdem amici dicti Mancipii; quibus probis in platea congregatis..., dictus W. de Ecclesia..., prohibuit dicto Berengario de Gallaco, et singulariter omnibus illis qui cum eo erant in contentione predicta, et eum juvabant, ex parte dicti domini comitis Tholosani atque domini senescalli sui predicti, sub pena mille solidorum Caturcensium, ne ironice tenderent, sive malo animo, adversus Mancipium vel eos qui cum eo erant ibi. Item, eodem modo prohibuit, sub pena predicta, dicto Mancipio... Qua prohibitionem facta, tam de una parte quam altera, insurrexerunt unus contra alterum...

Ipse dominus senescallus dedit mihi A. de Callavo, judici Albiensi, in mandato, quod super premissis facerem inquisitionem, et facta inquisitione, si poteram invenire, veritate reperta, quod dicta pena fuisset apposita per W. de Ecclesia, omnes illos condemnarem singulariter in pena predicta dictorum mille solidorum Caturcensium... Invenimus prohibitionem factam fuisse. Ideo ego dictus iudex, habito sapientium concilio, nomine domini nostri Jesu Christi invocato, sacrosanctis evangeliiis coram me positis, prenomatos xxvi singulariter condemnari in M. solidos Caturcenses. Retineo tamen ego dictus iudex in prenominata sententia, sive condemnatione, voluntatem domini mei senescalli Tholose, ita quod ad voluntatem suam et bene-

Quand l'ordre avait été troublé d'une manière trop grave, le sénéchal devait en instruire le comte, qui décidait quelles mesures il fallait prendre ¹. En 1260, l'évêque d'Albi eut des démêlés avec l'abbé de la riche et puissante abbaye de Conques; le différend dégénéra en guerre ouverte; chaque partie rassembla ses vassaux, on livra des combats dans lesquels plusieurs personnes perdirent la vie. Alphonse donna pour juge aux coupables le trésorier de l'église de Saint-Hilaire de Poitiers ².

Au treizième et au quatorzième siècle, les sénéchaux jugeaient aussi les crimes de lèse-majesté, lesquels furent plus tard déferés au parlement; par exemple, en 1305, Jean d'Aunet, sénéchal de Carcassonne, ayant pour assesseurs Amauri, vicomte de Narbonne, et douze barons de la sénéchaussée, condamna à être pendus huit consuls de Narbonne qui avaient comploté de livrer leur ville à l'infant de Majorque ³. Ils devaient surveiller les viguiers, les bayles et autres agents inférieurs, recevaient, à l'issue de leurs assises ambulatoires, les plaintes que l'on portait contre ces officiers, et les jugeaient sommairement et sans délai ⁴.

§ 4. Juridiction d'appel des sénéchaux.

Tant que le régime féodal subsista dans sa pureté, c'est-à-dire du neuvième au treizième siècle, on ne reconnut qu'un seul de-

placitum possit memoratam superius mitigare... Anno Domini m^o cc^o l^o n^o, die sabbati post festum beati Michaelis. *Original*, Arch. de l'Emp., J. 328, n. 27.

1. Le feu ayant été mis à une abbaye par un chevalier, le sénéchal de Toulouse demanda à Alphonse ce qu'il y avait à faire. Arch. de l'Emp., J. 1022, n. 15. Une rixe sanglante s'étant élevée en Agenois entre un certain nombre de personnes, le sénéchal demanda des ordres au comte (vers 1270). *Ibid.*, J. 1024, n. 18.

2. Vaissète, t. III, col. 596. Le délit de *port d'armes* ne consistait pas à porter ostensiblement des armes, mais à s'en servir sans qu'il y eût de sang répandu. Je trouve dans un compte des recettes de la sénéchaussée d'Agenais, pour l'an 1259: « Pro portatione armorum, xxi l. tur. de communi ville (Portus Sancte Marie), pro quadam domo quam diruerant super defensione bajuli. » Bibl. imp., *Routaux originaux*.

3. Bease, *Hist. des ducs de Narbonne*, p. 496.

4. « Audiatur (senescallus) querimonias contra iudices, bajulos et alios officiales dicte judicature summarie et de plano, et excessus ipsorum corrigat et faciat emendare. » Arch. de l'Emp., J. 329, n. 43. — « Si contingat vicarios delinquere, vel excedere in aliquo, animadversione vel poena condigna procedimus contra eos. » Lettre adressée en 1247 par Oudard de Villiers, sénéchal de Beaucaire, à J. de Cranis, sénéchal de Carcassonne, pour le mettre au courant des droits et des devoirs des sénéchaux. Vaissète, t. III, preuves, col. 466, 467.

gré de juridiction; les sentences une fois prononcées étaient irrévocables. A Rome, quand un jugement paraissait injuste, la partie qui se croyait lésée dans ses droits appelait au tribunal supérieur et le priait de réformer la décision du premier juge, dont elle n'attaquait point la bonne foi, mais auquel elle se contentait d'imputer une erreur. Cette notion si simple de l'appel suppose un certain respect pour autrui, respect inconnu des peuples germains et de la société féodale. Pendant cette période de barbarie qui s'étendit sur la France pendant plusieurs siècles après la chute des Carlovingiens, l'homme libre qui ne pouvait se résoudre à se voir condamné prenait son juge à partie et l'accusait d'avoir sciemment rendu un arrêt inique et d'avoir menti à sa conscience; il le provoquait en duel, et la force brutale décidait de la justice d'une cause. Si le juge était vaincu, sa sentence était cassée et la cause portée au tribunal du seigneur immédiatement supérieur. C'était ce qu'on appelait *fausser jugement*; mais cette voie pour obtenir le redressement des torts dont on se plaignait n'était pas à la portée de tout le monde. Le noble qui était condamné par ses pairs pouvait bien provoquer en duel un de ses juges, car il était son égal; mais le bourgeois et le paysan étaient privés de ce recours à la force; la justice leur était rendue par le seigneur ou par ses agents, lesquels ils ne pouvaient accuser de mensonge¹. Il n'en fut plus de même dès le treizième siècle : alors les mœurs s'étaient adoucies, et la royauté mise hors de pair par les armes et l'habileté de Philippe-Auguste, et rehaussée dans l'opinion publique par l'éclat que jetait sur elle la pieuse figure de saint Louis, la royauté défendit les combats judiciaires; on continua de fausser jugement comme par le passé; mais le juge, au lieu d'être appelé au combat, fut cité devant un tribunal supérieur. Les roturiers furent eux-mêmes admis à demander la révision des jugements de leur seigneur. C'est ainsi que naquit l'appel dans les pays de *droit coutumier*; il nécessita l'établissement d'une hiérarchie de tribunaux au sommet de laquelle fut la cour du roi, qui reçut de saint Louis une organisation en harmonie avec le rôle qu'elle était appelée à jouer par suite du nombre toujours croissant des appels¹.

1. Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, liv. II, chap. xv. — Montesquieu, *Esprit des Loix*, liv. XXVIII, chap. xxvii, édit. de Genève de M DCC XLIX, t. II, p. 210 et suiv.]

Dans le Midi, la civilisation romaine avait jeté de trop profondes racines pour que les invasions germaniques eussent le pouvoir de faire oublier dans ces contrées les principes du droit romain. Les barbares apportèrent leurs lois, mais ils ne les imposèrent pas aux vaincus, qui conservèrent les leurs ; le droit romain fut même perpétué dans le Languedoc par l'abrégé du code Théodosien que fit rédiger Alaric II, roi des Visigoths, pour l'usage de ses sujets gallo-romains ¹. Toutefois, si la législation des Romains persista au milieu des bouleversements qui agitèrent la Gaule méridionale, il n'en fut pas de même de l'ordre judiciaire établi par eux. Les vainqueurs constituèrent, dans toute la France, leurs *mâls*, où chacun était jugé selon sa loi, mais où l'appel n'était pas admis. L'avènement du régime féodal mit fin aux assises tenues au nom du roi ; le noble fut jugé par ses pairs, le roturier fut soumis à la juridiction du seigneur sur les terres duquel il habitait. Enfin le renouvellement des études juridiques en Italie et à Montpellier, au douzième siècle, fit revivre le droit romain, et le principe de l'appel fut remis en vigueur. Dès 1204 on le trouve à Montpellier et à Carcassonne, et à partir du milieu du même siècle il exista à deux degrés ².

Dès le milieu du treizième siècle, dans les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne, les sénéchaux recevaient les appels des sentences des viguiers et autres juges inférieurs royaux, tels que le bailli de Vivarais et le châtelain de Montréal, qui avaient les mêmes attributions judiciaires que les viguiers.

Dans les États d'Alphonse, les jugements du viguier de Toulouse et des juges des jugeries étaient soumis par voie d'appel aux sénéchaux ; mais ces officiers n'avaient pas le droit de connaître personnellement des appels portés à leur cour. Dès les premiers temps de leur institution, ils se firent suppléer dans l'exercice de la justice par un magistrat qui s'appela d'abord juge du sénéchal, et devint plus tard juge comtal ou royal sous le

1. Savigny, *Histoire du Droit romain*, t. II.

2. A sententia lata infra legitimum tempus appellari potest ad dominum vel ad eum quem dominus ad hoc constituerit; et ipse dominus vel ille qui ad hoc erit constitutus diligenter debet inquirere si in posse suo sit aliquis jurisconsultus qui nulli partium dederit consilium vel interfuerit iudicio, et cum illo jurisperito debet audire et determinare causam. Coutumes de Montpellier et de Carcassonne, art. 43, dans Giraud, t. II, p. 59. A Castel-Sarrazin, un acte de 1245 fait mention des appels. Arch. de l'Emp., J. 320, n. 54.

nom de juge mage, *judex major*, et juge d'appeaux, *judex appellationum*, à qui seul il appartenait de juger les appels portés au sénéchal¹. Un fait digne de remarque, c'est que, dès leur origine, les sénéchaux tendirent de plus en plus à être dépouillés de l'exercice de la justice, et finirent par n'avoir plus voix délibérative dans leur propre tribunal, qu'ils pouvaient présider, et dont les jugements étaient rendus en leur nom. Il faut bien se garder de confondre les juges des sénéchaux avec les lieutenants; ces derniers remplaçaient le sénéchal dans l'exercice de ses différentes fonctions². En cessant d'être les suppléants des sénéchaux pour devenir les agents et les représentants du pouvoir, les juges d'appeaux reçurent du prince un traitement. Sous Alphonse, le juge d'appel de Rouergue avait un salaire annuel de 80 livres tournois; celui d'Agenais et de Quercy, de 100 livres; celui de Toulouse, de 80 livres³.

L'appel des justices seigneuriales était reçu par les tribunaux du roi ou du comte de Toulouse, et les seigneurs eux-mêmes admettaient le droit d'appeler des sentences de leurs bayles⁴.

1. *Causæ litigantium sub eis (vicariis), frequenter per appellationem ad nostram audientiam (senescallorum) deferuntur.* Lettre du sénéchal de Beaucaire, de l'an 1247. Vaissète, t. III, preuves, col. 467.

Item, quod a sententiis domini vicarii appelletur ad senescallum, et quod judex qui continue est cum senescallo Tolose cognoscat de illis appellationibus auctoritate senescalli.

Item, quod a sententiis latis a singulis iudicibus qui speciales habent iudicaturas, appelletur ad senescallum in cujus senescallia sunt constituti, et de illis appellationibus cognoscat judex auctoritate senescalli. Bibl. imp., *Coll. Doat*, t. LXXIV, fol. 381. Voy. le même document, publié d'après un autre manuscrit, avec quelques différences de texte, dans Vaissète, t. III, col. 512 et 513.

2. Du Mège, *Histoire des institutions municipales de Toulouse*, t. III, p. 321. Voy. aussi *Encyclopédie méthodique*, Jurisprudence, vo Bailli.

3. *Salaria iudicum*: magistro Petro Raymundi Folcaudi, iudici senescalli, per annum ^{xx} m l. tur, pro primo tercio, xxvi l. xiii s. iiii d. tur. Compte original, Bibl. imp., *Rouleaux*.

Magistro Vincentio, iudici in causis appellationum, pro primo tercio de c l. tur. per annum, xxxiii l. vi s. viii d. tur. *Compotus Johannis de Angervillari, militis, senescalli Caturcensis, de termino Omnium Sanctorum* mclclxix. *Ibidem*.

Magistro de Voro, iudici senescalli, xxxvi l. xiii s. iiii d. tur. *Recepta Tolose, anno* mclclvi. *Ibid*.

4. Arch. de l'Emp., J. 319, n. 4 et 5, passim. Une ordonnance de Philippe le Hardi, de 1278, défendit aux seigneurs d'avoir trois juges ou trois degrés de juridiction, et cela pour que l'on pût appeler au roi; il leur interdit même la juridiction d'appel, à moins qu'ils ne prouvassent par enquête qu'ils en jouissaient depuis longtemps. Vaissète, t. IV, col. 26.

Cependant, à la fin du treizième siècle, l'évêque de Béziers se plaignit de ce que le sénéchal de Carcassonne recevait l'appel des juridictions séculières des églises. Le sénéchal repoussa l'accusation d'illégalité qu'on lui portait, et déclara qu'il ne recevait jamais les premiers appels des juridictions temporelles ecclésiastiques, et qu'il renvoyait l'appelant à la cour des prélats de la juridiction desquels il dépendait, mais qu'il admettait les seconds appels; c'était son droit, car le dernier ressort dans les causes temporelles appartenait au roi, premier entre les princes temporels ¹.

A quel tribunal étaient portés les appels des justices seigneuriales? Une ordonnance de Philippe de Valois nous apprend que, dès le treizième siècle, la connaissance de ces appels appartenait aux viguiers ². Il résulta de cette organisation judiciaire que l'on ne pouvait appeler au parlement de Paris d'une sentence rendue par un juge seigneurial. En effet, dans le droit écrit qui régissait les provinces du Midi, on ne pouvait appeler successivement que deux fois d'un jugement. Si du juge privé on appelait au viguier, premier appel; si du viguier, au tribunal immédiatement supérieur, qui était celui du sénéchal, second appel; un troisième recours était désormais impossible. Un grand nombre de seigneurs justiciers, surtout les abbayes, demandèrent et obtinrent que les appels des sentences de leur cour fussent directement portés devant les sénéchaux, et de là au parlement de Paris ³.

1. Appellantes remittit (senescallus), ad ipsos prelatos, donec secundo appelletur, in quibus secundis appellationibus recipiendis, que de jure communi ad curiam domini regis fieri debent, in nullo eis injuriatur, cum ressortum ad dominum regem pertinet in causis secularibus tanquam ad superiorem principem secularem. Bibl. imp., *Coll. Doat*, t. CLIII.

2. *Ordonn.*, t. III, p. 268.

3. On appelait directement du juge temporel de l'abbaye de Saint-Gilles au sénéchal; le viguier de Beaucaire, dans la viguerie duquel le monastère était situé, prétendit que les appels devaient lui être déférés. Le roi rendit une ordonnance qui donna tout au viguier. En effet, dit-il, « si ressortum dictis vicario et judici (vicarii) remaneret, nunquam aliqua causa per viam appellationis ad curiam nostram predictam (parlementi) deveniret, cum, secundum jus scriptum, quo regitur terra illa, tertio non liceat appellare. » *Ordonn.*, t. III, p. 605.

EDGARD BOUTARIC.

(*La fin prochainement.*)

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

SUR LE

MIROUER DES FEMMES VERTUEUSES.

La première édition connue de cet opusculé est datée de Lyon, 1546, in-16. En voici le titre exact dans toute son étendue. « *Le Mirouer des femmes vertueuses*, ensemble la patience de Griselidis, par laquelle est démontrée l'obédience des femmes vertueuses; l'histoire admirable de Jehanne pucelle natifve de Vaucouleur, laquelle, par révélation divine et par grant miracle, fut cause de expulser les Angloys tant de France, Normandie, que aultres lieux circonvoysins, ainsi que vous verrez par ladicte histoire, extraicte de plusieurs croniques de ce faisant mention. Imprimé nouvellement à Lyon M.D.XLVI. » L'année suivante, 1547, ce livret fut copié ou réimprimé à Paris, même format. La Bibliothèque impériale possède un exemplaire (L 1300) de cette seconde édition. M. Brunet ¹ indique plusieurs réimpressions subséquentes. De nos jours, cet opusculé a été réimprimé gothique en 1840 dans la collection de Silvestre. Il fait également partie de la *Nouvelle Bibliothèque bleue* de MM. Ch. Nodier et Le Roux de Lincy, 1842, in-12 (pages 249 et suivantes).

Cette petite composition a toujours passé jusqu'ici, mais à tort, pour originale et anonyme. Aucun nom d'auteur, il est vrai, ne se trouve dans les diverses éditions qu'elle a reçues : mais on peut facilement le reconnaître. Le *Mirouer des femmes vertueuses*, en ce qui concerne la Pucelle, consiste purement et simplement dans un extrait textuel des *Grandes Chroniques de Bretagne*, etc. Or on sait que ce dernier ouvrage a pour auteur Alain Bouchard. Les *Grandes Chroniques* de Bretagne parurent pour la première fois en 1514. Elles furent ensuite réimprimées

1. *Manuel*, 1843, t. III, p. 406.

mées jusqu'à cinq fois de 1514 à 1541, date de la 6^e édition¹.

Celle de 1518, la plus ancienne que j'aie pu consulter, est anonyme. L'auteur se désigne, sans toutefois se nommer, dans le préambule de son ouvrage; mais il est nommé en toutes lettres au frontispice de l'édition de 1531, Paris, Galiot Dupré, in-folio. Le chapitre où Bouchard traite de la Pucelle s'étend, dans cette édition, du feuillet clxxij recto au feuillet clxxv, verso. Chacun peut se convaincre de l'identité du texte en collationnant les deux livres ou passages ci-dessus indiqués. Le compilateur qui, en 1546, donna au public le *Mirouer des femmes vertueuses*, a commencé par extraire *en bloc* tout le chapitre des *Grandes Chroniques* où il était question de la Pucelle. Il y a joint une phrase ou deux d'introduction et d'épilogue, au commencement et à la fin de cet extrait. Il y a mis aussi diverses rubriques ou titres de paragraphes qui ne sont point dans les *chroniques*, tels que, par exemple : *Comment Jehanne fut interrogée, etc.* L'*histoire de Griselidis* a été traitée par un procédé analogue; puis l'éditeur a déguisé le tout sous un titre nouveau, qui a été, il n'y a qu'un instant, reproduit sous les yeux du lecteur².

Pour mieux apprécier cette chronique abrégée de la Pucelle, il convient donc, maintenant que nous le pouvons, de se reporter à l'auteur. C'est ce que je vais faire en ajoutant quelques nouveaux détails aux notions que fournissent déjà sur ce personnage nos dictionnaires historiques³. Avocat au parlement de Rennes et conseiller du duc François II, Alain Bouchard prit part à la révision des coutumes de Bretagne, imprimées en 1485

1. Voy. Brunet.

2. J'ajouterai, par manière de développement, que dans le *Mirouer*, l'extrait se trahit à divers signes. Le titre déjà l'annonçait, vaguement, il est vrai, par ces derniers mots : *extraits de plusieurs croniques*. Dans le texte proprement dit, le biographe de la Pucelle s'interrompt de temps à autre, pour raconter, par exemple, le mariage de Pierre II, duc de Bretagne, l'érection de la baronnie de Laval en comté, le couronnement du pape Eugène IV, etc. Tous ces faits sont complètement déplacés dans un *Mirouer des femmes vertueuses* : ils ont une place très-légitime dans les *Grandes Chroniques*. Enfin l'histoire de la Pucelle se termine explicitement dans le *Mirouer* par cette note des éditeurs, à laquelle les bibliographes n'ont point fait assez d'attention : « Qui plus au long voudra voir la dicte histoire, ensemble les gestes et guerres de iceluy temps, que eurent les François, Normands, Anglois, Bretons et Bourguignons, lise la *cronique* de Guaguin et de *Bretagne*. » (Exemplaire cité, L., 1300, feuillet signé B, 8 recto.)

3. Voy. la *Biographie générale* de MM. Didot, au mot *Bouchard*.

à Brehan-Loudéac. Ses *Grandes Chroniques* sont remplies de faits instructifs et intéressants, surtout pour ce qui regarde les temps les plus rapprochés de son époque. Cet ouvrage fut composé sous les auspices de la reine duchesse Anne, qui avait ouvert à Bouchard l'accès des archives ducales. En ce qui touche la Pucelle, notre chroniqueur naquit trop tard (étant mort après 1514) pour être le contemporain éclairé de cette héroïne. Son témoignage en effet est celui d'un homme qui n'a pu être informé qu'à distance des événements qu'il retrace. On y trouve de nombreuses inexactitudes de détails : Jeanne, dans son récit, ressemble au type romanesque que s'était fait l'opinion, et qui déjà, même chez ses partisans, occupait les esprits vers la fin du quinzième siècle. On peut dire cependant que si Bouchard a été induit sous ce rapport en erreur, il n'a pas du moins méconnu le caractère moral et essentiel de son personnage, et qu'il montre sous un jour vrai les sentiments de justice et de sublime dévouement qui guidaient la Pucelle. Dans ce chapitre même, l'auteur des *Grandes Chroniques* témoigne de son zèle à puiser aux meilleures sources possibles de renseignements. A l'appui de cette assertion, j'invoquerai d'abord un exemple que d'autres ont avant moi signalé. Bouchard a le premier raconté, d'après le témoignage de deux nonagénaires par lui consultés à Compiègne en 1498, l'épisode de l'église Saint-Jacques de cette ville. Là, en présence d'une multitude d'enfants accourus autour d'elle, Jeanne, le matin même du jour où elle fut prise, aurait manifesté publiquement son appréhension d'être trahie, et prophétisé le dénouement qui allait terminer sa carrière ¹. Un texte récemment découvert ², et qui provient d'une source analogue à celle de Bouchard, concorde sur un point avec l'allégation de ce chroniqueur, c'est-à-dire quant aux appréhensions de l'héroïne. Jean Le Féron, héraldiste et historiographe du seizième siècle, était natif et originaire de Compiègne. Sur un exemplaire imprimé des *Annales d'Aquitaine*, par Jean Bouchet, livre dont il était possesseur, Le Féron écrivit de sa propre main en marge du chapitre intitulé *la Pucelle trahie et vendue* (f° xxxvij), la note que nous allons reproduire. « Ladite pucelle, dit-il, estoit logée au logis

1. *Grandes Chroniques*, éd. de 1531, f. clxxv; *Mirouer*, éd. Le Roux de Lincy p. 269. Voy. Quicherat, *Procès*, t. IV, p. 267 et suivantes, et *Aperçus nouveaux* chap. viii, ix et x.

2. Voy. *Moniteur universel* du 1^{er} avril 1855, page 364.

du procureur du roy dudit Compiègne, à l'enseigne du Bœuf, et couchoit avec la femme dudit procureur, mère grand' de maistre Jehan Le Féron, appelée Marie Le Boucher et faisoit souvent relever de son liet ladicte Marie, pour aller advertir ledit procureur que se donnast de garde de plusieurs trahisons des *Bourguignons* ¹, l'espace de sept mois, sept jours, et fut ladicte pucelle prinse sur le pont de Marigny par ledit de Luxembourg ². »

D'autres indices semblent montrer qu'Alain Bouchard avait été en relations avec des serviteurs de la maison d'Orléans, qui appartenaient à une génération antérieure. Ces derniers se trouvaient en parfaite position pour l'instruire des événements relatifs à la carrière de l'héroïne. Malheureusement les communications spéciales qu'il reçut par cette voie, et qu'il a reproduites dans sa chronique, paraissent se réduire à peu de chose, ainsi que nous le montrerons bientôt. On remarque dans la chronique de la Pucelle par Alain Bouchard huit vers astrologiques, ou chronogrammes latins que nous devons premièrement transcrire :

Applicat ad Carolum sub Piscibus ausa Puella.
 Ecce Puella valens Geminis juvat Aurelianos.
 Victrix in Cancro fuit à *Palay* Marte Puella.
 Grata Puella, scio, Caroli sexti bone nate,
 Remis ad sacra te sistit et in Julio.
 Nunc cadit in Geminis Burgundo vineta Puella.
 Ignibus occubuit Geminis generosa Puella ³.

Ces huit vers forment sept phrases détachées, qui correspondent aux principaux événements de la vie de la Pucelle. Le distique *Grata*, etc., indique en la personne de l'auteur un contemporain de Charles VII. Cet auteur en effet est *Eudes de Fouillac*, et mieux certainement *Oudart du Fouilloy* ⁴, précepteur de Jean

1. Certainement il faut entendre ici, non pas les soldats du duc de Bourgogne qui assiégèrent la ville, mais les affiliés ou partisans que le duc avait conservés dans ses murs et qui menaçaient de la lui rendre. Compiègne était de la part de Philippe le Bon un sujet de convoitise, et Renaud de Chartres lui-même (chancelier de Charles VII) proposait de la lui céder.

2. Biblioth. impériale de Paris, réserve in-fol., L. 359.

3. Les lettres numériques indiquent la date des faits. Voy. Quicherat, *Procès*, t. IV, p. 273 et 313.

4. Le nom d'Eudes de Fouillac nous est fourni par Jean Duport, qui l'avait traduit ainsi d'après la forme latine du quinzième siècle : *Odo de Fouilliaco* ? Il existe à la Bibliothèque du Louvre, sous la cote F, 145, 3, une quittance originale par laquelle « Oudart du Fouilloy, maistre d'école de Mgr le comte d'Angolesme, » confesse avoir

d'Orléans, comte d'Angoulême. Or ce prince, comme on sait, naquit en 1404 et mourut en 1467; il était frère de Charles, duc d'Orléans au temps de la Pucelle. « Eudes de Fouillac, » selon le témoignage de Jean Duport, l'un des biographes de Jean comte d'Angoulême, « dédia à son élève un manuscrit intitulé *Flos florum compilatus ex sacris dictis doctorum Ecclesiæ et moralium philosophorum*;... ainsi que j'ai appris, continue Jean Duport, par ce manuscrit qui a esté trouvé par rencontre au chasteau de Loches... Il y a dans ce livre grand nombre de vers, mesme de [c'est-à-dire sur] la pucelle Jehanne... Le comte, poursuit le même biographe, aimoit les lettres et faisoit société des docteurs... Il aimoit spécialement un abbé de La Couronne nommé Pierre Bouchard ¹, lequel estoit très-docte homme etc. ². » De son côté Jean Masson, chanoine d'Angoulême, dans son *Histoire mémorable de Jeanne d'Arc*, termine par cette citation l'un des morceaux liminaires placés en tête de cet opuscule ³ :

Vers que je trouway à Loches en l'an 1588, dans un manuscrit de Jean comte d'Angoulesme fils du duc d'Orléans....

Suivent les huit vers que nous avons transcrits ci-dessus d'après le texte même de Jean Masson.

J'ignore quels liens de parenté ou autres existaient entre Alain Bouchard et Pierre Bouchard; mais il semble très-probable que ces deux homonymes étaient parents, et que Pierre Bouchard dut servir d'intermédiaire entre Oudard du Fouilloy, auteur des vers chronogrammatiques et Alain Bouchard qui les a reproduits.

A la suite et à l'occasion de ces notes bibliographiques, nous placerons sous les yeux du lecteur le texte complet d'un document que nous avons allégué ci-dessus, page 554, note 4. Ce

reçu la somme de 22 liv. 10 s. t. pour un quartier de sa pension. On trouvera quelques nouvelles mentions de ce personnage dans un document que nous publions à la fin de cet article. Voir aussi Aimé Champollion-Figeac, *Louis et Charles d'Orléans*, page 312, et Laborde, *Ducs de Bourgogne, preuves*, t. III, p. 263 et 270.

1. Pierre Bouchard, vingt-cinquième abbé de La Couronne, de 1434 à 1462. (*Gallia christiana nova*, t. II, col. 1046.)

2. *Vie de Jean, comte d'Angoulesme*, etc., 1588, in-4°; réimprimée en 1852, p. 63 à 65 (in-8°).

3. Paris, 1612, in-8°, à la fin de l'avertissement.

document se rattache à la biographie d'un prince ¹, redevenu obscur dans les histoires modernes, mais dont le souvenir était encore très-vif à la fin du seizième siècle, et qui faillit obtenir, à cette époque, les honneurs de la béatification. Indépendamment des passages cités, relatifs à Oudard du Fouilloy, il contient aussi des renseignements divers sur l'existence de plusieurs autres personnages, sur la date de leur entrée en fonctions, etc., etc.

PIÈCES ET NOTES.

I. — ÉTAT DES SOMMES ENVOYÉES A JEAN, COMTE D'ANGOULÊME, EN ANGLETERRE, PENDANT SA CAPTIVITÉ, DE 1413 à 1436 ². (Archives de l'Empire, série K, carton 59, pièce n° 8.)

S'ensuivent les deniers délivrez et envoyez à monseigneur le comte d'Angoulesme depuis qu'il fut mis en hostage ou pais d'Angleterre, qui fut l'an mil cccc et douze, et prins en despence par les comptes des trésoriers ³ de monseigneur le duc d'Orléans son frère, jusques au temps de sa ⁴ délivrance.

Et premièrement par les comptes de feu Pierre Renier.

Audit monseigneur d'Angoulesme, la somme de v^c livres tournois baillée à Pierre Cornier en novembre miii^e xiii, pour icelle porter à Fronsac par devers son dit maistre, Guillaume Le Boutillier, Jehan d'Avy et Jehan de Saveusez ⁵, pour supporter leurs despens eulx estans avecques mondit seigneur d'Angoulesme, et après qu'il partist de la ville de Bordeaux, pour ce v^c ⁶.

A luy, en mois de mars miii^e xiii, la somme de ij^m liv. t., à luy délivrée et baillée es mains de maistre Oudart de Fouillay ⁶, son serviteur, en mois de septembre cccc xiiii, sur vi^m à luy ordonnez estre baillée, pour ce ij^m ⁶.

A luy, sur ladite somme de vi^m liv., fut baillée et délivrée la somme de ij^m ij^c liv. t., par la main de Gauvayn Trente, marchand de Luques, en mois de juing cccc xiiii, en ij^m escuz, pour ce ij^m ij^c l. ⁶.

1. Jean, comte d'Angoulême, ci-dessus nommé.

2. Voy. ci-après, note 4.

3. Pierre Renier et Jacques Boucher, successivement trésoriers du duc.

4. Sans doute la délivrance du duc, qui revint, en 1440, prendre possession de l'administration directe de ses affaires. Le comte, son frère, ne fut délivré qu'en 1445. (Voy. ci-dessus, note 2.)

5. Ces trois personnages, aux termes du traité de Buzançais (14 novembre 1412), furent, comme otages, les compagnons de captivité du comte Jean.

6. Voy. ci-dessus page 554, note 4 et ci-après pages 557 et 560.

A luy, sur lad. somme, ij^m ij^e l. liv. t., par les mains de Jehan Victor et ses compaignons, marchands de Fleurence, en mois d'octobre miii^e xiiij, pour ce ij^m ij^e l. ^{tt}.

A mondit seigneur, la somme de ij^e liv. t., baillée à messire Bridart de Drengé (ou Dreugé)¹, chevalier, en mois de février cccc xiiij, pour ce ij^e ^{tt}.

A luy, par ledit messire Bridart, la somme de miiij^m viij^e xx liv. t. baillée audit messire Bridart, en mois d'avril l'an cccc xv, contens en plusieurs descharges sur plusieurs receveurs, pour ce miiij^m viij^e xx ^{tt}.

A luy, en moys de juing miii^e xv, par ledit messire Bridart, pour le parpaiement de vi^m liv., la somme de ix^e miiij^m xx liv. t., pour ce ix^e miiij^m xx ^{tt}.

A luy, par ledit messire Bridart, la somme de ij^m c et xxv liv. t., en moys d'avril cccc xv, c'est assavoir content à Paris mil livres et par le trésorier d'Ast², xi^e xx v liv. t., pour ce ij^m c xxv ^{tt}.

A luy, la somme de miiij^m v^e lxiij liv. t. x^e content, à Londres, par Jehan Victor, en moys de juing cccc xvi, pour ce miiij^m v^e lxiij ^{tt} x s. t.

A luy la somme de ii^m liv. t., en mois de septembre cccc xvi et délivrée en Angleterre par ledit Jehan Victor, pour ce ij^m ^{tt}.

A luy, la somme de xiiij^e xxvij liv. x s. t., délivrée à Londres par ledit Jehan Victor en mois de février cccc xvi; pour ce xiiij^e xxvij ^{tt} x s. t.

A luy, la somme de vi^{xx} xv liv. t., délivrée à maistre Oudart du Fouillay en mois d'octobre cccc xvi; pour ce vi^{xx} xv ^{tt}.

A luy la somme de xxij liv. x s., baillée à Estienne de Lupeau en mois de janvier cccc xvi, pour convertir ou fait de la despence; pour ce xxij ^{tt} x s.

A luy, la somme de xij^m v^e liv. t. sur la somme de xx^m, sur laquelle somme mondit seigneur le duc luy a fait délivrer ladite somme de xij^m v^e liv. t., pour convertir en la délivrance de mondit seigneur d'Angolesme en mois de juing cccc xvij; c'est assavoir à Cornuaille³ vi^m esouz et à autres; pour ce xij^m v^e ^{tt}.

A luy, la somme de cxij liv. xs., baillée à maistre Oudart du Fouillay, secretaire de mondit seigneur, en mois de septembre cccc xvij, pour ce cxii ^{tt} xs.

A lui, la somme de ii^e xx liv., délivrée à frère Raoul Nentel, Bernard

1. Drugy?

2. Domaine du duc, en Piémont.

3. Jean Cornouaille (*Cornuegille* dans les chartes), chevalier anglais, l'un des lieutenants du duc de Clarence.

de Mallequanelle, Lois de Loipeau et autres serviteurs de mondit seigneur d'Angolesme; à eulx baillée sur l'ordinaire de mondit seigneur et par mandement de mondit seigneur d'Angolesme, sur leurs gaiges, en mois de janvier cccc xix; pour ce ii^e xxth.

A luy, la somme de ij^m viij^e liv. t., délivrée à l'abbé de Saint-Jehan d'Angely, lequel a fait délivrer à mondit seigneur ou pais d'Angleterre, par marchands de Dynen¹, la somme de vij^e escuz pour ladite somme en mois d'avril mil cccc et xx; pour ce ij^m viij^e th.

A luy, la somme de xliiij liv. vij^s. vi^d. délivrée à frère Raoul Nantel et Guillaume le Templier, ses serviteurs, sur leurs gaiges; pour ce (l'an cccc xx) xliiij th vij^s. vj^d.

A luy, la somme de iiij^m liv. t. en iiij^m petiz moutons d'or baillez à Jehannot Victor, marchand de Fleurence, pour porter devers mondit seigneur, en mois de septembre cccc xvij; pour ce iiij^m th t.

A luy, la somme de ij^m liv. t. en ij^m moutons d'or, baillez audit Jehannot Victor, pour semblable cause, en mois de janvier cccc xvij; pour ce ij^m th t.

Item autres deniers délivrez et envoyez à mond. seigneur le comte d'Angolesme par Jacques Bouchier², trésorier de mond. seigneur le duc.

A mondit seigneur d'Angolesme la somme de iiij^e escuz, à lui envoyée par Jehan de Money en mois de novembre cccc xxj; pour ce iiij^e escuz.

A luy, la somme de vj^{xx} escuz à luy envoyée par Pastellet de Valence en mois de janvier iiij^e xxj; pour ce vj^{xx} escuz.

A luy, la somme de xx escuz baillez à Guillaume Varoguier, son serviteur, en moys de may cccc xxij, pour ung voiage par luy fait devers le roy, en moys de may cccc xxij; pour ce xx escuz.

A luy, la somme de ij^e lxi escuz et c et xviij moutonneaux d'or et ix^e iiij liv. en monnaye de gros, de xx d. la pièce, baillez et délivrez audit Guillaume Varoguier; pour ce, en monnoye iiij^m ix^e lvth.

A luy, la somme de v^e escuz baillée à Jehan de Money en mois d'aoust cccc xxij et en octobre ensuivant; pour ce v^e escuz.

A luy, xx escuz par ledit Jehan de Money, laquelle somme il avoit naguères prestée à mondit seigneur, ou pais d'Angleterre; pour ce xxij escuz.

1. Dinant.

2. On voit que Boucher succéda en 1421 à Renier. Ce Jacques Boucher, trésorier du duc, et l'hôte de la Pucelle à Orléans, est un personnage dont la biographie n'est pas à dédaigner.

A mondit seigneur d'Angolesme, la somme de vj^e escuz délivrée à Jehan de Money pour porter à mondit seigneur ou pais d'Angleterre, le viij^e jour d'avril cccc xxij; pour ce vj^e escuz.

A luy, la somme de iiii^e escuz délivrée audit Jehan de Money en mois de janvier cccc xxiij; pour ce iiii^e escuz.

A luy, la somme de ij^e escuz, baillée à Guillaume Varoguier, en mois de juing cccc xxiiij; pour ce ij^e escuz.

A luy, la somme de iiii^e escuz, à luy portée par monseigneur le chancelier d'Orléans¹ ou pais d'Angleterre contens, en plusieurs espèces d'or, dès le mois d'octobre cccc xxiiij; pour ce iiii^e escuz.

A luy, la somme de ij^e lx escuz délivrée à Jehan de Money, dès le mois de septembre cccc xxv; pour ce iiii^e lx escuz.

A luy, la somme de ix^m 2 escuz d'or vielz baillez content ès mains de Jehan de Money en mois de novembre cccc xxvj; pour ce ix^{xx} escuz d'or.

A luy, la somme de ij^e escuz délivrez à Jehan de Money le viii^e de may cccc xxvij, en greigneur somme d'argent sendre³ (ou *ceudre*) à luy baillée; pour ce ij^e escuz.

A luy, la somme de .c. escuz d'or neufs, baillez à Jehan de Money, en mois de juillet cccc xxvij; pour ce .c. escuz.

A mondit seigneur d'Angolesme la somme de iiii^{xx} ij escuz, délivrée à Hue de Saint-Mars, maistre Hugues Perrier et Denisot Rogier, pour porter devers mondit seigneur en Angleterre; pour ce iiii^{xx} ij escuz.

A luy, la somme de iiii^e escuz d'or vielz, délivrez à Denisot Rogier, pour porter devers mondit seigneur ou mois de novembre cccc xxix; pour ce iiii^e escuz vielz.

A luy, la somme de v^e xlv escuz vielz, délivrée ès mains dudit Denisot Rogier, en mois de may mil cccc xxx; pour ce v^e xlv escuz viez.

A luy, la somme de lv réaux d'or délivrée à Thomas Santon, escuier anglois, qu'il avoit prestée à mond. seigneur en xxx nobles, en mois d'aoust cccc xxxiiij; pour ce cv réaux d'or.

A luy, la somme de vij^e xiiij salus d'or par la main de maistre Jehan le Fuzelier en mois de may cccc xxxvi; pour ce vij^e xiiij saluz.

Sans les deniers du profit et émolument du grenier à sel d'Orléans,

1. Guillaume Cousinot, que je crois être l'auteur de la chronique dite la *Geste des Nobles*, premier canevas de la *Chronique* dite de la *Pucelle*. Voyez la nouvelle *Biographie*, au mot *Cousinot*.

2. Il y a bien dans l'original neuf mille; mais c'est une erreur : la somme dit *neuf-vings*.

3. Argent passé à la cendre. Voy. du Cange, au mot *Cendrea*.

donnez à mondit seigneur d'Angoulesme par monseigneur le duc, dès l'an cccc xxix. Et aussi les deniers paieiz aux Anglois à cause du traictié fait avecques le duc de Clarence; pour ce que la chambre des comptes n'en a pas vraye connaissance ¹.

II. — INDICATION D'UN OPUSCULE MANUSCRIT D'Eudes du Fouillay.

Nous ignorons absolument ce qu'est devenu le manuscrit de l'ouvrage intitulé *Flos florum*, que nous avons cité ci-dessus page 555. Mais nous devons à notre confrère M. Léopold Delisle la connaissance et l'obligeante communication d'un recueil analogue sous certain rapport. Le ms supp. latin n° 845 de la Bibliothèque impériale a pour titre : *Sallustii Crispi bellum Catilinarium*. Ce livre, exécuté vers le commencement du quinzième siècle, a fait partie de la Bibliothèque des ducs d'Orléans et porte les armes du duc Louis ou du duc Charles (le poète) peintes dans une initiale au commencement de l'ouvrage. A la suite de l'historien latin on lit diverses pièces en vers latins et français, qui ont trait, soit à des sujets moraux ou philosophiques, soit aux événements politiques du moment. L'une de ces pièces, en vers latins, a été composée par Eudes du Fouillay. Placée au folio 36, elle a pour titre : *Historia ad dilectionem rei publice excitativa a Valerio Maximo scripta, libro quinto, titulo de gratis erga patriam; taliter sequitur versificata* ab O[done] d[e] F[ouillaco]. La même pièce, à la fin, est signée en toutes lettres : *H[o]c [fecit] Odo de Fouilliaco*. Selon toute apparence, l'ensemble du manuscrit a été exécuté sous la direction du précepteur de Jean, comte d'Angoulême.

1. Il s'agit ici de la chambre des comptes de Blois, instituée par Louis, duc d'Orléans, au quatorzième siècle, et dont les archives si précieuses, après avoir traversé les siècles et les révolutions, ont été dispersées de nos jours. — Le carton K 59 des Archives de l'Empire contient plusieurs autres pièces propres à compléter les notions qui précèdent. Je me bornerai à reproduire le titre des plus importantes.

(Pièce n° 4 du carton.) *Parties des finances payées pour la délivrance de monseigneur d'Angoulesme* (de 1412 à 1430). Elles s'élèvent à 170,689 écus d'or sur 210 mille. On y trouve le texte du traité de Buzançais.

(N° 6.) Lettres patentes données par Charles VI, le 5 avril 1412 (a. s.). Il mande à ses baillis de prêter main-forte au duc Charles d'Orléans pour lever, dans les domaines tenus par le duc sur les terres de la couronne, l'aide précédemment ordonnée de quarante mille livres tournois pour la rançon du comte.

(N° 14, 14 bis et 16.) Diverses quittances du duc de Clarence.

VALLET DE VIRIVILLE.

BIBLIOGRAPHIE.

DICTIONNAIRE historique des institutions, mœurs et coutumes de la France, par A. Chéruel, maître des conférences à l'École normale. — 2 vol. in-12. Paris, Hachette, 1855.

Nous avons lu peu de livres qui nous aient causé autant de plaisir que le *Dictionnaire* de M. Chéruel. Nous en connaissons peu qui soient d'une aussi incontestable, aussi universelle utilité. Dans la classe lettrée, il n'est aujourd'hui personne en France qui reste étranger à ce goût pour l'histoire nationale, dont le développement inouï, source de tant de travaux bons ou mauvais d'érudition ou de littérature, est un des caractères les plus saillants de notre époque. Les uns prennent part à ce mouvement la plume à la main; les autres, et c'est l'immense majorité, se contentent de lire et de juger les productions d'autrui. Mais, à moins de s'être livré à des travaux approfondis, qui sont le privilège d'un petit nombre d'hommes, il est impossible de faire des études historiques un peu étendues sans trouver en grand nombre sur son chemin des termes dont le sens échappe; ces termes se réfèrent à des usages, à des institutions que souvent les caprices de la mode ont supprimés en se jouant, que souvent aussi la lente énergie ou les secousses violentes des révolutions ont peu à peu, ou par de soudaines attaques, balayés de notre sol. Ces termes ont disparu de la langue, ou, si elle les a conservés, c'est avec un sens nouveau qui égare le lecteur assez imprudent pour se laisser guider par lui. Un érudit qui étudie une chartre du treizième siècle, et qu'un mot arrête, ouvre le glossaire de Du Cange, et trouve immédiatement la solution de la difficulté. Mais l'étendue, la forme et le prix du glossaire de Du Cange ferme à cette précieuse encyclopédie du moyen âge la porte de la plupart des bibliothèques; et, restreint à une période historique écoulée depuis plusieurs siècles, cet ouvrage si utile nous laisse sans lumière pour les temps qui ont succédé. C'était une double lacune, et M. Chéruel a entrepris de la combler. Personne mieux que lui n'était en état de le faire. On connaît ses anciens travaux, et certainement cette nouvelle publication n'est pas au-dessous de celles qui l'ont précédée.

En tête du *Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes de la France*, se trouve une introduction qui résume à grands traits l'ensemble du mouvement progressif dont le dictionnaire lui-même renferme l'exposition analytique disposée alphabétiquement. Un grand nombre d'articles sont de véritables traités historiques sur une institution, une coutume. M. Chéruel ne s'est pas contenté de résumer les travaux antérieurs; il s'est aidé de ses recherches personnelles et des documents originaux. Nous pourrions citer ici une foule de passages que rehausse ce mérite particulier. Nous renverrons par exemple aux articles BUDGET et CONSEIL D'ÉTAT.

Mais, si nous voulions citer ici tout ce que dans ce livre on peut compter de questions traitées d'une manière remarquable, l'étendue nécessairement limitée d'un article bibliographique n'y suffirait pas. Dans l'intérêt d'un ouvrage qui nous semble appelé à beaucoup d'avenir, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de réunir ici les quelques observations que la lecture nous a suggérées. Une partie de ces observations pourra bien ne pas se trouver fondées; nous les soumettons toutes à M. Chéruel. Son expérience le met mieux que nous en état de juger quelle valeur elles ont. Dans tous les cas, nous l'espérons, il verra dans ces quelques mots de critique, un peu pointilleuse peut-être, la preuve du désir que nous avons de contribuer pour notre faible part aux améliorations qu'il voudra sans doute bientôt, comme tout auteur consciencieux, apporter à sa seconde édition. Et nous nous hâtons de déclarer qu'il n'était certainement pas possible de faire du premier jet avec plus d'exactitude un ouvrage si varié, si étendu, et dont tant de parties sont si neuves.

Nous suivons l'ordre du dictionnaire.

Page 34. Suite du mot ARMÉE. « La plupart des historiens supposent qu'il (l'arrière-ban) fut réuni pour la dernière fois en 1674. Mais la correspondance de madame de Sévigné prouve qu'il fut convoqué encore en 1689.

Le ban et l'arrière-ban furent convoqués non-seulement en 1689, mais encore chacune des années suivantes jusqu'en 1697. Il existe aux archives de l'Aube (série B) un grand nombre de pièces relatives à ces huit convocations. Des documents analogues doivent se trouver dans d'autres dépôts publics.

Page 232. Suite du mot CORPORATION. « § V. *Abolition des corporations industrielles.* L'abolition des maîtrises et jurandes n'était que trop justifiée par tant d'abus. Elle ne fut cependant pas définitive. « (Il s'agit de l'édit de février 1776.) Les corporations furent rétablies après la disgrâce de Turgot, et ne furent supprimées définitivement que par le décret de la Constituante rendu le 13 février 1791. »

Nous ne citons pas tout le passage, il serait trop long de le reproduire ici. Nous renvoyons au livre. De ce passage il semble résulter que les édits d'août 1776, de janvier et d'avril 1777, auraient complètement rétabli le régime supprimé par l'édit de Turgot. C'est ce que l'on a souvent répété. Sans entreprendre une polémique sur ce sujet, nous nous bornerons à dire que les édits d'août 1776, de janvier et d'avril 1777, n'ont renouvelé ni les anciens règlements sur l'apprentissage ni le privilège des fils de maîtres, et que le droit de maîtrise rétabli par ces édits, et attribué à l'État pour les trois quarts, ressemble fort à notre droit de patente.

Page 247, au mot CORVÉES. M. Chéruel, se contentant d'apprendre à son lecteur que les lois des 4 août 1789 et 15 mars 1790 ont aboli la corvée réelle et maintenu la corvée personnelle, pourrait laisser croire que les anciennes corvées réelles subsistent encore aujourd'hui. Nous regrettons aussi

que, soit à cet article, soit à l'article VOIES PUBLIQUES, M. Chéruel ne dise rien ou dise si peu de chose de la *corvée royale*, qui, depuis l'année 1726 environ, et surtout depuis 1737 jusqu'à l'arrêt du Conseil du 6 novembre 1786, fit faire tant de progrès à notre système de viabilité. Le mode d'entretien proposé par Turgot, et définitivement établi par la déclaration du 27 juin 1787, est sans doute infiniment préférable. Des deux sortes de corvées dirigées autrefois par les piqueurs des intendants, une seule a reparu sous le nom moderne de *prestations*, c'est la *corvée bourgeoise*. Mais, malgré les améliorations dues aux secousses révolutionnaires, la France ne doit pas oublier les immenses services que lui a rendus l'infatigable administration monarchique créée par Richelieu.

Page 260, au mot DAPIFER. « Le *dapifer* remplissait à peu près les « mêmes fonctions que le sénéchal. » Dans le glossaire de Du Cange, l'article *Dapifer* commence par ces mots : *Dapifer idem qui senescallus*.

Page 269. « DÉMISSOIRES : lettres ecclésiastiques qui permettaient de « recevoir les ordres pendant la vacance des sièges épiscopaux. »

Ce n'est point la seule utilité des lettres démissaires. Comme le terme de lettres démissaires est encore usité aujourd'hui, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de reproduire la définition donnée par monseigneur Bouvier, évêque du Mans, dans ses *Institutiones theologicæ ad usum seminariorum*. Le texte, quoique latin, est assez français pour n'avoir pas besoin de traduction : *Hæ litteræ vocantur dimissoriæ, quibus laico vel clerico conceditur licentia ordines ab alieno suscipiendi episcopo, ea conditione ut proprio episcopo remaneat subditus*¹. Cette condition distingue les lettres démissaires des pièces appelées *exeat* ou lettres d'excorporation, que primitivement le titre de lettres démissaires désignait aussi.

Page 328, au mot ÉCRITURE.

Par suite de quelque malentendu d'imprimeur, un exemple d'onziale est donné pour un exemple de capitale. Nous regrettons aussi de voir figurer si honorablement dans cet article la fameuse formule : *Ledit seigneur a déclaré ne pas savoir écrire, attendu sa qualité de gentilhomme*. On peut consulter, au sujet de cette phrase traditionnelle, la note publiée dernièrement par notre savant confrère, M. Delisle, dans le *Journal de l'Instruction publique*, n° du 9 juin 1855, sous ce titre : *De l'instruction littéraire de la noblesse française au moyen âge*.

Page 459. Suite du mot FUNÉRAILLES. § VII. *Cimetières*.

Le décret du 23 prairial an XII est présenté comme la première disposition législative qui aurait défendu les inhumations dans les églises et dans l'enceinte des villes et villages. Cependant, en cette matière, ce décret n'est que la reproduction de l'édit du 10 mars 1776, enregistré au parlement de Paris le 21 mai suivant.

(1) Sixième édition, t. IV, p. 41

Page 483, au mot GÉNÉRALITÉ.

Des premières phrases de cet article on pourrait conclure que le sens géographique du terme de *généralité* daterait de la création des premiers bureaux des finances, en 1577. Ce serait à tort. On trouve des exemples beaucoup plus anciens du mot *généralité* employé avec cette signification. Entre autres documents, on en peut citer un qui est indiqué à la page 91 du livre intitulé : *Archives historiques de l'Aube*. C'est un manuscrit dont le titre est : « Départemens et états généraux des sommes de deniers « que porte la charge et généralité d'Outre-Seine et Yonne '..... commen-
« çant le premier jour de janvier mil cinq cens cinquante-cinq, et finissant
« le dernier de décembre mil cinq cens cinquante-six,..... par maistre
« Jehan Grolier², trésorier de France et général des finances en ladite
« charge. » Ces quelques lignes pourraient, ce semble, donner la véritable
étymologie du mot *généralité*. Ce n'est pas un texte isolé. Nous avons eu
entre les mains un avis des élus de Langres en matière d'aides, sur requête
adressée par les habitants de Chaource (Aube) à monseigneur Claude Pioche,
général de Champagne, et la décision de Claude Pioche, qui se qualifie de
« conseiller du roy, *général de ses finances en la province de Cham-*
pagne. » Ces deux pièces sont datées de 1562. Ainsi la répartition des
provinces entre les généraux des finances et les trésoriers de France, et le
cumul de ces deux fonctions sont des faits antérieurs à la création des
bureaux des finances; circonstance qui réduit beaucoup l'importance de la
création de Henri III (1577).

Page 572. Suite du mot IMPÔT. « Vingtième (au singulier) : 55,000,000. »
Ce chiffre est la somme du premier vingtième, du second vingtième et
des quatre sous pour livre du premier.

Page 577. Suite du mot INCENDIAIRES, *Pompes*.

Nous voyons avec regret que M. Chéruel ne parle que de Paris, et ne dise
rien des pompes à incendie établies dans les villes, et même les villages
de provinces, par les soins des intendants, notamment pendant la seconde
moitié du dix-huitième siècle.

Page 578, au mot INDICTION. « L'indiction était une ère comprenant
une période de quinze ans. »

Par opposition aux olympiades, les indictions ont été presque toujours
employées exclusivement comme cycle.

Page 590 et suivantes, au mot INSTRUCTION PUBLIQUE.

En fait d'instruction primaire, M. Chéruel nous parle des capitulaires
de Charlemagne, et de là il passe sans intermédiaire aux lois du 28 juin
1833 et du 15 mars 1850. Le lecteur pourrait supposer que l'instruction
primaire a été pendant dix siècles livrée à la plus complète anarchie. Nous
regrettons que M. Chéruel n'ait rien dit de tant de canons de conciles, de

(1) On en fit plus tard les généralités de Paris et de Soissons.

(2) C'est le fameux Grolier. Chaque état porte sa signature originale.

l'édit de 1695 sur la juridiction ecclésiastique, et enfin de cette déclaration du 26 mai 1724, qui prescrivit l'établissement d'un maître d'école dans chaque paroisse, avec un minimum de cent cinquante livres de gages. Cette somme, en cas d'insuffisance des biens communaux, devait être imposée sur les habitants au marc la livre de la taille. Les intendants firent exécuter avec leur zèle ordinaire la déclaration du 26 mai 1724. Souvent le dix-neuvième siècle, en créant des institutions où il admire son œuvre, n'a fait que relever les ruines laissées par la révolution.

Page 920, au mot PAIRS. « La succession au comté de Champagne, que se disputaient Thibaut, neveu du dernier comte, et Érard de Brienne, son gendre. »

Thibaut était le neveu et Érard le gendre de l'avant-dernier comte. M. Chéruel semble croire, quelques lignes plus bas, que les six pairs ecclésiastiques ne sont autre chose que les évêques vassaux immédiats du duché de France, comme si les évêques de Paris et d'Orléans avaient été du nombre des six pairs ecclésiastiques.

Ajouterons-nous que nous désirerions voir figurer dans ce dictionnaire quelques mots qui nous semblent y manquer ? La présence du mot CAPITATION fait songer à l'absence de celui de VINGTIÈME. Les articles consacrés au GROS et au HUITIÈME rappellent à l'esprit d'autres droits d'aides tout aussi importants dans le système des impôts de l'ancienne monarchie, tels que le QUATRIÈME, la SUBVENTION, les ANCIENS ET NOUVEAUX CINQ SOUS ; et tant à l'article PAPIER TIMBRÉ qu'ailleurs, nous avons cherché inutilement cette vieille expression de *Ferme des FORMULES*, avec laquelle familiarise si vite l'étude des documents administratifs ou judiciaires du dix-septième et du dix-huitième siècle.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

LA FRANCE et l'Angleterre au moyen âge. — Bataille de Bouvines. Par M. Stanislas Prioux. Soissons, impr. de Em. Fossé Darcosse, 1855. — In-8° de 67 pages. — Extrait de l'*Argus soissonnais*.

M. Prioux a pensé que la meilleure manière de raconter la bataille de Bouvines et les événements qui l'ont précédée, était de suivre fidèlement le récit des auteurs contemporains. Il s'est donc le plus souvent borné à traduire les ouvrages de Guillaume le Breton et de Mathieu Pâris. Toute son ambition, c'est d'inspirer à ses compatriotes « le désir et le goût de « lire nos vieilles chroniques, d'ouvrir l'histoire à sa source, et d'y chercher « la vérité sans passion. » Nous devons nous associer à d'aussi louables sentiments. Mais, pour atteindre son but, l'auteur n'avait peut-être pas besoin de s'aventurer sur le terrain de la politique contemporaine, ni de faire intervenir la rivalité des races sur le champ de bataille de Bouvines, ni d'entonner un hymne pour féliciter l'école moderne d'avoir rompu avec les traditions du dix-huitième siècle, « ce siècle des ténèbres, qui, sous le point

- de vue historique, a tout ignoré, méconnu, faussé, défiguré, et dont l'ignorance et la haine du passé n'eurent d'égale que la folle prétention de tout refaire. »

MÉMOIRES de l'Académie royale de Savoie, seconde série, tome II. Chambéry, 1854. In-8° avec pl.

Page 47. *Deuxième notice sur quelques monnaies de Savoie inédites*; par M. Rabut.

Page 81. *Notes et documents sur la condition des juifs en Savoie dans les siècles du moyen âge*; par le marquis Costa de Beauregard. — Il faut signaler dans ce mémoire l'histoire des persécutions que les juifs de Savoie eurent à subir lors de la grande épidémie de 1846. Les documents publiés par M. Costa de Beauregard méritaient de voir le jour; mais le texte en a-t-il été arrêté avec assez de soin? Ainsi, dans l'inventaire des biens saisis sur les juifs en 1348 (p. 117), ne faudrait-il pas lire *siliginis*, *cerveleria*, *lichiferta*, *scrina* (ou mieux encore *scrinia*), *sotularium* et *cwrichies*, au lieu de *siligivis*, *terveleria*, *lichiserta*, *scriva*, *socularium* et *avrichiez*?

Page 219. *Note sur une inscription existant à Saint-Jeoire, près de Chambéry*; par M. François Rabut. Jean Martin, qui se qualifie de « scriba tam in missalibus, gradualibus responsoriis et aliis libris, » traça lui-même cette inscription sur une maison qu'il fit construire en 1501.

Page 223. *Notice sur une dalle funéraire existant dans l'église du Bourget, près de Chambéry*; par M. François Rabut. Cette dalle est datée de 1482. L'inscription n'a pas été lue fort exactement. A la première ligne, le mot FRATER a été omis; à la troisième, il faut probablement DOMUS au lieu de DONATOR. A la quatrième, ne serait-il pas possible de remplacer la leçon : NOSTRE PRINCIPALIS ECCLESIE, par ces mots : NOSTRE PÈRE QUI ES?

Page 241. *Notice sur l'ancienne chartreuse de Vallon en Chablais avec des chartes inédites et des éclaircissements relatifs à la famille souveraine des sires de Faucigny*; par M. Léon Ménabréa. Trente-neuf documents, dont les plus anciens remontent au commencement du douzième siècle, accompagnent le savant mémoire de M. Ménabréa. Nous y avons remarqué une charte de Thomas, comte de Savoie (p. 285), qui est ainsi datée : « Anno dominice incarnationis 1222, in octavis Pentecostes, septimo anno octogesime iudictionis. » Quoique cette date soit peut-être altérée, il convient de la joindre aux exemples que, d'après M. Bernard, nous avons cités dans un précédent volume (3^e série, V, 475) pour montrer qu'on a parfois supputé collectivement les révolutions des indictions comme les révolutions des olympiades. L. D.

MÉMOIRES concernant l'histoire civile et ecclésiastique d'Auxerre et de son ancien diocèse; par l'abbé Lebeuf; continués jusqu'à nos jours, avec addition de nouvelles preuves et annotations; par MM. Challe et Quantin. Auxerre, 1848-1855. — 4 volumes grand in-8°.

L'ouvrage de l'abbé Lebeuf est trop connu pour qu'il soit besoin d'en faire ressortir le mérite. Bornons-nous à constater que MM. Challe et Quantin ont encore apporté de notables améliorations à cet excellent livre. Ils nous l'offrent continué jusqu'à notre temps, enrichi de planches et précédé d'une notice sur l'auteur.

Le quatrième volume de la nouvelle édition est en grande partie occupé par les pièces justificatives. MM. Challe et Quantin les ont rangées plus régulièrement que l'abbé Lebeuf; mais on regrette de n'y pas trouver une concordance entre les anciens et les nouveaux numéros.

On doit à MM. Challe et Quantin la publication de soixante-dix-huit documents qui ne figuraient pas dans la précédente édition. Bien que ces pièces ne soient pas suffisamment distinguées des autres, nous avons cru remarquer qu'elles ont été judicieusement choisies et qu'elles concernent principalement les arts et les institutions du moyen âge. Parmi les plus anciennes, on peut citer les suivantes :

N° 73. Lettre relative à la fondation de la commanderie de Saint-Bris (vers 1180).

N° 91. Lettre de Gautier, archevêque de Rouen, portant donation d'une rente de 10.000 harengs à l'abbaye de Pontigni (1^{er} juin 1201). Plusieurs fautes paraissent s'être glissées dans cet acte. Il faut probablement lire *allectium* au lieu de *allectrum*, et rétablir ainsi les noms des témoins : *Testibus : Arnaldo Cisterciensi, Balduino Ursicampi, Johanne de Quinci, abbatibus; domino Ricardo, decano Rothomagensi; magistris Johanne de Vilers et Roberto Balbo et Ricardo Hatron, canonicis Rothomagensibus; Roberto filio Ricardi, clerico.*

N° 107. Charte de Philippe-Auguste, confirmant un accord conclu entre le chapitre et le comte d'Auxerre (1210).

N° 110. Charte de Pierre, comte de Tonnerre et d'Auxerre, touchant le service militaire dû par les fèvres, les charpentiers et les maçons avant l'institution de la censive d'Auxerre. L'acte est daté de 1210 dans le sommaire; le texte porte 1200. A l'antépénultième ligne, *prohibeo* ne serait-il pas pour *perhibeo*?

N° 119. Charte pour les lépreux de Saint-Siméon, à laquelle est témoin le chroniqueur *Robertus Abalanx* (vers 1210).

N° 139. Lettre de Guillaume, évêque d'Auxerre, touchant une donation faite par le sacristain à l'œuvre de la cathédrale, vers 1220.

N° 142. Compte rendu par les bourgeois d'Auxerre à Robert, évêque d'Auxerre, et à Robert de Courtenai. Pièce importante, dont la date doit être, sans aucun doute, fixée au 1^{er} janvier 1220, suivant notre manière de compter.

N° 145. Charte d'Étienne, archevêque de Cantorbéry, pour l'abbaye de Pontigni (1222).

N° 151. Acte d'une fondation faite en l'abbaye de Celles, par les changeurs d'Auxerre (1223).

N° 164. Acte du consentement donné par les censiers et bourgeois d'Auxerre à une vente faite par les lépreux de Saint-Siméon (juillet 1231).

N° 166. Reconnaissance passée par Robert, curé de Saint-Gervais d'Auxerre, qui s'était donné lui et ses biens à l'ordre du Temple (novembre 1231). — A la ligne 12, il faut probablement lire *quandocumque*, et non pas *quumcumque*.

N° 169. Accord entre l'évêque d'Auxerre et les hospitaliers (août 1235). Le texte de cet acte est malheureusement fort défectueux.

N° 170. Acte de liquidation d'une société de commerce entre deux orfèvres (juin 1236).

N° 182. Charte de Henri III, roi d'Angleterre, pour l'abbaye de Pontigni (4 novembre 1251, et non pas 1252).

Je regrette de ne pouvoir poursuivre cette énumération, qui montre que la publication de MM. Challe et Quantin mérite d'être lue, même par les savants qui connaissent l'ancienne édition des Mémoires de l'abbé Lebeuf.

L. D.

HISTOIRE de l'abbaye de Saint-Bavon et de la crypte de Saint-Jean, à Gand, par A. Van Lokeren. Gand, Hebbelynck, 1855. In-4°. (Paris, chez Dumoulin.)

Les 188 premières pages du volume sont remplies par l'histoire et la description de l'abbaye de Saint-Bavon et de différents établissements qui en ont dépendu. — Viennent ensuite des notes et pièces justificatives (pages 189-238). On y remarque surtout différentes chartes du onzième, du douzième et du treizième siècle, des fragments de censiers, les règlements rédigés en 1196 pour l'hôpital de Saint-Jean de Gand (p. 204), la lettre par laquelle les bonnes gens du commun de la ville de Gand se soumettent au roi de France, en 1302 (p. 220), etc. Les textes paraissent assez exactement publiés; la ponctuation laisse cependant beaucoup à désirer. La charte de Ferrand, comte de Flandre, publiée sous le n° 62, page 207, nous a semblé mal datée. Le texte porte : *Datum in die beati Gregorii anno 1212*, ce qui doit s'entendre du 12 mars, et non pas du 17 novembre 1212. — Les pages 239-257 sont occupées par un index topographique et par une table des matières. On regrette que l'éditeur n'y ait pas joint une table alphabétique.

Une suite de trente-six planches permet aux archéologues d'apprécier la valeur des monuments décrits par M. Van Lokeren.

Sous une pagination distincte, la deuxième partie du volume contient l'analyse des principaux titres de l'abbaye de Saint-Bavon, depuis le septième siècle jusqu'en 1563. Les notices analytiques, publiées par M. Van

Lokeren, au nombre d'environ deux mille, ne servent pas seulement de preuves à l'histoire de l'abbaye de Saint-Bavon ; elles fournissent de précieuses indications pour l'histoire de la Belgique et de la France. Pour ne citer qu'un exemple, on y voit (page 52) l'abbé de Saint-Bavon racheter, le 16 novembre 1314, de « Baudouin Crépin, chambellan et argentier de Philippe le Bel, » la seigneurie de Waterlos. Le nom de Baudouin Crépin ne figure pas sur la liste des argentiers dressée par M. Douët d'Arcq, en tête de son édition des *Comptes de l'argenterie*.

Le beau volume de M. Van Lokeren sera lu avec profit par tous ceux qui s'adonnent à l'étude de l'archéologie et de la diplomatique. L. D.

POÉSIES inédites du moyen âge, précédées d'une histoire de la fable ésoopique, par M. Édèlestand du Ménil. Paris, Franck, 1854. — In-8° de 456 pages.

L'auteur s'est proposé, dans cette publication, de réunir les dernières pièces justificatives d'un grand ouvrage sur la poésie en Europe, qu'il prépare depuis longues années : l'histoire de la fable ésoopique, qui précède ce recueil de poésies inédites du moyen âge, peut être considérée comme un fragment de cet important travail.

M. Éd. du Ménil étudie successivement la fable chez les Indiens, les Hébreux, les Perses, les Arabes, les Arméniens, les Grecs, les Latins et dans l'Europe du moyen âge. La fable primitive, qui n'est qu'une allégorie, prend, sous l'influence de la civilisation de l'Hindoustan, des développements et une importance qu'aucun autre peuple ne lui aurait donnée. Chez les Hébreux, ce n'est guère qu'une parabole qui n'a d'autre but que de donner un tour plus vif à la pensée. L'apologue est moins rare chez les Perses et les Arabes, bien que la plupart des fables dont on fait honneur à ce dernier peuple aient une origine étrangère. On ne sait rien de précis du reste sur Lokman, à qui l'on attribue ces petites compositions : son histoire est aussi incertaine que celle de Pilpay, ou plutôt Bidpai, dans l'Hindoustan, d'Ésope et de Babrias en Grèce, de Phèdre chez les Latins. Il paraît en effet probable qu'Ésope n'a pas existé comme auteur : sa biographie, invraisemblable si on l'applique à un seul homme, a réuni l'histoire des fabulistes dont on a gardé le souvenir. Les renseignements sur Babrias sont également contradictoires ; son nom véritable, sa patrie, le siècle où il a vécu, ne sont pas bien connus, et l'œuvre primitive a subi de nombreuses additions.

L'apologue fut moins en faveur en Italie qu'en Grèce. Les auteurs latins font souvent de rapides allusions aux fables ésoopiques, mais ils ont assez de dédain pour ces contes enfantins, *fabulæ nutricularum*, et le seul recueil que l'antiquité romaine semble nous avoir laissé, n'est probablement pas un ouvrage original. Le nom même de Phèdre, le grand nombre de passages qui, dans les fables réunies sous son nom, appartiennent à la latinité du moyen âge, les idées chrétiennes que l'on retrouve dans quel-

ques-uns de ces apologues et d'autres circonstances encore autorisent à penser que Phèdre a écrit en grec, sa langue maternelle, et que nous ne possédons plus sous son nom que des versions écrites à des époques diverses.

Ces traductions de fables grecques étaient l'un des exercices les plus recommandés à la jeunesse romaine. Nous avons encore des *corrigés* en prose et en vers de ces *devoirs de collège* ; c'est là vraisemblablement l'origine première de ces recueils connus au moyen âge sous le nom de *Romulus*, *Romulus tyberinus*. C'est aussi à ces travaux d'école que se rattache la collection connue sous le nom d'*Avianus*.

Les métaphores symboliques qui se retrouvent déjà dans le Nouveau Testament se multiplièrent de plus en plus sous l'influence du christianisme. Dans les *Physiologues*, les *Bestiaires*, après la description de chaque animal vient sa signification symbolique. Les poètes du moyen âge empruntent aussi à l'apologue quelques-uns de ses procédés pour faire accepter leurs satires si vives de la société contemporaine : il suffit de rappeler le roman de Renart. La fable proprement dite n'est pas négligée : Théodulf, évêque d'Orléans, et peut-être Alcuin en composaient au neuvième siècle : si Jean de Salisbury et la *Chronique de Rains* (publiée par M. L. Pâris) ne se réunissaient à d'autres témoignages pour nous prouver la popularité dont jouissaient alors certains apologues, il suffirait de rappeler qu'on retrouve ces fables en action dans les sculptures de nos cathédrales, et qu'on en a compté jusqu'à onze dans la tapisserie de la reine Mathilde, conservée à Bayeux. Lorsque Marie de France a composé son recueil, elle travaillait donc sur des thèmes déjà bien connus.

D'après le plan général de ses travaux, M. du Mériel devait s'attacher surtout à ces recueils inédits qui ont transmis l'apologue de l'antiquité au moyen âge, ou conservé à cette époque les traditions et le faire de l'antiquité. Aussi les pièces qu'il publie dans ce volume ont-elles presque toutes ce caractère des époques de transition. C'est le *Novus Esopus* d'Alexandre Neckam, l'*Alter Esopus* de Baldo, le *Novus Avianus*.

On ne sait à peu près rien de précis sur la vie d'Alexandre Neckam, si ce n'est l'époque de sa naissance, septembre 1157. Aucun de ses ouvrages ne semble avoir été imprimé. Le *Novus Esopus*, qui contient 42 fables, a été publié d'après le manuscrit 8471 B. I, et le ms. coté B. Santen. 4 de de la Bibl. de Berlin.

On a encore beaucoup moins de détails sur Baldo que sur Alexandre Neckam ; il paraît seulement qu'il était Italien, et qu'il a écrit vers le douzième siècle. Les 28 fables de l'*Alter Esopus* n'ont été retrouvées jusqu'à ce jour que dans la bibliothèque de Vienne, *Cod. phil. lat.*, n° 303.

Le *Novus Avianus* (B. I., S. Germ. latin, n° 376) offre de nouvelles versions des fables d'Avianus, et on peut y reconnaître des corrigés des devoirs que l'on donnait alors dans les écoles. Le volume est terminé par un certain nombre de poésies populaires et satiriques : — la *Comœdia Lydiæ*,

mentionnée pour la première fois dans le tome XXII de l'*Histoire littéraire de la France*, et dont l'auteur ne peut être que Matthieu de Vendôme; — enfin le petit poème intitulé : *De Paulino et Polla libellus*, dont il reste dix manuscrits. — L'introduction et les textes sont accompagnés de ces notes savantes qui ajoutent tant de prix aux travaux de M. Ed. du Méril.

AD. T.

ÉTUDE sur les œuvres d'Agrippa d'Aubigné, par M. Léon Feugère. — In-8°.

« Quant à moi, qui, en rappelant quelques-uns de nos vieux auteurs, ai voulu remettre en lumière des faces un peu éclipsées de l'esprit de nos ancêtres, avec Henri Estienne le mouvement érudit et philologique, avec Scévole de Sainte-Marthe le mouvement politique et religieux de la renaissance, avec la Boétie le côté philosophique dont s'honore le siècle de Montaigne, avec Pasquier le côté parlementaire qui fut une de nos gloires, je me suis attaché à retracer avec d'Aubigné l'esprit aventureux et guerrier de cette époque qui préludait à la plus glorieuse de nos annales. » Ces quelques lignes, que j'emprunte à M. Feugère, indiquent dans quel but et dans quel esprit il a écrit son *Etude*. En effet, d'Aubigné est un type des plus francs de l'homme éloquent et brave, soutenant de la plume et de l'épée la cause qu'il a embrassée avec ardeur, et cherchant à adoucir l'amertume de la défaite par le récit des efforts généreux qui ont été faits pour la retarder. Agrippa a reçu de notre âge le tribut dû à son caractère et à son talent. La réhabilitation de ses œuvres date déjà de quelque temps; un de nos officiers les plus distingués, M. le colonel Ambert, a été des premiers à exhumers les poésies de l'aïeul de madame de Maintenon, et, grâce surtout à notre confrère M. Ludovic Lalanne et à l'excellente édition qu'il a donnée de ses Mémoires, Agrippa est de nos jours presque à la mode; ses écrits sont l'objet d'études, de dissertations, de thèses; il y a engouement, mais ne nous en plaignons pas : cet éclat tardif jeté sur un nom illustre sera une faible réparation de l'oubli dans lequel il a été laissé si longtemps, et dont les apologies modernes ne sauraient tirer ses œuvres, car, il ne faut ni l'espérer ni même le désirer, des poèmes de huit mille vers, fussent-ils écrits par Racine ou par Voltaire, n'auront jamais de lecteurs, surtout s'ils sont dépourvus d'action, si c'est un mélange de trivialités, de bassesses et de pensées fortes, exprimées d'une façon élevée, quelquefois sublime. Tel est le grand poème de d'Aubigné, les *Tragiques*. Aussi doit-on savoir gré à M. Feugère d'avoir pris corps à corps ce Protée qui se présente sous tant de formes diverses, et d'en avoir montré, non pas l'ordre, car il n'y en a pas, non pas le plan, car il est absent, mais d'avoir déroulé la série des tableaux dont le poème est composé, en ayant soin de noter les hardiesses heureuses, les pensées énergiques, les beaux vers qui de temps à autre viennent rompre la monotonie d'une poésie traînante et boursoufflée.

M. Feugère a soumis toutes les œuvres de d'Aubigné à cette critique exacte, patiente à l'excès, n'oubliant rien, mais juste, sévère, s'adressant non-seulement à la forme, à l'expression, mais encore à la pensée; c'est pour lui un honneur d'avoir vu dans la critique littéraire ce que Plutarque a fait de l'étude de l'histoire, une école de morale. Il demande compte à chaque écrivain de l'usage qu'il a fait des dons qu'il a reçus en partage; à ses yeux, le talent dont une œuvre est empreinte n'absout pas l'auteur des passions mauvaises qui l'ont inspirée, et dont elle est comme infectée. Et cependant bien en a pris à d'Aubigné d'être un sectaire ardent et implacable, car le fanatisme religieux lui a dicté ses plus beaux vers; en cela il lui est advenu ce qui arrive à ceux qui écrivent dans un temps où le goût n'est pas encore épuré: s'ils n'obéissent qu'à leur esprit, ils sont ternes, mous et ennuyeux; la passion seule peut donner à leur langage cette précision et cette sobriété en dehors desquelles il n'y a pas de salut pour les poètes.

Pour les œuvres historiques de d'Aubigné, elles resteront et seront lues avec plaisir. On n'y trouve pas beaucoup de faits nouveaux, mais de l'indépendance dans les jugements, des portraits vigoureusement tracés, et puis cette malignité qui caractérise l'auteur de la *Confession de Sançi*, et qui fit condamner l'*Histoire universelle* à être brûlée par la main du bourreau.

E. B.

LA PIEDMONTAISE, en vers bressan, par Bernardin Uchard. In-12 de 50 pages. — BALLET en langage forésien de trois bergers et trois bergères se gaussant des amoureux qui nomment leurs maistresses leur doux souvenir, leur belle pensée, leur lis, leur rose, leur œillet, etc., par Marcellin Allard. In-12 de 24 pages.— Paris, Aubry, 1855.

En rééditant ces deux curieuses pièces, aujourd'hui introuvables comme toutes celles du même genre publiées dans les derniers siècles, M. Gustave Brunet rend un véritable service à tous les amis de nos anciens dialectes provinciaux.

La Piedmonteiza est le récit naïf de l'expédition dirigée en Savoie vers 1617 par le maréchal de Lesdiguières: « Monseignau lo duc maricha la Deguiri, » comme on dit à Bourg-en-Bresse. Cette entreprise, où les Français protégèrent le duc de Savoie contre l'Espagne, commencée malgré les ordres du faible gouvernement de Marie de Médicis, réussit complètement, grâce au courage et à l'habileté du maréchal. Bernardin Uchard, seigneur de Monspey, en fut témoin oculaire. L'impression causée sur lui par les événements donne à son style une couleur locale, une vérité, auxquelles le patois bressan, loin de nuire, prête un nouvel agrément. Lisez plutôt ce passage:

Sa, sa, fito lo duc, qu'on se rengen en batailli,
Tot sinquit devan nó sera de fua de pailli,
Puy que notro soudar an lo còr émoda,

Et fa que l'ennemi seyet acomoda ,
 Et tréta ajourdi d'una tala fasson
 Que lo pri de son san gli serve de ransson.
 Monsu lo marichá que vey veny lo tar
 Fa sona que chaquion se rende à l'étendar ;
 Lo fifro, lo tabau, lo clieron, la sordina,
 Menavan per lo tan adon na tala bruyna, etc.

Quelques autres poèmes en patois sont, avec la Piedmontoize, tous les titres littéraires du seigneur de Monspey.

Heureusement pour bien des gens, le *Ballet de trois bergers et de trois bergères* est écrit en langage forésien : il y a quelques détails qu'on se scandaliserait de lire en *bon français*. Colin, Alizon, Bidault, Grabiella, Guillot et Madalon se disent de ces gaudrioles champêtres qu'il ne fait bon entendre qu'au son des chalumeaux dans le carrefour d'un bois. Ils entrent dansant les allemandes, et ayant fait trois ou quatre tours, s'arrêtent en couples à quelque distance les uns des autres, puis, après plusieurs « rustiques caresses, » se font de ces petits compliments :

GRABIELLA.

Bidault, la souta de mon n'arma,
 La retreyty de mon n'alarma,
 Mon n'eperancy, mon refuiou,
 Ma courat, me bellye, mon feiou,
 Mon petit ventrou, mon n'embuny,
 Et lou levon de mon n'epouny,
 Mon tourtelion, mon craquelét,
 Mon chalanda, mon fardelét,
 Mon non dechina, mon douleyon,
 La fricaude de mon cayon,
 Gentil Bidault, Bidault gourrye,
 Bidault adrét à s'appouérye, etc., etc.

En somme, cette dernière pièce ne laisse pas d'être amusante pour qui est tant soit peu Forésien. Maître Allard aujourd'hui serait vaudevilliste.

LOUIS LACOUR.

DELPHINALIA, publié par H. Gariel, bibliothécaire de la ville de Grenoble. — In-8°.

Cette brochure est la troisième livraison d'un recueil destiné à reproduire des morceaux historiques sur le Dauphiné. Le présent fascicule renferme l'éloge de Jean de la Croix, par Guy Allard. Jean de la Croix fut un des personnages les plus éminents auxquels le Dauphiné ait donné naissance; il fut successivement premier président du parlement et évêque de Grenoble. L'intéressante notice de Guy Allard est suivie de quelques documents de médiocre importance, qui complètent la biographie de l'illustre prélat.

E. B.

LIVRES NOUVEAUX.

Juin — Juillet 1855.

271. Histoire générale et système comparé des langues sémitiques, par Ernest Renan. Ouvrage couronné par l'Institut. 1^{re} partie. *Histoire générale des langues sémitiques*. Paris, Benjamin Duprat et Aug. Durand. — In-8° de 32 feuilles. (12 fr.)

272. Christliche symbolik. — Symbolique chrétienne; par W. Menzel. Ratisbonne, Manz, 1854-1855. — 2 vol. gr. in-8° de 552 et 586 p. (25 fr.)

273. Die christlichen. — Les sectes chrétiennes ou se rattachant à l'église chrétienne; par A. Sartori. Lübeck, Boldemann. — In-folio de 236 pages. (8 fr.)

En forme de tableaux, à six colonnes (nom, chronologie, extension géographique, doctrine, sort, sources).

274. Kaiser. — L'empereur Julien l'Apostat et sa lutte avec les Pères de l'Eglise de son temps; par le docteur Auer. Vienne, Braumüller, 1854. — Grand in-8° de 476 p. (8 fr.)

275. Geschichte. — Histoire des Romains et des Germains sur le Rhin inférieur, principalement dans le pays des Chamaves ou Hamaland; par A. Dederich, avec carte. Emmerich, Romen, 1854. — Gr. in-8° de 319 p. (5 fr. 35 c.)

276. La civilisation au V^e siècle. Introduction à une *Histoire de la civilisation aux temps barbares*, suivie d'un *Essai sur les écoles en Italie, du V^e au XIII^e siècle*; par A. F. Ozanam, professeur de littérature étrangère à la faculté des lettres de Paris. Paris, Lecoffre. — 2 vol. in-8°, ensemble de 55 feuilles, plus un portrait. (12 fr.)

Ouvres complètes de A. F. Ozanam, avec une notice par le R. P. Lacordaire, et une préface par M. Ampère, de l'Académie française. — Les Oeuvres comprendront 8 volumes, dont 4 sont inédits; les autres contiendront les travaux déjà connus. *La Civilisation au V^e siècle*, tomes I et II (inédits). — Tomes III et IV. *Études germaniques*, etc. — Tome V. *Les Poètes franciscains*, etc. — Tome VI. *Dante et la philosophie catholique au XIII^e siècle*. — Tomes VII et VIII. *Mélanges* (inédits). — Les différents ouvrages se vendent séparément.

277. Weitere. — Nouvelles recherches sur l'histoire du commerce des manuscrits au moyen âge; par A. Kirchhoff. Halle, Schmidt. — Gr. in-8° de 35 p. (1 fr. 35 c.)

278. Études sur la Renaissance. — Renaissance et réforme. — Érasme. — Thomas Morus. — Melancthon; par D. Nisard, de l'Académie française. Paris, Michel Lévy frères. In-18 anglais de 13 feuilles 1/3. (3 fr.)

279. Die Universität. — L'Université de Rostock au XV^e et au XVI^e siècle; par le professeur Krabbe. Rostock, Stiller. 1854. — 2 vol. grand in-8° de 779 p. (13 fr. 35.)

280. De gymnasii Leovardiensis historia ab origine ad hæc tempora, scr. Boot. Leovardiae, Felchoff. 1854. — Gr. in-8°. (3 fr.)

281. Ramus (Pierre de la Ramée), sa vie, ses écrits et ses opinions; par Charles Waddington, professeur agrégé de philosophie à la faculté des lettres de Paris et au lycée Louis le Grand. Paris, Meyrueis. — In-8° de 30 feuilles.

282. Variétés historiques et littéraires. Recueil de pièces volantes rares et curieuses, en prose et en vers. Revues et annotées par M. Edouard Fourrier. Tome I. A Paris, Jannet. — In-16 de 12 feuilles. (5 fr.)

Collection de la Bibliothèque elzévirienne.

283. Crestien de Troies, par Holland (en allemand). Tübingue, Fues, 1854. — Gr. in-8° de 295 p. (6 fr. 75)

284. Mémoires de Matthieu Molé, procureur général, premier président au parlement de Paris et garde des sceaux de France; publiés pour la Société de l'histoire de France. par Aimé Champollion-Figeac. Tomes I et II. Paris, Jules Renouard. — 2 vol. in-8°. (18 fr.)

285. La cassette de saint Louis, roi de France, donnée par Philippe le Bel à l'abbaye du Lis. Reproduction en or et en couleurs, grandeur de l'original, par les procédés chromo-lithographiques, accompagnée d'une *Notice*; par Edmond Ganneron. Impr. de Claye, à Paris. — In-folio de 19 feuilles, plus 6 planches.

286. La renaissance des arts à la cour de France. Études sur le XVI^e siècle; par le comte de Laborde, membre de l'Institut. Addition au tome I^{er}: *Peinture*. Paris, Potier, Renouard. — In-8° de 33 feuilles 5/8. (12 fr.)

Faux titre et titre. Avertissement, I-VIII. P. 565-1090.

287. Inventaire du trésor de la cathédrale de Laon, en 1523, avec une introduction, par Édouard Fleury. Paris, Didron. — In-4° de 7 feuilles.

288. Recherches iconographiques sur Jeanne Darc, dite la Pucelle d'Orléans. Analyse critique des portraits ou œuvres d'art faits à sa ressemblance; par M. Vallet de Viriville, professeur adjoint à l'École impériale des Chartres. Paris, Dumoulin. — In-8° d'une feuille 3/4, plus 2 pl.

289. Translation des restes de Charles le Téméraire de Nancy à Luxembourg; manuscrit d'Antoine de Beaulinecourt, roi d'armes de la Toison d'or, publié pour la première fois, avec notes et pièces justificatives, et précédé d'une introduction historique et d'une *Dissertation sur le tombeau du duc de Bourgogne dans la collégiale de Saint-Georges*, par Ch. de Linas. Impr. de Lepage, à Nancy. — In-8° de 4 f., plus une pl.

290. Vie publique de Michel Montaigne. Étude biographique; par Alphonse Grün. Paris, Amyot. (7 fr.)

291. Histoire de Paris et de son influence en Europe, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours; par J. A. Meindre. Tome 5 et dernier. Paris, Dezobry et E. Magdeleine. — In-8° de 31 feuilles 1/4, plus 6 gravures. (32 fr. 50 c.)

292. De l'artillerie de la ville de Lille au XIV^e, XV^e et XVI^e siècles; par de La Fons-Mélicocq. Paris, Victor Didron, Corréard. — In-8° de 3 feuilles.

293. La Touraine. Histoire et monuments. Publié sous la direction de M. l'abbé J. J. Bourassé. Tours, Mame; Paris, Delarue. — Petit in-folio de 155 feuilles, avec planches. (100 fr.)

294. Histoire des hôpitaux et des institutions de bienfaisance de Marseille; par Augustin Fabre. Tome I^{er}. Impr. de Barile, à Marseille. 1854. — In-8° de 33 feuilles 3/4. (2 fr.)

295. Inventaire de toutes les chartes antérieures au XIII^e siècle qui se trouvent dans les différents fonds d'archives du dépôt de la préfecture du Puy-de-Dôme; par Michel Cohendy, archiviste du département du Puy-de-Dôme. Impr. de Thibaud, à Clermont-Ferrand. — In-8° de 7 feuilles.

296. Mémorial de Dombes, en tout ce qui concerne cette ancienne souveraineté, son histoire, ses princes, son parlement et ses membres, avec liste nominative, un armorial et pièces justificatives (1523-1771); par M. P. d'Assier de Valenches. Impr. de Perrin, à Lyon. 1854. — Gr. in-8° de 29 feuilles 1/2, plus une carte de la souveraineté de Dombes.

297. Essai sur les monnaies du comté de Bourgogne, depuis l'époque gauloise jusqu'à la réunion de la Franche-Comté à la France, sous Louis XIV; par L. Plantet et L. Jeannez. Paris, Rollin, Dumoulin. — In-4° de 16 feuilles.

298. Correspondance inédite des rois de France avec le conseil de ville de Châlons-sur-Marne, d'après les lettres originales existantes aux archives municipales de cette ville; par Ed. de Barthélemy. Châlons, Laurent. — In-12 de 2 feuilles 1/3.

299. Geschichte. — Histoire de l'organisation militaire de l'Allemagne; par le docteur Barthold. Tome I. Leipsig, Weigel. — In-8° de 256 pages. (4 fr.)

300. De origine juris septem principum electorum in imperio germanico. Thesim proponebat facultati litterarum Parisiensi G. A. Heinrich. Paris, Franck. — In-8° de 3 feuilles 1/2.

301. Deutsche Mythologie. — Mythologie allemande de J. Grimm. 3^e édition. Göttingue, Dieterich. — 2 grands volumes in-8° de 81 feuilles. (23 fr.)

302. Deutsche. — Poésie allemande au moyen âge; par K. Goedeke, 6^e livraison. Hanovre, Ehlermann. 1854. — In-8° max., p. 801-988. (complet : 10 fr.)

303. Étude sur le Parcival de Wolfram d'Eschenbach, et sur la légende du Saint-Graal. Thèse pour le doctorat, présentée à la faculté des lettres de Paris, par G. A. Heinrich. Paris, Franck. — In-8° de 15 feuilles.

304. Das grosse. — Le grand mystère de Thuringe, joué à Eisenach en 1322. Publié par Bechstein. Halle, Pfeffer. — Gr. in-8° de 90 p. (2 fr. 60 c.)

305. *Registrum* ou diplômes remarquables relatifs à l'histoire d'Allemagne; publiés par le docteur Sudendorf (en allemand). T. III. Berlin, Besser, 1854. — Gr. in-8° de 428 p. (9 fr. 35 c.)

306. *Die Iuden.* — Les Juifs en Franconie; par le docteur Heffner. Avec 29 diplômes. Nüremberg, Ebner. — Gr. in-8° de 80 p. (1 fr. 35 c.)

307. *De Bohemiae conditione Carolis imperatoribus (788-928).* Diss. hist. quam scripsit doctor Dümmler. Lipsiae. — Grand in-8° de 32 pages. (75 c.)

308. *Piligrim de Passau et l'archevêché de Lorch au X^e siècle;* par le docteur Dümmler (en allemand). Leipzig, Hirzel, 1854. — Gr. in-8° de 204 p. (4 fr.)

309. *Wibald de Stavelo et Corvey (1098-1158), abbé, homme d'État et savant;* par Janssen (en allemand). Münster, Coppenrath. 1854. — Gr. in-8° de 302 p. (6 fr.)

310. *Codex diplomaticus et epistolaris Moraviae.* T. VI (1307-1333). Brünn, Nitsch. 1854. — Gr. in-4° de 529 p. (13 fr. 35 c.)

311. *Die Burggrafen.* — Les Bourgraves de Ratisbonne; par le docteur Wittmann. Munich, Franz. 1854. — Gr. in-4° de 52 p. (1 fr. 80 c.)

312. *Geschichte.* — Histoire de la Prusse; par G. Ad. Har. Stenzel. Tome V (1756-1763). Gotha, Perthes, 1854. — Gr. in-8° de 325 p. avec 78 p. de tables. (7 fr. 50 c.)

313. *Horae belgicae.* Ed. Hoffmannus Fallerslebensis. Pars XI. Hannov. Rümpler. — Gr. in-8°. (7 fr. 25 c.)

Recueil de chants publié à Anvers en 1544. 360 pages.

314. *Chants historiques de la Flandre (400-1650),* recueillis par Louis de Baecker. Lille, Vanackère. — In-8° de 25 feuilles. (5 fr.)

315. *Four years.* — Quatre années (1575-1519) à la cour de Henri VIII, choix de dépêches de l'ambassadeur vénitien, Séb. Guistiniani. Trad. par Rawdon Brown. Lond. — 2 vol. in-8° de 41 feuilles. (26 fr.)

316. *Acta tomiciana. Epist. legat. resp., etc., Sigismundi I, regis Poloniae,* per St. Gorski, coll. et in tom. XXVII dig. Tom. I-III (1517-1525). Posnaniae. — In-fol. de 1029 p. (64 fr.)

317. *Bericht.* — Rapport sur la découverte de la Guinée par J. Münzer, avec introd. du docteur Kunstmann. Munich. 1854. — Gr. in-4° de 74 p. (3 fr.)

Mémoires de l'Académie des sciences bavaroise.



CHRONIQUE.

Juillet-Août 1855.

Les examens de l'École des Chartes ont commencé le 23 juillet. Nous allons en rendre un compte sommaire.

PREMIÈRE ANNÉE. *Epreuve orale.* — Composition du jury : MM. Hase, président, de Wailly, Wallon, Lacabane, Quicherat, Guessard, de Mas-Latrie, Vallet de Viriville, Bourquelot, Borel d'Hauterive, secrétaire. — Quatorze élèves se sont présentés. Ils ont lu et expliqué les deux chartes suivantes.

Frater Johannes, permissione divina Lexoviensis episcopus, decano nostro de Mesnillo Maugerii, salutem in Domino. Cum nos ecclesiam Beate Marie de Mesnillo Symonis, liberam et vacantem per mortem magistri Roberti Pagani, nuper rectoris ejusdem, ad presentationem religiosi viri abbatis monasterii Beate Marie de Becco Helluini, Rothomagensis diocesis, spectantem, magistro Johanni de Avirone presbytero, amore Dei et caritatis intuitu, contulerimus, una cum juribus et pertinentiis dicte ecclesie universis, cum nullus sufficienter se opposuerit, ipsumque per anuli nostri traditionem investierimus de eisdem, tibi mandamus quatinus prefatum presbyterum in possessionem dicte ecclesie, jurium et pertinentiarum ejusdem, prout moris est, inducas corporalem. Recepimus enim ab eodem magistro, pro nobis, nostris successoribus canonice intrantibus et illis quorum interest, de obedientia juramentum ac de omnibus aliis que exposcit onus ecclesie memorate. Datum ultima die maii anno Domini millesimo trecentesimo secundo. »

« Les trésoriers du roy notre sire à Paris, aus gardes et mestres de la monnoye de Roen, salut. Nous vous mandons et commandons estroitement que des deniers du monneage de la dicte monnoye vous bailliez et délivrez, ces lettres veues, toutes excusacions cessans, à Jehan de l'Ospital, clerc des arbalestriers, ou à son certain mandement quatre mille livres tournois pour baillier et distribuer aus gens d'armes et de pié, qui sont en la compagnie et soubz le gouvernement de noble et puissant monseigneur Jehan de Clermont, mareschal de France, et gardez bien que en ce n'ait aucun deffaut. Et en rapportant lettres de recognoissance dudit Jehan de l'Ospital ou de sondit mandement, avec ces présentes, sanz autres, les dietes IIIII livres seront alloées en voz comptes sans aucune difficulté, non obstant ordenances ou deffenses faites au contraire. Donné à Paris XXII jours de novembre l'an MCCCCLII. »

Epreuve écrite. Cette épreuve a porté sur la charte suivante, dont le facsimile avait été distribué aux élèves :

« Constitutum est in lege romanam ut qui rem suam in qualicumque potestate transfundere voluerit per paginem testamenti infunda, qua prolixius secuta et quieta permaneat. Quapropter ego Petrus Guilelmus et matre sua et fratri sui et soror sua Avirantia nos pariter vendidimus una petia de vinea culta in clauso de Vila Nova ad Arnaldo et a mulier sua Ermengarda et ad infantes suos sine ingano. Unde nos accepimus in pretio XX sol. et medium, ab toto usu, et nichil Arnaldus et mulier sua nec infantes sui non remansit in debitum, unde faciat Arnaldus et mulier sua et infantes sui de ipsa vinea quicquid facere voluerit, id est cedendi, habendi, vindendi, dandi vel commutandi. Guilelmus Faraldus fidem [fecit] ad Arnaldo, ad mulierem suam et ad infantes tuos et ad homine qui per illum o requiria qu'atrestant de vinea si homo aut femina li o apellava atrestant de vinea in atrestan bo loco et atrestan aiziiu la li dones sine inganno; et Petrus Guilelmus reireficer in ro (*sic*) que Guilelmus Faraldus falria et Arnal et ad mulier sua et ad infantestes (*sic*) suos sine ingano. Et habet consortes : ab orienti, monegas de Sancto Tehodorito; ab occidente, Arnaldo emtore; assercio, Rainardo cognato Petro Guilelmo; et daves vento, Petrus Guilelmus que est venditor. Pontius Ebrardus testis. Rostagnus Aldebertus testis. Agarnus Cabatarius testis. »

DEUXIÈME ANNÉE. *Epreuve orale*. — Composition du jury : MM. Haze, président, de Wailly, Wallon, Quicherat, Guessard, de Mas-Latrie, Vallet de Viriville, Bourquelot; Borel d'Hauterive, secrétaire.

Questions posées aux élèves :

1° Quelles sont les sources des noms de personnes usités en France? — Quelles remarques y a-t-il à faire sur les formes successives des noms propres dérivés de la source germanique? — Quand commencent les noms de famille et en quoi ont-ils consisté d'abord? — Comment les noms de famille sont-ils conçus généralement dans les actes latins depuis le treizième siècle?

2° En quel siècle a-t-on commencé à se servir du calcul des indictions? — De quelle année a-t-on fait partir les indictions? — Combien y a-t-il de sortes d'indictions et à quelle époque de l'année commence chacune de ces indictions?

3° Qu'entend-on par la ou les grandes chroniques de Saint-Denis? — Quelle est la première édition imprimée de cet ouvrage? A quelle époque commence et finit dans cette édition le récit des faits?

Epreuve écrite. Les élèves ont dû transcrire et commenter la chartre dont voici le texte :

« Anno Domini M^o. CCC^o XLVIII^{to}, indictione prima, die III^a mensis februarii, apud Salam, in ecclesia Beati Cassiani, loco ubi fiunt absolutiones, abstante ibidem majori parte tocius populi parrochie de Sala ibidem aggregata pro divino officio audiendo, et specialiter presentibus testibus Anche-

rio Mosseti de Sala notario , Petro Than notario, et pluribus aliis fide dignis. Notum sit omnibus et singulis quod, cum, hac die, presenti loco, hora et coram testibus quibus supra, ego notarius infrascriptus, ad instanciam et requisicionem Francisci filii Johanneti Bermondi de Curiis, divulgaverim et publicaverim quoddam publicum instrumentum confectum manu Reymondeti Jeremie, notarii de Augusta, sub anno et indictione nuper lapsis et preteritis, die XXIII^a mensis januarii, item quoddam aliud sub eodem anno et indictione, die XVIII^a mensis decembris, factum manu Petri Gautardi notarii de castro Arg', de quibus quidem publicationibus patet per publicum instrumentum receptum per manum mei notarii infrascripti. Hinc est quod Perretus Bermondi de Curiis nobilis, alta voce et intelligibili, dictis publicationibus ibidem factis contradixit et refutavit, dicens et asserens se jus habere pre omnibus super contentis in predictis instrumentis publicatis, de quibus paratus est loco debito et tempore opportuno facere plenam fidem, et de hiis dictus Perretus jussit cartam fieri michi notario infrascripto seu plures, ad opus sui et quorum suo nomine poterit interesse. Actum ut supra. Egoque Bosonus de Leaval de Morranto, publicus notarius imperiali auctoritate et domini comitis Sabaudie, hanc cartam rogatus scripsi, tradidi et signavi signis meis consuetis. »

TOISIÈME ANNÉE. *Epreuve orale.* Composition du jury : MM. de Wailly, président, P. Paris, Lacabane, Quicherat, Guessard, Vallet de Villiville, Ad. Tardif, Bourquelot, Borel d'Hauterive, secrétaire.

Questions posées aux élèves :

I. Qu'est-ce que la table théodosienne? Quand et par qui fut-elle découverte et publiée?

II. Quelles juridictions ressortissaient au siège de la table de marbre du palais? Énoncer succinctement leurs attributions respectives.

III. Qu'est-ce qu'un haubert? Par quoi cette arme a-t-elle été remplacée?

IV. Quel était au treizième siècle l'état des personnes dans la société, d'après Beaumanoir.

Epreuve écrite. Les élèves avaient à traiter les questions suivantes :

I. Faire connaître les principales attributions de la royauté mérovingienne.

II. Dans quelles circonstances Philippe le Long parvint-il à la couronne? Quelles sont les principales institutions de son règne?

III. Que faut-il entendre par les vitres peintes dont il est question dans les plus anciens textes? A quelle époque a commencé la peinture sur verre? Comment s'exécutait le vitrail peint?

A la suite de ces examens ont été admis :

1^o A passer en seconde année, dans l'ordre suivant :

MM. Krœber (Ferdinand-Philippe-Auguste), né le 5 décembre 1830, à Sainte-Marie aux Mines (Haut-Rhin).

Campardon (Louis-Émile), né à Paris le 18 juillet 1837.

Lefèvre (André), né à Provins (Seine-et-Marne), le 9 novembre 1834.

Maurice d'Érize (Joseph-Auguste-Fortunat), né le 5 mai 1832, à Orléans (Loiret).

Lépinos (Henri-Charles-Ernest de Buchère de), né le 11 décembre 1831, à Senots (Oise),

Lechien (Paul-Raymond), né le 8 septembre 1833, à Belleville (Seine).

Roberti (Achille-André), né le 7 septembre 1836, à Remiremont (Vosges).

Poitevin (Auguste-Alfred), né le 19 octobre 1834, à Paris.

Bauquier (Charles), né le 18 décembre 1833, à Besançon (Doubs).

Gouget (Alexandre-Louis-Marie-Antonin), né à Lyon (Rhône), le 17 octobre 1832.

2° A passer en troisième année, dans l'ordre suivant :

MM. Baillet, Bertrand, Renier, Guignes, Blanquard, Pougin, Desjardins, Crozet et Shœné.

3° A soutenir la thèse, MM. Barberaud, Castan, Delore, Gautier, Hiéland, Junca, Paradis, Rosensweig. L'ordre alphabétique a seul été suivi dans la composition de cette dernière liste. La liste par ordre de mérite ne sera établie qu'après la discussion des thèses.

— Par décret en date du 11 juillet, notre confrère M. Auger, avocat, docteur en droit, a été nommé substitut du procureur impérial près le tribunal de première instance de Beauvais.

— Dans notre prochain numéro, nous rendrons compte de la séance annuelle de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, qui a été présidée, le 10 août, par M. Villemain. Aujourd'hui nous ne pouvons annoncer que les récompenses accordées aux élèves de l'École des chartes. Au concours des antiquités de la France, M. d'Arbois de Jubainville a obtenu un rappel de mention très-honorable; M. Charles de Beaurepaire, une mention très-honorable, et M. Rocquain de Courtemblay, une mention honorable.

— Par arrêté en date du 27 juin 1855, ont été nommés membres du comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France :

1° Dans la section de philologie, M. Francis Wey.

2° Dans la section d'histoire, MM. Berger de Xivrey et de Mas-Latrie.

3° Dans la section d'archéologie, MM. Dussommerard et Chabouillet.

— Aux publications de don Marrier sur l'histoire de Saint Martin des Champs, que M. Douet d'Arcq a signalées dans notre avant-dernière livraison (p. 323), il faut ajouter un placard in-folio, imprimé en 1616 chez Pierre Durand, intitulé : *Notitia reverendorum patrum priorum monasterii Sancti Martini de Campis*. Il se termine par cette mention : *Ex penitissimis et reconditissimis ejusdem monasterii archivis eruebat et concinabat dominus Martinus Marrier, illius professus monachus*. — Le dé-

partement des manuscrits de la Bibliothèque impériale en possède un exemplaire qui fait partie de la collection de Duchesne, vol. 55, fol. 260.

— On lit dans la *Revue suisse* :

« Le conseil exécutif a décidé la publication, aux frais du Trésor, de toutes les sources de l'histoire de l'ancien canton de Berne, sous le titre de *Codex diplomaticus Bernensis*. L'exécution de cette mesure intéressante est confiée à M. l'archiviste Maurice de Stürler, qui l'a proposée à l'occasion du grand jubilé de 1853. Le recueil doit comprendre les documents les plus anciens, et s'étendre jusqu'à la réformation de 1528. Un paléographe distingué, M. le colonel Wurstemberger, a promis sa collaboration, au moins provisoire, à l'archiviste de la république. »

— Parmi les objets que dom Martène remarqua, en 1719, dans l'abbaye de Vador, sur les bords de la Meuse, figure un cristal de roche orné de pierres précieuses, sur lequel on voit l'histoire de Suzanne très-finement gravée, à ce qu'on prétend, par saint Éloi, sur lequel on lit : *Lotharius rex Francorum me fieri jussit*. « Autrefois, ajoute le savant bénédictin, les abbés le portoient sur leur poitrine, lorsqu'ils officioient. » (*Voyage littéraire*, II, 132). — Le *Norton's literary gazette* annonce que ce précieux monument a été vendu aux enchères à Londres, le 10 avril, et adjugé au Musée britannique pour la somme de 267 livres sterling.

— L'*Histoire de Prusse*, de Stenzel, dont nous annonçons plus haut le cinquième volume, nous a rappelé que la *Bibliothèque de l'Ecole des chartes* n'a pas encore payé son tribut d'hommages et de regrets à un des hommes de ce temps-ci qui avaient le mieux mérité de l'histoire du moyen âge. Gustave-Adolphe Harold Stenzel, né en 1792, est mort le 2 janvier 1854, après avoir été pendant plus de trente ans professeur à l'université de Breslau, et archiviste de la province de Silésie. Ses ouvrages originaux (*Histoire d'Allemagne sous les empereurs franconiens*, *Histoire de Prusse*, *Histoire de Silésie*) sont classiques ; ses éditions de textes et de documents (*Ecrivains de l'histoire de Silésie*, *Actes relatifs à l'évêché de Breslau*), irréprochables ; mais nous tenons plus encore à mentionner que, dans le séminaire historique qu'il avait fondé, l'illustre archiviste-professeur dirigeait autant que possible ses élèves vers les études paléographiques.

TABLE

DES ARTICLES CONTENUS DANS CE VOLUME.

Louis XI, M. de Taillebourg et M. de Maigné, par M. Marchegay...	1
Le trésor de Saint-Martial de Limoges, au treizième siècle, par M. Duplès-Agier.....	28
Observations sur les actes d'affranchissement du cartulaire de Notre-Dame de Paris, par M. Demante.....	36
Signatures du roi Jean, par M. A. Giraud.....	43
Séance publique de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.....	45
Cartulaires français en Angleterre, par M. Marchegay.....	97
Charte française de 1230, conservée aux archives municipales de Troyes, par M. d'Arbois de Jubainville.....	139
Chartes de la Charité de Notre-Dame de la Couture de Bernai, par M. Sainte-Marie Mévil.....	147
Essai de poison sur un chien fait par l'ordre de Louis XI, par M. Salmon.....	167
Thèses soutenues par les élèves de l'École des Chartes (promotion de 1851-1854).....	170
Organisation judiciaire du Languedoc au moyen âge, par M. Boutaric.....	201, 532
Un manuscrit interpolé de la chronique scandaleuse, par M. Quicherat.....	231, 412
Adolphe Duchalais, par M. de Barthélemy.....	297
L'évêque de Mende et les seigneurs du Tournel, par M. Chazaud....	309
Documents biographiques sur dom Marrier, par M. Douet d'Arcq.....	322, 581
M. Guérard, par M. de Wailly.....	385
Lettres d'Ives de Chartres et d'autres personnages de son temps (1087-1130), par M. Merlet.....	443
Raoul Tortaire, par M. de Certain.....	489
Coutumes de Vernon au douzième siècle, par M. Lebeurier.....	522
Notes bibliographiques sur le Mirouer des femmes vertueuses, par M. Vallet de Viriville.....	551

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Académie impériale de Vienne (publications de l').....	75
Adam, drame anglo-normand, par M. Luzarche.....	187
Anniversaire (le 426 ^e) de la délivrance d'Orléans.....	479
André Boulle, par M. Asselineau.....	81
Anselminus de Orto, ed. Rud. Jacobi.....	79

Athènes aux seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, par M. le comte de Laborde.....	287
Ballet en langage forésien, par M. Allard.....	572
Baron (le) et les religieux de Preuilly, en 1432, par M. Grandmaison.....	479
Cabinet historique (le), par M. Louis Paris.....	478
Cartulaire général de l'Yonne, par M. Quantin.....	364
Cathédrale d'Aoste (la), par M. de Lasteyrie.....	192
Charles le Bon, par le comte Van der Straten Ponthoz.....	74
Chronique de Guines et d'Ardre, éd. de M. de Godefroy.....	366
Comte Lucanor (le), par M. Ad. de Puibusque.....	80
Coutumes (des) seigneuriales de la châtellenie de la Roche, en 1291..	480
Découverte d'un cimetière mérovingien à la Chapelle Saint-Éloi, par M. Lenormant.....	476
Delphinalia, par M. Gariel.....	573
Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France, par M. Chéruel.....	561
Dissertation sur la naissance de Pierre l'Hermite, par Léon Paulet...	365
Essai sur l'histoire du commerce maritime de Narbonne, par M. Port.	71
Étude sur les œuvres d'Agrippa d'Aubigné, par M. Feugère.....	571
France (la) et l'Angleterre au moyen âge. — Bataille de Bouvines, par M. Prioux.....	565
Geographici græci minores; ed. C. Muller.....	359
Germanistische. — Dissertations sur le droit germanique, par Gaupp.	79
Geschichte. — Histoire du droit privé allemand.....	78
Histoire de Beaune, par M. Rossignol.....	191
Histoire de Chartres, par M. de Lespinois.....	69
Histoire de Flers, par M. de la Ferrière.....	480
Histoire de France, par M. Henri Martin.....	472
Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon, par A. van Lokeren.....	568
Histoire de la chambre des comptes de Bretagne, par H. de Fourmont.	70
Histoire de la conquête de la Normandie par Philippe Auguste, en 1204, par A. Poignant.....	280
Huet, évêque d'Avranches, par M. de Gournay.....	373
Jean de Schelandre, par M. Asselineau.....	81
Lettres des rois de France, etc., publiées par M. Merlet.....	480
Lives of the princesses of England, par Mrs. Green.....	73, 481
Ludovicus Henricus Briennæ comes... de pinacotheca sua.....	73
Mémoire sur l'ancienne lieue gauloise, par M. Pistollet de Saint-Ferjeux.....	183
Mémoires concernant l'histoire civile et ecclésiastique d'Auxerre, par l'abbé Lebeuf; nouvelle édition.....	567
Mémoires de l'académie royale de Savoie; 2 ^e série, tome II.....	566
Mémoires de la Société des antiquaires de l'ouest, année 1853.....	192
Mémoire d'un voyage en Russie, fait en 1586 par Jehan Sauvage, etc., par Louis Lacour.....	374
Mémoires du président Hénault.....	285
Messenger des sciences historiques et Archives des arts et de la bibliographie de Belgique.....	375

Monumenta Germaniæ historica, ed. Pertz, Script. tomus XI.....	474
Monuments (les) religieux de Cambrai, par A. Bruyelle.....	372
Normandie souterraine (la), par M. Cochet.....	182
Notes historiques relatives aux anciennes fortifications, etc., de Remiremont, par M. Richard.....	190
Notice historique sur le seel communal, etc., de Dunkerque, par M. Carlier.....	479
Notices et extraits des documents manuscrits conservés dans les dépôts de Paris, et relatifs à l'histoire de la Picardie, par M. Cocheris.....	67
Observations recueillies dans le chartrier de l'abbaye de Cisoing, par M. de Godefroy.....	478
Parœmiæ et regula juris; ed. L. Volkmar.....	280
Patrologiæ cursus completus. Tomi 147, 154, 156, 160, 167.....	62
Piedmontoise (la), en vers bressans, par B. Uchard.....	572
Pierre l'Hermite picard ou liégeois, par M. Polain.....	365
Poésies inédites du moyen âge; par M. Éd. du Ménil.....	569
Recherches historiques sur l'origine, l'élection et le couronnement du pape Jean XXII, par M. Bertrand.....	61
Revue de l'Anjou et de Maine-et-Loire.....	281
Ruelle mal assortie (la), par Marguerite de Valois.....	374
Sépulture (la) chrétienne en France, par M. Murcier.....	371
Sur la naissance de Charlemagne à Liège, par M. Henaux.....	185
Traditions populaires de l'ancienne Lorraine, par M. Richard.....	190
Über die. — Études sur le développement historique du système du droit allemand, par V. Platner.....	79
Visigoths (les) et les études à Toulouse, par M. Bénéch.....	362
Voyage paléographique dans le département de l'Aube, par M. d'Arbois de Jubainville.....	369
Livres nouveaux.....	84, 193, 291, 378, 481, 574.

CHRONIQUE.

ÉCOLE DES CHARTES.

MM. Servois, Chassaing, Rocquain de Courtemblay, Boullé, Lacour, Casati, Laborde, Grès-Burdet et Murcier, archivistes-paléographes, 198. — Décret donnant aux Répétiteurs de l'École le titre de professeur-adjoint, 94. — Examens du mois de juillet 1855, 578.

SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE DES CHARTES.

Elle est reconnue comme établissement d'utilité publique, 91. — Ses statuts, 92. — Renouvellement du bureau et des commissions de la Société, 383. — MM. Chazaud, Servois, Bertrand, Lacour et Casati, membres de la Société, 296. — M. Paillard de Saint-Aignan, préfet du Cantal, 95. — M. de Barthélemy, sous-préfet de Belfort, 95. — M. Fanjoux, sous-préfet de Rocroy, 296. — M. Auger, substitut à Beauvais, 581.

ARCHIVES.

M. Chatel, archiviste du Calvados, 296. — M. de Martonne, inspecteur des archives communales et hospitalières du département de Loir-et-Cher,

198. — Découverte des archives de l'abbaye de Nesle, par M. d'Arbois de Jubainville, 96. — Découverte du second volume du cartulaire de Clairvaux, par le même, 486.

BIBLIOTHÈQUES.

Statistique des manuscrits conservés dans les bibliothèques publiques des départements, 198. — M. Beulé chargé du cours d'archéologie près la Bibliothèque, 96. — Décret constituant le département des cartes et collections géographiques, et le département des estampes, à la Bibliothèque impériale, 95.

COMPAGNIES SAVANTES.

M. Fortoul, membre de l'Académie des inscriptions, 296. — M. Héron de Villefosse, auxiliaire de l'Académie des inscriptions, 95. — Séance de l'Académie des inscriptions du 10 août 1855, 581. — Nomination de plusieurs membres du comité de la langue, etc., 581.

FAITS DIVERS.

Fondation d'une chaire de diplomatique à Venise, 384. — Manuscrit contenant les ouvrages d'Éginhard, de Thégan et d'autres chroniqueurs, vendu à Paris, le 22 juin 1855, 488. — Vente de titres concernant l'histoire de France faite à Bruxelles, au mois de mai 1855, 383. — Cristal de roche de l'abbaye de Vaso, 582. — Publication du Codex diplomaticus Bernensis, 582. — Mort de Stenzel, 582.

FIN DE LA TABLE.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

A LA

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE DES CHARTES¹,

POUR L'ANNÉE 1854-1855.

S. M. L'EMPEREUR DES FRANÇAIS.
S. M. LE ROI DE SARDAIGNE.
S. A. LE PRINCE LOUIS-LUCIEN BONAPARTE.

Son Exc. M. le Ministre de l'instruction
publique et des cultes.

L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE VIENNE (classe
philosophico-historique).

LES ARCHIVES DE L'EMPIRE, à Paris.

LES ARCHIVES DE LA COUR, à Turin.

LES ARCHIVES DU ROYAUME DES DEUX-SI-
CILES.

LES ARCHIVES DE GENÈVE.

LES ARCHIVES DE VENISE.

LES ARCHIVES de la ville de MARSEILLE.

LES ARCHIVES de la ville de STRASBOURG.

LES ARCHIVES du département du TARN.

La BIBLIOTHÈQUE de l'ARSENAL, à Paris.

La BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE (département
des manuscrits), à Paris.

La BIBLIOTHÈQUE du LOUVRE, à Paris.

La BIBLIOTHÈQUE du CORPS LÉGISLATIF.

La BIBLIOTHÈQUE du COLLÈGE ROLLIN, à
Paris.

La BIBLIOTHÈQUE de l'ÉCOLE DE DROIT, à
Paris.

La BIBLIOTHÈQUE de l'ORDRE DES AVOCATS,
à Paris.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de PARIS.

La BIBLIOTHÈQUE SAINTE-GENEVIÈVE, à
Paris.

La BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE
FRANCE, à la Sorbonne, à Paris.

La BIBLIOTHÈQUE DES SOCIÉTÉS SAVANTES,
au Ministère de l'instruction publi-
que.

La BIBLIOTHÈQUE d'AUXERRE.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de BLOIS.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de CAHORS.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de COLMAR.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de MEAUX.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de NANCY.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de REIMS.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de REMIRE-
MONT.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de ROUEN.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de TOULON.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de TOURS.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville de VALENCIEN-
NES.

La BIBLIOTHÈQUE de la ville d'ANVERS.

La BIBLIOTHÈQUE cantonale de LAUSANNE.

La BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE
LIÈGE.

La BIBLIOTHÈQUE ROYALE de STOCKHOLM.

1. Ceux de MM. les souscripteurs dont les noms seraient mal orthographiés, les titres omis ou inexactement imprimés, sont instamment priés de vouloir bien adresser leurs réclamations à M. DUMOULIN, libraire, afin que les mêmes fautes ne puissent se reproduire dans la dix-septième liste de nos souscripteurs, qui sera publiée, suivant l'usage, à la fin du prochain volume de la *Bibliothèque*.

La BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ DE TURIN.

Les *Archives de l'Art français*, à Paris.

Le CERCLE AGRICOLE, à Paris.

Le COMITÉ DE LA LANGUE, DE L'HISTOIRE ET DES ARTS de la France, au Ministère de l'instruction publique.

L'ÉCOLE IMPÉRIALE DES CHARTES.

La FACULTÉ DES LETTRES, à Rennes.

L'INSTITUT DE FRANCE, à Paris.

Le MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (60 *ex.*).

La *Revue contemporaine*, à Paris.

LES RR. PP. BÉNÉDICTINS DU MONT-CASSIN.

La SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, sciences et arts, à Agen.

La SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE D'AVRANCHES.

La SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE DOUAI.

La SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE LA MORINIE, à Saint-Omer.

La SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE L'OUEST, à Poitiers.

La SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE, à Amiens.

La SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE CAMBRAI.

La SOCIÉTÉ DE NUMISMATIQUE DE BELGIQUE, à Bruxelles.

Le *Messenger des sciences historiques, des arts et de la bibliographie de Belgique*, à Gand.

MM. AFFRY (d') DE LA MONNOYE, à Paris.

* ALLEAUME, avocat à la Cour impériale de Paris (1).

AMPÈRE, membre de l'Institut.

ANDRIEUX (Jules), à Paris.

* ARBOIS DE JUBAINVILLE (H. d'), à Troyes.

ARNAUD (l'abbé), chanoine honoraire de Poitiers, à Paris.

ASSELINÉAU (Charles), à Paris.

* AUBINEAU (L.), à Paris.

AUDENET, banquier, à Paris.

AUDIGIER (le vicomte d'), à Troyes.

* AUGER, substitut, à Beauvais.

BARANTE (le baron de), membre de l'Institut, à Paris.

* BARBEU DÙ ROCHER (A.), à Paris.

* BARTHÉLEMY (A. de), sous-préfet, à Belfort.

BARTHEZ et Cie, libraires, à Paris (2 *ex.*).

* BASTARD (Léon de), à Paris.

BATAILLARD (Charles), avocat à la Cour impériale de Paris.

* BATAILLARD (Paul), à Paris.

BATAULT (H.), à Paris.

BEAUCOURT (de), à Paris.

* BEAUREPAIRE (Ch. de), archiviste, à Rouen.

BELLAGUET, chef de bureau au Ministère de l'instruction publique.

BELLENCONTRE, notaire, à Falaise.

BELVAL (le marquis de), à Paris.

BENECH, professeur à la Faculté de droit, à Toulouse.

BERGER DE XIVREY, membre de l'Institut, à Paris.

BERNHARD, à Ribeauviller (Haut-Rhin).

* BERTRANDY, à Paris.

BEUGNOT (le comte), membre de l'Institut, à Paris.

BIGNE (de la), à Paris.

BION DE MARLAVAGNE (L.), archiviste de l'Aveyron, à Rodez.

BLACAS (de duc de), à Paris.

* BOCA (L.), à Amiens.

BOCCA, libraire, à Turin (2 *exemplaires*).

BODIN, professeur de musique.

* BOISSERAN (D. C.), à Paris.

BONAINI (le chevalier), surintendant des archives, à Florence.

BONNE (de), à Bruxelles.

BONNETTY, directeur des *Annales de philosophie chrétienne*, à Paris.

BONNIN, ancien notaire, à Evreux.

BORDEAUX (Raymond), docteur en droit, à Evreux.

* BORDIER (Henri L.), à Paris.

* BOREL D'HAUTERIVE (A.), à Paris.

BORLUUT DE NOORTDONCK, à Gand.

BORRANI, libraire, à Paris (2 *exempl.*).

BOSSANGE, libraire, à Paris (10 *ex.*).

BOSVIEUX, archiviste de la Creuse, à Guéret.

BOTTÉE DE TOULMON, à Paris.

(1) Les noms précédés d'un astérisque sont ceux des membres de la Société de l'École des Chartes.

BOUCHET, bibliothécaire de la ville de Vendôme.

BOUDARD, maître de pension, à Béziers (Hérault).

BOUILLEVAUX (l'abbé), curé de Perthes (Haute-Marne).

* BOURQUELOT (F.), à Paris.

* BOUTARIC (E.), à Paris.

BRANDOIS (le baron DE), à Paris.

BRET, notaire, à Saint-Omer.

BROLEMAN, à Paris.

CARRELSSEN, chez Allouard et C^{ie}.

CARTIER, directeur de la *Revue numismatique*, à Amboise.

* CASATI, à Paris.

CASTELNAU, ancien magistrat, à Montpellier.

* CAUSSIN DE PERCEVAL, à Paris.

* CERTAIN (DE), à Paris.

CHABANNES (la comtesse H. DE), à Versailles.

CHAMPOLLION-FIGEAC, à Fontainebleau.

CHANTEPIE, traducteur du cabinet de l'Empereur.

CHAPOUTON, membre du conseil général de la Drôme, à Grignan.

* CHARONNET, à Gap.

CHASTENAY-LANTY (la comtesse Victorine DE), à Châtillon-sur-Seine.

* CHATEL (E.), archiviste, à Caen.

CHAUFFOUR (J.), avocat, à Colmar.

* CHAZAUD, archiviste, à Moulins.

CHEDEAU, avoué, à Saumur.

CHERBULIEZ, libraire, à Genève.

CHÉRIEL (A.), professeur d'histoire à l'École normale, à Paris.

CIZANCOURT (Raymond DE), à Noyon (Oise).

* CLAIRFOND (M.), à Moulins.

CLAUDE, employé aux manuscrits de la Bibliothèque Impériale, à Paris.

CLÉMENT, à Paris.

* COCHERIS, employé à la Bibliothèque Mazarine, à Paris.

CORBLET (l'abbé), à Amiens.

CORNU (Sébastien), peintre, à Paris.

CORPET, à Paris.

COSTA (le marquis de), à Turin.

COUSIN (Victor), membre de l'Institut, à Paris.

COUSSEMAKER (DE) ✕, juge et membre du conseil général du Nord.

CRESPIN, avoué, à Orléans.

* CUCHEVAL-CLARICNY, à Paris.

DARD (le baron), attaché au Ministère d'État, à Paris.

* DARESTE (Ant. C.), à Lyon.

* DARESTE (Rodolphe), à Paris.

DARRAS (l'abbé), à Paris.

DAURIAC (Eugène), employé à la Bibliothèque Impériale, à Paris.

* DAVID (Louis), conseiller référendaire à la cour des comptes, à Paris.

DECO, à Bruxelles.

DEFRÉMERY, à Paris.

DELALO, président du tribunal, à Mauviac (Cantal).

DELAULNE, avoué, à Romorantin.

* DELISLE (L.), à Paris.

* DELOYE (A.), à Avignon.

DELPIT (Jules).

* DEMANTE (Gabriel), à Toulouse.

DENIS (l'abbé), à Meaux.

DESNOYERS (Jules), bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle, à Paris.

DESTRAIT, avocat, à Strasbourg.

DIDOT (Ambroise-Firmin), imprimeur de l'Institut, à Paris.

DIGBY, à Londres.

DORIA (Armand), à Paris.

* DOUET D'ARCO, à Paris.

DOUVRE, juge de paix du canton de Buchy, à Blainville-Crevon (Seine-Inférieure).

DUCLOS, employé à la section judiciaire des Archives de l'Empire, à Paris.

DULAURIER, professeur à l'École des langues orientales, à Paris.

DUMONT (Édouard), à Fontainebleau.

* DUPLÈS (Henri), à Paris.

DUPLESSIS, président de la Société académique, à Blois.

* DUPONT (Edmond), à Paris.

DUPRAT, libraire, à Paris (2 ex.).

DURAND, libraire, à Paris.

EGGER, professeur à la Faculté des lettres, membre de l'Institut, à Paris.

* FANJOUX, sous-préfet, à Rocroy.

* FAUDET (l'abbé), curé de Saint-Roch, à Paris.

* FLOQUET (A.), à Paris.

FORTOUL (Charles), chef du cabinet de S. Exc. M. le ministre de l'instruction publique et des cultes.

FOURNERAT, ancien juge d'instruction, à Paris.

* FRÉVILLE (DE), à Paris.

* GARDET (E. J.), à Paris.

* GARNIER (E.), à Paris.

GARNIER frères, libraire, à Paris.

GASTINE (DE), à Paris.

GAUBAN, propriétaire, à la Réole (Gironde).

GAUPILLAT, libraire, à Auxerre.

GEFFROY, professeur d'histoire à la Faculté de Bordeaux.

GENOUILLE, professeur de l'Université à Paris.

GERMAIN, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Montpellier.

GÉRUZEZ, secrétaire de la Faculté des lettres, à Paris.

* GIRAUD (Al.), à Paris.

GIRAUD (Charles), membre de l'Institut, à Paris.

GISCLARD, recteur de l'Académie, à Troyes.

* GOSSIN (L.), à Paris.

* GRANDMAISON (Charles), à Tours.

GRANDVAL (le marquis DE), correspondant du Ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, au château de Saint-Denis-Maisoncelles (Calvados).

* GRÉA (A.), à Paris.

GUÉRANGER (dom), à Solesme.

* GUESSARD (F.), à Passy.

* GUIGNARD (Ph.), à Dijon.

GURNEY (Daniel), à Londres.

HARDOUIN (Henri), avocat, à Paris.

HASE, président du conseil de perfectionnement de l'École impériale des chartes, membre de l'Institut, à Paris.

HAVET, professeur à l'École polytechnique, à Paris.

HÉBERT-DUPERRON, principal du collège de Bayeux.

HENNEGUIER, à Montreuil-sur-Mer.

HÉRICOURT (le vicomte Achmet D'), à Arras.

* HIMLY (A.), à Paris.

HORNER, libraire, à Zurich.

* HUGOT (L. P. H.), à Colmar.

HUILLARD-BRÉHOLLES, à Paris.

HEUSNER, libraire, à Bruxelles.

* JACOBS (Alfred), à Paris.

* JANIN (E.), à Passy.

JOURDAIN, chef de division au Ministère de l'instruction publique.

* KERDREL (Audren DE), à Rennes.

KOENIGSWARTER, docteur en droit, à Paris.

KROEBER (Auguste), avocat, à Paris.

LABORDE (Théodore), à Paris.

* LABORDERIE (Arthur DE), à Nantes.

LABOULAYE (Édouard), membre de l'Institut, à Paris.

* LACABANE (Léon), à Paris.

LACOUR (DE), ancien capitaine de cavalerie, à Saint-Amand-Montrond (Cher).

* LACOUR (T.), à Paris.

LAFERRIÈRE, inspecteur général, recteur de l'Académie de Toulouse.

LAFERRIÈRE (le comte DE), au château de Ronfeugeray (Orne).

* LAGET, à Paris.

LAGRANGE (le marquis DE), à Paris.

LAGUERRE (Léon), avocat, à Paris.

* LALANNE (Lud.), à Paris.

LALOY, docteur en médecine, à Belleville.

LAMBERT, bibliothécaire de la ville de Bayeux.

LAMBERT, avocat, à Paris.

LANIER, libraire, au Mans.

LASSUS, architecte, à Paris.

LASTEYRIE (Ferdinand DE), à Paris.

LE BAS (Philippe), membre de l'Institut, à Paris.

* LEBEURIER (l'abbé), à Evreux.

LE CLERC (Victor), membre de l'Institut, à Paris.

LECOINTRE-DUPONT, à Poitiers.

LEBLANC (Paul), à Brioude.

LEFÈVRE, docteur-médecin, à Paris.

* LECLAY (E.), sous-préfet, à Moissac.

LEGOT, chef de bureau au Ministère de l'intérieur, à Paris.

LELEUX, libraire, directeur de la *Revue archéologique*, à Paris.

LEMAISTRE, de Tonnerre.

LENORMANT, membre de l'Institut, à Paris.

LÉPINE, à Montfort-l'Amauri.

LÉPINOIS (E. DE), à Paris.

* LE ROUX DE LINCY, à Paris.

LIEMARD, à Verdun.

LITTRÉ, membre de l'Institut, à Paris.

LONGPÉRIER (Adrien DE), membre de l'Institut à Paris.

* MABILE (Émile), à Paris.

MAGEN, pharmacien, à Agen.

MAGNIN, membre de l'Institut, à Paris.

MANOIR (le comte Jules DU), maire de Juaze (Calvados).

* MARCHÉGAY (P.), à Angers.

MARCIEU (le marquis DE), à Paris.

* MARIN D'ARBEL (E.), à Paris.

* MARION (J.), à Paris.

MARTIN (le R. P. Arthur), à Paris.

MARTIN (l'abbé), curé de Courtis (Ain).

* MARTONNE (A. DE), à Blois.

* MARTY-LAVEAUX (Ch.), à Paris.

MASERÉ, ancien notaire, à Paris.

MASSON, à Amiens.

* MAS-LATRIE (L. DE), à Paris.

MATHON, bibliothécaire de la ville de Neufchâtel (Seine-Inférieure).

MÉRIL (Edelestand DU), à Paris.

MÉRIMÉE (Prosper), membre de l'Institut, à Paris.

* MERLET (L.), à Chartres.

* MÉVIL (Sainte-Marie), à Paris.

MICHEL (Francisque), professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux.

MIGNET, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales, à Paris.

MIREPOIX (la duchesse DE), à Paris.

MOIGNON, substitut du procureur impérial.

MOLÉ (le comte), membre de l'Académie française, à Paris.

MONMERQUÉ, membre de l'Institut, à Paris.

* MONTAIGLON (A. DE), à Paris.

* MONTROND (M. FOURCHEUX DE), à Paris.

* MORELOT (St. H.), à Dijon.

MORIN (Henri), à Lyon.

MOUTIÉ, secrétaire de la Société archéologique, à Rambouillet.

NAUDET, membre de l'Institut, administrateur de la Bibliothèque Impériale, à Paris.

NAUDIN, conseiller de préfecture à Blois.

NICARD (P.), à Paris.

NYHOFF, libraire, à la Haye.

* PAILLARD DE SAINT-AIGLAN, préfet du Cantal, à Aurillac.

PAQUET (Just), à Passy.

PARAVEY, ancien conseiller d'État, à Paris.

PARAVEY (Édouard), directeur du Comptoir d'escompte, à Rouen.

PARIS (Paulin), membre de l'Institut, à Paris.

* PASSY (Louis), à Paris.

PATIN, membre de l'Académie française, à Paris.

PEIGNÉ DE LA COUR, à Paris.

PELET (le général), à Paris.

PÉRICAUD, bibliothécaire de la ville de Lyon.

PERTZ, historiographe de S. M. le roi de Hanovre.

* PÉTIGNY (J. DE), à Clénor, par Blois.

PICARD (Émile), à Avignon.

PICARD, compositeur de l'imprimerie Firmin Didot.

PILLET, directeur de la *Bibliographie de la France (Journal de la Librairie)*.

PLÉ, avocat, à Paris.

* PORT (Célestin), à Angers.

PORTALIS (le comte), sénateur, à Paris.

PRIoux, à Paris.

* QUICHERAT (Jules), à Paris.

QUICHERAT (Émile), architecte, à Paris

QUICHERAT (Louis), conservateur à la bibliothèque Sainte-Geneviève.

RABUSSON, avocat, à Dôle.

RAINWALD, libraire, à Paris (6 *ex.*).

RATTIER, propriétaire, à Saint-Laurent du Pape (Ardèche).

* REDET (X. L.), à Poitiers.

RICARD, avocat, à Montpellier.

RIVES, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.

ROUARD, bibliothécaire de la ville d'Aix.

* ROZIÈRE (Eugène DE), à Paris.

ROYER (Ernest), à Cirei-sur-Blaise (Haute-Marne).

ROYER-COLLARD (Paul), professeur à l'École de droit de Paris.

SAINT-AIGNAN (le comte DE), à Paris.

SAINT-LAURENT (le comte DE), au château la Loge, près Fontenay (Vendée).

SAINT-PRIEST (DE), à Paris.

* SALMON (A.), à Tours.

SALVANDY (le comte DE), ancien ministre de l'instruction publique.

SARTIGES D'ANGLES (le baron DE), à Clermont.

* SCHWEIGHÆUSER (Alfred), à Paris.

SEBERT, instituteur communal, à Paris.

SERVEAUX, sous-chef au 1^{er} bureau du secrétariat, au Ministère de l'instruction publique.

* SERVOIS (Gustave), à Paris.

SOULTRAIT (le comte Georges DE), à Lyon.

* STADLER (E. DE), à Paris.

STRATEN-PONTHOZ (le comte VAN DER), à Metz.

TAILLANDIER, conseiller à la Cour de cassation, à Paris.

TAILLIAR, conseiller à la Cour d'appel de Douai.

* TARDIEU (Amédée), à Paris.

* TARDIF (Adolphe), à Paris.

* TARDIF (Jules), à Paris.

TERREBASSE (DE), au Péage (Isère).

* TEULET (A.), à Paris.

THEURIER DE POMMIERS, juge au Tribunal de première instance de la Seine, à Paris.

THIERRY (Augustin), membre de l'Institut, à Paris.

THIERS, membre de l'Institut, à Paris.

* TRANCHANT (Charles), à Paris.

TREUTTEL et WURTZ, libraires, à Paris (7 *ex.*).

TREUTTEL et WURTZ, libraires, à Strasbourg (3 *ex.*).

TREVERRET (Jules DE), à Paris.

TURENNE (le marquis DE), à Paris.

TWIET-MEYER, libraire (3 *ex.*).

VALENTIN (Ludovic), avocat à Montélimart.

VALÈRE MARTIN, à Cavaillon (Vaucluse).

* VALLET DE VIRIVILLE, à Paris.

VALROGER (DE), professeur à l'École de droit de Paris.

VANEY, à Paris.

VASSAL (DE), archiviste du département du Loiret, à Orléans.

* VAULCHIER DU DESCHAUX (le vicomte R. DE), à Besançon.

VERDIER, à Rennes.

VERGÉ, rédacteur du *Compte rendu de l'Académie des sciences morales*, à Paris.

VIEUSSEUX, libraire.

* VILLEFOSSE (E. Héron DE), à Paris.

VILLEGILLE (DE LA), secrétaire du comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France, à Paris.

VILLEMMAIN, secrétaire perpétuel de l'Académie française, à Paris.

VINCENT, membre de l'Institut, à Paris.

VIOLLET-LE DUC, architecte, à Paris.

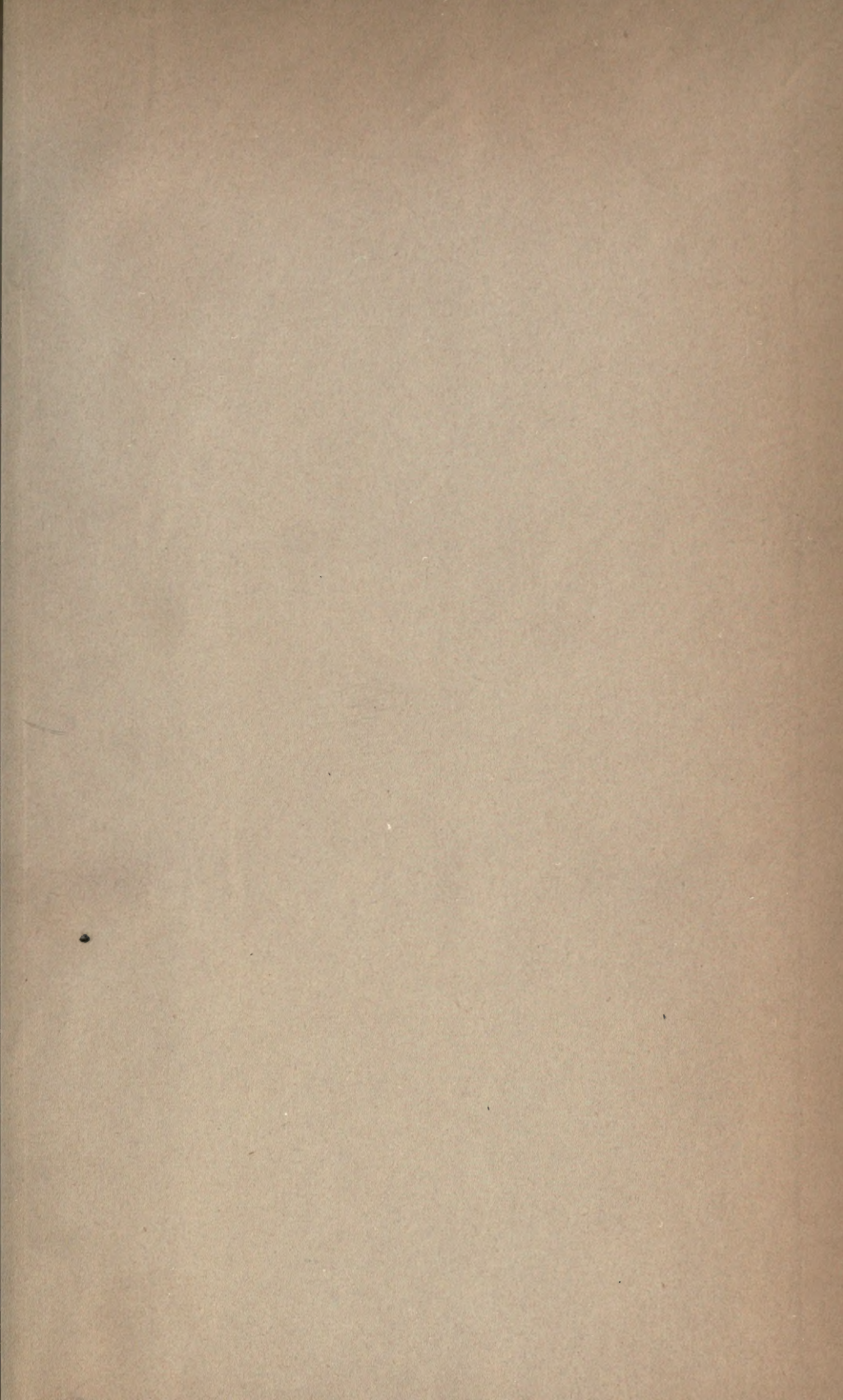
VITET, membre de l'Institut, à Paris.

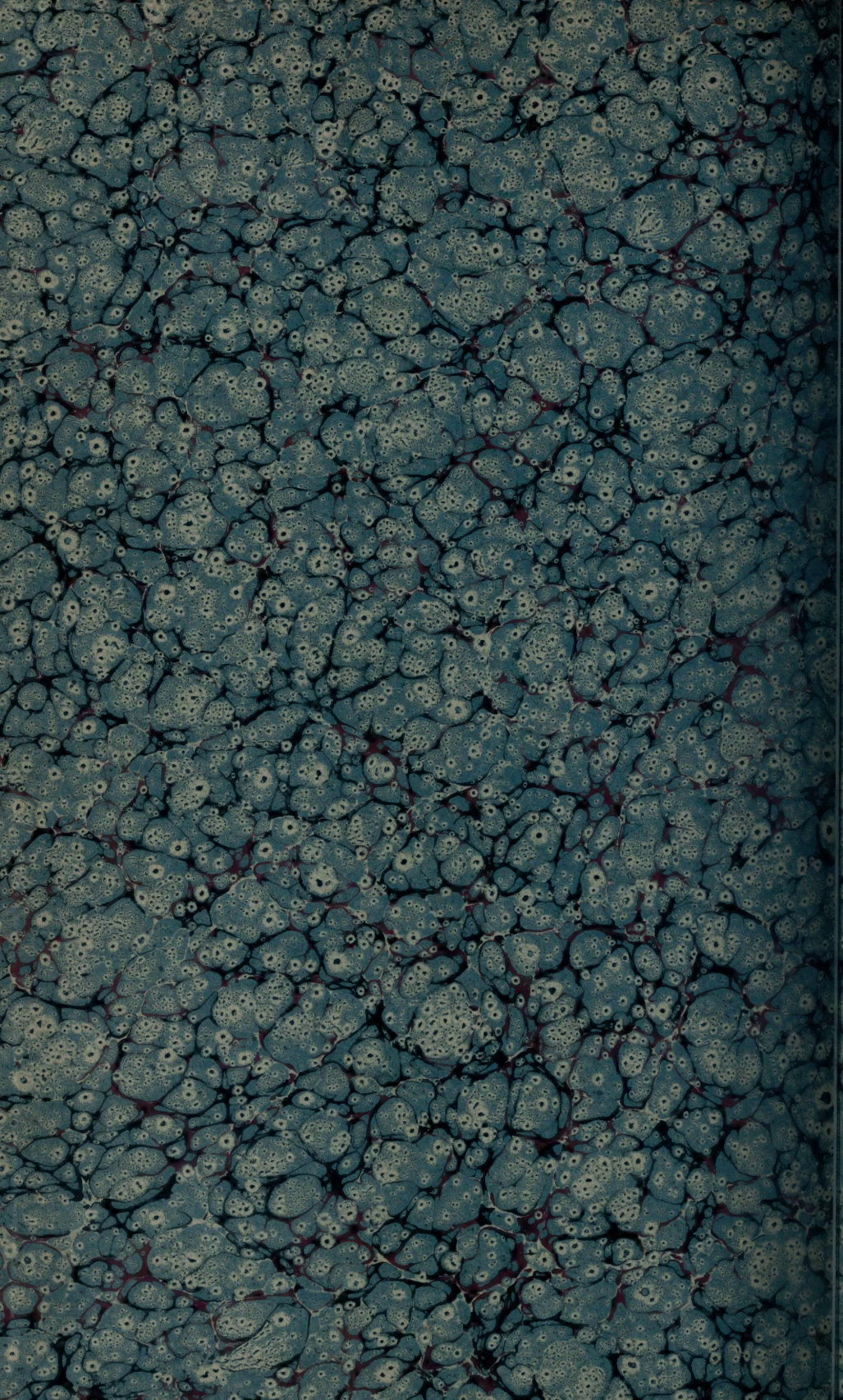
WAILLY (Natalis DE), membre de l'Institut, à Paris.

WALLON, membre de l'Institut, à Paris.

* WEY (F.), à Paris.

WRIGHT (Thomas), à Londres.





D
111
B5
t.16

Bibliothèque de l'École
des chartes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

